1

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Approbation du schéma des achats socialement et écologiquement responsables de l'Eurométropole de Strasbourg.

La politique des achats de l'Eurométropole de Strasbourg poursuit cinq objectifs :

- placer l'éthique au centre de l'acte d'achat : créer une relation de confiance entre acheteurs et entreprises, basée sur des règles déontologiques partagées,
- développer la performance économique des achats : utiliser les achats comme un levier de maîtrise des dépenses publiques, professionnaliser les acheteurs,
- optimiser les marchés publics : conclure des marchés sécurisés pour les parties et permettant de garantir une continuité des services publics,
- accroître l'utilisation du développement durable dans les marchés publics : introduire davantage de clauses sociales, environnementales et relatives au commerce équitable dans les marchés, tout en s'assurant qu'elles restent soutenables pour les entreprises,
- déployer la dématérialisation dans l'ensemble des actes et échanges relatifs aux achats de la collectivité.

Une politique des achats strasbourgeoise qui promeut l'intégration du développement durable dans les marchés publics

L'Eurométropole de Strasbourg s'est vue décerner ces dernières années plusieurs distinctions nationales encourageant sa politique des achats, notamment pour son volet relatif au développement durable.

En effet, la collectivité mobilise l'ensemble des dispositifs réglementaires afin d'introduire dans ses marchés publics des clauses d'insertion professionnelle et des clauses environnementales.

Cette approche volontaire se traduit par une analyse systématique, menée par les services lors de la définition des besoins, de l'opportunité d'intégrer des considérations liées au développement durable dans les contrats publics. Cette pratique permet aujourd'hui à l'Eurométropole de Strasbourg d'intégrer des clauses sociales et/ou environnementales dans environ 75% de ses marchés publics.

Le schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsable, une obligation prévue par la loi

Les lois relatives à l'économie sociale et solidaire du 31 juillet 2014 et à la transition énergétique du 17 août 2015 imposent désormais aux acheteurs publics dont le volume des achats annuels excède 100 millions d'euros d'élaborer un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER), afin de les conduire à mieux intégrer le développement durable dans leurs marchés publics.

Le présent projet de délibération vise à répondre à cette obligation légale en soumettant à la validation du Conseil eurométropolitain le SPASER de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ce schéma poursuit trois objectifs :

- structurer la politique d'achat public durable de l'Eurométropole de Strasbourg et conforter sa planification,
- accroitre la visibilité de cette politique d'achat,
- approfondir l'utilisation de l'achat public comme levier de mise en œuvre des politiques publiques.

Ce schéma s'inscrit en cohérence avec les politiques publiques et démarches engagées par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en matière de développement durable, notamment :

- le plan climat lancé en 2009, visant à réduire de 30% les gaz à effet de serre, de 30 % les consommations d'énergie, et à atteindre 20 à 30% d'énergie renouvelable à l'horizon 2020 dans la consommation d'énergie,

- la convention relative au développement de l'agriculture durable, conclue en 2010 avec la chambre d'agriculture du Bas-Rhin,

- la politique « zéro déchets zéro gaspillage », menée en lien avec l'ADEME,

- les stratégies « territoire à énergie positive pour la croissance verte », et « Villes respirables en 5 ans » mises en place par le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie dans le cadre de la politique nationale de transition énergétique,

- la stratégie de développement économique Eco 2030, feuille de route comportant notamment des volets sur la transition écologique et sur l'économie sociale et solidaire.

Un schéma ambitieux construit autour de quatre axes

En déclinant ces démarches et stratégies aux achats de l'Eurométropole de Strasbourg, le SPASER consacre l'achat public comme vecteur transversal de mise en œuvre des politiques publiques.

Le développement durable étant communément défini comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures

à répondre aux leurs », il repose sur trois « piliers » : un pilier social, un pilier environnemental et un pilier économique.

Au regard de cette définition, il est proposé de construire le SPASER de l'Eurométropole de Strasbourg en quatre axes :

- gouvernance et communication, pour faire connaître le SPASER au sein et à l'extérieur de la collectivité et largement partager ses orientations et les bonnes pratiques qu'il définit,

- achat public social et solidaire, pour soutenir l'économie sociale et solidaire et poursuivre l'intégration de considérations éthiques et sociales dans les marchés,

- achat public éco-responsable et protecteur de la santé, pour réduire les déchets liés aux achats publics, optimiser leur valorisation, limiter les pollutions, préserver les ressources naturelles et maîtriser la consommation énergétique,

- achat public équitable pour développer les achats de produits issus du commerce équitable.

Chacun de ces axes comporte plusieurs objectifs qu'il appartiendra à l'administration de décliner dans un plan d'action qui fera l'objet d'un suivi annuel.

Un schéma en mode collaboratif, tant dans sa construction que dans son suivi

Le projet de SPASER joint au présent rapport est l'aboutissement d'un travail collaboratif associant l'administration mutualisée de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, les élus en charge d'une délégation dans le domaine du développement durable et les partenaires de la collectivité susceptibles de lui apporter un regard expert sur chacun des trois piliers du développement durable (CRESS Grand Est, COLECOSOL, ADEME).

Ainsi, un séminaire de co-construction du SPASER a été organisé en février 2018 pour associer ces partenaires à l'élaboration et à l'enrichissement du schéma ainsi qu'à la détermination de la méthodologie de son suivi.

Ce travail collaboratif se poursuivra une fois le schéma adopté, un atelier du Conseil de l'économie sociale et solidaire étant dédié chaque année au suivi du SPASER.

Cette réunion technique interviendra préalablement à une présentation de l'état d'avancement de la mise en œuvre du SPASER au « comité consultatif achat et développement durable » réunissant les élus en charge d'une délégation dans le domaine du développement durable et les membres de la commission d'appel d'offres.

Le SPASER joint au présent rapport a vocation à s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2020.

L'Eurométropole de Strasbourg entend construire cette démarche de progrès en synergie avec l'ensemble de ses partenaires, dans une logique de partage des bonnes pratiques et de transparence.

Réussir le défi de la transition écologique, sociale et solidaire implique en effet que chacun de ces acteurs en soit le porteur, dans l'objectif de construire ensemble une politique d'achats publics durable et responsable au service d'un territoire vivable, viable et équitable.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables de l'Eurométropole de Strasbourg joint à la présente délibération,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à prendre toute décision relative à la mise en œuvre dudit schéma.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

SCHEMA DE PROMOTION DES ACHATS PUBLICS SOCIALEMENT ET ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLES DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Avant-propos

La commande publique, qui représente environ 10% du produit intérieur brut français, joue un rôle essentiel sur l'économie française et l'évolution de la consommation.

Au-delà de son impact économique, la commande publique a, au gré des réformes successivement intervenues ces dernières années, progressivement évolué pour devenir un levier de mise en œuvre des politiques publiques.

Désormais, son objectif n'est plus uniquement de réaliser un achat au meilleur rapport qualité / prix, mais aussi de promouvoir le développement durable.

En s'appuyant sur l'achat public, devenu une fonction stratégique, les collectivités territoriales doivent jouer un rôle d'exemplarité et inciter l'ensemble des acteurs, qu'il s'agisse des entreprises comme des citoyens, à agir pour préserver les ressources environnementales, avoir des pratiques économiques plus équitables et faire preuve de solidarité.

Dans la logique de cette évolution, la loi impose désormais aux acheteurs publics dont le volume des achats annuels excède 100 millions d'euros d'élaborer un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables, afin de les conduire à mieux intégrer le développement durable dans leurs marchés publics.

L'Etat a également adopté un plan national pour les achats publics durables (PNAAPD). Ce plan a vocation à structurer les grandes orientations de l'achat public de l'ensemble des pouvoirs adjudicateurs. Applicable entre 2015 et 2020, il prévoit notamment que :

- 25 % des marchés passés au cours de l'année comprennent au moins une disposition sociale ; (actuellement, au niveau national, seulement 5% des marchés publics contiennent une clause sociale)
- 30 % des marchés passés au cours de l'année comprennent au moins une disposition environnementale

L'Eurométropole de Strasbourg a profondément inscrit depuis de nombreuses années sa politique des achats dans cette direction, en utilisant autant que possible les instruments juridiques issus du droit de la commande publique pour intégrer dans ses marchés publics des exigences sociales et environnementales.

Ainsi, l'Eurométropole intègre d'ores et déjà dans ses marchés des exigences sociales et environnementales dépassant largement la moyenne nationale ainsi que les objectifs du plan, puisque environ 75% de ses marchés comportent une clause sociale et/ou environnementale (40% de ses marchés publics sont assortis d'une clause sociale, 75% d'une clause environnementale).

En adoptant un schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER), l'Eurométropole de Strasbourg souhaite réaffirmer sa volonté soutenue d'utiliser l'ensemble des leviers juridiques de l'achat public pour promouvoir le développement durable dans un dialogue constant avec le monde économique.

Le présent schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER) vient renforcer la mise en œuvre des politiques publiques menées par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, dont notamment :

- le plan climat lancé en 2009, visant à réduire de 30% les gaz à effet de serre, de 30 % les consommations d'énergie, et à atteindre 20 à 30% d'énergie renouvelable à horizon 2020 dans la consommation d'énergie. Le plan climat 2030 vient d'être lancé et fait l'objet d'une concertation,
- la convention conclue en 2010 avec la chambre d'agriculture du Bas-Rhin visant à développer l'agriculture durable, reconduite en 2015 pour la période 2015-2020 « stratégie de développement d'une agriculture locale durable et innovante »,
- la candidature en 2015 au projet Zéro Déchet, Zéro Gaspillage visant la mise en place de la politique de réduction, recyclage et valorisation des déchets de l'Eurométropole de Strasbourg, a abouti à la mise en œuvre d'une politique « zéro déchets zéro gaspillage », qui s'est traduite par une convention avec l'ADEME en janvier 2017,
- les stratégies « territoire à énergie positive pour la croissance verte », et « Villes respirables en 5 ans » mises en place par le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie dans le cadre de la politique nationale de transition énergétique,
- la stratégie de développement économique Eco 2030, feuille de route comportant notamment des volets sur la transition écologique et sur l'économie sociale et solidaire.

En transposant les objectifs de ces documents à l'achat public, le schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables de l'Eurométropole de Strasbourg consacre l'achat public comme instrument transversal de mise en œuvre des politiques publiques.

Défini comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »[1], le développement durable concilie les enjeux sociaux, environnementaux et économiques.

C'est autour de ces enjeux que l'Eurométropole de Strasbourg a choisi de structurer son SPASER, décliné à travers les quatre axes suivants :

[1] Définition énoncée par madame Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre norvégien (1987).

- la gouvernance,
- l'achat public social et solidaire,
- l'achat public éco-responsable et protecteur de la santé,
- l'achat public équitable.

La collectivité entend construire sa démarche de progrès en synergie avec l'ensemble des parties prenantes (acteurs économiques, dont acteurs de l'économie sociale et solidaire, communes et établissements publics locaux).

Réussir le défi de la transition écologique, sociale et solidaire implique en effet que chacun de ces acteurs en soit le porteur, dans l'objectif de construire ensemble une politique d'achats publics durable et responsable au service d'un territoire vivable, viable et équitable.

Préambule

- **Durée de vie du schéma.** La durée de vie du schéma est synchronisée à celle du Plan national pour les achats publics durables. Le plan actuel arrivera à échéance le 31 décembre 2020.
- **Organe de mise en œuvre du schéma.** Le comité technique « achats et développement durable » sera l'instance dédiée de l'application du schéma. Il se réunira à une fréquence mensuelle, et inclura, en plus des services techniques, les partenaires de l'Eurométropole de Strasbourg (CRESS Grand Est, Colécosol, facilitateur, Ademe).
- **Suivi de l'application du schéma.** Les résultats de l'application du schéma seront présentés chaque année au comité consultatif « Achats et développement durable » composé des élus disposant d'une délégation en matière de développement durable et des membres de la commission d'appel d'offres. Le comité émettra des recommandations permettant d'optimiser la mise en œuvre du schéma.
- **Valeur contraignante.** Les services de l'Eurométropole de Strasbourg, dans l'élaboration de leurs marchés, sont tenus de prendre en compte les dispositions du schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables.

AXE TRANSVERSAL – GOUVERNANCE ET COMMUNICATION

Objectif 1 – Communication : faire connaître le SPASER en interne et en externe

- Sensibiliser les entreprises à la politique d'achat durable de la collectivité à l'occasion des temps de rencontre acheteurs / fournisseurs, et notamment lors du salon de l'achat public. Poursuivre la sensibilisation et la formation des services à l'intégration de considérations sociales, environnementales et équitables, dans les marchés publics : formations, fiches pratiques, visites d'entreprises adaptées et ESAT ou d'acteurs de l'insertion par l'activité économique, rencontres avec les acteurs pertinents
- Partager avec les associations / acteurs du territoire des cahiers des charges et bonnes pratiques
- Disposer d'informations actualisées sur l'influence concrète des clauses d'insertion sociale sur la situation à court, moyen et long terme des bénéficiaires et publier régulièrement les résultats
- Développer des indicateurs de suivi des clauses environnementales et relatives au commerce équitable afin d'en mesurer plus précisément les effets. A cet effet, expérimenter le recours à des expertises extérieures afin de disposer de statistiques fiables sur l'influence concrète de ces clauses
- Développer des actions de communication externe pour mettre en valeur les avancées de la collectivité et les incidences concrètes de sa politique d'achats durables sur son territoire
- Afficher l'exemplarité de la politique d'achat durable de l'Eurométropole de Strasbourg en interne et en externe en diffusant largement le SPASER, à des acteurs privés comme publicsaux institutions (notamment les communes membres de l'Eurométropole) comme aux citoyens
- Poursuivre le travail engagé avec les chambres consulaires et les fédérations professionnelles pour promouvoir l'achat durable, faciliter l'accès des entreprises à la commande publique et les accompagner dans un contexte de forte évolution de la réglementation

Objectif 2 – Gouvernance : Partager les orientations du SPASER

- Associer les partenaires externes agissant en matière de développement durable au processus d'achats de la collectivité, afin de bénéficier de leur expertise et de leurs connaissances, et pour renforcer la synergie des acteurs autour des orientations du SPASER, notamment la CRESS Grand Est et le Colécosol dans le cadre des travaux du Conseil de l'ESS et du Comité de pilotage « territoire de commerce équitable »
- Veiller à la soutenabilité de ces exigences pour le secteur concurrentiel, en lien avec les fédérations professionnelles et les chambres consulaires
- Centraliser l'intervention de ces nouveaux acteurs dans le comité consultatif Achats et développement durable
- Renforcer le sourcing auprès des acteurs du développement durable, afin d'affiner nos connaissances sur ce secteur et davantage le solliciter
- Assurer une veille régulière en matière d'achat durable auprès d'autres collectivités / entités publiques de taille équivalente
- Rechercher l'innovation dans les dispositifs de contractualisation utilisés (SIEG, allotissement, autorisations et concessions domaniales…)
- Créer un dispositif permettant d'anticiper et planifier les marchés susceptibles de porter sur des achats publics intégrant les dimensions sociales, environnementales et équitables. A cet effet, utiliser le comité technique achats et développement durable comme instance dédiée
- Répertorier de manière plus précise les achats comportant des considérations de développement durable
- Autoriser et valoriser les variantes relatives au développement durable, dans ses dimensions sociales, éco responsables et équitables
- Expérimenter le recours aux clauses d'insertion sociale et aux clauses environnementales dans certains contrats relatifs à l'occupation du domaine public et privé de la collectivité
- Développer les marchés comportant à la fois une clause sociale et une clause environnementale pour inciter les acteurs à croiser ces enjeux
- Imposer aux services proposant de ne pas recourir aux clauses sociales et/ou environnementales dans la définition des besoins de le justifier
- Associer les citoyens, via les outils de la démocratie locale, au déploiement de la politique d'achat durable

AXE 1 – UN ACHAT PUBLIC SOCIAL ET SOLIDAIRE

Le soutien à l'économie sociale et solidaire est un des objectifs structurants du développement économique de l'Eurométropole de Strasbourg. Le présent schéma s'inscrit dans cet objectif en visant à augmenter le soutien de l'économie sociale et solidaire par le biais de l'achat public.

Par ailleurs, l'Eurométropole de Strasbourg va continuer à exercer son rôle précurseur en matière de clauses sociales tout en développant davantage le suivi des bénéficiaires de ces dernières. D'un point de vue quantitatif, les clauses sociales de l'Eurométropole de Strasbourg représentaient environ 188 000 heures d'insertion en 2016. Ainsi, chaque année, les marchés publics de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg créent plus de 210 équivalent temps plein (ETP) et réinsèrent dans l'emploi environ 900 personnes en situation d'éloignement de l'emploi.

La finalité est de répondre à l'objectif de la stratégie « Strasbourg Eco 2030 » de développer des solutions d'activités pour les publics les plus en difficultés[2], en adaptant davantage les clauses sociales aux besoins de ces publics éloignés de l'emploi.

Objectif 1 – Soutenir l'économie sociale et solidaire

- Poursuivre les actions de sensibilisation menées en lien avec le Conseil de l'ESS permettant aux acteurs de l'économie sociale et solidaire de mieux connaître la commande publique et réciproquement, aux acheteurs de mieux appréhender ce secteur
- Recenser les marchés de services de santé, sociaux ou culturels susceptibles d'être réservés aux entreprises de l'économie sociale et solidaire et à des structures équivalentes, lorsqu'elles ont pour objectif d'assumer une mission de service public, étudier l'opportunité d'une telle réservation, en lien avec les acteurs concernés
- Etudier l'opportunité de réserver des marchés aux SIAE et aux entreprises de l'économie sociale et solidaire, en recensant les domaines d'achats adaptés, en lien avec ces acteurs
- Intégrer des structures de l'ESS dans le panel des entreprises sollicitées pour les marchés de faibles montants lorsque les procédures le permettent

[2] Plan d'actions « Strasbourg éco 2030 » ; Développer l'emploi pour les publics les plus en difficultés ; p.26.

Objectif 2 - Développer le suivi et la mesure de l'impact social de la politique d'achat

- Développer les échanges et partages d'expériences avec le facilitateur de l'Eurométropole de Strasbourg afin de faire progresser constamment les dispositifs d'intégration et d'évaluation des clauses sociales dans les marchés publics
- Réinterroger chaque année la politique d'achat en matière de clause sociale pour l'adapter de manière dynamique aux évolutions de la matière, du bassin d'emploi et de la situation économique des secteurs concurrentiels (conditions d'exécution, critères, marchés réservés, marchés d'insertion professionnelle…)

Objectif 3 – Poursuivre la dynamique d'intégration de considérations éthiques et sociales dans les marchés

- Poursuivre l'intégration de conditions d'exécution sociales dans les marchés (heures d'insertion et actions de formation / d'accompagnement)
- Développer les clauses d'insertion sociale avec une attention particulière pour les marchés de services, y compris dans le cadre de prestations intellectuelles
- Renforcer la prise en compte dans les critères de jugement des offres de la qualité du dispositif d'accueil et d'accompagnement proposé par les entreprises à l'égard des bénéficiaires de clauses sociales
- Augmenter les réservations de marchés au profit de structures employant majoritairement des personnes handicapées (EA et ESAT)
- Développer, lorsque l'objet du marché le permet, les marchés d'insertion professionnelle.
- Introduire la possibilité pour les candidats, lorsque l'objet du marché s'y prête, de proposer des variantes sociales
- Mobiliser l'ensemble des outils juridiques à disposition pour d'une part assurer le respect de l'égalité homme/femme, et d'autre part lutter contre le travail dissimulé ou non respectueux des droits humains et des droits de l'enfant.
- Proposer des modifications de la législation et de la réglementation permettant de doter les acheteurs publics de davantage de moyens coercitifs à l'égard d'entreprises non éthiques (socialement et fiscalement).
- Parvenir à l'appréhension des comportements fiscaux et sociaux des entreprises par la politique des achats de la collectivité.

AXE 2 – UN ACHAT PUBLIC ECO RESPONSABLE ET PROTECTEUR DE LA SANTE

A l'heure actuelle, 75% des marchés de l'Eurométropole de Strasbourg intègrent des exigences de nature environnementale, contre une moyenne inférieure à 25% au niveau national.

Le présent schéma s'attache à ancrer encore davantage l'intégration de considérations écologiques dans les achats de l'Eurométropole de Strasbourg, notamment en matière de réduction des déchets, de limitation des pollutions et des émissions de gaz à effet de serre, de respect des ressources naturelles, de maîtrise de la consommation énergétique et de promotion de la biodiversité. Il s'inscrit dans le cadre du plan climat de la collectivité.

Il vise à renforcer progressivement, dès la définition des besoins, la prise en compte de ces enjeux, les achats devant à ce titre jouer un rôle de catalyseur à l'égard du secteur concurrentiel pour participer à la transition écologique.

Objectif 1 – Améliorer l'efficience des clauses environnementales

- Intégrer systématiquement dans les marchés publics d'achat de biens matériels ou de services, des critères d'efficacité énergétique et environnementale (qualité de l'air), de réduction de l'impact environnemental, de coût global ou de coût du cycle de vie s'ils existent, par exemple pour l'acquisition :
  - de matériel de bureau (ordinateur, imprimante, papier...)
  - de matériel et fournitures d'entretien (détergents pour le nettoyage, lubrifiants)
  - de matériaux pour le dégel et le sablage des routes en hiver
  - des autres fournitures et services ayant un impact sur le climat (par exemple l'alimentation)

- Poursuivre la sensibilisation des services à l'intégration de considérations environnementales dans les marchés publics : formations, fiches pratiques…
- Sensibiliser les entreprises à la politique d'achat environnemental de la collectivité à l'occasion des temps de rencontre acheteurs / fournisseurs, et notamment lors du salon de l'achat public
- Développer l'analyse en coût global, tenant compte de l'ensemble du cycle de vie des produits, services et procédés, en particulier la fin de vie du produit (matières recyclables dans le mobilier…)

- Encourager le développement des achats groupés de produits écoresponsables, en particulier avec les communes membres de l'Eurométropole, dans le but d'en réduire les coûts par les économies d'échelles
- Renforcer le recours aux écolabels dans les achats de fournitures et de travaux
- Susciter davantage l'innovation environnementale, en autorisant les variantes environnementales et en développant les cahiers des charges fonctionnels lorsque l'objet du marché s'y prête
- Valoriser les offres intégrant des démarches d'éco-responsabilité dans l'exécution des marchés
- Accroître les achats de produits de saison et issus de l'agriculture biologique, en particulier dans le domaine agro-alimentaire
- Limiter autant que possible l'achat de produits contenant des perturbateurs endocriniens
- D'une manière générale, renforcer la prise en compte des enjeux de santé publique et de santé environnementale dans les marchés
- Intégrer l'exigence de respect du bien-être animal dans les conditions d'exécution des marchés concernés par cette problématique

Objectif 2 – Réduire les déchets issus des prestations liées aux marchés publics et optimiser leur valorisation

Réduction des déchets

- Accroître l'utilisation de conditions d'exécution des marchés visant à réduire la production de déchets, en particulier des déchets ultimes : livraison en vrac plutôt qu'en petit conditionnement, limitation des emballages, recherche d'alternatives au jetable, interdiction des gobelets puis de la vaisselle jetables à l'horizon 2019, etc.
- Evaluer les entreprises sur leur capacité à limiter, réemployer et trier les déchets et à valoriser les matériaux recyclables, en particulier dans les marchés de travaux, conformément au programme du « territoire zéro déchet zéro gaspillage » (chantiers verts, chantiers propres, etc.)
- Lutter contre l'obsolescence programmée dans les marchés de fournitures en tenant compte du cycle de vie des produits
- Valoriser les fournitures facilement réparables dont l'entretien augmente la durée de vie
- Mettre fin au renouvellement systématique des fournitures en fonction de la durée d'amortissement comptable, et renouveler seulement les fournitures qui le nécessitent
- Exiger des périodes de garantie plus longues pour développer l'acquisition de produits plus durables
- Développer l'économie de la fonctionnalité

Réemploi

- Introduire des objectifs chiffrés de réemploi des matériaux issus des marchés publics, à travers les clauses d'exécution
- Lorsque l'objet du marché s'y prête, exiger le réemploi des matériaux par le biais de l'économie circulaire (associations, entreprises de l'économie sociale et solidaire…)

- Evaluer les entreprises sur leur processus de réemploi des objets et des matériaux, en particulier dans les marchés relatifs à la restauration, ainsi que les marchés de travaux
- Favoriser le réemploi du matériel réformé de la collectivité
- Développer le recours à la réparation

Recyclage et valorisation

- Encourager le recours à des solutions techniques à faible empreinte écologique
- Travailler avec les entreprises pour développer une stratégie globale de recyclage et de valorisation des déchets issus des marchés publics
- Intégrer la prise en compte du sort des déchets dangereux issus des marchés publics et exiger une traçabilité totale, contrôlée de façon systématique
- Expérimenter l'octroi d'une incitation financière pour encourager les entreprises titulaires d'un marché de travaux à limiter la quantité finale de déchets

Objectif 3 – Limiter les pollutions et préserver les ressources naturelles

- Réduire au maximum l'impact des constructions sur la faune, la flore et, de manière générale, sur les ressources naturelles
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques liées aux transports par des conditions d'exécution et des critères d'attribution adaptés à l'objet des marchés : suppression progressive des véhicules de service diesel, utilisation de la voie d'eau, livraison en dehors des heures de pointe, fréquence réduite des livraisons, optimisation des circuits / flux logistiques, encouragement à l'utilisation d'éco-mobilités (vélos-cargos, véhicules électriques, bioGNV…)
- Développer l'utilisation d'un critère « émissions de gaz à effet de serre » dans l'attribution des marchés s'y prêtant
- Préserver la qualité de l'air intérieur des bâtiments, en interdisant les produits ayant une incidence sur la qualité de l'air intérieur (certaines peintures, aérosols, produits de nettoyage…)
- Dans les marchés contenant des prestations de transport, exiger systématiquement que les agents soient formés à l'éco conduite et demander la typologie des véhicules utilisés au regard du référencement Crit'air, ainsi que le pourcentage de véhicules propres
- Valoriser la fourniture de bois issus de forêts gérées durablement pour préserver la biodiversité
- Expérimenter ponctuellement les clauses imposant une compensation carbone en utilisant la méthodologie fournie par l'ADEME
- Expérimenter la démarche de « compensation écologique » dans les marchés de travaux engendrant des destructions d'habitats naturels et d'espaces boisés
- Maximiser la prise en compte de la mobilité comme vecteur de réduction des émissions de gaz à effet de serre

Objectif 4 – Une consommation énergétique maîtrisée et respectueuse de l'environnement

Réduction de la consommation

- Conformément au plan d'actions Cit'ergie, intégrer, dès la phase de programmation, l'objectif de maîtrise énergétique dans les fonctionnalités attendues : prendre en compte la maintenance et l'utilisation des bâtiments et produits dans la conception des projets
- Exiger une consommation électrique plafonnée pour les matériels informatiques et les éclairages de tout type
- Privilégier les achats à haut potentiel d'économies d'énergies
- Mettre en œuvre les indicateurs permettant de mesurer les dépenses énergétiques réalisées grâce aux marchés par typologie d'usages, de sites et affectation
- Augmenter les constructions d'infrastructures et de bâtiments à énergie positive, d'ouvrages intelligents permettant des économies d'énergie
- Introduire des objectifs chiffrés de réduction de la consommation d'eau, dans l'ensemble des marchés ayant une consommation importante. La collectivité augmente la maîtrise de la consommation d'eau de ses bâtiments publics. Elle l'évalue grâce à des indicateurs par habitant et par la consommation d'eau annuelle de différentes catégories de bâtiments et prend en compte ces indicateurs dans les marchés publics. Dans les marchés publics, elle s'emploie à la mise en œuvre d'une politique rationnelle de gestion de l'eau (besoins et utilisation) favorisant une utilisation économe de l'eau pour l'arrosage des espaces verts et préservant la biodiversité par la limitation des apports chimiques

Renforcement du recours aux énergies renouvelables

- Optimiser l'éclairage en recourant à des sources d'énergie plus durables et moins consommatrices
- Développer le recours aux sources d'énergies renouvelables, notamment pour l'électricité ainsi que le chauffage urbain
- Valoriser l'utilisation d'énergie verte par les entreprises dans l'exécution des marchés

AXE 3 – UN ACHAT PUBLIC EQUITABLE

L'Eurométropole de Strasbourg mène une politique volontariste concernant la promotion et de développement du commerce équitable. Elle s'est vue décerner à cet effet le label « Territoire de commerce équitable » au regard du plan d'actions qu'elle déploie en la matière. Cette labellisation a été renouvelée avec succès en 2017.

Le présent schéma a pour objectif de développer l'achat de produits issus du commerce équitable, afin d'ériger celui-ci en pilier de la politique d'achat durable de l'Eurométropole de Strasbourg, grâce aux actions suivantes :

- Clarifier auprès des acheteurs publics la notion de commerce équitable afin de les inciter à acheter des produits qui en sont issus (échanges nord-nord, nord-sud, produits labellisés ou non, locaux ou non…)
- Poursuivre les actions de formations au commerce équitable en direction des acheteurs
- Pérenniser et développer le partenariat noué avec les acteurs du commerce équitable dans le cadre du comité de pilotage « territoire de commerce équitable »
- Développer un sourcing ciblé pour identifier les domaines d'achats publics équitables
- Diversifier les achats publics équitables en les étendant à de nouveaux domaines (textile, accessoires de bureau…)
- Développer les convergences entre commerce équitable et agriculture biologique
- Travailler avec les acteurs du secteur pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement, notamment en adaptant les quantités commandées, afin de lutter contre les ruptures d'approvisionnement
- Lorsque l'objet du marché s'y prête, exiger des labels liés au commerce équitable

2

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par délibération du 5 mai 2014 et 5 janvier 2017.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par l'Eurométropole de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 209 000 € HT (fournitures et services) et à 5 225 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er novembre 2017 et le 31 décembre 2017.

Communiqué le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

* Accords-cadres (AC) à bons de commande / AC avec marchés subséquents

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20171268	17036E FOURNITURE ET MAINTENANCE D'UNE ASSEMBLEUSE ET SES MODULES DE FINITION POUR IMPRESSION NUMERIQUE ET OFFSET PERMETTANT L'ASSEMBLAGE DU A6 JUSQU'AU A4 A L'ITALIENNE	DUPLO FRANCE	94000 CRETEIL	600 000
20171260	17035GV LOCATION DE CHAPITEAUX ET STRUCTURES ASSIMILEES	BRELET CENTRE EUROPE	67100 STRASBOURG	80 000
20180040	17035E ACQUISITION DE FOURNITURE DE BUREAU ET DE PAPIER POUR IMPRIMANTES, PHOTOCOPIEURS ET SERVICES IMPRIMERIE ET REPROGRAPHIE LOT 1 FOURNITURE DE BUREAU ET DE PAPIER BUREAUTIQUE POUR LES BESOINS DES SERVICES	FIDUCIAL BUREAUTIQUE	92400 COURBEVOIE	1 460 000
20180041	17035E ACQUISITION DE FOURNITURE DE BUREAU ET DE PAPIER POUR IMPRIMANTES, PHOTOCOPIEURS ET SERVICES IMPRIMERIE ET REPROGRAPHIE LOT 2 PAPIER DE REPROGRAPHIE POUR PHOTOCOPIEURS ET IMPRIMANTES EN GRANDE QUANTITE	SM BUREAU	57201 SARREGUEMINES	280 000
20180048	17035E ACQUISITION DE FOURNITURE DE BUREAU ET DE PAPIER POUR IMPRIMANTES, PHOTOCOPIEURS ET SERVICES IMPRIMERIE ET REPROGRAPHIE LOT 3 PAPIERS DESTINES AUX PRESSES OFFSET ET DE PAPIER TRACEURS	INAPA FRANCE	91813 CORBEIL ESSONNES	240 000
20180001	17026E MAINTENANCE DE MOTEUR D'IMPRESSION DE PRODUCTION NOIR ET BLANC LOT 1 MAINTENANCE DE DEUX BIZHUB PRESS 1052 KONICAMINOLTA	KONICA MINOLTA	67300 SCHILTIGHEIM	150 000
20180003	17026E MAINTENANCE DE MOTEUR D'IMPRESSION DE PRODUCTION NOIR ET BLANC LOT 2 MAINTENANCE D'UN COPIEUR CANON VARIOPRINT 135	CANON FRANCE	92414 COURBEVOIE	150 000
20171351	17021E PONTAGE DE FISSURES SUR REVETEMENTS BITUMINEUX	VOGEL TP	67750 SCHERWILLER	205 000
20180010	17018E2 MARCHE D'IMPRESSION OFFSET ET DE FINITION	OTT IMPRIMEURS	67319 WASSELONNE	1 000 000

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
2018051	ACCORD-CADRE / DEP7063E ACCORD CADRE D'ASSISTANCE À LA MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA RÉALISATION D'ÉTUDES DE FAISABILITÉ POUR LES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT	ARCADIS ESG	67012 STRASBOURG CEDEX	800 000
		EMCH BERGER/ ENJEUX/LA FRENE	67800 HOENHEIM	800 000
		LOLLIER/LINDER/ RIBI/ POLYPROGRAMME	67170 MITTELSCHAEF FOLSHEIM	800 000
		OTE INGENIERIE/ URBANETIC/METIS/ VIALIS	67403 ILLKIRCH CEDEX	800 000
		PARENTHESE/ BEREST/ENJEUX/ PTV/EDFIELD/ FAVIER-VERNE/LA FRENE	67401 ILLKIRCH CEDEX	800 000

* Marchés ordinaires

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant notifié € HT
20180057	17031E PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES MÉDIATHÈQUES ET DES ARCHIVES DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES ARCHIVES EUROMÉTROPOLITAINES	SAMSIC SAS 2	35577 CESSON SEVIGNE CEDEX	54 173,16
20171279	17038E ASSISTANCE TECHNIQUE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA MISE EN OEUVRE DU MONTAGE CONTRACTUEL RELATIF À LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU PARC DES EXPOSITIONS À STRASBOURG	AG STUDIO PROGRAMME AUBRY GUIGUET	75011 PARIS	109 525
20171238	17041E MISSION DE DIAGNOSTIC PORTANT SUR LA SITUATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE, LE CONTRÔLE INTERNE ET LA GOUVERNANCE DE L'OFFICE DU TOURISME DE STRASBOURG ET SA RÉGION.	DELOITTE CONSEIL	67300 SCHILTIGHEIM	19 800
20171227	17044E MISE À DISPOSITION D'EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES AU STADE DE LA MEINAU, SUR LES SHORTS DES JOUEURS ET AUTRES EMPLACEMENTS ET ACHAT DE BILLETS POUR TOUS LES MATCHS DISPUTÉS À DOMICILE	SOCIETE ANONYME SPORTIVE PROFESSIONNELLE RACING CLUB DE STRASBOURG	67100 STRASBOURG	311 205

20171350	17050E AUDIT DU DOCUMENT UNIQUE DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG À TRAVERS LE DOCUMENT UNIQUE DU SERVICE DE LA PROPRETÉ URBAINE	DEKRA INDUSTRIAL	67540 OSTWALD	13 005
20171223	DC3046GC_MS24 TRAVAUX DE DÉCONSTRUCTION DES BÂTIMENTS 17 ET 19 ROUTE DU PETIT RHIN À STRASBOURG	CARDEM	67802 BISCHHEIM CEDEX	199 340
20171289	DC7021GE TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE MATERNELLE ET DE 50 LOGEMENTS - ILOT G - ZAC DU DANUBE À STRASBOURG GROS-ŒUVRE	Sté WIMMER	67520 KUTTOLSHEIM	2 419 889,61
20171288	DC7021GE TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE MATERNELLE ET DE 50 LOGEMENTS - ILOT G - ZAC DU DANUBE À STRASBOURG TERRASSEMENT - DÉPOLLUTION	Sté DENNI LEGOLL	67214 OBERNAI CEDEX	249 311,32
20171310	DEP7040E RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ROUTE DU GÉNÉRAL DE GAULLE À SCHILTIGHEIM	MULLER T.P. Agence GARTISER	67701 SAVERNE CEDEX	229 974,5
20171309	DEP7051E TRAVAUX DE RENFORCEMENT DU RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DANS LES RUES DES MERLES ET DES ROSSIGNOLS À LA WANTZENAU	ARTERE BRUMATH/ARTERE MARLENHEIM	67170 BRUMATH	82 807
20171340	DEP7060E TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DES QUAIS SUD DE L'ILL À STRASBOURG ARBRES D'ALIGNEMENT	SCOP ESPACES VERTS	67114 ESCHAU	126 440
20171262	DEP7072E TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DU BOULEVARD DE DRESDE À STRASBOURG - ACTION N°1 DES PROJETS D'ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME WACKEN EUROPE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS	WOLFF RENE ET FILS ESPACES VERTS	67728 HOERDT CEDEX	17 274

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant notifié € HT
20171313	DEP7077E TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU COLLECTEUR D'ASSAINISSEMENT RUES DES TUILERIES, DES MENUISIERS ET DE L'ARTISANAT À SOUFFELWEYERSHEIM	SMCE - REHA	68310 WITTELSHEIM	131 000
20171314	DEP7083E RÉHABILITATION DE COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT DANS LES RUES DE LA FORÊT, DE THANN, D'ILLKIRCH, DU LAC ET DE BELFORT À OSTWALD	SMCE - REHA	68310 WITTELSHEIM	234 870
20171222	PVA7001E - ACQUISITION D'UNE SURFACEUSE À GLACE THERMIQUE, LARGEUR DE TRAVAIL 2 M ENVIRON.	SYNERGLACE	68990 HEIMSBRUNN	86 490

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant notifié € HT
20171265	17025E AMÉNAGEMENT DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE FEGERSHEIM - FOURNITURE ET POSE DE BÂTIMENTS SANITAIRES PRÉFABRIQUÉS	ETABLISSEMENTS FRANCIOLI	01480 CHALEINS	379 350
20180013	17029E PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE LA PISCINE DE LA KIBITZENAU	ACCESS ASSISTANCE	67310 WASSELONNE	352 788
20180051	17031E PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES MÉDIATHÈQUES ET DES ARCHIVES DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE LA MÉDIATHÈQUE ANDRÉ MALRAUX	TFN PROPRETE EST	54710 FLEVILLE DEVANT NANCY	198 727,75
20180056	17031E PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES MÉDIATHÈQUES ET DES ARCHIVES DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE LA MÉDIATHÈQUE OUEST	SAMSIC SAS 2	35577 CESSON SEVIGNE CEDEX	27 762,63
20180055	17031E PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES MÉDIATHÈQUES ET DES ARCHIVES DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE LA MÉDIATHÈQUE SUD	SAMSIC SAS 2	35577 CESSON SEVIGNE CEDEX	25 922,84

Marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1 et 2

(Le montant en euro HT prend en compte la durée initiale du marché, périodes de reconductions non comprises)

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2017/1232	FOURN. ET POSE D'UNE CHUTE ACCOMPAGNEE DN500 INOX QUAI DES BELGES/VAUBAN A STRASBOURG	MBH	67850 HERRLISHEIM	4 970	03/11/2017
2017/1233	MAINTENANCE LOGICIEL VISUM	PTV FRANCE	67000 STRASBOURG	4 795	03/11/2017
2017/1234	MASSAGES ASSIS REALISES EN ENTREPRISE LOT 1ER PRIX CHALLENGE AU BOULOT A VELOS 2017	METZGER REBECCA	67100 STRASBOURG	14 994	03/11/2017
2017/1235	FOURN. DONNEES RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS ET A LA CLASSIFICATION DES ESPECES	SATT CONECTUS ALSACE	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	41 666,67	03/11/2017
2017/1237	FOURN. D'UN SYSTEME D'ASPIRATION ET D'EXTRACTION DE FUMEES DE SOUDURE ATELIERS DU CENTRE TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT	DISTRILAB INDUSTRIE LOLL HOUTMANN	67540 OSTWALD	8 060,46	06/11/2017
2017/1239	FOURN. DE 5 SECATEURS ELECTRIQUES	STE EXPLOITATION CLINIQ ELECTRO DIESELETOILE 67	67600 SELESTAT	7 000	06/11/2017
2017/1241	FOURN POSE ENTRETIEN ET REPARATION BORNES ESCAMOTABLES MECANIQUES	SPIE CITYNETWORKS	67411 ILLKIRCH CEDEX	24 000	07/11/2017
2017/1242	SEANCE DE DEGUSTATION DE THE LOT 1ER PRIX CHALLENGE DU BOULOT A VELO 2017	LE THE DES MUSES	67000 STRASBOURG	170	07/11/2017
2017/1247	FOURN. D'UNE VALISE DIAGNOSTIC BOSCH PRIMO KTS 560	ALSACE ELECTRO DIESEL	67118 GEISPOLSHEIM GARE	6 000	09/11/2017
2017/1248	COMMANDE DE PHOTOS ECONOMIQUES	128DB	67100 STRASBOURG	19 900	09/11/2017
2017/1251	MAINTENANCE HEBERGEMENT DE LA PLATEFORME OPTIMIX 1 AN	NICOMAK	73800 LES MARCHES	4 000	10/11/2017
2017/1252	ELECTRIFICATION TABLE PUBLIQUE MEDIATHEQUE MALRAUX	SCHORO ELECTRICITE	67116 REICHSTETT	18 599,25	13/11/2017
2017/1261	ACQUISITION DUN ECHAFAUDAGE	DISTEL	67170 BRUMATH	5 959	15/11/2017
2017/1277	PRESTATION DE SECRETARIAT	FOUACHE VIRGINIE	67500 HAGUENAU	15 000	17/11/2017

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2017/1280	TRVX DECONSTRUCTION ET MISE EN SECURITE GALERIES SOUTERRAINE 92 ROUTE DES ROMAINS A STRASBOURG	SAERT	67230 BENFELD	63 960	17/11/2017
2017/1287	MOE REAMENAGEMENT RUE DU RHIN A PLOBSHEIM ENTRE RUE GEN. LECLERC ET RUE DU HJEU DES ENFANTS	BEREST	67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	15 510	21/11/2017
2017/1300	TVX CONSTRUCTION ECOLE MAT ET 50 LOGEMENTS ILOT G ZAC DU DANUBE A STRASBOURG	FREGONESE ET FILS	67450 MUNDOLSHEIM	59 500	22/11/2017
2017/1311	TVX RENOVATION PAVILLON D'ACCUEIL DES AGENTS DE L'EMS SUR LE SITE DE L'UIOM (MARCHE SIMILAIRE)	ZENNA BATIMENT	68920 WINTZENHEIM	7 367,25	23/11/2017
2017/1315	FONCTIONNALITES ADDITIONELLES APPLICATION VELOPTIMISTE 360°	METHOD IN THE MADNESS BIOCLUSTER LES HARAS	67000 STRASBOURG	9 000	24/11/2017
2017/1317	MOE SECURISATION ENTREES ET TRAVERSEE DU VILLAGE DE BREUSCHWICKERSHEIM	MEYER INGENIERIE D INFRASTRUCTURES	67170 WINGERSHEIM LES QUATRE BANS	4 379,55	28/11/2017
2017/1321	PERIMETRE BRUCHE-SCHEER CREATION DE PIEZOMETRES RESEAU SURVEILLANCE PUITS ESCHAU FEGERSHEIM ICHTRATZHEIM	FORALEST MAURUTTO	68310 WITTELSHEIM	31 211,75	01/12/2017
2017/1341	VANNE DE GESTION PROGRAMMABLE POUR PURGE SANS CONNECTEUR MONTEE SUR RAIL	SAINTE LIZAIGNE	36260 SAINTE LIZAIGNE	15 602	14/12/2017
2017/1342	DIAGNOSTIC DU TISSU ECONOMIQUE EMS DISPOSITIF ACSEL BANQUE DE FRANCE	BANQUE DE FRANCE	67002 STRASBOURG CEDEX	31 000	14/12/2017
2017/1344	FOURN. CAMERA PAR JONC POUSSEE POUR L'AUSCULTATION RESEAUX D'ASSAINISSEMENT JUSQU'A UN DIAMETRE 200	CMR SMR CONSTRUCTIONS MATERIEL RESEAUX	67201 ECKBOLSHEIM	8 140	15/12/2017
2017/1346	EVALUATION DE L'IMAGE DES QUARTIERS INSCRITS EN POLITIQUE DE LA VILLE REALISATION D'ENQUETES	OP MARKETING	71100 CHALON SUR SAONE	23 910,5	15/12/2017
2017/1347	ACCES ANNUEL A UNE BASE DE DONNEES FINANCIERES D'ENTREPRISES ELLIPRO	ELLISPHERE	67000 STRASBOURG	4 500	15/12/2017
2017/1217	FORMATION "TRAVAILLER ENSEMBLE EN DEVELOPPANT LE MODE PROJET ET LA CULTURE COLLABORATIVE 2017/2018"	ADVENTIF ESPACE EUROPEEN DE L ENTREPRISE	67300 SCHILTIGHEIM	9 875	21/12/2017

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2017/1316	FOURN. MAINTENANCE ENTRETIEN DEFIBRILLATEURS INSTALLATIONS SPORTIVES EMS	CARDIA PULSE	67116 REICHSTETT	22 250	29/12/2017

3

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Approbation de la méthode et des modalités d'élaboration des remboursements calculés par la Commission mixte paritaire régissant les remboursements de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2017.

Suite à la tenue, le 29 janvier 2018, de la réunion annuelle de la Commission mixte paritaire (CMP) validant les remboursements de la Ville et des organismes partenaires à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2017, il convient de rendre compte de l'issue de ces travaux à l'assemblée délibérante.

Cette délibération doit permettre aux élu(e)s de mieux appréhender la méthodologie employée, en s'appuyant sur le rapport de cette commission, joint en annexe de la présente délibération.

La tenue de la Commission mixte paritaire s'appuie sur la convention de 1972 dans laquelle la Ville de Strasbourg charge la CUS (devenue Eurométropole) des activités de la gestion relevant des compétences municipales. En contrepartie, dans l'article 5, la Ville « indemnisera la Communauté urbaine de Strasbourg sur la base d'un décompte annuel dûment justifié ».

Plusieurs évolutions ont été validées par les réunions méthodologiques de la CMP, qui se sont tenues les 11 décembre 2017 et 12 janvier 2018 :

- Pour les remboursements de personnel :
  - Prise en compte du taux global de répartition (à 59,99% pour la Ville en 2017) pour les services de **la communication interne** (auparavant à 63,28% pour la Ville sur la base du critère de calcul pour 2017), et de **la veille stratégique et documentaire** (auparavant à 50% pour la Ville), ces services travaillant pour tous les agents ;
  - Prise en compte du montant réalisé des animations par collectivités pour lesquelles le service événements intervient, pour **le service évènement**, soit un taux 2017 à 95,5% pour la Ville, au lieu de 100% pour la Ville ;
  - Prise en compte du taux de propriété Ville/Eurométropole (74,8%/25,2%) pour **le service maintenance bâtiment**, au lieu du poids des investissements porté par la direction, et ce par collectivité sur trois années glissantes (taux à 47,08% pour la Ville en 2017). Afin de limiter l'impact sur le budget de la Ville (0,9 M€ avec la base de calcul de 2016), il a été proposé un lissage de 2 ans. Le taux finalement

retenu correspond à la moyenne de l'ancien taux avec la base de calcul de 2017 (47,08%) et du nouveau taux (74,8%) soit 60,94%.

- Pour les frais d'administration générale :

  - Actualisation de la méthode de remboursement sur le Site Etoile en ce qui concerne l'eau, le gardiennage et la maintenance (même méthode que celle de l'énergie) ;
  - Prise en compte des pourcentages de masse salariale pour les remboursements croisés des fournitures de bureau.

Ces décisions ont eu un impact financier de + 556 048,45 € sur le budget de la Ville de Strasbourg et de +108 582,03 € sur le budget de l'Eurométropole de Strasbourg.

Par ailleurs, une partie « dépenses diverses » a été ajoutée au sein du rapport, pour prendre en compte des remboursements spécifiques entre les deux collectivités. Ainsi, une subvention d'équipement de la Ville vers l'Eurométropole de 57 722,57 € a été décidée, pour la part ville de l'exercice 2017 du renouvellement du parc machines du service imprimerie-reprographie. Un remboursement de 35 104,60 € de l'Eurométropole à la Ville a aussi été acté pour des dépenses d'animation liées à la montée du Racing Club de Strasbourg Alsace en ligue 1, dépenses initialement prises en charge sur le budget de la Ville de Strasbourg.

Tenant compte de ces évolutions dans les modes de calcul, la CMP, réunie le 29 janvier 2018, a statué sur les remboursements à l'Eurométropole (excepté les dépenses diverses pour la partie Racing Club de Strasbourg Alsace pour laquelle c'est l'Eurométropole qui rembourse la Ville), pour l'exercice 2017 :

I. Pour les dépenses de personnel

Ø Au sein de groupe Ville (composé de la Ville de Strasbourg, de la HEAR – Haute Ecole des Arts du Rhin –, de l'Œuvre Notre-Dame et de la Caisse des Ecoles), les montants suivants, pour un total de 197 105 223,21 € :

GROUPE VILLE	**Montant 2017**
VILLE	193 282 323,63
EPCC HEAR	1 710 997,32
CAISSE DES ECOLES	457 519,55
OND	1 654 382,71

Ø Au sein du groupe de l'Eurométropole de Strasbourg (CCAS et budgets annexes de l'Eurométropole, les montants suivants (hors budget principal dont le montant net est de 114 206 757,21 €) :

GROUPE EUROMETROPOLE	**Montant 2017**
CCAS	3 487 584,45
EAU	8 296 015,88
ASSAINISSEMENT	6 465 286,06

TRANSPORTS COLLECTIFS	893 398,00

Soit un taux Ville à 59,83% et un taux Eurométropole à 40,17%.

Pour mémoire, le taux Ville était de 59,41% en 2016. La différence entre 2016 et 2017 provient principalement du transfert de compétence des bains municipaux de l'Eurométropole vers la Ville à compter du 1er janvier 2017, pour un montant calculé en 2017 de 1,6 M€.

II. Pour les frais d'administration générale

a. un montant de **8 675 941,98 €** à rembourser par la Ville de Strasbourg, détaillé comme suit :

	2017
Remboursement des frais généraux	7 426 645,61
Fournitures administratives	50 172,75
Remboursement des pièces détachées	390 692,91
Remboursement du carburant	335 981,95
SITE ETOILE fluides - eaux - gardiennage - maintenance	472 448,77
Total	**8 675 941,99**

b. un montant de **6 511 341,85 €** à rembourser par les budgets annexes de l'Eurométropole, détaillé comme suit :

Budget annexe	**Montant 2017**
EAU	3 449 791,00
ASSAINISSEMENT	2 689 949,57
TRANSPORTS COLLECTIFS	371 601,28

III. Pour les dépenses d'investissement informatiques, un montant de **2 983 424,85 €** à rembourser par la Ville de Strasbourg ;

IV. Pour les travaux d'investissement courants du Site Etoile et les travaux aux restaurants administratifs, un montant de **236 433,67 €** à rembourser par la Ville de Strasbourg ;

V. Pour le mobilier, un montant de **15 552,77 €** à rembourser par la Ville de Strasbourg.

VI. Pour les dépenses diverses,

a. un montant de **35 104,60 €** à rembourser par l'Eurométropole de Strasbourg à la Ville, s'agissant de dépenses engagées par la Ville pour la montée en ligue 1 du Racing club de Strasbourg Alsace,

b. un montant de **57 277,62 €** à verser à l'Eurométropole de Strasbourg par la Ville, concernant une subvention d'équipement pour la participation de la Ville au renouvellement du parc machines.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de la Commission Mixte Paritaire du 29 janvier 2018
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la répartition des charges de personnel à 59,83% pour le groupe Ville (ville de Strasbourg, Œuvre notre-dame, Haute école des arts du Rhin) et à 40,17% pour le groupe Eurométropole (budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg, les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des transports collectifs et du budget du CCAS) pour l'exercice 2017 ;*

- *les nouveaux critères exposés dans l'énoncé des motifs ;*

- *les répartitions des autres dépenses, en conformité aux orientations du rapport présenté à la Commission mixte paritaire et approuvé par cette dernière ;*

donne mandat

- *à la Commission mixte paritaire pour valider les répartitions Ville/Eurométropole pour l'exercice 2018 ;*

- *à la Commission mixte paritaire pour travailler sur de nouvelles répartitions pouvant notamment être issues d'évolutions d'organigramme.*

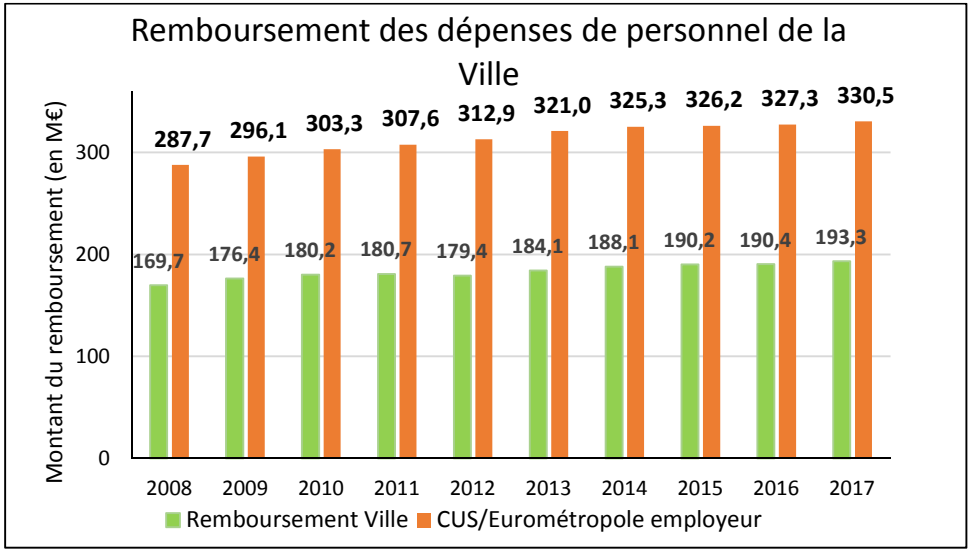
Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

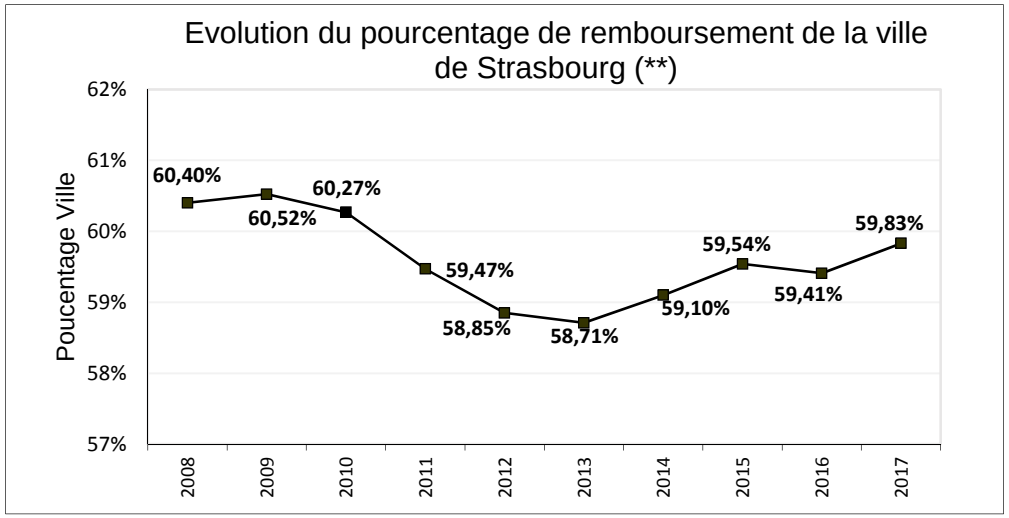
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

Evolution des dépenses de personnel de la CUS / Eurométropole employeur et de la part de la Ville de Strasbourg 2008-2017

Exercice	Dépenses CUS/EMS (*)	Remboursement Ville (en M€)	Changements de périmètre
2008	287,7	169,7	
2009	296,1	176,4	
2010	303,3	180,2	
2011	307,6	180,7	
2012	312,9	179,4	Diminution de 3,1 M€ (création de l'EPCC)
2013	321,0	184,1	
2014	325,3	188,1	
2015	326,2	190,2	
2016	327,3	190,4	
2017	330,5	193,3	Augmentation de 1,6 M€ (personnel des Bains municipaux)

(*) dépenses de la collectivité employeur intégrant la Ville de Strasbourg, les budgets annexes et tous les satellites (CCAS, EPCC HEAR, OND)





(**) groupe ville incluant l'Oeuvre Notre-dame, la Haute école des arts du Rhin et la Caisse des écoles

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2017

SOMMAIRE

Rapport à la Commission mixte paritaire 2017 5

Annexe 1 – Répartition de la masse salariale 2017 21

Annexe 2 – Fiches détaillées des proratas calculés 37

Fiche 1 Direction de la communication 38
Fiche 2 Service des archives 39
Fiche 3 Service des médiathèques 40
Fiche 4 Service de la commande publique 41
Fiche 5 Direction de la construction et du patrimoine bâti 42
Fiche 6 Direction du développement économique et de l'attractivité 43
Fiche 7 Direction des espaces publics et naturels 44
Fiche 8 Service comptabilité 47
Fiche 9 Service Evènements 48
Fiche 10 Direction des relations européennes et internationales 49
Fiche 11 Service imprimerie – reprographie 50
Fiche 12 Service Parc des Véhicules et Ateliers 53
Fiche 13 Service de la police du bâtiment 54
Fiche 14 Service politique foncière et immobilière 55
Fiche 15 Direction des sports 56
Fiche 16 Protocole 57
Fiche 17 Direction de projet politique de la ville 58
Fiche 18 Géomatique et connaissance du territoire 59
Fiche 19 Service Environnement et écologie urbaine 60
Fiche 20 Soutien à l'autonomie 61
Fiche 21 Police Municipale 62

Annexe 3 – Etat des dépenses et des recettes de personnel 63

Annexe 4 – Répartition des frais de fonctionnement communs 81

Annexe 5 – Etat de répartition des frais d'équipement informatique 91

Annexe 6 – Etat de répartition pour le mobilier et les travaux - Site Etoile 95

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont gérées par une administration commune depuis 1972.

Par conséquent, chaque collectivité peut être amenée à porter des dépenses pour le compte de l'autre, avec remboursement équivalent.

L'Eurométropole de Strasbourg emploie l'ensemble des agents et refacture à la Ville de Strasbourg la partie des coûts de personnel correspondant aux compétences de cette dernière, ainsi que les frais généraux y afférents. A contrario, c'est la Ville qui verse les pensions de droit local, l'Eurométropole de Strasbourg remboursant celles relatives aux agents de sa compétence. De la même façon, l'Eurométropole porte les budgets relatifs aux frais d'administration générale et aux dépenses d'investissement informatique qui donnent lieu à un remboursement de la Ville de Strasbourg pour la part qui lui est imputable. Enfin, la Ville rembourse le mobilier et les travaux effectués sur le Site Etoile pour la part la concernant.

Une partie « dépenses diverses » a été ajoutée, afin de prendre en compte des dépenses spécifiques intervenues au cours de l'exercice, et donnant lieu à des remboursements entre les deux collectivités Ville et Eurométropole.

Ces dépenses sont ventilées entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg selon la méthode suivante :

- détermination des clés de répartition (I)
- ventilation des frais de personnel (II)
  - calcul de la masse salariale Ville/Eurométropole par application des clés de répartition à la masse salariale de chaque service/sous-service (II-1)
  - détermination du taux global de répartition Ville/Eurométropole (II-1)
  - application de ce taux global de répartition à l'ensemble des dépenses de personnel (II-2 et II-3)
- ventilation des frais d'administration générale (III)
- ventilation des dépenses d'investissement informatique (IV)
- ventilation des dépenses pour le mobilier et les travaux – Site Etoile (V)
- ventilation de dépenses diverses intervenues au cours de l'exercice (VI)

I - DETERMINATION DES CLES DE REPARTITION

Ces clés de répartition, exprimées en pourcentage Ville/Eurométropole sont basées :

- sur la compétence générale du service/sous-service,
- ou sur l'application de proratas forfaitaires,
- ou sur l'application de proratas calculés soit sur des critères d'activité, soit sur une estimation du temps de travail des agents.

Ces clés de répartition sont revues et modifiées chaque année si nécessaire.

Ainsi, 63,9 % de la masse salariale est ventilée selon les **compétences** respectives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg :

- sont à 100 % Ville les services à compétence exclusivement municipale, soit la quasi-totalité de la direction de la Culture (hors réseau médiathèques métropolitaines 100 % Eurométropole, archives (au taux global de regroupement) et audiovisuel 100 % Eurométropole), la quasi-totalité de la direction des solidarités et de la santé sauf les gens du voyage (100% Eurométropole), le service soutien à l'autonomie (90% Ville) et la part dédiée au FSL/FAJ du service insertion, le service stratégie et gestion du stationnement, la direction de la réglementation urbaine, la direction de l'Enfance et de l'Education, les directions de territoire et le service Etat civil et élections.

- sont à 100 % Eurométropole les services à compétence exclusivement métropolitaine, soit les services habitat, projets urbains, prospective et planification territoriale, la mission sécurité civile, la direction de l'environnement et des services publics urbains (sauf le service de l'écologie urbaine 4% Ville), la mission Intercommunalité, le service tramway et grands projets, le SIRAC, le réseau des médiathèques métropolitaines.

7,3% de la masse salariale concerne une partie des services « supports » qui travaillent pour les deux collectivités et se voient appliquer un **prorata forfaitaire** selon les principes suivants :

- pour 4,1% de la masse salariale : on considère que l'activité des services de la direction des Finances (hors comptabilité), de la direction des affaires juridiques et des assemblées, du service des Moyens généraux, de la direction conseil, pilotage et performance, de l'administration générale du cabinet et de la direction générale se répartit à 50/50 entre les deux collectivités ;

- pour 3,2% de la masse salariale : l'activité de la direction des Ressources Humaines, de la médecine du travail, du service des archives, est répartie entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg selon le taux global de répartition de la masse salariale.

Le reste de la masse salariale, soit 28,8 % est réparti par application de **proratas calculés. Ils sont retracés dans des fiches spécifiques, au nombre de 22 (voir annexe 2).**

Les proratas sont calculés :

- soit sur une **estimation du temps de travail des agents**. C'est le cas notamment des services des espaces verts et de nature, aménagement des espaces publics, ingénierie et conception de l'espace public.

- soit sur des **critères d'activités** :

✓ le service de la commande publique, s'agissant du nombre de marchés passés dans l'année (47,38 % Ville en 2017),

✓ le service de la politique foncière et immobilière avec le nombre de transactions, contrats et baux gérés dans l'année (26,83% Ville en 2017),

✓ le service comptabilité avec le nombre de titres et mandats (47,48 % Ville en 2017),

- ✓ le service PVA, avec le nombre d'interventions enregistrées sur les véhicules appartenant à la Ville et à l'Eurométropole (29,81 % Ville en 2017).

- ✓ l'imprimerie-reprographie, sur la base de la masse salariale mobilisée pour les prestations de chaque service à laquelle est affecté le taux de répartition des crédits (65,24% Ville en 2017),

- ✓ le service informatique, en fonction du parc informatique des services et de leur taux Ville/Eurométropole (57,66% Ville en 2017),

- ✓ la direction des sports, sur la base de proratas fixes par service et sous service (48,91% Ville en 2017),

- soit sur le **prorata des dépenses réalisées par collectivité** :

- ✓ la direction de la construction et du patrimoine bâti, hormis les services Maintenance bâtiment et Gestion de l'inventaire du patrimoine bâti, avec la moyenne des dépenses d'investissement réalisées par collectivité sur les trois derniers exercices (47,08% Ville en 2017),

- ✓ la direction de la communication, hors communication interne, au prorata des dépenses de fonctionnement réalisées par collectivité (63,28 % Ville en 2017),

- ✓ le protocole, au prorata des dépenses de fonctionnement réalisées par collectivité (59,86% Ville en 2017)

Comme chaque année, la répartition des dépenses intègre les modifications décidées lors des commissions mixtes paritaires méthodologiques préalables (dont celle de 2017 s'est tenue en deux temps, les 11 décembre 2017 et 12 janvier 2018), soit :

- Prise en compte du Taux Global de Répartition (TGR) pour le **sous-service de la communication interne** (59,99% pour la Ville en 2017 au lieu de 63,28%) **et le service de la veille stratégique et documentaire** (59,99% pour la Ville au lieu de 50%), s'agissant d'entités travaillant pour tous les agents ;

- Prise en compte du réalisé par collectivité des animations pour lesquelles le service Evènements intervient, pour les **sous-services logistique et gestion de projets du service Evènements** ;

- Prise en compte du taux de propriété Ville/Eurométropole (en fonction des métrages) pour le **service Maintenance bâtiment**, soit revenir au critère utilisé pour ce service avant 2010. Compte tenu de l'impact sur le budget de la Ville (0,9 M€), il a été décidé de prendre en compte le nouveau critère de manière évolutive. Ainsi, pour 2017, le taux pris en compte correspond à la moyenne de l'ancien critère (soit un taux ville de 47,08%) et du nouveau critère (soit un taux ville de 74,8%), aboutissant à un taux de 60,94% et un impact de masse salariale supplémentaire pour la Ville de 477 K€.

Par ailleurs, les transferts de compétence actés pour l'exercice 2017 ont un impact sur la masse salariale de l'exercice.

Ainsi,

- les agents des bains municipaux (avec une masse salariale directe de 1,5 M€) est désormais affectée à la Ville, ce qui modifie en conséquence le taux de la direction des sports (48,91% pour la Ville en 2017 au lieu de 38,89% pour la Ville en 2016). L'impact global est de +1,6 M€ de masse salariale supplémentaire pour la ville ;

- les agents travaillant pour la partie Fonds Solidarité Logement et le Fonds d'Aide aux Jeunes (avec une masse salariale directe de 359 K€) au sein du service insertion est affectée à l'Eurométropole, ce qui modifie en conséquence le taux du service insertion (55,15% pour la ville en 2017 au lieu de 100% pour la Ville en 2016). L'impact global est de +575 K€ de masse salariale supplémentaire pour l'Eurométropole.

L'annexe 1 récapitule les clés de répartition par services/sous-services pour 2017.
L'annexe 2 est composée des fiches détaillant la méthode de détermination des proratas calculés service par service.

II – REMBOURSEMENT DES FRAIS DE PERSONNEL

1) Calcul de la masse salariale Ville/Eurométropole

Ces clés de répartition sont appliquées à la masse salariale de chaque service.

Il en résulte la masse salariale globale de la Ville et de l'Eurométropole et donc le taux global de répartition.

Le remboursement de la Ville est calculé par l'application de ce taux global de répartition aux frais de personnel dans leur ensemble.

Ces clés de répartition sont appliquées à la masse salariale[1] de chaque service ou sous-service.

Une fois la masse salariale Ville/Eurométropole des services et/ou sous-services définie selon la méthode ci-dessus, sauf exception, le pourcentage de l'administration générale de chaque direction est la moyenne pondérée des masses salariales Ville/Eurométropole de chacun des services qui la compose.

La masse salariale Ville/Eurométropole de chaque direction, service et/ou sous-service étant connue, en résulte la masse salariale globale de la Ville et de l'Eurométropole et donc le taux global de répartition.

Ce pourcentage global de ventilation Ville/Eurométropole est appliqué à l'ensemble des frais de personnel. Il s'établit avant retraitement à 59,99% pour la Ville en 2017.

La part Ville nécessite ensuite les retraitements suivants, qui font l'objet de remboursements spécifiques :

Retraitements		Commentaire
Agents mis à disposition (Direction de la culture)	87 377,44	Remboursement spécifique
Décompte budget annexe de l'école européenne	17 608,00	Remboursement spécifique
Décompte enseignement supérieur du Conservatoire	411 640,94	Pris en charge par l'EPCC
Total	**516 626,38**	

[1] *Ensemble des éléments de rémunération (traitement des agents, primes, heures supplémentaires, charges…)*

Il en découle, en 2017, après retraitements, la répartition suivante :

Masse salariale globale **318 961 031,40 €**	
Ville	Eurométropole
190 833 954,75	128 127 076,65 €
Taux après retraitement	
59,83 %	40,17 %

2) <u>Périmètre des frais de personnel à rembourser</u>

Les frais de personnel faisant l'objet d'un remboursement de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg sont composés de l'ensemble des dépenses de la DRH *(qui inclut notamment la masse salariale globale de 318,96 M€),* à savoir :

Chapitre	**Réalisé**
011 – Charges à caractère général	3 642 937,05
012 – Charges de personnel	328 174 336,91
65 – Autres charges de gestion courante	4 473 377,17
6586 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus	139 822,58
67 – Charges exceptionnelles	1 083 677,30
I. MONTANT DES DEPENSES BRUTES	**337 514 151,01**

Il y a lieu, ensuite, de déduire de ce montant l'ensemble des <u>dépenses relevant exclusivement de l'Eurométropole de Strasbourg</u>, d'un montant total de **6 724 791,63 €** à savoir:

- le remboursement aux communes hors Strasbourg des personnels municipaux employés sur des compétences métropolitaines *(RH01B - 6218.J* – **4 386,64 €***).*

- le remboursement à la Ville de Strasbourg des pensions de droit local des personnels autrefois employés sur les compétences métropolitaines
  (RH01B - 6488.J2 – **1 134 267,62 €***).*

- les indemnités des élus métropolitains et des collaborateurs du cabinet de l'Eurométropole (la Ville de Strasbourg prenant elle aussi directement en charge ses propres dépenses), (*dépenses figurant sous les activités RH01F, G, I ,L et RH02H* soit **3 079 944,50 €** en 2017).

Font l'objet d'un traitement particulier les dépenses liées à l'achat et au nettoiement des vêtements de travail (*RH05D – 60636 et 61558 –* **787 006,86 €**- *pris en compte dans le remboursement des frais d'administration générale)* et la rémunération des intermittents du spectacle *(RH01K –* **1 339 186,01 €***),* qui était, jusqu'en 2007, exclusivement remboursée par la Ville. Est également déduit, depuis 2013, la part de subvention versée à l'Amicale pour couvrir ses dépenses de personnel, mis à disposition par l'Eurométropole (et donc intégré dans la masse salariale), d'un montant de **380 000 €**.

Il faut enfin déduire là aussi les recettes encaissées par l'Eurométropole de Strasbourg en sa qualité d'employeur d'un montant de **1 065 457,81 €** (hors emplois aidés).

Il en résulte le tableau suivant :

DEPENSES TOTALES		**337 514 151,01**
A DEDUIRE	VETEMENTS TRAVAIL	787 006,86
	SALAIRES COMMUNES	4 386,64
	PENSIONS	1 134 267,62
	ELUS ET CABINET	3 079 944,50
	INTERMITTENTS DU SPECTACLE	1 339 186,01
	AMICALE	380 000,00
	RECETTES	1 065 457,81
A REPARTIR		**329 723 901,57**

6 724 197,02

L'annexe 3 détaille les lignes budgétaires entrant dans le périmètre de calcul du remboursement Ville/Eurométropole.

3) Calcul du remboursement

La masse salariale fait l'objet d'une ventilation Ville/Eurométropole par service, selon la méthode énoncée plus haut.
Les dépenses de personnel nettes sont ventilées entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg par application du taux après retraitements résultant de la ventilation de la masse salariale. Il y a lieu ensuite,

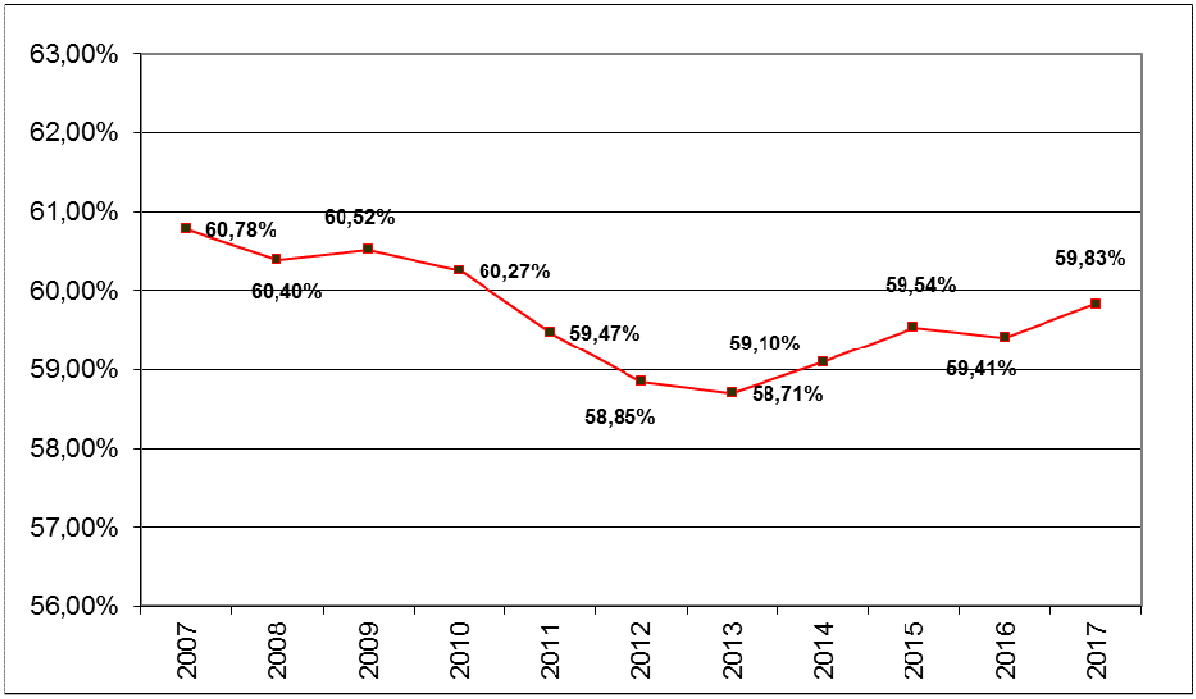
- pour la Ville, de réintégrer les intermittents la concernant et de déduire sa part des remboursements concernant les emplois aidés.
- Pour l'Eurométropole, de réintégrer les pensions de droit local et de déduire sa part des remboursements concernant les emplois aidés.

A REPARTIR	% VILLE	TOTAL VILLE*	% EUROMÉTROPOLE	TOTAL EUROMÉTROPOLE**
329 723 901,57	**59,83%**	**197 273 365,45**	**40,17%**	**132 450 536,12**
	INTERMITTENTS VILLE	1 326 225,20	PENSIONS DROIT LOCAL	1 134 267,62
	PART EMPLOIS AIDES (86,37%)	-1 494 367,44	PART EMPLOIS AIDES (13,63%)	-235 762,13
	TOTAL	**197 105 223,21**	**TOTAL**	**133 349 041,61**

*groupe Ville soit Ville + CE + OND + EPCC HEAR
**groupe Eurométropole soit EUROMETROPOLE +CCAS+ EAU + ASSAINISSEMENT + TRANSPORTS COLLECTIFS

L'évolution du pourcentage de répartition Ville/Eurométropole est retracée dans le tableau ci-dessous pour les exercices 2007 à 2017.

EVOLUTION DU POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT DE LA VILLE DE STRASBOURG



4) Répartition entre l'Eurométropole, le C.C.A.S., les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement et des transports collectifs.

En 1998 a été mis en place le **Centre Communal d'Action Sociale** de la Ville de Strasbourg (C.C.A.S.), avec un dispositif de conventionnement pour la mise à disposition de personnel identique à celui en vigueur pour la Ville de Strasbourg. Les compétences exercées par le C.C.A.S. sur la période 1998-2006 ressortissant en totalité de la Ville, le CCAS était intégré dans le "groupe Ville" pour le partage Ville-Eurométropole. A partir de l'exercice 2007, ses compétences étant partagées entre Ville et Eurométropole, le calcul du remboursement des frais de personnel le concernant se fait de façon indépendante.

La part de dépenses de personnel imputable en 2017 au CCAS s'élève à **3 395 564,65 €**. Elle est conventionnellement majorée des frais de 2,71% mis à sa charge, qui prend en compte les frais de structure d'utilisation des services fonctionnels (hors RH) de la collectivité, tels que le service informatique et une partie du service des moyens généraux. Le montant total à rembourser par le CCAS s'élève donc pour 2017 à **3 487 584,45 €.**

Les autres remboursements du groupe de l'Eurométropole concernent les budgets annexes.

Pour **les budgets de l'eau et de l'assainissement**, le calcul des remboursements repose :

- sur les parts respectives de masse salariale des sous-services eau et assainissement (hormis les cellules du sous-service de l'eau gestion des abonnés et RH, répartis à 50/50 entre l'eau et l' assainissement),

- sur les parts respectives des agents de la direction de la mobilité et des espaces publics et naturels travaillant sur ces budgets annexes.

Ce montant est majoré du taux de charges RH indirectes de l'Eurométropole (total des charges RH Eurométropole/total de la masse salariale Eurométropole).

Le budget annexe de l'eau doit ainsi rembourser au budget principal **8 296 015,88 €** en 2017, et celui de l'assainissement **6 465 286,06 €**.

Pour **le budget annexe des transports collectifs**, le calcul du remboursement repose sur la part de temps de travail des agents de la direction de la mobilité et des espaces publics et naturels, principalement du service tramway et grands projets, majoré du taux de charges RH indirectes de l'Eurométropole (total des charges RH de l'Eurométropole/total de la masse salariale de l'Eurométropole).

Le remboursement du budget annexe des transports collectifs s'établit ainsi pour 2017 à **893 398 €**.

En conclusion, les montants des dépenses de personnel remboursés par le groupe Eurométropole sont les suivants :

EUROMETROPOLE	114 206 757,21
CCAS	3 487 584,45
EAU	8 296 015,88
ASSAINISSEMENT	6 465 286,06
TRANSPORTS COLLECTIFS	893 398,00
TOTAL	**133 349 041,61**

5) Répartition entre la Ville, l'Œuvre Notre-Dame, la Caisse des Ecoles et la HEAR.

En 2006, a été créée la **Caisse des Ecoles** de la Ville de Strasbourg, avec un schéma de fonctionnement conventionnel similaire à celui régissant les liens entre Ville et CCAS. Les dépenses de personnel de la Caisse des Ecoles, portant sur l'exercice 2017, se sont élevées à **457 519,55 €.** A noter que suite à l'avenant passé entre l'Eurométropole et cette structure, le montant remboursé prend désormais en compte les charges d'administration générales (10 932,05 € en 2017).

L'Œuvre Notre Dame rembourse à l'Eurométropole pour ce qui la concerne **1 654 382,71 €** s'agissant du personnel.

La HEAR (Haute Ecole des Arts du Rhin) est un établissement public de coopération culturelle (EPCC) regroupant les écoles d'arts de Strasbourg (ESAD) et de Mulhouse (Le Quai), ainsi que l'enseignement supérieur de musique du Conservatoire de Strasbourg. Le personnel titulaire est pour partie mis à disposition par l'Eurométropole. Par conséquent, la HEAR doit rembourser l'Eurométropole de Strasbourg pour la part du personnel mis à disposition pour l'exercice 2017, soit **1 710 997,32 €**. Ce montant est majoré des frais d'édition des fiches de paye, sur la base de 125 € par fiche et par an, soit un total de **3 875 €** pour 31 fiches.

En conclusion, les montants des dépenses de personnel remboursés par le groupe Ville sont les suivants :

VILLE	193 282 323,63
EPCC HEAR	1 710 997,32
CAISSE DES ECOLES	457 519,55
OND	1 654 382,71
TOTAL	**197 105 223,21**

III - REPARTITION DES FRAIS D'ADMINISTRATION GENERALE

1) Répartition entre la Ville de Strasbourg et le budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg

Comme pour les dépenses de personnel, la Ville de Strasbourg rembourse à l'Eurométropole de Strasbourg la quote-part correspondant à l'utilisation qu'elle fait de ces services communs.
Cette quote-part est calculée en fonction de la clé de répartition du service concerné, telle qu'elle a été déterminée pour la ventilation des frais de personnel.

Outre le personnel, la Ville et l'Eurométropole partagent les ressources logistiques d'un certain nombre de services communs aux deux collectivités. Il s'agit des dépenses de fonctionnement engagées par certains services supports pour le compte des deux collectivités mais qui sont centralisées sur le budget de l'Eurométropole de Strasbourg pour des raisons pratiques.

Elles peuvent cependant faire l'objet de dépenses sur les deux collectivités (pour les fournitures administratives), et dans ce cas, un décompte du montant dû par collectivité est proposé.

Pour les remboursements, il y a lieu de prendre en compte le périmètre des services suivants ;

- Achat et commande publique,
- Veille documentaire,
- Prévention au travail,
- Imprimerie-Reprographie,
- Service informatique
- Communication interne, Percussion.

Il convient d'y ajouter :

- le parc des véhicules et ateliers, service principalement Eurométropole qui fait en majeure partie l'objet d'un remboursement spécifique,
- les dépenses des moyens généraux dont une petite partie concerne la Ville
- les dépenses de fluide et de maintenance du Site Etoile (à répartir selon les taux de RH de chaque service locataire),
- et les dépenses des fournitures administratives (dont les crédits sont inscrits sur les deux collectivités et pour lesquelles une proposition de répartition est effectuée en fonction du pourcentage Ville/Eurométropole des services bénéficiaires, aboutissant à un solde à payer).

La répartition des charges ainsi calculée fait apparaître pour 2017 pour la Ville une participation de **7 426 645,61 € au titre des frais généraux** *(Détails en annexe 4)*, auxquels il y a lieu d'ajouter un complément de **50 172,75 €** de fournitures administratives, selon la nouvelle méthode de calcul actée lors de la commission mixte paritaire méthodologique du 11 décembre 2017, à savoir un décompte des services bénéficiaires, en fonction des clés de répartition RH Ville/Eurométropole desdits services.

Sont également pris en compte dans le remboursement des frais d'administration générale **les frais de carburant et l'achat des pièces détachées** de valeur inférieur à 500 €. Ces dépenses sont centralisées sur le budget de l'Eurométropole de Strasbourg pour des raisons d'efficacité de la gestion des stocks.

Les données de facturation sont extraites du logiciel GESCAR qui assure la gestion de l'activité du service Parc Véhicules Ateliers (PVA). Sur cette base, la Ville rembourse à l'Eurométropole **335 981,95 €** pour les dépenses de carburant et **390 692,91 €** pour les dépenses de pièces détachées.

S'ajoute à ces montants **les remboursements des dépenses du Site Etoile** (énergie, eau, gardiennage et maintenance). Le principe repose sur la méthode de calcul suivante : la collectivité locataire rembourse en TTC la part des dépenses en fonction de ses métrages d'utilisation des bureaux, couplés aux clés de répartition RH de chaque service locataire du bâtiment.

Le montant à prendre en compte pour 2017 est de **472 448,77 €**.

Le remboursement des frais de fonctionnement de la Ville à l'Eurométropole pour 2017 s'élève en conséquence à **8 675 941,98 €,** à comparer aux 8 362 069,02 € de l'exercice 2016 (soit +313 872,96 € entre 2016 et 2017).

La différence s'explique principalement par l'évolution des dépenses informatiques entre 2016 et 2017 (pour +0,6 M€). A contrario, les dépenses de remboursement pour la maintenance du Site Etoile, désormais comptabilisées à part, diminuent de 0,2 M€ entre 2016 et 2017, en s'établissant désormais à 0,1 M€.

L'annexe 4 détaille la répartition des frais de fonctionnement communs entre la Ville et l'Eurométropole.

2) Répartition entre l'Eurométropole, et les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement et des transports collectifs.

A l'instar de la ville, un remboursement des frais d'administration générale est calculé chaque année pour les budgets annexes eau, assainissement, et transports collectifs de l'Eurométropole. Chacun de ces budgets rembourse une quote-part des dépenses de fonctionnement engagées pour leur compte au budget principal de l'Eurométropole par certains services support. La méthode de calcul de calcul est déterminée ainsi :

1) Une part personnel correspond à la masse salariale des services travaillant comme support aux budgets annexes eau, assainissement et transports collectifs.

Il s'agit des directions/services suivant :

- Direction Conseil, performance et affaires juridiques,
- Direction de la Communication,
- Direction des Finances et de la Programmation,
- Direction des ressources Humaines,
- Direction des Ressources Logistiques,
- Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti
- Veille stratégique et documentaire,
- Archives.

La part personnel est de 25 747 156,92 € en 2017

2) Une part d'administration générale correspond aux dépenses nettes de fonctionnement du chapitre 011 « Charges à caractère générale » de la fonction 020 « Administration générale », excepté la Direction des ressources humaines.

La part d'administration générale est de 29 715 720,87 € en 2017

A ce périmètre est appliqué **le taux de masse salariale de chaque budget annexe** sur l'ensemble de la masse salariale du groupe Eurométropole de Strasbourg (Budget principal + Budgets annexes + Centre Communal d'Action Sociale).
En 2017, les taux sont les suivants :

	Montant	**Taux**
EAU	8 296 015,88	6,22%
ASSAINISSEMENT	6 465 286,06	4,85%
TRANSPORTS COLLECTIFS	893 398,00	0,67%
TOTAL MASSE SALARIALE Groupe EUROMETROPOLE	**133 349 041,61**	

Ainsi, au titre de l'exercice 2017, le remboursement des frais d'administration générale des budgets annexes s'élèvent donc à :

	Budget annexe de l'eau	**Budget annexe de l'assainissement**	**Budget annexe des transports collectifs**
Part personnel	25 747 156,92	25 747 156,92	25 747 156,92
Part frais d'administration	29 715 720,87	29 715 720,87	29 715 720,87
Total du Périmètre	55 462 877,79	55 462 877,79	55 462 877,79
Taux RH 2017	6,22%	4,85%	0,67%
Montant par budget	**3 449 791,00**	**2 689 949,57**	**371 601,28**

IV - REPARTITION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT INFORMATIQUE

Les dépenses d'investissement informatiques sont composées de :
- charges communes (hors téléphonie) et dépenses bureautiques (achats de PC, imprimante, scanners…), ventilées en fonction du parc informatique de chaque service,
- dépenses de téléphonie ventilées au taux global de répartition,
- acquisitions de logiciels métiers, ventilées par service et réparties entre les deux collectivités sur la base des proratas définis par service

La Ville de Strasbourg a, par délibération du 19 décembre 1994, décidé la prise en charge des dépenses d'investissement informatique par l'Eurométropole de Strasbourg qui procède à l'acquisition des équipements et logiciels nécessaires à l'ensemble de l'administration.
La Ville de Strasbourg a confié le contrôle de la répartition à la commission mixte paritaire et procède sur cette base à un remboursement à l'Eurométropole.

Les dépenses d'investissement informatiques sont composées de :
- charges communes (réseau, serveurs,…),
- dépenses bureautiques (achats de PC, imprimante, scanners…),
- acquisition de logiciels métiers.

Les charges communes (hors téléphonie) sont ventilées selon la répartition du parc informatique de chaque service en fonction du taux Ville/Eurométropole de ce service, à savoir 57,66% pour la Ville en 2017. Le montant à répartir est de 4 604 190,90 €. Par conséquent, le montant à rembourser par la Ville de Strasbourg est de **2 654 776,47 €**.

La téléphonie est quant à elle remboursée sur la base du taux global Ville/Eurométropole (avant régularisations), à savoir 59,99% pour la Ville. Le montant à répartir est de 166 866,81 €, soit un remboursement de **100 103,40 €.**

Les dépenses d'acquisition de logiciels métiers sont ventilées par service et réparties entre les deux collectivités sur la base des proratas définis par service comme précédemment. Elles s'élèvent en 2017 à 1 405 091,20 €. Le remboursement à effectuer pour ce type de dépense est de **813 980,90 €**.

Depuis l'exercice 2002, et à la demande du Receveur des Finances de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, le reversement de la quote-part des dépenses d'équipement informatique de la Ville s'effectue sous forme de subvention d'équipement, inscrite en section d'investissement de son budget, et calculée à partir des montants TTC, déduction faite du FCTVA dont l'Eurométropole peut désormais seule se prévaloir.

Le montant remboursable avant correction du FCTVA est de **3 568 860,77 €**.

Après correction, la subvention à verser par la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole s'élève à **2 983 424,85 €** tel que ce montant ressort du tableau *en annexe 5 du document*.

V - REPARTITION DU MOBILIER ET DES TRAVAUX DU SITE ETOILE

1) Remboursements croisés des travaux d'investissement courants sur les bâtiments administratifs du site Etoile

Le Site Etoile comprend les immeubles suivants :

Inscription des crédits de travaux	Bâtiments concernés
Ville de Strasbourg	Immeuble rue de la Bourse Immeuble rue Fustel Immeuble rue de Bern Immeuble 38 RH
Eurométropole de Strasbourg	Centre administratif Immeuble rue de Soleure

Pour ces travaux, le **principe** est le suivant :

La collectivité propriétaire du bâtiment réalise les travaux. La collectivité locataire rembourse la part des travaux en fonction des métrages d'utilisation des bureaux couplés aux clés de répartition RH de chaque service locataire du bâtiment.

2) Remboursement des travaux d'investissement courants des restaurants administratifs (au centre administratif et du site de la fédération)

Le **principe** est le suivant :

La Ville de Strasbourg rembourse les travaux d'investissement courants des restaurants administratifs payés préalablement par l'Eurométropole en fonction du taux global de répartition RH des services.

3) Remboursements de la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'acquisition du matériel et du mobilier de bureau

Le principe est le suivant :

La Ville de Strasbourg rembourse le mobilier et le matériel payé préalablement par l'Eurométropole en fonction des clés de répartition RH de chaque service.

Ainsi, pour **les travaux d'investissement courants du Site Etoile et les travaux aux restaurants administratifs**, le montant remboursable avant correction du FCTVA est de 282 828,92 €**.** Le montant à rembourser s'élève par conséquent à **236 433,67 €.**

S'agissant du **mobilier**, le remboursement de la Ville à l'Eurométropole pour l'exercice 2017, avant correction du FCTVA est de 18 604,69 €. Le montant à rembourser s'élève par conséquent à **15 552,77 €**.

Les calculs sont détaillés en annexe 6 du document.

VI - REPARTITION DES DEPENSES DIVERSES

1) Remboursement par l'Eurométropole de dépenses engagées par la Ville concernant la montée du Racing Club de Strasbourg Alsace en ligue 1

Les dépenses d'animation liées à la montée du club du Racing Club de Strasbourg Alsace en ligue 1 ont été initialement prises en charge par le budget de la Ville de Strasbourg.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a validé la prise en charge d'un remboursement à hauteur de 50% TTC de la part du budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg sur la base du décompte suivant :

BILAN DEPENSES MONTEE RACING
SERVICE EVENEMENTS - BUDGET VDS

TIERS	OBJET	Montant HT	Montant TTC
XEOS	PRESTATION ROAD	1 232,00	1 478,40
CHANZY PARDOUX	TRAVAUX ETAIEMENT	1 171,76	1 406,11
MACHETTE PRODUCTION	CESSION DE DROITS	400,00	422,00
NEWLOC	LOCATION MATERIEL	360,00	432,00
REGIE & C	PRESTATION REGIE	2 543,00	3 051,60
SIGMATECH	BRANCHEMENTS ELECTRIQUES	1 015,00	1 218,00
STACCO	LOCATION SCENE	11 485,00	13 782,00
VERITAS	CONTRÔLE TECHNIQUE	360,00	432,00
VIA STORIA	HABILLAGE TRANSMISSION VIDEO	4 585,00	5 502,00
WEBER VIDEO	LOCATION ECRAN	6 648,00	7 977,60
XEOS	SONORISATION & ECLAIRAGE	9 946,13	11 935,36
ZENITH	PRESTATIONS TECHNIQUES	18 810,11	22 572,13
	TOTAL :	**58 556,00**	**70 209,20**

Base du montant pris en charge à 50% par l'EUROMÉTROPOLE	70 209,20
Soit	35 104,60

L'Eurométropole de Strasbourg décide par conséquent de rembourser **35 104,60 €** à la Ville de Strasbourg.

2) Subvention d'équipement de la Ville à l'Eurométropole pour les dépenses de renouvellement du parc machine

L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée à renouveler le parc machines du service Imprimerie-reprographie.

La Ville s'engage à rembourser à l'Eurométropole sa part, basée sur le pourcentage de la masse salariale du service Imprimerie-reprographie, qui est fonction des taux de ventilation Ville/Eurométropole des services utilisateurs. Le taux du service s'élève en 2017 à 65,24%

Les dépenses mandatées pour le renouvellement du parc machine en 2017 s'élèvent à 87 795,25 €, soit un remboursement à effectuer par la Ville de Strasbourg de

87 795,25*65,24% = 57 277,62 €

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2017

Annexe 1

Répartition de la masse salariale pour 2017

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Affectations périphériques	AFP/Amicale	AFP/Amicale	348 934,30	59,99%	209 332,10	TGR		
Affectations périphériques	AFP/DRH	AFP/DRH	124 121,32	59,99%	74 462,66	TGR		
Affectations périphériques	Mission sociale du personnel	Mission sociale du personnel	311 419,96	59,99%	186 826,55	TGR		
Affectations périphériques	SYNDICATS	SYNDICATS	809 746,99	59,99%	485 782,09	TGR		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Admin Gén du Cabinet	7 934,90	50,00%	3 967,45	Service support		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Administration Cabinet	475 214,54	50,00%	237 607,27	Service support		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Cab/AdmGén/Voit. officielles	211 200,93	50,00%	105 600,47	Service support		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Pole représentations	119 725,41	50,00%	59 862,71	Service support		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Secrétariat particulier 1er Ad	94 462,81	100,00%	94 462,81	Compétence		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Secr particulier du Maire	36 504,95	100,00%	36 504,95	Compétence		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Secr particulier du Président	145 442,70	0,00%	0,00	Compétence		
CABINET	CABINET	CABINET	3 456,93	50,00%	1 728,47	Service support		
CABINET	CABINET CUS	CABINET CUS	427 324,39	0,00%	0,00	Compétence		
CABINET	Secrétariat des élus	SDE/Groupes politiques	76 189,58	50,00%	38 094,79	Service support		
CABINET	Secrétariat des élus	SDE/Secr Adjts de quartier	430 606,86	100,00%	430 606,86	Compétence		
CABINET	Secrétariat des élus	SDE/Secr Adjts thématiques	350 121,67	100,00%	350 121,67	Compétence		
CABINET	Secrétariat des élus	SDE/Secr Vice-présidents	228 230,01	0,00%	0,00	Compétence		
CABINET	Secrétariat des élus	Secrétariat des élus	184 142,58	50,00%	92 071,29	Service support		
DGS	DIR. GENERALE DES SERVICES	DIR. GENERALE DES SERVICES	32 318,59	50,00%	16 159,30	Service support		
DGS	Direction de l'audit interne	Direction de l'audit interne	236 078,52	50,00%	118 039,26	Service support		
DGS	DGS/Administration générale	DGS/Administration générale	1 996 309,11	50,00%	998 154,56	Service support		
DGS	DGS/Administration générale	DGS/Miss Dr Femmes Egal Genres	74 705,61	100,00%	74 705,61	Compétence		
Dir Solid et Santé	Dir solidarités et santé	Dir solidarités et santé	95 867,69	78,48%	75 237,34	Taux direction	80,26%	
Dir Solid et Santé	DSS/Département ressources	DSS/Département ressources	329 135,41	78,48%	258 306,75	Taux direction	80,26%	
Dir Solid et Santé	DSS/Département ressources	DSS/Ress/Documentation	58 077,39	78,48%	45 579,36	Taux direction	80,26%	
Dir Solid et Santé	DSS/Département ressources	DSS/Ress/Entretien locaux	37 709,47	78,48%	29 594,54	Taux direction	80,26%	
Dir Solid et Santé	DSS/Département ressources	DSS/Ress/Finances	197 378,00	78,48%	154 903,02	Taux direction	80,26%	
Dir Solid et Santé	DSS/Département ressources	DSS/Ress/RH	138 467,25	78,48%	108 669,64	Taux direction	80,26%	
Dir Solid et Santé	DSS/Département ressources	DSS/Ress/Subventions aux assoc	158 662,29	78,48%	124 518,78	Taux direction	80,26%	
Dir Solid et Santé	DSS/Département ressources	DSS/Ress/Syst information&comm	172 468,69	78,48%	135 354,10	Taux direction	80,26%	
Dir Solid et Santé	DSS/Admin générale	DSS/Admin générale	494 805,05	78,48%	388 324,93	Taux direction	80,26%	
Dir Solid et Santé	DSS/Admin générale	DSS/AG/Equipe psychologues	300 033,99	78,48%	235 467,84	Taux direction	80,26%	
Dir Solid et Santé	DSS/Act sociale territoriale	AST/COORD TERRIT DEVEL SOCIAL	408 651,95	100,00%	408 651,95	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Act sociale territoriale	Ast/Unite Territo Centre-Nord	1 945 306,93	100,00%	1 945 306,93	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Act sociale territoriale	DSS/Act sociale territoriale	720 850,22	100,00%	720 850,22	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Act sociale territoriale	DSS/AST/Est	1 471 539,43	100,00%	1 471 539,43	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Act sociale territoriale	DSS/AST/Ouest	1 768 128,54	100,00%	1 768 128,54	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Act sociale territoriale	DSS/AST/Sud	1 689 489,55	100,00%	1 689 489,55	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Act sociale territoriale	DSS/AST/Sud-Ouest	1 278 245,44	100,00%	1 278 245,44	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/CCAS	DSS/Adm Gén CCAS	343 097,30	0,00%	0,00	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Dir Solid et Santé	DSS/CCAS	DSS/CCAS	59 987,03	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/CCAS	DSS/CCAS/Accueil & acc urgence	986 959,52	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/CCAS	DSS/CCAS/Hébergement urgence	133 349,25	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/CCAS	DSS/CCAS/HU/CAHM Jour	445 534,36	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/CCAS	DSS/CCAS/HU/CAHM Nuit	622 975,89	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/CCAS	DSS/CCAS/HU/Equipe de rue	155 988,51	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/CCAS	DSS/CCAS/HU/Remparts	514 689,96	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Insertion	DSS/Insertion	481 357,53	55,15%	265 458,58	Taux service		
Dir Solid et Santé	DSS/Insertion	DSS/Ins/Aides locales	192 191,67	100,00%	192 191,67	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Insertion	DSS/Ins/Mission RSA	249 463,35	100,00%	249 463,35	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Insertion	DSS/Ins/FSL-FAJ	359 200,49	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Promot santé de la personn	DSS/Promot santé de la personn	1 061 442,41	100,00%	1 061 442,41	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Promot santé de la personn	DSS/PSP/Admin générale	105 708,51	100,00%	105 708,51	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Promot santé de la personn	DSS/PSP/Promotion de la santé	375 597,38	100,00%	375 597,38	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Promot santé de la personn	DSS/PSP/Santé de la personne	2 692 168,96	100,00%	2 692 168,96	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Promot santé de la personn	DSS/PSP/SP/Prévention	122 758,14	100,00%	122 758,14	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Promot santé de la personn	DSS/PSP/SP/Vaccinations	52 161,37	100,00%	52 161,37	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Protection des mineurs	DSS/Protection des mineurs	2 367 556,53	100,00%	2 367 556,53	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Service gens du voyage	DSS/Service gens du voyage	888 363,80	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Solid et Santé	DSS/Soutien à l'autonomie	DSS/Soutien à l'autonomie	514 246,95	90,00%	462 822,26	Tx calculé		20
Dir Solid et Santé	z DSS/Santé publique et envir	DSS/Santé de la personne	3 595,57	100,00%	3 595,57	Compétence		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Admin générale DPEC	DPEC/Admin générale DPEC	344 029,29	97,75%	336 272,66	Taux direction		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Département ressources	DPEC/Département ressources	127 993,33	97,75%	125 107,54	Taux direction		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Accueil de la population	DPEC/AccPop/Cell fonctionnelle	318 698,52	96,00%	305 950,58	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Accueil de la population	DPEC/AccPop/Secteur centre	621 392,90	96,00%	596 537,18	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Accueil de la population	DPEC/AccPop/Secteur nord	503 815,89	96,00%	483 663,25	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Accueil de la population	DPEC/AccPop/Secteur Ouest	462 803,00	96,00%	444 290,88	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Accueil de la population	DPEC/AccPop/Secteur Sud	536 623,92	96,00%	515 158,96	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Accueil de la population	DPEC/Accueil de la population	349 217,41	96,00%	335 248,71	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Service funéraire	DPEC/Funér/Cellule administr	215 290,72	98,00%	210 984,91	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Service funéraire	DPEC/Funér/Cellule EV-logist	52 470,36	98,00%	51 420,95	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Service funéraire	DPEC/Funér/Cimetière Nord	434 832,32	98,00%	426 135,67	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Service funéraire	DPEC/Funér/Cimetière Ouest	310 780,33	98,00%	304 564,72	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Service funéraire	DPEC/Funér/Cimetière Polygone	135 254,39	98,00%	132 549,30	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Service funéraire	DPEC/Funér/Cimetière SteHélène	123 847,25	98,00%	121 370,31	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Service funéraire	DPEC/Funér/Cimetière StGall	104 249,81	98,00%	102 164,81	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Service funéraire	DPEC/Funér/Cimetière StLouis	15 467,85	98,00%	15 158,49	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Service funéraire	DPEC/Funér/Cimetière StUrbain	134 578,98	98,00%	131 887,40	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Service funéraire	DPEC/Funér/Cimetière Sud	353 097,62	98,00%	346 035,67	Taux calculé		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Service funéraire	DPEC/Service funéraire	322 555,11	98,00%	316 104,01	Taux calculé		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Administr	65 822,90	100,00%	65 822,90	Compétence		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Décès	99 129,89	100,00%	99 129,89	Compétence		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Elections	187 707,58	100,00%	187 707,58	Compétence		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Formalités	93 574,93	100,00%	93 574,93	Compétence		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Mariages	211 723,49	100,00%	211 723,49	Compétence		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Naissances	236 011,39	100,00%	236 011,39	Compétence		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/ObjTrouvés	29 839,87	100,00%	29 839,87	Compétence		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Registres	469 020,04	100,00%	469 020,04	Compétence		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/Etat civil et élections	383 776,10	100,00%	383 776,10	Compétence		
Dir Pop Elec Cultes	DPEC/Service des cultes	DPEC/Service des cultes	136 415,13	100,00%	136 415,13	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Administration générale	DEE/Administration générale	488 763,11	100,00%	488 763,11	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Administration générale	DEE/Dépt Information Animation	93 892,33	100,00%	93 892,33	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Caisse des écoles	DEE/Caisse des écoles	446 587,50	100,00%	446 587,50	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Inscriptions et scolarité	DEE/Insc/Acc Informations	178 939,04	100,00%	178 939,04	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Inscriptions et scolarité	DEE/Insc/Dépt Inscriptions	247 797,17	100,00%	247 797,17	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Inscriptions et scolarité	DEE/Inscriptions et scolarité	179 077,78	100,00%	179 077,78	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Cell Ressources	629 593,00	100,00%	629 593,00	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Centre-ouest	4 525 288,18	100,00%	4 525 288,18	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Dépt Projets	112 973,14	100,00%	112 973,14	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Gest° Logistique	489 916,98	100,00%	489 916,98	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patrim Enfance & Education	1 297 380,52	100,00%	1 297 380,52	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Maintenance	396 916,57	100,00%	396 916,57	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Nord-Est	4 920 985,52	100,00%	4 920 985,52	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Sud	4 584 537,84	100,00%	4 584 537,84	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Territ techniques	202 004,71	100,00%	202 004,71	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Cell Ressources	305 794,91	100,00%	305 794,91	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Cronbrg-Htepierre	3 439 720,20	100,00%	3 439 720,20	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Ctre-Gare-Brse-Krut	2 880 402,37	100,00%	2 880 402,37	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Educ thématique	311 524,11	100,00%	311 524,11	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Koenig-Els-MV-Poter	3 088 023,71	100,00%	3 088 023,71	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Meinau-Neuhof	3 172 272,29	100,00%	3 172 272,29	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Neudorf	2 520 535,55	100,00%	2 520 535,55	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Rob-Cseil XV-Espl	3 328 165,02	100,00%	3 328 165,02	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Territ éducatifs	325 918,78	100,00%	325 918,78	Compétence		
Dir Enfance Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/Périscolaire et éducatif	3 587 398,95	100,00%	3 587 398,95	Compétence		
Dir Enfance Education	Dir Enfance et Education	Dir Enfance et Education	130 428,53	100,00%	130 428,53	Compétence		
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	DEE/FPE/Dépt 0-4 ans	5 904 378,12	100,00%	5 904 378,12	Compétence		
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	DEE/FPE/Dépt des LAPE	722 157,19	100,00%	722 157,19	Compétence		
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	DEE/FPE/Dépt des RAM	409 278,61	100,00%	409 278,61	Compétence		
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	DEE/FPE/Maison de l'enfance	1 739 789,99	100,00%	1 739 789,99	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	EDUC/Famille et petite enfance	127 195,33	100,00%	127 195,33	Compétence		
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	FPE/Coordination Gest Admin	982 141,47	100,00%	982 141,47	Compétence		
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	FPE/Coord Maison Enfance	116 401,73	100,00%	116 401,73	Compétence		
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	FPE/Cronenb Hautep Poteries	44 794,53	100,00%	44 794,53	Compétence		
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	FPE/Gare Porte Schirmeck Trib	124 773,19	100,00%	124 773,19	Compétence		
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	FPE/Neudorf Port du Rhin Musau	38 406,12	100,00%	38 406,12	Compétence		
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	FPE/Q. Bourse Esplan Krutenau	145 963,31	100,00%	145 963,31	Compétence		
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	FPE/Q. Meinau	37 834,99	100,00%	37 834,99	Compétence		
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	FPE/Q. Neuhof	16 984,97	100,00%	16 984,97	Compétence		
Dir Enfance Education	EDUC/Famille et petite enfance	FPE/Robertsau Cité de l'Ill Wa	36 371,89	100,00%	36 371,89	Compétence		
Dir Enfance Education	Serv Adm Dir. Enfance Educ	DEE/Dépt Finances	636 206,56	100,00%	636 206,56	Compétence		
Dir Enfance Education	Serv Adm Dir. Enfance Educ	DEE/Dépt Informatique	104 321,48	100,00%	104 321,48	Compétence		
Dir Enfance Education	Serv Adm Dir. Enfance Educ	DEE/Dépt Ress Humaines	304 528,45	100,00%	304 528,45	Compétence		
Dir Enfance Education	z EDUC/Action territoriale	AC TER/CRONENB HAUTEP POTER	38 265,60	100,00%	38 265,60	Compétence		
Dir Enfance Education	z EDUC/Action territoriale	AC TER/NEUD BOURS ESPL KRUT	37 399,66	100,00%	37 399,66	Compétence		
Dir Enfance Education	z EDUC/Action territoriale	AC TER/ROBERTS CONSEIL XV	4 865,63	100,00%	4 865,63	Compétence		
Dir Enfance Education	z EDUC/Action territoriale	AC TER/TRIB GARE CATHEDRALE	5 406,30	100,00%	5 406,30	Compétence		
Dir Enfance Education	z EDUC/Action territoriale	z EDUC/Action territoriale	121 161,72	100,00%	121 161,72	Compétence		
Archives	DC/Archives	DC/Archives	1 257 267,27	59,99%	754 257,73	TGR		2
Dir Culture (hors archives)	Dir de la culture	Dir de la culture	81 487,35	86,62%	70 586,44	Tx direction	86,24%	
Dir Culture (hors archives)	SERV.ADM. CULTURE	CULTURE/FINANCES COMPTABILITE	115 416,79	86,62%	99 977,00	Tx direction	86,24%	
Dir Culture (hors archives)	SERV.ADM. CULTURE	CULTURE/RESSOURCES HUMAINES	94 620,56	86,62%	81 962,77	Tx direction	86,24%	
Dir Culture (hors archives)	SERV.ADM. CULTURE	CULTURE/SUIVI DES ASSOCIATIONS	193 737,04	86,62%	167 820,02	Tx direction	86,24%	
Dir Culture (hors archives)	SERV.ADM. CULTURE	SERV.ADM. CULTURE	186 470,49	86,62%	161 525,55	Tx direction	86,24%	
Dir Culture (hors archives)	DC/Administration générale	DC/Administration générale	965 969,46	86,62%	836 747,66	Tx direction	86,24%	
Dir Culture (hors archives)	DC/Administration générale	DC/AG/Finces - Marchés publics	106 511,39	86,62%	92 262,91	Tx direction	86,24%	
Dir Culture (hors archives)	DC/Administration générale	DC/AG/Ress humaines	37 739,53	86,62%	32 690,95	Tx direction	86,24%	
Dir Culture (hors archives)	DC/Administration générale	DC/AG/Sécurité prévention	18 616,29	86,62%	16 125,91	Tx direction	86,24%	
Dir Culture (hors archives)	SERV.DEVELOPPEMENT CULTUREL	SERV.DEVELOPPEMENT CULTUREL	924 838,50	81,35%	752 335,25	Taux service	81,74%	
Dir Culture (hors archives)	SERV.DEVELOPPEMENT CULTUREL	CULTURE/AUDIOVISUEL ET CINEMA	228 376,35	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	SERV.DEVELOPPEMENT CULTUREL	CULTURE/ECOLE DE DANSE	847 621,08	100,00%	847 621,08	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	SERV.DEVELOPPEMENT CULTUREL	CULTURE/ECOLE DE MUSIQUE	148 392,49	100,00%	148 392,49	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Conservatoire de musique	ADM.GENERALE CONSERVATOIRE	691 914,26	100,00%	691 914,26	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Conservatoire de musique	CONSERV./PEDAGO-ENSEIGNEMENT	4 410 824,26	100,00%	4 410 824,26	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Conservatoire de musique	DC/Conservatoire de musique	2 471 886,26	100,00%	2 471 886,26	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Conservatoire de musique	PROMOTION DU CONSERVATOIRE	154 746,81	100,00%	154 746,81	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Ecole sup arts décoratifs	DC/Ecole sup arts décoratifs	393 920,24	100,00%	393 920,24	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Ecole sup arts décoratifs	ESAD/AFFAIRES SCOLAIRES	50 973,92	100,00%	50 973,92	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Ecole sup arts décoratifs	ESAD/ENSEIGNEMENTS	1 225 073,07	100,00%	1 225 073,07	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Ecole sup arts décoratifs	ESAD/STAND CONCIERG.ENT.BAT	41 030,09	100,00%	41 030,09	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Dir Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	BIBL./BIBLIOTHEQUE DE QUARTIER	2 992 517,63	100,00%	2 992 517,63	Compétence		3
Dir Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	BIBL./CENTRE TECH DU LIVRE	113 609,69	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	BIBL./RUE KUHN	1 781 522,02	100,00%	1 781 522,02	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	Bibl-Services transversaux	2 427 627,44	51,36%	1 246 764,67	Tx service	49,92%	
Dir Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	CUS-Médiath.Malraux	3 030 134,55	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	CUS-Médiath. Nord	40 701,69	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	CUS-Médiath. Ouest	726 285,80	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	CUS-Médiath. Sud	610 960,12	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	DC/Médiathèques	157 264,32	51,36%	80 766,76	Tx service	49,92%	
Dir Culture (hors archives)	DC/Musées	DC/Musées	844 437,99	100,00%	844 437,99	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Musées	MUSEE/DIRECTION	1 001 329,97	100,00%	1 001 329,97	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Musées	MUSEE/ETABLISSEM. MUSEOLOG.	7 134 651,43	100,00%	7 134 651,43	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Musées	MUSEE/SERV.SCIENTIFIQ. COMMUNS	1 155 081,19	100,00%	1 155 081,19	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Musées	MUSEE/TECHNICIEN/ENTRETIEN	1 490 809,42	100,00%	1 490 809,42	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Oeuvre Notre Dame	DC/Oeuvre Notre Dame	1 600 385,70	100,00%	1 600 385,70	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Orchestre philharmonique	DC/Orchestre philharmonique	3 924 319,31	100,00%	3 924 319,31	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Orchestre philharmonique	OPS/DIRECTION ADMINISTRATIVE	217 124,70	100,00%	217 124,70	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Orchestre philharmonique	OPS/DIRECTION ARTISTIQUE	3 858 901,73	100,00%	3 858 901,73	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Théâtre - opéra du Rhin	DC/Théâtre - opéra du Rhin	217 847,47	100,00%	217 847,47	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Théâtre - opéra du Rhin	DC/Théâtre/Ouvreuses contr	201 178,14	100,00%	201 178,14	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Théâtre - opéra du Rhin	THEATRE/AGENTS D'ENTRETIEN	237 230,83	100,00%	237 230,83	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Théâtre - opéra du Rhin	THEATRE/ELECTRICIENS	46 830,15	100,00%	46 830,15	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Théâtre - opéra du Rhin	THEATRE/ENTRETIEN	154 394,69	100,00%	154 394,69	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	DC/Théâtre - opéra du Rhin	THEATRE/MEINAU	100 019,38	100,00%	100 019,38	Compétence		
Dir Culture (hors archives)	TAPS	TAPS	541 972,70	100,00%	541 972,70	Compétence		
Dir Dévt Eco	Admin Générale de la DDEA	Admin Générale de la DDEA	415 975,95	14,02%	58 323,23	Taux direction	15,14%	6
Dir Dévt Eco	Admin Générale de la DDEA	Programmes européens	191 273,96	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Dévt Eco	Admin Générale de la DDEA	Entreprises créatives	42 334,56	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Dévt Eco	Admin Générale de la DDEA	Agriculture Périurbaine	60 068,41	60,00%	36 041,05	Taux calculé		
Dir Dévt Eco	DDEA/Dév Industr Comm & Artis	DDEA/Dév Industr Comm & Artis	534 728,62	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Dévt Eco	DDEA/Emploi & Econ Solidaire	DDEA/Emploi & Econ Solidaire	199 573,12	42,00%	83 820,71	Taux calculé		
Dir Dévt Eco	DDEA/Emploi & Econ Solidaire	Suivi des corporations	64 597,75	100,00%	64 597,75	Compétence		
Dir Dévt Eco	DDEA/Emploi & Econ Solidaire	Suivi du commerce	85 777,25	50,00%	42 888,63	Taux calculé		
Dir Dévt Eco	DDEA/Enst Sup Rech & Innov	DDEA/Enst Sup Rech & Innov	539 106,10	6,00%	32 346,37	Taux calculé		
Dir Dévt Eco	DDEA/Marketing terr & tourisme	DDEA/Marketing terr & tourisme	469 869,98	10,00%	46 987,00	Taux calculé		
Dir Urb et Terr	Dir Urbanisme et territoires	Dir Urbanisme et territoires	91 828,54	33,96%	31 187,55	Taux direction	33,82%	
Dir Urb et Terr	DUT/Admin générale	DUT/Admin générale	923 464,18	33,96%	313 634,35	Taux direction	33,82%	
Dir Urb et Terr	DUT/Admin générale	DUT/AG/Domanialité publique	445 028,49	33,96%	151 144,16	Taux direction	33,82%	
Dir Urb et Terr	DUT/Admin générale	DUT/AG/Ressources	448 026,52	33,96%	152 162,38	Taux direction	33,82%	
Dir Urb et Terr	DUT/Admin générale	DUT/AG/Participation citoyenne	81 151,72	100,00%	81 151,72	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Dir Urb et Terr	DDLP/Directions de proximité	DDLP/Dir Prox Gare-Kléber	6 533,70	100,00%	6 533,70	Compétence		
Dir Urb et Terr	DDLP/Directions de proximité	DDLP/Dir Prox Neuhof-Meinau	6 170,08	100,00%	6 170,08	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Direction de territoires	DUT/Direction de territoires	32 850,66	100,00%	32 850,66	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Direction de territoires	DUT/Terr/Q Cron Htep Poter	610 134,01	100,00%	610 134,01	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Direction de territoires	DUT/Terr/Q Gare Kléber CV	284 653,53	100,00%	284 653,53	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Direction de territoires	DUT/Terr/Q Koenig M Verte Elsa	372 802,94	100,00%	372 802,94	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Direction de territoires	DUT/Terr/Q Neud Espla Kruten	438 313,96	100,00%	438 313,96	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Direction de territoires	DUT/Terr/Q Neuhof Meinau	545 576,08	100,00%	545 576,08	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Direction de territoires	DUT/Terr/Q Roberts Cseil des X	316 124,74	100,00%	316 124,74	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Géomat & connaiss territ	DUT/GCT/Admin générale	368 238,02	3,00%	11 047,14	Taux calculé		18
Dir Urb et Terr	DUT/Géomat & connaiss territ	DUT/GCT/Atelier géomat	447 765,68	3,00%	13 432,97	Taux calculé		
Dir Urb et Terr	DUT/Géomat & connaiss territ	DUT/GCT/Données réf communaut	760 595,55	3,00%	22 817,87	Taux calculé		
Dir Urb et Terr	DUT/Géomat & connaiss territ	DUT/GCT/Etudes Usages info géo	189 354,97	3,00%	5 680,65	Taux calculé		
Dir Urb et Terr	DUT/Géomat & connaiss territ	DUT/Géomat & connaiss territ	3 107,80	3,00%	93,23	Taux calculé		
Dir Urb et Terr	DUT/Géomat & connaiss territ	z DUAH/GCT/Atel de Géomatique	198,19	3,00%	5,95	Taux calculé		
Dir Urb et Terr	DUT/Habitat	DUT/Habitat	447 656,65	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Habitat	DUT/Hab/Planif polit publ étud	242 788,56	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Habitat	DUT/Hab/Program instr aides pi	286 678,31	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Habitat	z DUAH/Service de l'habitat	7 224,25	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Police du bâtiment	DUT/PB/Admin générale	680 625,83	59,72%	406 456,03	Taux calculé	57,30%	
Dir Urb et Terr	DUT/Police du bâtiment	DUT/PB/Autor occup des sols	1 103 860,82	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Police du bâtiment	DUT/PB/Enseignes - affich pub	160 772,26	100,00%	160 772,26	Compétence		13
Dir Urb et Terr	DUT/Police du bâtiment	DUT/PB/Expert-conseil	137 984,70	68,97%	95 166,26	Taux calculé		
Dir Urb et Terr	DUT/Police du bâtiment	DUT/PB/Sécurité ERP	92 905,94	100,00%	92 905,94	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Polit foncière & immobiliè	DUT/Polit foncière & immobiliè	415 716,41	26,83%	111 524,20	Taux service	32,00%	
Dir Urb et Terr	DUT/Polit foncière & immobiliè	DUT/PFI/Action foncière	406 831,62	12,70%	51 661,16	Taux calculé	14,29%	14
Dir Urb et Terr	DUT/Polit foncière & immobiliè	DUT/PFI/Stratégie gest° fonc	177 705,28	59,17%	105 152,50	Taux calculé	72,85%	
Dir Urb et Terr	DUT/Politique de la Ville	DUT/Politique de la Ville	366 552,29	30,30%	111 057,91	Taux calculé	33,88%	17
Dir Urb et Terr	DUT/Projets urbains	DUT/Projets urbains	189 617,16	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Projets urbains	DUT/PU/Aménagemt opérationnel	335 512,63	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Projets urbains	DUT/PU/Etudes dvpt durable	476 172,80	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Projets urbains	DUT/PU/Ingénierie et méthodes	338 432,51	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Urb et Terr	DUT/Prospect & planif territo	DUT/Prospect & planif territo	870 166,00	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Urb et Terr	Mission Intercommunalité	Mission Intercommunalité	208 495,46	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Urb et Terr	z DUAH/Administration de la DU	z DUAH/AG/Miss Domanialité pub	16 643,11	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Urb et Terr	z DUAH/Mission territo rénov u	z DUAH/Mission territo rénov u	4 488,56	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	Dir Mobil, Espaces publ et nat	Dir Mobil, Espaces publ et nat	15 718,48	44,74%	7 031,93	Taux direction		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	Direction de la mobilité et de	Direction de la mobilité et de	114 989,86	44,74%	51 442,70	Taux direction		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Adm Gén et Ressources	DMEPN/Adm Gén et Ressources	164 250,27	44,74%	73 480,19	Taux direction		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Adm Gén et Ressources	DMEPN/AG&Ress/Fince-Compta.	504 261,12	44,74%	225 589,91	Taux direction		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Adm Gén et Ressources	DMEPN/AG&Ress/Marchés publ	248 802,44	44,74%	111 306,06	Taux direction		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Adm Gén et Ressources	DMEPN/AG&Ress/RH - Qual vie	198 927,28	44,74%	88 993,55	Taux direction		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Adm Générale	DMEPN/Adm Générale	261 983,45	44,74%	117 202,82	Taux direction		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	DMEPN/PEE/Eval, Coor, Méth	114 858,21	44,74%	51 383,80	Taux direction		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	DMEPN/PEE/Pilot études pré-op	152 821,43	44,74%	68 367,30	Taux direction		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	DMEPN/PEE/Programmation	106 875,25	44,74%	47 812,49	Taux direction		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	158 356,66	44,74%	70 843,58	Taux direction		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Qual et Concertation	DMEPN/Q & C/Ccertat°-Comm	97 459,13	44,74%	43 600,02	Taux direction		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Qual et Concertation	DMEPN/Q & C/Qual-Organisation	86 879,07	44,74%	38 866,85	Taux direction		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Qual et Concertation	DMEPN/Qual et Concertation	198 074,69	44,74%	88 612,13	Taux direction		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Aménag espace public	DMEPN/Aménag espace public	1 583 162,36	4,10%	64 940,67	Taux service		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Aménag espace public	DMEPN/AEP/Communes Nord	115 914,36	0,00%	0,00	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Aménag espace public	DMEPN/AEP/Communes Sud	104 378,21	0,00%	0,00	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Aménag espace public	DMEPN/AEP/Eau Assainissement	564 061,51	0,00%	0,00	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Aménag espace public	DMEPN/AEP/Ouvrages d'art	179 356,30	9,00%	16 142,07	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Aménag espace public	DMEPN/AEP/Stbg Ctre Nord Est	83 967,94	20,00%	16 793,59	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Aménag espace public	DMEPN/AEP/Stbg Sud Ouest	32 492,94	35,00%	11 372,53	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Voies publiques	DMEPN/Voies publiques	801 329,28	23,15%	185 528,46	Taux service	25,07%	
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Voies publiques	DMEPN/VP/Direction	314 906,90	23,15%	72 909,09	Taux service	25,07%	
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Voies publiques	DMEPN/VP/Adm générale	222 448,20	23,15%	51 502,51	Taux service	25,07%	
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Voies publiques	DMEPN/VP/Voirie	1 774 543,04	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Voies publiques	DMEPN/VP/Eclairage public	1 197 362,25	100,00%	1 197 362,25	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Voies publiques	DMEPN/VP/Equipement de la rue	881 881,35	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Voies publiques	DMEPN/VP/Gest° domaine publ	535 549,72	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Voies publiques	DMEPN/VP/Ingén patrimoniale	171 083,63	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Voies publiques	DMEPN/VP/Laboratoire	383 246,43	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Voies publiques	DMEPN/VP/Ouvrages d'art	227 946,88	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/Esp verts & nature	41 459,61	83,88%	34 776,41	Taux service		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Adm générale	459 595,56	83,88%	385 509,76	Taux service		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Assist tech logist	1 272 664,03	84,19%	1 071 455,85	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Arbres	1 298 444,97	39,79%	516 651,25	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Espaces naturels	1 073 489,13	84,19%	903 770,50	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Esp verts urbains	4 997 799,10	93,57%	4 676 440,62	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Jardins familiaux	489 971,37	100,00%	489 971,37	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Maitr ouvr gestion	175 130,77	85,00%	148 861,15	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Ing & ccept° esp publ	DMEPN/Ing & ccept° esp publ	459 514,25	19,54%	89 780,04	Taux service	19,28%	
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Ing & ccept° esp publ	DMEPN/ICEP/Eau Assainissem	735 190,07	0,00%	0,00	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Ing & ccept° esp publ	DMEPN/ICEP/Fais & aménag prox	483 369,49	5,00%	24 168,47	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Ing & ccept° esp publ	DMEPN/ICEP/Inser pays esp vert	528 781,66	70,00%	370 147,16	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Ing & ccept° esp publ	DMEPN/ICEP/Signal. Eclair. Pub	447 441,71	45,00%	201 348,77	Taux calculé		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Ing & ccept° esp publ	DMEPN/ICEP/Topographie	368 032,76	5,00%	18 401,64	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Ing & ccept° esp publ	DMEPN/ICEP/Voirie circul	779 625,98	5,00%	38 981,30	Taux calculé		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Stat/Gestion résidents	163 317,59	100,00%	163 317,59	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Stat/Strat. Station	317 522,40	100,00%	317 522,40	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Strat & gest° stationn.	188 816,49	100,00%	188 816,49	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Tramway & gds projets	DMEPN/Tram Gds proj/Grds proj	209 340,43	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Tramway & gds projets	DMEPN/Tram Gds proj/Tramway	423 694,80	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Tramway & gds projets	DMEPN/Tramway & gds projets	194 283,74	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobilité, Esp publics et naturels	DMEPN/Déplacement	DMEPN/Déplacement	880 474,21	0,00%	0,00	Compétence		
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Ressources	DCPB/Ress/AffGén et RH	109 401,39	47,08%	51 506,17	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Ressources	DCPB/Ress/Budget-Compta	542 185,35	47,08%	255 260,86	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Ressources	DCPB/Ress/Marchés publics	282 916,21	47,08%	133 196,95	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Ressources	DCPB/Ressources	14 723,98	47,08%	6 932,05	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Administration générale	DCPB/Administration générale	316 581,78	47,08%	149 046,70	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Administration générale	DCPB/AG/Aff générales et RH	62 521,57	47,08%	29 435,16	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Administration générale	DCPB/AG/Gest & invent patrim	267 972,91	47,08%	126 161,65	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Constr cultur soc & admin	DCPB/Constr cultur soc & admin	957 336,59	47,08%	450 714,07	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Constr Enf Educ Sport	DCPB/Constr Enf Educ Sport	920 306,62	47,08%	433 280,36	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Gest Invent patrim bâti	DCPB/Gest Invent patrim bâti	139 084,95	49,60%	68 987,61	Taux calculé	45,67%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Gest Invent patrim bâti	DCPB/GIPB/Gestion patrimoine	415 425,67	49,60%	206 055,55	Taux calculé	45,67%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Gest Invent patrim bâti	DCPB/GIPB/Invent & Valo patrim	316 456,41	49,60%	156 965,75	Taux calculé	45,67%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/Ingénierie de la construc	52 785,78	47,08%	24 851,55	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/SIC/Admin générale SIC	296 669,29	47,08%	139 671,90	Taux calculé	50,08%	5
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/SIC/Eco & tech de constr	750 292,33	47,08%	353 237,63	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/Sic/Etudes Prog Architect	473 218,62	47,08%	222 791,33	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/SIC/Ressources graphiques	366 847,93	47,08%	172 712,01	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/Admin Générale de Maint b	136 812,12	60,94%	83 373,31	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/Ateliers centraux de Main	4 886,24	60,94%	2 977,67	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/Bureau technique Maint bâ	55 521,65	60,94%	33 834,89	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/Maintenance bâtiment	82 872,57	60,94%	50 502,54	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Bâti	1 642 267,41	60,94%	1 000 797,76	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Chauf-Ventil-Clim-Sani	737 176,95	60,94%	449 235,63	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Electr-Electroméca	633 185,03	60,94%	385 862,96	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Gest techn bâti connec	381 468,98	60,94%	232 467,20	Taux calculé	50,08%	
Dirc Constr. Et Pat Bâti	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Logist-Qualité-Dvpt	259 752,23	60,94%	158 293,01	Taux calculé	50,08%	
Dél Séc Prév	DELEG. SECURITE ET PREVENTION	DELEG. SECURITE ET PREVENTION	1 218,42	61,28%	746,70	Taux délégation	55,63%	
Dél Séc Prév	Sécur, Prévention et Règlement	Sécur, Prévention et Règlement	35 682,74	61,28%	21 868,05	Taux délégation	55,63%	
Dél Séc Prév	SPR/Adm Gén Ressources	SPR/Adm Gén/ Finances Compta	218 061,63	61,28%	133 638,36	Taux délégation	55,63%	
Dél Séc Prév	SPR/Adm Gén Ressources	SPR/Adm Gén/ Ress Humaines	153 727,52	61,28%	94 211,41	Taux délégation	55,63%	
Dél Séc Prév	SPR/Adm Gén Ressources	SPR/Adm Gén Ressources	88 016,83	61,28%	53 940,83	Taux délégation	55,63%	

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Dél Séc Prév	SPR/ Mission Sécurité civile	SPR/ Mission Sécurité civile	145 777,77	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Regl Urb	SIRAC	SIRAC	397 095,23	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Regl Urb	SIRAC	Sirac/Bureau Etudes	85 164,02	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Regl Urb	SIRAC	Sirac/Dépt Régul Trafic	706 393,99	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Regl Urb	SIRAC	Sirac/Dépt Sécurité Routière	130 547,24	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Regl Urb	SIRAC	Sirac/Dépt Technique	928 435,62	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Regl Urb	SIRAC	Sirac/Signalisation Dynamique	185 252,54	0,00%	0,00	Compétence		
Dél Séc Prév	SPR/Prévention urbaine	SPR/Prévention urbaine	544 557,63	8,28%	45 083,06	Taux service	10,20%	
Dél Séc Prév	SPR/Prévention urbaine	SPR/PU/Actions partenariales	69 742,53	0,00%	0,00	Compétence		
Dél Séc Prév	SPR/Prévention urbaine	SPR/PU/Interv opérationnelles	74 097,10	0,00%	0,00	Compétence		
Dél Séc Prév	SPR/Prévention urbaine	SPR/PU/Prév situationnelle	58 643,67	100,00%	58 643,67	Compétence		
Dél Séc Prév	SPR/Prévention urbaine	z SP/Centre Supervision Vidéo	1 099 293,67	0,00%	0,00	Compétence		
Dél Séc Prév	SPR/Prévention urbaine	z SP/Médiation	53 562,76	100,00%	53 562,76	Compétence		
Dél Séc Prév	XINCENDIES ET SECOURS	XINCENDIES/CENTRE DE SECOURS N	396,38	0,00%	0,00	Compétence		
Dél Séc Prév	XINCENDIES ET SECOURS	XINCENDIES/CENTRE DE SECOURS O	792,76	0,00%	0,00	Compétence		
Dél Séc Prév	XINCENDIES ET SECOURS	XINCENDIES/CENTRE DE SECOURS S	198,19	0,00%	0,00	Compétence		
Dél Séc Prév	XINCENDIES ET SECOURS	XINCENDIES/CENTRE SEC. FINKWIL	396,38	0,00%	0,00	Compétence		
Dél Séc Prév	XINCENDIES ET SECOURS	XINCENDIES/ETAT-MAJOR	198,19	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Pol Mun Stat	Dir. Police munic et Stationn.	Dir. Police munic et Stationn.	36 493,66	97,41%	35 548,03	Taux direction	97,71%	
Dir Pol Mun Stat	PMS/Administration générale	PMS/Adm Gén/Bureau Contrav	210 637,23	97,41%	205 179,19	Taux direction	97,71%	
Dir Pol Mun Stat	PMS/Administration générale	PMS/Adm Gén/Logistique	37 877,81	97,41%	36 896,32	Taux direction	97,71%	
Dir Pol Mun Stat	PMS/Administration générale	PMS/Adm Gén/Ress humaines	117 774,96	97,41%	114 723,17	Taux direction	97,71%	
Dir Pol Mun Stat	PMS/Administration générale	PMS/Adm Gén/Secrétariat	78 143,38	97,41%	76 118,53	Taux direction	97,71%	
Dir Pol Mun Stat	PMS/Administration générale	PMS/Administration générale	231 477,46	97,41%	225 479,41	Taux direction	97,71%	
Dir Pol Mun Stat	PMS/Police municipale	PMS/Police municipale	436 897,42	96,81%	422 959,80	Taux calculé	97,06%	21
Dir Pol Mun Stat	PMS/Police municipale	PMS/Poste de commandement	1 799 755,89	96,81%	1 742 341,25	Taux calculé	97,06%	
Dir Pol Mun Stat	PMS/Police municipale	PMS/Unité de police générale	3 360 542,40	96,81%	3 253 336,56	Taux calculé	97,06%	
Dir Pol Mun Stat	PMS/Police municipale	PMS/Unité mun de circulation	1 029 304,51	96,81%	996 468,31	Taux calculé	97,06%	
Dir Pol Mun Stat	PMS/Police municipale	PMS/Unité surveill spécialisée	1 153 485,06	96,81%	1 116 687,33	Taux calculé	97,06%	
Dir Pol Mun Stat	PMS/Stationnement	PMS/Station/Contrôle	1 581 052,05	100,00%	1 581 052,05	Compétence		
Dir Pol Mun Stat	PMS/Stationnement	PMS/Station/Encadrement	160 053,62	100,00%	160 053,62	Compétence		
Dir Pol Mun Stat	PMS/Stationnement	PMS/Stationnement	23 724,61	100,00%	23 724,61	Compétence		
Dir Pol Mun Stat	PMS/Stationnement	PMS/Station/Secrétariat	33 435,61	100,00%	33 435,61	Compétence		
Dir Regl Urb	DRU/Administration générale	DRU/Administration générale	208 961,62	100,00%	208 961,62	Compétence		
Dir Regl Urb	Dir. Réglementation urbaine	Dir. Réglementation urbaine	8 211,94	100,00%	8 211,94	Compétence		
Dir Regl Urb	DRU/Débit Boiss & vie nocturne	DRU/Débit Boiss & vie nocturne	197 972,09	100,00%	197 972,09	Compétence		
Dir Regl Urb	DRU/Hygiène Santé Environn	DRU/Hygiène Santé Environn	363 695,45	100,00%	363 695,45	Compétence		
Dir Regl Urb	DRU/Hygiène Santé Environn	Hyg santé/Lutte antivectoriell	201 431,85	100,00%	201 431,85	Compétence		
Dir Regl Urb	DRU/Hygiène Santé Environn	Hyg santé/Santé environnementa	295 083,05	100,00%	295 083,05	Compétence		
Dir Regl Urb	DRU/Marchés et Dom public	DRU/Marchés et Dom public	269 457,14	100,00%	269 457,14	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Dir Regl Urb	DRU/Marchés et Dom public	Foires, Marchés, Brad., Broc.	440 290,87	100,00%	440 290,87	Compétence		
Dir Regl Urb	DRU/Réglem de la Circulation	DRU/Circ/Arr circul & station.	142 919,08	100,00%	142 919,08	Compétence		
Dir Regl Urb	DRU/Réglem de la Circulation	DRU/Réglem de la Circulation	270 331,88	100,00%	270 331,88	Compétence		
Dir Regl Urb	REGLEM DOMAINE PUBLIC CIRCULAT	REGLEM DOMAINE PUBLIC CIRCULAT	37 463,11	100,00%	37 463,11	Compétence		
Dir Sports	Adm Gén direction des sports	Adm Gén direction des sports	116 171,19	48,91%	56 814,32	Tx direction	38,89%	15
Dir Sports	Adm Gén direction des sports	DS/AG/Départ. ress humaines	133,44	48,91%	65,26	Tx direction	38,89%	
Dir Sports	Adm Gén direction des sports	DS/AG/Dépt ress financières	3 037,00	48,91%	1 485,27	Tx direction	38,89%	
Dir Sports	DS/Ressources-Admin générale	DS/Ressources-Admin générale	121 451,51	48,91%	59 396,70	Tx direction	38,89%	
Dir Sports	DS/Ressources-Admin générale	DS/Ress/Prév - Cond travail	116 909,48	48,91%	57 175,39	Tx direction	38,89%	
Dir Sports	DS/Ressources-Admin générale	DS/Ress/Ressources financières	267 779,11	48,91%	130 959,22	Tx direction	38,89%	
Dir Sports	DS/Ressources-Admin générale	DS/Ress/Ressources humaines	124 415,52	48,91%	60 846,27	Tx direction	38,89%	
Dir Sports	DS/Vie sportive	DS/Vie sportive	595 112,45	92,77%	552 099,97	Tx service	92,78%	
Dir Sports	DS/Vie sportive	DS/VS/Activités phys & sport	1 418 672,85	100,00%	1 418 672,85	Compétence		
Dir Sports	DS/Vie sportive	DS/VS/Act socio educ & loisirs	222 038,82	100,00%	222 038,82	Compétence		
Dir Sports	DS/Vie sportive	DS/VS/Mouv sport & territoires	928 444,55	80,00%	742 755,64	Tx calculé		
Dir Sports	DS/Patrimoine sportif	DS/Dépt patrimoine plein air	2 368 894,20	60,00%	1 421 336,52	Tx calculé		
Dir Sports	DS/Patrimoine sportif	DS/Patrimoine sportif	162 978,73	62,31%	101 546,04	Tx service	62,54%	
Dir Sports	DS/Patrimoine sportif	DS/PS/Administration générale	281 523,98	62,31%	175 407,21	Tx service	62,54%	
Dir Sports	DS/Patrimoine sportif	DS/PS/Dépt patrimoine bâti	2 028 227,15	65,00%	1 318 347,65	Tx calculé		
Dir Sports	DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Adm Gén	197 674,75	21,11%	41 725,23	Tx service		
Dir Sports	DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Bains municip	1 483 451,72	100,00%	1 483 451,72	Compétence		
Dir Sports	DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Hautepierre Lingo	730 485,65	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Sports	DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Kibitz Ostwald	1 600 773,42	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Sports	DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Pl Eau Baggersee	45 656,40	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Sports	DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Schiltig Roberts	1 656 135,87	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Sports	DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Wacken	893 319,72	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Sports	DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Wack Hardt Achard	618 082,94	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Sports	DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Serv Piscines & plans d'eau	101 894,79	21,11%	21 507,97	Tx service		
Dél Pil Ress	Mission des temps	Mission des temps	78 332,34	50,00%	39 166,17	Service support		
Conseil, Performance et affaire juridiques	DCJGE/Commande publique	ADMIN. GEN. COMMANDE PUBLIQUE	178 776,11	47,38%	84 704,12	Taux calculé	44,29%	4
Conseil, Performance et affaire juridiques	DCJGE/Commande publique	COMMANDE PUB/COORD ACHATS	89 017,96	47,38%	42 176,71	Taux calculé	44,29%	
Conseil, Performance et affaire juridiques	DCJGE/Commande publique	COMMANDE PUB/MARCHES PUBLICS	100 237,09	47,38%	47 492,33	Taux calculé	44,29%	
Conseil, Performance et affaire juridiques	DCJGE/Commande publique	DCJGE/Commande publique	572 886,66	47,38%	271 433,70	Taux calculé	44,29%	
Conseil, Performance et affaire juridiques	Dir affaires jur et assemblées	Dir affaires jur et assemblées	160 185,51	50,00%	80 092,76	Service support		
Conseil, Performance et affaire juridiques	MCPP/C. gestion éval pol publ	MCPP/CG/EPP org extérieurs	50 656,75	50,00%	25 328,38	Service support		
Conseil, Performance et affaire juridiques	MCPP/C. gestion éval pol publ	MCPP/C. gestion éval pol publ	664 168,13	50,00%	332 084,07	Service support		
Conseil, Performance et affaire juridiques	MCPP/Conseil org & management	MCPP/Conseil org & management	402 960,01	50,00%	201 480,01	Service support		
Dir Ress Hum	DRH/Admin des Ress Humaines	DRH/Admin des Ress Humaines	149 154,93	59,99%	89 480,78	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Admin des Ress Humaines	DRH/ARH/Admin générale	201 590,53	59,99%	120 937,86	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Admin des Ress Humaines	DRH/ARH/Affaires juridiques	87 740,15	59,99%	52 636,93	TGR		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Dir Ress Hum	DRH/Admin des Ress Humaines	DRH/ARH/Gestion du personnel	1 197 533,85	59,99%	718 422,55	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Admin des Ress Humaines	DRH/ARH/Gestion financière	113 155,91	59,99%	67 884,31	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Admin des Ress Humaines	DRH/ARH/Logistique	236 691,78	59,99%	141 995,75	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Admin des Ress Humaines	DRH/ARH/Systèmes d information	214 354,01	59,99%	128 594,91	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Administration générale	DRH/Administration générale	279 254,27	59,99%	167 529,77	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Emploi formation insertion	DRH/EFI/Admin générale	80 879,49	59,99%	48 521,09	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Emploi formation insertion	DRH/EFI/Apprent insert stages	325 944,23	59,99%	195 539,93	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Emploi formation insertion	DRH/EFI/Etudes & développement	274,16	59,99%	164,47	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Emploi formation insertion	DRH/EFI/Formation	647 526,99	59,99%	388 463,33	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Emploi formation insertion	DRH/EFI/Mobilité reconversion	179 381,48	59,99%	107 614,24	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Emploi formation insertion	DRH/EFI/Recrutement	727 403,85	59,99%	436 382,93	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Emploi formation insertion	DRH/Emploi formation insertion	157 271,89	59,99%	94 350,30	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Médecine du travail	DRH/Médecine du travail	3 449,54	59,99%	2 069,44	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Mission relations sociales	DRH/Mission relations sociales	133 933,18	59,99%	80 348,97	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Pilotage RH	DRH/Pilotage RH	90 714,86	59,99%	54 421,51	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Pilotage RH	DRH/PRH/Chefs proj & études	119 967,97	59,99%	71 970,99	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Pilotage RH	DRH/PRH/Finances	150 499,52	59,99%	90 287,43	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Pilotage RH	DRH/PRH/Juridique	132 077,62	59,99%	79 235,79	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Pilotage RH	DRH/PRH/Syst d'informations	347 736,93	59,99%	208 613,77	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Prévention au travail	DRH/Prévention au travail	100 287,76	59,99%	60 164,47	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Prévention au travail	PREV TRAV/Admin Générale	207 927,01	59,99%	124 739,23	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Prévention au travail	PREV TRAV/Habillement	177 317,85	59,99%	106 376,24	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Prévention au travail	PREV TRAV/Prévention Gestion	190 170,55	59,99%	114 086,81	TGR		
Dir Ress Hum	DRH/Services aux agents	DRH/Services aux agents	141 653,26	59,99%	84 980,39	TGR		
Dir Ress Hum	Mission médecine du travail	Mission médecine du travail	565 412,72	59,99%	339 201,48	TGR		
Dir Fin et prog	Administration générale DFP	Administration générale DFP	440 720,12	48,64%	214 353,04	Taux direction	48,35%	
Dir Fin et prog	DFP/Budget et programmation	DFP/Budget et programmation	308 268,73	50,00%	154 134,37	Service support		
Dir Fin et prog	DFP/Cell assist et formation	DFP/Cell assist et formation	165 120,40	50,00%	82 560,20	Service support		
Dir Fin et prog	DFP/Comptabilité	DFP/C/Conseil & contr dépense	314 089,88	47,48%	149 129,88	Taux calculé	46,85%	8
Dir Fin et prog	DFP/Comptabilité	DFP/Comptabilité	317 404,18	47,48%	150 703,50	Taux calculé	46,85%	
Dir Fin et prog	DFP/Comptabilité	DFP/C/Recettes	72 728,48	47,48%	34 531,48	Taux calculé	46,85%	
Dir Fin et prog	DFP/Comptabilité	DFP/C/Relations avec tiers	190 876,26	47,48%	90 628,05	Taux calculé	46,85%	
Dir Fin et prog	DFP/Etudes financ et fiscales	DFP/Etudes financ et fiscales	171 039,30	50,00%	85 519,65	Service support		
Dir Fin et prog	DFP/Financement et trésorerie	DFP/Financement et trésorerie	115 386,18	50,00%	57 693,09	Service support		
Dir Ress Log	Dir des ressources logistiques	Dir des ressources logistiques	7 648,88	46,75%	3 576,21	Taux direction	46,57%	
Dir Ress Log	DRL/Admin générale de la DRL	DRL/Admin générale de la DRL	390 321,29	46,75%	182 493,39	Taux direction	46,57%	
Dir Ress Log	DRL/Pole ressources	DRL/Pole ressources	25 961,00	46,75%	12 137,98	Taux direction	46,57%	
Dir Ress Log	DRL/Imprimerie-reprographie	DRL/Admin générale imprimerie	249 236,65	65,24%	162 601,99	Taux calculé	59,10%	11
Dir Ress Log	DRL/Imprimerie-reprographie	DRL/Imprimerie-reprographie	173 687,02	65,24%	113 313,41	Taux calculé	59,10%	
Dir Ress Log	DRL/Imprimerie-reprographie	DRL/IMPR/Impress et faconnage	784 604,74	65,24%	511 876,13	Taux calculé	59,10%	

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Dir Ress Log	DRL/Imprimerie-reprographie	DRL/IMPR/Reliure art création	214 013,53	65,24%	139 622,43	Taux calculé	59,10%	
Dir Ress Log	DRL/Imprimerie-reprographie	DRL/IMPR/Repro de documents	339 342,08	65,24%	221 386,77	Taux calculé	59,10%	
Dir Ress Log	DRL/Informatique	DRL/Info/Infra usages du SI	1 634 778,29	57,66%	942 613,16	Taux calculé	57,28%	
Dir Ress Log	DRL/Informatique	DRL/Info/Pilot & Ress	547 709,10	57,66%	315 809,07	Taux calculé	57,28%	
Dir Ress Log	DRL/Informatique	DRL/Informatique	183 156,77	57,66%	105 608,19	Taux calculé	57,28%	
Dir Ress Log	DRL/Informatique	DRL/Info/SI métiers	1 609 739,94	57,66%	928 176,05	Taux calculé	57,28%	
Dir Ress Log	DRL/Informatique	DRL/Info/SI Utilisateurs	627 051,49	57,66%	361 557,89	Taux calculé	57,28%	
Dir Ress Log	DRL/Syst inf télécom & réseaux	DRL/SSITR/Archit technique	13 616,60	57,66%	7 851,33	Taux calculé	57,28%	
Dir Ress Log	DRL/Syst inf télécom & réseaux	DRL/Syst inf télécom & réseaux	60 993,52	57,66%	35 168,86	Taux calculé	57,28%	
Dir Ress Log	DRL/Miss achats opérationnels	DRL/MAO/Achats	216 861,43	50,00%	108 430,72	Service support		
Dir Ress Log	DRL/Miss achats opérationnels	DRL/MAO/Approvisionnement	261 888,11	50,00%	130 944,06	Service support		
Dir Ress Log	DRL/Miss achats opérationnels	DRL/MAO/Ressources	123 859,29	50,00%	61 929,65	Service support		
Dir Ress Log	DRL/Miss achats opérationnels	DRL/Miss achats opérationnels	78 488,11	50,00%	39 244,06	Service support		
Dir Ress Log	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Aménag & exploit Etoile	1 176 988,29	50,00%	588 494,15	Service support		
Dir Ress Log	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Courrier	1 213 894,75	50,00%	606 947,38	Service support		
Dir Ress Log	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Direction	284 197,07	50,00%	142 098,54	Service support		
Dir Ress Log	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Equipe renfort	767 439,04	50,00%	383 719,52	Service support		
Dir Ress Log	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Nettoyage	1 654 011,39	50,00%	827 005,70	Service support		
Dir Ress Log	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Ressources	159 134,99	50,00%	79 567,50	Service support		
Dir Ress Log	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Standard téléphonique	545 009,02	50,00%	272 504,51	Service support		
Dir Ress Log	DRL/Moyens généraux	DRL/Moyens généraux	140 281,57	50,00%	70 140,79	Service support		
Dir Ress Log	Parc véhicules et ateliers	Direction et département ressources	545 871,04	29,81%	162 698,41	Taux calculé	31,76%	
Dir Ress Log	Parc véhicules et ateliers	Département gestion du parc	1 379 608,00	52,08%	718 544,66	Taux calculé	52,85%	
Dir Ress Log	Parc véhicules et ateliers	Département maintenance	3 139 771,50	22,34%	701 410,40	Taux calculé	22,92%	12
Dir Ress Log	Parc véhicules et ateliers	Département logistique	1 132 389,32	23,36%	264 570,63	Taux calculé	22,60%	
Conseil, Performance et affaire juridiques	DAJA/Secrétariat des assemblée	DAJA/Secrétariat des assemblée	355 360,50	50,00%	177 680,25	Service support		
Conseil, Performance et affaire juridiques	DAJA/Service juridique	DAJA/Service juridique	572 891,52	50,00%	286 445,76	Service support		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Administration générale	DESPU/Administration générale	436 018,64	0,07%	290,56	Tx direction	0,06%	
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Administration générale	DESPU/AG/Comm éduc environnt	343 224,30	0,07%	228,72	Tx direction	0,06%	
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Administration générale	DESPU/AG/Fin marchés ctrl gest	131 233,25	0,07%	87,45	Tx direction	0,06%	
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Administration générale	DESPU/AG/RH prévention qualité	283 111,69	0,07%	188,66	Tx direction	0,06%	
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Assainissement	DESPU/Assainissement	200 531,15	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Assainissement	DESPU/Ass/Direction	219 741,08	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Assainissement	DESPU/Ass/Entretien réseau	117 327,03	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Assainissement	DESPU/Ass/Exploit & main ouvr	2 479 569,89	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Assainissement	DESPU/Ass/Inv géo & raccord	808 899,68	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Assainissement	DESPU/Ass/Maîtr ouvr prospect	494 839,51	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Assainissement	DESPU/Ass/Qual & téléctrl rej	521 914,87	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Assainissement	DESPU/Ass/Stations épuration	307 093,59	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Collecte valo déchets	DESPU/Col/Admin générale	784 480,39	0,00%	0,00	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Collecte valo déchets	DESPU/Col/Col déchets ménagers	15 131 469,45	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Collecte valo déchets	DESPU/Col/développt collectes	236 326,96	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Collecte valo déchets	DESPU/Collecte/Traitement valo	467 296,18	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Collecte valo déchets	DESPU/Collecte valo déchets	1 506 669,76	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Collecte valo déchets	DESPU/ValoDéch/Déchetteries	2 701 860,64	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/EAU	DESPU/EAU	54 339,48	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/EAU	DESPU/Eau/Branchements	109 765,51	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/EAU	DESPU/Eau/Direction	254 683,43	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/EAU	DESPU/Eau/Distribution	2 684 973,17	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/EAU	DESPU/Eau/Fin gest abonnés	1 142 215,40	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/EAU	DESPU/Eau/Maint & logistique	2 061 215,48	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/EAU	DESPU/EAU/Production	935 940,51	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/EAU	DESPU/Eau/Qualité & SDAEP	362 231,30	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/EAU	DESPU/Eau/RH	128 662,26	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Energie réseaux & prosp	DESPU/Energie réseaux & prosp	145 154,60	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Energie réseaux & prosp	DESPU/ERP/Etudes & prospect	57 007,14	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Energie réseaux & prosp	DESPU/ERP/Mission Energie	88 069,01	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Energie réseaux & prosp	DESPU/ERP/SIG de la DESPU	66 634,79	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Envir & écologie urbaine	DESPU/Envir & écologie urbaine	821 861,71	4,00%	32 874,47	Taux calculé		19
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Enviro & transit énerg	DESPU/Enviro & transit énerg	316 783,94	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Propreté urbaine	DESPU/Propreté urbaine	218 318,08	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Propreté urbaine	DESPU/ProUrb/Admin gén	250 673,36	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Propreté urbaine	DESPU/ProUrb/Nettoiement	11 568 822,46	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Propreté urbaine	DESPU/ProUrb/Qual méth marchés	439 769,12	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Envt serv publ urb	DESPU/Propreté urbaine	DESPU/ProUrb/Toil publ act can	1 647 111,84	0,00%	0,00	Compétence		
Communication interne	COM/Com Interne	COM/Com Interne	158 570,03	59,99%	95 129,07	TGR		
Veille Stratégique et Documentaire	CRI/Veille stratégique & doc	CRI/Veille stratégique & doc	145 693,34	59,99%	87 404,11	TGR		
Dél CRI	Pôle Comm. Rayonn. intern	Pôle Comm. Rayonn. intern	72 952,62	80,75%	58 906,63	Taux délégation	81,34%	
Dél CRI	CRI/Administration générale	CRI/Administration générale	338 721,18	80,75%	273 505,22	Taux délégation	81,34%	
Dél CRI	CRI/AG/Finances	CRI/AG/Fin/Comptabilité	185 303,11	80,75%	149 625,62	Taux délégation	81,34%	
Dél CRI	CRI/AG/Finances	CRI/AG/Fin/Marchés & C de Ges	82 176,68	80,75%	66 354,73	Taux délégation	81,34%	
Dél CRI	CRI/AG/Ressources humaines	CRI/AG/RH/Sect. communication	34 477,36	80,75%	27 839,23	Taux délégation	81,34%	
Dél CRI	CRI/AG/Ressources humaines	CRI/AG/RH/Sect événements	68 359,44	80,75%	55 197,80	Taux délégation	81,34%	
Dél CRI	ADM GALE PROTOCOLE	ADM GALE PROTOCOLE	120 185,56	59,86%	71 943,08	Taux calculé	66,19%	
Dél CRI	PROT/Département logistique	PROT/Département logistique	12 712,55	59,86%	7 609,73	Taux calculé	66,19%	
Dél CRI	PROT/Département opérationnel	PROT/Département opérationnel	299 769,87	59,86%	179 442,24	Taux calculé	66,19%	16
Dél CRI	PROT/Dépt événts protocolaires	PROT/Dépt événts protocolaires	267 215,38	59,86%	159 955,13	Taux calculé	66,19%	
Dél CRI	Protocole	Protocole	204 617,05	59,86%	122 483,77	Taux calculé	66,19%	
Dir Communication	COM/Cellule Moyens Transvers	COM/Cellule Moyens Transvers	108 982,36	63,28%	68 964,04	Taux calculé	61,21%	
Dir Communication	COM/Com Externe	COM/Com Externe	587 997,81	63,28%	372 085,01	Taux calculé	61,21%	

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	Mode de calcul	Taux 2016 si modifié	Fiche
Dir Communication	COM/Service éditions	COM/Service éditions	130 192,08	63,28%	82 385,55	Taux calculé	61,21%	1
Dir Communication	COM/Service multimédia	COM/Service multimédia	269 863,08	63,28%	170 769,36	Taux calculé	61,21%	
Dir Communication	COM/Service presse	COM/Service presse	252 108,84	63,28%	159 534,47	Taux calculé	61,21%	
Dir Communication	Dir Communication	Dir Communication	504 341,38	63,28%	319 147,23	Taux calculé	61,21%	
Dir Rel int	Dir rel européennes & internat	Dir rel européennes & internat	605 269,97	85,99%	520 471,65	Taux calculé	86,18%	10
Dir Rel Int	REI/Accueil institutions europ	REI/Accueil institutions europ	201 623,55	85,99%	173 376,09	Taux calculé	86,18%	
Dir Rel Int	REI/Administration générale	REI/Administration générale	557 148,31	85,99%	479 091,83	Taux calculé	86,18%	
Dir Rel Int	Z Dir rel européennes & intern	Z Dir rel européennes & intern	27 299,53	85,99%	23 474,87	Taux calculé	86,18%	
Dir Animation Urbaine	Direction animation urbaine	Direction animation urbaine	114 547,33	96,63%	110 684,76	Tx direction		
Dir Animation Urbaine	DAU/Evénements	DAU/Evénements	653 221,50	95,50%	623 799,53	Tx service		
Dir Animation Urbaine	DAU/Evénements	DAU/Evt/Gestion de projets	217 336,50	91,20%	198 210,89	Tx calculé		9
Dir Animation Urbaine	DAU/Evénements	DAU/Evt/Logistique	465 321,23	91,20%	424 372,96	Tx calculé		
Dir Animation Urbaine	DAU/Evénements	DAU/Evt/Salles municipales	651 092,15	100,00%	651 092,15	Compétence		
Dir Animation Urbaine	DAU/Mission lutte contre discr	DAU/Mission lutte contre discr	96 063,07	100,00%	96 063,07	Compétence		
Dir Animation Urbaine	DAU/Vie associative	DAU/VAss/Rel associations	293 940,84	100,00%	293 940,84	Compétence		
Dir Animation Urbaine	DAU/Vie associative	DAU/Vie associative	114 315,01	100,00%	114 315,01	Compétence		
Dir Animation Urbaine	Mission Jeunesse	Mission Jeunesse	162 777,53	100,00%	162 777,53	Compétence		
			318 961 031,40	**59,99%**	**191 350 581,13**			

TGR	
	308 845 971,90
	185 282 371,15
	59,99%

Retraitements		**516 626,38**
318 961 031,40	**59,83%**	**190 833 954,75**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2017

Annexe 2

Fiches détaillées des Proratas calculés

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Fiche de calcul n° 1

DIRECTION DE LA COMMUNICATION (hors Communication interne)

- **TAUX 2017 VILLE** 63,28%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** CORIOLIS/Direction des finances
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Fiche de calcul, requête BO*

MODE DE CALCUL

La direction de la communication gère les budgets de communication des deux administrations. Ceux-ci sont cependant individualisés en comptabilité. L'activité de la direction est donc évaluée en fonction du poids de chacune des deux collectivités, comme suit :

2017

Code collectivité	Libellé Direction	Réalisé (*)	%
EMS	DIRECTION DE LA COMMUNICATION	902 114,28	36,72%
VDS	DIRECTION DE LA COMMUNICATION	1 554 804,64	63,28%
	Somme :	2 456 918,92	100,00%

(*) Chiffres arrêtés au 15 janvier 2018

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	44,6%	55,8%	53,8%	54,35%	56,19%	56,97%	61,21%	63,28%

Fiche de calcul n° 2
Service des Archives

- **TAUX 2017 VILLE** 59,99%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Fichier de répartition de la masse salariale
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** /

MODE DE CALCUL

Le service des Archives assure la gestion :
- des archives historiques de la Ville de Strasbourg (remontant au XIe siècle)
- des archives de la CUS depuis 1968
- des archives historiques des SEM et établissements publics relevant des deux collectivités (CTS, Hospices civils, etc.)
- des archives données ou déposées auprès des deux collectivités (par ex Fonds Mullenheim par la CUS en 2007)

Le service était affecté à 65% à la VILLE jusqu'en 2014, en fonction des métrages des archives pour chaque collectivité. Cependant, du fait de la création récente de la CUS/EMS, le métrage n'évolue pas beaucoup, et ne tient pas compte du véritable travail effectué pour chaque collectivité.

Lors de la réunion de la commission mixte paritaire du 4/12/2015 sur les changements méthodologiques, il a été décidé d'appliquer le taux global de répartition à ce service. En effet, ce service travaille pour les autres services de la collectivité, et à ce titre, il peut être assimilé au taux utilisé pour la direction des ressources humaines.

- **HISTORIQUE**

année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	65%	65%	65%	65%	65%	65%	59,71%	59,58%	59,99%

Fiche de calcul n° 3
Service des Médiathèques

- **TAUX 2017 VILLE** 51,36 %
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Direction des Ressources Humaines
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Civi RH*

MODE DE CALCUL

La répartition s'effectue en fonction des compétences municipales et métropolitaines :

- le réseau des médiathèques de la Ville (rue Kuhn, médiathèques de quartier, service de la reliure) est 100% Ville ;
- le réseau des médiathèques de l'EMS(centre technique du livre, médiathèque Malraux, Sud et Ouest) est 100% EMS ;
- les services support (administration générale du service, communication, ressources etc.) sont répartis en fonction du prorata de la masse salariale des médiathèques municipales/métropolitaines.

Pour 2017, le taux Ville du service des médiathèques est ainsi de

Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS
BIBL./BIBLIOTHEQUE DE QUARTIER	2 992 517,63	100,00%	2 992 517,63
BIBL./CENTRE TECH DU LIVRE	113 609,69	0,00%	0,00
BIBL./RUE KUHN	1 781 522,02	100,00%	1 781 522,02
Bibl-Services transversaux	2 427 627,44	51,36%	1 246 764,67
CUS-Médiath.Malraux	3 030 134,55	0,00%	0,00
CUS-Médiath. Nord	40 701,69	0,00%	0,00
CUS-Médiath. Ouest	726 285,80	0,00%	0,00
CUS-Médiath. Sud	610 960,12	0,00%	0,00
DC/Médiathèques	157 264,32	51,36%	80 766,76
TOTAL	11 880 623,26	**51,36%**	6 101 571,08

- **HISTORIQUE**

année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	48,67%	49,15%	49,16%	50,34%	48,65%	49,66%	50,48%	49,92%	51,36%

Fiche de calcul n° 4

SERVICE DES ACHATS ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

- **TAUX 2017 VILLE** 47,38 %
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Service des Achats et de la Commande Publique
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Extraction application Marco*

MODE DE CALCUL

Le service des achats et de la commande publique est un service support qui instruit les marchés des deux collectivités. La répartition de l'activité du service pour le compte de chaque collectivité s'évalue à partir du nombre de marchés notifiés sur l'année. Les données sont extraites du logiciel Marco, dans lequel sont saisis l'ensemble des marchés traités par le SACP (MAPA 3, MAPA 4 et procédures formalisées) :

	EMS	VILLE
janvier	13	5
février	27	10
mars	24	25
avril	8	10
mai	34	3
juin	25	47
juillet	24	21
août	27	24
septembre	9	38
octobre	11	9
novembre	10	3
décembre	9	4
Total	**221**	**199**
% 2017	52,62	47,38

- **HISTORIQUE**

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Taux Ville	49,6 %	44,9 %	52,9 %	48,5%	46,4 %	49,8 %	44,29 %	47,38%

Fiche de calcul n° 5

DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DU PATRIMOINE BATI

- **Constructions**

➢ **TAUX 2017 VILLE**	52,63%
➢ **DATE MISE A JOUR**	Janvier 2018
➢ **SOURCE DES DONNEES**	CORIOLIS/ Direction des Finances,
➢ **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS**	*Fiche de calcul, requête BO*

MODE DE CALCUL

La direction de la Construction et du Patrimoine bâti assure la construction, la rénovation et l'entretien des bâtiments publics appartenant à la Ville et à l'Eurométropole.

La méthode de calcul retenue depuis 2010 repose sur les poids des investissements respectifs de cette direction par collectivité sur trois années glissantes. Il en découle le tableau suivant :

Code collectivité	Réalisé (*)	%
EMS	126 349 466,81	52,92%
VDS	112 393 467,78	47,08%
	238 742 934,59	100,00%

(*) Chiffres arrêtés au 15 janvier 2018

Ce pourcentage est pris en compte pour la direction, hormis le service Gestion et inventaire du patrimoine bâti qui a son propre taux, et depuis la réunion méthodologique du 12 janvier 2017, le service Maintenance bâtiment.

➢ **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	74,91%	67,92%	61,72%	60,31%	57,21%	54,65%	50,08%	47,08%

- **Maintenance bâtiment**

Suite à la réunion méthodologique du 12 janvier 2017, le principe retenu pour ce service est de revenir au taux de propriété Ville/Eurométropole (appliqué jusqu'en 2009), soit respectivement 74,8% et 25,2%, mais sur deux ans afin de lisser les effets de cette évolution.

Il est donc proposé de prendre à parité l'ancien critère et le nouveau critère pour calculer le nouveau taux, soit un taux de 60,94% :

47,08% + 74,8% /2 = **60,94%**

- **Gestion et inventaire du patrimoine bâti privé**

Ce service, rattaché à la Direction de la Construction et du Patrimoine bâti en 2016, s'occupe de l'entretien et de la location des immeubles du patrimoine privé de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

La répartition entre la Ville et l'EMS se fait en 2017 de la façon suivante :	% VILLE
Patrimoine bâti : 373 lots Ville et 379 lots EMS	**49,60%**

Fiche de calcul n° 6

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'ATTRACTIVITE

- **TAUX 2017 VILLE** 14,02%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Direction du développement économique et de l'attractivité
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Répartition de la charge de travail par service et sous-service*

MODE DE CALCUL

Cette direction a connu de nombreuses évolutions ces dernières années et a développé ses missions, son périmètre et ses équipes. La commission mixte paritaire qui s'est réunie le 17 octobre 2013 a décidé des éléments suivants :

Entreprises créatives : **100% EMS** pour les 3 postes s'agissant d'une compétence EMS.

Programmes Européens: **100% EMS** pour les 3 postes s'agissant d'une compétence EMS.

Service Enseignement supérieur, recherche et innovation : **94% EMS – 6 % Ville.**

Soit 100% EMS sauf pour la partie vie étudiante

Service Marketing territorial et tourisme (9 postes budgétaires) : **90% EMS et 10% Ville**.

Service Economie Sociale et solidaire : **58% EMS et 42% Ville**.

Service Développement de l'industrie, du commerce et de l'artisanat :

100% EMS sauf le commerce (1 poste) à 50% Ville et le suivi des corporations à 100% Ville

Agriculture périurbaine : **40% EMS – 60 % Ville.**

Administration générale de la direction : la directrice et son assistante/ ressources Financières/ promotion économique / Intelligence territoriale/ : Il est proposé de reporter la masse salariale de ces agents selon une clé de répartition calculée sur la masse salariale pondérée de l'ensemble des services qui composent la direction (hors ces agents)

Soit :

Service	Sous service	Masse salari	% VILLE	Remboursement Ville
Admin Générale de la DDEA	Admin Générale de la DDEA	415 975,95	14,02%	58 323,23
Admin Générale de la DDEA	Programmes européens	191 273,96	0,00%	0,00
Admin Générale de la DDEA	Entreprises créatives	42 334,56	0,00%	0,00
Admin Générale de la DDEA	Agriculture Périurbaine	60 068,41	60,00%	36 041,05
DDEA/Dév Industr Comm & Artis	DDEA/Dév Industr Comm & Artis	534 728,62	0,00%	0,00
DDEA/Emploi & Econ Solidaire	DDEA/Emploi & Econ Solidaire	199 573,12	42,00%	83 820,71
DDEA/Emploi & Econ Solidaire	Suivi des corporations	64 597,75	100,00%	64 597,75
DDEA/Emploi & Econ Solidaire	Suivi du commerce	85 777,25	50,00%	42 888,63
DDEA/Enst Sup Rech & Innov	DDEA/Enst Sup Rech & Innov	539 106,10	6,00%	32 346,37
DDEA/Marketing terr & tourisme	DDEA/Marketing terr & tourisme	469 869,98	10,00%	46 987,00
		2 603 305,70	**14,02%**	**365 004,72**

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	20,61%	22,52%	19,07%	16,21%	15,43%	15,34%	15,14%	14,02%

Fiche de calcul n° 7

DIRECTION DE LA MOBILITE, DES ESPACES PUBLICS ET NATURELS

- **Ingénierie et conception de l'espace public, Aménagement espace public**

- **TAUX 2017 VILLE** 18,42%
- **DATE DE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Détail par secteurs

MODE DE CALCUL

L'activité de la partie de ces deux services est répartie selon le critère de compétence métropolitain/municipal de chaque secteur :

service ICEP	Masse salariale	% Ville	% EMS	Masse salariale Ville	Masse salariale EMS
EFAP	483 369,49	5,00%	95,00%	24 168,47	459 201,02
Insertion paysagère et espaces verts	528 781,66	70,00%	30,00%	370 147,16	158 634,50
Voirie et circulation	779 625,98	5,00%	95,00%	38 981,30	740 644,68
Signalisation et éclairage public	447 441,71	45,00%	55,00%	201 348,77	246 092,94
Eau et assainissement	735 190,07		100,00%	0,00	735 190,07
Topographie	368 032,76	5,00%	95,00%	18 401,64	349 631,12
ICEP	**3 342 441,67**	**19,54%**	**80,46%**	**653 047,34**	**2 689 394,33**
service AEPC		**% Ville**	**% EMS**	**Masse salariale Ville**	**Masse salariale EMS**
Communes Sud	104 378,21	0,00%	100,00%	0,00	104 378,21
Communes Nord	115 914,36	0,00%	100,00%	0,00	115 914,36
Strasbourg SSO	32 492,94	35,00%	65,00%	11 372,53	21 120,41
Strasbourg NE	83 967,94	20,00%	80,00%	16 793,59	67 174,35
REA	564 061,51	0,00%	100,00%	0,00	564 061,51
OA	179 356,30	9,00%	91,00%	16 142,07	163 214,23
AEP	**1 080 171,26**	4,10%	95,90%	**44 308,18**	**1 035 863,08**
TOTAL	**4 422 612,93**	**15,77%**	**84,23%**	**697 355,53**	**3 725 257,40**

HISTORIQUE

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	19 %	18,68%	22,79%	19,30%	19,37%	19,40%	16,27%	15,77%

- **Espaces verts et de nature**

- **TAUX 2017 VILLE** 83,33%%
- **DATE DE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Répartition Ville/EMS des postes du Service Espaces verts

MODE DE CALCUL

Le service Espaces Verts intervient au titre d'une compétence municipale sur le seul territoire de la Ville de Strasbourg. Il a cependant aussi été chargé de l'entretien des arbres d'alignements, qui sont rattachés à la voirie, et donc de compétence métropolitaine.

Les agents du service travaillent exclusivement pour la Ville, à l'exception des agents du département Arbres, et des prestations effectuées par les agents du département Assistance Technique et Logistique ainsi que ceux du département Espaces Verts urbains sur les arbres d'alignement (compétence EMS). Le département espaces naturels instruit des dossiers concernant l'EMS enfin l'ingénieur sécurité travaille aussi pour le service des voies publiques (voirie et signalisation compétence EMS).

service EVN	Masse salariale	% Ville	% EMS	Masse salariale Ville	Masse salariale EMS
Espaces verts urbains	4 997 799,10	**93,57%**	**6,43%**	4 676 440,62	321 358,48
Espaces naturels	1 073 489,13	**84,19%**	**15,81%**	903 770,50	169 718,63
Arbres	1 298 444,97	**39,79%**	**60,21%**	516 651,25	781 793,72
Jardins familiaux	489 971,37	**100,00%**		489 971,37	0,00
MO gestionnaire	175 130,77	**85,00%**	**15,00%**	148 861,15	26 269,62
Assistance technique et logistique	1 272 664,03	**84,19%**	**15,81%**	1 071 455,85	201 208,18
Esp verts & nature	41 459,61	**83,88%**	**16,12%**	34 776,41	6 683,20
Adm Gale	459 595,56	**83,88%**	**16,12%**	385 509,76	74 085,80
total EVN	**9 808 554,54**	**83,88%**	**16,12%**	**8 227 436,91**	**1 581 117,63**

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	88,19 %	86,75%	85,22%	81,01%	79,52%	84,19%	84,14%	83,33%

- **Voies publiques**

➢ **TAUX 2017 VILLE**	23,15%
➢ **DATE DE MISE A JOUR**	Janvier 2018
➢ **DOCUMENTS DE REFERENCE**	Suivi de l'activité du service

MODE DE CALCUL

Le service voies publiques réalise l'entretien et l'exploitation du réseau de la voirie métropolitaine, des équipements et de la signalisation statique, du jalonnement et du mobilier urbain métropolitain et du réseau de l'éclairage public et des illuminations de la Ville de Strasbourg. Il intervient donc au titre de compétences métropolitaines, à l'exception de l'éclairage public qui est une compétence municipale :

Service VP	Masse salariale	% Ville	% EMS	Masse salariale Ville	Masse salariale EMS
DMEPN/Voies publiques	801 329,28	23,15%	76,85%	185 528,46	615 800,82
DMEPN/VP/Direction	314 906,90	23,15%	76,85%	72 909,09	241 997,81
DMEPN/VP/Adm générale	222 448,20	23,15%	76,85%	51 502,51	170 945,69
DMEPN/VP/Voirie	1 774 543,04	0,00%	100,00%	0,00	1 774 543,04
DMEPN/VP/Eclairage public	1 197 362,25	100,00%	0,00%	1 197 362,25	0,00
DMEPN/VP/Equipement de la rue	881 881,35	0,00%	100,00%	0,00	881 881,35
DMEPN/VP/Gest° domaine publ	535 549,72	0,00%	100,00%	0,00	535 549,72
DMEPN/VP/Ingén patrimoniale	171 083,63	0,00%	100,00%	0,00	171 083,63
DMEPN/VP/Laboratoire	383 246,43	0,00%	100,00%	0,00	383 246,43
DMEPN/VP/Ouvrages d'art	227 946,88	0,00%	100,00%	0,00	227 946,88
total VP	**6 510 297,68**	**23,15%**	**76,85%**	**1 507 302,31**	**5 002 995,37**

➢ **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	27,60 %	26,85%	27,31%	28,69%	28,83%	26,12%	25,07%	23,15%

Fiche de calcul n° 8

SERVICE COMPTABILITE

- **TAUX 2017 VILLE** 47,48%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** CORIOLIS/ Direction des Finances
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Fiche de calcul, requête BO*

MODE DE CALCUL

L'activité du service de la comptabilité est répartie en fonction du nombre total de mandats et de titres émis sur l'exercice comptable concerné :

Collectivité	Nombre Titre et Mandat (*)	%
EMS	57266	52,52%
VDS	51780	47,48%
Somme :	109046	100,00%

(*) Chiffres arrêtés au 15 janvier 2018

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	48,87%	49,36%	47,59%	46,65%	46,81%	47,32%	46,85%	47,48%

Fiche de calcul n°9
Service Evènement

- **TAUX 2017 VILLE** 95,50%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Coriolis
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Réalisé Ville/EMS dont le service Evènement est l'organisateur ou le co-organisateur

MODE DE CALCUL

Jusqu'à la répartition 2016, le service Evènement était considéré comme un service à 100% Ville. La Commission Mixte Paritaire réunie le 11/12/2017 a validé le nouveau principe de répartition qui est fonction du réalisé sur chacune des collectivités des manifestations dont le service Evènement (hors le sous-service salles municipales qui reste à 100% Ville) est l'organisateur ou le co-organisateur. Il en résulte le tableau suivant :

	Ville	**EMS**
ANIMATIONS ESTIVALES		
Fête de la musique	236 236,27	
Fête Nationale	96 562,54	
Spectacle Cathédrale	919 168,30	
Les Docks de l'été	224 499,08	
FARSE	335 626,91	
Animations Estivales *(Choucrouterie, Folklore)*	108 775,25	
AUTRES MANIFESTATIONS		
Carnaval	86 027,44	
Euro 2016		
Fête du parc Schulmeister	9 000,00	
Capitale de Noël	633 772,47	
Montée du Racing		35 104,60
TRAMFEST		237 099,09
Autres Evènements (Concert Charlie, SIG, Conf citoyenne, Fête des Vendanges...)	171 281,47	
TOTAL :	**2 820 949,73**	**272 203,69**
Taux	91,20%	8,80%

soit le taux du service qui en découle :

Sous service	**Masse salariale**	**Taux Ville**	**Remboursement Ville**
DAU/Evénements	653 221,50	95,50%	623 799,53
DAU/Evt/Gestion de projets	217 336,50	91,20%	198 210,89
DAU/Evt/Logistique	465 321,23	91,20%	424 372,96
DAU/Evt/Salles municipales	651 092,15	100,00%	651 092,15

- **HISTORIQUE**

année	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
taux Ville	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	95,50%

Fiche de calcul n° 10

DIRECTION RELATIONS EUROPEENNES ET INTERNATIONALES

- **TAUX 2017 VILLE** 85,99%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Direction Relations Européennes & Internationales
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Fiche de calcul, requête BO

MODE DE CALCUL

La répartition avant 2013 de la masse salariale Ville de Strasbourg / EMS résultait d'une ventilation approximative par agents, en fonction du temps de travail estimé par agent, pour le compte de la EMS et pour le compte de la Ville de Strasbourg.

Suite à la réunion de la Commission Mixte paritaire le 17 octobre 2013, il a été décidé que désormais la masse salariale de la DREI se calculerait au prorata des dépenses effectuées pour le compte de la Ville et de l'EMS (hors contribution versée au GECT sur le budget EMS).

Il en résulte le taux suivant :

Code collectivité	Consommation 2017	%
EMS	316 188,4	14,01%
VDS	1 940 911,48	85,99%
TOTAL	2 257 099,88	100,00%

(*) Chiffres arrêtés au 15 janvier 2018

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	65,25%	74,63%	74,85%	84,80%	85,68%	85,23%	86,18%	85,99%

Fiche de calcul n° 11
SERVICE IMPRIMERIE REPROGRAPHIE

- **TAUX 2016 VILLE** 65,24%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Service Imprimerie-reprographie
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Logiciel de suivi de la reprographie*

Intitulé du compte	Montant	%VILLE	Montant Ville	Commentaires
Délégation cohésion et développement éducatif et culturel	1 056,45	91,25%	963,98	
Mission droits des femmes et égalité des genres	2 425,27	100,00%	2 425,27	
Direction de projet politique de la ville	98,02	30,30%	29,70	
Direction de l'enfance et de l'éducation	36 187,03	100,00%	36 187,03	
Inscriptions et scolarité	9 815,24	100,00%	9 815,24	
Patrimoine enfance et éducation	91,20	100,00%	91,20	
Famille et petite enfance	1 709,48	100,00%	1 709,48	
Périscolaire et éducatif	50,72	100,00%	50,72	
Direction des solidarités et de la santé	22 201,02	78,48%	17 423,36	
Protection des mineurs	581,81	100,00%	581,81	
Hygiène et santé environnementale	2 322,78	100,00%	2 322,78	
Administration générale et ressources dss	85,72	78,71%	67,47	
Soutien à l'autonomie	7 503,05	90,00%	6 752,75	
Promotion de la santé de la personne	8 728,40	100,00%	8 728,40	
Insertion	1 950,00	55,15%	1 075,43	
Action sociale territoriale	6 200,79	100,00%	6 200,79	
Direction des sports	7 885,11	48,91%	3 856,61	
Ressources, administration générale ds	1 473,60	48,91%	720,74	
Vie sportive	3 732,38	92,77%	3 462,53	
Patrimoine sportif	132,02	62,31%	82,26	
Piscines, patinoire et plans d'eau	4 182,45	21,11%	882,92	
Direction de la population, des élections et des cultes	509,35	97,75%	497,89	
Accueil de la population	18 370,27	96,00%	17 635,46	
Etat civil et élections	6 848,38	100,00%	6 848,38	
Funéraire	569,02	98,00%	557,64	
Délégation aménagement, développement et mobilité	91,00	42,08%	38,29	
Direction du développement économique et de l'attractivité	60 521,84	14,02%	8 485,16	
Marketing territorial et tourisme	195,37	10,00%	19,54	
Développement de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et la promotion des zones d'activités	352,34	0,00%	0,00	
Enseignement supérieur, recherche et innovation	1 538,05	6,00%	92,28	
Emploi et économie solidaire	523,96	42,00%	220,06	
Déplacements	565,84	0,00%	0,00	
Tramway et grands projets	7 570,03	0,00%	0,00	
Stratégie et gestion du stationnement	5 237,79	100,00%	5 237,79	
Prospective et planification territoriale	18 037,15	0,00%	0,00	
Projets urbains	5 883,87	0,00%	0,00	
Politique foncière et immobilière	380,00		0,00	

Police du bâtiment	1 109,82	34,71%	385,20	
Habitat	1 946,01	0,00%	0,00	
Ingénierie et conception d'espaces publics	1 892,41	19,54%	369,78	
Espaces verts et de nature	4 896,87	83,88%	4 107,49	
Voies publiques	2 879,19	23,15%	666,53	
Direction de l'environnement et des services publics urbains	31 006,34	0,07%	21,70	
Eau	13 175,93	0,00%	0,00	
Assainissement	178,28	0,00%	0,00	
Collecte et valorisation des déchets	22 255,50	0,00%	0,00	
Propreté urbaine	608,00	0,00%	0,00	
Direction urbanisme et territoires	14 737,74	33,96%	5 004,94	
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	547,76	44,74%	245,07	
Qualité et concertation	1 435,86	44,74%	642,40	
Aménagement espace public	117,47	15,77%	18,53	
Mission intercommunalité	276,68	0,00%	0,00	
Direction de la culture	48 018,96	86,73%	41 646,84	
Actions culturelles	13 006,22	100,00%	13 006,22	
Musées	163 489,64	100,00%	163 489,64	
Médiathèques (ville)	201,63	100,00%	201,63	
Médiathèques (CUS)	63 394,87	0,00%	0,00	
Conservatoire à rayonnement régional	3 617,54	100,00%	3 617,54	
Orchestre philharmonique	67 790,44	100,00%	67 790,44	
Oeuvre notre-dame	704,30	100,00%	704,30	
Archives	3 931,82	100,00%	3 931,82	
Taps	21 939,80	100,00%	21 939,80	
Soutien aux associations	33 595,29	100,00%	33 595,29	
Audiovisuel et cinéma	7 802,44	0,00%	0,00	
Boutique culture	247,28	100,00%	247,28	
Musée zoologique	39,54	100,00%	39,54	
Direction de la démocratie locale et de la proximité	12,20	100,00%	12,20	
Mission démocratie locale	12 096,61	100,00%	12 096,61	
Direction de territoire - cronenbourg, hautepierre, poteries, hohberg	299,36	100,00%	299,36	
Direction de territoire - koenigshoffen, montagne verte, elsau	442,18	100,00%	442,18	
Direction de territoire - neudorf, port du rhin, esplanade, bourse, krutenau	802,51	100,00%	802,51	
Direction de territoire - neuhof, meinau	948,41	100,00%	948,41	
Direction de territoire - roberstau, conseil des xv	125,46	100,00%	125,46	
Direction de territoire - gare, kléber, strasbourg centre	1 173,81	100,00%	1 173,81	
Direction de l'animation urbaine	971,97	96,63%	939,21	
Vie associative	1 767,67	100,00%	1 767,67	
Mission jeunesse	18 756,73	100,00%	18 756,73	
Conseil de quartier (gare-kléber)	99,30	100,00%	99,30	
Délégation sécurité, prévention et sports	2 736,00	61,28%	1 676,62	
Prévention urbaine - cispd	2 879,66	0,00%	0,00	
Direction de la police municipale et du stationnement	211,62	97,41%	206,14	
Police municipale	1 315,98	96,81%	1 274,00	
Stationnement	1 839,61	100,00%	1 839,61	
Direction de la réglementation urbaine	1 013,30	100,00%	1 013,30	
Marchés et domaine public	176,31	100,00%	176,31	
Réglementation de la circulation	198,80	100,00%	198,80	
Débits de boisson et vie nocturne	352,62	100,00%	352,62	

SIRAC	13 608,74	0,00%	0,00	
Régulation du trafic	35,56	0,00%	0,00	
Médecine du travail	521,05	59,58%	310,44	TGR 2016
Mission sociale du personnel	62,70	59,58%	37,36	TGR 2016
Direction des ressources humaines	714,69	59,58%	425,81	TGR 2016
Mission relations sociales	45,98	59,58%	27,39	TGR 2016
Administration des ressources humaines	2 341,71	59,58%	1 395,19	TGR 2016
Emploi formation insertion	3 304,48	59,58%	1 968,81	TGR 2016
Prévention au travail	87,00	59,58%	51,83	TGR 2016
Direction des finances et de la programmation	532,48	48,64%	259,00	
Etudes financières et fiscales	176,31	50,00%	88,16	
Comptabilité	90,20	47,48%	42,83	
Direction de la construction et du patrimoine bâti	313,08	52,63%	164,77	
Constructions culturelles, sociales et administratives	267,53	47,08%	125,95	
Constructions enfance - éducation - sport	690,25	47,08%	324,97	
Ingénierie de la construction	2 514,72	47,08%	1 183,93	
Maintenance bâtiment	68,40	60,94%	41,68	
Gestion et inventaire du patrimoine public	214,11	49,60%	106,20	
Direction des ressources logistiques	109,80	46,57%	51,13	TAUX 2016
Moyens généraux	3 650,30	50,00%	1 825,15	
Imprimerie - reprographie	1 367,30	59,10%	808,07	TAUX 2016
Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	1 129,82	57,28%	647,16	TAUX 2016
Parc véhicules et ateliers	2 609,63	29,81%	777,93	
Mission des achats opérationnels	37,80	50,00%	18,90	
Direction des affaires juridiques et des assemblées	150,00	50,00%	75,00	
Service juridique	4 062,07	50,00%	2 031,04	
Contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques	12,20	50,00%	6,10	
Direction conseil, pilotage et performance	64,40	50,00%	32,20	
Direction de la communication	263 766,89	63,28%	166 911,69	
Direction des relations européennes et internationales	12 390,06	85,99%	10 654,21	
Evènements	12 426,34	95,50%	11 867,15	
Protocole	15 541,21	59,58%	9 259,45	TGR 2016
Syndicat c.g.t	4 260,30	59,58%	2 538,29	TGR 2016
Amicale	2 046,37	59,58%	1 219,23	TGR 2016
Amicale sportive	1 344,95	59,58%	801,32	TGR 2016
Direction générale des services	10 331,60	50,00%	5 165,80	
Secrétariat des assemblées	1 712,23	50,00%	856,12	
Direction de l'audit interne	36,60	50,00%	18,30	
Cabinet 8ème et 9ème	5 035,65	50,00%	2 517,83	
Secrétariat des adjoints	1 538,23	100,00%	1 538,23	
Secrétariat des Vice-Présidents	156,60	0,00%	0,00	
Groupe pour une alternative sociale, ecologique et citoyenne	48,80	100,00%	48,80	
	1 188 088,68		775 159,21	
		Taux Ville	**65,24%**	

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	68,18%	63,96%	62,78%	60,34%	63,90%	57,71%	59,10%	65,24%

Fiche de calcul n°12
PVA

- **TAUX 2017 VILLE** 29,81%
- **DATE DE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Coriolis et Logiciel Gescar
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Tableau PVA

MODE DE CALCUL

Les agents du service PVA interviennent pour le compte de la Ville et de l'Eurométropole. L'activité principale du service concerne les achats et la maintenance du parc des véhicules et matériels des deux collectivités.
Il assure également un certain nombre de prestations aux services, tels la location de matériels, cycles, berlines ou utilitaires avec ou sans chauffeur, la manutention de biens, le gardiennage, et la gestion du site de la Fédération.

La répartition de l'activité des différentes sections entre la Ville et l'EMS aboutit aux résultats suivants :

RECAPITULATIF PAR ENTITES DU SERVICE :

Répartition du coût de la masse salariale 2017 par entités du Service PVA	Somme masse salariale	% Ville	Ville	% EMS	EMS
DIRECTION + DEPARTEMENT RESSOURCES	545 871,04 €	29,81%	162 698,41 €	70,19%	383 172,63 €
DEPARTEMENT GESTION DE PARC	1 379 608,00 €	52,08%	718 544,66 €	47,92%	661 063,34 €
DEPARTEMENT MAINTENANCE	3 139 771,50 €	22,34%	701 410,40 €	77,66%	2 438 361,10 €
DEPARTEMENT LOGISTIQUE	1 132 389,32 €	23,36%	264 570,63 €	76,64%	867 818,69 €
	6 197 639,86 €	**29,81%**	1 847 224,10 €	**70,19%**	4 350 415,76 €

- **HISTORIQUE**

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Taux Ville	32,75%	31,66%	31,79%	27,71%	28,80%	32,95%	31,76%	29,81%

Fiche de calcul n°13
Service de la Police du bâtiment

- **TAUX 2017 VILLE** 34,71%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Service police du bâtiment
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Le service Police du bâtiment est un service support des deux collectivités.
Il gère les activités suivantes :

- instruction des permis de construire
- gestion des enseignes et de la publicité sur le territoire de la Ville de Strasbourg
- établissement recevant du public (ERP) sur Strasbourg

Le service a estimé la charge de travail de chaque agent des deux collectivités :

Sous-service	Masse salariale	% VILLE	Remboursement Ville
DUT/PB/Admin générale	680 625,83	59,72%	406 456,03
DUT/PB/Autor occup des sols	1 103 860,82	0,00%	0,00
DUT/PB/Enseignes - affich pub	160 772,26	100,00%	160 772,26
DUT/PB/Expert-conseil	*137 984,70*	68,97%	95 166,26
DUT/PB/Sécurité ERP	92 905,94	100,00%	92 905,94
TOTAL	**2 176 149,55**	**34,71%**	**755 300,49**

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	42,37%	32,17%	30,06%	30,36%	30,81%	30,28%	34,30%	34,71%

Fiche de calcul n°14
SERVICE POLITIQUE FONCIERE ET IMMOBILIERE

- **TAUX 2017 VILLE** 26,83%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Service de la Politique foncière et immobilière
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Le service Politique Foncière et Immobilière achète et vend des biens immobiliers et gère le patrimoine bâti et non bâti de la Ville et de l'EMS. Il est divisé en départements :

- le département action foncière gère les acquisitions amiables, expropriations, ventes et préemptions sur le domaine de la Ville de Strasbourg et des autres communes de l'EMS. Ce département gère également les baux emphytéotiques pour la Ville et l'EMS.
- le département gestion du patrimoine non-bâti s'occupe de l'entretien et de la location des terrains en attente d'affectation de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

La répartition de l'activité des différents pôles entre la Ville et l'EMS se fait en 2016 de la façon suivante :	**% VILLE**	TYPE
Action foncière : 16 actes signés pour la Ville et 110 actes signés pour l'EMS	12,70%	action foncière
Patrimoine non-bâti : 429 contrats pour la Ville et 296 contrats pour l'EMS en 2016	59,17%	non bâti

Soit en terme de masse salariale, par sous-service :

Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale Ville VDS
DUT/Polit foncière & immobiliè	415 716,41	26,83%	111 524,20
DUT/PFI/Action foncière	406 831,62	12,70%	51 661,16
DUT/PFI/Stratégie gest° fonc	177 705,28	59,17%	105 152,50

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	54,42%	35,37%	29,15%	29,93%	43,15%	34,16%	32,00%	26,83%

Fiche de calcul n°15
Direction des sports

- **TAUX 2017 VILLE** 48,91%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Civi RH
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité des services

MODE DE CALCUL

Jusqu'à la répartition 2011, la masse salariale de la direction était répartie agent par agent, en fonction du temps de travail pour chaque collectivité, excepté le service des piscines (100% EMS excepté les Bains municipaux).
La Commission Mixte Paritaire réunie le 29/03/2012 a validé les nouveaux principes de répartition suivants :

1 – Service Piscines et plans d'eau : clé de répartition : **100% EMS** (Compétence EMS), hormis les Bains municipaux depuis le 1er janvier 2017

2 – Service Vie sportive (58 postes budgétaires) :

Le département activités physiques et sportives : Il relève à **100% du budget Ville** car les interventions concernent les activités périscolaires dans les écoles primaires de la ville de Strasbourg.
Le *département Mouvement sportif et territoire* est réparti à **80% pour la Ville et 20% pour la EMS.**

3 – Service au Patrimoine (130 postes) :

le patrimoine bâti est réparti **à 65% pour laVille, et à 35% pour l'EMS**
le patrimoine de plein air est réparti à **60% pour la Ville, et à 40% pour l'EMS**.
Ce taux sera à revoir chaque année en fonction des évènements exceptionnels portés par l'EMS.

4 – département Ressources Humaines (6 postes) / département Ressources Financières (8 postes) / le directeur et son assistante

La masse salariale de ces agents est calculée selon une clé de répartition calculée sur la masse salariale pondérée de l'ensemble des services qui composent la direction (hors ces agents)
Soit, rapporté à la masse salariale :

Service	Sous service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS
Adm Gén direction des sports	Adm Gén direction des sports	116 171,19	48,91%	56 814,32
Adm Gén direction des sports	DS/AG/Départ. ress humaines	133,44	48,91%	65,26
Adm Gén direction des sports	DS/AG/Dépt ress financières	3 037,00	48,91%	1 485,27
DS/Ressources-Admin générale	DS/Ressources-Admin générale	121 451,51	48,91%	59 396,70
DS/Ressources-Admin générale	DS/Ress/Prév - Cond travail	116 909,48	48,91%	57 175,39
DS/Ressources-Admin générale	DS/Ress/Ressources financières	267 779,11	48,91%	130 959,22
DS/Ressources-Admin générale	DS/Ress/Ressources humaines	124 415,52	48,91%	60 846,27
DS/Patrimoine sportif	DS/Patrimoine sportif	162 978,73	62,31%	101 546,04
DS/Patrimoine sportif	DS/PS/Administration générale	281 523,98	62,31%	175 407,21
DS/Patrimoine sportif	DS/Dépt patrimoine plein air	2 368 894,20	60,00%	1 421 336,52
DS/Patrimoine sportif	DS/PS/Dépt patrimoine bâti	2 028 227,15	65,00%	1 318 347,65
DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Adm Gén	197 674,75	21,11%	41 725,23
DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Serv Piscines & plans d'eau	101 894,79	21,11%	21 507,97
DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Bains municip	1 483 451,72	100,00%	1 483 451,72
DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Hautepierre Lingo	730 485,65	0,00%	0,00
DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Kibitz Ostwald	1 600 773,42	0,00%	0,00
DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Pl Eau Baggersee	45 656,40	0,00%	0,00
DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Schiltig Roberts	1 656 135,87	0,00%	0,00
DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Wacken	893 319,72	0,00%	0,00
DS/Serv Piscines & plans d'eau	DS/Pisc & PE/Wack Hardt Achard	618 082,94	0,00%	0,00
DS/Vie sportive	DS/Vie sportive	595 112,45	92,77%	552 099,97
DS/Vie sportive	DS/VS/Activités phys & sport	1 418 672,85	100,00%	1 418 672,85
DS/Vie sportive	DS/VS/Act socio educ & loisirs	222 038,82	100,00%	222 038,82
DS/Vie sportive	DS/VS/Mouv sport & territoires	928 444,55	80,00%	742 755,64
		16 083 265,24	**48,91%**	**7 865 632,05**

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville		35,98%	37,85%	38,84%	39,42%	39,57%	38,89%	48,91%

Fiche de calcul n°16
Service du Protocole

- **TAUX 2017 VILLE** 59,86%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Coriolis
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Réalisé Ville/EMS de l'exercice

MODE DE CALCUL

Jusqu'à la répartition 2011, la masse salariale du service du protocole était répartie à 65% pour la Ville de Strasbourg et à 35% pour la CUS. Elle reposait sur un organigramme qui a évolué depuis.

La Commission Mixte Paritaire réunie le 29/03/2012 a validé le nouveau principe de répartition qui est fonction du réalisé du service sur chacune des collectivités :

Code collectivité	Consommation 2017(*)	%
CUS	237 582,57	40,14%
VDS	354 297,55	59,86%
TOTAL	**591 880,12**	**100,00%**

(*) Chiffres arrêtés au 15 janvier 2018

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	65%	65%	60,20%	58,06%	60,63%	61,25%	66,19%	59,86%

Fiche de calcul n°17
Direction de projet politique de la Ville

- **TAUX 2017 VILLE** 30,30%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Direction de projet politique de la Ville
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

La répartition de la masse salariale ville de Strasbourg / EMS reposait jusqu'à présent sur le nombre de dossiers traités chaque année pour le compte de la Ville de Strasbourg et de la EMS.

Suite à la réunion méthodologique de 2013, il a été décidé de se fonder sur le travail déjà réalisé entre la Préfecture et la Mission Politique de la Ville, qui avait établi que :

- Le chef de projet relevait à 100% d'une compétence EMS, tout comme les postes de ses deux collaborateurs.

- Le travail des autres agents de la Mission pouvait aisément se découper de façon calendaire : quatre mois (de novembre à février) d'instructions de dossiers au guichet unique, de compétence communautaire, soit 33,3 % pour le compte de l'EMS, les huit mois restant étant consacrés à des activités Ville (66,7%).

Par conséquent, le taux 2016 est de 30,30% pour la Ville.

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	-	-	36,80%	38,75%	35,74%	36,92%	33,88%	30,30%

Fiche de calcul n°18
Service Géomatique et connaissance du territoire

- **TAUX 2017 VILLE** 3%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Service géomatique et connaissance du territoire
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Etat des lieux :

Le service était jusqu'à présent affecté à 100% à l'EMS, sans qu'il y ait clairement de répartition de compétences.

Or, le service travaille à la fois pour l'EMS et accessoirement pour la Ville. Un travail a été effectué par le service pour déterminer quels sont les travaux effectués pour le compte de la Ville de Strasbourg, et qui ne sont pas proposés aux autres communes.

Il s'agit de la compétence de police du maire (loi royale) : la commune a en charge l'attribution des numéros de voie pour les maisons et les immeubles. Un agent est affecté à cette tâche, soit 3% de la masse salariale du service.

Cette nouvelle répartition a été adoptée lors de la réunion de la commission mixte paritaire du 4/12/2015 sur les changements méthodologiques.

Soit une masse salariale répartie comme suit :

Service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS
DUT/Géomat & connaiss territ	1 769 260,21	3,00%	53 077,81

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	0%	0%	0%	0%	0%	3%	3%	3%

Fiche de calcul n°19

Service de l'Environnement et de l'écologie urbaine

- **TAUX 2017 VILLE** 4%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Service environnement et écologie urbaine
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Etat des lieux :

Le service était affecté à 100% à l'EMS, alors qu'il effectue quelques prestations pour le compte de la VILLE sans les effectuer pour les autres communes.

Il s'agit de :

- la gestion communale des IPCE (installations classées pour la protection de l'environnement), pour laquelle il y a lieu de soumettre un avis au conseil municipal;
- la biodiversité, de l'animalité en ville et de la mission zéro phyto.

Ces activités concernent ¼ temps pour 3 personnes, soit 4% de la masse salariale du service.

Cette nouvelle répartition a été adoptée lors de la réunion de la commission mixte paritaire du 4/12/2015 sur les changements méthodologiques.

Soit

Secteur	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS
DESPU/Envir & écologie urbaine	821 861,71	4,00%	32 874,47

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	0%	0%	0%	0%	0%	4%	4%	4%

Fiche de calcul n°20
Service Soutien à l'autonomie

- **TAUX 2017 VILLE** 90%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Service soutien à l'autonomie
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Etat des lieux :

Le service était affecté à 100% à la VILLE, alors qu'un agent travaille exclusivement pour l'EMS, dans le cadre de sa mission sur l'accessibilité.

Il s'agit de la masse salariale d'un agent de catégorie B à laquelle il faut rajouter 10% du temps du chef de service, soit 10% au total pour l'EMS.

Cette nouvelle répartition a été adoptée lors de la réunion de la commission mixte paritaire du 4/12/2015 sur les changements méthodologiques.

Soit :

Service	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS
DSS/Soutien à l'autonomie	514 246,95	90,00%	462 822,26

- **HISTORIQUE**

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
taux Ville	100%	100%	100%	100%	100%	90%	90%	90%

Fiche de calcul n°21
Police Municipale

- **TAUX 2017 VILLE** 97,41%
- **DATE MISE A JOUR** Janvier 2018
- **SOURCE DES DONNEES** Police municipale
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Jusqu'en 2012, il existait une brigade administrative au sein de la police municipale où les frais de personnel étaient supportés à parts égales par la Ville et l'EMS. Suite à la suppression de cette brigade en 2013, ces frais reposaient alors intégralement sur le budget de la Ville.

Or, l'une des missions de la police municipale est la surveillance du centre administratif, dont le bâtiment abrite des services de compétence Ville et métropolitaine. Ce temps de travail représente 9 ETP sur les 148 policiers municipaux.

Lors de la réunion de la commission mixte paritaire du 14 décembre 2016, il a été décidé de répartir ce temps de travail proportionnellement à la surface d'occupation des services municipaux et métropolitains.

La masse salariale se répartit comme suit :

Service (146 agents)	Masse salariale	% VDS	Masse salariale VDS	% EMS	Masse salariale EMS
PMS/Administration générale	712 404,50	97,41%	693 944,64	2,59%	18 459,86
PMS/Police municipale	7 779 985,28	96,81%	7 531 793,24	3,19%	248 192,04
PMS/Stationnement	1 798 265,89	100%	1 798 265,89	0%	0,00
TOTAL	**10 290 655,67**	**97,41%**	**10 024 003,77**	**2,59%**	**266 651,90**

- **HISTORIQUE**

année	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
taux Ville	97,20%	98,12%	93,97%	100%	100%	100%	97,71%	97,41%

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2017

Annexe 3

Etat des dépenses et des recettes de personnel

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Chapitre	Réalisé
011	3 642 937,05
012	328 174 336,91
65	4 473 377,17
6586	139 822,58
67	1 083 677,3
68	0
I. MONTANT DES DEPENSES BRUTS	**337 514 151,01**

II. RETRAITEMENTS DEPENS		
1. Dépenses ventilées à part	2 126 192,87	Vêtements de travail (60636 et 61558) + intermittents (RH01K)
2. Dépenses spécifiques Eurométropole	1 138 654,26	Natures 6488.J2 (Pensions de droit local) et 6218.J (Remboursements à d'autres communes)
3. Indemnistés des élus + cabinet + formation élus + frais de groupes	3 079 944,5	RH01F + RH01G + RH01I + RH01L + RH02H
4. Amicale	380 000	Subvention à l'Amicale
Total	**6 724 791,63**	

III. RETRAITEMENTS RECETTES	**1 065 457,81**

MONTANT A REPARTIR	**329 723 901,57**

POURCENTAGE VILLE	**59,83%**

REMBOURSEMENT VILLE	**197 273 365,45**

I. MONTANT DES DEPENSES BRUT

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH00B	Fonds d'insertion des personnes handicapés de la FP	60632	Fournitures de petit équipement	134,4
	RH00B	Fonds d'insertion des personnes handicapés de la FP	61558	Autres biens mobiliers	406
	RH00B	Fonds d'insertion des personnes handicapés de la FP	6228	Divers	47 202,9
	RH00B	Fonds d'insertion des personnes handicapés de la FP	6241	Transports de biens	300
	RH00B	Fonds d'insertion des personnes handicapés de la FP	6251	Voyages, déplacements et missions	7 630
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	60632	Fournitures de petit équipement	2 569,9
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6064	Fournitures administratives	5 783,58
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	611	Contrats de prestations de services	580,5
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6188	Autres frais divers	1 316,5
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6231	Annonces et insertions	3 210
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6234	Réceptions	2 585,32
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6288	Autres	308,6
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	11 409,71
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6227	Frais d'actes et de contentieux	9 140,98
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6227.CV	Frais d'actes et de contentieux (contre visites médicales)	2 271,38
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6228	Divers	11 727,37
	RH01D	Prestations au personnel	6255	Frais de déménagement	7 083,35
	RH01E	Missions et déplacements	6228	Divers	1 502,46
	RH01E	Missions et déplacements	6247	Transports collectifs du personnel	8 016,7
	RH01E	Missions et déplacements	6251.IE	Voyages, déplacements et missions - Intervenants ext.	2 794,87

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH01E	Missions et déplacements	6251.IK	Voyages, déplac. et missions - indemnités kilométriques	52 487,67
	RH01E	Missions et déplacements	6251.TR	Voyages, déplacements et missions - DRH et DGS	49 635,7
	RH01G	Missions et déplacements des Elus	6251	Voyages, déplacements et missions	10 550,93
	RH01I	Cabinet	6251.C	Voyages, déplacements et missions - cabinet	18 392,66
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6251	Voyages, déplacements et missions	38 106,9
	RH01N	Voitures officielles	6251	Voyages, déplacements et missions	1 559,18
	RH02A	AG d'emploi, formation, insertion	617	Etudes et recherches	-9 125,17
	RH02B	Formation du personnel	60623	Alimentation	398,28
	RH02B	Formation du personnel	6068	Autres matières et fournitures	721,8
	RH02B	Formation du personnel	6132	Locations immobilières	42 971,31
	RH02B	Formation du personnel	61358	Autres	18 231,83
	RH02B	Formation du personnel	6184	Versements à des organismes de formation	1 381 172,31
	RH02B	Formation du personnel	6184.C	Versements à des organismes de formation - Cabinet	2 212
	RH02B	Formation du personnel	6185	Frais de colloques et séminaires	392
	RH02B	Formation du personnel	6234	Réceptions	904,17
	RH02B	Formation du personnel	62878	A des tiers	1 600,7
	RH02C	Gestion et formation des CAE - CAV	6184	Versements à des organismes de formation	39 812,05
	RH02E	Recrutements externes	6231	Annonces et insertions	51 936,6
	RH02F	Organisation des concours	6228	Divers	95 423,18
	RH02I	Gestion et formation des apprentis	6184	Versements à des organismes de formation	170 553,05
	RH02J	Gestion et formation des services civiques	6184	Versements à des organismes de formation	1 020
	RH03A	AG des relations sociales	611	Contrats de prestations de services	2 293,18
	RH04A	AG Médecine du Travail	60631	Fournitures d'entretien	116,14
	RH04A	AG Médecine du Travail	60632	Fournitures de petit équipement	576,79
	RH04A	AG Médecine du Travail	611	Contrats de prestations de services	425,5

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH04A	AG Médecine du Travail	61558	Autres biens mobiliers	153
	RH04A	AG Médecine du Travail	6247	Transports collectifs du personnel	32,02
	RH05A	AG de la santé et prévention au travail	611	Contrats de prestations de services	5 525,2
	RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	60631	Fournitures d'entretien	66,18
	RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	60632	Fournitures de petit équipement	1 727,88
	RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	60636	Habillement et vêtements de travail	735 589,86
	RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	61558	Autres biens mobiliers	51 417
	RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	6228	Divers	260,4
	RH05F	Accidents du travail	62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	106 776
	RH05F	Accidents du travail	6228.03	Divers	1 830
	RH10D	Frais de déplacement - Dir. des finances et programmation	6251	Voyages, déplacements et missions	6 920,06
	RH10E	Frais de déplacement - Dir.Construction et du patri bâti	6234	Réceptions	2 051,69
	RH10E	Frais de déplacement - Dir.Construction et du patri bâti	6247	Transports collectifs du personnel	950
	RH10E	Frais de déplacement - Dir.Construction et du patri bâti	6251	Voyages, déplacements et missions	9 925,49
	RH10F	Frais de déplacement - Dir. de l'urba. aménag.et habitat	6247	Transports collectifs du personnel	2 268
	RH10F	Frais de déplacement - Dir. de l'urba. aménag.et habitat	6251	Voyages, déplacements et missions	23 730,48
	RH10G	Frais de déplacement - Dir conseil performance et aff jurid	6251	Voyages, déplacements et missions	689,58
	RH10H	Frais de déplacement - Dir. de la mobilité et des transports	6251	Voyages, déplacements et missions	671,62
	RH10I	Frais de déplacement - Dir. de la pop, élections et cultes	6247	Transports collectifs du personnel	364,5
	RH10I	Frais de déplacement - Dir. de la pop, élections et cultes	6251	Voyages, déplacements et missions	1 351,2
	RH10J	Frais de déplacement - Communication & rayt international	6251	Voyages, déplacements et missions	28 579,43
	RH10K	Frais de déplacement - Dir. des sports	6247	Transports collectifs du personnel	2 337,5

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH10K	Frais de déplacement - Dir. des sports	6251	Voyages, déplacements et missions	9 763,17
	RH10L	Frais de déplacement - Dir. de la culture	6251	Voyages, déplacements et missions	112 799,35
	RH10M	Frais de déplacement - Dir. des solidarités et de la santé	6247	Transports collectifs du personnel	10 756
	RH10M	Frais de déplacement - Dir. des solidarités et de la santé	6251	Voyages, déplacements et missions	28 374,54
	RH10O	Frais de déplacement - Dir. des ressources logistiques	6251	Voyages, déplacements et missions	18 490,54
	RH10P	Frais de déplacement - Dir. conseil, pilotage et performance	6251	Voyages, déplacements et missions	4 272,9
	RH10Q	Frais de déplacement - Pôle sécurité, prévention et réglem.	6247	Transports collectifs du personnel	1 225
	RH10Q	Frais de déplacement - Pôle sécurité, prévention et réglem.	6251	Voyages, déplacements et missions	20 673,12
	RH10S	Frais de déplacement - Dir. de l'env.et serv.publics urbains	6251	Voyages, déplacements et missions	35 880,09
	RH10T	Frais de déplacement - Dir. des espaces publics et naturels	6251	Voyages, déplacements et missions	40 486,05
	RH10U	Frais de déplacement - Dir. éducation et petite enfance	6247	Transports collectifs du personnel	567
	RH10U	Frais de déplacement - Dir. éducation et petite enfance	6251	Voyages, déplacements et missions	7 484,11
	RH10V	Frais dévelop. profession. -Dir. éducation et petite enfance	6042	Achats prestations services -autres que terrains à aménager)	137,5
	RH10V	Frais dévelop. profession. -Dir. éducation et petite enfance	6068	Autres matières et fournitures	242
	RH10V	Frais dévelop. profession. -Dir. éducation et petite enfance	6184	Versements à des organismes de formation	4 303,8
	RH10V	Frais dévelop. profession. -Dir. éducation et petite enfance	6228	Divers	7 475,84
	RH10V	Frais dévelop. profession. -Dir. éducation et petite enfance	6234	Réceptions	400
	RH10V	Frais dévelop. profession. -Dir. éducation et petite enfance	6251	Voyages, déplacements et missions	118
	RH10W	Frais de déplacement Sce relations europ. et internationales	6251	Voyages, déplacements et missions	59 539,73

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH10Y	Frais de déplacement - Dir dévelop économique et attractivité	6228	Divers	3 372,44
	RH10Y	Frais de déplacement - Dir dévelop économique et attractivité	6247	Transports collectifs du personnel	810
	RH10Y	Frais de déplacement - Dir dévelop économique et attractivité	6251	Voyages, déplacements et missions	25 342,13
	RH10Z	Frais de déplacement - Délégation pilotage, ressources	6251	Voyages, déplacements et missions	2 978,26
	RH12B	Service conseil en organisation et management	62268	Autres honoraires, conseils...	165 291,11
	RH12B	Service conseil en organisation et management	6234	Réceptions	594
011				Somme :	**3 642 937,05**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH00B	Fonds d'insertion des personnes handicapés de la FP	6478	Autres charges sociales diverses	32 730,1
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6218	Autre personnel extérieur	203 417,92
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6218.J	Remboursement frais de personnel à d'autres communes	4 386,64
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6331.G	Versement transport	3 509 140
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6332.G	Cotisations versées au F.N.A.L.	862 136
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6336.G	Cotisations au C.N.F.P.T. et au CG FPT	1 577 512,51
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64111.G	Rémunérations titulaires et stagiaires	143 926 600,61
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64112.G	Indemnité de résidence - titulaire	1 483 456,17
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64112.RSFT	Reversement supplément familial de traitement	89 244,42
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64112.SFT	Supplément familial de traitement - Personnel titulaire	1 864 995,41
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64113	NBI	1 650 363,71
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64116	Indemnités de licenciement	4 808,59
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64118.G	Autres indemnités du personnel titulaire et stagiaire	298 248,95

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64118.H	Heures supplementaires titulaire et stagiaire	5 369 765,74
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64118.I	Autres indemnités titulaire et stagiaire	28 098 382,2
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64118.M	Autres indemnités - mutuelles	4 567 063,23
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64118.P	Prime de fin d'année (personnel titulaire et stagiaire)	12 075 938,34
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64131.A	Rémunérations agents non permanents ¿ stagiaires école	206 889,66
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64131.AIN	Rémunérations - autres indemnités	55 731,76
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64131.CDD	CDD de type 2B - Rempl. momentané des titulaires absents	2 516 668,33
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64131.G	Rémunérations auxiliaire et contractuel	15 813 485,51
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64131.H	Rémunérations - Heures suppl. auxil. contractuels	135 045,62
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64131.SC	Rémunérations service civique	21 889
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64132.IR	Indemnité de résidence - Auxil. contractuels	181 953,2
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64132.SFT	Supplément familial de traitement - Auxil. contract.	157 572,49
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64136.G	Indemnités liées à la perte d'emploi - auxil. et contractuel	34 617,37
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64138.G	Primes et autres indemnités	166,47
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64138.I	Primes et autres indemnités auxiliaires et contractuels	3 611 527,44
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64138.M	Autres indemnités - Mutuelles	107 527,59
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64138.P	Primes et autres indemnités - PFA	1 470 547,98
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6414	Personnel rémunéré à la vacation	4 957 954,19
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6414.H	Personnel rémunéré à la vacation - HS vacataire	678,66
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6414.R	Personnel rémunéré à la vacation - recenseurs	59 194,8

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6414.W	Personnel rénuméré à la vacation - PFA	5 819,39
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6414.Y	Personnel rémunéré à la vacation - indemnités et HS	189 989,67
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64162	Emplois d'avenir	1 096 588,14
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64162.M	Emplois d'avenir - Mutuelles	1 480,2
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64168	Autres emplois aides	1 081 985,03
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64168.M	Autres emplois aidés - Mutuelles	5 326,15
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6417	Rémunérations des apprentis	912 987,97
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6417.M	Rémunérations des apprentis - Mutuelles	672
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6451.U1	Cotisations patronales - Caisse d'allocations familiales	7 799 154
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6451.U2	Cotisations patronales - Sécurité sociale	25 565 232,16
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6453.R1	Cotisations patronales - C.N.R.A.C.L. titulaire et stagiaire	45 485 451,45
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6453.R2	Cotisations patronales IRCANTEC auxiliaire et contractuel	1 614 857,47
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6453.R3	Cotis. patr.- alloc. temporaires d'invalidité- titul./ stag.	564 974,7
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6453.R4	Cotisations caisses retraite-pensions civiles détachées état	513 391,65
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6456	Versement au F.N.C du supplément familial	365 654
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64731.C	Allocations de chômage - versées directement	114 606,38
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64731.G	Alloc. chômage - versées directement - auxil. et contractuel	2 697 905,27
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6475	Médecine du travail, pharmacie	105 235,34
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6478.R	Autres charges sociales des agents recenseurs	10 657,07

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	648.CV	Contre-visites médicales - CV	1 658
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	648.G1	Rente d'accident du travail - auxiliaire	34 207,36
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	648.J1	Alloc. capital-déces - titulaire/stagiaire	73 143,31
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	648.J2	Remb. frais de personnel à la ville de strasbourg (pensions)	1 134 267,62
	RH01D	Prestations au personnel	64118	Autres indemnités	86 543,14
	RH01D	Prestations au personnel	64138.AI	Prestations sociales	1 223,43
	RH01E	Missions et déplacements	648	Autres charges de personnel	987 994,11
	RH01I	Cabinet	6218	Autre personnel extérieur	155 000
	RH01I	Cabinet	6331.C	Versement transport - cabinet	6 212
	RH01I	Cabinet	6332.C	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 551
	RH01I	Cabinet	6336.C	Cotisations au C.N.F.P.T. et au CG FPT - cabinet	2 795,87
	RH01I	Cabinet	64131.C	Rémunération du personnel auxiliaire contractuel - cabinet	250 513,12
	RH01I	Cabinet	64132.CIR	Indemnité de résidence - cabinet	2 516,31
	RH01I	Cabinet	64132.SFT	Supplément familial de traitement - Auxil. contract.	17,81
	RH01I	Cabinet	64138.C	Primes et autres indemnités - collaborateurs cabinet	56 619,24
	RH01I	Cabinet	64138.M	Autres indemnités - Mutuelles	987,96
	RH01I	Cabinet	6451.C1	Cotis. patr.- caisse d'allocations familiales - cabinet	16 307
	RH01I	Cabinet	6451.C2	Cotis. patr. - securité sociale - cabinet	67 196
	RH01I	Cabinet	6453.C2	Cotis. patr.- IRCANTEC - auxiliaire et contractuel - cabinet	22 607,16
	RH01I	Cabinet	648	Autres charges de personnel	375,75
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	631	Impôts taxes et vers. assimilés s. rémunérations (adm impôt)	31 611
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	64131	Rémunération	712 317,07
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	547 055,89
	RH01M	DRH - Services aux agents	6478	Autres charges sociales diverses	611 971,45

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH04A	AG Médecine du Travail	6475	Médecine du travail, pharmacie	27 865,4
	RH05F	Accidents du travail	6475	Médecine du travail, pharmacie	260 171,26
012				Somme :	**328 174 336,91**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
65	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6574	Subv. fonctionnemt pers., assoc. et autres org. droit privé	2 111 057
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	65888	Autres	7 635,91
	RH01E	Missions et déplacements	6581	Redevances concessions, brevets, licences, procédés, droits	1 680
	RH01F	Indemnités des élus	65311	Indemnités de fonction	1 722 083,7
	RH01F	Indemnités des élus	65313.P	Cotisations de retraite - normales	147 672,16
	RH01F	Indemnités des élus	65313.R	Cotisations de retraites- retro	5 112,87
	RH01F	Indemnités des élus	65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	356 712
	RH01F	Indemnités des élus	65314.VT	Cotisations de sécurité sociale - part patronale VT	25 026
	RH01G	Missions et déplacements des Elus	65312	Frais de mission et de déplacement	63 672,38
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6581	Redevances concessions, brevets, licences, procédés, droits	10 095,15
	RH02E	Recrutements externes	6581	Redevances concessions, brevets, licences, procédés, droits	2 430
	RH02H	Formation des élus	65315	Formation	8 200
	RH03B	Exercice du droit syndical	6574	Subv. fonctionnemt pers., assoc. et autres org. droit privé	12 000
65				Somme :	**4 473 377,17**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
6586	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861	Frais de personnel	131 400,42
	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861.D	Frais de personnel - voyages, déplacements et missions	2 018,21
	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861.F	Frais de personnel - formation	5 500
	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861.M	Frais de personnel - Mutuelles	404

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
6586	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861.P	Frais de personnel - Participation EMS abonnements	499,95
6586				Somme :	**139 822,58**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
67	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	678	Autres charges exceptionnelles	7 972,6
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6713	Dots, secours, bourses et prix	733 111,43
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6713.M	Dots, secours, bourses et prix (médailles)	219 127,86
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6747	Remises gracieuses	78,21
	RH01M	DRH - Services aux agents	6713.B	Dots, secours, bourses et prix (bourses)	123 387,2
67				Somme :	**1 083 677,3**

				Somme :	**337 514 151,01**

II. RETRAITEMENT DES DEPENSES

1. Dépenses ventilées à part

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6251	Voyages, déplacements et missions	38 106,9
	RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	60636	Habillement et vêtements de travail	735 589,86
	RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	61558	Autres biens mobiliers	51 417
011				Somme :	**825 113,76**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	631	Impôts taxes et vers. assimilés s. rémunérations (adm impôt)	31 611
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	64131	Rémunération	712 317,07
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	547 055,89
012				Somme :	**1 290 983,96**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
65	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6581	Redevances concessions, brevets, licences, procédés, droits	10 095,15
65				Somme :	**10 095,15**

TOTAL	**2 126 192,87**

2. Dépenses spécifiques Eurométropole

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6218.J	Remboursement frais de personnel à d'autres communes	4 386,64
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	648.J2	Remb. frais de personnel à la ville de strasbourg (pensions)	1 134 267,62
012				Somme :	**1 138 654,26**

TOTAL	**1 138 654,26**

3. INDEMNITES DES ELUS, CABINET, FORMATION DES ELUS, GROUPES D'ELUS

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH01G	Missions et déplacements des Elus	6251	Voyages, déplacements et missions	10 550,93
	RH01I	Cabinet	6251.C	Voyages, déplacements et missions - cabinet	18 392,66
011				Somme :	**28 943,59**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01I	Cabinet	6218	Autre personnel extérieur	155 000
	RH01I	Cabinet	6331.C	Versement transport - cabinet	6 212
	RH01I	Cabinet	6332.C	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 551
	RH01I	Cabinet	6336.C	Cotisations au C.N.F.P.T. et au CG FPT - cabinet	2 795,87
	RH01I	Cabinet	64131.C	Rémunération du personnel auxiliaire contractuel - cabinet	250 513,12
	RH01I	Cabinet	64132.CIR	Indemnité de résidence - cabinet	2 516,31
	RH01I	Cabinet	64132.SFT	Supplément familial de traitement - Auxil. contract.	17,81
	RH01I	Cabinet	64138.C	Primes et autres indemnités - collaborateurs cabinet	56 619,24
	RH01I	Cabinet	64138.M	Autres indemnités - Mutuelles	987,96
	RH01I	Cabinet	6451.C1	Cotis. patr.- caisse d'allocations familiales - cabinet	16 307

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01I	Cabinet	6451.C2	Cotis. patr. - securité sociale - cabinet	67 196
	RH01I	Cabinet	6453.C2	Cotis. patr.- IRCANTEC - auxiliaire et contractuel - cabinet	22 607,16
	RH01I	Cabinet	648	Autres charges de personnel	375,75
012				Somme :	**582 699,22**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
65	RH01F	Indemnités des élus	65311	Indemnités de fonction	1 722 083,7
	RH01F	Indemnités des élus	65313.P	Cotisations de retraite - normales	147 672,16
	RH01F	Indemnités des élus	65313.R	Cotisations de retraites- retro	5 112,87
	RH01F	Indemnités des élus	65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	356 712
	RH01F	Indemnités des élus	65314.VT	Cotisations de sécurité sociale - part patronale VT	25 026
	RH01G	Missions et déplacements des Elus	65312	Frais de mission et de déplacement	63 672,38
	RH02H	Formation des élus	65315	Formation	8 200
65				Somme :	**2 328 479,11**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
6586	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861	Frais de personnel	131 400,42

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
6586	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861.D	Frais de personnel - voyages, déplacements et missions	2 018,21
	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861.F	Frais de personnel - formation	5 500
	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861.M	Frais de personnel - Mutuelles	404
	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861.P	Frais de personnel - Participation EMS abonnements	499,95
6586				Somme :	**139 822,58**

TOTAL	**3 079 944,5**

4. AMICALE	**380 000**

II. RETRAITEMENT DES RECETTES

Chap.	Code service	Libellé du service	Code article / natu	Lib. article / nature	Conso. net (ss pro
013	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	226 334,39
013	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6459	Rembt s/ charges de Sécu Sociale et de prév	212 327,6
013	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6479	Remboursements sur autres charges sociales	1 816,61
013	RH02B	Formation du personnel	619	Rabais, remises & ristournes obtenus sur services extérieurs	392,56
013	RH10D	Frais de déplacement - Dir. des finances et programmation	629	Rabais, remises & ristournes obtenus sur autres serv. ext.	399,6
013	RH12B	Service conseil en organisation et management	629	Rabais, remises & ristournes obtenus sur autres serv. ext.	22 590,11
70	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	8
70	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	7083.V	Locations diverses (autres qu'immeubles) - vélos	1 383
70	RH02B	Formation du personnel	70878	Par des tiers	196
74	RH00B	Fonds d'insertion des personnes handicapés de la FP	74788	Autres	300 000
74	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	74718	Autres	8 166,66
74	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	74788	Autres	43 143,66
75	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	7588	Autres produits divers de gestion courante	19 000
75	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	7588.CH	Produits divers - refacturation charges locatives	27 041,4
76	RH01D	Prestations au personnel	7621	Produits des autres immobilis. financ.? encaissés à échéance	35 361,42
77	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	7788	Autres produits exceptionnels	142 448,85
77	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	340,5
77	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	7788	Autres produits exceptionnels	12 515
77	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	7788	Autres produits exceptionnels	2 424,91

Chap.	Code service	Libellé du service	Code article / natu	Lib. article / nature	Conso. net (ss pro
77	RH05F	Accidents du travail	7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	9 552,29
77	RH10Z	Frais de déplacement - Délégation pilotage, ressources	773	Mdts annulés (s. exer antér.) ou atteints par déch. quadrien	15,25
TOTAL					**1 065 457,81**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2017

Annexe 4

Répartition des frais de fonctionnement communs

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

MONTANT DES REMBOURSEMENTS A EFFECTUER

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Remboursement des frais généraux	6 789 632,16	6 436 434,85	6 591 496,10	6 341 089,96	6 118 057,12	7 438 695,96	7 210 593,40	7 426 645,61
Fournitures Administratives								50 172,75
Remboursement des pièces détachées	476 259,01	483 224,55	448 648,96	427 888,56	458 874,88	464 459,37	431 589,53	390 692,91
Remboursement du carburant	411 328,25	455 220,70	467 741,24	466 320,88	435 293,79	364 447,51	317 954,39	335 981,95
SITE ETOILE Fluides - Eaux - Gardiennage - Maintenance							401 931,71	472 448,77
Total	**7 677 219,43**	**7 374 880,10**	**7 507 886,30**	**7 235 299,40**	**7 012 225,79**	**8 267 602,84**	**8 362 069,02**	**8 675 941,99**
Pm Taux MS VILLE (hors ajustements)	*60,28%*	*59,47%*	*58,85%*	*58,94%*	*59,29%*	*59,71%*	*59,58%*	*59,99%*

Code service	Libellé du service	Imputation	EMS DEPENSES	EMS RECETTES	VILLE DEPENSES	Montant à répartir	% VILLE	Remboursement
EP04B	Documentation générale	- 020 - 6182 - 0 - EP04B	Documentation générale et technique	221 279,70		221 279,70	50,00%	110 639,85
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 60632 - 0 - LO01A	Fournitures de petit équipement	7 113,37		7 113,37	50,00%	3 556,69
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 61358 - 0 - LO01A	Autres	14 119,58		14 119,58	50,00%	7 059,79
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6156 - 0 - LO01A	Maintenance	17 217,65		17 217,65	50,00%	8 608,83
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6228 - 0 - LO01A	Divers	17 068,35		17 068,35	50,00%	8 534,18
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6241 - 0 - LO01A	Transports de biens	21 094,70		21 094,70	50,00%	10 547,35
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6247 - 0 - LO01A	Transports collectifs du personnel	56,00		56,00	50,00%	28,00
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6261 - 0 - LO01A	Frais d'affranchissement	651 659,97		651 659,97	50,00%	325 829,99
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6262 - 0 - LO01A	Frais de télécommunications	1 444,66		1 444,66	50,00%	722,33
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 70878 - 0 - LO01A	Par des tiers		725,14	-725,14	50,00%	-362,57
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 7588 - 0 - LO01A	Autres produits divers de gestion courante		96 649,43	-96 649,43	50,00%	-48 324,72
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 60623 - 0 - LO03A	Alimentation	377,40		377,40	65,24%	246,22
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 62268 - 0 - LO03A	Autres honoraires, conseils...	6 914,49		6 914,49	65,24%	4 511,01
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 6228 - 0 - LO03A	Divers	13 678,44		13 678,44	65,24%	8 923,81
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 6281 - 0 - LO03A	Concours divers (cotisations...)	440,00		440,00	65,24%	287,06
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 7088 - 0 - LO03A	Autres prod. activités annexes (abonnem. et		26 594,01	-26 594,01	65,24%	-17 349,93
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 60632 - 0 - LO03B	Fournitures de petit équipement	16 661,51		16 661,51	65,24%	10 869,97
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6068 - 0 - LO03B	Autres matières et fournitures	334 795,62		334 795,62	65,24%	218 420,66
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 61358 - 0 - LO03B	Autres	2 688,42		2 688,42	65,24%	1 753,93
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 61558 - 0 - LO03B	Autres biens mobiliers	29 349,91		29 349,91	65,24%	19 147,88
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6156 - 0 - LO03B	Maintenance	101 264,48		101 264,48	65,24%	66 064,95
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6236 - 0 - LO03B	Catalogues et imprimes et publications	201 307,29		201 307,29	65,24%	131 332,88
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6288 - 0 - LO03B	Autres	4 829,45		4 829,45	65,24%	3 150,73
LO03C	Reliure d'art et création	- 020 - 6068 - 0 - LO03C	Autres matières et fournitures	58 479,54		58 479,54	65,24%	38 152,05
LO03D	Reproduction de documents	- 020 - 6068 - 0 - LO03D	Autres matières et fournitures	158 473,64		158 473,64	65,24%	103 388,20
LO03D	Reproduction de documents	- 020 - 6156 - 0 - LO03D	Maintenance	93 179,98		93 179,98	65,24%	60 790,62
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 60623 - 0 - LO04A	Alimentation	1 305,19		1 305,19	29,81%	389,08

Code service	Libellé du service	Imputation	EMS DEPENSES	EMS RECETTES	VILLE DEPENSES	Montant à répartir	% VILLE	Remboursement
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 60631 - 0 - LO04A	Fournitures d'entretien	26 903,66		26 903,66	29,81%	8 019,98
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 60632 - 0 - LO04A	Fournitures de petit équipement	5 470,29		5 470,29	29,81%	1 630,69
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6096 - 0 - LO04A	d'approvisionnement non stockés		23 810,56	-23 810,56	29,81%	-7 097,93
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 61358 - 0 - LO04A	Autres	13 371,20		13 371,20	29,81%	3 985,95
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 615221 - 0 - LO04A	Bâtiments publics	50 477,43		50 477,43	29,81%	15 047,32
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6156 - 0 - LO04A	Maintenance	31 997,68		31 997,68	29,81%	9 538,51
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6182 - 0 - LO04A	Documentation générale et technique	720,00		720,00	29,81%	214,63
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6234 - 0 - LO04A	Réceptions	3 960,00		3 960,00	29,81%	1 180,48
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6288 - 0 - LO04A	Autres	8 000,00		8 000,00	29,81%	2 384,80
LO04D	Transports et manutentions	- 020 - 61351 - 0 - LO04D	Matériel roulant	15 588,31		15 588,31	29,81%	4 646,88
LO04D	Transports et manutentions	- 020 - 6288 - 0 - LO04D	Autres	300,00		300,00	29,81%	89,43
LO04G	Gestion du site de la fédération	- 020 - 61558 - 0 - LO04G	Autres biens mobiliers	8 071,46		8 071,46	29,81%	2 406,10
PC01H	Percussion	- 020 - 62268 - 0 - PC01H	Autres honoraires, conseils...	10 050,00		10 050,00	59,99%	6 029,00
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 62268 - 0 - PC01I	Autres honoraires, conseils...	6 050,00		6 050,00	59,99%	3 629,40
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 6234 - 0 - PC01I	Réceptions	2 101,90		2 101,90	59,99%	1 260,93
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 6247 - 0 - PC01I	Transports collectifs du personnel	162,00		162,00	59,99%	97,18
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 6288 - 0 - PC01I	Autres	7 521,53		7 521,53	59,99%	4 512,17
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 7088 - 0 - PC01I	Autres prod. activités annexes (abonnem. et vente ouvrages)		3 237,40	-3 237,40	59,99%	-1 942,12
RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	- 020 - 60631 - 0 - RH05D	Fournitures d'entretien	66,18		66,18	59,99%	39,70
RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	- 020 - 60632 - 0 - RH05D	Fournitures de petit équipement	1 727,88		1 727,88	59,99%	1 036,56
RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	- 020 - 60636 - 0 - RH05D	Habillement et vêtements de travail	735 589,86		735 589,86	59,99%	441 280,36
RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	- 020 - 61558 - 0 - RH05D	Autres biens mobiliers	51 417,00		51 417,00	59,99%	30 845,06
RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	- 020 - 6228 - 0 - RH05D	Divers	260,40		260,40	59,99%	156,21
RH08A	AG des systèmes d'information, télécommunications et réseaux	- 020 - 6065 - 0 - RH08A	Livres, disques, cassettes...(bibliothèques et médiathèques)	213,60		213,60	57,66%	123,16
RH08A	AG des systèmes d'information, télécommunications et réseaux	- 020 - 611 - 0 - RH08A	Contrats de prestations de services	291 999,55		291 999,55	57,66%	168 366,94

Code service	Libellé du service	Imputation	EMS DEPENSES	EMS RECETTES	VILLE DEPENSES	Montant à répartir	% VILLE	Remboursement
RH08A	AG des systèmes d'information, télécommunications et réseaux	- 020 - 617 - 0 - RH08A	Etudes et recherches	4 800,00		4 800,00	57,66%	2 767,68
RH08A	AG des systèmes d'information, télécommunications et réseaux	- 020 - 6182 - 0 - RH08A	Documentation générale et technique	559,26		559,26	57,66%	322,47
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 611 - 0 - RH08B	Contrats de prestations de services	480 986,91		480 986,91	57,66%	277 337,05
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 6156 - 0 - RH08B	Maintenance	1 348 685,57		1 348 685,57	57,66%	777 652,10
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 617 - 0 - RH08B	Etudes et recherches	12 120,00		12 120,00	57,66%	6 988,39
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 6228 - 0 - RH08B	Divers	146 725,67		146 725,67	57,66%	84 602,02
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 6288 - 0 - RH08B	Autres	228 303,66		228 303,66	57,66%	131 639,89
RH08C	Prestations informatiques d'architecture technique	- 020 - 60632 - 0 - RH08C	Fournitures de petit équipement	140 602,33		140 602,33	57,66%	81 071,30
RH08C	Prestations informatiques d'architecture technique	- 020 - 611 - 0 - RH08C	Contrats de prestations de services	3 456 586,07		3 456 586,07	57,66%	1 993 067,53
RH08C	Prestations informatiques d'architecture technique	- 020 - 6132 - 0 - RH08C	Locations immobilières	71 356,68		71 356,68	57,66%	41 144,26
RH08C	Prestations informatiques d'architecture technique	- 020 - 61358 - 0 - RH08C	Autres	184,80		184,80	57,66%	106,56
RH08C	Prestations informatiques d'architecture technique	- 020 - 614 - 0 - RH08C	Charges locatives et de copropriété	2 100,00		2 100,00	57,66%	1 210,86
RH08C	Prestations informatiques d'architecture technique	- 020 - 61558 - 0 - RH08C	Autres biens mobiliers	9 197,01		9 197,01	57,66%	5 303,00
RH08C	Prestations informatiques d'architecture technique	- 020 - 6156 - 0 - RH08C	Maintenance	2 255 073,41		2 255 073,41	57,66%	1 300 275,33
RH08C	Prestations informatiques d'architecture technique	- 020 - 6241 - 0 - RH08C	Transports de biens	5 280,00		5 280,00	57,66%	3 044,45
RH08C	Prestations informatiques d'architecture technique	- 020 - 6262 - 0 - RH08C	Frais de télécommunications	1 542 962,77		1 542 962,77	57,66%	889 672,33
RH08C	Prestations informatiques d'architecture technique	- 020 - 6288 - 0 - RH08C	Autres	102 464,34		102 464,34	57,66%	59 080,94
RH08C	Prestations informatiques d'architecture technique	- 020 - 7711 - 0 - RH08C	Dédits et pénalités perçus		5 114,00	-5 114,00	57,66%	-2 948,73
RH08D	Prestations de télécommunication	- 020 - 70878 - 0 - RH08D	Par des tiers		159,60	-159,60	57,66%	-92,03
			TOTAL	**13 054 807,75**	**156 290,14**	**12 898 517,61**		**7 426 645,61**

Le tableau ci-dessous indique les montants TTC (fonctionnement) des pièces et des huiles directement affectés aux véhicules dans le logiciel de gestion du parc : GESCAR

Les pourcentages de répartition Huile et Pièce sont déterminés à partir de ces chiffres.

SS Budget	Huiles ou pièces	Outillage	Magasin	Pneumatique	Total	% répartition huile 6068 LO04C	% répartition pièces 60632 LO04C
ASS	Huiles		6 187,55		6 187,55	**8,03%**	
	Pièces	207,11	45 108,28	8 388,58	53 703,97		**3,50%**
EMS	Huiles	413,69	55 563,63		55 977,32	**72,62%**	
	Pièces	36 609,04	968 611,44	115 300,22	1 120 520,70		**73,05%**
VILLE	Huiles		14 913,79		14 913,79	**19,35%**	
	Pièces	2 897,74	338 796,49	18 018,12	359 712,34		**23,45%**
Total Huiles		413,69	76 664,96	0,00	77 078,66		
Total Pièces		39 713,89	1 352 516,21	141 706,91	1 533 937,01		
Total général		40 127,58	1 429 181,17	141 706,91	1 611 015,67		

Compte 60632 LO04C - Pièces

Budget	Pièces	Virements 60632
Assainissement	53 703,97	**53 703,97**
CUS	1 120 520,70	1 120 520,70
Ville	359 712,34	**359 712,34**
Totaux	1 533 937,01	1 533 937,01

Compte 6068 LO04C - Huile, graisse

Budget	Huiles magasin	Huiles outillage	Mandats 2017 pour livraisons 2016	Virements 6068
Assainissement	10 137,15	940,87	1 341,89	**12 419,91**
CUS	91 708,40	8 511,80	12 139,78	112 359,98
Ville	24 433,45	2 267,76	3 234,35	**29 935,56**
Totaux	126 279,00	11 720,43	16 716,02	154 715,45
	Mt SDG 3867	*Mt SDG 3868*	*SDG 3654+3656*	

Les montants des huiles à répartir sont les montants dépensés sur les SDG magasin et outillage.
Les pourcentages de répartition sont ceux calculés pour les huiles affectées aux véhicules.

Compte 60622 LO04E - Carburant

	Virements 60622
Assainissement	**100 249,40**
Ville	**335 981,95**

Compte 6288 LO04C - Déchets de garage

	Virements 6288	Collecte et retraitement des déchets de garage
Assainissement	**156,02**	% de répartition Pièces
CUS	3 255,23	
Ville	**1 045,00**	
Dépensé en 2017	4 456,25	

FLUIDES				
	Site	PAIEMENTS 2017 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriétés de la Ville	Fustel	41 686,91	**88,53%**	36 905,42
	Bourse	48 714,67	**31,04%**	15 121,03
	rue de Berne	31 071,66	**47,93%**	14 892,65
	38 RH	49 628,99	**43,03%**	21 355,35
TOTAL		**171 102,23**		**88 274,46**

	Site	PAIEMENTS 2017 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% Ville (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriétés de l'EMS	CA	895 256,41	**52,48%**	469 830,56
	Soleure	36 129,00	**21,61%**	7 807,48
TOTAL		**931 385,41**		**477 638,04**

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**389 363,58**

EAU

	Site	PAIEMENTS 2017 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriétés de la Ville	Fustel	1 590,67	**88,53%**	1 408,22
	Bourse	4 572,05	**31,04%**	1 419,16
	rue de Berne	839,87	**47,93%**	402,55
	38 RH	9 038,65	**43,03%**	3 889,33
TOTAL		**16 041,24**		**7 119,27**

	Site	PAIEMENTS 2017 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% Ville (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriétés de l'EMS	CA	34 242,12	**52,48%**	17 970,26
	Soleure	3 049,95	**21,61%**	659,09
TOTAL		**37 292,07**		**18 629,36**

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**11 510,09**

MAINTENANCE BATIMENTS SITE ETOILE

	Site	PAIEMENTS 2017 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriétés de la Ville	Fustel	1 887,15	**88,53%**	1 670,69
	38 RH	26 931,20	**43,03%**	11 588,50
TOTAL		**28 818,35**		**13 259,19**

	Site	PAIEMENTS 2017 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% Ville (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriétés de l'EMS	CA	178 761,03	**52,48%**	93 813,79
	Soleure	3 841,07	**21,61%**	830,05
TOTAL		**182 602,10**		**94 643,84**

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**81 384,66**

GARDIENNAGE 38RH - PROPRIETE VDS

Mouvement	Montant TTC	Montant TVA	Montant HT	Référence 1	Référence 2	Raison Sociale
29668	3 205,58	534,26	2 671,32	SECURITE 38RH	OCTOBRE 2017	POLYGARD
36102	4 395,08	732,51	3 662,57	RH38		POLYGARD
36940	3 104,92	517,49	2 587,43	RH38	NOVEMBRE 2017	POLYGARD
19176	2 928,14	488,02	2 440,12	SECURITE 38RH	JUILLET 2017	POLYGARD
16852	3 079,15	513,19	2 565,96	SECURITE 38RH	JUIN 2017	POLYGARD
13880	2 928,14	488,02	2 440,12	SECURITE 38RH	MAI 2017	POLYGARD
13883	1 317,66	219,61	1 098,05	SECURITE 38RH	AVRIL 2017	POLYGARD
22869	3 220,96	536,83	2 684,13	SECURITE 38RH	AOUT 2017	POLYGARD
26356	3 176,81	529,47	2 647,34	SECURITE 38RH	SEPTEMBRE 2017	POLYGARD
	27 356,44	4 559,40	22 797,04			

Propriétés de la Ville	Site	PAIEMENTS 2017 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
	38 RH	22 797,04	**43,03%**	9 809,57

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2017

Annexe 5

Etat de répartition des dépenses d'équipement informatique

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

	DONNEES BUDGETAIRES
BP	4 045 000,00 €
Report	170 467,44 €
BS	99 280,42 €
DM	-154 791,00 €
VC	92 119,57 €
TOTAL crédits votés	4 252 076,43 €
TOTAL REALISE (*)	**6 176 148,91 €**

ANNEE/ENVELOPPE	PROGRAMME	NATURES
	528	2051 / 21351 / 21838
	529	2051
2016/AP0131	625	2051 / 21838
2016/AP0216	626	21838
2016/AP0131	884	2051
2016/AP0232	1019	2051 / 21538 / 21838

Objet		Equipements Projets	% Ville	Participation Ville
I. CHARGES COMMUNES				
I.1 Charges communes informatique				
Programme 528				
2051 Logiciels communs (dont bureautiques)	953 357,74 €			
21351 Câblage et équipement des bâtiments (CA et communs)	23 592,23 €			
21838 Matériels communs (dont bureautiques)	1 570 525,22 €			
Programme 529				
2051 Logiciels communs	15 328,50 €			
Programme 625				
2051 Logiciels communs	28 505,73 €			
21838 Matériels communs	792,00 €			
Programme 626				
21838 Matériel communs	1 044,00 €			
Programme 1019				
2051 Logiciels communs	1 169 607,37 €			
21538 Réseaux communs	47 215,21 €			
21838 Matériels communs	794 222,90 €			
SOUS-TOTAL CHARGES COMMUNES INFORMATIQUE	**4 604 190,90 €**		**57,66**	**2 654 776,47 €**
I.2 Charges communes téléphonie				
Programme 528				
2051 Logiciels communs	1 279,50 €			
21351 Câblage et équipement des bâtiments (CA et communs)	- €			
21838 Matériels communs	127 408,72 €			
Programme 625				
2051 Logiciels communs	10 792,80 €			
21838 Matériels communs	9 201,85			
Programme 1019				
21838 Matériels communs	18 183,94 €			
SOUS-TOTAL CHARGES COMMUNES TELEPHONIE	**166 866,81 €**		**59,99**	**100 103,40 €**
II. DEPENSES IMPUTEES AUX SERVICES				
Programme 528				
2051 Logiciels des services	7 540,46			
21838 Matériels des services	55 256,32			
Programme 529				
2051 Logiciels des services	98 746,58			
Programme 625				
2051 Logiciels des services	509 122,48			
21838 Matériels des services	22 695,02			
Programme 884				
2051 Logiciels des services	77 672,16			
Programme 1019				
2051 Logiciels des services	542 967,06			
21838 Matériels des services	91 091,12			
TOTAL DEPENSES IMPUTEES AUX SERVICES	**1 405 091,20 €**			

Objet	Equipements Projets	% Ville	Participation Ville
DELEGATION COHESION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT EDUCATIF ET CULTUREL			
Direction de la population, des élections et des cultes			
Accueil de la population	21 653,85 €	**96,00%**	20 787,70 €
Funéraire	2 475,00 €	**98,00%**	2 425,50 €
Direction de l'enfance et de l'éducation	40 097,79 €	**100,00%**	40 097,79 €
Direction de la culture			
Musées	4 822,32 €	**100,00%**	4 822,32 €
Orchestre philharmonique	25 652,84 €	**100,00%**	25 652,84 €
Archives	5 714,40 €	**59,58%**	3 404,64 €
Médiathèques	53 320,89 €	**51,36%**	27 385,61 €
DELEGATION AMENAGEMENT, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE			
Direction de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'habitat			
Géomatique et connaisance du territoire	35 937,25 €	**3,00%**	1 078,12 €
Direction mobilité, espaces publics et naturels			
Stratégie et gestion du stationnement	93 373,20 €	**100,00%**	93 373,20 €
Aménagement espace public	1 392,00 €	**4,10%**	57,07 €
Espaces verts et de nature	35 736,96 €	**83,88%**	29 976,16 €
Voies publiques (voierie)	40 489,69 €	**0,00%**	- €
Direction de la construction et du patrimoine bâti			
Gestion et inventaire du patrimoine public	954,64 €	**49,60%**	473,50 €
DELEGATION SECURITE, PREVENTION ET SPORTS			
Mission sécurité civile	22 695,02 €	**0,00%**	- €
Direction de la police municipale et du stationnement			
Police municipale	2 616,00 €	**89,61%**	2 344,20 €
Direction de la règlementation urbaine			
Réglementation de la circulation	34 434,00 €	**100,00%**	34 434,00 €
Hygiène et santé environnementale	91 426,80 €	**100,00%**	91 426,80 €
DELEGATION PILOTAGE, RESSOURCES ENVIRONNEMENT ET CLIMAT			- €
			- €
Direction conseil performance et affaires juridiques			- €
Conseil, accompagnement et pilotage	108,00 €	**83,88%**	90,59 €
Achat et commande publique	34 250,10 €	**47,38%**	16 227,70 €
			- €
Direction des ressources humaines			- €
Administration des ressources humaines	141 420,50 €	**59,58%**	84 258,33 €
			- €
Direction des finances et de la programmation			- €
Comptabilité	48 029,72 €	**47,48%**	22 804,51 €
Direction des ressources logistiques			
Moyens généraux	15 894,00 €	**23,36%**	3 712,84 €
Systèmes d'information, télécommunications et réseaux	360 173,08 €	**57,66%**	207 675,80 €
Parc véhicules et ateliers (département gestion de parc)	4 009,47 €	**61,28%**	2 457,00 €
Direction de l'environnement et des services publics urbains			
Eau et assainissement	6 415,20 €	**0,00%**	- €
Collecte et valorisation des déchets	96 170,16 €	**0,00%**	- €
Propreté urbaine	28 416,96 €	**0,00%**	- €
DELEGATION COMMUNICATION ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL			
Communication externe	128 656,36 €	**63,28%**	81 413,74 €
Communication interne	28 755,00 €	**61,21%**	17 600,94 €
TOTAL DEPENSES IMPUTEES AUX SERVICES	**1 405 091,20 €**		**813 980,90 €**

TOTAL GENERAL I+II	**6 176 148,91 €**	**6 176 148,91 €**	**57,78**	**3 568 860,77 €**
CORRECTION DE L'ATTRIBUTION DU FCTVA :	**0,16404**	**5 163 013,44 €**	**57,78**	**2 983 424,85 €**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2017

Annexe 6

Etat de répartition du mobilier et des travaux Site Etoile

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : **+33 (0)3 68 98 50 00**
Courriel : **courrier@strasbourg.eu**
Site internet : **www.strasbourg.eu**

	Site	Superficie en m2	**EMS - locataire % rapporté à la superficie totale**	DEPENSES 2017 **EFFECTUEES PAR LA VILLE** **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriétés de la Ville	Fustel	2 119	**88,53%**	2 169,00	1 920,22
	Bourse	2 325	**31,04%**	11 889,86	3 690,61
	rue de Berne	954	**47,93%**	15 301,52	7 334,02
	38 RH	4 714	**43,03%**	29 465,71	12 679,10
	TOTAL			**58 826,09**	**25 623,94**

	Site	Superficie en m2	**VILLE - locataire % rapporté à la superficie totale**	DEPENSES 2017 **EFFECTUEES PAR L'EMS** **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriétés de l'EMS	CA	20 561	**52,48%**	533 348,49	279 901,29
	Soleure	2 172	**21,61%**	25 144,85	5 433,80
	TOTAL			**558 493,34**	**285 335,09**

	TGR	DEPENSES 2017 **EFFECTUEES PAR L'EMS** **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS SUR LA BASE DU TGR**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Restaurants Administratifs Site Etoile et Fédération	**59,99%**	**38 536,05**	**23 117,78**

TOTAL TTC	282 828,92

Remboursement de la VILLE à l'EMS		**236 433,67**
CORRECTION FCTVA	0,16404	

MANDATEMENT SUR EXERCICE 2017				
N° MANDAT	**SERVICES**	**TOTAL**	**%VILLE**	**Remboursement**
135168	AU	490,99	96,63%	474,44
102778	CABINET	205,70 €	50,00%	102,85
134957	CABINET	864,00 €	50,00%	432,00
107059	CABINET	735,31 €	50,00%	367,66
127680	CABINET	1 430,86 €	50,00%	715,43
112055	CULTURE	722,78 €	86,62%	626,09
110573	D.ENVIRONNEMENT	4 850,70 €	0,07%	3,40
104095	DAJA	590,04 €	50,00%	295,02
125608	DCPB	1 472,99 €	52,63%	775,23
107448	DDEA	965,08 €	14,02%	135,31
125609	DDEA	490,99 €	14,02%	68,84
107455	DESPU	156,05 €	0,07%	0,11
107450	DESPU	498,96 €	0,07%	0,35
130503	DESPU	1 480,49 €	0,07%	1,04
135173	DESPU	512,93	0,07%	0,36
107452	DFP	1 182,47 €	48,64%	575,12
109031	DFP	261,86 €	48,64%	127,36
131065	DGS	304,99 €	50,00%	152,50
114425	DGS	507,61 €	50,00%	253,81
135164	DMEPN	47,81 €	44,74%	21,39
137420	DMEPN	47,81 €	44,74%	21,39
132719	DMI	736,49 €	0,00%	0,00
101138	DREI	514,27 €	85,99%	442,22
114424	DREI	265,12 €	85,99%	227,98
138276	DRH	187,70 €	59,99%	112,60
114238	DRH	157,31 €	59,99%	94,37
119015	DRH	137,21 €	59,99%	82,31
120975	DRH	556,43 €	59,99%	333,80
100643	DRL	153,27 €	46,75%	71,66
102779	DRL	8 992,22 €	46,75%	4 204,28
138264	DRL	2 247,91 €	46,75%	1 051,00
114233	DRL	927,25 €	46,75%	433,53
121543	DRL	1 734,72 €	46,75%	811,06
128879	DRL	245,50 €	46,75%	114,78
132708	DRL	736,49 €	46,75%	344,34
134343	DRL	245,50 €	46,75%	114,78
134341	DRL	245,5	46,75%	114,78
100646	DRL	845,50 €	46,75%	395,31
105849	DRL	76,62 €	46,75%	35,82
131646	DRL	178,31 €	46,75%	83,37
132714	DRL	321,98 €	46,75%	150,54
133365	DRL	54,90 €	46,75%	25,67
114237	DRU	507,60 €	50,03%	253,95
120969	DRU	982,00 €	50,03%	491,29
125398	DRU	245,50 €	50,03%	122,82
134344	DS	697,42 €	50,03%	348,92
113209	DSS	523,93 €	78,31%	410,29
127679	DUT	1 257,17 €	33,96%	426,97
110861	DUT	257,67 €	33,96%	87,51
125399	DUT	1 227,49 €	33,96%	416,89
127678	DUT	3 582,43 €	33,96%	1 216,69
113125	MAO	292,08 €	50,00%	146,04
114236	POLE RESSOURCES	482,40 €	59,99%	289,39
TOTAL		47 436,31 €		18 604,69
CORRECTION FCTVA	**0,16404**	39 654,86 €		**15 552,77**

4

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Transfert d'équipements de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg à la ville de Strasbourg, principes proposés, délibération cadre.

La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a prévu la transformation en métropole des Communautés urbaines et d'agglomération qui forment un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine de plus de 650 000 habitants.

Le décret du 23 décembre 2014 a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la Communauté urbaine de Strasbourg, au 1er janvier 2015.

Conformément à l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales, les biens appartenant aux communes et utilisés par l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice de ses compétences sont gratuitement « transférés dans le patrimoine de la métropole ».

Par délibération en date du 30 janvier 2015, le Conseil de l'Eurométropole a demandé aux communes que *« les biens et droits à caractère mobilier et immobilier situés sur leur territoire, utilisés pour l'exercice de compétences transférées, soient mis de plein droit à disposition de l'Eurométropole et transférés dans son patrimoine au plus tard un an après la date de la première réunion conseil de l'Eurométropole. »*

A ce jour, et pour l'application de ces dispositions, aucun bien n'a été transféré des communes à l'Eurométropole de Strasbourg selon les formes requises d'un acte authentique établi soit par acte notarié, soit par acte en la forme administrative et inscrit ensuite au livre foncier. Il convient de concrétiser cette procédure dans le courant de l'année 2018 et un recensement est en cours d'établissement sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole. S'agissant plus particulièrement de la commune de Strasbourg, il est proposé de formaliser au plus vite ces transferts pour permettre à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg d'assumer l'exercice de leurs compétences avec toute la sécurité juridique et opérationnelle nécessaire et de concrétiser les projets structurants pilotés par leurs partenaires respectifs (rénovation du Stade de la Meinau, projet de la SIG sur le site du Rhénus, projet Archipel II-quartier d'affaires et construction du nouveau Parc des Expositions).

Une commission mixte composée de trois élus de l'exécutif de la ville de Strasbourg et de trois élus de l'exécutif de l'Eurométropole de Strasbourg a été mise en place pour

recenser les équipements concernés et rechercher un accord amiable dans la perspective des transferts de patrimoine. Elle s'est réunie à cet effet les 19 et 26 janvier 2018.

Un premier recensement a fait apparaître la nécessité d'examiner la situation d'environ :

- 50 équipements gérés par l'Eurométropole de Strasbourg sur des propriétés de la ville de Strasbourg. Cf. annexes n°1a.
- 48 équipements gérés par la Ville sur des propriétés appartenant à l'Eurométropole. Cf. annexe n°1b.

Le statut foncier de la plupart de ces équipements pouvant être régularisé sans difficulté, la Ville de Strasbourg propose un transfert rapide de ces biens de la Ville vers l'Eurométropole et de l'Eurométropole vers la Ville.

Toutefois, la commission a examiné plus précisément cinq situations qui semblent nécessiter un examen plus attentif : le district propreté rue Lauth, le district propreté et l'accueil de jour rue Fritz Kiener, le Rhénus sport, le stade de la Meinau et le Parc des Expositions

- **District propreté rue Lauth**

Le district de la rue Lauth a vocation à être reconstruit par l'Eurométropole, quai Jacoutot, de façon pérenne et plus fonctionnelle, sur un terrain qu'elle devra acheter à la ville de Strasbourg.

Afin de permettre à l'Eurométropole de Strasbourg de bénéficier des recettes liées à la valorisation du terrain actuel pour financer une partie de la construction du nouvel équipement, il est proposé de valoriser l'ensemble de la parcelle aménageable (terrain support du district et terrain voisin appartenant également à la ville de Strasbourg). Chacune des deux collectivités percevra une quote-part du prix de la vente à l'aménageur du projet retenu par la Ville. Cf. annexe n°2 : plan.

- **District propreté et accueil de jour rue Fritz Kiener**

District et accueil de jour sont présents sur un même terrain. Des travaux en cours financés par la Ville de Strasbourg sur la partie accueil de jour amènent à ce que les deux entités partagent au point de jonction un même bâtiment

Il est proposé en conséquence de procéder à une division en volumes correspondants à l'activité propre de chaque entité. Cf. annexe n°3 : plan.

- **Rhénus sport**

La ville de Strasbourg a mis à disposition de l'Eurométropole de Strasbourg le seul Hall Rhénus pour l'exercice de sa compétence, les autres terrains attenants étant liés aux installations provisoires du Parc des Expositions. Toutefois, le projet ARENA présenté par le club va au-delà de l'emprise du Hall Rhénus.

Afin d'avoir un seul interlocuteur foncier dans le cadre du montage du projet ARENA, il est proposé le transfert à l'Eurométropole du foncier correspondant au périmètre du projet de la SIG plutôt que celui du seul Hall Rhénus. Cf. annexe n°4 : plan.

- **Stade de la Meinau**

Le stade de la Meinau et les installations d'entrainement des professionnels constituent la base de la compétence métropolitaine, et ont été mis à disposition du club. Au-delà, des parkings publics sont utilisés soit majoritairement par le club soit ponctuellement lors des matchs pour le public. Ces parkings publics relèvent, quant à eux, de la compétence parcs et aires de stationnement de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le centre de formation est hors compétence métropolitaine et a été racheté par la Ville en 2010 pour un montant de 4 074 751,5 € (résiliation anticipée du bail emphytéotique entre la Ville et le Racing Club de Strasbourg en 1999).

Il est proposé de transférer à l'Eurométropole de Strasbourg le Stade de la Meinau et son terrain d'assiette et les équipements d'entrainement des professionnels mis aujourd'hui à disposition du club, ainsi que des parkings publics utilisés par le club ou pour les matchs. Une clause précisera que l'accord préalable de la Ville de Strasbourg est indispensable pour tout projet ultérieur sur ces parkings. Cf. annexe n°5 : plan.

- **Parc des Expositions et Palais de la Musique et des Congrès**

La Commission Ville et Eurométropole de Strasbourg a analysé plus précisément la situation du Parc des expositions au regard de l'évolution des compétences confiées en ce domaine à la Communauté urbaine de Strasbourg depuis 2007 et, en conséquence, sa situation foncière. Ceci pour permettre de déterminer sur une base aussi précise que possible le périmètre des propriétés à transférer de la ville à l'Eurométropole de Strasbourg.

Les articles 4, 27 à 29 du contrat de délégation de service public, signé entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SAEML Strasbourg évènements le 11 février 2015, appliquent et précisent les modalités de mise à disposition des terrains et bâtiments, prévues par le procès-verbal du 19 juin 2013 (Cf. annexe n°6), en actualisant le périmètre délégué des terrains du PEX provisoire (nord du boulevard de Dresde) pour prendre en compte l'emprise du nouveau théâtre du Maillon. Le contrat distingue l'autorité délégante, l'Eurométropole de Strasbourg, du propriétaire des terrains et des bâtiments, la ville de Strasbourg.

A cet égard, il a été constaté notamment une volonté des deux collectivités exprimée clairement sur ces terrains dans le procès-verbal de mise à disposition de 2013, et réaffirmée dans le contrat de délégation de service public signé en 2015.

En conséquence, il est proposé de confirmer le caractère provisoire de la mise à disposition des installations actuelles du PEX afin de faciliter la réalisation de l'ensemble du programme Wacken-Europe porté conjointement par les deux collectivités.

Ainsi les biens appartenant à la Ville de Strasbourg, utilisés par l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice de la compétence *« études, réalisation et gestion d'un nouveau parc des expositions d'intérêt communautaire et gestion et extension des équipements associés (Palais de la Musique et des Congrès et halls d'expositions existants) »* à transférer en pleine propriété à l'Eurométropole sont précisés sur le plan ci-joint et correspondent au terrain d'assiette du Palais Musique et des Congrès et du parking attenant. Cf. annexe n°7.

Il est par ailleurs précisé que la liste des équipements à transférer n'est pas à ce stade exhaustive et qu'elle peut être également amendée soit par adjonction d'un équipement soit par retrait d'un équipement si une erreur matérielle était constatée. La situation des aires de stationnement en ouvrages et plus particulièrement des parkings P3 des Halles et Bateliers devra être étudiée plus précisément. La compétence de l'Eurométropole avait été déléguée à la Ville de Strasbourg pour ces deux parkings en application de l'article L5217-7 du Code général des collectivités territoriales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
constate

que les transferts des biens et droits à caractère mobilier et immobilier de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucuns droit, salaire ou honoraire,

décide

- *le transfert de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg des biens recensés dans l'annexe n°1 ci-jointe,*

- *Le transfert de l'Eurométropole de Strasbourg à la ville de Strasbourg des biens de l'Eurométropole recensés dans l'annexe n°1b ci-jointe,*

confirme

la mise en œuvre d'une procédure similaire pour l'ensemble des autres communes membres concernées,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e, à prendre toute mesure ou signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

annexe 1a

Equipements Eurométropole de Strasbourg sur foncier Ville de Strasbourg devant être transférés en pleine propriété

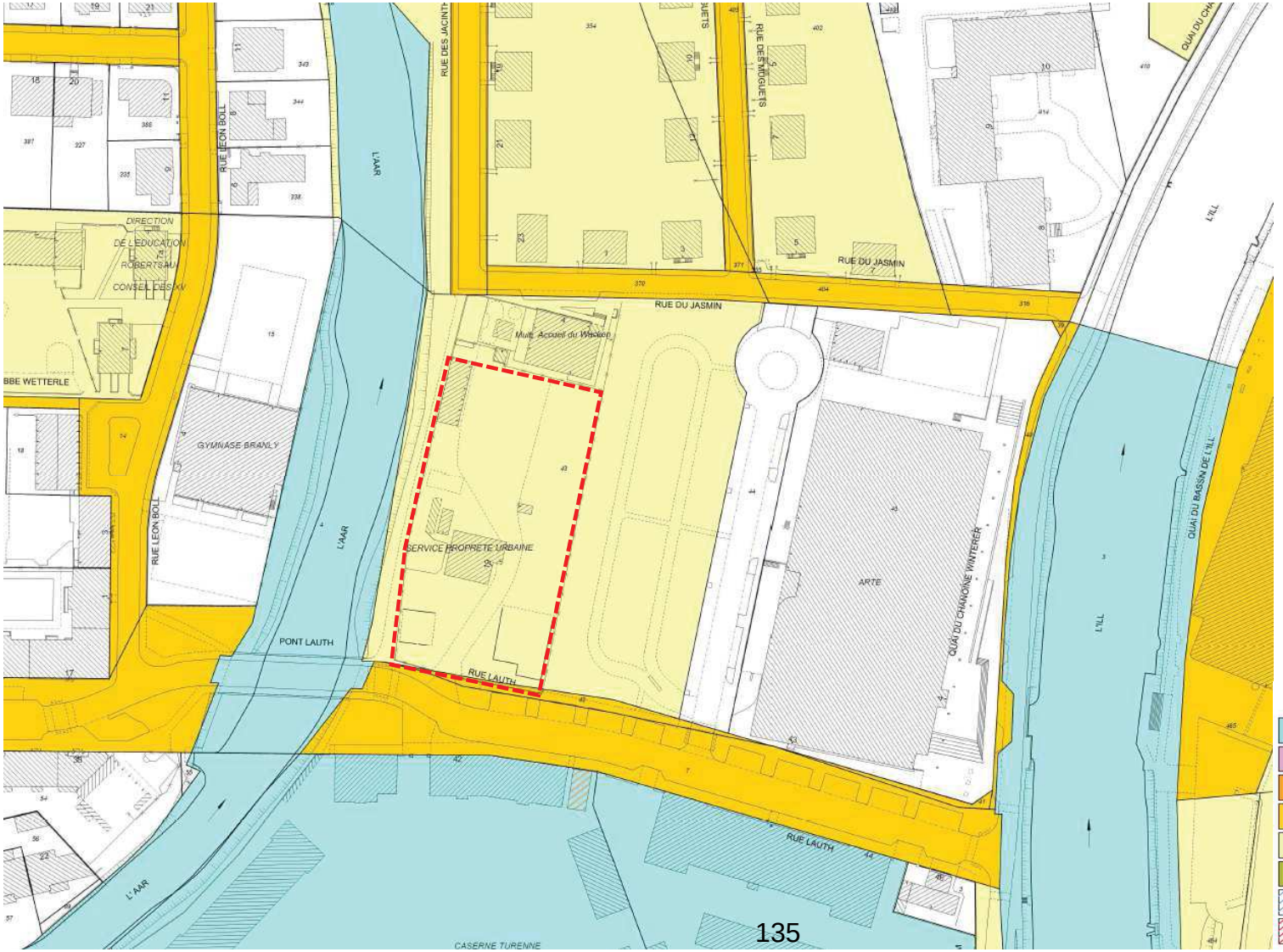
n°	Site	N°	rue	propriété livre foncier	nature de l'occupation	nature des locaux	service Gestionnaire	date prise de compétences
Locaux Administratifs (compétences diverses Eurométropole et usage mutualisé avec la Ville de Strasbourg)								
1	Site 1c r. Doubs	1c	RUE DU DOUBS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Garage	DMEPN	loi du 31/12/1966
2	Site Atel. Communautaires	44	RTE DE LA FEDERATION	STRASBOURG	Pleine Propriété	Atelier	Parc Véhicules-Ateliers	loi du 31/12/1967
3	Site Atel. Communautaires	44	RTE DE LA FEDERATION	STRASBOURG	Pleine Propriété	Atelier	Parc Véhicules-Ateliers	loi du 31/12/1968
4	Site Atel. Communautaires	44	RTE DE LA FEDERATION	STRASBOURG	Pleine Propriété	Atelier	Maintenance Bâtiment	loi du 31/12/1969
5	Site Atel. Communautaires	44	RTE DE LA FEDERATION	STRASBOURG	Pleine Propriété	Atelier	Voies Publiques	loi du 31/12/1970
6	Site Atel. Communautaires	44	RTE DE LA FEDERATION	STRASBOURG	Pleine Propriété	Locaux administratif	Propreté Urbaine	loi du 31/12/1971
7	Site Atel. Communautaires	44	RTE DE LA FEDERATION	STRASBOURG	Pleine Propriété	Dépôt/Stockage	Propreté Urbaine	loi du 31/12/1972
8	Site Atel. Communautaires	44	RTE DE LA FEDERATION	STRASBOURG	Pleine Propriété	Dépôt/Stockage	Eau	loi du 31/12/1973
9	Site Atel. Communautaires	44	RTE DE LA FEDERATION	STRASBOURG	Pleine Propriété	Dépôt/Stockage	Gens du Voyage	arrêté du 23/12/2011
10	Site Atel. Communautaires	44	RTE DE LA FEDERATION	STRASBOURG	Pleine Propriété	Dépôt/Stockage	Propreté Urbaine	loi du 31/12/1966
11	Site Atel. Communautaires	44	RTE DE LA FEDERATION	STRASBOURG	Pleine Propriété	Locaux administratif	Propreté Urbaine	loi du 31/12/1967
12	Site Centre Tech. Asst 19 qu. Canal M. Rhin	19	QU. DU CANAL D.L MARNE AU RHIN	STRASBOURG	Pleine Propriété	Logement de service	GIPB	loi du 31/12/1968
13	Site Centre Tech. Asst 19 qu. Canal M. Rhin	19	QU. DU CANAL D.L MARNE AU RHIN	STRASBOURG	Pleine Propriété	Local associatif	Assainissement	loi du 31/12/1969
14	Site Station Captage Polygone	84	RUE DE LA MUSAU	STRASBOURG	Pleine Propriété	Logement de service	GIPB	loi du 31/12/1970
Au titre des compétences dans le domaine du développement économique								
15	Site Palais Mus. et Congrès	1	AVE SCHUTZENBERGER	STRASBOURG	Délégation service public	Palais des congrès	Strasbourg Evènement	arrêté du 23/12/2011
16	Site Palais Mus. et Congrès	1	AVE SCHUTZENBERGER	STRASBOURG	Délégation service public	Palais des congrès	Strasbourg Evènement	arrêté du 23/12/2011
17	Site Palais Mus. et Congrès	1	AVE SCHUTZENBERGER	STRASBOURG	Délégation service public	Palais des congrès	Strasbourg Evènement	arrêté du 23/12/2011
Au titre des compétences dans le domaine du Sport								
18	Hall Rhénus		BD DE DRESDE	STRASBOURG	convention mise à disposition	Gymnase-salle de sport	SIG	délibération du 01/02/2002
19	Site Piscine Kibitzenau		RUE DE LA KIBITZENAU	STRASBOURG	Pleine Propriété	Piscine couverte	Piscines et Plans d'eau	*à préciser*
20	Site Piscine Wacken	8	RUE PIERRE DE COUBERTIN	STRASBOURG	Pleine Propriété	Piscine plein air	Piscines et Plans d'eau	*à préciser*
21	Site Stade Meinau Racing	12	RUE DE L'EXTENWOERTH	STRASBOURG	convention mise à disposition	Stade	RC Strasbourg Pro	arrêté du 27/12/2004
22	Site Stade Meinau Racing	12	RUE DE L'EXTENWOERTH	STRASBOURG	convention mise à disposition	Log. service	RC Strasbourg Pro	arrêté du 27/12/2004
Au titre des compétences en matière de gestion des services d'intérêt collectif								
23	Site Centre Tech. 40 r. Pl. Bouchers	40	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Atelier	Assainissement	loi du 31/12/1966
24	Site Centre Tech. 40 r. Pl. Bouchers	40	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Garage	Assainissement	loi du 31/12/1966
25	Site Centre Tech. Asst 19 qu. Canal M. Rhin	19	QU. DU CANAL D.L MARNE AU RHIN	STRASBOURG	Pleine Propriété	Atelier	Assainissement	loi du 31/12/1966
26	Site Stat. Pompage Asst rte Fédération	24	RTE DE LA FEDERATION	STRASBOURG	Pleine Propriété	Station pompage/relévement Asst	Assainissement	loi du 31/12/1966
27	Site Stat. Relèv. Asst r. Ill		RUE DE L'ILL	STRASBOURG	Pleine Propriété	Station d'épuration	Assainissement	loi du 31/12/1966
28	Site Halle Marché-Médiathèque Neudorf		RUE DU BIRKENFELS	STRASBOURG	Propriété bâti hors terrain	WC publics	Propreté Urbaine	loi du 31/12/1966
29	Site WC Public bld Marne		BD DE LA MARNE	STRASBOURG	Pleine Propriété	WC publics	Propreté Urbaine	loi du 31/12/1966
30	Site WC Public Europe		BD DU PRESIDENT EDWARDS	STRASBOURG	Pleine Propriété	WC publics	Propreté Urbaine	loi du 31/12/1966
31	Site WC Public National		QUAI CHARLES ALTORFFER	STRASBOURG	Pleine Propriété	WC publics	Propreté Urbaine	loi du 31/12/1966
32	Site WC Public Pavillon St Guillaume		QUAI DES PECHEURS	STRASBOURG	Pleine Propriété	WC publics	Propreté Urbaine	loi du 31/12/1966
33	Site Jardin des 2 Rives (ex Océade)		RUE DES CAVALIERS	STRASBOURG	Propriété bâti hors terrain	WC publics	Propreté Urbaine	loi du 31/12/1966
34	Site Dépôt 60-62 r. Pl. Bouchers	60-62	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Vestiaires	Voies Publiques	loi du 31/12/1966
35	Site Dépôt 60-62 r. Pl. Bouchers	60-62	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Atelier	Voies Publiques	loi du 31/12/1966
36	Site Dépôt 60-62 r. Pl. Bouchers	60-62	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Atelier	Voies Publiques	loi du 31/12/1966
37	Site Dépôt 60-62 r. Pl. Bouchers	60-62	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Dépôt/Stockage	Voies Publiques	loi du 31/12/1966
38	Site Dépôt 60-62 r. Pl. Bouchers	60-62	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Dépôt/Stockage	Voies Publiques	loi du 31/12/1966
39	Site Dépôt 60-62 r. Pl. Bouchers	60-62	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Dépôt/Stockage	Voies Publiques	loi du 31/12/1966
40	Site Dépôt 60-62 r. Pl. Bouchers	60-62	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Dépôt/Stockage	Voies Publiques	loi du 31/12/1966
41	Site Dépôt 60-62 r. Pl. Bouchers	60-62	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Dépôt/Stockage	Voies Publiques	loi du 31/12/1966
42	Site Atel. 4 r. F. Kiener	4	RUE FRITZ KIENER	STRASBOURG	Pleine Propriété	District nettoiement	Propreté Urbaine	loi du 31/12/1966
43	Site 19 r. Lauth	19	RUE LAUTH	STRASBOURG	Pleine Propriété	District nettoiement	Propreté Urbaine	loi du 31/12/1966
44	Site Station Captage Polygone	84	RUE DE LA MUSAU	STRASBOURG	Pleine Propriété	Station de captage	Eau	loi du 31/12/1966
45	Site Station Captage Robertsau		RTE DE LA WANTZENAU	STRASBOURG	Pleine Propriété	Station de captage	Eau	loi du 31/12/1966
46	Site Atel. 110 rte Meinau	110	RTE DE LA MEINAU	STRASBOURG	Pleine Propriété	District nettoiement	Propreté Urbaine	loi du 31/12/1966
Au titre des compétences en matière de logement social								
47	Site Héb. 18c r. Ban Roche	18c	RUE DU BAN- DE- LA- ROCHE	STRASBOURG	Pleine Propriété	Usage locatif	CCAS	arrêté du 30/11/2006
Au titre des compétences dans le domaine socio-éducatif								
48	Site Maison Forest. Bussière	155	RUE KEMPF	STRASBOURG	Pleine Propriété	Loc. Formation	Environnement	*à préciser*
Au titre des compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain / parcs de stationnement								
49	Parking des Bateliers		rue de Zurich	STRASBOURG	Copropriété	parc stationnement public	stationnement	loi du 31/12/1966
50	Parking P3 Halles		rue des halles	STRASBOURG	Copropriété	parc stationnement public	stationnement	loi du 31/12/1966

annexe 1b

Equipements Ville de Strasbourg sur foncier Eurométropole de Strasbourg devant être transférés en pleine propriété

N°	NOM COMPLEXE	NOM UG	NUMER	RUE UG	VILLE UG	NOM TYPE PROPRIET	NOM TYPE UG	NOM FAMILLE UG	NOM SERVICE UG	NOM SOUS DG
1	Site Cent. Soc.-Cult. V. Schoelcher Cronenbourg	Centre Soc.-Cult. V. Schoelcher Cronenbourg	56	RUE DU RIETH	STRASBOURG	Pleine Propriété	Centre/Loc. soc.-cult.	Social - Educatif	Vie associative	Famille et Petite Enfance
3	Site Centre Sport. Robertsau	Gymnase Centre Sport. Robertsau	212	RTE DE LA WANTZENAU	STRASBOURG	Pleine Propriété	Gymnase-salle de sport	Sportif	Patrimoine Sportif	Patrimoine Sportif
4	Site Centre Sport. Robertsau	Hall Tennis Centre Sport. Robertsau	212	RTE DE LA WANTZENAU	STRASBOURG	Pleine Propriété	Hall tennis	Sportif	Patrimoine Sportif	Patrimoine Sportif
5	Site Centre Sport. Robertsau	Log. serv. Maison 5P Centre Sport. Robertsau	212	RTE DE LA WANTZENAU	STRASBOURG	Pleine Propriété	Log. nécessité service	Patrimoine	Gestion et Inventaire du Patrimoine Bâti (Public)	Patrimoine Sportif
6	Site Centre Sport. Robertsau	Hall Squash Centre Sport. Robertsau	212	RTE DE LA WANTZENAU	STRASBOURG	Pleine Propriété	Hall squash	Sportif	Patrimoine Sportif	Patrimoine Sportif
7	Site Centre Sport. Robertsau	Vestiaire Centre Sport. Robertsau	212	RTE DE LA WANTZENAU	STRASBOURG	Pleine Propriété	Club-House/Foyer	Sportif	Patrimoine Sportif	Patrimoine Sportif
8	Site Cimetière Nord	Maison Cimetières Cimetière Nord	1	PCE DES PEUPLIERS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Bâtiment / Loc. administ.	Administratif	SEML	Accueil Population
9	Site Cimetière Nord	Vestiaire Cimetière Nord	1	PCE DES PEUPLIERS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Vestiaires	Logistique	SEML	Accueil Population
10	Site Cimetière Nord	Dépôt Cimetière Nord	1	PCE DES PEUPLIERS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Dépôt/Stockage	Logistique	SEML	Accueil Population
11	Site Scol. Ampère	Ecole Mat. + Elém. Ampère	39	RUE DE WATTWILLER	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole mat.+élem.	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
12	Site Scol. Ampère	Gymnase Ecole Ampère	43	RUE DE WATTWILLER	STRASBOURG	Pleine Propriété	Gymnase-salle de sport	Sportif	Patrimoine Sportif	Accueil et Vie Scolaire
13	Site Scol. Ampère	Consult. Nourr. Relais Social Ampère	41	RUE DE WATTWILLER	STRASBOURG	Pleine Propriété	Consultation nourrissons	Social - Santé	Promotion Santé de la Personne	Accueil et Vie Scolaire
14	Site Scol. Ampère	Im. Log. serv. Ecole Ampère	41	RUE DE WATTWILLER	STRASBOURG	Pleine Propriété	Log. service	Patrimoine	Gestion et Inventaire du Patrimoine Bâti (Public)	Accueil et Vie Scolaire
15	Site Scol. Brigitte	Ecole Mat. Brigitte	17	RUE GIOBERTI	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole maternelle	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
16	Site Scol. Brigitte	Ecole Elém. Brigitte	25	RUE GIOBERTI	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole élémentaire	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
17	Site Scol. Brigitte	Crèche Collective de Hautepierre 19 r. Gioberti	19	RUE GIOBERTI	STRASBOURG	Pleine Propriété	Crèche collective associative	Enfance	AASBR	Accueil et Vie Scolaire
18	Site Scol. Brigitte	Log. serv. Maison 4P + Garage Ecole Brigitte	17	RUE LAMARTINE	STRASBOURG	Pleine Propriété	Log. nécessité service	Patrimoine	Gestion et Inventaire du Patrimoine Bâti (Public)	Accueil et Vie Scolaire
19	Site Scol. Catherine	Ecole Mat. Catherine	1	PCE FLAUBERT	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole maternelle	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
20	Site Scol. Catherine	Ecole Elém. Catherine	2	PCE FLAUBERT	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole élémentaire	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
21	Site Scol. Catherine	Gymnase Ecole Catherine	2	PCE FLAUBERT	STRASBOURG	Pleine Propriété	Gymnase-salle de sport	Sportif	Patrimoine Sportif	Accueil et Vie Scolaire
22	Site Scol. Catherine	Log. serv. Maison 5P Ecole Catherine	1	PCE CHATEAUBRIAND	STRASBOURG	Pleine Propriété	Log. nécessité service	Patrimoine	Gestion et Inventaire du Patrimoine Bâti (Public)	Accueil et Vie Scolaire
23	Site Scol. Catherine	Extens. Ecole Mat. Catherine	1	PCE FLAUBERT	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole maternelle	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
24	Site Scol. Ch. A. Wurtz	Ecole Mat. Ch. A. Wurtz	51-53	RUE DU RIETH	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole maternelle	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
25	Site Scol. Ch. A. Wurtz	Gymnase Ecole Mat.+ Elém. Ch. A. Wurtz	51-53	RUE DU RIETH	STRASBOURG	Pleine Propriété	Gymnase-salle de sport	Sportif	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
26	Site Scol. Ch. A. Wurtz	Ecole Elém. Ch. A. Wurtz	51-53	RUE DU RIETH	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole élémentaire	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
27	Site Scol. Ch. A. Wurtz	Garage Ecole Elém. Ch. A. Wurtz	51-53	RUE DU RIETH	STRASBOURG	Pleine Propriété	Garage	Logistique	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
28	Site Scol. Eléonore	Ecole Mat. Eléonore I	29	PCE ERASME	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole maternelle	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
29	Site Scol. Eléonore	Ecole Mat. Eléonore II	4	PCE MONTAIGNE	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole maternelle	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
30	Site Scol. Eléonore	Ecole Elém. Eléonore I+II	5-7	PCE MONTAIGNE	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole élémentaire	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
31	Site Scol. Eléonore	Gymnase Ecole Eléonore	5	PCE MONTAIGNE	STRASBOURG	Pleine Propriété	Gymnase-salle de sport	Sportif	Patrimoine Sportif	Accueil et Vie Scolaire
32	Site Scol. Eléonore	Espace Santé Ecole Eléonore	1	PCE MONTAIGNE	STRASBOURG	Pleine Propriété	Espace Santé	Social - Santé	Promotion Santé de la Personne	Accueil et Vie Scolaire
33	Site Scol. Eléonore	Log. Ecole Eléonore	82	BD LA FONTAINE	STRASBOURG	Pleine Propriété	Usage locatif	Patrimoine	Gestion et Inventaire du Patrimoine Bâti (Public)	Accueil et Vie Scolaire
34	Site Scol. G. Stoskopf	Ecole Mat.+Elém. G. Stoskopf		RUE COLETTE	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole mat.+élem.	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
35	Site Scol. G. Stoskopf	Log. serv. Ecole G. Stoskopf	24-26	RUE COLETTE	STRASBOURG	Pleine Propriété	Usage locatif	Patrimoine	Gestion et Inventaire du Patrimoine Bâti (Public)	Accueil et Vie Scolaire
36	Site Scol. G. Stoskopf	Modulaire 1 Ecole Mat.+Elém. G. Stoskopf		RUE COLETTE	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole mat.+élem.	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
37	Site Scol. G. Stoskopf	Modulaire 2 Ecole Mat.+Elém. G. Stoskopf		RUE COLETTE	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole mat.+élem.	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
38	Site Scol. Jacqueline	Ecole Mat. Jacqueline Bât.1	1	PCE BUCHNER	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole maternelle	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
39	Site Scol. Jacqueline	Ecole Elém. Jacqueline	3	PCE ANDRE CHENIER	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole élémentaire	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
40	Site Scol. Jacqueline	Log. serv. Maison 5P Ecole Jacqueline	5	ALL JACK LONDON	STRASBOURG	Pleine Propriété	Log. nécessité service	Patrimoine	Gestion et Inventaire du Patrimoine Bâti (Public)	Accueil et Vie Scolaire
41	Site Scol. Karine	Ecole Mat. Karine I	1	CHEM JEAN COCTEAU	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole maternelle	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
42	Site Scol. Karine	Ecole Mat. Karine II	10	RUE MONTESQUIEU	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole maternelle	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
43	Site Scol. Karine	Ecole Elém. Karine	3	CHEM JEAN COCTEAU	STRASBOURG	Pleine Propriété	Ecole élémentaire	Scolaire	Patrimoine pour l'Enfance et l'Education	Accueil et Vie Scolaire
44	Site Scol. Karine	Gymnase Ecole Karine	10	RUE MONTESQUIEU	STRASBOURG	Pleine Propriété	Gymnase-salle de sport	Sportif	Patrimoine Sportif	Accueil et Vie Scolaire
45	Site Maison Enf. Hautepierre	Anx Centre Soc.-Cult. Hautepierre ALSH	4	RUE FRANCOISE DOLTO	STRASBOURG	Pleine Propriété	Centre/Loc. soc.-cult.	Social - Educatif	Vie associative	Vie Associative
46	Site 12 pl. A. Maurois	Mairie Quart. Hautepierre	12	PCE ANDRE MAUROIS	STRASBOURG	Pleine Propriété	Bâtiment / Loc. administ.	Administratif	Accueil Population	Accueil Population
48	Site Maison Enfance Poteries	Maison Enfance Poteries 10 r. JG Conrath/14 r. JP de Dadelsen	10	RUE JEAN- GEOFFROY CONRATH	STRASBOURG	Pleine Propriété	Maison de l'Enfance/Activités Peti	Enfance	AASBR	Famille et Petite Enfance

district de propreté rue Lauth – annexe 2



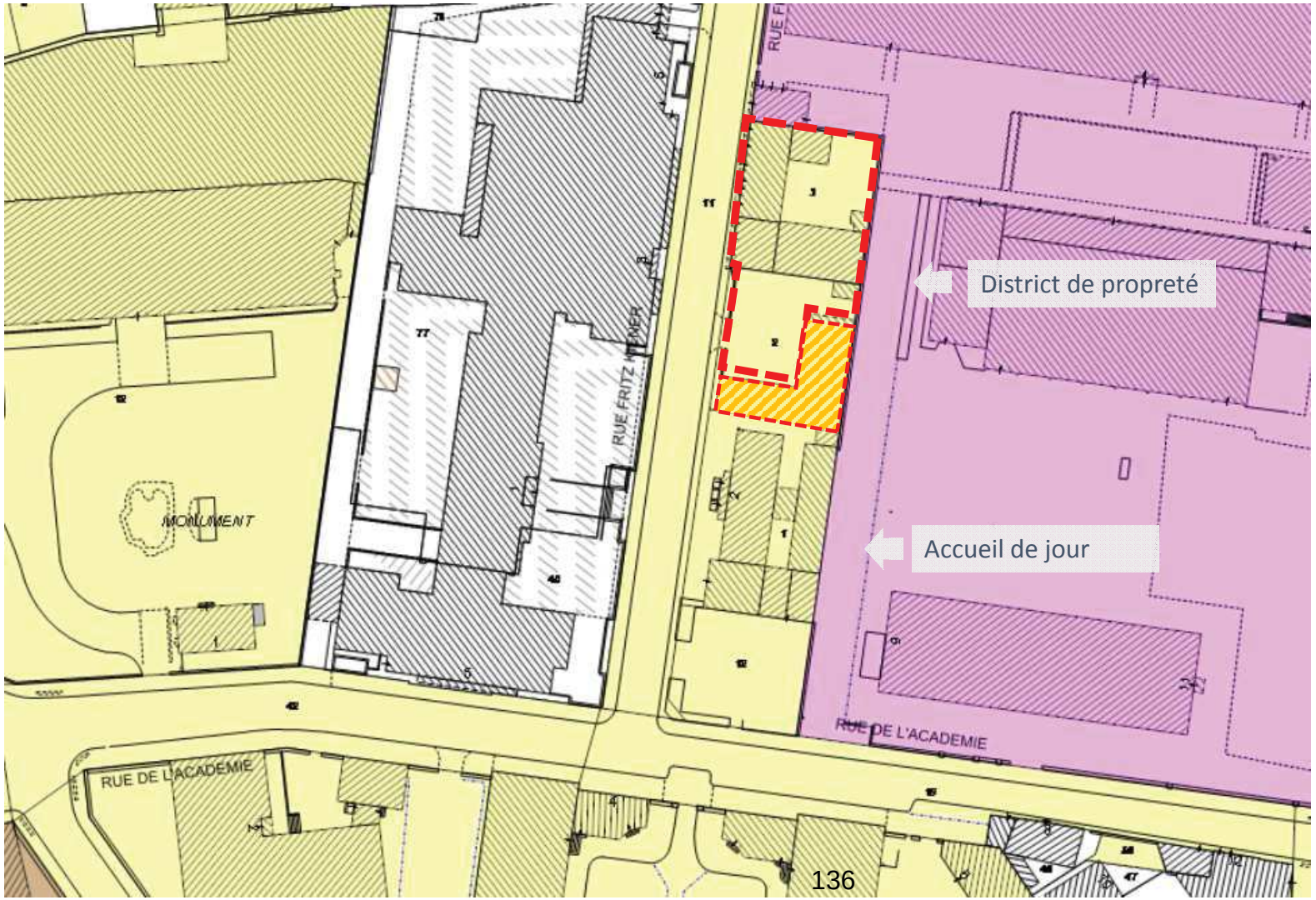
Propriétés VdS :

- à transférer à EMS ou
- à valoriser au profit de EMS

Propriétaires Institutionnels

- Etat
- Région
- Département
- Eurométropole de Strasbourg (EmS)
- Ville de Strasbourg
- Hôpitaux Universitaires
- Réseau Ferré de France
- Non cadastré
- SNCF
- Fondation St Thomas
- Oeuvre Notre-Dame
- Port Autonome
- Communes
- Communes hors EmS
- SERS
- SPL Deux Rives

district de propreté rue Fritz Kiener – annexe 3



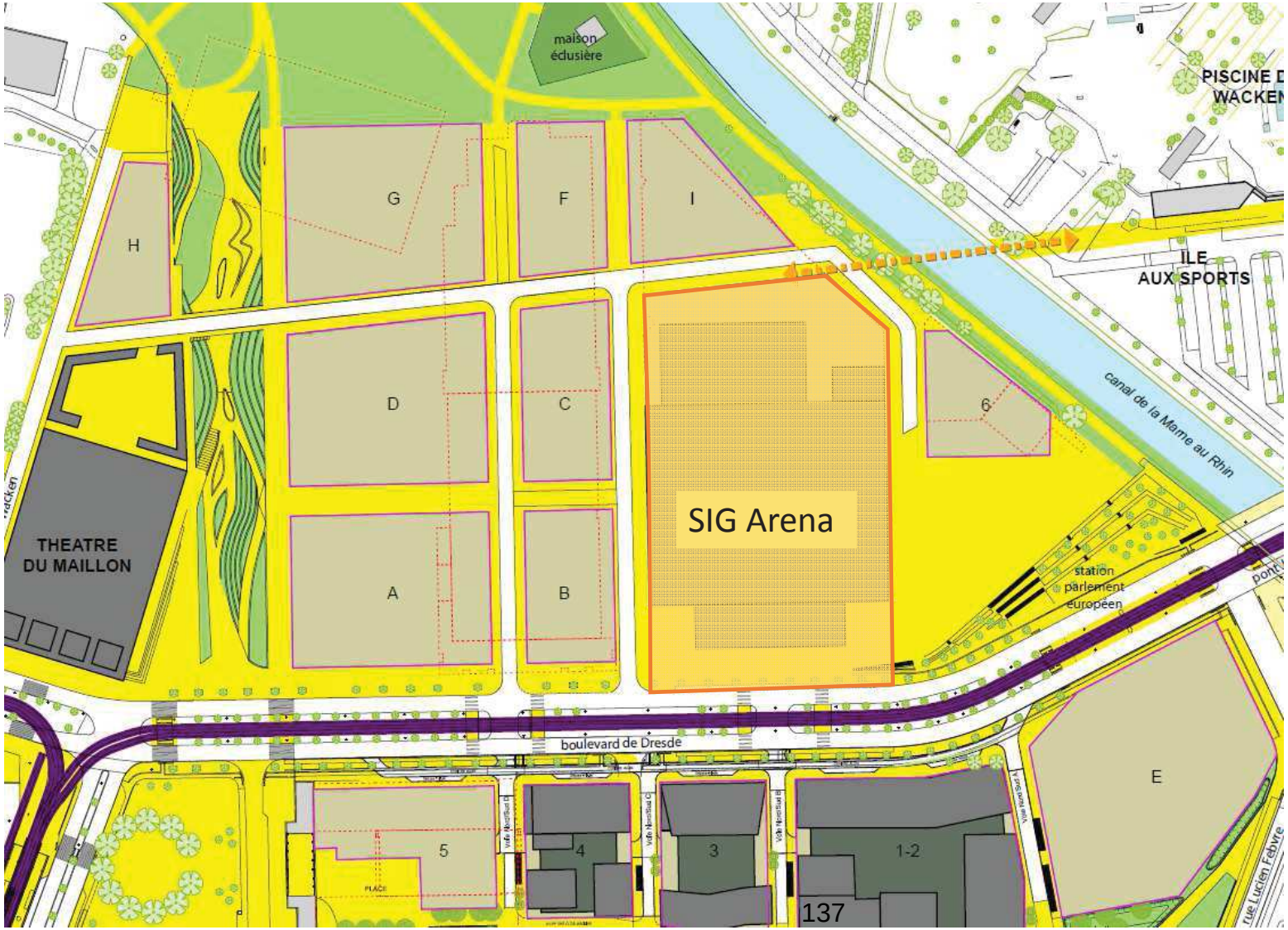
Propriétés VdS à transférer à EMS

RdC : VdS
étage : EMS

Propriétaires Institutionnels

- Etat
- Région
- Département
- Eurométropole de Strasbourg (EmS)
- Ville de Strasbourg
- Hôpitaux Universitaires
- Réseau Ferré de France
- Non cadastré
- SNCF
- Fondation St Thomas
- Oeuvre Notre-Dame
- Port Autonome
- Communes
- Communes hors EmS
- SERS
- SPL Deux Rives

Hall Rhénus – annexe 4

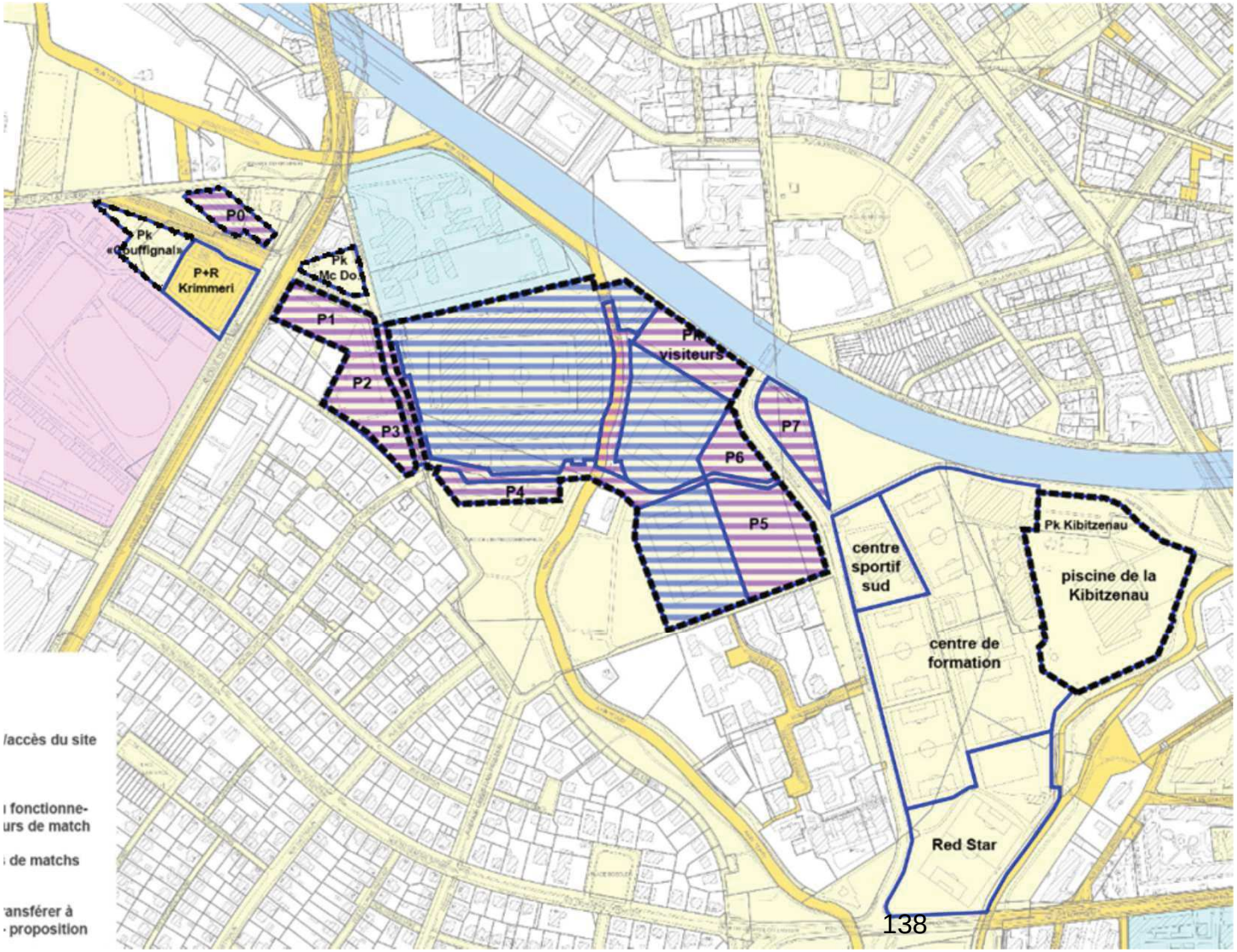


Périmètre future SIG Arena
à transférer à EMS

Propriétaires Institutionnels

- Etat
- Région
- Département
- Eurométropole de Strasbourg (EmS)
- Ville de Strasbourg
- Hôpitaux Universitaires
- Réseau Ferré de France
- Non cadastré
- SNCF
- Fondation St Thomas
- Oeuvre Notre-Dame
- Port Autonome
- Communes
- Communes hors EmS
- SERS
- SPL Deux Rives

Stade de la Meinau – annexe 5



Foncier VdS

Foncier EMS

Propriétés VdS à transférer à EMS

Emprise confiée par EMS à RCSA

Parkings publics EMS mis à disposition RCSA les jours de match

Mission Wacken Europe
ED - ✆ 03 88 43 62 18

Procès verbal de mise à disposition

en application des articles 1321-1 et suivants du
Code Général des collectivités territoriales

Vu l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2011 prononçant le transfert de compétence dans le domaine du développement économique à la Communauté Urbaine de Strasbourg des « Etudes, réalisation et gestion d'un nouveau parc des expositions d'intérêt communautaire et gestion et extension des équipements associés (Palais de la Musique et des Congrès et halls d'exposition existants) », à compter du 1er janvier 2012,

Article 1er :
En vue de l'exercice de la compétence transférée , la Ville de Strasbourg met à disposition de la Communauté Urbaine, les biens dont elle est propriétaire ci-après énumérés, selon plans annexés :

- le secteur « Herrenschmidt » – côté nord de l'avenue éponyme - comprenant :
  - les bâtiments existants de l'actuel Palais de la Musique et des Congrès (aile Erasme et aile Schweitzer), les espaces verts et les surfaces logistiques et de service attenants, le parking de surface existant – dit parking « Herrenschmidt » - longeant l'avenue et délimité par les rues du Tivoli et Richard Strauss,
  - les nouvelles extensions aux bâtiments existants qui vont être réalisées dans le cadre de l'opération d'extension et de restructuration du Palais de la Musique et des Congrès actuellement en cours.

- Le secteur « Wacken » – au nord du boulevard de Dresde- comprenant : les halls K, 20/21 et Rhenus Nord, utilisés par l'actuel Parc des Expositions et les terrains attenants, propriété de la Ville. Il est bien précisé que tous les bâtiments et terrains situés au sud du boulevard de Dresde ne sont par conséquent pas inclus dans cette mise à disposition.

Article 2 :
L'actualisation des compétences de la CUS et la mise à disposition des biens ci-dessus sont prévues moyennant un transfert de charges financières évaluées, conformément à l'article1609 nonies C du Code Général des Impôts par la Commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLET) dans sa réunion du 1er septembre 2011.

En ce qui concerne le secteur « Herrenschmidt », les biens sont mis à disposition de la Communauté Urbaine de Strasbourg pendant toute la durée de l'exercice de la compétence,

Annexe 2

étant précisé que, dans le cadre de la réalisation du nouveau Parc des Expositions qui va être construit de part et d'autre de l'avenue Herrenschmidt, la partie de l'actuel parking « Herrenschmidt » non incluse dans le périmètre des travaux du PMC est destinée à laisser la place aux premiers halls du nouveau Parc des Expositions dont la construction est programmée.

En ce qui concerne le secteur « Wacken », les bâtiments et terrains sont mis à disposition de la Communauté Urbaine de Strasbourg jusqu'à la livraison du nouveau Parc des Expositions programmé de part et d'autre de l'avenue Herrenschmidt. Ces biens seront dès lors retirés du périmètre de compétence de la CUS et reviendront à la Ville qui pourra valoriser le site, par exemple dans le cadre du projet de Quartier d'Affaires qu'elle envisage sur ce secteur.

Article 3 :
Les éléments constitutifs du Palais de la Musique et des Congrès mis à disposition faisant l'objet d'une opération de réaménagement, leur état résultera du futur permis de construire qui sera déposé. Lorsque les éléments exacts seront connus, un avenant sera établi permettra d'annexer le permis de construire au présent procès-verbal

Article 4 :
L'opération de réaménagement étant incluse dans l'objet même du transfert de compétence, l'évaluation de la remise en état est sans objet.

Article 5 :
La mise à disposition s'effectue dans les conditions définies par l'article L 1321-2 du code général des collectivités locales.

Article 6 :
Conformément à l'article L 1321-3, en cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la Ville de Strasbourg recouvrerait l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Fait à Strasbourg le 19 JUIN 2013

Le Maire de Strasbourg

Roland RIES

Le Président de la Communauté Urbaine

Jacques BIGOT

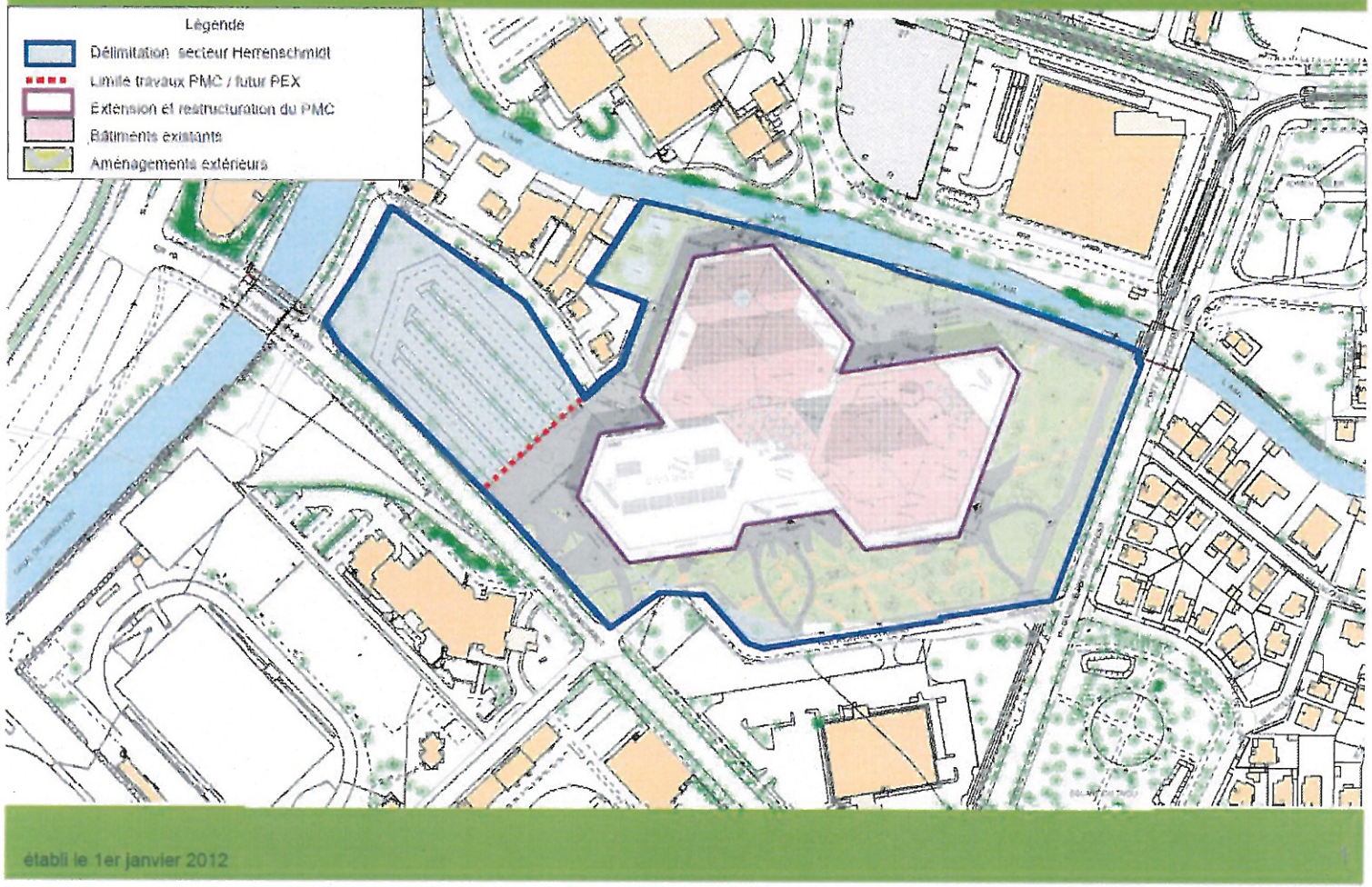
Annexe 1

Transfert de compétence de la Ville de Strasbourg à la Communauté urbaine de Strasbourg

Annexe au procès-verbal de mise à disposition des biens

Strasbourg.eu
S. COMMUNAUTÉ URBAINE

Plan secteur « Herrenschmidt »



établi le 1er janvier 2012

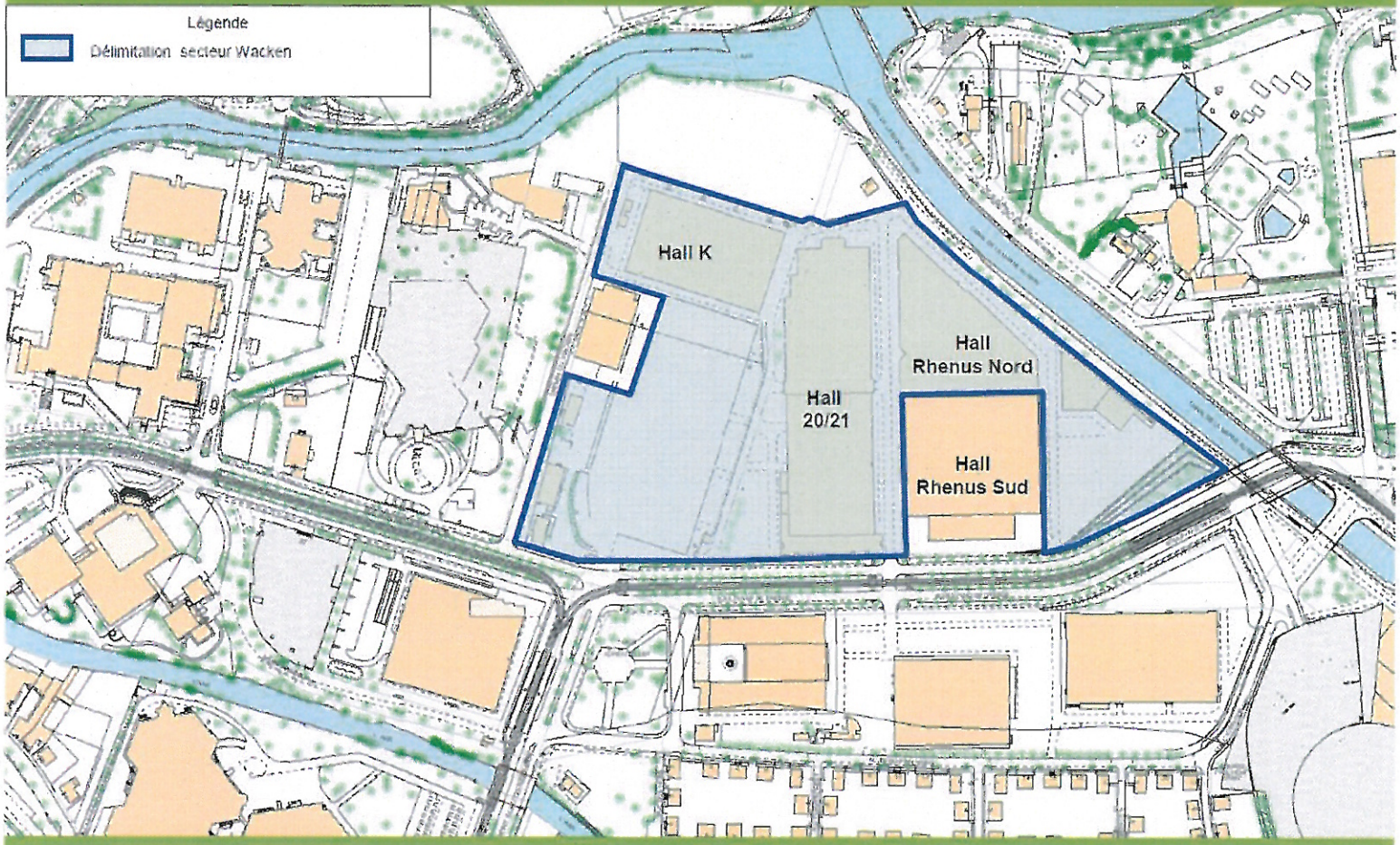
Annexe 2

Transfert de compétence de la Ville de Strasbourg à la Communauté urbaine de Strasbourg

Annexe au procès-verbal de mise à disposition des biens

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Plan secteur « Wacken »



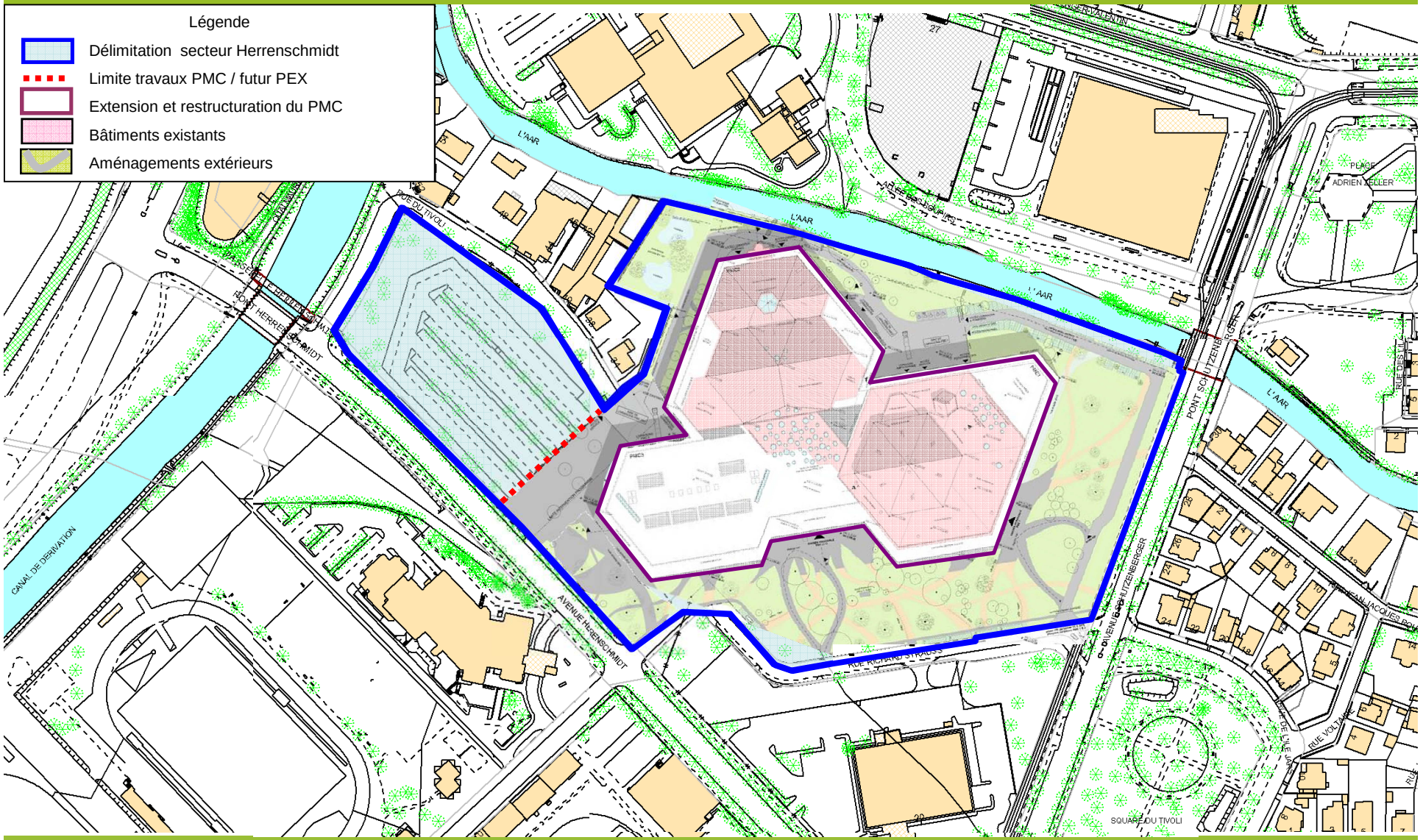
établi le 1er janvier 2012

2

142

Transfert de compétence de la Ville de Strasbourg à la Communauté urbaine de Strasbourg
Annexe au procès-verbal de mise à disposition des biens du 19 juin 2013
Plan secteur « Herrenschmidt »

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE



ANNEXE 7

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 23 MARS 2018 - Point n°4

Transfert d'équipements de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg à la ville de Strasbourg, principes proposés, délibération cadre.

Pour	**86**
Contre	**0**
Abstention	**0**

AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BITZ-Olivier, BOUQUET-Gérard, BULOU-Béatrice, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYSSE-Marie-Dominique, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KELLER-Fabienne, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MEYER-Paul, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PERRIN-Pierre, RAFIK-ELMRINI-Nawel, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, POINSIGNON-Annick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHMIDT-Michaël, SCHULER-Georges, SCHWARTZ-Pierre, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien, ZUBER-Catherine

5

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Contrat départemental de développement territorial et humain du territoire d'action de l'Eurométropole de Strasbourg, approbation du Conseil de l'Eurométropole.

Le Département du Bas-Rhin propose de conclure un « Contrat Départemental de développement territorial et humain » qui, signé pour la période 2018-2021, viendra modifier les modalités d'attribution des subventions départementales pour des projets d'investissements.

Le contrat départemental, défini au niveau du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, est proposé à la signature de l'Eurométropole et des communes qui le souhaitent.

Il s'agit d'un contrat-cadre : chaque projet financé au titre de ce contrat fera l'objet d'une convention particulière qui précisera les contributions de chaque partenaire, les modalités de suivi et d'évaluation ou encore les modalités de versement des contributions.

Le contrat fera l'objet d'un suivi par l'ensemble des partenaires une à deux fois par an au sein d'un « conseil de territoire d'action » rassemblant les « forces vives du territoire » : exécutifs des Communes, des intercommunalités, opérateurs et associations, représentants de la Région et de l'Etat…

Les enjeux prioritaires retenus pour le « territoire d'action de l'Eurométropole » sont les suivants :

- promouvoir Strasbourg capitale européenne,
- répondre aux besoins de nature de tous les habitants,
- construire l'inclusion sociétale pour et avec les plus démunis,
- aménager des territoires connectés et attractifs, à énergie positive et développer l'emploi,
- assurer la réussite éducative et l'épanouissement des jeunes,
- adapter le territoire à l'avancée en âge,
- conforter, maintenir et pérenniser l'offre de services au public.

Le contrat-cadre figurant en annexe est composé :

- d'un « portrait de territoire » de l'Eurométropole de Strasbourg exposant les caractéristiques et les besoins des habitants,
- d'une présentation détaillée des enjeux prioritaires définis par le contrat départemental pour le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg,

- des modalités de la gouvernance partagée du contrat et de la co-construction des projets avec le Département,
- des interventions respectives des partenaires en faveur des enjeux prioritaires.

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg est appelé à délibérer sur ce contrat-cadre qui permet de valider ces enjeux prioritaires ainsi que l'engagement à travailler avec le Département sur des projets à définir.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code Général des collectivités locales ;
vu la délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 11 décembre 2017 ;
vu le projet de Contrat départemental de développement territorial
et humain du territoire d'action de l'Eurométropole de Strasbourg ;
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré
approuve

le Contrat départemental de développement territorial et humain du territoire d'action de l'Eurométropole pour la période 2018-2021, tel que joint en annexe, dont les éléments essentiels sont les suivants :
- *enjeux prioritaires assignés au contrat départemental pour le territoire de l'Eurométropole ;*
- *modalités de la gouvernance partagée du contrat et la co-construction des projets avec le Département ;*
- *interventions respectives des partenaires en faveur des enjeux prioritaires partagés.*

autorise

- *le Président à signer la convention correspondante*
- *le Président à mettre en œuvre la présente délibération*

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

CONTRAT DÉPARTEMENTAL
DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET HUMAIN
DU TERRITOIRE D'ACTION EMS

PERIODE 2018 – 2021

Le Bas-Rhin, un département transfrontalier ouvert sur sa métropole, ouvert sur ses territoires, avec une ambition territoriale partagée.

Fort de son héritage historique et de sa culture rhénane, de la richesse de sa biodiversité et de ses paysages, de ses entreprises de renommée nationale voire internationale, le Bas-Rhin se construit, avec sa capitale européenne Strasbourg, autour d'un réseau dense de villes moyennes et de bourgs de proximité.

C'est ce maillage de territoires forts, reliés entre eux, qui rend possible un développement harmonieux et équilibré de la vie locale, et donne l'assurance d'une qualité du bon vivre ensemble cher aux Bas-Rhinois, et ce, quel que soit l'endroit du territoire où ils résident ou travaillent.

Le Département du Bas-Rhin, à travers son rôle de garant de la cohésion sociale et de ses politiques de solidarités, s'engage, avec les forces vives de son territoire - communes, groupements de communes, associations, opérateurs et plus largement, entreprises et société civile - à fédérer les énergies et créer des partenariats, afin de construire ensemble une ambition commune pour notre territoire de vie.

Construire une ambition commune pour nos territoires

La période 2018-2021 s'ouvre sur une nouvelle génération de politique contractuelle. La volonté du Département est d'accompagner le développement des territoires sur la durée en déployant des politiques publiques structurantes qui répondent aux besoins des habitants, des associations, des entreprises. L'ambition est de favoriser la construction de territoires forts, à la fois producteurs de richesse économique (tissu industriel, tourisme, énergies …) et territoires d'avenir pour leurs habitants.

Le Contrat départemental de développement territorial et humain constitue un nouveau cadre de partenariat entre le Département du Bas-Rhin et les acteurs locaux disposés à travailler ensemble autour d'enjeux prioritaires et d'une ambition collective au service des solidarités humaines et territoriales, du développement et de l'aménagement des territoires.

Fédérer les acteurs et les énergies

Le partenariat renforcé organisé autour des Contrats départementaux a vocation à mobiliser les politiques publiques du Département et celles de ses partenaires (Communes, intercommunalités, associations, Etat, Région…), à faire fructifier les investissements déjà réalisés, à poursuivre les investissements structurants et à renforcer l'animation et l'ingénierie territoriale pour aller plus loin ensemble.
Il dépasse la seule coordination institutionnelle entre collectivités pour aller vers tous les acteurs du territoire : entreprises, associations, habitants, opérateurs…

Il est nécessaire, aujourd'hui plus que jamais, de rechercher le maximum d'effet levier, en développant les partenariats et en encourageant les mutualisations. Il s'agit de créer les conditions favorables permettant de générer des projets, de favoriser les initiatives locales, de concevoir et de faire ensemble dans le respect des compétences et moyens de chacun.

L'année 2017 a été consacrée à la construction d'une ambition commune pour nos territoires et des enjeux prioritaires qui constitueront la base du partenariat entre le Département et les acteurs locaux pour les quatre années à venir.

A travers le Contrat départemental de développement territorial et humain du Territoire d'Action de l'Eurométropole, l'objectif est aujourd'hui l'alliance des territoires, l'alliance des compétences et l'alliance des acteurs autour de projets fédérateurs.

Partie 1 : Portrait du Territoire d'Action de l'Eurométropole

1.1 Organisation du territoire

Capitale européenne et économique de l'Alsace, chef-lieu de la région Grand-Est, Strasbourg est également la 2ème ville diplomatique de France avec ses 75 ambassades et représentations diplomatiques, une centaine d'ONG à caractère international et une communauté internationale de plus de 22 000 personnes et le siège d'institutions européennes majeures (Parlement Européen, Conseil de l'Europe, Cour Européenne des Droits de l'Homme, Médiateur Européen, Pharmacopée, Centre Européen de la Jeunesse, système d'information Schenghen, Eurocorps).

Située sur l'axe rhénan, Strasbourg, ville centre de l'Eurométropole, évolue également dans un bassin démographique et économique puissant : l'Eurodistrict constituée de 79 communes dont les 33 de l'Eurométropole et les 51 communes sur l'Ortenaukreis, qui concerne 900 000 habitants, 500 000 emplois et 60 000 étudiants d'une part, inscrit lui-même dans l'espace tri national du Rhin Supérieur peuplé de 6 millions d'habitants.

1.2 L'attractivité du territoire et les leviers d'emploi

- **Un site universitaire et scientifique strasbourgeois d'excellence et d'attractivité internationale**

Avec 47 projets labellisés dans le cadre du Programme Investissement d'Avenir, l'Université de Strasbourg a bénéficié d'un engagement des collectivités alsaciennes pour l'enseignement et la recherche, de 300 M€ sur la période 2010-2020, lui permettant d'atteindre, avec les contributions de l'État et de l'Union européenne, un volume d'intervention publique de 700 M€, qui s'est articulé autour de quatre objectifs prioritaires : le renforcement des pôles de compétences dans les grands secteurs scientifiques, l'innovation et le développement des formations d'ingénieurs et de management, la promotion de la vie étudiante, l'aménagement l'insertion urbaine des campus avec la reconversion et l'ouverture sur la ville d'une partie du site de l'Hôpital civil et la bibliothèque Nationale Universitaire de Strasbourg.

- **Des réseaux d'excellence qui agissent pour le rayonnement scientifique et universitaire de Strasbourg**

Pour ne citer que les trois les plus importants : le Pôle Européen d'Administration Publique de Strasbourg–PEAP, unique en Europe (ENA, l'Université de Strasbourg et son Institut d'études politiques, l'INET, l'Euro-Institut, les collectivités territoriales et l'État), l'Institut Européen Entreprise et Propriété Intellectuelle – IEEPI a vocation nationale et Alsace Tech qui fédère les 12 grandes écoles de d'ingénierie, d'architecture et de management basées en Alsace.

- **Quatre pôles de compétitivité de Strasbourg**

Alsace BioValley, Véhicule du Futur, Pôle Fibres – Energivie, Hydréos.

- **Un maillage de transports ferroviaires, aéroportuaires et routiers à compléter**

Le territoire de l'Eurométropole est l'un des nœuds principaux d'échanges à l'échelle nationale. Cela se traduit par des liens entre entreprises, des liens entre universités, une connexion ferroviaire et aéroportuaire de niveau national.

Les transports ferroviaires

Le TGV Est-Européen et le TGV Rhin-Rhône positionnent Strasbourg au croisement stratégique des 2 axes ferroviaires à grande vitesse qui structurent l'Europe : l'axe Londres-Paris-Strasbourg-Munich-Vienne-Bratislava et l'axe Mer du Nord et Méditerranée.

Le Port Autonome de Strasbourg

2ème port fluvial de France après Paris, 4ème port rhénan européen, le port de Strasbourg se situe au cœur du réseau fluvial européen sur le Rhin. 1ère plate-forme industrielle et multimodale, l'espace portuaire, d'une superficie de 1057 ha, accueille 320 entreprises et 13 000 emplois qui représentent 7% de l'emploi strasbourgeois, et a généré 7 517 477 tonnes de fret en 2016.

L'Aéroport international de Strasbourg Entzheim

Situé à proximité des aéroports de Francfort et de Zurich, et de l'Euroairport de Bâle-Mulhouse, l'aéroport de Strasbourg fait partie des 6 aéroports du bassin rhénan de Bâle/Mulhouse à Francfort. A 10 mn du centre ville, sa desserte, assurée par les transports en commun depuis la ville-centre, sera encore renforcée avec le projet de liaison Molsheim-COS-Aéroport. En 2016, il a transporté 1 071 440 passagers (*CCI 2016*) et 35 000 tonnes de fret. Renforcer l'accessibilité de Strasbourg depuis les capitales européennes reste un enjeu majeur pour l'Aéroport de Strasbourg.

Des mobilités innovantes

Près de 70% des salariés de l'Eurométropole viennent de la métropole et 30% de l'extérieur. Pour accompagner cette forte dynamique, elle s'est équipée de 33 lignes urbaines de bus, réparties sur près de 295 kms, du 1er réseau tramway de France avec 71,8 kms de longueur commerciale, 6 lignes maillées de 77 stations, du 1er réseau cyclable de France et 4ème dans le classement des villes les plus cyclables au monde, avec 671 kms d'itinéraires cyclables et de 5 030 Vélhop disponibles, de 150 voitures Citiz en autopartage dont 30 Yea ! en libre service sans réservation.

- **Un tourisme reposant sur des équipements et des événements de niveaux internationaux**

Classée 7ème destination touristique en France (*Travelers' Choice Awards de TripAdvisor 2016*), "Strasbourg - Grande île", inscrite au Patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1988, suivie de l'inscription de la Neustadt en juillet 2017, est au 3ème rang français des villes internationales de congrès avec 184 congrès et colloques au Palais de la Musique et des Congrès et 43 foires et salons au Parc des Expositions en 2016, et 175 000 visiteurs et 916 exposants à la Foire Européenne en septembre 2016. Après la modernisation/extension du Palais de la Musique et des Congrès, un projet de nouveau Parc des Expositions est engagé.

Sa renommée repose par ailleurs sur son 1,7 million de visiteurs pour le Marché de Noël *(Observatoire Régional du Tourisme d'Alsace 2013*), son Zénith de 10 000 places, l'Opéra du Rhin, le Théâtre National de Strasbourg, la Cité de la Musique et de la Danse, l'Orchestre Philarmonique de Strasbourg, les Percussions de Strasbourg, les TAPS.

- **Une dynamique économique soutenue par un niveau de qualification de la population élevé, en rapport avec ses fonctions métropolitaines, mais qui ne suffit pas à ralentir la courbe du chômage**

85 zones d'activités artisanales, commerciales et industrielles réparties sur 26 communes dont 12 labellisées THD (*EmS 2013*) dont 5 zones commerciales, 4 hôtels d'entreprises (SEMIA, Créacité, les Forges et le Bioparc), 2 pépinières d'entreprises (PH8 et Hautepierre), 2 grappes d'entreprises (association régionale des industries alimentaires d'Alsace (ARIA) et pôle Aménagement de la Maison en Alsace), 4 CRITTS (AERIAL, CRITT Matériaux Alsace, IREPA LASER et HOLO 3) achèvent de dresser le portrait d'un territoire en croissance dynamique, caractérisé par des zones en pleine mutation : l'Eco-Parc Rhénan (ancienne raffinerie à Reichstett), parc d'Innovation à Illkirch, zone portuaire à Strasbourg et aéroportuaire autour d'Entzheim-Holtzheim, espace européen de l'entreprises à Schiltigheim, quartier d'affaires international du Wacken, Tex-Med, les Deux-Rives…

On note que l'emploi salarié privé y est en baisse jusqu'en 2014, avec cependant, une dynamique positive dans la ville centre et les grandes communes. Avec ses 245 804 emplois recensés en 2013, l'Eurométropole de Strasbourg représente près de 53 % des emplois du Bas-Rhin et 33% à l'échelle de l'Alsace. 34,2% de la population de l'Ems est titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur contre 27,2 % pour le Bas-Rhin.

Le territoire de l'Eurométropole se distingue aussi par le poids de ses cadres (20,6% contre 15,3% pour le Bas-Rhin), les actifs relevant de fonctions métropolitaines représentent plus de 30% des emplois totaux contre 24% en moyenne dans les 23 agglomérations.

Mais le territoire de l'Eurométropole, c'est aussi 49 390 demandeurs d'emplois fin sept. 2017, en progression de 4,4% sur un an, alors que ce nombre ne progresse que de 2,7% dans le Bas-Rhin sur la même période. Les chômeurs de longue durée y représentent plus de 52% de l'ensemble des chômeurs de longue durée, en progression de 9 % sur un an au lieu de 7% à l'échelle du Bas-Rhin. Si parmi les 31 bassins d'emplois du Grand Est, les 9 premiers sont alsaciens, celui de Strasbourg est 9ème.

1.3 La réponse du territoire aux besoins des habitants

Riche de ses 33 communes et de ses 484 157 habitants, le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg représente 45% de la population du Bas-Rhin et plus du quart de la population alsacienne. 60% de sa population est concentrée sur Strasbourg.

- **Une reprise, forte et récente, de la production de logements**

A l'échelle du territoire de l'Eurométropole, la population s'est accrue entre 2008 et 2013 de 7 093 habitants, soit un taux de croissance annuel moyen de 0,3%. Malgré un déficit migratoire important, Strasbourg présente la plus forte croissance de population avec plus de 3600 habitants supplémentaires. Ostwald, Lingolsheim, Hoenheim, Souffelweyersheim ont également vu leur population augmenter. 13 communes ont connu une légère baisse démographique sur la même période, notamment Illkirch-Graffenstaden, Mundolsheim, Bischheim, la Wantzenau et Achenheim.

Depuis 2010, la production totale de logements, faible dans les années 2000, a fortement augmenté et dépasse le seuil des 3 000 logements. Les logements commencés se répartissent majoritairement dans les communes les plus urbaines, Strasbourg concentrant à elle seule 55% de la production. Le niveau de vacance se situe à 6,9%, très inférieur à la moyenne des 23 agglomérations françaises. Ce taux permet une bonne fluidité du marché immobilier.

- **Une population particulièrement jeune à Strasbourg**

Strasbourg joue un rôle important dans l'accueil des jeunes à l'échelle départementale, non seulement pour les étudiants, mais aussi pour de jeunes actifs. 60% des ménages en cœur de ville y sont célibataires contre 33% dans le reste du département.

Un habitant du centre-ville sur quatre a entre 18 et 24 ans contre 10% dans le Bas-Rhin. C'est d'ailleurs dans cette seule tranche d'âge, et plus particulièrement chez les 15-24 ans que le solde migratoire est très nettement positif. La structure du parc de logements, largement dominé par des petits logements locatifs, explique en grande partie cette spécialisation.

- **De fortes inégalités sociales**

Le problème de la mixité sociale est posé avec la réduction de près de moitié de la part d'ouvriers sur Strasbourg qui est passée de 16,2% à 8,6% en 20 ans, et une augmentation de celle des professions supérieures, qui s'explique par la présence d'entreprises de haut niveau. La chèreté et la rareté du foncier et des loyers au centre ville repousse la pression urbaine vers les communes de la couronne.

De grandes disparités existent : ainsi, des communes parmi les plus riches du Bas-Rhin (Mittelhausbergen, Lampertheim et la Wantzenau) avoisinent une concentration de grande pauvreté et de grande précarité dans certains quartiers de Strasbourg et de la couronne (Bischheim-Schiltigheim).

On note ainsi :

- plus de 1 strasbourgeois sur 5 sous le seuil de pauvreté (22,8%), 17,8% pour l'EmS, avec un taux de pauvreté de certains quartiers de près de 50%.
- une part importante de bénéficiaires du RSA à Strasbourg (15%), EmS (7, 8%) Bas Rhin (8%)
- une part des ménages constitués de familles monoparentales plus élevée à Strasbourg 9,5% et sur le territoire de l'EMS 9,3%, que sur le reste du Département 8,3%
- 18 Quartiers prioritaires de la Ville sur l'EmS dont 13 sur Strasbourg et 5 dans des communes de la couronne (Schiltigheim, Bischheim, Illkirch Graffenstaden et Lingolsheim), avec des indicateurs préoccupants : 1 jeune sur 2 de moins de 25 ans au chômage, 1 jeune sur 5 en échec scolaire

Certains enjeux commencent à émerger, comme par exemple des difficultés d'accès de certains enfants et jeunes aux apprentissages des savoirs, au numérique, à la mobilité, la culture et aux soins médicaux.

Partie 2 : LES ENJEUX PRIORITAIRES DU TERRITOIRE D'ACTION DE L'EUROMETROPOLE

Pour répondre à l'ambition de fédérer les acteurs et les énergies en territoire, pour une mise en œuvre coordonnée de l'action publique, les partenaires du présent contrat départemental de développement territorial et humain ont défini de manière concertée sept enjeux prioritaires pour le territoire d'action de l'Eurométropole pour la période 2018-2021.

2.1 Enjeu : Promouvoir Strasbourg capitale européenne

L'Alsace, de par sa situation géographique, mais peut-être aussi à cause de son histoire particulière, a été très tôt un espace où se sont élaborées des coopérations et des stratégies transfrontalières.

Historiquement, en ayant changé cinq fois de nationalité en 75 ans, Strasbourg est devenu l'emblème de ce destin singulier, largement déterminé par la présence de la frontière entre l'Allemagne et la France. Avec la construction européenne - la présence du Parlement Européen, de la Cour européenne des droits de l'Homme, de l'état-major de l'Eurocorps en témoignent, Strasbourg est devenu un instrument de la réconciliation franco-allemande dont la mémoire se perpétue par la médiation du Lieu d'Europe.

Au sein de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur, l'Alsace, le Pays de Bade, le Palatinat du sud et la Suisse du nord-ouest réunissent 6 millions d'habitants et constituent un espace culturel, de vie et économique commun. De nombreuses initiatives privées et publiques contribuent à la promotion, entre autres, de la mobilité, de l'éducation, de la recherche et de la protection de l'environnement.

La dimension européenne de Strasbourg se joue également dans sa capacité à renforcer des coopérations transfrontalières dans le cadre d'une Europe sans frontières.

Economiquement, Strasbourg repose d'abord sur l'excellence de son Université UNISTRA, (60 000 étudiants) dont les conventions de relations internationales se sont considérablement renforcées au cours des dernières années, et la recherche universitaire qui emploie environ 5 000 salariés de la recherche publique (chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs) et chercheurs privés (biotechnologies, génie génétique, biomédical, électronique), et accueille actuellement quatre Prix Nobel en activité.

En décembre 2015, l'Université de Bâle, l'Université de Freiburg, l'Université de Haute-Alsace, l'Université de Strasbourg et l'Institut de technologie de Karlsruhe (KIT) ont signé les documents fondateurs d'un Groupement européen de coopération territoriale (GECT) afin de renforcer la recherche et l'enseignement transfrontaliers en les dotant d'une personnalité juridique propre. Ces universités ont ainsi créé le premier GECT à ce jour entre des établissements d'enseignement supérieur au niveau européen. Eucor – Le Campus européen a pour mission de cristalliser les compétences de ses 15 000 enseignant(e)s-chercheur(e)s, 11 000 doctorant(e)s et plus de 120 000 étudiant(e)s dans un espace à fort potentiel économique et de recherche.

Par ailleurs, Strasbourg est devenue une métropole attractive pour la localisation d'entreprises étrangères. Ainsi, alors que les entreprises étrangères implantées en Alsace sont réparties dans toute la région, les principales entreprises nord-américaines (Lilly), germano-belges et belges (Blue paper, Punch) ou japonaises sont surtout concentrées dans l'agglomération strasbourgeoise.

Une dizaine de Grandes Ecoles de renommée internationale complètent par ailleurs ses pépites de territoire avec des écoles d'ingénieurs employant environ 6 000 personnes, enseignants, chercheurs et personnels techniques, l'Ecole de Management, un centre universitaire de journalisme (CUEJ), l'Ecole Nationale de l'Administration, l'Institut National des Etudes Territoriales, Sciences po, les Compagnons du Devoir.

Plus récemment, la ville développe la recherche privée couplée à des services rares à très forte valeur ajoutée (IHU et l'IRCAD du Professeur Marescaux, CRIT AERIAL, INSERM …), dans le cadre notamment du développement du Campus NextMed. Ce vaste ensemble, dédié aux technologies médicales de pointe, a vocation à créer un écosystème d'exception sur le marché des dispositifs médicaux en vue d'améliorer la qualité de vie des patients, tout en créant une forte attractivité économique pour le territoire de l'Eurométropole.

La recherche scientifique se polarise notamment sur les sciences et technologies du vivant, la physique qui ont d'ailleurs attiré des entreprises pharmaceutiques et généré la création d'une cinquantaine d'entreprises high-tech dans les domaines de la génétique et de l'instrumentation médicale. Un pôle d'activités autour de la santé est ainsi apparu au cours des deux dernières décennies : Lilly France, Transgène, Roche, Synthélabo, Octapharma, Aventis.

Strasbourg dispose enfin d'un pôle audiovisuel de niveau européen, avec la chaîne culturelle franco-allemande Arte, qui développe une stratégie de développement à l'Europe et à l'international, et a fait émerger un grand nombre de petites sociétés de doublage et de production en plein développement, qui construisent des filières prometteuses d'avenir.

Les partenaires du contrat départemental se fixent comme enjeu prioritaire **de promouvoir Strasbourg capitale européenne**. Cet enjeu se décline en **3 objectifs opérationnels** :

- **Améliorer l'accessibilité aéroportuaire et ferroviaire de Strasbourg** en soutenant l'attractivité de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim, notamment dans le cadre du développement de l'aviation d'affaires, et en améliorant ses connexions aéroportuaires et ferroviaires, notamment en direction de l'aéroport de Francfort, et **fluviale par le développement des Ports rhénans ;**
- **Conforter l'ancrage institutionnel et développer le rayonnement européen et international de Strasbourg ;**
- **Soutenir des projets qui racontent et nourrissent la culture et la citoyenneté européennes et ses valeurs** auprès des jeunes et du grand public.

2.2 Enjeu : Répondre aux besoins de nature de tous les habitants

Se régénérer grâce à la nature est une aspiration profonde de tout homme, a fortiori de tout citadin. Dans une agglomération qui se densifie, le défi majeur consiste à concilier des objectifs de développement urbain avec l'aspiration légitime à une qualité de vie, à la pratique d'activités de pleine nature et au lien social.

Si la renaturation des espaces urbains est une tendance lourde observée depuis plusieurs années sur Strasbourg, l'entrée sud de la ville, bordée par la forêt du Neuhof classée réserve naturelle nationale, ne dispose pas d'un Parc Naturel Urbain, alors que cette dernière se trouve à la jonction de quartiers populaires du Neuhof, du Canal du Rhône au Rhin et du plan d'eau d'Eschau-Plobsheim.

La trame verte et bleue est un élément constitutif de l'identité du territoire et de son attractivité résidentielle. Plusieurs secteurs y jouent un rôle particulier : la Vallée de la Souffel (Mundolsheim, Souffelweyersheim et Reichstett), le Parc naturel urbain Ill-Bruche, les Coteaux de Hausbergen et le Plan d'eau d'Eschau-Plobsheim.

Les partenaires du contrat départemental se fixent comme enjeu prioritaire de **répondre aux besoins de nature de tous les habitants.** Cet enjeu se décline en **2 objectifs opérationnels** :

- **Développer une stratégie touristique en faveur des sports et loisirs de nature et d'éducation à la faune, à la flore et au patrimoine local** pour préserver la biodiversité, en intégrant les bonnes pratiques de protection mais également le valoriser, partager, transmettre des connaissances et des savoir-faire
- **Promouvoir et expérimenter des modes de déplacement doux traditionnels ou innovants pour tous**, adaptés aux sites de nature, pour rendre ces sites naturels et leur patrimoine remarquable accessibles à tous les publics en modes alternatifs.

2. 3 Enjeu : Construire l'inclusion sociétale pour et avec les plus démunis

Il existe une véritable distorsion entre un centre-ville directement et tout entier branché à l'international et les quartiers populaires présentant de forts niveaux de précarité.

Aujourd'hui, le contexte économique et social est sujet à de profondes mutations technologiques et sociétales qui affectent radicalement la vie de tous, et en particulier celle des personnes les plus vulnérables. Ces mutations s'inscrivent dans un contexte de chômage élevé, notamment des jeunes et des seniors, de difficultés à se nourrir, à se soigner à se loger pour les populations les plus fragiles, sans oublier des difficultés à éduquer les enfants confrontés à la fragilité de leurs parents et à l'éclatement de leur cellule familiale.

Comparativement aux 37 villes de France métropolitaine, Strasbourg est la 12ème ville la plus précaire et 3ème ville la plus inégalitaire (2014). Strasbourg concentre plus de 50% des populations précaires pour 25% de la population des Bas-Rhinois. Si la pauvreté est plus forte à Strasbourg à tous les âges, en particulier pour les moins de 30 ans, qu'ailleurs dans le Bas-Rhin, on note également une aggravation de 2009 à 2016 pour tous les indicateurs de précarité. Plus d'un Strasbourgeois sur cinq vit sous le seuil de pauvreté (plus de 50 000 personnes), et le phénomène touche particulièrement les familles monoparentales, les familles nombreuses et les ménages jeunes.

Au-delà des chiffres, c'est le non-accès aux droits fondamentaux de la personne qui se révèle en matière de santé, de soins, de travail, de logement, de culture, d'éducation : un grand nombre de jeunes sortent du système scolaire chaque année sans aucune qualification, ni emploi (1 jeune chômeur de moins de 25 ans sur 2 habite en Quartier Prioritaire de la Ville).

Afin de lutter ensemble contre les causes de la grande pauvreté-précarité et de développer des réponses nouvelles, les partenaires du contrat départemental se fixent comme enjeu prioritaire de **construire l'inclusion sociétale pour et avec les plus démunis.** Cet enjeu se décline en **2 objectifs opérationnels** :

- **Circonscrire et partager la connaissance** des phénomènes de la grande pauvreté-précarité
- **Construire un réseau partenarial pour organiser des réponses aux besoins vitaux** (se nourrir, se soigner, se loger, éduquer, avoir une place dans la société).

2.4 Enjeu : Aménager des territoires connectés et attractifs, à énergie positive et développer l'emploi

L'Alsace, 1ère région exportatrice par habitant (61 000 entreprises), constitue un carrefour de transports et d'échanges au sein des grands corridors européens : lignes ferroviaires grande vitesse, trafic routier dense, hub aéroportuaire et fluvial. Le Rhin, 1er fleuve commercial de l'Union européenne, avec le Port autonome de Strasbourg, 2ème port fluvial français en lien avec le plus grand port maritime mondial de Rotterdam, ouvre le territoire aux marchés mondiaux. Strasbourg, en tant que capitale européenne et régionale, siège de nombreuses institutions ou représentations diplomatiques européennes et internationales, représente un atout politique et économique au niveau national (28 000 emplois, 800 millions d'euros/an).

L'Alsace est caractérisée par **de grands territoires productifs, ayant chacun une vocation marquée, interdépendants et ouverts sur les espaces voisins** (Moselle, Vosges, Bourgogne Franche Comté, Allemagne, Suisse). Sur 31 bassins d'emplois du Grand Est, les 9 premiers sont alsaciens. Tous ces grands territoires accueillent des entreprises de renommée nationale voire internationale et un tissu industriel fort, un écosystème actif de start-up, PME, entreprises leaders, de pôles de compétitivité (Alsace Biovalley, Alsace fibre Energivie, Véhicules du futur et Hydreos) etc. offrant un potentiel majeur pour le numérique et les nouvelles technologies. La proximité avec Karlsruhe, 4ème pôle d'excellence TIC en Europe est un atout exceptionnel**. La mobilité des biens et des personnes, le renforcement des axes de développement économiques transfrontaliers et inter- départementaux** sont au cœur des enjeux économiques du territoire.

L'Alsace est engagée dans la **transition énergétique**. L'énergie du Rhin permet déjà de produire l'équivalent de 70% de la consommation électrique alsacienne. Elle bénéficie de l'avantage concurrentiel de la géothermie profonde pour les industries, du biogaz par l'utilisation des effluents d'élevage, de la filière bois,…

Les partenaires du contrat départemental se fixent comme enjeu prioritaire d'**aménager des territoires connectés et attractifs à énergie positive, et de développer l'emploi**. Cet enjeu est décliné en **2 objectifs opérationnels** :

- **Développer un écosystème favorable aux entreprises, à la création et au maintien de l'emploi, construire un territoire à 360°** en renforçant les partenariats, notamment transfrontaliers
- **Encourager la transition énergétique et numérique** pour construire des territoires intelligents.

2.5 Enjeu : Adapter le territoire à l'avancée en âge

La population du Bas-Rhin, comme celle du reste de la France, vieillit. L'avancée en âge de la population est une réalité : séniors actifs de 60 à 74 ans et personnes âgées fragiles de 75 ans et plus. **D'ici 2021, près d'un Bas-Rhinois sur quatre aura plus de 60 ans.** Le Bas-Rhin comptera alors cinq habitants âgés de 60 ans ou plus pour dix habitants de 20 à 59 ans. La part des plus de 75 ans dans la population totale du l'Eurométropole de Strasbourg est de 7,7%, celle des 60 à 74 ans de 13,2%.

C'est notamment **la part des jeunes séniors qui augmente**. Ils sont deux fois plus nombreux en 2013 et le seront toujours en 2020, avec de nouvelles demandes et l'objectif de rester pleinement acteur de la société. C'est aussi sur ces séniors actifs que reposent des solidarités familiales de plusieurs générations : enfants encore dans le cursus d'études, parents très âgés.

L'enjeu du territoire se situe bien autour des « jeunes seniors » et de la place que nous allons leur faire et donner en tant qu'acteurs. L'autre enjeu vis-à-vis de ce public est la politique de prévention de la perte d'autonomie à construire et mettre en place.

Prenant acte de la mutation de la société liée au vieillissement de la population et de son impact sur toutes les politiques publiques, les partenaires du contrat départemental se fixent comme enjeu prioritaire **d'adapter le territoire à l'avancée en âge**. Il s'agit de repenser la manière de « mieux vivre ensemble», l'amélioration de l'environnement par la mise en place et l'adaptation de services favorisant le bien-être et l'implication des habitants, le renforcement des liens, des solidarités et la coopération entre l'ensemble des acteurs du territoire. Au final, l'enjeu est que chacun puisse effectivement bien vieillir en territoire. Cet enjeu se décline en **3 objectifs opérationnels** :

- **Construire des territoires bienveillants pour les seniors**
- **Promouvoir des solutions innovantes au service des personnes âgées et de leurs aidants,** notamment dans le cadre de programmes de prévention et de promotion de la santé via le TIGA (Territoire d'Innovation de Grande Ambition) à l'échelle de l'Eurométropole, des Communautés de communes de l'Alsace-Bossue, Hanau-La Petite Pierre et Pays de Saverne
- **Faciliter la mise en réseau des associations du champ des solidarités.**

2.6 Enjeu : Assurer la réussite éducative et l'épanouissement des jeunes

L'Alsace est la **3ème région la plus jeune de France**, avec une proportion de jeunes supérieure à celles des régions allemandes et suisses. La population des 10 - 25 ans dans le Bas-Rhin dépasse la moyenne française (21,3 % contre 19,2 %) et elle est en constante progression.

Les familles et les jeunes, tout comme la société, évoluent et posent de nouveaux défis au territoire. Les 2/3 des enfants de moins de 6 ans vivent au sein d'un couple dont les deux parents travaillent, ¼ des enfants vivent avec un parent isolé et ¼ des enfants vivent dans une famille à bas revenus (plus de 40% à Strasbourg), ce qui renforce les besoins en modes de garde diversifiés et accessibles financièrement et en périscolaire.

L'Ecole, au sens large, joue un rôle majeur comme lieu d'apprentissage, de mixité sociale et d'ouverture sur le monde. Le décrochage scolaire au sein des collèges et des lycées reste un problème majeur : ce sont ainsi chaque année 3 000 alsaciens de 16 à 24 ans qui ont quitté le système scolaire sans diplôme pour des raisons diverses (échec scolaire, mauvaise orientation, manque de soutien de la famille,…). Mais si la scolarisation des plus de 18 ans reste inférieure à la moyenne nationale, l'Alsace est au **2ème rang des régions où la part des apprentis âgés de 15 à 17 ans est la plus élevée.**

Le **taux de chômage des jeunes a doublé en 30 ans en France** et le Bas-Rhin n'est pas épargné. Les jeunes de moins de 25 ans représentent 11,7% des demandeurs d'emploi dans le bassin de Strasbourg, avec des pics pouvant aller jusqu'à 49% dans certains Quartiers Prioritaires de la Ville. Beaucoup ont des difficultés pour se loger, se déplacer ; ce qui retreint leur capacité à accéder aux ressources du territoire : stages, emplois, culture, services,….

Mais le territoire bénéficie de sa position au cœur de l'Europe et de l'espace rhénan. Le bilinguisme est dans l'ADN de l'Alsace, à la frontière de deux cultures, et ouvre des opportunités dans un espace économique qui connaît peu le chômage. Un autre atout majeur est l'excellence de l'enseignement supérieur et universitaire. Par rapport à leurs voisins européens, les jeunes présentent aussi un **taux d'engagement bénévole très haut**, notamment pour les plus diplômés.

Afin de contribuer au pouvoir d'agir des jeunes, développer la citoyenneté, l'autonomie, l'engagement et le vivre ensemble, favoriser l'esprit d'initiative et d'entreprenariat**,** les partenaires du contrat départemental se fixent comme enjeu prioritaire **d'assurer la réussite éducative et l'épanouissement des jeunes.** Cet enjeu se décline en **4 objectifs opérationnels** :

- **Déployer des Projets Educatifs Partagés et Solidaires** (PEPS) à l'échelle des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) pour en faire les citoyens de demain
- **Agir sur l'environnement pour améliorer l'attractivité des établissements scolaires** situés dans les quartiers Prioritaires de la Ville
- **Faciliter l'accès pour tous et l'expression de toutes les formes de cultures**
- **Promouvoir l'excellence intellectuelle et l'excellence manuelle également,** en construisant des partenariats particuliers, notamment avec l'Université, les Grandes Ecoles et les Compagnons du Devoir.

2.7 Enjeu : Conforter, maintenir et pérenniser l'offre de services au public

Le Bas-Rhin dispose d'une offre de services de proximité globalement adaptée à sa forte densité de population et qui contribue à son identité et à l'attractivité résidentielle des territoires. Tous les Bas-Rhinois accèdent au panier des 22 équipements et services de la vie courante en moins de 9 minutes. La situation est donc globalement favorable d'un point de vue quantitatif sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, puisque trois quart des communes disposent d'au moins 20 types de services.

Le diagnostic partagé du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public a conclu à un **bon maillage des services de la vie courante** dans la majorité des communes de l'Eurométropole, mais avec **une forte disparité** qui distingue ce territoire du reste du département :

- une difficulté d'accès à l'@ administration, aux services de santé, aux équipements sportifs et à l'offre culturelle et de loisirs liées, pour le sport, à l'insuffisance ou au mauvais état des structures,
- et pour les autres services, à une difficulté d'accès au numérique, à la fois culturelle et liée à une grande précarité financière qui caractérise les populations notamment des 18 Quartiers Prioritaires de la Ville, répartis sur 5 communes représentant environ 78 000 personnes.

Au regard du rôle majeur des services dans l'attractivité du territoire et des points de vigilance relevés dans le cadre du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public, les partenaires du contrat départemental se fixent comme enjeu prioritaire de **conforter, maintenir et pérenniser l'offre de services au public**. Cet enjeu est décliné en **3 objectifs opérationnels :**

- **Accompagner le maintien d'une offre de services et de soins de proximité**, notamment dans les Quartiers Prioritaires de la Ville
- **Accompagner les projets urbains d'équipements** adaptés aux populations et aux nouvelles pratiques sportives, culturelles et de loisirs
- **Développer et accompagner des services qui facilitent les mobilités de toutes les populations** dans une approche inclusive et durable, en s'appuyant sur les nouvelles technologies.

LES PARTENAIRES AU CONTRAT

ENTRE

Le Département du Bas-Rhin

ET

La Communauté de communes XXX, La Communauté de communes XXX….

ET

La commune de « XXX »

Vu la délibération n°CD/2016/157 du Conseil départemental du Bas-Rhin du 8 décembre 2016 relative aux orientations stratégiques de la politique publique départementale du développement et de l'animation territoriale

Vu la délibération n°CD/2017/004 du Conseil départemental du Bas-Rhin du 21 mars 2017 relative aux modalités de gestion du Fonds d'attractivité et de développement, du fonds d'innovation territoriale et du fonds de solidarité communale

Vu les délibérations des partenaires ayant approuvé le contrat départemental de développement territorial et humain du territoire d'action de l'Eurométropole pour la période 2018 – 2021

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent contrat a pour objet de définir les enjeux prioritaires de politiques publiques partagés sur lesquels les partenaires conviennent ensemble de mobiliser leurs moyens respectifs pour permettre la réalisation collective d'engagements particuliers par projet en faveur des solidarités humaines et territoriales.

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DES ENJEUX PRIORITAIRES

Les enjeux prioritaires du territoire d'action de l'Eurométropole, synthétisés dans le tableau en annexe, donneront lieu à la mise en œuvre de projets qui seront formalisés dans des conventions spécifiques, lesquelles préciseront et valoriseront les engagements réciproques de chaque partenaire concerné.

Les projets feront l'objet d'une co-construction avec le Département. Le Département sera associé en amont de la réflexion avec l'ensemble des partenaires pressentis pour élaborer les objectifs et les modalités de mise en œuvre du projet.

Notamment, les projets éligibles au fonds de développement et d'attractivité devront :
- répondre à l'un des enjeux prioritaires du territoire d'action
- répondre à des besoins non couverts, être porteurs de développement et d'attractivité du territoire et s'inscrire dans une vision stratégique et complémentaire avec d'autres projets portés par d'autres maîtres d'ouvrages à l'échelle des intercommunalités environnantes.
- mobiliser plusieurs partenaires au niveau de l'investissement et du fonctionnement : collectivités, groupements de Communes, Région, Etat, Europe, opérateurs publics et privés, entreprises, associations…
- s'inscrire en articulation avec les politiques publiques départementales.

ARTICLE 3 : INTERVENTIONS RESPECTIVES DES PARTENAIRES

Dans le cadre du partenariat régi par le présent contrat, chacun des partenaires s'engage respectivement à assurer les interventions suivantes :

3.1. Interventions du Département

Le Département s'appuie sur l'ensemble de ses compétences et moyens pour permettre la mise en œuvre des enjeux prioritaires et pour participer à la co-construction des projets.

Le Département mobilise son ingénierie sous toutes les formes qu'elle revêt, ainsi que ses ressources, en faveur des enjeux définis d'un commun accord :

- ses moyens financiers, et notamment le Fonds de développement et d'attractivité, le Fonds d'innovation territoriale, le Fonds de solidarité communale, dans une approche intégrée de ses politiques : emploi et inclusion sociale, solidarités, silver développement, habitat, voirie, éducation, mobilités, jeunesse, culture et sports, développement touristique, aménagement du territoire, politique de la ville…
- son ingénierie pour encourager les mutualisations de toutes sortes
- la mise en cohérence de ses modes d'intervention avec ceux des autres collectivités, en particulier les EPCI, les départements limitrophes, la Région, l'Etat et l'Europe.

Le Département assume, en supplément et pour le compte de l'ensemble des partenaires du présent contrat, les responsabilités suivantes :

- la mission de coordination globale du Contrat départemental ;
- la coordination et l'animation du Comité de Suivi du Contrat Départemental ;
- la production d'un bilan définitif global pour chaque contrat départemental à l'issue de la période de contrat.

3.2. Interventions des autres partenaires

En fonction de chaque projet, les interventions des autres parties pourront prendre une ou plusieurs formes suivantes :

- la maîtrise d'ouvrage du projet
- l'ingénierie publique par la mise à disposition de ressources humaines directes ou indirectes
- la participation au financement du projet
- d'autres participations (logistique, communication….)

3.3 Communication

Les partenaires du contrat départemental s'engagent à promouvoir les réflexions et actions engagées dans le cadre du contrat départemental territorial et humain du territoire d'action de l'Eurométropole.

ARTICLE 4 : COMITE DE SUIVI DU CONTRAT DEPARTEMENTAL

Le contrat départemental de développement territorial et humain a vocation à construire un travail en réseau durable et une dynamique d'acteurs locaux. Il fait l'objet d'un suivi par l'ensemble des partenaires une à deux fois par an au sein d'un conseil de territoire d'action.

Le conseil de territoire d'action, présidé par le Président du Conseil Départemental ou son représentant, est :

- Une instance de coordination et de concertation locale pour chaque territoire d'action, qui rassemble les forces vives, les exécutifs des Communes, des intercommunalités, les opérateurs et associations, les représentants de la Région et de l'Etat... tout acteur qui souhaite participer à cette réflexion collective et s'inscrire dans les ambitions du partenariat de projet

- Un espace d'échange pour co-construire l'action publique, suivre l'avancée des projets et des partenariats à l'échelle du territoire, créer des opportunités de travail en commun, faire connaître des initiatives et expériences, donner l'envie et les moyens d'innover

Chaque année, chaque conseil de territoire d'action réalise un bilan des actions couvertes par les projets engagés dans le cadre de leur contrat départemental et le met à disposition des partenaires.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Il est conclu jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 6 : MODIFICATION

Toute modification substantielle du présent contrat de partenariat devra faire l'objet d'un avenant signé entre tous les partenaires à la condition que cette modification n'en remette pas en cause les principes fondamentaux.

Fait en XXX exemplaires originaux à XXX , le XXX

Pour le Département du Bas-Rhin
Le Président,

Pour l'EPCI 1,

Le Président

Pour l'EPCI 2,

Le Président

Pour la commune 1

Le Maire

Pour la commune 2

Le Maire

6

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Stratégie digitale de l'Eurométropole.

La présente délibération a pour objet la structuration de la stratégie digitale de l'Eurométropole de Strasbourg.

1) Contexte et enjeux

Comme le montre le baromètre du numérique 2017, les usages digitaux progressent dans tous les domaines, et en particulier dans l'administration. Trois quarts de la population française se connectent quotidiennement à internet et 2 personnes sur 3 ont déjà effectué une démarche administrative en ligne. Cette progression est marquée par un essor rapide des pratiques en mobilité.

Cependant, ces tendances ne doivent pas faire oublier les situations de fracture numérique, même si celles-ci recouvrent des réalités variées : 12% de la population ne se connecte jamais à internet et un tiers des français considère qu'il est peu ou pas compétent pour utiliser un ordinateur. L'accompagnement nécessaire de cette population, mais également les questions de sécurité et de confiance sont des prérequis à l'appropriation et la généralisation des usages digitaux. Le cadre réglementaire européen (Règlement Général sur la Protection des Données) et national (Loi pour une République numérique) vise à satisfaire ces exigences.

Le numérique représente également un formidable gisement de développement économique. Le poids du secteur numérique en France représente 3,86% du PIB et 20,8 % des dépenses de R&D. Mais c'est 80% de l'économie qui est impactée par la transformation digitale. Les métropoles sont particulièrement propices aux phénomènes de concentration de valeur générés par le numérique.

L'Eurométropole souhaite tirer pleinement parti des opportunités que représente la transformation digitale et structurer sa stratégie autour des ambitions suivantes :

- Placer le citoyen au cœur de sa démarche en mettant la technologie au service des usages ;
- Faire du numérique un facteur d'intégration des communes de l'Eurométropole en favorisant les mutualisations, tout en respectant les spécificités de chacune ;

- Intégrer la dimension digitale dans les politiques thématiques de l'Eurométropole et réinterroger le rôle de la collectivité à la lumière des possibilités de disruption apportées par le numérique ;
- Faire société numérique en accompagnant les citoyens, mais également les agents, dans la transformation digitale des services publics ;
- Soutenir le développement de la filière numérique et la transition digitale des entreprises du territoire.

2) Méthode

Afin de définir sa stratégie, l'Eurométropole de Strasbourg s'est inscrite dans un processus partenarial, qui s'est notamment appuyé sur :

- Les recommandations du Conseil de développement ;
- Une concertation avec les communes de l'Eurométropole au travers d'une enquête en ligne et de 3 réunions collectives ;
- Un séminaire de travail collaboratif qui a réuni les élus de l'Eurométropole et de ses communes, les agents et les partenaires de la collectivité.

3) Orientations retenues

Afin de relever ces défis, l'Eurométropole de Strasbourg a défini des orientations et objectifs autour de 4 domaines d'activité :

- **Les services aux citoyens :** le citoyen est placé au cœur de la stratégie, en tant qu'usager des services dématérialisés, mais également en tant contributeur. Ce positionnement central de l'usager nécessite d'accompagner le développement des compétences numériques, tant en interne, que sur le territoire.

- **Le développement économique et des territoires :** la stratégie digitale respecte les orientations de la feuille de route Strasbourg Eco 2030. Les actions portent principalement sur l'émergence et la croissance de startups, la poursuite du développement de solutions d'hébergement pour les entreprises innovantes (NextMed, Manufacture, Parc d'Innovation), l'animation de la filière numérique et le renforcement de la fertilisation croisée entre numérique et secteurs d'excellence du territoire.

- **La performance du service public :** le développement des systèmes d'information repose sur un plan pluriannuel défini avec les directions métiers et arbitré par le comité de pilotage opérationnel digital. Cette démarche se poursuivra, en y intégrant une approche mutualisée avec les communes de l'Eurométropole. La performance du service public nécessite également de renforcer la formation et l'accompagnement des agents dans cette transformation digitale.

- **Les infrastructures numériques :** l'Eurométropole poursuivra le développement de ses infrastructures numériques, tout en ouvrant celles-ci aux communes, à ses partenaires, mais également aux opérateurs, contribuant ainsi à stimuler le déploiement du Très Haut Débit (THD) fixe et mobile sur son territoire.

Ces domaines d'activité s'accompagnent d'un socle technique et méthodologique, qui irrigue l'ensemble de la démarche :

- **la sécurité**, gage de confiance des usagers, nécessite de mettre en œuvre des mesures de gestion des risques et de protection des données ;
- **la donnée**, dans une approche ouverte, transversale et partenariale, permet une meilleure connaissance et analyse du territoire et le développement de services numériques de qualité ;
- **l'innovation**, véritable fil rouge de la stratégie, vise à explorer et expérimenter les opportunités offertes par les évolutions technologiques, tout en s'assurant de leur acceptation par les usagers.

L'ensemble de ces orientations se matérialisent au travers de 15 projets structurants qui constituent la colonne vertébrale de la stratégie et illustre sa dimension transversale et systémique.

4) Actions prioritaires

La mise en œuvre du plan d'actions qui accompagne la stratégie digitale sera engagée dès 2018. Les priorités sont établies en tenant compte des obligations réglementaires, des bénéfices attendus, en termes de qualité du service public et de retour sur investissement, ainsi que des ressources que la collectivité est en mesure d'y affecter.

Il est proposé de lancer en priorité les actions suivantes :

- Déploiement des premières briques du **cloud métropolitain** : poste de travail, application Droits de Cité, plateforme open data, Règlement européen Général sur la Protection des Données (RGPD) ;
- **Infrastructures numériques** : mise en place d'une convention de fonds de concours entre l'Eurométropole de Strasbourg et deux à trois communes ayant un projet de déploiement de réseaux très haut débit pour leurs besoins propres, et poursuite de l'accompagnement du déploiement du Très Haut Débit pour tous ;
- Lancement de **l'appel à projets smart city**, favorisant la mise en relation entre les défis de la collectivité et les entreprises innovantes du territoire ;
- Diagnostic et élaboration d'une offre de **médiation numérique** en lien avec les partenaires impliqués du territoire.

5) Gouvernance

Afin d'assurer le pilotage de la stratégie digitale, une gouvernance dédiée est mise en place. Elle s'appuie sur trois instances:

- Un comité des usagers, qui fait suite aux recommandations du Conseil de développement et représente la société civile ;

- Un comité de pilotage stratégique partenarial qui propose les grandes orientations et assure la cohérence et la diffusion de la démarche en intégrant les acteurs locaux représentatifs du digital ;
- Un comité de pilotage opérationnel digital, composé des élus de l'Eurométropole en charge de la thématique, qui effectue les arbitrages et assure le suivi de la mise en œuvre de la stratégie.

6) Budget

Afin d'atteindre les objectifs fixés par la stratégie digitale, un budget dédié lui est affecté. Ce budget est complémentaire aux crédits attribués aux systèmes d'information et à la communication numérique. Il permet d'avoir une vision consolidée des actions relatives à la stratégie digitale et facilite les arbitrages. Ce budget comprend :

- Un programme pluriannuel d'investissement pour un montant total de 16 100 000 euros. Ce programme est destiné à la poursuite du déploiement d'infrastructures numériques très haut débit, à la mise en place d'un catalogue de services digitaux et à des projets d'innovation et d'expérimentation. Il est proposé de répartir l'engagement des dépenses comme suite :

    - Année 2018 : 850 000 euros
    - Année 2019 : 1 900 000 euros
    - Année 2020 : 1 900 000 euros
    - Hors mandat : 11 450 000 euros

    Des cofinancements pourront être recherchés : contribution des communes de l'Eurométropole, cofinancements de l'Etat (Programme Investissements d'Avenir), et européens (FEDER), partenariats…

- Des crédits annuels de fonctionnement : le montant de ces crédits pour l'année 2018 est de 300 000 euros ; ils portent sur des dépenses d'études et de communication, ainsi que sur l'attribution de subventions, en particulier destinées à financer l'appel à projets Smart City.

7) Accompagnement des projets

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie et des priorités définies ci-dessus, l'Eurométropole souhaite bénéficier d'un accompagnement en matière de pilotage de projets innovants et d'expertise technique et juridique dans le domaine digital. Il est donc proposé de lancer un appel d'offres ouvert pour la mise en place d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois, et d'un montant maximum annuel de 1 000 000 euros.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *les orientations de la stratégie digitale telles que définies dans le document annexé à la présente délibération,*

- *le lancement d'un appel d'offres pour l'accompagnement à la mise en œuvre de la stratégie digitale, en vue de conclure un accord-cadre à bons de commande pour un montant annuel maximum de 1 000 000 euros*

décide

- *l'imputation de la dépense d'investissement d'un montant sur l'enveloppe 2018/ AP0292, fonction 020, nature 21838, service DU01,*

- *l'imputation de la dépense de fonctionnement sur l'activité DU01N, fonction 67*

autorise

- *le Président ou son représentant à prendre toutes les dispositions destinées à assurer la mise en œuvre de cette stratégie,*

- *le Président ou son représentant à lancer la consultation, à prendre toutes les décisions y afférant, à signer et à exécuter le(s) marché(s) en résultant.*

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

Strasbourg.eu
eurométropole



STRASBOURG
Smart strategy : pour une métropole « augmentée »

Édito

Le digital joue aujourd'hui un rôle essentiel et touche tous les aspects de notre vie : notre façon de travailler, d'apprendre, de nous déplacer… Pour certains, il génère des craintes concernant la sécurité des données personnelles ou les perspectives de l'intelligence artificielle alors que pour d'autres, il ouvre le champ de tous les possibles et contribue à rendre la société plus agile, plus collaborative, plus ouverte.

Le digital est également un levier de croissance économique et de productivité. Au-delà de la filière numérique, le digital transforme radicalement certains secteurs d'activité et leurs modèles économiques.

Il est donc naturel que la « métropole augmentée » intègre pleinement ces enjeux dans les compétences qu'elle exerce, et les partage avec l'ensemble des communes et des citoyens.

Dans le cadre de cette transformation, la stratégie digitale propose une approche qui permette d'accroître l'intégration des communes de l'Eurométropole et la mutualisation de leurs capacités, de proposer des services simplifiés et efficaces aux habitants, mais également de mettre en place un environnement favorable au développement des entreprises numériques. Ces objectifs sont réunis dans une méthodologie de travail accessible et fédératrice.

Parce qu'il présente à la fois une identité forte, une grande proximité avec les usagers, et une concentration de la valeur et des opportunités de développement à grande échelle, le territoire de l'Eurométropole est idéal pour devenir un laboratoire de la République numérique.



Robert HERRMANN
Président
de l'Eurométropole de Strasbourg



Catherine TRAUTMANN
Vice-présidente
de l'Eurométropole de Strasbourg

Sommaire

Contexte et enjeux — 6 à 9

Le citoyen dans la « métropole augmentée »
Les défis de la transformation digitale de l'Eurométropole
Un contexte général favorable

Ambition du territoire — 10 à 25

Les usagers, des acteurs au cœur du projet
Un effet de levier sur le développement et l'attractivité du territoire
La performance du service public
Les infrastructures numériques, un prérequis de la stratégie digitale
La sécurité, gage de confiance
Smart data, la donnée souveraine
L'innovation comme fil rouge

Démarche, gouvernance et organisation — 26 à 29

La démarche
Une gouvernance partenariale et transversale

Lexique — 30 à 31

Projets structurants — 32 à 49



Contexte et enjeux

Les défis de la transformation digitale de l'Eurométropole.

Un facteur d'intégration des communes de l'Eurométropole

Les infrastructures et services numériques représentent un facteur d'intégration des communes de l'Eurométropole au service du citoyen. Ils permettent de renforcer le **sentiment d'appartenance** au territoire, tout en respectant le choix des communes. Ainsi, ils contribuent à faciliter la vie quotidienne et les déplacements des habitants en permettant un accès simplifié ou une identification unique aux services dématérialisés.

De plus, la masse critique que représente l'Eurométropole constitue un facteur favorable de négociation avec les fournisseurs. Ce constat invite à poursuivre la démarche de concertation pour la construction d'une Eurométropole numérique, et la recherche de mutualisations.

Une réflexion devra être menée afin d'articuler les compétences de l'Eurométropole dans le domaine numérique et les compétences communales (comme l'éducation, l'éclairage…) et d'identifier un modèle économique pérenne qui respecte les intérêts de chacune des collectivités.

Véritable **projet de territoire**, la stratégie digitale s'incarne dans les territoires de projets, que constituent les communes de l'Eurométropole. Certains projets pourront être développés sur une commune avant d'être déployés plus largement, offrant à chacune l'opportunité de **valoriser ses atouts et spécificités**. Grâce à cette approche multilatérale, la démarche permet de conforter l'unité et la solidarité métropolitaine. Au sein de ce territoire, Strasbourg, ville centre, joue un rôle moteur.

Le digital, pierre angulaire de la smart city

La notion de smart city, au-delà du concept marketing, a le mérite de montrer l'aspect systémique et complexe d'un territoire, à plus forte raison d'une métropole. Les différentes composantes du territoire doivent s'articuler, et le digital est **un catalyseur de ces interactions. Facteur de transparence, de démocratie et d'innovation, il permet également de mieux croiser les enjeux des politiques thématiques de la collectivité : mobilité, environnement, transition énergétique, développement économique, social…**

Ainsi, le projet « Ville respirable » comporte un volet spécifique sur des outils de simulation et de modélisation permettant de renforcer le lien entre la gestion du trafic et la qualité de l'air.

Par ailleurs, le projet « la santé en mouvements » vise à mettre en place une plateforme numérique partagée et croise les politiques publiques dans les domaines du développement économique, des personnes âgées, des mobilités, du sport, de la santé, de l'habitat, d'urbanisme et d'aménagement du territoire, d'agriculture péri-urbaine…

On voit ainsi que la dimension digitale et les synergies qu'elle engendre, en interne comme avec les partenaires du territoire, sont systématiquement intégrées dans les projets déployées par les directions métiers de la collectivité.

Au cœur de la smart city, on trouve la question centrale de la donnée, produite par la collectivité, mais également par d'autres acteurs du territoire : délégataires de service public, opérateurs privés, et notamment de « pure players » digitaux.

Dans ce contexte, la collectivité doit donc réinterroger son rôle et ses responsabilités : quelles données produire, exploiter, consolider et partager ? Comment passer de l'analyse des données à une démarche prédictive ? Comment préserver l'intérêt général ? Comment optimiser l'affectation des ressources budgétaires ? Comment développer les compétences des équipes pour faire face à ces nouveaux défis ?

Vers une société numérique

La révolution engendrée par le numérique représente une question sociétale et globale, mais aussi un enjeu local et humain. L'échelle de la métropole, sa proximité avec les habitants et leurs préoccupations, permettent ainsi d'apporter des réponses concrètes

Face à une exigence de réactivité, la collectivité doit **préserver la qualité et la performance du service public, tout en favorisant l'accès des citoyens aux technologies.**

Contexte et enjeux

Le digital constitue un outil au service de la simplification des procédures, de leur automatisation, parfois de leur mutualisation. Il assure à la fois une meilleure performance de l'administration et un lien plus fluide avec les citoyens. Le numérique est également un outil au service de la participation citoyenne et modifie la relation de la collectivité avec les citoyens, et leur rôle respectif ; le citoyen devient contributeur et la collectivité se positionne en tant que facilitateur.

Il est également important d'appréhender les contraintes et les limites posées par les technologies : sécurité, protection des données et de la vie privée, accès équitable aux services et lutte contre la fracture numérique.

Des impacts économiques majeurs

Alors que le numérique permet une totale indépendance entre la localisation de l'entreprise et son marché, il génère pourtant des phénomènes de concentration des écosystèmes, des talents et de la valeur qui en découle.

De plus, le numérique a des impacts sur de nombreux secteurs d'activité : si l'on ajoute au cœur de l'économie numérique, les secteurs transformés par la numérisation (édition, musique, audiovisuel, finance…) et les secteurs ayant dégagé des gains de productivité significatifs grâce aux technologies (commerce, industrie…), c'est 80% de l'économie française qui est concernée. Sur le territoire de l'Eurométropole, la fertilisation croisée porte d'ores et déjà ses fruits dans les secteurs d'excellence de la santé, de la mobilité et de l'industrie.

On voit donc que l'économie numérique et la transition digitale des entreprises représentent des défis majeurs pour le développement du territoire, son attractivité, et son rayonnement sur la scène nationale et internationale.

Un changement culturel à accompagner

La transformation digitale commence au sein même de l'organisation, les équipements et applications numériques ayant des conséquences importantes sur le travail des agents de la collectivité et sur leurs relations avec les usagers. Le déploiement de nouveaux outils numériques, postes de travail ou logiciels, nécessite un accompagnement au changement. L'évolution des métiers et des compétences induite par le digital doit être prise en compte à toutes les étapes de la carrière de l'agent : recrutement, formation continue, mobilité…

Le digital est une formidable opportunité de diffuser une culture d'innovation en interne et des méthodes de travail plus transversales et collaboratives. Il constitue un élément majeur de la transformation de l'administration car il favorise le croisement des politiques thématiques, concourt à une meilleure réactivité et engendre une évolution des métiers.

Un contexte général favorable

Cette feuille de route digitale intervient dans un contexte général favorable. Au niveau européen, ce contexte est marqué par la volonté de la Commission Européenne de mettre en œuvre un marché unique numérique, moteur de croissance et de création d'emplois. D'autre part, le Règlement Européen sur la Protection des Données entre en vigueur en mai 2018 et aura de nombreux impacts sur les organisations. Enfin, le Parlement Européen a proposé un cadre de référence pour les compétences clés qui inclut les compétences numériques.

Au niveau national, la loi pour une République numérique, adoptée en octobre 2016, définit le cadre et les principales orientations de l'action de l'Etat et a pour ambition de préparer notre pays à saisir les opportunités et relever les défis de la transition numérique.



Ambition du territoire

La stratégie digitale définit des orientations et objectifs partagés au sein de la collectivité, mais également une ambition pour le territoire. Elle met l'outil numérique au service d'un projet collectif et partenarial.

Afin de servir cette ambition, la stratégie se décline en 4 thématiques :

- Les services aux citoyens
- Le développement économique et des territoires
- La performance du service public
- Les infrastructures numériques

Ces thématiques s'appuient sur un socle technique et méthodologique constitué de 3 domaines : la sécurité, les données et l'innovation.

Une ambition partagée			
Services aux citoyens	Développement économique et des terrtoires	Performance du service public	Infrastructures numériques
Données			
Sécurité			
Innovation			

	Services aux citoyens	Performance du service public	Développement économique et des territoires	Infrastructures numériques
Gourvernance	▲	▲	▲	▲
Portail citoyen	▲	▲		
Appel à projets Smart City	▲	▲	▲	▲
Cloud métropolitain	▲	▲	▲	▲
French Tech Alsace	▲		▲	▲
Smart Data	▲	▲	▲	
Déploiement THD	▲	▲	▲	▲

La stratégie fait apparaître des sujets propices à la mutualisation, qui illustrent le caractère transversal et intégré du numérique et donnent lieu à quinze projets structurants. Les thématiques sont en effet intimement liées : en effet, la qualité des infrastructures numériques est un prérequis au développement de nouveaux services et usages ; de la même façon, la performance de l'administration est déterminante dans la qualité de service délivrée aux citoyens.

Il est donc indispensable d'adopter une approche décloisonnée et systémique. A titre d'exemple, le projet de cloud métropolitain, catalogue de services numériques proposés aux communes de l'Eurométropole, est à la fois un facteur de performance de l'administration, un vecteur de meilleur service rendu au citoyen et de développement du territoire, et nécessite une infrastructure efficiente et sécurisée.

Les usagers, des acteurs au cœur du projet

De l'usager…

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg proposent actuellement aux usagers une quarantaine de sites internet qui s'articulent autour de strasbourg.eu :

- des sites événementiels : capitale de Noël, animations d'été, bibliothèques idéales
- des sites dédiés aux services culturels : musées, orchestre philharmonique, TAPS, archives, médiathèques…
- des sites dédiés au développement économique et à l'attractivité : Europtimist, Parc d'innovation, Strasbourg aime ses étudiants…
- des sites liés à des opérations spécifiques : requalification des quais, dispositif « Strasbourg ça pousse », calendrier des religions, réserve naturelle du Rohrschollen…

La refonte progressive des sites garantit leur adaptation aux pratiques des usagers en mode « responsive » sur ordinateur, tablette et mobile.

La collectivité dispose en effet d'une plateforme dédiée au développement et à la gestion de ses sites internet. Véritable « usine à sites », elle permet de proposer de nombreuses fonctionnalités : création de formulaires, moteur de recherche, cartographie dynamique des lieux et équipements, agenda mutualisé, outil d'e-mailing, outils de suivi et de maintenance.

Le bouquet de services numériques inclut des dispositifs spécifiques aux terminaux mobiles, comme StrasMap, ou encore StrasPlus, ouverte sur la technologie sans contact NFC (Near Field Communication).

Par ailleurs, dans le secteur culturel, des applications natives ont été créées en accompagnement d'expositions : Aubette 1900, Strasbourg Laboratoire d'Europe.

En complément des sites internet, la collectivité mise également sur la diffusion d'information au moyen des réseaux sociaux : Facebook (30 pages), Twitter, Instagram, LinkedIn, Snapchat. Chacun d'entre eux permet de toucher des publics spécifiques dont une partie ne se rend plus sur les sites internet. Strasbourg est la première métropole de France sur Twitter.



Projets structurants :

- Portail citoyen « MonStrasbourg.eu »
- Comité des usagers (voir Gouvernance)
- Parcours usager
- Médiation numérique

Ambition du territoire

… Au contributeur

Les usagers ne sont plus de simples consommateurs de services ; ils s'approprient leur territoire et souhaitent contribuer à son évolution. Cette contribution peut prendre différentes formes : instances de démocratie participative (conseils de quartiers, conseils citoyens…), ateliers, engagement associatif… Les services numériques représentent une opportunité de réinventer le lien entre la collectivité et les citoyens. C'est pourquoi l'Eurométropole souhaite associer les usagers à la co-construction des services digitaux, depuis la définition des besoins jusqu'au test des solutions. La meilleure compréhension des attentes des usagers et des besoins métiers passe également par l'implication des agents de la collectivité dans ce processus et la transformation des méthodes de travail.

Le citoyen est également acteur du service : signalement de dysfonctionnements, production de données. Ce phénomène sera encore renforcé par le déploiement massif des objets connectés. C'est donc une véritable démarche de « crowdsourcing » qui se met en place.

Cette collaboration permanente ente les citoyens et la collectivité nécessite agilité et adaptabilité afin de prendre en compte les évolutions des demandes des utilisateurs. Elle se matérialisera par la création d'un comité des usagers du numérique.

Le développement des compétences numériques

Le déploiement de nouveaux services numériques et le développement de nouveaux usages fait ressortir de façon toujours plus aigüe la question de la fracture numérique, mais celle-ci recouvre des réalités disparates : accès au matériel ou aux infrastructures numériques, acquisition de compétences… Elle peut concerner les solutions proposées par la collectivité elle-même ou par ses partenaires institutionnels.

Ce sujet est au cœur des préoccupations de la collectivité qui souhaite mener en collaboration avec les acteurs du territoire une réflexion sur les questions de médiation numérique. Des actions d'accompagnement des citoyens et de sensibilisation aux outils digitaux sont d'ores et déjà proposées dans le cadre du programme l'@ppli instauré par les médiathèques, mais également par des partenaires de la collectivité, comme Humanis ou La Poste. Ces projets pourraient constituer le socle d'un déploiement dans les futures maisons de services.

Les compétences numériques représentent souvent un prérequis pour trouver un emploi ou réaliser une démarche en ligne. L'objectif consiste à s'inscrire dans une démarche de « territoire apprenant », qui englobe les questions de formation initiale et continue, mais surtout le développement inclusif et la valorisation des compétences tout au long de la vie par la pratique et l'action.

Orientations

Les objectifs de la collectivité en matière de dispositifs numériques s'organisent autour de 4 thématiques :

L'information :

- informer sur les politiques, les opérations, les actions en cours, les événements
- sensibiliser sur les comportements
- alerter sur les difficultés, les dangers
- donner accès aux données et aux documents

La participation :

- évaluer les choix, les orientations, les résultats
- recueillir l'avis du citoyen, ses contributions, ses signalements
- le convier à participer à certaines décisions
- co-construire les stratégies, les démarches, les orientations, les opérations, les équipements
- participer à la mise en œuvre au quotidien de la gestion du domaine public

La dématérialisation :

- proposer des démarches administratives en ligne
- simplifier les démarches existantes
- permettre le suivi de l'avancement des démarches
- permettre le paiement en ligne
- améliorer les services à partir du retour des usagers

La personnalisation :

- adapter les services numériques aux usagers et à leurs pratiques
- offrir un espace personnel en ligne
- permettre à l'usager de choisir entre le numérique et les autres canaux

La mise en œuvre de services numériques en ligne est confrontée à deux contraintes majeures : d'une part, la possibilité de développer des services directement connectés aux logiciels métiers qui ne sont pas toujours ouverts ; d'autre part, l'impact sur l'organisation des directions et services concernés par des prestations en ligne.

Le portail citoyen « Mon Strasbourg » fournit une boîte à outils logicielle et structure la politique de la collectivité en matière de services aux usagers. Sa mise en œuvre est complémentaire à une stratégie de gestion de la relation avec l'usager, approche multi-canal permettant de centraliser l'ensemble des informations le concernant.

La dimension transfrontalière du territoire devra également être prise en compte, en particulier dans le développement de nouveaux services aux citoyens qui vivent et se déplacent dans une agglomération à 360°.



Ambition du territoire

Un effet de levier sur le développement et l'attractivité du territoire

Le secteur numérique représente 3,7% des emplois de la métropole. Le quart des emplois numériques du Grand Est est implanté dans l'aire urbaine de Strasbourg, contre 1/9 du total des emplois. Le rôle moteur de Strasbourg est particulièrement important dans les activités de programmation et les services informatiques, avec 1/3 des emplois du Grand Est. Strasbourg souhaite renforcer son leadership et confirmer sa position de capitale numérique régionale à horizon 2020.

Située au cœur des réseaux et des marchés européens les plus dynamiques, la métropole est un territoire de choix pour l'implantation des entreprises numériques. Elle dispose d'une infrastructure de qualité, et le déploiement du Très Haut Débit va se poursuivre avec un objectif de couverture totale à horizon 2020. Elle accueille également de nombreux opérateurs internet et hébergeurs de données qui voient dans la position de Strasbourg une localisation idéale pour adresser les marchés français et européen. La présence de ces infrastructures favorise le développement d'offres à fort potentiel comme le cloud computing, le big data, l'internet des objets…

L'Eurométropole, en partenariat avec la CCI et la CMA, accompagne également les entreprises sur les questions d'infrastructure numérique en leur proposant des outils d'information et d'aide à la décision, favorisant ainsi la transition numérique des TPE et PME.

Le territoire propose en outre toute une gamme d'hébergements destinés aux entreprises innovantes (pépinières, espace de coworking…).

L'offre immobilière va encore se renforcer dans les prochaines années avec des lieux tels que :

- Le Campus Nextmed spécialisé dans les technologies médicales et les applications dans le domaine de la santé (e-santé, silver economy…)
- La Manufacture des Tabacs, lieu totem pour l'entrepreneuriat innovant et l'hébergement de startups
- Le développement du Parc d'Innovation d'Illkirch avec une nouvelle filière de formation au développement informatique en école d'ingénieurs (Telecom Physique Strasbourg), un projet de pôle numérique, et la valorisation de cet environnement unique dans le programme national « Boosters » qui vise à renforcer les liens entre numérique, spatial et domaines d'usages.

La collectivité propose également des dispositifs de soutien aux entreprises de l'écosystème digital, comme :

- Tango & Scan : appel à projets innovants destiné à renforcer les coopérations entre les entreprises des secteurs numérique et créatif avec les entreprises d'autres secteurs d'activité (artisanat, tourisme, santé, mobilité…).
- Kit Emergence French Tech Alsace : dispositif dédié aux jeunes entreprises en vue de leur permettre de consolider leur modèle économique, d'accélérer leur croissance et de concrétiser leur position sur leurs marchés en France et à l'international.

Orientations

Le plan d'actions portera sur l'effet levier du numérique sur le développement économique et l'attractivité du territoire. Il respecte les orientations retenues dans la feuille de route Strasbourg Eco 2030.

Les principaux objectifs fixés dans la stratégie portent sur :

- L'aménagement numérique du territoire, et en particulier la garantie d'un accès Très haut Débit pour toutes les entreprises du territoire à un prix compétitif à horizon 2020. L'Eurométropole veillera à stimuler le déploiement par les opérateurs d'une offre FTTH (Fiber To The Home) dans les zones d'activité, mais également à favoriser l'émergence d'une réelle concurrence.
- Les actions en faveur de l'émergence et de la croissance des startups en lien avec la French Tech Alsace, en particulier sur les volets international, financement, accélération et open innovation.
- La poursuite du développement de solutions d'hébergement adaptées aux jeunes entreprises numériques innovantes est également prioritaire.
- L'animation de la filière numérique, notamment la consolidation du soutien aux évènements les plus emblématiques du territoire, afin d'en faire des évènements de référence au niveau national, voire international : Startup Weekend, Hacking Health Camp et Hacking Industry Camp, Bizz & Buzz (festival du numérique en Alsace, porté par la CCI Alsace Eurométropole), i-novia… Un appel à projets « smart city » permettra également aux entreprises numériques de proposer des solutions innovantes à des défis métiers lancés par la collectivité.
- Le soutien à la transition numérique des entreprises : il est important de stimuler l'appropriation par toutes les entreprises (industrie, commerce, artisanat) des outils digitaux, en particulier grâce à l'appel à projets Tango & Scan qui, chaque année, met en avant une thématique privilégiée (tourisme en 2016, mobilité en 2017, économie verte en 2018).
- Le renforcement de la fertilisation croisée entre numérique et secteurs d'excellence du territoire, en particulier les mobilités, l'industrie et la santé. Une illustration de cette dynamique est le projet « La santé en mouvements », porté par l'Eurométropole dans le cadre du Programme Investissement d'Avenir « Territoires d'Innovation de Grande Ambition », et qui s'appuie sur un socle numérique mutualisé.



Projets structurants :

- La French Tech Alsace :
- Appel à projets Smart City



Projets structurants :

- Programme pluriannuel des systèmes d'information
- Cloud métropolitain

Ambition du territoire

La performance du service public

La performance du système d'information

Le système d'information représente aujourd'hui :

- 6 700 ordinateurs et 1 400 imprimantes répartis sur 380 sites
- 9 200 téléphones dont 340 smartphones
- 620 serveurs
- Plus de 200 bases de données
- Environ 300 To de stockage
- 300 applications métiers et presque autant d'outils bureautiques, collaboratifs…

Le système d'information de la collectivité repose sur une programmation de projets dans le cadre d'un plan pluriannuel défini avec les directions métiers et arbitré par le Comité opérationnel digital. La méthode d'aide à la décision est celle de l'analyse de la valeur simplifiée et prend en considération 5 critères : pertinence politique ou projet contraint (obligation réglementaire par exemple), gains en termes de budget et d'optimisation des ressources humaines, gains qualitatifs internes, bénéfices externes, maîtrise du risque. Le système d'information représente à lui seul un investissement annuel d'environ 3,5 M€.

La qualité du service rendu aux citoyens est directement liée aux outils de gestion du système d'information mis à la disposition des directions métier dans leur mission de service public en lien avec les usagers, soit directement (services aux habitants), soit indirectement (services ressources). L'e-administration et la dématérialisation de procédures et de services représentent un volant important de projets informatiques et contribuent à la performance du service public.

Une approche mutualisée

L'Eurométropole de Strasbourg propose d'ores et déjà des solutions informatiques mutualisées, qui font l'objet d'un conventionnement avec certaines communes :

- Finances
- Système d'Information Géographique
- Réseaux radio
- Autorisation d'occupation des sols (Droits de Cité)
- Outils collaboratifs

Pour les marchés télécom, un groupement d'achat réunissant 14 communes a été mis en place en 2015 et a permis de générer une économie de 27%.
Cette démarche de mutualisation et de recherche d'optimisation des coûts se poursuivra dans le cadre de la stratégie digitale. Les attentes des communes portent principalement sur les sujets suivants :

- Acquisition ou renouvellement de matériels
- Système de téléphonie voix sur IP
- Applications métiers (dématérialisation de documents et procédures, gestion documentaire et archivage, paye et ressources humaines)
- Conseil et expertise (sécurité, assistance à maîtrise d'ouvrage, formations)
- Fibrage de bâtiments communaux

Une culture digitale à développer

La stratégie digitale nécessite de diffuser une culture de l'innovation en interne comme en externe. Cette transformation culturelle s'appuie sur des valeurs telles que l'ouverture, la transparence, la collaboration, mais également le droit à l'expérimentation et à l'erreur.

Dans ce domaine, la collectivité bénéficie d'un existant solide. En interne, plusieurs chantiers autour de la modernisation du service public local, du management, du travail collaboratif, du télétravail ou encore de l'innovation sont lancés et concourent à mettre en place des méthodes de travail favorables au déploiement d'une culture digitale. La collectivité a également travaillé sur de nombreux projets innovants qui se sont appuyés sur des équipes pluridisciplinaires issues de plusieurs services et directions : open data, services mobiles, Shadok… La collectivité a toujours démontré sa capacité à se saisir des opportunités liées au digital, comme la technologie sans contact NFC (Near Field Communication), ou plus récemment, avec la mise en œuvre d'un réseau dédié à l'internet des objets.

La formation et l'accompagnement du changement sont des éléments essentiels pour développer les compétences numériques des agents, mais également pour leur permettre de mieux s'adapter aux mutations profondes provoquées par le digital, que ce soit en matière d'organisation, de processus, de déontologie, de sécurité, de relation à l'usager ou encore d'évolution des métiers. Avec la mise en place du télétravail, les agents de l'Eurométropole ont ainsi bénéficié d'une formation leur permettant de mieux gérer les modalités du travail à distance.

De nombreux agents utilisent quotidiennement des applications numériques. Mais d'autres n'ont pas accès à un équipement ou une connexion internet dans leur cadre professionnel. Comme pour les usagers, il convient d'adresser la problématique de la fracture numérique interne.

Orientations

Le plan de formations de la collectivité intégrera le développement des compétences numériques des agents de la collectivité. Il étudiera également l'opportunité de recourir à des solutions numériques de e-learning ou de serious game, lorsque cela est pertinent.

La démarche de développement des compétences et de lutte contre la fracture numérique interne devra s'accompagner d'une réflexion sur les modalités d'accès de l'ensemble des agents à un environnement numérique : matériel, connexion internet, services accessibles. Ainsi, l'ensemble des agents pourront accéder à l'intranet de l'Eurométropole dès 2018.

Les outils numériques contribueront à la simplification et la dématérialisation de certaines procédures internes (demande de congés, ordres de mission…). Ils favoriseront également l'appropriation par des métiers traditionnellement éloignés du numérique en permettant une connexion à distance et en temps réel avec les systèmes d'information.

Les démarches d'innovation ouverte seront encouragées : participation à des hackathons, identification de défis numériques qui seront intégrés à l'appel à projets Smart City, mise en œuvre d'expérimentations…



Ambition du territoire

Les infrastructures numériques, un prérequis de la stratégie digitale

Le déploiement du Très Haut Débit par fibre optique

La collectivité a signé avec l'opérateur Orange en octobre 2012, une convention de déploiement du très haut débit à horizon 2020 sur le territoire de la métropole, afin de desservir l'ensemble des logements, des entreprises et des administrations.

La Ville de Strasbourg, située en zone « très dense » par le plan France Très Haut Débit, ne fait pas partie du périmètre conventionné, et chaque opérateur peut déployer sa propre infrastructure optique et ainsi stimuler la concurrence en proposant également une ouverture du réseau aux opérateurs de services tiers.

A ce jour, 57% des logements de l'Eurométropole sont raccordables (disponibles pour souscription), et 47% pour la ville de Strasbourg.

20 communes, dont Strasbourg, sont engagées en travaux. Fin 2018, les 28 communes seront engagées. Orange annonce un achèvement du déploiement du FTTH sur l'Eurométropole en 2020.

Les réseaux câblés

L'opérateur SFR/Numéricable propose également des infrastructures et services à très haut débit sur réseaux câblés. Cet opérateur est aujourd'hui titulaire de contrats sur 26 communes de la métropole. Cela constitue un réseau étendu sur plus de 1 500 km de fourreaux et de câbles, pour un ensemble de 219 000 prises.

Le réseau patrimonial de l'Eurométropole et sa mise à disposition aux partenaires.

L'Eurométropole dispose d'un patrimoine de plus de 700 km de réseaux, patrimoine aujourd'hui renforcé par les réseaux qui lui sont remis en ZAC et lotissements.

L'Eurométropole de Strasbourg ouvre ces infrastructures à ses partenaires (Université de Strasbourg, Préfecture, Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, ARTE…) mais également à des opérateurs de communications électroniques. Une délibération du Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2016 définit les règles d'utilisation de ces infrastructures passives, et notamment les conditions financières. Les redevances ainsi déterminées permettent de couvrir l'investissement de départ, l'entretien courant et les réparations en cas de dégradation.

La collectivité s'inscrit ainsi dans une stratégie partenariale avec les opérateurs afin de garantir la cohérence et l'efficacité des déploiements privés sur le territoire.

Orientations

Les objectifs se concentreront sur le déploiement d'infrastructures numériques performantes, fixes et mobiles, sur l'ensemble du territoire, de manière complète et homogène. Le déploiement de la fibre optique mutualisée par les opérateurs doit permettre l'émergence d'une diversité d'offres commerciales et d'une concurrence sur ce secteur. La compétition par les infrastructures est de toute évidence profitable au territoire.

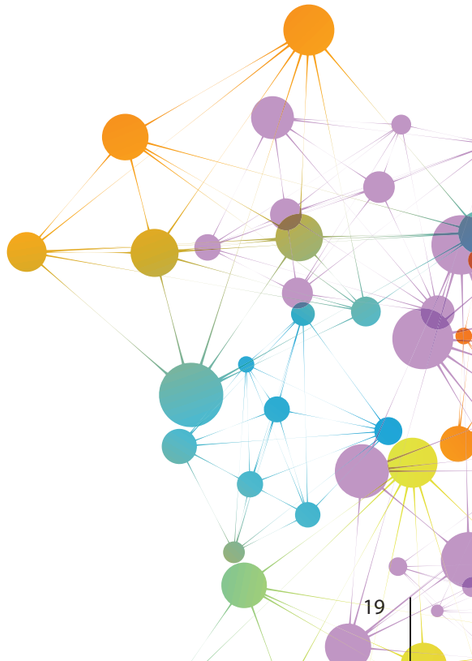
Dans ce contexte, la collectivité a un rôle important à jouer par la mise à disposition, aux opérateurs, de son patrimoine de génie civil qui facilite et accélère le déploiement de la fibre.

Enfin, un dispositif de fonds de concours est en cours de mise en oeuvre afin de permettre aux communes de bénéficier d'un raccordement via fibre optique d'équipement municipaux. Un tel raccordement ouvrirait d'importantes perspectives de mutualisation des services informatiques, avec à la clé d'évidentes économies pour les communes.

Ce dispositif prévoit un financement des réseaux partagé entre l'Eurométropole et les communes qui le souhaitent ; une expérimentation a été réalisée en 2017 avec la commune de Lingolsheim, et le dispositif est dorénavant élargi aux autres communes de l'Eurométropole.

Projets structurants :

- Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit pour tous
- Déploiement de réseaux Très Haut Débit pour le raccordement d'équipements municipaux (fonds de concours)
- Réseau IoT (Internet of Things – Internet des Objets)





Ambition du territoire

La sécurité, gage de confiance

En préambule de son rapport d'activité annuel paru en 2016, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information introduisait le sujet comme suit : « Les technologies numériques procurent des gains de productivité et sont donc source de richesse et de compétitivité pour notre pays, mais elles induisent également des vulnérabilités nouvelles. La cybersécurité est devenue, de ce fait, une condition structurante, non seulement de la sauvegarde de notre patrimoine économique et intellectuel, mais aussi de la protection physique de nos concitoyens. » (Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale)

En effet, l'ouverture des systèmes d'information apporte de nouvelles menaces, qui peuvent perturber le bon fonctionnement des collectivités, les métiers étant de plus en plus dépendants des outils et applications numériques.

Ce paradoxe entre l'ouverture des systèmes et la nécessité de garantir leur sécurité amène les entreprises et collectivités à passer de la suppression des risques à leur gestion.

Face à la course aux nouvelles attaques, les solutions se complexifient et c'est l'organisation mise en place qui devient déterminante pour limiter le risque, mais surtout faciliter sa prise en charge en cas de survenance (gestion d'un mode dégradé, restauration d'un état antérieur limitant la perte de données...).

La réglementation évolue, à la fois pour améliorer la confiance des usagers dans les services en ligne, mais aussi pour responsabiliser l'ensemble des acteurs qui mettent à disposition ces services. C'est l'opportunité de clarifier leurs responsabilités respectives.

La protection des données du citoyen est garantie par la loi « informatique et libertés ». La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) veille au respect de cette dernière. Ses compétences ont été élargies par la loi pour une République numérique.

A partir du mois de mai 2018, les collectivités devront appliquer le règlement européen sur la protection des données (RGPD). Ce dernier renforce la responsabilité des entreprises et collectivités en passant d'un rôle de déclaration et de demande d'autorisation à un rôle « d'auto-responsabilité ».

Les entreprises et collectivités seront tenues de conserver « une trace des moyens techniques et organisationnels mis en œuvre pour assurer la sécurité des données », et de la présenter en cas de contrôle.

Cette responsabilité est de plus en complexe à assumer dans un contexte d'évolution permanente des risques. L'arrivée massive des rançongiciels, mais également l'essor des objets connectés en sont des illustrations.

Orientations

La collectivité s'attache à mettre en œuvre systématiquement des mesures de gestion des risques et de protection des données.

La sensibilisation et l'accompagnement permanent des agents face à ces nouveaux enjeux et aux risques associés constituent un élément essentiel de la gestion du risque.

Face à un contexte complexe et évolutif, la mutualisation de la gestion des risques de sécurité et du respect de la réglementation sera considérée.

Projets structurants

- Mise en conformité des traitements de données dans le cadre du Règlement Européen sur la Protection des Données (RGPD)
- Sensibilisation aux enjeux et risques en matière de sécurité pour les agents et les citoyens (voir médiation numérique)

Ambition du territoire

Smart data, la donnée souveraine

La donnée est une question centrale dans la stratégie digitale de l'Eurométropole. Nouveau patrimoine immatériel, elle illustre le caractère systémique de la métropole, et l'interdépendance des compétences qu'elle exerce.

La collectivité est de ce fait confrontée à plusieurs enjeux dans ce domaine, qui réinterrogent son rôle et ses responsabilités.

Avec l'ouverture et le décloisonnement des systèmes d'information, l'échange de données se développe et nécessite de penser les modalités de partage et d'accessibilité ; la directive européenne INSPIRE vise ainsi à assurer l'interopérabilité entre bases de données géographiques et à faciliter la diffusion, la disponibilité et l'utilisation de ces informations. Une réflexion est également menée par l'association Open Data France sur la normalisation de données clés afin de faciliter leur réutilisation. Enfin, la Loi pour une République Numérique introduit la notion de données d'intérêt général : il s'agit de données de nature privée, mais dont la publication peut se justifier en raison de leur intérêt pour améliorer les politiques publiques. C'est ainsi le cas pour les données issues des délégations de service public.

Par ailleurs, l'ouverture des données publiques (Open data) a permis le développement de nouveaux services numériques autres que ceux proposés par la collectivité. Des services de cartographie et de localisation comme Google Maps, des initiatives collaboratives comme openstreetmap ou des systèmes de navigation comme Waze ont vu le jour et interpellent la collectivité sur sa mission.

D'autre part, grâce à des technologies telles que le Big Data, l'internet des objets ou l'intelligence artificielle, il devient possible d'exploiter plus facilement et plus rapidement des données en temps réel et de réaliser des analyses prédictives à même d'influencer le comportement des usagers mais également d'infléchir l'évolution du territoire.

Les géants des GAFA (Google, Apple, Facebook, et Amazon) voient dans les données une source de création de valeur et réalisent de lourds investissements à l'échelle mondiale pour accélérer leur développement.

L'Eurométropole, avec des moyens beaucoup plus réduits, dispose d'un gisement de données d'une richesse et d'une précision inégalée ; et elle est un acteur incontournable de l'évolution du territoire en matière d'aménagement urbain. Cette position lui donne une responsabilité pour garantir la maîtrise de la donnée au bénéfice des citoyens.

Orientations

Face à ce constat, la donnée s'inscrit au cœur de la stratégie digitale pour en exploiter tout le potentiel, mais aussi pour en maîtriser l'usage. A ce titre, elle est appréhendée dans toutes ses dimensions : acquisition, production, référencement, protection, stockage, archivage, accès et réutilisation. Elle pourra être différenciée selon sa destination : ouverte (open data), partagée (avec des partenaires), restreinte (pour des données très spécifiques)…

L'Eurométropole souhaite également explorer les opportunités de partenariat autour de la donnée, que ce soit avec des acteurs publics ou privés, pour inventer une nouvelle forme de service public.

Projets structurants

- Smart Data
- La santé en mouvements, une ambition partagée (Territoire d'innovation de grande ambition)

Ambition du territoire

L'innovation comme fil rouge

Grâce à une cellule dédiée, la collectivité assure une veille active en matière d'innovation et met en place des expérimentations afin d'explorer des technologies et des usages innovants. Cette phase d'expérimentation permet d'étudier les conditions d'un déploiement à plus grande échelle : maturité et standardisation des technologies, adhésion des usagers, sécurité et conformité réglementaire, maîtrise des coûts d'investissement et de fonctionnement…

A titre d'exemples, plusieurs sujets d'intérêt ont été identifiés autour de l'internet des objets, le big data, l'intelligence artificielle et la blockchain.

On constate également une forte appropriation par les acteurs du territoire des questions d'innovation, souvent liées au numérique : espaces de coworking, fablabs… Le territoire est également reconnu pour sa capacité de fertilisation croisée entre domaines d'activité, parmi lesquels on trouve la santé, l'industrie, les activités créatives, le digital intervenant comme élément fédérateur. La French Tech Alsace, membre des réseaux thématiques #Healthtech et #IoT Manufacturing illustre cette dynamique.

L'innovation se conçoit dans son lien avec la créativité. Un dispositif comme l'appel à projets Tango & Scan stimule les collaborations entre entreprises numériques ou créatives, et autres secteurs d'activité. Le Shadok illustre également cette relation entre création et numérique.

Orientations

Dans cet environnement particulièrement favorable, l'Eurométropole souhaite se positionner comme un laboratoire urbain, territoire d'accueil d'expérimentations portées par des entreprises innovantes.

Ainsi, le réseau IoT (Internet of Things – Internet des objets) mis en place par l'Eurométropole, en partenariat avec l'Université de Strasbourg (laboratoire ICube), est ouvert aux entreprises pour des usages non commerciaux, les autorisant ainsi à éprouver des solutions avant leur mise sur le marché.

L'Eurométropole participe également aux recherches sur la sécurité des réseaux d'eau potable par l'analyse en continu de données issues de capteurs en lien avec des villes et universités européennes. Le développement de ces expérimentations a également pour ambition de valoriser l'écosystème de la French Tech Alsace par des réalisations concrètes.

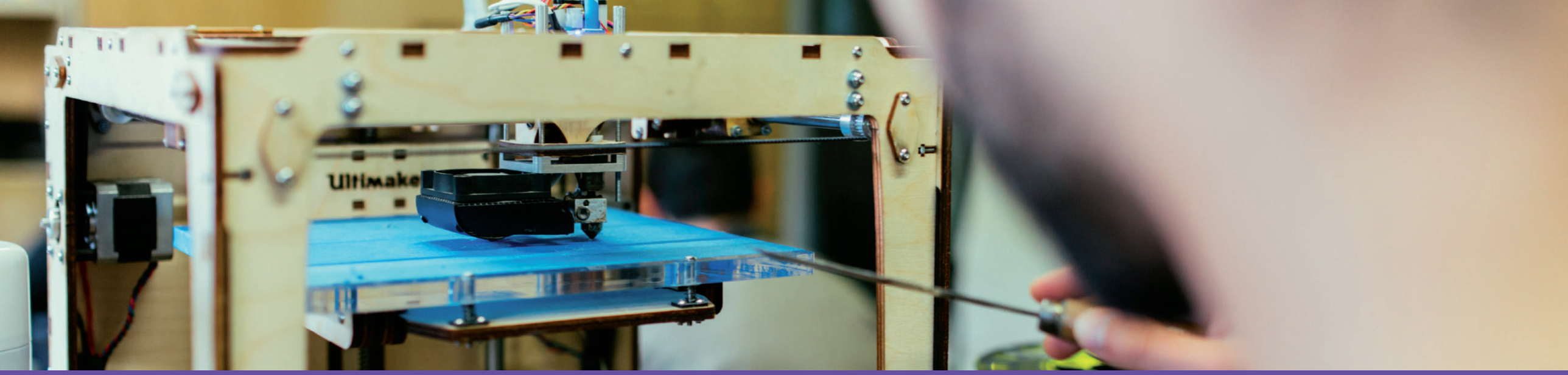
Ces démarches d'expérimentation seront accompagnées de la mise en place de partenariats avec les grands acteurs du numérique.

En interne, l'innovation sera également encouragée : création d'une communauté, concours innovation, simplification des normes…



Projets structurants

- Réseau IoT (Internet of Things – Internet des Objets)
- French Tech Alsace
- Laboratoire d'innovation publique



Démarche, gouvernance et organisation

La démarche

La démarche de construction et de mise en œuvre de la feuille de route digitale se veut à la fois collaborative et itérative.

Collaborative, car elle fait appel à la contribution des acteurs du territoire : société civile au travers du Conseil de développement de l'Eurométropole et du Sommet citoyen, communes de l'Eurométropole dans le cadre d'un travail de concertation. Cette méthode permet ainsi d'avoir une approche qui prend en compte les spécificités du territoire ;

Itérative, car elle s'inscrit dans un processus d'amélioration continue, basée sur un cycle d'évaluations des actions mises en œuvre et d'ajustements successifs, en lien avec les acteurs du territoire.



Le Conseil de développement de l'Eurométropole de Strasbourg

En septembre 2015, le Président de l'Eurométropole de Strasbourg, Robert HERRMANN, a saisi le Conseil de développement pour une contribution sur le thème suivant :

« Quelle utilisation intelligente du numérique, dans l'intérêt de l'usager ? Comment co-construire un territoire numérique métropolitain transfrontalier équilibré, pour garder l'équilibre nécessaire entre développement du numérique et humanité dans la cité, pour bénéficier pleinement des opportunités offertes par le numérique, en conciliant attractivité, qualité du service et relations humaines pour une ville durable ? »

Le rapport remis par le Conseil de développement est structuré autour de 3 orientations :

- Tenir compte de la diversité d'usages et d'usagers
- Faire société avec le numérique : un défi de démocratie et de lien social
- Optimiser les moyens mobilisés au service du développement de l'agglomération et du bien-être

Ces orientations sont accompagnées de recommandations du Conseil de développement qui propose de :

- Créer un «comité des usagers du numérique»
- Mettre en place des services numériques répondant aux besoins des usagers
- Intégrer la dimension humaine et sociale dans le développement du numérique
- Accompagner la nécessaire formation aux usages du numérique
- Créer les conditions de nature à faciliter la création d'activités liées au numérique
- Développer une coordination intra-métropolitaine
- Intensifier la coopération transfrontalière
- Contribuer à améliorer les connexions très haut débit et wifi

Ces recommandations ont été prises en compte dans la conception de la feuille de route digitale.

La concertation avec les communes

Les communes de l'Eurométropole ont naturellement été associées à l'élaboration de la stratégie digitale. Cette concertation s'est déroulée en 3 temps :

- Un questionnaire en ligne (avril-mai) qui a permis aux communes d'exprimer leurs besoins : projets, évolutions majeures et souhaits de mutualisation ;
- Des réunions de concertation (juin-juillet) avec les élus des communes qui visaient à dégager les opportunités pour le territoire d'une stratégie digitale partagée et d'une approche groupée, en termes d'aménagement numérique, de système d'information et de services aux usagers ;
- Un séminaire de travail (septembre) réunissant les élus de l'Eurométropole (Vice-présidents, Maires des communes), les agents et les partenaires, afin d'assurer une information homogène de l'ensemble des parties et prioriser les actions de la feuille de route digitale dans le cadre d'ateliers participatifs.

Cette phase de concertation a fait ressortir la volonté des communes d'une approche concertée des questions relatives au numérique, et, lorsque cela est pertinent, de mutualisations.

Le sommet citoyen de la Ville de Strasbourg

La Ville de Strasbourg a organisé de mai à octobre 2017 un sommet citoyen dont l'objectif est de construire avec les habitants une vision partagée de la démocratie locale, formalisée dans un pacte démocratique. Le sommet citoyen prend la forme d'ateliers ouverts à tous, autour de 13 thématiques. Certaines entrent directement dans le périmètre de la stratégie digitale, comme l'open data ou l'e-démocratie. Les propositions recueillies à cette occasion ont contribué à nourrir la stratégie digitale, notamment sur les questions de relations de la collectivité avec l'usager, de médiation numérique et de politique de la donnée.



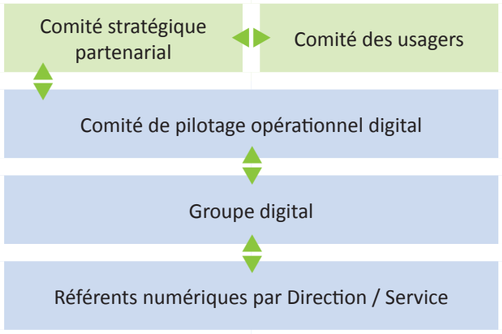
Démarche, gouvernance et organisation

Une gouvernance partenariale et transversale

La feuille de route digitale s'accompagne de la mise en place d'une gouvernance spécifique, qui permet de concilier une vision globale et cohérente, une approche partenariale et la déclinaison opérationnelle de la stratégie.

L'organisation de la collectivité s'adapte également pour assurer la mise en œuvre du plan d'actions, avec la création d'un poste de Directeur de la transformation digitale, la constitution d'une équipe projet et l'instauration de référents digitaux dans les services.

Une gouvernance ouverte et partenariale



La gouvernance digitale s'appuie sur deux instances : le comité stratégique partenarial et le comité de pilotage opérationnel.

Le comité stratégique partenarial propose les grandes orientations de la stratégie digitale. Il assure la cohérence de la démarche sur le territoire en intégrant les éléments et recommandations des acteurs locaux représentatifs du digital, et notamment du comité des usagers.

Le comité de pilotage opérationnel effectue les arbitrages sur la base des orientations définies par le comité stratégique partenarial, valide les choix et propositions, assure le suivi de la stratégie et du budget associé.

Cette structuration de la gouvernance garantit la transversalité de la démarche au sein de la collectivité et une fluidité des échanges avec les acteurs du territoire, institutionnels, associations, entreprises et citoyens.

Une organisation transversale

Afin de mettre en œuvre la stratégie digitale, il est nécessaire de disposer d'une organisation structurée, souple et réactive. Pour répondre aux enjeux de la stratégie digitale, la collectivité a donc procédé à plusieurs adaptations :

- La création d'un poste de Directeur de la transformation digitale, dont le rôle consiste à :
  - > Piloter l'élaboration de la feuille de route digitale et du plan d'actions opérationnel, en lien avec le groupe projet et les directions et services concernés
  - > Animer la communauté digitale en interne et avec les partenaires (communes, entreprises, usagers…)
  - > Coordonner la mise en œuvre des actions et projets transversaux, en lien avec le groupe projet digital et les directions concernées
  - > Assurer le suivi et l'évaluation du plan d'actions
  - > Valoriser les actions menées dans le domaine digital
  - > Identifier des cofinancements publics et privés
- La constitution d'une équipe projet pluridisciplinaire : elle prépare les orientations et demandes d'arbitrage qui sont soumises au comité stratégique partenarial et au comité opérationnel digital, coordonne la mise en œuvre opérationnelle du plan d'actions et en assure le suivi. Il est constitué de représentants de plusieurs directions qui permettent de couvrir l'ensemble des champs de la Stratégie digitale.
- La mise en place de référents digitaux, véritables interfaces entre l'équipe projet et les services métiers de la collectivité, qui contribuent à la mise en œuvre des projets.



LEXIQUE

Big data	Ensemble très volumineux de données numériques, et par extension, outils permettant la capture, la recherche, le partage, le stockage, l'analyse et la présentation de gros volumes de données. Le concept de big data s'appuie sur la règle des 3V : Volume de données considérable à traiter, Variété des informations et des sources de données, et Vélocité des traitements
Cloud ou Cloud computing (informatique en nuage)	Ensemble de logiciels et de matériels en réseau qui fournissent des services numériques à distance. Le cloud computing correspond à un changement radical de fonctionnement qui ne nécessite plus l'acquisition des matériels et logiciels. Les services sont accessibles via internet et facturés à l'usage.
Crowdsourcing	Le crowdsourcing, ou production participative, est l'utilisation de la créativité, de l'intelligence et du savoir-faire d'un grand nombre de personnes, pour réaliser certaines tâches traditionnellement effectuées en interne par une organisation.
Cybersécurité	Ensemble d'éléments (lois, politiques, outils, dispositifs, concepts et mécanismes de sécurité, méthodes de gestion des risques, actions, formations, bonnes pratiques et technologies) qui peuvent être utilisés pour protéger les personnes et les actifs informatiques matériels et immatériels (connectés directement ou indirectement à un réseau) des états et des organisations
FTTH	Fiber To The Home – Fibre optique jusqu'au domicile. Réseau de télécommunications permettant l'accès à internet à Très haut Débit, destiné aux particuliers
Hackathon	Mot-valise constitué de hack et marathon. Evénement où un groupe de développeurs volontaires, organisés en équipe, se réunissent pour un temps limité (généralement quelques jours) dans l'objectif de produire un prototype d'application
Intelligence artificielle	« Programmes informatiques qui s'adonnent à des tâches qui sont, pour l'instant, accomplies de façon plus satisfaisante par des êtres humains car elles demandent des processus mentaux de haut niveau » (Marvin Lee Minsky). L'intelligence artificielle est déjà utilisée dans de nombreux domaines comme la finance, le droit, la médecine, la robotique…
Internet des objets (Internet of Things – IoT)	Extension d'internet dans le monde physique ; échanges d'informations et de données provenant de dispositifs du monde réel avec le réseau Internet. L'Internet des objets est en partie responsable d'un accroissement exponentiel du volume de données généré, à l'origine du big data. Les domaines d'applications sont nombreux : gestion des déchets, planification urbaine, détection environnementale, compteurs intelligents, domotique…
NFC	Near Field Communication ou Communication de champ proche, également appelé technologie « sans contact ». Technologie de communication sans fil, permettant l'échange d'informations entre des périphériques jusqu'à une distance d'environ 10 cm. Cette technologie peut être embarquée dans des téléphones mobiles, des cartes de paiement ou de transport
Open data	Donnée ouverte ; donnée numérique diffusée de manière structurée selon une méthode et une licence qui en précise les conditions d'accès et de réutilisation. L'open data est à la fois un mouvement, une philosophie d'accès à l'information et une pratique de publication de données librement accessibles et exploitables. La loi pour une République Numérique (Loi Lemaire) prévoit pour les collectivités de plus de 3 500 habitants une obligation d'open data par défaut à compter de 2018.
Rançongiciel	Technique d'attaque courante de la cybercriminalité, le rançongiciel consiste en l'envoi à la victime d'un logiciel malveillant qui chiffre l'ensemble de ses données et lui demande une rançon en échange du mot de passe de déchiffrement.
Serious game	Jeu sérieux ; logiciel qui combine une intention « sérieuse » — de type pédagogique, informative, communicationnelle, marketing, idéologique ou d'entraînement — avec des ressorts ludiques
Très Haut Débit (THD)	Un accès internet est considéré comme Très Haut Débit dès que le débit est supérieur à 30 Mégabits par seconde. Le Très Haut Débit peut être fixe ou mobile. Pour le THD fixe, la technologie la plus répandue est la fibre optique. La 4G permet quant à elle le Très Haut Débit mobile.

Sources : Wikipedia, lebigdata.fr, ANSSI

PROJETS STRUCTURANTS

Projet 1	Portail citoyen
Projet 2	Parcours usager
Projet 3	Médiation numérique
Projet 4	French Tech Alsace
Projet 5	Appel à projets Smart City
Projet 6	Programme pluriannuel des systèmes d'information
Projet 7	Cloud métropolitain
Projet 8	Déploiement du Très Haut Débit pour tous
Projet 9	Raccordement de bâtiments municipaux à la fibre optique
Projet 10	Réseau IoT (internet des objets)
Projet 11	Gestion des données personnelles / Conformité au RGPD
Projet 12	Smart data
Projet 13	La santé en mouvements (Territoire d'innovation de grande ambition)
Projet 14	Laboratoire d'innovation publique
Projet 15	Gouvernance de la stratégie digitale

Projet 1

Portail citoyen

Objectifs :

Le Portail citoyen vise à offrir un bouquet de services numériques accessibles avec un identifiant unique (ou non) et combinant différents dispositifs complémentaires et connectés (ou pas) :

- ordinateur, tablette, smartphone
- carte physique de type Pass urbain
- tags sans contact NFC et QR codes dans l'espace public (équipements, transports en commun, lieux d'accueil…)
- portail internet Usagers
- applications et services mobiles
- formulaires en ligne - démarches en ligne

Le projet a pour objectifs de :

- Simplifier la vie de l'usager dans ses relations avec la collectivité et surtout dans son quotidien
- Dématérialiser certains services tout en conservant une relation humaine
- Susciter une nouvelle dynamique dans le déploiement de services à l'usager

Périmètre de l'action :

Exemples de services :

- Espace personnel sécurisé où sont mémorisés : les démarches en cours, les paiements en cours ou à effectuer, les pièces justificatives nécessaires aux démarches, des informations pratiques en temps réel (ma mairie de quartier, horaires de ma piscine favorite, déchetterie la plus proche, actualités de mon quartier…)
- Signalement de problèmes dans l'espace public : permettre à l'usager de signaler les problèmes de propreté, d'éclairage, de voirie… et de suivre leur traitement.
- Inscriptions scolaires : effectuer la démarche en ligne pour ceux qui le souhaitent, disposer d'un compte utilisateur pour quitter puis reprendre la démarche à tout moment, conserver les justificatifs nécessaires dans l'espace personnel sécurisé
- Règlements en ligne : billetterie spectacle, stationnement résidant, factures d'eau

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
	▲	▲	

Etapes clés de mise en œuvre :

- Etat de l'art et benchmark sur les dispositifs similaires dans d'autres villes et agglomérations : Lyon, Nancy, Montpellier, Nantes…
- Suivi approfondi de la solution France Connect proposée par le Secrétariat général de modernisation de l'action publique (SGMAP) pour fournir à l'usager un identifiant unique utilisable pour accès à divers services en ligne de l'Etat ou des collectivités.
- Acquisition d'une solution technique permettant de déployer le portail « Mon Strasbourg » pour proposer à l'usager des services utiles, ergonomiques et interfacés directement avec le système d'information de la collectivité (solution libre Publik)
- Analyse croisée des services en ligne sous trois angles : besoins des usagers, maturité du service de la collectivité, maturité informatique
- Mise en œuvre d'une étude détaillée des besoins et attentes des usagers
- Accompagnement organisationnel
  - Evaluation de l'impact dans les services métiers
  - Réorganisation des circuits de traitement
  - Evaluation et ajustements

Bénéficiaires de l'action :

Ensembles des usagers de la collectivité avec en priorité le grand public.
Déclinaison sur les autres publics à prévoir par la suite : associations, entreprises.

Partenaires pressentis :

Service organisation et management, SGMAP (dispositif France Connect), Club Utilisateurs Publik, réseau des Interconnectés

Indicateur(s) :

- Nombre de comptes personnels créés
- Nombre de connexions par France Connect
- Nombre de connexions à l'espace personnel
- Nombre de démarches réalisées en ligne

Parcours usager

Projet 2

Objectifs :

Lors du développement de services numériques, il convient de s'assurer :

- qu'ils répondent effectivement aux attentes des usagers
- qu'ils soient utilisables par les usagers
- qu'ils puissent s'adapter aux évolutions des usages et pratiques

Périmètre de l'action :

Cette démarche concerne prioritairement les services et dispositifs destinés au public :

- Site internet www.strasbourg.eu
- Portail citoyen Mon Strasbourg / Mon Eurométropole
- Plateforme démocratie participative
- Services mobiles (applications, webapps, progressive webapps…)

Les enseignements pourront être déclinés sur les autres sites internet et services numériques.

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
	▲	▲	▲

Etapes clés de mise en œuvre :

- **Choix méthodologique :**
  - Approche UX design (user experience)
  - Utilisation d'outils de prototypage, POC (proof of concept)
  - Organisation d'ateliers participatifs, tests, retour sur expérience
  - Enquêtes terrain dans les files d'attentes par exemple
  - Amélioration continue : démarche à poursuivre et affiner au fil des projets numériques
- **Benchmark :**
  - Démarches similaires réalisées dans d'autres collectivités (Nantes, Rennes, Nancy…)
  - Etudes et enquêtes nationales (SGMAP, Agence du numérique, baromètres…)
- **Ateliers de travail avec :**
  - les agents d'accueil de la collectivité
  - les usagers en différents sous-groupes
  - un think tank interne
  - les communes de l'Eurométropole
- **Enquêtes et sondages en ligne :**
  - Vers des publics plutôt agiles en matière de numérique
  - Vers les utilisateurs de nos services

Bénéficiaires de l'action :

Ensembles des usagers de la collectivité avec en priorité le grand public.
Déclinaison sur les autres publics à envisager par la suite : entreprises, associations, secteur public

Partenaires pressentis :

Comité des usagers (Conseil de développement), instances de démocratie locale, Shadok, DSAA In Situ Lab (Lycée Le Corbusier), prestataires…

Indicateur(s) :

- Nombre d'utilisations des services numériques
- Taux de satisfaction des usagers

Projet 3

Médiation numérique

Objectifs :
La médiation numérique concerne à la fois l'appropriation des techniques d'usages des outils numériques et la dissémination des connaissances ainsi acquises (source : mediation-numerique.fr).

L'objectif de cette action consiste à élaborer et mettre en œuvre une stratégie de « médiation numérique », permettant de garantir un traitement cohérent et équitable des usagers, tout en respectant les contraintes de la collectivité en termes de budget et ressources humaines.

Périmètre de l'action :
La collectivité, dans l'exercice de ses compétences, est confrontée quotidiennement à des situations relevant de la médiation numérique :
- Accompagnement à l'utilisation de solutions numériques proposées par la collectivité elle-même ;
- Demande d'assistance pour l'utilisation de solutions numériques d'autres structures publiques (CAF, Pôle Emploi, Préfecture…) ;
- Besoins des usagers en termes d'accès à des équipements, matériels et services numériques.

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
	▲		▲

Etapes clés de mise en œuvre :
- **Etat des lieux :**
  - Réaliser un état des lieux de l'existant : directions et services de la collectivité concernés, services proposés aux usagers, lieux d'accès à des équipements et services numériques (gérés par la collectivité ou par d'autres acteurs), acteurs du territoire intervenant sur les questions de médiation numérique…
  - Identifier précisément la typologie des publics et leurs besoins respectifs
  - Recenser les services numériques de la collectivité nécessitant un accompagnement, ainsi que leur planning de déploiement, et les directions et services concernés
  - Préciser les rôles et les responsabilités respectifs de la collectivité et de ses partenaires
- **Elaboration et mise en œuvre d'un plan d'actions :**
  - Sélectionner des relais pour l'accompagnement de la mise en œuvre des actions : structures associatives, entreprises, « ambassadeurs » bénévoles
  - Mettre en place des conventions de partenariat
  - Former et accompagner les agents de la collectivité dans la mise en œuvre des actions de médiation numérique
  - Mettre en place des supports de communication présentant l'offre de la collectivité en matière de médiation numérique
- **Suivi et évaluation des actions menées**
  - Mise en oeuvre d'une gourvernance territoriale partenariale

Bénéficiaires de l'action :
La médiation numérique s'adresse à une diversité d'usagers dont les besoins diffèrent : habitants, touristes, personnes en situation de vulnérabilité, personnes en grande précarité, personnes en situation de handicap, personnes ayant des difficultés à comprendre et/ou s'exprimer en français…

Partenaires pressentis : Alsace Digitale, ATD Quart Monde, Emmaus Connect, La Poste, MedNum, FACE Alsace, Conseil départemental du Bas-Rhin, Humanis

Indicateur(s) :
- Nombre d'actions collectives menées (nombre d'heures de formations / ateliers numériques)
- Nombre d'agents formés

Projet 4

French Tech Alsace

Objectifs :
- Fédérer, structurer et mobiliser l'écosystème startups local,
- Apporter de la lisibilité aux entreprises et aux startups sur les dispositifs d'accompagnement et opportunités dont elles peuvent bénéficier,
- Structurer et élargir l'offre destinée aux startups : compétences, expertise, business, développement international, financement, hébergement, infrastructure, recherche, visibilité…
- Bénéficier des dispositifs destinés aux métropoles French Tech : Pass French Tech, French Tech diversité…

Périmètre de l'action :
Après son intégration aux réseaux thématiques #Healthtech (biotechnologies, technologies médicales, e-santé) et #IoT #Manufacturing (internet des objets, industrie du futur), l'ambition du territoire est de poursuivre la dynamique actuelle de développement et structuration de l'écosystème startups. La consolidation de cette dynamique doit se matérialiser par l'obtention par la French Tech Alsace du label métropole French Tech.

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
▲	▲		▲

Etapes clés de mise en œuvre :
- **Actions dans le domaine Healthtech :**
  - contribution à l'appel à projets du Programme Investissements d'Avenir « Territoire d'Innovation de Grande Ambition »
  - participation à l'organisation du Hacking Health Camp 2018
- **Actions dans le domaine IoT Manufacturing :**
  - soutien au Hacking Industry Camp
  - développement du partenariat avec Captronic
- **Actions à l'international** (Boston, Montréal, Israël, Allemagne)
- **Actions génériques :**
  - Création d'une association French Tech Alsace
  - Soutien à l'émergence et à l'accélération des startups : kit Emergence French Tech Alsace
  - Diffusion de la culture startups, y compris au sein de la collectivité
  - Communication (évènements, web, réseaux sociaux…)
- **Candidature au label Métropole French Tech**

Bénéficiaires de l'action :
startups et entreprises innovantes du territoire

Partenaires pressentis :
Région Grand Est, Pôle métropolitain Strasbourg Mulhouse Colmar, CCI Alsace Eurométropole, Alsace Digitale, Rhénatic, Syntec numérique, pôles de compétitivité, Semia, Alsace Innovation, Université de Strasbourg

Indicateur(s) :
- Nombre de startups implantées sur le territoire de l'Eurométropole
- Nombre de créations de startups sur le territoire de l'Eurométropole
- Nombre et montant des levées de fonds par année
- Obtention du label Métropole French Tech

Remarque :
On considère qu'une entreprise est une startup si elle remplit au moins 2 des 4 critères suivants :
- Entreprise de moins de 3 ans
- Entreprise innovante
- Croissance significative du CA
- Levée de fonds de plus de 100 000 euros

Projet 5

Appel à projets smart city

Objectifs :

- Identifier les besoins des services de la collectivité en matière d'innovation numérique et formaliser des défis métiers à relever
- Valoriser le savoir-faire des entreprises innovantes du territoire et leur donner de la visibilité
- Favoriser les collaborations entre services de la collectivité et startups et PME numériques

Périmètre de l'action :

Cette action consiste à organiser un appel à projets permettant de mettre en lien des services de la collectivité qui soumettent des défis métiers auxquels ils doivent faire face et des entreprises du territoire qui proposent des solutions ou produits numériques innovants pour les relever.

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
▲	▲	▲	▲

Etapes clés de mise en œuvre :

- Identifier les défis métiers des services de la collectivité qui ne peuvent être résolus par une solution du marché dans le cadre d'ateliers participatifs
- Rédiger le cahier des charges de l'appel à projets
- Communiquer sur le dispositif et mobiliser l'écosystème local
- Organiser évènement permettant de lancer la démarche
- Organiser un jury partenarial permettant de sélectionner les projets et solutions retenues
- Mettre en œuvre les solutions sélectionnées dans le cadre d'expérimentations ciblées
- Evaluer le dispositif en vue de son renouvellement

Bénéficiaires de l'action :

services de la collectivité, délégataires de service public, entreprises du territoire
Partenaires pressentis : Alsace Digitale, Rhénatic, Syntec numérique, French Tech Alsace, Semia, Alsace Innovation

Indicateur(s) :

- Nombre de projets déposés
- Nombre d'expérimentations mises en oeuvre
- Gains quantitatifs et qualitatifs

Projet 6

Programme pluriannuel des systèmes d'information

Objectifs :

L'élaboration et la mise à jour du Programme pluriannuel des systèmes d'informations (PPSI) permettent de disposer d'une vision des projets informatiques sur plusieurs années et de faciliter les arbitrages et priorisations de ces projets, tout en optimisant l'affectation des ressources disponibles, humaines et financières.

Périmètre de l'action :

Le PPSI s'applique à tous les projets informatiques des services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il concerne l'acquisition et l'intégration de logiciels, les développements spécifiques d'applications, les évolutions majeures des solutions, l'achat d'équipements et la mise en place d'infrastructures.

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
▲	▲	▲	

Etapes clés de mise en œuvre :

- Recueil et consolidation des demandes des directions et services selon un modèle préétabli
- Analyse de la valeur MAREVA simplifié de chaque projet sur la base de 5 critères :
  - Pertinence politique et/ou contraintes projet
  - Gains et économies estimés
  - Gains qualitatifs internes
  - Bénéfices externes
  - Maîtrise du risque
- Arbitrage des projets en comité de pilotage opérationnel digital
- Mise en œuvre des projets en lien avec les directions et services demandeurs

Bénéficiaires de l'action :

Services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, communes de l'Eurométropole (dans le cadre du cloud métropolitain), habitants

Partenaires pressentis :

Dans le cadre de la démarche de cloud métropolitain, les communes de l'Eurométropole pourraient être invitées à formaliser leurs besoins dans le cadre du processus d'arbitrage prévu pour le PPSI.

Indicateur(s) :

- Nombre de projets (démarrés, terminés)
- Budget total et taux d'engagement du budget
- Taux de réalisation annuel des projets et dérives

Projet 7

Cloud métropolitain

Objectifs :

L'importance des systèmes d'informations, leur complexité mais aussi les contraintes réglementaires et sécuritaires nécessitent des moyens et des compétences de plus en plus importantes.
L'objectif de cette action consiste à étudier et mettre en œuvre la mutualisation de services mis à disposition des communes. Cette mutualisation permettra de partager à la fois les ressources et les budgets nécessaires à leur mise en œuvre et à leur maintien en condition opérationnelle mais aussi partager les compétences et initiatives de chaque collectivité.

Périmètre de l'action :

Chaque pan des systèmes d'informations peut faire l'objet d'une offre du catalogue de service qui pourrait être proposé :
- Des offres de conseil dans les différents domaines d'activité (gestion de projet, sensibilisation à la sécurité, formation, expertise pointue sur tel ou tel domaine, …) ;
- Des offres d'infrastructures et de services de base (stockage, bases de données, serveurs virtuels, pare-feu, sauvegarde, salle de secours, antivirus, antispam…) ;
- Des offres d'applications bureautiques ou transversales (traitement de texte, tableur, messagerie, espaces collaboratif, GED, archivage numérique, …) ;
- Des offres d'applications métiers adaptées à la taille de la collectivité (ressources humaines, finances, gestion de patrimoine, gestion de médiathèque, …).

A noter
Pour certains services, le coût par collectivité pourrait se faire à l'usage ce qui permet de ne plus avoir à payer les coûts d'acquisitions complets habituels déjà pris en compte.
Les communes souhaitant bénéficier de ces services s'assureront de la disponibilité et du financement des ressources d'accompagnement nécessaires sur leurs projets.

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
▲	▲	▲	▲

Etapes clés de mise en œuvre :

- Etat des lieux :
  - Réaliser un état des lieux de l'existant : établir une cartographie des différents services déjà existants dans les communes ;
  - Identifier les services existants à l'Eurométropole qui pourrait répondre aux besoins des communes ;
  - Etablir une liste des besoins en attente dans les différentes communes ;
- Déterminer les modalités contractuelles de conventionnement entre l'Eurométropole et les communes, ainsi que les conditions financières de contribution des communes ;
- Elaboration et mise en œuvre d'un plan d'actions :
  - Choisir des premiers services transversaux pour initier la démarche
  - Planifier le déploiement des services
- Suivi et évaluation des actions menées

Bénéficiaires de l'action : L'ensemble des communes de l'Eurométropole peuvent bénéficier des services mis à disposition.

Partenaires pressentis : Caisse des dépôts, …

Indicateur(s) :

- Nombre de services mis à disposition
- Nombre de collectivité utilisatrices
- Economie budgétaire par collectivité

Déploiement du Très Haut Débit pour tous

Projet 8

Objectifs :

Accompagner les opérateurs de télécommunications dans le déploiement des réseaux à Très Haut Débit par fibre optique sur 100% du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Périmètre de l'action :

Cette action consiste à faciliter et stimuler l'action des opérateurs de télécommunications privés en vue d'un déploiement complet du Très Haut Débit par fibre optique sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. L'objectif est de rendre éligible à un raccordement par fibre optique tous les locaux, qu'il s'agisse de résidences individuelles, de logements en habitat collectif ou de locaux professionnels, et ceci sur l'ensemble des 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg et sans aucun trou de couverture.

Pour ce faire, l'Eurométropole de Strasbourg a signé une convention de déploiement du Très Haut Débit par fibre optique avec l'opérateur d'infrastructures ORANGE sur un périmètre de 27 communes, correspondant au découpage de l'ancienne Communauté Urbaine de Strasbourg, avant rattachement en janvier 2017 de la communauté de communes les Châteaux, et hors ban communal de Strasbourg*.

Sur cette zone conventionnée, la collectivité accompagne l'opérateur dans son déploiement et veille au respect des engagements pris dans la convention. L'Eurométropole de Strasbourg étant gestionnaire du domaine public routier, met à disposition de l'opérateur son patrimoine de génie civil permettant le passage de la fibre optique. De même la collectivité accompagne l'opérateur dans ses relations avec les communes s'agissant de la mise en place des armoires de rues permettant le raccordement de tous les logements à la fibre optique.

La collectivité veille à ce que le réseau déployé par l'opérateur ORANGE soit bien un réseau « ouvert » permettant à tous les opérateurs concurrents de venir s'y raccorder. L'objectif est d'assurer une bonne concurrence par les services au client final ; ce dernier pourra ainsi souscrire un abonnement chez le fournisseur d'accès internet de son choix, sous réserve que ce dernier ait bien fait la démarche de s'interconnecter au réseau d'ORANGE.

Parallèlement, l'Eurométropole de Strasbourg est gestionnaire de 17 contrats de Délégations de Service Public tous attribués à l'opérateur SFR. Cet opérateur exploite les réseaux câblés, pour fournir des services internet à Très Haut Débit sur 219.000 prises réparties sur 26 communes du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Ainsi, une concurrence par les infrastructures peut s'opérer et, là encore, la collectivité veille à ce que ce réseau soit ouvert et permette le raccordement d'opérateurs alternatifs.

Sur le ban communal de Strasbourg, périmètre non-conventionné, la collectivité s'assure que l'opérateur ORANGE tiendra le même engagement que sur la zone contractualisée, à savoir un déploiement complet de la fibre optique dans 100% des locaux et à échéance 2020. Par ailleurs, les zones très denses étant soumises à la libre concurrence par les infrastructures, d'autres opérateurs qui manifesteraient leur intérêt à engager un déploiement sur la Ville de Strasbourg seraient évidemment accompagnés de la même manière.

Enfin, sur les 5 communes d'Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen rattachées à l'Eurométropole de Strasbourg depuis le 1er janvier 2017 :
- Ces communes n'étant pas comprises dans la zone conventionnée, la collectivité a cofinancé la rénovation du réseau câblé objet de la Délégation de Service Public attribuée à SFR, afin de pouvoir offrir un service internet à Très Haut Débit sur câble coaxial ; ce réseau rénové est en service depuis 2014 ;
- L'Eurométropole de Strasbourg a engagé des discussions avec l'opérateur ORANGE afin d'envisager un déploiement identique de la fibre optique jusqu'au logement, dans une logique de complétude et de cohérence sur l'ensemble du territoire. Une étude sur ces 5 communes est en cours chez l'opérateur ORANGE.

* Le ban communal de Strasbourg est classé par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes en « Zone Très Dense ». La réglementation interdit aux collectivités de contractualiser des partenariats par le biais de conventions sur ces zones

Projet 8

Déploiement du Très Haut Débit pour tous... suite

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
▲	▲	▲	▲

Etapes clés de mise en œuvre :

- Signature d'une convention de déploiement du Très Haut Débit par fibre optique avec l'opérateur ORANGE le 23 octobre 2012
- Echanges réguliers avec l'opérateur ORANGE et définitions des zones prioritaires en concertation avec les communes
- Suivi de déploiement

Bénéficiaires de l'action :

Ensemble des usagers du territoire, particuliers, professionnels, entreprises, services publics

Partenaires pressentis :

Les communes de l'Eurométropole de Strasbourg, tous les opérateurs de services et fournisseurs d'accès internet (FAI).

Indicateur(s) :

- Taux de couverture du territoire en Très Haut Débit par fibre optique

Projet 9

Raccordement de bâtiments municipaux à la fibre optique (fonds de concours)

Objectifs :

Accompagner les communes de l'Eurométropole de Strasbourg pour la construction de nouveaux réseaux, visant au raccordement de bâtiments municipaux à la fibre optique.

Périmètre de l'action :

Cette action consiste à mettre en place une convention de fonds de concours entre l'Eurométropole de Strasbourg et les communes qui ont un projet de déploiement de réseaux très haut débit pour leurs besoins propres (bâtiments ou équipements communaux).

Par ce biais, l'Eurométropole de Strasbourg assure la maitrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre au bénéfice de la commune, réalise les travaux (génie civil, pose de fourreaux, fibre optique…), et engage financièrement l'ensemble de la dépense.
L'Eurométropole assure aussi par la suite l'entretien de ces réseaux mais se limite pour cela aux fourreaux et à la fibre noire, l'activation de la fibre et l'entretien des équipements actifs restant à la charge des communes.
Les priorités de déploiement seront arbitrées par le comité de pilotage opérationnel digital, sous réserve de la disponibilité des budgets.

La commune reversera à l'Eurométropole de Strasbourg 50% maximum du montant des travaux engagés.

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
▲	▲	▲	▲

Etapes clés de mise en œuvre :

- Signature d'une convention de fonds de concours entre les communes qui le souhaitent et l'Eurométropole de Strasbourg
- Définition du besoin de pose de nouveaux réseaux, chiffrage, et prise en compte de l'opération dans le budget de l'Eurométropole
- Financement et réalisation des travaux de pose de réseaux par l'Eurométropole de Strasbourg
- Versement par la commune à l'Eurométropole d'une participation de 50% maximum du montant des travaux

Bénéficiaires de l'action :

Services de la commune, services de l'Eurométropole de Strasbourg éventuellement (si interconnexion des systèmes d'information), ensemble des usagers et du grand public.

Partenaires pressentis :

Les communes

Indicateur(s) :

- Nombre de conventions de fonds de concours signées et de projets réalisés
- Gains éventuels liés à l'interconnexion des systèmes d'information
- Nombre de sites et équipements municipaux fibrés

Projet 10

Réseau IoT (internet des objets)

Objectifs :

- Mettre en œuvre un réseau de communication adapté à l'internet des objets, performant et ouvert
- Déployer des solutions s'appuyant sur l'internet des objets dans le domaine de la smart city
- Concourir au développement de l'écosystème local dans le domaine de l'IoT en favorisant les expérimentations
- Contribuer à la production et la collecte de données permettant une meilleure analyse du territoire

Périmètre de l'action :

Ce projet s'appuie sur la mise en œuvre d'un réseau de communication bas-débit destiné à l'expérimentation d'applications dans le domaine de l'internet des objets. Ce réseau permettra à l'Eurométropole de Strasbourg de développer des solutions s'appuyant sur des objets connectés dans des champs aussi variés que la mobilité, l'éclairage public, la qualité de l'air… Ce réseau pourra également être mis à la disposition d'entreprises et de startups qui souhaiteraient expérimenter des solutions innovantes en amont de leur commercialisation. Ce projet accompagne ainsi la dynamique French Tech Alsace, membre du réseau thématique IoT Manufacturing. Il s'articule également avec d'autres actions de la stratégie digitale comme l'appel à projets « smart city » et le projet « smart data ».

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
▲	▲	▲	▲

Etapes clés de mise en œuvre :

- Mettre en œuvre l'infrastructure réseau bas-débit (acquisition et pose des bornes)
- Mettre en place une solution de supervision du réseau IoT
- Identifier les applications potentielles au sein des services de la collectivité et déployer les capteurs correspondants
- Stimuler l'utilisation du réseau par les acteurs extérieurs à la collectivité à des fins d'expérimentation : communication, animation de la communauté IoT, mise à disposition de l'infrastructure dans le cadre de l'appel à projets « smart city » et du Hacking Industry Camp…

Bénéficiaires de l'action :

services de la collectivité, délégataires de service public, entreprises du territoire et particuliers (pour des usages non commerciaux uniquement)

Partenaires pressentis :

Université de Strasbourg (laboratoire ICube), French Tech Alsace, ATMO Grand Est

Indicateur(s) :

- Nombre de capteurs déployés
- Nombre d'applications utilisant le réseau IoT

Projet 11

Gestion des données personnelles / Conformité au RGPD

(Référentiel Général sur la Protection des Données)

Objectifs :

L'objectif de cette action consiste à mutualiser la fonction de Délégué à la Protection des Données à l'ensemble des communes de l'Eurométropole. Cette mutualisation fera bénéficier les communes qui le souhaiteront d'une compétence sur le sujet de la protection des données personnelles, quelle que soit leur taille, et permettra une gestion homogène de ces données à l'échelle de l'Eurométropole.
Le RGPD, Règlement Européen sur la Protection des Données, entrera en vigueur en Mai 2018. Sa mise en œuvre se fera de manière homogène dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne. A cette occasion, le contexte réglementaire sur la gestion des données personnelles va évoluer de manière significative, notamment pour les collectivités.
Le RGPD introduit de nouvelles règles auxquelles toutes les collectivités, quelle que soit leur taille, doivent se plier.
Parmi ces règles figurent l'obligation de nommer un DPO (Data Protection Officer ou Délégué à la Protection des Données) dont le rôle sera de conseiller les instances de l'organisation, contrôler le respect du règlement et représenter l'organisation auprès des autorités de contrôle. Ses missions se traduiront par la mise en place d'un code de conduite et la sensibilisation des agents, la notification des fuites de données à la CNIL et aux usagers ou aux agents, l'évaluation d'impact sur la vie privée pour certains traitements sensibles, le contrôle de la conformité de l'organisme au RGPD, etc.

Périmètre de l'action :

Plusieurs niveaux de services peuvent être proposés aux communes :

- La délégation de la fonction de DPO de la commune à un DPO mutualisé de l'Eurométropole.
- Un service ponctuel de passage de compétence de la fonction DPO vers le futur DPO d'une commune si celle-ci ne souhaite pas bénéficier d'une solution de DPO mutualisé.
- Des services sur catalogue (formations, sensibilisation des agents, conseil juridique sur des problématiques précises, diagnostic de conformité, réalisation d'études d'impact sur la vie privée, etc.).

La répartition des coûts par communes pourra se faire en fonction du nombre de traitements de données à caractère personnel répertoriés dans la commune pour le cas de mutualisation de DPO, au temps passé pour le passage de compétence et au forfait pour des services sur catalogue.

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
	▲	▲	

Etapes clés de mise en œuvre :

- Information et prise en compte des besoins des communes :
  - Réaliser une information sur le RGPD et ses implications pour les communes sous la forme d'une réunion d'une à deux heures;
  - Au cours de cette réunion, prendre en compte les attentes des communes en termes d'accompagnement.
- Mise en œuvre :
  - En fonction des attentes exprimées par les communes : définir la durée estimée d'un passage de compétence DPO et le contenu du catalogue des services à proposer le cas échéant.
  - Concrétiser la nomination du DPO pour les communes qui optent pour la mutualisation.
  - Etude de la maturité de chaque commune et du travail nécessaire à la mise en conformité.
- Suivi et évaluation des actions menées.

Bénéficiaires de l'action :

L'ensemble des communes de l'Eurométropole peuvent bénéficier des services mis à disposition.
Partenaires pressentis : CNIL, …

Indicateur(s) :

- Nombre de communes adhérant à la mutualisation de DPO
- Nombre de traitements à caractères personnels gérés par le DPO mutualisé

Projet 12

Smart Data

Objectifs :

- Se doter de nouveaux moyens d'exploiter et de créer des données. Les 3V, Volume, Vélocité et Variété, définissant le BigData offrent de nouvelles opportunités pour rapidement manipuler, croiser et analyser des données numériques avec des volumes de plus en plus importants et de nature de plus en plus diversifiées.
- Mieux connaitre et comprendre le territoire pour engager des actions prédictives ciblées permettant de transformer la ville en tenant compte des contraintes environnementales, de mobilité, d'aménagement urbain, d'attractivité économique et de qualité de vie qui sont de plus en plus fortes.
- Développer une approche transversale et coordonnée et évaluer l'impact indirect d'une décision sur d'autres domaines de compétences.
- Interroger la pertinence de certains services développés par la collectivité

Descriptif de l'action :

En partant des sources de données internes ou externes structurées provenant des systèmes d'information existants et de données non structurées disponibles parfois en temps réel, les plateformes Big Data permettent d'alimenter des lac de données (Datalake) et à partir d'outils d'analyse performants, maîtrisés par des Datascientists, de dégager de nouveaux indicateurs ou phénomènes jusqu'alors méconnus des solutions de Business Intelligence. Ces éléments constituent un nouvel apport très intéressant pour l'aide à la décision.

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
▲	▲	▲	▲

Etapes clés de mise en œuvre :

- Identification des partenaires clefs et de leur niveau de contribution
- Inventaire des données internes et externes et identification des référents métier compétents selon les types de donnée
- Mise en œuvre de la plateforme Big Data et constitution du lac de données
- Analyse des données et développement de nouveaux algorithmes
- Exploitation des résultats et fiabilisation des chaînes de traitements avec les référents métiers
- Identification de nouveaux cas d'usage à approfondir et axes d'analyse à développer
- Communication vers les services et les élus des bénéfices obtenus
- Industrialisation des processus et mise en place d'un observatoire permanent

Bénéficiaires de l'action :

Services de la collectivité, communes membres, partenaires institutionnels, entreprises, élus, habitants

Partenaires pressentis :

Université de Strasbourg, CTS, ADEUS, Atmo Grand Est, IGN, CNES (pour le domaine spatial)

Indicateur(s) :

- Observatoire territorial spatio-temporel permanent
- Nouveaux indicateurs à découvrir et à développer au travers de cette démarche

La santé en mouvements, une ambition partagée

Projet 13

Objectifs :

- Mettre en place un socle de services numériques mutualisé afin d'améliorer l'état de santé global de la population par une prévention efficace
- Fédérer autour d'ambitions communes l'ensemble des acteurs de l'écosystème : médecins, collectivités, entreprises, citoyens…

Périmètre de l'action :

L'action concerne la mise en place d'un socle de services numériques dans le cadre du projet « la santé en mouvements, une ambition partagée ». Ce projet a été retenu dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « territoire d'innovation de grande ambition » du PIA 3 (Programme Investissements d'Avenir). Cette plateforme couvre 3 axes de travail :

- Transformation du cadre de vie
- Transformation des modes de vie
- Transformations de la prise en charge des personnes à risque élevé

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
▲	▲	▲	▲

Etapes clés de mise en œuvre :

L'objectif d'une transformation du territoire nous amène à proposer une durée globale du projet sur 10 ans.
Les premières actions relatives au déploiement des premières filières de soins (insuffisance cardiaque, diabète et obésité) sont planifiées sur une durée de 4 à 5 ans. Le déploiement d'une durée 3 ans sera engagé dès 2020. Les premiers résultats sur un nombre significatif de patients pourront être observés à partir de 2023. D'autres filières de prise en charge donneront lieu à des déploiements à partir de 2020/2021, notamment concernant d'autres types de cancers.
Les actions relatives aux modes de vie, qui mobilisent les compétences et les politiques publiques de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont planifiées sur des durées plus longues, et produiront des effets au bout de 5 à 10 ans. Par exemple, concernant la pratique du vélo, une augmentation de 8% à 15% des trajets domicile-travail est prévue à l'horizon 2028.
Concernant le socle numérique, il sera mis en œuvre de manière opérationnelle en 2020. L'année 2018 permettra de mener les études d'ingénierie.

Bénéficiaires de l'action :

Citoyens, patients, aidants, collectivités, acteurs de l'écosystème de la santé (médecins, professionnels de santé, hôpitaux…)

Partenaires pressentis :

Institut Hospitalo-Universitaire, Conseil Départemental du Bas-Rhin, Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, Alsace BioValley, Université de Strasbourg, Agence Régionale de Santé, Union Régionale des Professionnelles de Santé – médecins libéraux

Indicateur(s) :

Les indicateurs seront établis dans le cadre d'une étude menée courant 2018. Le dispositif d'évaluation s'attachera à mesurer la transformation du parcours de soin, mais également la création de valeur (valorisation des données, création d'emplois…)

Projet 14

Laboratoire d'innovation publique

Objectifs :

- Stimuler l'innovation et matérialiser la diffusion de la culture digitale en interne
- Disposer d'un lieu ouvert aux agents de la collectivité favorisant l'innovation, la créativité et l'expérimentation
- Favoriser les échanges entre la collectivité et les acteurs du territoire (citoyens, entreprises…)
- Valoriser les réalisations de la collectivité en matière d'innovation, en interne et auprès du grand public
- Créer en interne une communauté de l'innovation rassemblant une diversité de profils et de compétences

Périmètre de l'action :

L'action vise à mettre en place un lieu dédié à l'innovation publique au sein de la collectivité. Espace modulaire, il aura pour vocation de faciliter les échanges entre agents, mais également avec les usagers des services publics, aussi bien en amont des projets, pour la définition des besoins, qu'en aval, pour l'amélioration et la visibilité des projets innovants.

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
	▲	▲	▲

Etapes clés de mise en œuvre :

- Réaliser un benchmarking des initiatives existantes dans d'autres métropoles
- Affiner sur cette base le concept qui sera mis en œuvre (équipement, animation, budget…)
- Identifier et équiper le lieu qui accueillera le laboratoire d'innovation
- Identifier et accompagner 3 projets pilotes en année 1, en lien avec l'appel à projets Smart City
- Définir un programme d'animations en lien avec les démarches d'innovation interne et de travail collaboratif

Bénéficiaires de l'action :

services de la collectivité, entreprises du territoire et particuliers

Partenaires pressentis :

La 27ème Région, le Shadok, fablab du Shadok, la French Tech Alsace, la Brasserie des idées

Indicateur(s) :

- Nombre de projets développés
- Nombre d'agents impliqués

Projet 15

Gouvernance de la stratégie digitale

Objectifs :

Mettre en place une gouvernance unifiée qui permette de concilier une vision globale et cohérente, une approche partenariale et la déclinaison opérationnelle de la stratégie.

Périmètre de l'action :

L'action consiste à structurer la gouvernance en s'appuyant sur plusieurs instances complémentaires qui permettent un pilotage global de la stratégie digitale en interne, comme avec les partenaires. Elle vise à articuler la vision politique et la mise en œuvre opérationnelle au sein des services, tout en établissant un dialogue avec les acteurs du territoire (citoyens, entreprises et institutionnels).

Comité des usagers / Comité stratégique partenarial > Comité de pilotage opérationnel digital > Groupe projet digital > Référent numérique par Direction / Service

Domaines couverts :

Aménagement numérique	Services aux citoyens	Performance du SI	Développement du territoire
▲	▲	▲	▲

Le comité stratégique partenarial :

Le comité stratégique partenarial propose les grandes orientations de la stratégie digitale. Il assure la cohérence de la démarche sur le territoire en intégrant les éléments et recommandations des acteurs locaux représentatifs du digital. Il garantit l'information respective de ses membres. Il peut solliciter l'intervention d'un acteur externe dans un objectif de veille, partage de bonnes pratiques, présentation ou bilan de projet…
Il est composé des membres du comité de pilotage opérationnel et de représentants des partenaires de la collectivité organisés en collèges : institutionnels (SEM, Université de Strasbourg), entreprises (CCI Alsace Eurométropole, Syntec Numérique), citoyens. Le Conseil de développement de l'Eurométropole et le comité des usagers y sont représentés.
L'entrée d'un nouveau membre est soumise à l'approbation du comité stratégique partenarial.
Il se réunit 1 à 2 fois par an.

Le comité de pilotage opérationnel :

Le comité de pilotage opérationnel effectue les arbitrages sur la base des orientations définies par le comité stratégique partenarial, valide les choix et propositions, assure le suivi de la stratégie et du budget associé.
Instance interne de la collectivité, il est composé des élus de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg en charge de la thématique numérique, du Directeur général des services, ainsi que de l'équipe projet.
Selon l'ordre du jour et à la demande des membres, des représentants de services de la collectivité peuvent être invités à participer au comité de pilotage opérationnel pour présenter des projets numériques majeurs ou transversaux.
Il se réunit tous les 2 à 3 mois.

Le comité des usagers :

Le rôle, les responsabilités et la composition du comité des usagers seront déterminés en lien avec le Conseil de développement de l'Eurométropole et les représentants du sommet citoyen de la Ville de Strasbourg.
Il se réunit 1 ou 2 fois par an en amont du comité stratégique partenarial.

Le groupe projet digital et les référents numériques :

Le groupe projet digital est l'instance opérationnelle de coordination des différentes dimensions de la stratégie digitale. Il est composé de représentants des principaux services concernés : informatique, communication numérique, SIRAC, géomatique, développement économique…
Il est en charge du suivi de la mise en œuvre de la stratégie digitale et assure l'interface entre le comité opérationnel digital et les référents numériques au sein des directions et services de la collectivité.
Il se réunit 1 fois par mois.

VOS CONTACTS

Sandrine **ANDRE** Directrice de projet digital
Olivier **BANASZAK** Chef du service géomatique et connaissance du territoire
Rémy **BANULS** Directeur du développement économique et de l'attractivité
Pierre **BERGMILLER** Chef du service Communication numérique
Pascal **HALLER** Directeur des ressources logistiques
Djelali **HEDJERASSI** Chef du service informatique
Yves **LAUGEL** Chef du SIRAC

STRASBOURG
Smart strategy :
pour une métropole « augmentée »



Crédits photos :
Jean-François Badias / Jérôme Dorkel / Geneviève Engel / Alban Hefti / Bartosch Salmanski – 128db / Philippe Schalck / Philippe Stirnweiss

Contact : Sandrine ANDRÉ
Courriel : sandrine.andre@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu
Facebook : strasbourg.eu
Twitter : @strasbourg

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 23 MARS 2018 - Point n°6

Stratégie digitale de l'Eurométropole.

Pour	**87**
Contre	**0**
Abstention	**0**

AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BITZ-Olivier, BOUQUET-Gérard, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KELLER-Fabienne, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MEYER-Paul, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PERRIN-Pierre, RAFIK-ELMRINI-Nawel, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, POINSIGNON-Annick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHMIDT-Michaël, SCHULER-Georges, SCHWARTZ-Pierre, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien, ZUBER-Catherine

7

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Contrat de prestation de recherche avec l'Université de Strasbourg (UNISTRA).

Dans le cadre de la saisine 2017-2018 relative au bien-être sur le territoire métropolitain transfrontalier, le Conseil de développement de l'Eurométropole a recueilli plus de 3 300 réponses exploitables au questionnaire lancé auprès des habitants fin 2017.

L'exploitation de cette base de données extrêmement riche (17 thèmes, éventail de plus de 100 questions et près de 400 variables) exige une exploitation fine pour une analyse la plus pertinente possible. Les services métropolitains ont assuré les premiers tris à plat et croisements de base, et réaliseront les cartographies pertinentes.

L'UNISTRA propose quant à elle de réaliser une étude typologique des réponses à travers le Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA), permettant de regrouper les répondants en groupes homogènes (clusters) et de répondre à la question « qui dit quoi ? », en s'appuyant sur les réponses clivantes. Le laboratoire dispose en effet d'outils performants, ayant déjà fait leurs preuves, pour accompagner dans ce travail et mettrait en œuvre des méthodes avancées en statistique exploratoire. L'UNISTRA apporterait également son aide au Conseil de développement pour l'analyse des résultats obtenus. La convention que le Conseil est amené à approuver sera signée avec Conectus Alsace, société d'accélération du transfert de technologies (SATT), créée pour notamment assurer le développement et la gestion des contrats de partenariats, notamment industriels, des laboratoires de recherche de divers organismes universitaires.

L'étude serait menée sous la responsabilité scientifique du Professeur Jean-Alain HERAUD, économiste, de Jean-Paul VILLETTE, maître de conférences et statisticien et de Sophie LIZIARD, ingénieure de recherche et géographe.

Les éléments ainsi obtenus seront intégrés à la contribution du Conseil de développement (1er volet fin mars 2018, second volet à l'automne 2018), et donc rendus publics et partagés. Les résultats sont également susceptibles de faire l'objet de publications scientifiques auxquelles le Conseil de développement serait, le cas échéant, associé.

Ce partenariat se matérialiserait par la mise à disposition de la base de données issue du questionnaire et un financement à hauteur de 4 000 euros hors taxes, qui seront engagés sur le budget 2018 du Conseil de développement et versés à Conectus Alsace (SATT) pour le compte du BETA.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le projet de contrat de prestation de recherche avec Conectus Alsace (SATT),

autorise

le Président ou son représentant à signer ledit contrat.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

CONDITIONS PARTICULIERES

Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA) UMR 7522

Client :
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Direction générale des services • Conseil de développement
1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex

Unité de recherche : UMR UNISTRA/CNRS 7522
Bureau d'Economie Théorique et Appliquée (BETA)
Responsable scientifique : Monsieur Jean-Paul VILLETTE

Sujet : Etude statistique concernant l'enquête « bien-être » du Conseil de développement auprès des habitants de l'Eurométropole de Strasbourg.

Description scientifique du PROGRAMME:

Dégager des typologies des répondants à l'enquête du Conseil de développement auprès des habitants de l'Eurométropole de Strasbourg et de Kehl et en déterminer les facteurs et les réponses clivants par la mise en œuvre de méthodes avancées en Statistique Exploratoire.

Durée du PROGRAMME :

- Neuf (09) mois, à compter du 23 mars 2018

Livrable à la fin du PROGRAMME:

Les Parties conviennent qu'à l'issue du PROGRAMME un rapport final unique sera remis au Client en trois (3) exemplaires papiers ainsi qu'une (1) copie PDF. Ce rapport présentera les conclusions établies par le BETA.

Obligations :

Par dérogation aux conditions générales de vente et considérant la nature du PROGRAMME de cette étude, les parties conviennent que l'exécution de la prestation sera soumise à une obligation de moyens et non à une obligation de résultats au sens de la jurisprudence.

Prix

En contrepartie des engagements pris par l'ORGANISME, le Client versera à CONECTUS, pour le compte du BETA, la somme forfaitaire de **quatre mille euros hors taxes (4 000 EUR H.T.)**. Le taux de TVA applicable sera celui en vigueur au jour de la facturation. Cette somme forfaitaire et globale sera versée par le Client à CONECTUS selon l'échéancier décrit ci-dessous.

Modalités de facturation :

Cette somme forfaitaire et globale sera versée par le Client à CONECTUS selon l'échéancier décrit ci-dessous:

- **2 000 EUR HT à la signature du contrat**
- **2 000 EUR HT à la remise du rapport final**

Coordonnées de facturation :

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
TSA 81723
12 RUE DES PETITS RUISSEAUX
91372 VERRIERES LE BUISSON CEDEX
Le numéro d'engagement qui sera communiqué devra figurer sur la facture.
comptabilite@strabourg.eu
Coordonnées téléphoniques : +33 (0)3 68 98 03 32 (Céline SCHNEIDER)

Publications :

Aucune publication, écrite ou orale, ne sera faite par l'ORGANISME ou par les chercheurs du BETA concernant le PROGRAMME et des informations y afférentes sans un accord exclusif et ferme au préalable et par écrit du Client.
Le Client pourra supprimer ou modifier certaines précisions dont la divulgation serait de nature à porter préjudice aux informations qu'il détient ou à l'exploitation scientifique, technique, industrielle ou commerciale, dans de bonnes conditions, des résultats du PROGRAMME. De telles suppressions ou modifications ne devront cependant pas porter atteinte à la valeur scientifique de la publication.

Correspondances

SATT Conectus Alsace
A l'attention de Claude SZALATA
Parc d'Innovation
650, Boulevard Gonthier d'Andernach
F - 67400 Illkirch
Standard : 03 68 41 12 60

Eurométropole de Strasbourg
A l'attention de Madame Sandrine DELSOL, Directrice de Projet.
Téléphone: 06 48 23 99 56 ou 03 68 98 67 49
Direction générale des services • Conseil de développement
1 parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex

Fait en un (1) exemplaire original, auquel sont adossées les Conditions Générales de Vente paraphées et accompagnées de la mention « Lu et approuvé », adressé à CONECTUS.

Le Client, Eurométropole de Strasbourg

Représentée par : Robert HERRMANN, Président

Date : 23 / 03 / 2018

Signature du Client :

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG	Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA) UMR 7522	cnrs

CONDITIONS GENERALES DE VENTE	GENERAL SALES CONDITIONS
SATT CONECTUS ALSACE Immatriculée au RCS de Strasbourg sous le n° : 539 210 559 Représentée par son Président, M. Nicolas CARBONI Ci-après dénommée « CONECTUS » Agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte de : **Université de Strasbourg** Ci-après dénommée « UNISTRA » Et **Centre National de la Recherche Scientifique** Etablissement Public à caractère scientifique et technologique Sis 3, rue Michel-Ange – 75794 Paris Cedex 16 Représenté par son Président, Monsieur Antoine PETIT et par délégation, par Monsieur Patrice SOULLIE, Délégué Régional du CNRS pour la Région Alsace Ci-après dénommée « CNRS » L'UNISTRA et le CNRS ci-après conjointement dénommés « ORGANISME »	**SATT CONECTUS ALSACE** Registered at the RCS of Strasbourg under the number TI 539 210 559 Represented by its President, Mr. Nicolas CARBONI Hereinafter referred to as « CONECTUS » Acting in its own name and in the name and on behalf of: **University of Strasbourg** Hereinafter referred to as « UNISTRA » And **National Scientific Research Center** A scientific and technological public establishment Located at 3, rue Michel-Ange, 75794 Paris Cedex 16 Represented by Antoine PETIT, Chairman and, by delegation, by Patrice SOULLIE, CNRS Regional Representative for the Alsace Region Hereinafter referred to as « CNRS » UNISTRA and CNRS hereinafter jointly referred to as « ORGANISM »

Définitions CONTRAT désigne les présentes conditions générales de vente et les conditions particulières annexées. L'ensemble des dispositions du présent CONTRAT se substituent à toutes communications et accords oraux et/ou écrits relatifs à l'objet des présentes. INFORMATIONS CONFIDENTIELLES désigne les informations divulguées par une Partie pour l'exécution du PROGRAMME et identifiées comme telles. PROGRAMME désigne le projet tel que décrit dans les conditions particulières ci-jointes.	Definitions AGREEMENT including special conditions hereto, constitutes the entire agreement between the Parties with respect to the subject matter hereof, and supersedes any and all oral and/or written communications or understandings relating to the subject matter hereof. CONFIDENTIAL INFORMATION means all information disclosed by a Party in connection with the PROGRAM and marked or identified as confidential. PROGRAM means the project as described in the special conditions attached.
Entrée en vigueur Le CONTRAT entre en vigueur à compter de la réception par CONECTUS de l'original des conditions générales de vente et des conditions particulières signées par le représentant légal du client, pour la durée prévue aux conditions particulières annexées	Entry into Force The AGREEMENT enters in force when general sales conditions and special conditions have been delivered to CONECTUS signed by the legal representative of the customer and in original form, for the duration mentioned in the Special Conditions.
Objet L'exécution du PROGRAMME prévu au titre du présent CONTRAT est confiée à l'ORGANISME qui mettra à disposition le savoir-faire de ses chercheurs, utilisera les appareils et équipements nécessaires à la bonne exécution du PROGRAMME et consacrera à sa réalisation le temps et les soins nécessaires pour obtenir un résultat optimal en tenant compte de l'état actuel de la science et de la technique.	Object The performance of this PROGRAM under this AGREEMENT is delegated to the ORGANISM which shall make available its researchers' know-how, shall use the appliances and equipment required for the good performance of the PROGRAM and shall devote the necessary time and care in carrying it out in order to obtain the maximum result bearing in mind the present state of science and techniques.
Modifications Toute modification, y compris toute prolongation, apportée au présent CONTRAT, devra faire l'objet d'un avenant aux conditions particulières qui sera signé par les représentants habilités des Parties.	Modifications All modification of this AGREEMENT, including all extension, shall be the subject of an amendment to the special conditions signed by the authorized representatives of the Parties, which will be integrated in this AGREEMENT.

Obligation de résultat

Le présent CONTRAT constitue pour l'ORGANISME une obligation de résultat qui se limitera à ce qui a été prévu dans le cahier des charges défini dans les conditions particulières du présent CONTRAT.

Obligation of result

This AGREEMENT constitutes for ORGANISM an obligation of result which shall be limited to what have been provided for in the special conditions.

Facturation

Le client s'engage à verser à CONECTUS le prix mentionné dans les conditions spécifiques annexées.
Chaque règlement sera effectué à trente (30) jours suivant la date de facturation correspondante établie par CONECTUS.
Le versement devra être adressé à la SATT Conectus Alsace – UNISTRA, aux coordonnées bancaires suivantes :

BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL 6 rue de Berne Espace Européen de l'Entreprise 67300 Schiltigheim	N° IBAN : FR76 1189 9001 0000 0201 0560 409 BIC : CMCIFR2A

Le défaut de paiement entraîne de plein droit et sans mise en demeure préalable l'allocation d'une pénalité de retard égale à trois fois (3) le taux d'intérêt légal en vigueur à la date d'exigibilité de la créance ainsi que la prise en charge des frais de recouvrement.

Ce budget sera utilisé par le LABORATOIRE jusqu'à épuisement des fonds sans conditions de délai, ni fourniture de justificatifs.

Invoices

The customer shall pay to CONECTUS the price mentioned in special conditions attached.
The payments shall be made within thirty (30) calendar days following receipt of an invoice, drawn up by CONECTUS
All payments shall be made to the following account of SATT Conectus Alsace - UNISTRA:

BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL 6 rue de Berne Espace Européen de l'Entreprise 67300 Schiltigheim	N° IBAN : FR76 1189 9001 0000 0201 0560 409 BIC : CMCIFR2A

In case of late payment, a penalty shall be automatically due without a recall being necessary, at an interest rate equal to three times the French legal interest rate, and the bearing of the recovery costs.

The budget should be used by the Laboratory until exhaustion of the money without time limit and obligation of furniture of written proofs.

Confidentialité

Le client, l'ORGANISME, CONECTUS et chaque membre de leurs personnels, ainsi que chaque personnel recruté pour l'exécution du PROGRAMME, considèreront le PROGRAMME, ainsi que toutes les connaissances et informations reçues directement ou indirectement de l'autre Partie comme des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

Confidentiality

The customer, ORGANISM, CONECTUS, each of their staff, and every person recruited for the execution of the PROGRAM, shall consider the PROGRAM, and all the knowledge and information received directly from the other Party during this AGREEMENT, as CONFIDENTIAL INFORMATION.

Aucun usage des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES en dehors de l'exécution du PROGRAMME et aucun usage ni communication à des tiers ne sera autorisée, sans l'accord préalable et écrit de la partie émettrice. Cet engagement de confidentialité et de non usage est valable pendant toute la durée du présent CONTRAT et survivra à son échéance quelle qu'en soit la nature, pendant une durée de deux (2) ans.	Without the prior written consent of the disclosing Party, the receiving Party may not use this information outside the execution of the PROGRAM, on behalf of (a) third part(y)(ies) and/or allow the use of this information by (a) third part(y)(ies). This confidentiality undertaking is valid for the whole term of the present AGREEMENT and shall persist when said AGREEMENT ends, for whatever reason, for a period of two (2) further years.
<u>Propriété Intellectuelle</u> Le client possède la propriété de tous les résultats et informations, qu'ils soient brevetables ou non, obtenus dans le cadre du PROGRAMME et sera entièrement libre de décider d'entreprendre ou de faire entreprendre l'exploitation des résultats. L'ORGANISME conserve néanmoins la possibilité d'utiliser les résultats pour ses besoins propres de recherche sous réserve des obligations de confidentialité précitées. Par ailleurs, la méthodologie et le savoir-faire utilisés ou développés par le LABORATOIRE pour réaliser le PROGRAMME demeurent la propriété de l'ORGANISME qui sera libre de les utiliser, les protéger, les transférer, les publier et les exploiter librement.	<u>Intellectual property</u> The customer is the exclusive owner of all results or data, whether patentable or not, received during the performance of the PROGRAM and shall have the right to use the results of the PROGRAM in any manner deemed appropriate to the COMPANY business interests. The ORGANISM may freely use the results of the PROGRAM for its own research provided the ORGANISM assumes all confidentiality obligations hereabove. However, methods and know-how used or developed by the LABORATORY to carry out the PROGRAM, remain the property of ORGANISM which will be free to use, protect, transmit, publish, and exploit them.
<u>Garanties - Responsabilité</u> L'ORGANISME et CONECTUS n'offrent aucune garantie et n'assument aucune responsabilité, expresse ou tacite, de quelque nature que ce soit, notamment quant à l'exploitation commerciale des résultats ou leur adéquation à une destination particulière, ou contre une quelconque infraction. Le client défendra, indemnisera et préservera l'ORGANISME et ses employés de toute responsabilité, dommages, réclamations ou responsabilité pouvant résulter de l'utilisation des résultats.	<u>Warranties - Liability</u> The results are provided without any warranty, express or implied, including without limitation any implied warranty of merchantability or fitness for any particular purpose or any warranty that the use of result will not infringe or violate any patent or other proprietary right of any third party. The customer agrees to indemnify, defend and hold harmless the ORGANISM and CONECTUS from and against any damages, costs or expenses related to any loss, third party claim, injury or liability, which may arise from costumer's use of the results.

Résiliation Le présent CONTRAT pourra être résilié de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations. Cette résiliation ne deviendra effective que deux (2) mois après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure. En cas de résiliation anticipée, quel qu'en soit le motif, la rémunération totale perçue par CONECTUS pour le compte de l'ORGANISME correspondra au minimum aux prestations réalisées en conformité avec les termes du présent CONTRAT et, le cas échéant, aux prestations nécessaires pour clore le travail en cours qui devront être définies d'un commun accord, ainsi que les sommes irrévocablement engagées par CONECTUS dans le cadre du présent CONTRAT et avant notification de sa résiliation.	Termination This AGREEMENT may be terminated as of right by either Party in the event of non-performance by the other Party of one or more of the obligations laid down in its various clauses. Such a termination shall only become effective two (2) months after the complaining Party has sent a registered letter with acknowledgement of receipt setting forth the reasons for the complaint, unless within this time limit the defaulting Party has fulfilled its obligations or brought the evidence of an obstacle further to an event of force majeure. In case of early termination, the overall remuneration owed to CONECTUS on behalf of ORGANISM shall correspond to the services rendered in compliance with this AGREEMENT and, as the case may be, the services required to terminate the works in progress, that shall be defined by mutual agreement, as well as the amounts irrevocably incurred by CONECTUS in the framework of this AGREEMENT prior to notice of its termination.
Loi applicable et règlement des différends Le présent CONTRAT est régi par la loi française. En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution du présent CONTRAT, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, le tribunal compétent sera saisi.	Litigation This AGREEMENT shall be governed by the laws of France. In the event of difficulties regarding the terms on execution of this AGREEMENT, the Parties shall endeavor to settle their controversy out of court. Any controversy which cannot be settled in accordance to the above provision shall be submitted to the competent court.

Paraphes précédés de la mention "Lu et approuvé" / Initials with « Agreed and accepted »:

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 23 MARS 2018 - Point n°7

Contrat de prestation de recherche avec l'Université de Strasbourg (UNISTRA).

Pour	**84**	AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BITZ-Olivier, BOUQUET-Gérard, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KELLER-Fabienne, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PERRIN-Pierre, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, POINSIGNON-Annick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHMIDT-Michaël, SCHULER-Georges, SCHWARTZ-Pierre, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien, ZUBER-Catherine
Contre	**1**	DELEAU-Christian
Abstention	**0**	

Point 7 de l'ordre du jour :
Contrat de prestation de recherche avec l'Université de Strasbourg (UNISTRA).

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 84

Contre : 1

Abstention : 0

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observation :

M. Christian DELEAU a voté « Contre » par erreur alors qu'il souhaitait voter « Pour »

8

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Représentation de l'Eurométropole de Strasbourg au sein de divers organismes.

Le Conseil de l'Eurométropole est appelé à désigner le-la représentant-e pour siéger au sein des instances suivantes (en remplacement de M. Robert HERRMANN) :

- Société publique locale (SPL) des Deux-Rives (le-la Président-e à l'Assemblée générale des actionnaires) ;

- SERS (Conseil d'administration) ;

- Société d'exploitation aéroportuaire « aéroport international de Strasbourg » (Conseil de surveillance) ;

- Université de Strasbourg (1 titulaire homme).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

désigne en remplacement de M. Robert HERRMANN, au sein des organismes ci-après :

- *Société publique locale (SPL) des Deux-Rives :*
  Assemblée générale des actionnaires : la Présidente : Mme Béatrice BULOU

- *SERS :*
  Conseil d'administration : M. Philippe BIES

- *Conseil de surveillance : société d'exploitation aéroportuaire « aéroport international de Strasbourg » :*
  1 titulaire : Mme Caroline BARRIERE

- *Université de Strasbourg :*
  1 titulaire homme : M. Nicolas MATT
  1 suppléant homme : M. Robert HERRMANN

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 23 MARS 2018 - Point n°8

Représentation de l'Eurométropole de Strasbourg au sein de divers organismes.

Pour	
83	**AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BITZ-Olivier, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JUNG-Martine, KARCHER-Dany, KELLER-Fabienne, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PERRIN-Pierre, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, POINSIGNON-Annick, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHMIDT-Michaël, SCHULER-Georges, SCHWARTZ-Pierre, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien, ZUBER-Catherine**
Contre	
0	
Abstention	
0	

9

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Extension-Restructuration du Palais de la Musique et des Congrès-Approbation de conventions transactionnelles Gremmel et chaudronnerie du Ried.

La présente délibération vise à autoriser la signature de deux conventions transactionnelles dans le cadre de l'opération de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg. Ces protocoles portent en particulier sur les effets produits par les indices de révisions appliqués aux marché.

Protocole transactionnel entre l'Eurométropole de Strasbourg et groupement Gremmel / OFB / Isola

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec le groupement GREMMEL / ISOLA/ OFB un marché référencé n°2013/1058, notifié le 25/07/2013, ayant pour objet les ***«Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg – 5C - Menuiseries extérieures / Occultations / Parements de façades / Serrurerie»***
Montant du marché initial : 4,3 M€HT.

Lors de la phase de négociations préalable à l'attribution du marché, le projet a évolué et les éléments de façades prévus en acier ont été remplacés par des murs rideau en aluminium. Or, l'indice prévu dans le marchés (indice BT42 « Menuiserie en acier et serrurerie ») n'a pas intégré cette évolution.GREMMEL demande dans ce contexte que soit appliqué l'indice BT43 « Menuiserie en alliage d'aluminium ».

L'analyse conjointe des services et de la maîtrise d'œuvre est la suivante :

- L'indice n'a pas été modifié lors de la négociation

- L'indice demandé par l'entreprise correspond effectivement à la réalité des travaux effectués

- Le montant des révisions qu'il conviendrait d'appliquer sur ce marché sur la base de l'indice BT42 (acier) est d'environ -155 000€HT (révisions négatives)

- Le montant des révisions que l'entreprise demande sur la base de l'indice BT43 (aluminium) est de +72 000€HT (révisions positives)

- La négociation et le remplacement de la structure acier par une structure alu a permis à la collectivité une économie sur les marchés de façade de 358'531,12€ HT (marchés EMS et Ville).

Les services ont rencontré le groupement Gremmel / OFB / Isola le 10 janvier 2018 en vue de clarifier la situation, de discuter de la recevabilité de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et GREMMEL ont convenu de ne pas appliquer de révision de prix sur ce marché.

Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié d'une partie de sa réclamation, et afin d'éviter une évolution contentieuse du différend, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage supprimera les révisions à appliquer à ce marché.

***

Protocole transactionnel entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société Chaudronnerie du Ried.

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec le groupement Munch / Chaudronnerie du Ried / Couvracier un marché référencé n°2013/978, notifié le 11/07/2013, ayant pour objet les ***«Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg – Lot 4 - Péristyle»***
Montant du marché initial : 4,3 M€HT.

L'indice de prix utilisé sur ce marché est l'indice BT07 « Ossatures et Charpentes Métalliques ».
La révision calculée pour le cotraitant « Chaudronnerie du Ried » en charge de l'habillage inox des colonnes est d'un montant de -108 908 €HT (révision négative).
L'entreprise Chaudronnerie du Ried , par un courrier du 04 décembre 2017 fait une demande de diminution du montant de la révision à appliquer de 86 411€HT, ce qui revient à lui appliquer une révision négative - 22 497€HT (révision négative).

Il justifie sa demande par les éléments suivants :

1. Lors de la phase de négociations préalable à l'attribution du marché, l'entreprise a demandé à ce que soit appliqué l'indice relatif à l'inox, les colonnes de péristyle étant en inox car CdR avait peur des variations possibles du coût de l'inox. Cela figure à l'annexe à l'acte d'engagement. Le montant de révisions calculé avec cet indice serait de -80 000€ (au lieu des -108 908€, différence de 28 908€).

2. D'autre part, pour pallier à une éventuelle hausse du coût de la matière première, l'entreprise a fait le choix d'un achat de l'intégralité des besoins du chantier dès

le départ. Pour cela elle a fait appel à la BPI pour une avance de trésorerie, ce qui lui a couté 13 828€

3. Le marché a été attribué au groupement Munch / Chaudronnerie du Ried / Couvracier

   En cours de chantier, l'entreprise Munch CM a subi une liquidation judiciaire et Chaudronnerie du Ried a repris le mandat du groupement. Cela lui a occasionné des frais de pilotage du lot qu'elle estime à 1% du montant du marché, soit 43 675€HT.

L'analyse conjointe des services et de la maîtrise d'œuvre est la suivante :

- L'achat anticipé de matière première par l'entreprise a été utile au chantier car le phasage de pose des colonnes du péristyle a dû être plusieurs fois modifié (décisions accrochage PEX…). Sans cela, le chantier aurait pris du retard

- Chaudronnerie du Ried a de suite pallié la liquidation de son co-traitant Munch CM en assurant le pilotage du lot de manière à ne pas pénaliser le chantier.

- Les montants demandés sont étayés pas des factures jointes à leur réclamation.

Les services ont rencontré l'entreprise Chaudronnerie du Ried le 13 décembre 2017 en vue de clarifier la situation, de discuter de la recevabilité de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et l'entreprise Chaudronnerie du Ried ont convenu de réduire la révision de prix négative pour Chaudronnerie du Ried à
- 30 000€HT.

Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié d'une partie de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage diminuera les révisions négatives à appliquer à ce marché à un montant de -30 000€HT pour la part Chaudronnerie du Ried.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le principe de résolution transactionnelle du différend subsistant entre l'Eurométropole de Strasbourg et le groupement GREMMEL / ISOLA/ OFB dans le cadre des travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg;*

- *la convention transactionnelle selon le projet joint à la présente délibération entre l'Eurométropole de Strasbourg et* le groupement GREMMEL / ISOLA/ OFB*, dont les stipulations essentielles portent, sur la non application des révisions de prix sur ce marché ; la société renonce à la demande d'application de l'indice BT43 « Menuiserie en alliage d'aluminium » ;*

- *le principe de résolution transactionnelle du différend subsistant entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société Chaudronnerie du Ried dans le cadre des travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg;*

- *la convention transactionnelle selon le projet joint à la présente délibération entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société Chaudronnerie du Ried, dont les stipulations essentielles portent, sur l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg à réduire le montant de la révision négative pour la société* Chaudronnerie du Ried à un montant de - 30 000€HT.

autorise

le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son-sa représentant-e à signer lesdites conventions transactionnelles en résultant.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

Convention transactionnelle

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération du *Conseil de l'Eurométropole du 23 mars 2018*, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG », d'une part,

Et :

- Le groupement Gremmel / OFB / Isola, sise 17 rue des Fusiliers Marins 67114 ESCHAU représentée par Monsieur Hervé Gremmel , et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « GREMMEL », d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06/12/2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du District d'Hay-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique* ».

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec le groupement GREMMEL / ISOLA/ OFB un marché référencé n°2013/1058, notifié le 25/07/2013, ayant pour objet les ***«Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg – 5C - Menuiseries extérieures / Occultations / Parements de façades / Serrurerie»***

La présente convention porte sur l'application des révisions de prix.

GREMMEL, par un courrier du 14 janvier 2018 fait une demande de modification de l'indice de révisions de prix appliquée à ce marché.

L'indice de prix utilisé sur ce marché est l'indice BT42 « Menuiserie en acier et serrurerie ».

Lors de la phase de négociations préalable à l'attribution du marché, le projet a évolué et la version de façade accrochée à des poteaux aciers a été remplacée par des murs rideau en aluminium. GREMMEL demande dans ce contexte que soit appliqué l'indice BT43 « Menuiserie en alliage d'aluminium ».

L'analyse conjointe des services et de la maîtrise d'œuvre est la suivante :

- L'indice n'a pas été modifié lors de la négociation
- L'indice demandé par l'entreprise correspond effectivement à la réalité des travaux effectués
- Le montant des révisions qu'il conviendrait d'appliquer sur ce marché sur la base de l'indice BT42 (acier) est d'environ -155 000€HT (révisions négatives)
- Le montant des révisions que l'entreprise demande sur la base de l'indice BT43 (aluminium) est de +72 000€HT (révisions positives)
- La négociation et le remplacement de la structure acier par une structure alu a permis à la collectivité une économie sur les marchés de façade de 358'531,12€ HT (marchés EMS et Ville).

Les services ont rencontré le groupement Gremmel / OFB / Isola le 10 janvier 2018 en vue de clarifier la situation, de discuter de la recevabilité de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Après négociation, la Maîtrise d'Ouvrage et GREMMEL ont convenu de ne pas appliquer de révision de prix sur ce marché.

Dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise en raison du caractère dûment justifié d'une partie de sa réclamation, et afin d'éviter une évolution contentieuse du différend, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage supprimera les révisions à appliquer à ce marché.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir l'évolution contentieuse du différend entre les parties et de clarifier les modalités du droit au règlement financier du groupement Gremmel / OFB / Isola suite aux prestations effectuées et utiles à la Collectivité.

Article 2 - Concessions réciproques :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG s'engage à ne pas appliquer les révisions négatives liées à l'indice BT42 sur le marché.

GREMMEL renonce à la demande d'application des révisions positives liées à l'indice BT43.

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Sans Objet

Article 4 - Engagement de non recours :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et le groupement Gremmel / OFB / Isola renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.
Ainsi, L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Strasbourg, le	Strasbourg, le
Pour groupement GREMMEL / OFB / ISOLA	Pour L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Le Directeur Monsieur GREMMEL	Le Président, Robert HERRMANN

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

Annexes :

- Délibération du Conseil de L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG autorisant la signature de la présente convention

Convention transactionnelle

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération du *Conseil de l'Eurométropole du 23 mars 2018* rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG », d'une part,

Et :

- L'entreprise Chaudronnerie du Ried, sise 23 rue de Schoenau - 67390 Saasenheim représentée par Monsieur Laufenburger , et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « Chaudronnerie du Ried », d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06/12/2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du District d'Hay-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique* ».

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec le groupement Munch / Chaudronnerie du Ried / Couvracier un marché référencé n°2013/978, notifié le 11/07/2013, ayant pour objet les ***«Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg – Lot 4 - Péristyle»***

La présente convention porte sur le montant des révisions à appliquer à l'entreprise.

L'indice de prix utilisé sur ce marché (d'un montant d'env 5.3M€TTC) est l'indice BT07 « Ossatures et Charpentes Métalliques ».
La révision calculée pour le cotraitant « Chaudronnerie du Ried » en charge de l'habillage inox des colonnes est d'un montant de **-108 908 €HT** (révision négative).

L’entreprise Chaudronnerie du Ried , par un courrier du 04 décembre 2017 fait une demande de diminution du montant de la révision à appliquer de 86 411€HT, ce qui revient à lui appliquer une révision négative - **22 497€HT** (révision négative).

Il justifie sa demande par les éléments suivants :

1. Lors de la phase de négociations préalable à l’attribution du marché, l’entreprise a demandé à ce que soit appliqué l’indice relatif à l’inox, les colonnes de péristyle étant en inox car CdR avait peur des variations possibles du coût de l’inox. Cela figure à l’annexe à l’acte d’engagement. Le montant de révisions calculé avec cet indice serait de -80 000€ (au lieu des -108 908€, différence de 28 908€).
2. D’autre part, pour pallier à une éventuelle hausse du coût de la matière première, l’entreprise a fait le choix d’un achat de l’intégralité des besoins du chantier dès le départ. Pour cela elle a fait appel à la BPI pour une avance de trésorerie, ce qui lui a couté 13 828€
3. Le marché a été attribué au groupement Munch / Chaudronnerie du Ried / Couvracier
   En cours de chantier, l’entreprise Munch CM a subi une liquidation judiciaire et Chaudronnerie du Ried a repris le mandat du groupement. Cela lui a occasionné des frais de pilotage du lot qu’elle estime à 1% du montant du marché, soit 43 675€HT.

L’analyse conjointe des services et de la maîtrise d’œuvre est la suivante :

- L’achat anticipé de matière première par l’entreprise a été utile au chantier car le phasage de pose des colonnes du péristyle a dû être plusieurs fois modifié (décisions accrochage PEX…). Sans cela, le chantier aurait pris du retard
- Chaudronnerie du Ried a de suite pallié la liquidation de son co-traitant Munch CM en assurant le pilotage du lot de manière à ne pas pénaliser le chantier.
- Les montants demandés sont étayés pas des factures jointes à leur réclamation

Les services ont rencontré l’entreprise Chaudronnerie du Ried le 13 décembre 2017 en vue de clarifier la situation, de discuter de la recevabilité de la réclamation et le cas d’échéant de redéfinir ses termes.

Après négociation, la Maîtrise d’Ouvrage et l’entreprise Chaudronnerie du Ried ont convenu de réduire la révision de prix négative pour Chaudronnerie du Ried à **-30 000€HT**.

Dans le souci de ne pas pénaliser l’entreprise en raison du caractère dûment justifié d’une partie de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse,

Il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage diminuera les révisions négatives à appliquer à ce marché à un montant de -30 000€HT pour la part Chaudronnerie du Ried .

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir l'évolution contentieuse du différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financier suite aux prestations effectuées et utiles à la Collectivité.

Article 2 - Montant de révisions à verser par Chaudronnerie du Ried à L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et concessions réciproques :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG s'engage à appliquer les révisions négatives sur la part Chaudronnerie du Ried du marché à hauteur de -30 000€.

Chaudronnerie du Ried renonce à la demande d'application des révisions négatives à hauteur de -22 497€HT

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Sans Objet

Article 4 - Engagement de non recours :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et l'entreprise Chaudronnerie du Ried renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.
Ainsi, L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Strasbourg, le	Strasbourg, le
Pour l'entreprise CHAUDRONNERIE DU RIED	Pour L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Le Directeur Monsieur LAUFENBURGER	Le Président, Robert HERRMANN

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

Annexes :

- Délibération du Conseil de L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG autorisant la signature de la présente convention

10

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de l'Eurométropole de Strasbourg : débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Par délibération du 3 mars 2017, l'Eurométropole de Strasbourg a prescrit la révision de son Plan Local d'Urbanisme, lui-même approuvé le 16 décembre 2016.

Cette procédure de révision résulte de la fusion par intégration entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Communauté de Communes Les Châteaux. Ainsi, depuis le 1er janvier 2017, l'Eurométropole compte cinq nouvelles communes : Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim, et Osthoffen.

La révision du Plan Local d'Urbanisme vise à étendre le dispositif règlementaire du PLU à l'intégralité du territoire, sur les 33 communes composant l'Eurométropole.

Tel qu'énoncé par la délibération du 3 mars 2017, l'intégration des anciennes communes de la Communauté de Communes Les Châteaux au sein du PLU ne modifie pas les orientations fondamentales du PLU. Les objectifs du PLU, définis par la délibération du 27 mai 2011, et repris par celle du 3 mars 2017, sont confirmés.

En date du 15 décembre 2016, la Communauté de Communes Les Châteaux a débattu des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) de son PLU intercommunal. Ces orientations, rappelées ci-dessous, sont en adéquation avec les objectifs du PLU de l'Eurométropole :

- Permettre à tous de se loger ;
- Maintenir le niveau d'emploi et d'équipement du territoire ;
- Favoriser les modes de déplacements alternatifs à la voiture ;
- Valoriser les espaces naturels et agricoles ;
- Tenir compte du patrimoine local ;
- Réduire la consommation foncière.

Les orientations générales du PADD s'appuient sur un diagnostic du territoire ayant fait apparaitre les enjeux suivants :

- un enjeu d'attractivité du territoire ;

- un enjeu d'équité sociale et territoriale ;

- un enjeu d'anticipation des alternatives énergétiques et de la place de la nature dans la société ;

- un enjeu de prise en compte de l'évolution des modes de vie, des temps de la vie donc de la ville.

Les enjeux évoqués ci-dessus, ainsi que les orientations prises par l'ancienne Communauté de Communes Les Châteaux, visent à assurer au territoire de l'Eurométropole un développement métropolitain à taille humaine, solidaire et riche de ses valeurs locales.

Pour ce faire, le PADD est porté par trois grandes orientations transversales, indissociables les unes des autres et avec des objectifs convergents :

Une métropole attractive, d'influence européenne et rhénane : capitale régionale et forte de son statut européen, Strasbourg doit, comme toutes les grandes villes françaises, conforter son positionnement métropolitain.
Afin d'asseoir durablement sa place dans les dynamiques territoriales au sein desquelles elle s'inscrit, l'Eurométropole se doit de renforcer son attractivité économique et résidentielle, d'attirer aussi bien des entreprises que des hommes.

- Renforcer l'attractivité régionale et internationale de l'agglomération ;
- Inscrire le développement du territoire dans un bassin de vie plus large et transfrontalier ;
- Renforcer l'attractivité résidentielle et répondre aux évolutions des modes de vie.

Une métropole des proximités : construire une métropole attractive, ouverte sur le monde et qui veuille aussi rester humaine, ne peut se faire sans répondre aux attentes légitimes de ses habitants, dont l'aspiration première est de pouvoir disposer d'un cadre de vie agréable et de qualité.
Cette métropole des proximités devra répondre aux besoins de logement, de mobilité, d'accès à l'emploi et de services du quotidien, tout en préservant des espaces de respiration, nature en ville et espaces publics de qualité.

- Proposer une offre d'habitat suffisante et diversifiée pour tous ;
- Améliorer la qualité de vie et l'offre de services ;
- S'enrichir de l'identité des territoires ;
- Donner toute leur place aux espaces naturels et constituer la trame verte et bleue.

Une métropole durable : une métropole attractive et de proximités ne peut se concevoir sans la prise en compte et l'intégration des objectifs de développement durable.

La métropole durable nécessite donc d'anticiper la raréfaction des énergies fossiles, de prendre en compte l'évolution des modes de vie et de maîtriser la consommation foncière, au bénéfice des espaces agricoles et naturels.

- Préparer le territoire à une société post-carbone ;
- Donner toute sa place à l'agriculture ;
- Développer le territoire en maîtrisant l'étalement urbain et la consommation foncière.

Enfin, le projet s'appuie sur trois thèmes transversaux qui guident le développement durable du territoire métropolitain :

- La trame verte et bleue**,** qui est considérée comme l'armature structurante de l'urbanisation, de la valorisation des espaces naturels et agricoles et d'un cadre de vie de qualité pour les habitants.

- La trame des transports en commun et des modes actifs, qui permet la mobilité de la proximité tout comme la grande accessibilité du territoire métropolitain.

- La trame sociale enfin, qui se caractérise par la prise en compte des besoins actuels et futurs des habitants et des usagers en termes de services, d'équipements, d'emplois. Le renforcement des centralités urbaines permet de répondre aux attentes des habitants et usagers de l'Eurométropole.

Tout en privilégiant le développement dans l'enveloppe urbaine, la territorialisation du projet, traduisant une ambition métropolitaine où chacun, chaque entité du territoire, trouve sa place et se reconnaît, propose une organisation de l'armature urbaine qui se caractérise ainsi :

- Un cœur métropolitain et les communes de l'espace aggloméré, qui ont un rôle d'accueil des grandes fonctions métropolitaines et des grands équipements intercommunaux ou d'agglomération pour les habitants.

- Des communes qui participent au développement métropolitain :

  - Chaque commune conserve la possibilité de se développer en fonction du projet de territoire métropolitain, et de ses besoins et capacités propres ;
  - Certaines communes (en-dehors du cœur métropolitain et des communes de première couronne) peuvent constituer, au regard de plusieurs critères, des communes d'appui qui, grâce à leurs équipements, services et emplois de proximité, peuvent rayonner sur plusieurs communes et subvenir à leurs besoins ;
  - La qualité urbaine des communes de l'Eurométropole, avec la présence d'espaces naturels et agricoles, la proximité avec les grands services

d'agglomération, contribue à offrir un cadre de vie de qualité pour de nouveaux habitants (ou habitants actuels recherchant une nouvelle offre en logements).

En application de l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme, un débat portant sur les orientations générales du PADD, décrite ci-avant, doit avoir lieu au sein des 33 Conseils municipaux des communes de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi qu'en Conseil d'Eurométropole.

Il appartient à présent au Conseil d'Eurométropole de débattre de ces orientations générales.

Communiqué le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

DOCUMENT
DE TRAVAIL

PLU

plan local d'urbanisme



2. PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

FÉVRIER 2018

Dossier de révision pour transmission aux PPA

ADEUS
Strasbourg.eu
eurométropole
direction urbanisme et territoires
prospective et planification territoriale

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE 1

Les fondements du projet de territoire pour l'Eurométropole de Strasbourg à l'horizon 2030 3

Le contexte 3
Un lien fort avec le SCOTERS 4
Des éléments de constats qui questionnent... 5
... et des enjeux qui en découlent 6

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES 9

1. Les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables 11
1.1. Une métropole attractive, d'influence européenne et rhénane 13
1.2. Une métropole des proximités 17
1.3. Une métropole durable 20

2. L'organisation de l'espace 26
2.1. Les politiques d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme 26
2.2. La protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques 32
2.3. La maîtrise des risques, pollutions et nuisances 36

3. Les orientations thématiques 38
3.1. Le développement économique et l'équipement commercial 38
3.2. La politique d'habitat 46
3.3. Les politiques de transport et de déplacements 48
3.4. Le développement des communications numériques 50
3.5. La politique en matière de loisirs 52

4. Les objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain 53



Préambule

Les fondements du projet de territoire pour l'Eurométropole de Strasbourg à l'horizon 2030

Le contexte

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) a été prescrit par le Conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) le 27 mai 2011, suite à la Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement national pour l'environnement dite "Grenelle 2".

Par ailleurs, la CUS compétente en matière de Programme Local de l'Habitat (PLH) et de Plan de Déplacements Urbains (PDU), en tant qu'Autorité Organisatrice des Transports, a décidé d'élaborer un document couvrant l'ensemble de son territoire, conformément à la loi, et qui intègre le PLH et le PDU au moyen des outils que sont les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et le programme d'orientations et d'actions (POA).

La CUS s'est également engagée dans l'élaboration et la mise en œuvre de nombreux autres documents et réflexions stratégiques :

- Le schéma directeur des transports collectifs à l'horizon 2025 ;
- Le Plan Climat Territorial ;
- La démarche Ecocités, Strasbourg-Kehl, Métropole des Deux Rives ;
- Strasbourg Eco 2020 ;
- Une réflexion engagée sur un projet environnemental de trames écologiques ;
- Une stratégie en termes de santé publique ;
- La mise en œuvre d'une politique agricole volontariste en lien avec les partenaires de la profession ;
- Une stratégie en termes de politique temporelle pour réduire les décalages entre l'évolution des modes de vies, des nouveaux rythmes de vie et les politiques publiques.

En 2009/2010, la CUS s'est aussi engagée dans un travail de concertation avec les élus, avec la volonté d'aboutir à une co-construction associant l'ensemble des maires de l'agglomération, dans le cadre de réunions territoriales, d'une réflexion sur le devenir de la CUS à l'horizon 2025/2030. Ces travaux, traduits par les "Schémas de Développement Locaux", ont abouti, sur la base des propositions des élus, à un premier essai de projet de territoire et de Schéma de Développement Métropolitain.

C'est donc dans ce contexte déjà riche en réflexions, alors même que de nombreux PLU communaux étaient en cours d'élaboration, que le Conseil de la Communauté urbaine a décidé de prescrire l'élaboration du PLU intercommunal ; ce document permet de renforcer la portée des documents stratégiques de développement déjà engagés et de définir un projet partagé de développement pour la CUS à l'horizon 2030.

Suite à la loi de réforme territoriale du 27 janvier 2014, qui prévoit que les plus grandes agglomérations françaises passent du statut de Communauté urbaine au statut de Métropole, le PLUi de la Communauté Urbaine de Strasbourg devient au 1er janvier 2015 le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg.

Au 1er janvier 2017, le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg s'est agrandi de cinq nouvelles communes issues de la Communauté de Communes les Châteaux : Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen. Suite à cette évolution territoriale, le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg, approuvé le 16 décembre 2016, est révisé, par délibération du 3 mars 2017, de manière à couvrir l'ensemble du territoire.

Un lien fort avec le SCOTERS

Le PLU métropolitain doit être compatible avec les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale de la Région de Strasbourg (SCOTERS), approuvé en juin 2006, évalué en juin 2012 (les résultats du bilan ont conduit au maintien des objectifs du SCOTERS), notamment celles qui concernent directement l'Eurométropole de Strasbourg :

- Développer la métropole strasbourgeoise, cœur de la nouvelle Europe, notamment l'axe parc de l'Etoile-Kehl, destiné à accueillir des activités métropolitaines et conforter les sites de développement métropolitain (Parc d'innovation, Espace européen de l'entreprise, accueil de grands évènements à Eckbolsheim) ;
- Structurer l'espace métropolitain en développant les différents pôles urbains mais aussi en développant de nouveaux secteurs de services et d'emplois (en lien avec des pôles d'échange multimodaux) ;
- Assurer une gestion économe de l'espace en respectant notamment des objectifs chiffrés de consommation foncière ;
- Développer une stratégie d'implantation des activités pour créer des emplois et favoriser une offre commerciale équilibrée ;
- Développer un habitat diversifié, répondant aux besoins de la population. Quantitativement, en produisant environ 2 700 logements dans la CUS dont 900 logements par an à Strasbourg et qualitativement, en augmentant l'offre en habitat intermédiaire ;
- Mieux répartir le logement aidé ;
- Développer l'urbanisation à dominante d'habitat dans les secteurs desservis par les transports en commun et promouvoir la desserte par ceux-ci en maillant le réseau et en favorisant l'intermodalité ;
- Favoriser le renouvellement urbain et veiller à la qualité des aménagements ;
- Protéger ou préserver les sites naturels pour leur valeur intrinsèque, maintenir ou créer des corridors écologiques, des zones naturelles "tampon" et préserver les espèces patrimoniales menacées ;
- Préserver le fonctionnement écologique des cours d'eau et intégrer la préservation des zones inondables dans le développement urbain ;

- Préserver les espaces agricoles, notamment les terres les plus fertiles et intégrer la dimension économique de cette activité ;
- Préserver également certains espaces urbains remarquables comme ceux compris dans le périmètre du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur de Strasbourg mais aussi, plus généralement, ceux représentatifs d'une urbanisation traditionnelle ;
- Garantir la qualité paysagère et du bâti des entrées de ville et préserver les éléments majeurs du paysage ;
- Prévenir les risques naturels (dans la construction des infrastructures de transports, dans l'aménagement des zones inondables en milieu urbanisé et dans les secteurs touchés par les mouvements de terrain), les risques technologiques et les risques pour la santé publique (la qualité de l'eau, celle de l'air, les nuisances sonores et le traitement des déchets).

Le SCOTERS liste également les grands projets d'équipements et de services nécessaires à la mise en œuvre de celui-ci, dont bon nombre concerne l'agglomération strasbourgeoise.

L'élaboration du PLU métropolitain s'inscrit en outre dans le même temps que certaines évolutions du SCOTERS. Celui-ci a notamment lancé des réflexions pour élaborer un volet traitant de l'aménagement commercial. Ces éléments sont pris en compte dans le PLU.

Le SCOTERS précise (dans le cadre de sa modification n°2) les conditions de consommation foncière, notamment la production des nouveaux logements dans l'Eurométropole de Strasbourg, qui doivent être localisés dans l'enveloppe urbaine dans une proportion de l'ordre de 60 %.

Des éléments de constats qui questionnent...

Le bilan du développement de la métropole strasbourgeoise et de l'Alsace, avec un retour en arrière sur les 30 dernières années et un focus sur les plus proches années, montre :

- Une perte d'attractivité résidentielle de l'Eurométropole de Strasbourg par rapport au reste du Département du Bas-Rhin, qui se fait dans une logique de périurbanisation, principalement au profit de villages voire de bourgs-centres situés en dehors du territoire métropolitain. Cette tendance semble s'inverser sur les toutes dernières années ;
- Une périurbanisation qui conduit à un élargissement de l'aire urbaine strasbourgeoise, à une augmentation des distances de déplacements avec son impact sur l'environnement et à une forte consommation de foncier ;
- Le développement et l'émergence de certaines villes moyennes qui renforcent leur rôle dans l'armature urbaine alsacienne (Sélestat, Haguenau, Molsheim...) ;
- Sociologiquement, les territoires se sont " fonctionnalisés ", notamment avec une séparation des fonctions activités/habitat et " spécialisés " avec, pour l'habitat, des territoires davantage composés de propriétaires de maisons individuelles, de locataires sociaux... ;
- L'agriculture s'est spécialisée, avec une tendance à la monoculture sur de plus grandes superficies ;
- L'économie se tertiarise et les fonctions métropolitaines et tertiaires supérieures de Strasbourg et de l'agglomération (université, institutions internationales...) se renforcent ;
- Le taux de chômage de l'Alsace, antérieurement bas, a rattrapé, depuis les années 2000, celui de la moyenne nationale ; l'Eurométropole connaît un solde migratoire négatif depuis quelques années, signe d'une baisse d'attractivité économique ;

- L'Eurométropole de Strasbourg est l'espace métropolitain le plus cyclable de France, favorisant les déplacements de proximité. Son attractivité est renforcée par un très bon réseau de transports en commun en première couronne (train TER, tram). L'offre de transport est moins performante au-delà, du fait du plus faible potentiel de population et d'emploi sur ces territoires. A une échelle plus large, l'organisation urbaine à l'échelle SCoT/ Département ne répond pas à toute la demande de déplacements domicile-travail.

... et des enjeux qui en découlent

Un certain nombre d'enjeux découle directement de ces constats. Ils concernent l'Eurométropole de Strasbourg, tant pour son propre territoire que pour son bassin de vie et plus largement son territoire d'influence (Département, Région, Eurodistrict et Rhin Supérieur).

C'est pourquoi les enjeux présentés ci-après viennent tout à la fois répondre aux difficultés rencontrées mais aussi permettent de se projeter dans l'avenir, anticiper un développement qui se veut à l'écoute des enjeux globaux de demain et qui prenne en compte des enjeux territoriaux plus complexes.

Un enjeu d'attractivité du territoire : quelle place donne-t-on à l'Eurométropole de Strasbourg et aux communes qui la composent pour répondre au défi de développement métropolitain ? Quelle ambition métropolitaine ?

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite assumer son rôle de moteur à l'échelle de son bassin de vie, de l'Alsace, de la Région Grand Est, et également à l'échelle transfrontalière de l'Eurodistrict et du Rhin Supérieur.

Les fonctions métropolitaines sont un secteur clé de développement économique, sur lequel la concurrence territoriale des agglomérations européennes est très forte. L'Eurométropole de Strasbourg doit tenir toute sa place, en contribuant à l'attractivité de ces territoires. Elle doit donc s'inscrire dans une dynamique métropolitaine, visant à renforcer les rôles de capitale régionale, de métropole et de place majeure des institutions européennes, par une attractivité renouvelée (économique et résidentielle). De nouveaux modes de coopération ou de gouvernance pourraient se développer, en prenant exemple sur le pôle métropolitain Strasbourg/Mulhouse.

Son accessibilité internationale devra être confortée.

Un enjeu d'anticipation des alternatives énergétiques et de la place de la nature dans la société : quel potentiel à l'échelle de notre territoire ? Quelle place pour une nature et une agriculture respectées et utiles ?

L'Eurométropole ambitionne un développement intégrant les objectifs de la loi portant Engagement national pour l'environnement (ENE) :

- Maîtriser la consommation foncière ;
- Considérer l'agriculture comme un atout économique (place des filières courtes), écologique et paysager ;
- Préserver les ressources naturelles notamment l'eau, la biodiversité ;
- S'adapter au changement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES);
- Assurer la maîtrise de l'énergie pour diminuer la dépendance énergétique du territoire, par la production énergétique à partir de sources renouvelables, et par l'amélioration des performances énergétiques, en s'appuyant notamment sur le Plan Climat Territorial.

Un enjeu de prise en compte de l'évolution des modes de vie, des temps de la vie donc de la ville (vieillissement, emplois, loisirs, culture, habitat)

L'enjeu est de structurer l'organisation temporelle et spatiale des territoires de l'Eurométropole : anticiper le fonctionnement du territoire ainsi que les nouvelles conditions de son développement à l'horizon 2030, en prenant en compte l'évolution des modes de vie, les " temps de la vie " et le profil des usagers de ce territoire.

Un enjeu d'équité sociale, générationnelle et territoriale

Il s'agit de construire un projet de développement basé sur une solidarité de développement au sein de l'Eurométropole de Strasbourg et avec les territoires hors métropole. Ce projet répond aux besoins des prochaines années, notamment par un accès équitable aux services et aux emplois. Il permet également de répondre à des enjeux susceptibles d'évoluer d'ici 2030 et de garantir la préservation des ressources du territoire pour les générations futures.



Le Projet d’aménagement et de Développement Durables

1. Les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables

L'ambition du projet de territoire : faire de l'agglomération une "Métropole désirable", à taille humaine, solidaire et riche de ses valeurs locales… "Habiter sa commune, son quartier, vivre son agglomération".

La métropole, la ville sont des notions qui concernent l'ensemble du territoire de l'Eurométropole. Chacun vit dans un contexte urbain, qu'il soit dans une petite commune ou dans la ville-centre. Les aspirations sont les mêmes : trouver à se loger, si possible dans un cadre agréable de verdure, de nature et proche de son emploi et des services. C'est la demande courante exprimée. En cela, le"besoin de ville" est partout ; il n'y a plus de dichotomie entre le rural et l'urbain ; l'agriculture, la nature, la biodiversité sont bien des préoccupations urbaines à part entière.

Sur la base des constats et des enjeux identifiés, le projet fixe le cap d'un développement métropolitain porté par trois grandes orientations transversales et liées les unes aux autres :

• Une métropole attractive, d'influence européenne et rhénane

Capitale de la Région Grand Est et forte de son statut européen, la ville de Strasbourg au sein de l'Eurométropole doit, comme toutes les grandes agglomérations, conforter son positionnement métropolitain.

Afin d'asseoir durablement sa place dans les dynamiques territoriales au sein desquelles elle s'inscrit, la métropole strasbourgeoise se doit de renforcer son attractivité économique et résidentielle, d'attirer aussi bien des entreprises que des hommes.

• Une métropole des proximités

Construire une métropole attractive, ouverte sur le monde et qui veuille aussi rester humaine, ne peut se faire sans répondre aux attentes légitimes de ses habitants et de ses visiteurs, dont l'aspiration première est de pouvoir disposer d'un cadre de vie agréable et de qualité.

Cette métropole des proximités devra répondre aux besoins de logement, de mobilité, d'accès à l'emploi et de services du quotidien, tout en préservant des espaces de respiration, de nature en ville et des espaces publics de qualité.

• Une métropole durable

Une métropole attractive et des proximités ne peut se concevoir sans la prise en compte et l'intégration des objectifs de développement durable. Ce développement doit en effet répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux de la métropole strasbourgeoise à l'horizon du PLU, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins.

La métropole durable nécessite donc d'anticiper le risque de crise énergétique et de mettre en œuvre la transition énergétique, de prendre en compte l'évolution des modes de vie et de maîtriser la consommation foncière, au bénéfice des espaces agricoles et naturels.

Le projet préfigure ainsi l'Eurométropole strasbourgeoise de 2050, celle des générations futures et des possibles.



1.1. Une métropole attractive, d'influence européenne et rhénane

Renforcer l'attractivité régionale et internationale de l'Eurométropole

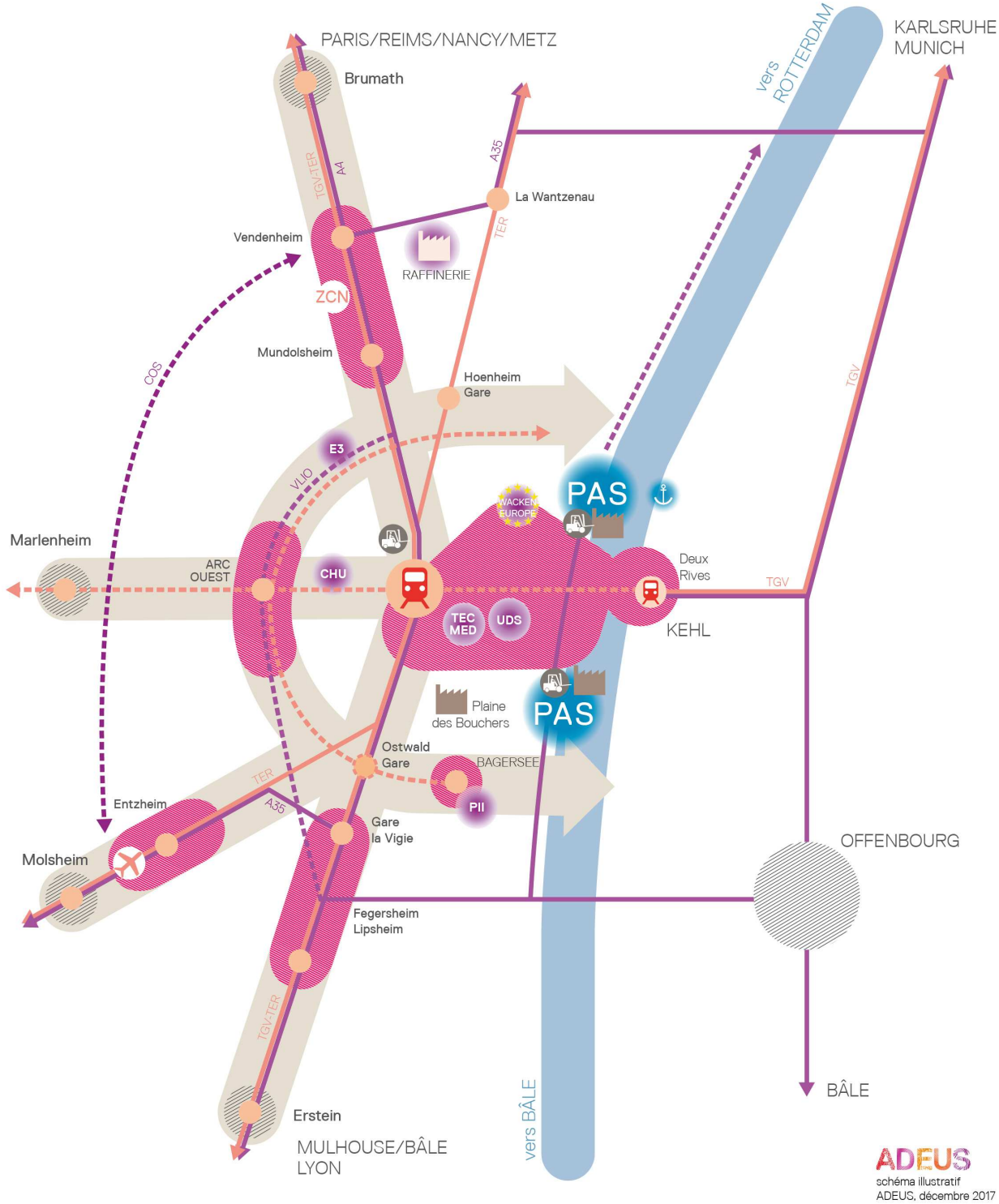
L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée depuis plusieurs années dans un véritable processus refondateur de sa stratégie de développement économique.

La métropole souhaite renforcer son attractivité économique régionale et internationale en prenant appui sur le développement d'activités métropolitaines supérieures, qui sont les moteurs d'une métropole forte et rayonnante, tout en veillant à soutenir l'ensemble de son tissu économique. Dans cette perspective, elle souhaite en particulier valoriser un de ses atouts maîtres, qui réside dans son potentiel universitaire et de recherche. Son ouverture internationale est largement impulsée par la présence des institutions européennes qui entraînent dans leurs sillages d'autres équipements de rang métropolitain (ambassades, consulats, pharmacopée européenne…).

Toutefois, pour faire face à une faible dynamique de création et de renouvellement de l'emploi constatée tant sur le territoire métropolitain que dans l'ensemble de l'Alsace, et ce depuis le début des années 2000, il importe à présent d'améliorer et de donner une nouvelle impulsion à la compétitivité économique du territoire. L'enjeu pour la métropole strasbourgeoise est d'augmenter significativement la création d'emplois dans toutes les composantes de son tissu d'activités d'aujourd'hui, tout en veillant à son adaptabilité pour l'accueil des emplois de demain.

Les feuilles de route stratégiques Strasbourg ECO 2020, puis 2030 ont d'ores et déjà permis d'encourager et soutenir les économies innovantes parmi lesquelles : l'économie verte, l'économie solidaire et sociale, le secteur des technologies médicales et des thérapies nouvelles, les mobilités innovantes, l'économie numérique et les activités créatives.

De par son poids démographique, la métropole strasbourgeoise se positionne comme le premier centre urbain de l'Alsace, lui donnant une responsabilité imposant une croissance économique et démographique à soutenir. En effet, compte tenu du phénomène national de vieillissement de la population, disposer d'un poids démographique consistant est un gage pour conforter l'emploi et pour maintenir les services existants, comme par exemple le réseau de transports en commun qui facilite la mobilité sur le territoire. Une croissance démographique et économique soutenue permet également d'attirer de nouveaux services ou équipements, parfois rares, qui renforceront l'influence de l'Eurométropole de Strasbourg et qui contribueront à valoriser l'ensemble de son territoire.



UNE MÉTROPOLE ÉCONOMIQUE D'INFLUENCE EUROPÉENNE ET RHÉNANE

- **réseau fonctionnel métropolitain** à organiser
- **secteur de développement métropolitain** (cœur de métropole, site et pôle de développement économique et de services) à développer et à mettre en réseau
- **pôle majeur hors Eurométropole de Strasbourg** à mettre en réseau avec l'Eurométropole de Strasbourg
- **site majeur économique métropolitain** à mettre en réseau
- **site majeur industriel** à conforter ou à développer
- **gare nationale, régionale, pôle intermodal**
- **aéroport** rayonnement à conforter
- **pôle d'échanges de marchandises métropolitain MIN/PAS**
- **rayonnement portuaire** à conforter
- **rayonnement des institutions européennes** à assurer
- **réseau TCSP interurbain et de couronne existant** à compléter
- **réseau routier structurant existant** à compléter
- **réseau fluvial de marchandises** à développer

Inscrire le développement de l'Eurométropole dans un bassin de vie plus large et transfontalier

En termes institutionnels, le projet de territoire de l'Eurométropole de Strasbourg s'inscrit au sein et en complémentarité avec d'autres entités territoriales, notamment parce que le rôle de la métropole y est moteur. De la réussite du développement métropolitain dépendent le bon fonctionnement des territoires du SCoT, du département mais aussi le développement transfrontalier à l'échelle de l'Eurodistrict et du Rhin Supérieur, notamment à travers l'université, les grandes infrastructures de déplacements nationales et internationales. Le projet de territoire a également un impact sur le développement économique, notamment celui du Port Autonome de Strasbourg, ainsi que sur la gestion commune des enjeux environnementaux et énergétiques. Le développement de "pôles métropolitains", tel que celui initié avec Mulhouse, permet par exemple de développer une nouvelle échelle de gouvernance avec ces territoires.

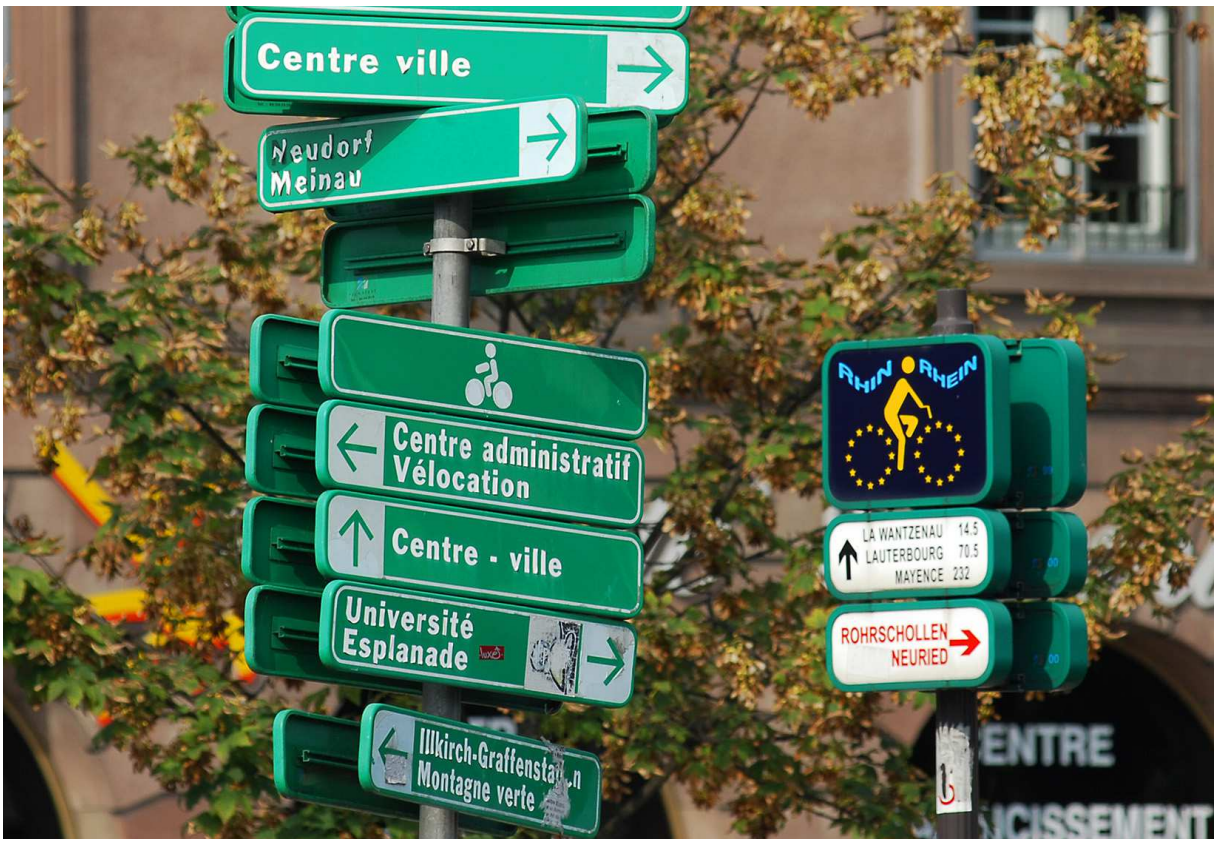
En termes de fonctionnement, l'attractivité de l'agglomération nécessite que celle-ci participe au développement d'un bassin de vie et d'emploi plus vaste et transfrontalier. Le territoire de fonctionnement métropolitain ne peut donc se limiter au seul territoire de l'Eurométropole et doit se structurer autour d'un réseau de villes plus large, allant de Brumath au Nord à Erstein au Sud et de Molsheim à l'Ouest à Offenburg à l'Est. Pour garantir le fonctionnement de ce bassin de vie, l'agglomération s'appuie sur des infrastructures de transports (notamment ferrées) performantes, au service de cette armature urbaine structurante. En s'inscrivant de la sorte dans son bassin de vie, la métropole assume également sa responsabilité de moteur économique à l'échelle du Bas-Rhin et de l'Alsace.

L'ensemble des communes de l'agglomération bénéficie du fonctionnement métropolitain. Le projet de développement concilie proximité et enjeux métropolitains ; l'atout régional et européen de l'agglomération strasbourgeoise profite de fait à l'ensemble des habitants.

Renforcer l'attractivité résidentielle et répondre aux évolutions des modes de vie

L'attractivité de l'Eurométropole de Strasbourg n'est pas seulement liée à l'offre économique et aux capacités d'accueil d'entreprises (notamment issues de domaines d'activités d'excellence), mais aussi à son attractivité résidentielle ; celle-ci se caractérise à travers la qualité d'accueil des populations, par l'offre d'habitat, de cadre de vie, d'espaces de nature et d'équipements (notamment universitaires, de santé et culturels). En effet, une métropole de taille moyenne comme l'agglomération strasbourgeoise doit miser sur les atouts qui la différencient.

Le projet permet et anticipe le fonctionnement du territoire métropolitain à l'horizon 2030, en prenant en compte la future sociologie des habitants et des usagers. Il anticipe le vieillissement de la population, l'évolution du travail et les différents modes de vie (les diverses aspirations de cadre de vie en lien avec les formes urbaines et les lieux de vies).



1.2. Une métropole des proximités

Proposer une offre d'habitat suffisante et diversifiée pour tous

L'offre d'habitat doit répondre aux besoins identifiés, de manière à permettre à chacun de trouver le type de logement qui lui convient sur le territoire qu'il souhaite. Ceci suppose de mettre en place une offre en matière d'habitat, qui soit à la fois quantitative et qualitative ; suffisamment diversifiée et bien répartie pour permettre de répondre aux différents modes de vie qui coexistent au sein de la métropole strasbourgeoise.

Une offre quantitative doit permettre d'accueillir 50 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2030. Pour ce faire, le foncier devra être mobilisé en conséquence et la production de logements répartie de façon solidaire sur l'ensemble du territoire.

Une offre qualitative et diversifiée suppose d'être adaptée aux différents modes et moments de la vie, et de répondre ainsi aux besoins spécifiques de chacun, allant de l'hébergement d'urgence à celui de standing et de la maison individuelle à l'appartement.

Améliorer la qualité de vie et l'offre de services

La qualité de vie dans la métropole ne se limite pas à celle du logement. Disposer d'une offre de services et d'équipements de proximité, facilement accessibles pour une majorité d'habitants, est également un atout essentiel à son attractivité, permettant à chacun de vivre dans une agglomération à taille humaine, dans des centres-villes et dans des quartiers animés.

Le renforcement du développement dans l'enveloppe urbaine permet de proposer une offre de services de proximité, plus adaptée et au plus proche des habitants. L'implantation de certains services et équipements nécessite une densité de population minimale à atteindre. Elle permet de construire une "métropole des proximités" où la plupart des déplacements sont réalisables à pied ou à vélo. Ceux-ci sont rendus possibles, agréables et sécurisés, par la mise en place d'un réseau d'espaces publics de qualité et une accessibilité facilitée aux espaces verts publics et aux espaces naturels.

La mise en œuvre d'un cadre de vie de qualité, s'appuyant sur les espaces de nature et renforcé par une offre de services tournée vers les familles et les jeunes actifs, constitue un atout majeur permettant de renforcer l'attractivité économique et résidentielle.

Par ailleurs, les services, les équipements de rang métropolitain ou de proximité, dont l'offre culturelle et de loisirs, devront être accessibles (physiquement et socialement) à l'ensemble de la population et équitablement répartis sur le territoire métropolitain.

S'enrichir de la diversité des territoires

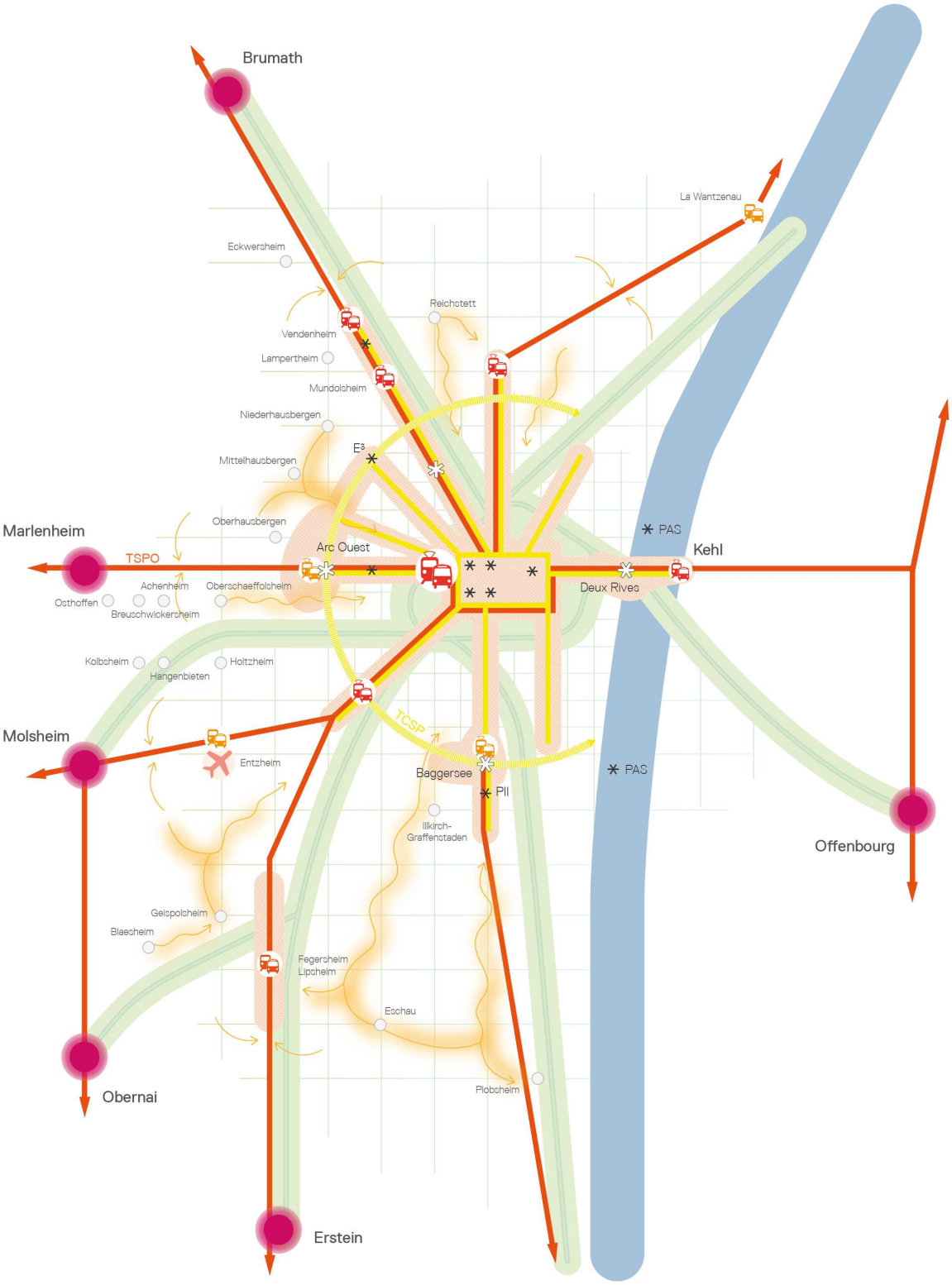
Le respect et la prise en compte de la diversité des territoires de l'Eurométropole de Strasbourg sont traduits dans le projet, aussi bien à l'échelle du quartier, de la commune qu'à l'échelle intercommunale. La valorisation du patrimoine bâti et naturel, des paysages mais aussi de la qualité de vie (y compris dans sa dimension sociale) dans les communes, est de nature à garantir un cadre de vie attractif pour les habitants et renforcent le sentiment d'appartenance.

Donner toute leur place aux espaces naturels et constituer la trame verte et bleue

Une des principales ambitions du projet est de s'appuyer sur le maillage vert déjà existant. Cette composante identitaire du territoire, structurée par les cours d'eau, la végétation qui l'accompagne et les forêts, traverse la métropole du Sud au Nord et d'Ouest en Est, à proximité des espaces urbains les plus denses. Plus encore que sa préservation, c'est son renforcement qui est recherché dans le projet de territoire. En effet, au-delà des enjeux de maintien de la biodiversité, les espaces naturels jouent un double rôle :

- un rôle d'amélioration du cadre de vie, offrant aux habitants des espaces de calme, de respiration, des espaces de loisirs et de récréation, ou d'interface avec la nature en ville ;
- un rôle social pour l'ensemble de la population, support de cohésion sociale, en permettant les rencontres ainsi que les déplacements piétons - cycles (modes actifs).

Cette cohabitation entre développement urbain et nature en ville est une des conditions de la réussite du projet de territoire. Elle joue un rôle central dans la mise en œuvre d'une métropole des proximités.



UNE MÉTROPOLE DURABLE DES PROXIMITÉS/CONNECTÉE

armature urbaine supportée par les principaux réseaux de transports en commun structurant, notamment Deux Rives, Baggersee et Arc Ouest

transport en commun structurant d'accès rapide à la métropole (BHNS - train)

transport en commun en site propre

réseau des modes actifs structuré par la trame verte et bleue, et plus particulièrement Vélostras

maillage d'espace public par la trame verte et bleue, à l'échelle du piéton et du vélo

gare nationale et régionale, pôle intermodal

pôle et site métropolitain :
existant
à créer ou à organiser

principe de réorganisation de l'offre de bus en lien avec les TCSP/rail

ADEUS
schéma illustratif
ADEUS, décembre 2017



1.3. Une métropole durable

Préparer le territoire à une société sobre en carbone

Dans un contexte d'incertitude sur le risque de crise énergétique, le projet de développement permet de proposer aux habitants une mobilité moins axée sur l'automobile, en développant notamment les possibilités de déplacements piétons et cyclables ou en transports en commun.

Le projet vise un fonctionnement plus économe en énergie que celui induit par les pratiques antérieures, particulièrement par la promotion de performances énergétiques renforcées dans la production de constructions à usage d'habitat et d'activités tertiaires.

Les objectifs environnementaux légaux, enrichis des spécificités locales, servent également de base à la construction du projet de territoire. Plus généralement, c'est l'ensemble des ressources naturelles qui sont à préserver. Pour atteindre l'objectif de devenir une métropole durable, l'aménagement du territoire doit donc se faire par une gestion économe de son fonctionnement, par l'incitation à l'utilisation des énergies renouvelables et par la cohérence du développement urbain.

La préservation et le renforcement de la trame verte et bleue participent activement à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité, en identifiant les continuités écologiques nécessaires à la protection de certaines espèces emblématiques. La trame verte et bleue joue également un rôle important pour la régulation thermique du territoire et la qualité de l'air.

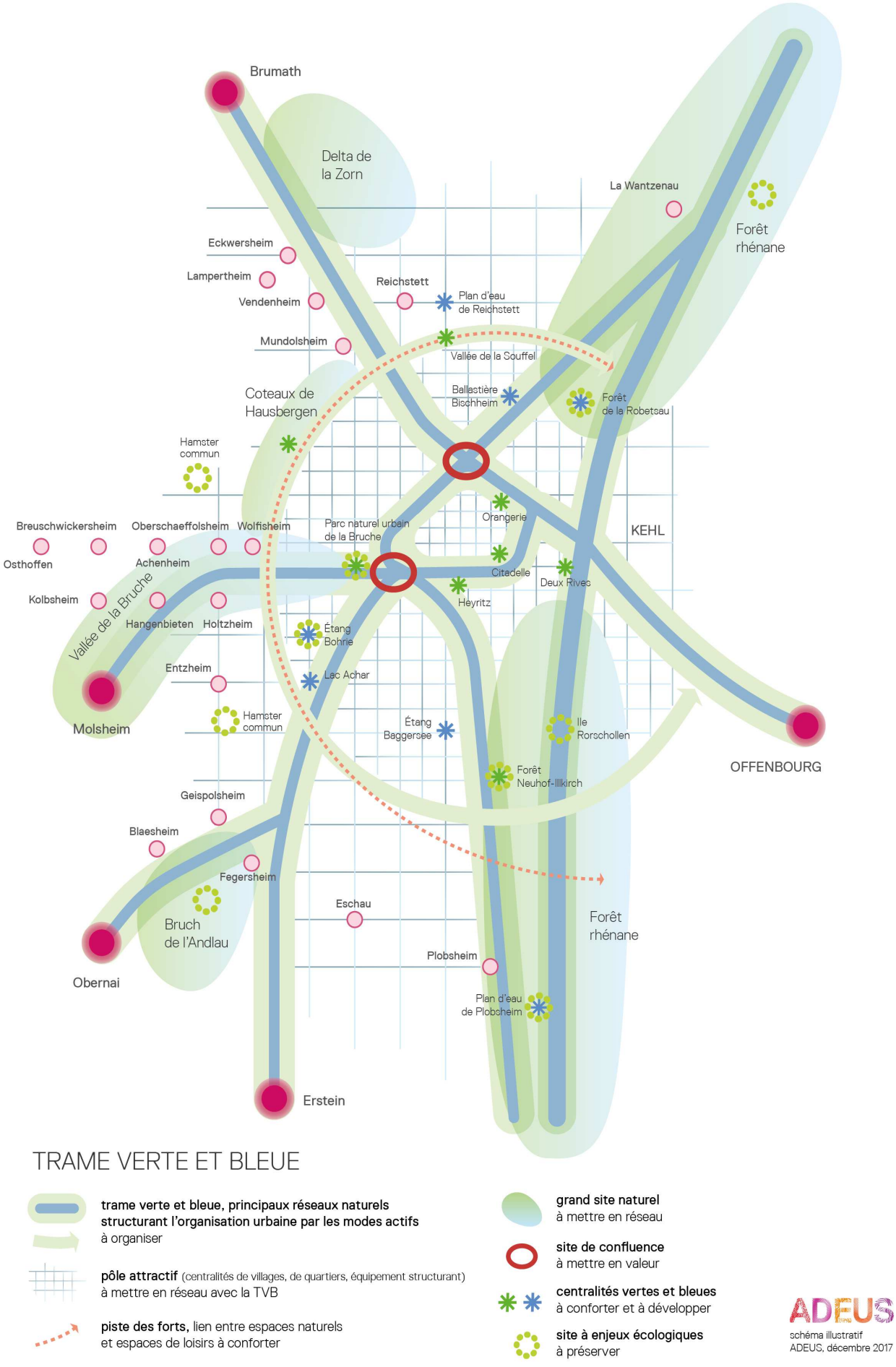
Enfin, la construction d'une métropole durable nécessite de protéger les personnes et les biens des nuisances et des risques, qu'ils soient naturels ou technologiques. Cela implique notamment de préserver les périmètres de captage d'eau, d'encadrer le développement urbain dans les territoires soumis à des risques industriels ou naturels ainsi que dans ceux où les niveaux de pollutions sont les plus élevés.

Donner toute sa place à l'agriculture

La gestion de l'agriculture dépasse la seule échelle de la métropole. Néanmoins, la politique agricole de l'agglomération strasbourgeoise vise à garantir :

- la pérennité des activités agricoles (grande culture, viticulture, élevage, maraîchage, ...) ;
- le développement économique de la profession agricole, par la mise en œuvre de circuits courts producteurs - consommateurs ;
- la possibilité pour les agriculteurs de s'orienter vers l'agriculture biologique et les productions maraîchères ;
- une cohabitation harmonieuse entre développement urbain et gestion des espaces agricoles.

Le projet de territoire identifie l'agriculture comme partie intégrante du fonctionnement de l'agglomération, aux niveaux économique, écologique et paysager, et vise à réduire la consommation des terres agricoles.



TRAME VERTE ET BLEUE

trame verte et bleue, principaux réseaux naturels structurant l'organisation urbaine par les modes actifs
à organiser

pôle attractif (centralités de villages, de quartiers, équipement structurant)
à mettre en réseau avec la TVB

piste des forts, lien entre espaces naturels et espaces de loisirs à conforter

grand site naturel
à mettre en réseau

site de confluence
à mettre en valeur

centralités vertes et bleues
à conforter et à développer

site à enjeux écologiques
à préserver

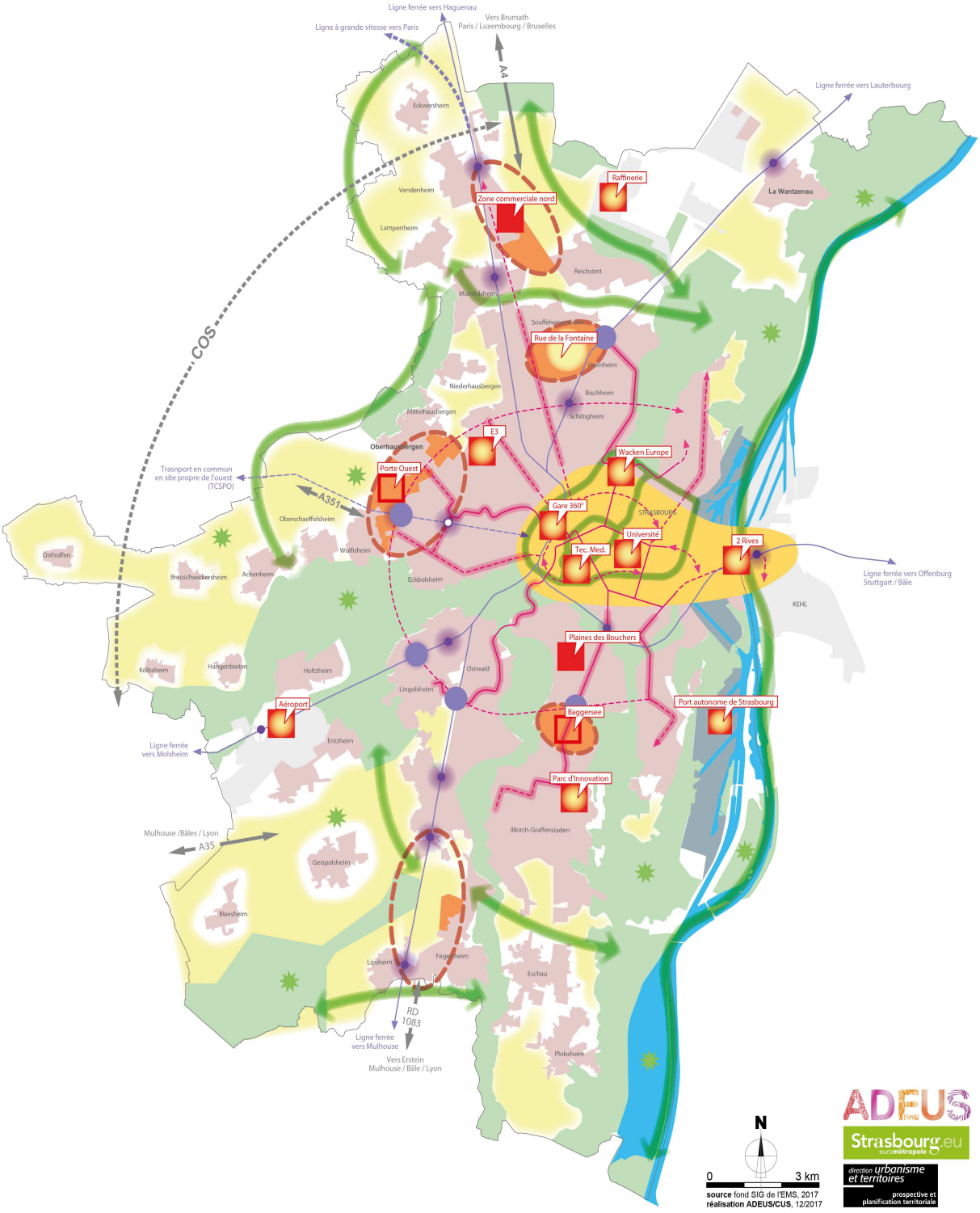
ADEUS
schéma illustratif
ADEUS, décembre 2017

Développer le territoire en maîtrisant l'étalement urbain et la consommation foncière

La consommation foncière sera maîtrisée afin de limiter l'étalement urbain, de maintenir l'agriculture et les espaces naturels au sein de la métropole, et donc de parvenir à un équilibre entre préservation des terres agricoles, des espaces naturels et développement urbain. Le développement est privilégié dans l'enveloppe urbaine et des densités optimisées, au regard de la qualité du cadre de vie, sont définies en fonction de plusieurs critères relevant notamment du paysage urbain et naturel, de la proximité avec les transports en commun et les services, des conditions de faisabilité technique et des enjeux de santé publique.

Ce choix permet non seulement de rationaliser la consommation du foncier mais également de rendre plus efficients les déplacements dans l'agglomération, notamment en transports en commun.

Carte illustrative des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables



Légende :

MÉTROPOLE DURABLE ET DE PROXIMITÉ

Développement à privilégier dans l'enveloppe urbaine

Trame verte et bleue

Milieu écologique majeur à préserver et à mettre en réseau

Terres agricoles à protéger / Agriculture de proximité à favoriser

Principaux corridors écologiques et paysagères d'agglomération à valoriser et/ou à renforcer

Espace à enjeux écologiques et de biodiversité majeurs

Armature des transports en commun

réseau structurant / tram / TCSP : réseau existant / extension en projet

réseau interurbain : réseau existant / réseau à l'étude

gare / haltes ferroviaires : existante / projetée ou à l'étude

Intensité urbaine à rechercher à proximité des gares / haltes ferroviaires

Pôle de services et d'emplois à constituer autour d'un noeud de transport en commun

Densification à rechecher autour des axes TCSP

MÉTROPOLE ATTRACTIVE

Attractivité du coeur métropolitain à renforcer (secteur d'intensité urbaine à vocation métropolitaine)

Site métropolitain

Site majeur de développement économique

Site susceptible d'accueillir des équipements métropolitains

Vocation industrielle et logistique du PAS à pérenniser

Secteur d'enjeux d'agglomération

Carte illustrative

Les sites de développement communaux ne sont pas identifiés sur cette carte



2. L'organisation de l'espace

2.1. Les politiques d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme

Rappel des enjeux :

Ancrer le projet sur les trames qui structurent le territoire

La qualité de l'offre en transports en commun et la forte présence de nature en ville, liée à la traversée du territoire par la trame verte et bleue, sont des spécificités fortes de l'Eurométropole. Le premier enjeu est de pouvoir asseoir le projet sur ces caractéristiques à la fois performantes et construisant l'identité du territoire.

Limiter la consommation de foncier et organiser le développement du territoire

Quoiqu'en nette diminution par rapport aux décennies précédentes, il reste un enjeu fort à limiter la consommation de foncier (dans une optique de préservation des ressources). Cela implique de trouver un équilibre entre la pérennisation des espaces agricoles et naturels d'une part et le développement économique et démographique de la métropole d'autre part. Cela pose la question de l'équilibre entre développement dans l'enveloppe urbaine et extensions urbaines, mais aussi plus généralement celle du fonctionnement du territoire et de son organisation.

Favoriser la mixité fonctionnelle et améliorer le cadre de vie

Les quartiers mono-fonctionnels, qu'il s'agisse d'habitats ou d'activités limitent la possibilité de "vivre dans la proximité", aboutissent à des paysages urbains homogènes niant parfois l'identité des territoires. Il existe donc un enjeu fort à aller vers davantage de mixité fonctionnelle, tant pour des questions de fonctionnement que de cadre de vie. Le patrimoine urbain et paysager de la métropole, très spécifique, contribue très fortement à l'identité des territoires. Cet atout est à valoriser dans le projet de territoire.

Organiser le développement du territoire

Orientation n°1 : s'appuyer sur trois trames transversales et complémentaires

Le projet de territoire s'appuie sur trois trames transversales et complémentaires qui guident le développement durable du territoire métropolitain :

- **La trame sociale**, qui prend en compte des besoins actuels et futurs des habitants et des usagers en termes de services, d'équipements et d'emplois ;
- **La trame verte et bleue**[1], qui est l'armature structurante de l'urbanisation, de la valorisation des espaces naturels et agricoles et d'un cadre de vie de qualité pour les habitants ;
- **La trame des transports en commun et des modes actifs**[2], qui est un support privilégié de la densification et de l'urbanisation et permet la mobilité à toutes les échelles.

Orientation n°2 : prioriser le développement dans l'enveloppe urbaine

Le développement urbain se réalise prioritairement dans l'enveloppe urbaine. Il est différencié de manière à prendre en compte les critères urbains, notamment en fonction des axes de déplacements desservis par les transports en commun en site propre, les enjeux environnementaux et de santé publique, ainsi que le rôle de chaque commune dans le développement de la métropole.

Orientation n°3 : valoriser le cœur métropolitain

Les projets métropolitains d'échelle régionale, nationale ou européenne sont prioritairement situés dans le cœur de métropole, correspondant aux quartiers centraux de Strasbourg.

L'axe allant du quartier Wacken-Europe à la liaison Heyritz-Kehl est particulièrement support de développement. Cette logique de développement de la métropole, amorcée en direction du Rhin, suppose une évolution de la zone centrale du port vers une vocation plus mixte, garantissant une bonne cohabitation entre habitat et activités. Le secteur "Deux-Rives" concrétise ce rapprochement entre fonctions portuaires et urbaines, mais aussi la dimension transfrontalière de l'Eurométropole, en permettant une continuité urbaine de qualité jusqu'à Kehl, à laquelle le tramway servira de support.

Orientation n°4 : développer des sites majeurs dans l'espace métropolitain

Les sites de la Porte Ouest et du Baggersee complètent cette offre métropolitaine, grâce à leur bonne accessibilité actuelle et future et à leur situation urbaine, à l'articulation de la ville " intense " et des territoires périurbains. Ils participent au sein de l'espace métropolitain à une offre répondant à la fois à l'enjeu métropolitain et à l'enjeu de proximité, au plus près des besoins des habitants.

1. La trame verte et bleue est définie précisément en introducitn de la partie 2.2
2. Les modes «actifs» définissent les déplacements piétons et cyclables

Orientation n°5 : structurer le territoire métropolitain en lien avec les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale de la Région de Strasbourg

Le SCOTERS propose une structuration de l'espace métropolitain, notamment à travers l'identification de pôles urbains :

- la ville de Strasbourg et plus particulièrement le centre-ville étendu aux quartiers les plus proches ;
- le Nord de l'agglomération strasbourgeoise : Schiltigheim, Bischheim, Hoenheim ;
- le Sud-Ouest de l'agglomération strasbourgeoise : Illkirch-Graffenstaden, Ostwald, Lingolsheim;
- l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise : Eckbolsheim, dont le développement est lié à celui des quartiers strasbourgeois les plus proches à savoir Cronenbourg, Hautepierre et Koenigshoffen ; cet ensemble constitue un quatrième pôle urbain au sein de l'agglomération strasbourgeoise, pôle qui pourra s'appuyer sur le nouveau secteur d'urbanisation de la "Porte Ouest", situé entre Wolfisheim, Oberhausbergen et Mittelhausbergen ;
- l'Est de Strasbourg, autour du môle de la Citadelle et du bassin Vauban, et jusqu'au quartier "Deux-Rives".

Les autres communes se développent également pour participer à l'effort métropolitain, pour répondre à leurs besoins démographiques, de proximité et pour maintenir voire renforcer l'offre de services, d'équipements et commerciale. Certaines communes jouent un rôle renforcé dans le projet de territoire de l'Eurométropole en matière de développement urbain, en lien avec leur niveau d'équipements (en services, infrastructures ou emplois).

Orientation n°6 : organiser le développement économique

Les emplois sont majoritairement inscrits et développés dans le tissu urbain existant de l'espace métropolitain et plus particulièrement dans les sites d'intérêt métropolitain : le Campus central et le Campus Tec Med de l'Université de Strasbourg, le quartier d'affaires international de Wacken-Europe, le Parc d'innovation, le quartier "Deux-Rives", l'Espace européen de l'entreprise, l'Aéroport, le site de l'ancienne raffinerie de Reichstett, le Port Autonome de Strasbourg.
Ceux-ci sont renforcés ou se développent notamment en lien avec l'offre en infrastructures de très grande accessibilité tels que l'aéroport, les infrastructures autoroutières, la gare TGV ou la voie d'eau pour le port de Strasbourg.

Les zones artisanales et industrielles existantes visent à accueillir, par renouvellement urbain, de nouvelles entreprises. De nouvelles zones viendront compléter l'offre existante, notamment le Parc Joffre et Nord aéroport à Holtzheim, la zone économique de Hangenbieten et la zone d'activités intercommunale de Plobsheim/Eschau.

Certains sites développés autour d'un nœud de transport en commun, offrent des pôles structurés par une mixité fonctionnelle d'habitats, de services et d'emplois.

Hors des pôles économiques, exception faite des activités génératrices de nuisances, l'offre économique peut être accompagnée d'une offre d'habitat et de services.

Orientation n°7 : Mettre en place les conditions d'une transition énergétique et s'adapter aux conséquences du changement climatique

Le Schéma Régional Climat Air Energie d'Alsace fixe des orientations sur lesquelles s'appuie le projet de l'Eurométropole et qui rejoignent les objectifs de la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre et maîtriser la demande énergétique (actions sur les transports, l'industrie, l'agriculture, la construction neuve et la réhabilitation) ;
- adapter les territoires et les activités socio-économiques aux effets du changement climatique et réduire la pollution atmosphérique ;
- promouvoir des performances énergétiques renforcées dans les constructions à usage d'habitat et d'activités tertiaires existantes ou projetées ;
- protéger les espaces verts et favoriser leur développement, pour lutter contre les îlots de chaleur urbains ;
- développer la production et l'usage d'énergies renouvelables, notamment à travers l'élargissement des réseaux de chaleur urbains et leur transition vers un mix énergétique s'appuyant sur les ressources locales et à faible impact environnemental : biomasse, chaleurs fatales, méthanisation et géothermie…

Assurer les conditions d'une vie de proximité

Orientation n°1 : assurer la mixité des fonctions et renforcer les centralités urbaines et les axes structurants

La mixité des fonctions urbaines est développée à l'échelle du quartier ou de la commune. Elle se décline notamment entre habitat, activités et équipements, plus particulièrement dans les centralités urbaines et aux abords des axes structurants existants, ainsi qu'au sein des futurs quartiers avec :

- l'implantation de commerces, d'équipements et de services de proximité ;
- l'implantation d'activités ne générant pas de nuisances incompatibles avec la proximité résidentielle ;
- l'aménagement des espaces publics visant à renforcer le rôle de centralité et la lisibilité de ces lieux de vie.

Cette mixité des fonctions est une des conditions permettant la vie dans la proximité et offrant la possibilité de répondre à l'évolution des modes de vie. Les orientations générales de la politique de l'habitat (Partie 3.2) et des politiques de transports et de déplacements (Partie 3.3) précisent les orientations complémentaires à mettre en œuvre pour répondre à l'évolution des modes de vie et faciliter la vie des habitants dans la proximité.

Proposer un cadre de vie agréable et attractif

Orientation n°1 : développer la nature en ville sous toutes ses formes, comme support d'aménités urbaines

L'offre de nature en ville est complétée pour permettre à tous les territoires de bénéficier d'espaces de nature facilement accessibles. Ce sont autant d'espaces verts de proximité, de respiration, de calme, de rencontres et de loisirs offerts aux habitants, pour améliorer la qualité du cadre de vie de l'Eurométropole.

Orientation n°2 : préserver et valoriser le patrimoine paysager

Le projet de développement veille à préserver et valoriser le grand paysage, défini par des lignes de forces à prendre en compte dans la composition des projets urbains :

- les perspectives sur les Vosges et la Forêt Noire, dont les reliefs donnent à voir les limites perçues du territoire rhénan ;
- son réseau hydrographique et son cortège végétal qui irriguent l'agglomération jusqu'au cœur de la métropole ;
- deux grands massifs forestiers de la plaine rhénane (la forêt de la Roberstau et la forêt de Strasbourg-Neuhof/Illkirch-Graffenstaden), à proximité immédiate des espaces urbanisés ;
- la présence d'une ceinture verte héritée des anciens glacis des fortifications, à l'interface du cœur d'agglomération et des faubourgs, dont la continuité paysagère et fonctionnelle devra rester lisible dans la ville ;
- la présence d'une ceinture des forts qui assure une articulation entre l'espace métropolitain et les territoires périurbains ;
- la présence de reliefs marqués des coteaux de Hausbergen, à l'Ouest de l'Eurométropole (coteaux des Hausbergen se poursuivant jusqu'à Breuschwickersheim), qui constituent des belvédères à valoriser sur le territoire métropolitain.

Orientation n°3 : protéger et valoriser le patrimoine architectural et urbain

Le projet de territoire protège le patrimoine architectural et urbain, dont certains espaces publics et des éléments de végétation participant à la composition du paysage urbain. Ce patrimoine est le reflet des identités des communes et quartiers de l'agglomération strasbourgeoise. Sa mise en valeur contribue au développement du dynamisme culturel, touristique et commercial de la métropole.

Plus spécifiquement, la valeur patrimoniale des quartiers de Strasbourg est reconnue à travers plusieurs distinctions :

- l'inscription de la "Grande Ile" au patrimoine mondial de l'Unesco ainsi qu'un projet d'extension à la Neustadt de cette reconnaissance ;
- le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) et son projet de révision/extension ;
- une démarche spécifique et exhaustive de repérage et de protection du patrimoine dans l'ensemble des quartiers de la ville.

Orientation n°4 : construire le patrimoine de demain

Les projets urbains participent à la promotion de formes urbaines et architecturales innovantes, pour renforcer l'identité du territoire. Il s'agit notamment :

- du quartier " Deux-Rives " et du quartier " Wacken-Europe " à Strasbourg ;
- des friches brassicoles de Schiltigheim ;
- du secteur Baggersee à Illkirch ;
- de la Porte Ouest.

D'initiatives publiques et basés sur les qualités patrimoniales du territoire, ces projets contribuent à faire évoluer la silhouette et le paysage urbain de la métropole strasbourgeoise, à produire de nouvelles références urbaines et à créer une émulation vers plus de qualité urbaine, architecturale et environnementale, pour toutes les opérations d'aménagement du territoire.

Orientation n°5 : mettre en valeur les entrées d'agglomération

Les entrées de l'agglomération, qu'il s'agisse d'axes autoroutiers, de routes nationales ou départementales, du Pont de l'Europe ou des anciens axes de faubourgs, doivent bénéficier d'un traitement urbain et paysager qualitatif, qui permette de produire une image emblématique et agréable de l'agglomération. Un effort plus particulier devra porter sur la qualité des fronts bâtis et des espaces publics.

Dans cette même logique, les voies ferrées et une partie du réseau hydrographique doivent également être considérées comme des entrées sur l'agglomération. A ce titre, le développement du quartier "Deux-Rives" donne une nouvelle image de Strasbourg depuis le fleuve, plus valorisante notamment pour le tourisme fluvial.

Valoriser les espaces naturels du territoire

Orientation n°1 : prendre en compte les espaces naturels et l'agriculture

L'Eurométropole et les communes qui la composent, partagent la même ambition en termes de prise en compte de l'agriculture, de la biodiversité et de la nature en ville. Les modalités de cette prise en compte sont variables en fonction du degré "d'urbanité" et d'implication des différents territoires dans le développement urbain de l'Eurométropole.

Orientation n°2 : définir des objectifs environnementaux lisibles et clairement exprimés

La protection de la biodiversité et notamment du Hamster commun d'Alsace doit être traitée à une échelle supérieure. L'Eurométropole veille néanmoins à identifier sur son territoire des espaces dédiés à sa préservation.

La trame verte et bleue prend en compte le Schéma Régional de Cohérence Écologique. Son rôle est écologique mais aussi social et elle est un des axes transversaux du projet de développement. Il s'agit également d'augmenter la part du végétal dans le milieu urbain.

2.2. La protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques

Rappel des enjeux :

Un patrimoine naturel de grande qualité qui demande protection et valorisation

La forte présence de l'eau sous toutes ses formes (grands massifs forestiers humides, confluences de cours d'eau, prairies humides, berges, gravières…) et les éléments de nature au cœur même de la métropole sont une des spécificités les plus fortes de la métropole strasbourgeoise. Elle s'organise autour d'une trame verte et bleue qui maille le territoire et dont l'enjeu principal est la préservation, le renforcement et la valorisation, tant dans une logique de patrimoine naturel et paysager que de maintien de la biodiversité.

Valoriser et préserver le patrimoine naturel

Orientation n°1 : protéger les espaces naturels

Pour protéger les espaces naturels, le projet décline cette orientation :

Protéger les forêts rhénanes et les massifs forestiers périurbains

Les milieux naturels et les forêts en particulier, véritables richesses du territoire sont non seulement protégés mais aussi valorisés notamment en améliorant leur accessibilité au public. Toutefois, dans les milieux particulièrement sensibles, ce sont les besoins de protection qui sont privilégiés.

Préserver les zones humides

En lien avec le respect du cycle de l'eau, le fonctionnement global des zones humides est assuré. Elles participent à l'équilibre écologique et hydrologique des bassins versants aussi bien par leur capacité de filtration des eaux, leur rôle épurateur et leur accueil de la biodiversité.

Assurer la dynamique naturelle liée à la présence de l'eau sur le territoire

La position de la métropole à la confluence du réseau hydrographique lui confère une responsabilité dans la qualité et le fonctionnement hydrologique et écologique du fossé rhénan et du bassin de l'Ill en particulier.

Afin de maintenir ce fonctionnement, la dynamique actuelle des zones inondables est préservée à travers :

- une occupation des sols adaptée selon les zones d'expansion des crues ;
- la préservation et le développement du réseau de fossés et d'éléments de végétalisation d'accompagnement dans les projets urbains, qui permettent une gestion alternative des eaux de pluie (infiltration, collecte et drainage) ;
- la prise en compte des points bas ou en cuvette afin de préserver leur rôle de régulateur hydraulique et thermique ;
- la gestion des eaux pluviales à la parcelle dans les conditions déterminées par le règlement.

Orientation n°2 : améliorer la qualité des interfaces entre le milieu urbain, les espaces agricoles et naturels

Pour conforter les espaces de transition nécessaires à la qualité des milieux naturels, le projet décline cette orientation :

Préserver et valoriser les lisières forestières

Les lisières forestières font l'objet d'une précaution supplémentaire consistant à ménager une zone tampon périphérique pour assurer une transition écologique et paysagère.

Rendre perméable les lisières urbaines

Pour conforter leur rôle d'échange écologique et leur lisibilité, le traitement de ces espaces de transition doit répondre à une double exigence :

- permettre le prolongement ou la diffusion des espaces naturels et agricoles au cœur du tissu urbain ;
- valoriser la zone de contact entre la ville et les espaces agricoles, pour conforter des espaces favorables à la biodiversité.

Cette transition peut être traitée par des aménagements légers ou prendre préférentiellement la forme d'espaces naturels ou d'espaces verts, privés ou publics. Elle peut également servir d'appui au développement des pratiques de loisirs et promenades.

Conforter le "végétal relais" existant dans le bâti et augmenter le taux de végétal

Le réseau des espaces végétalisés dans la ville est développé en :

- veillant à leur création dans les extensions urbaines ;
- protégeant les espaces existants les plus intéressants ;
- améliorant leur répartition dans la ville.

Sans sanctuariser chaque élément de végétation, le projet met en place un réseau cohérent d'espaces verts ou naturels, de parcs, de jardins familiaux ou privés, ces espaces étant mis au service de la biodiversité et de l'amélioration du cadre de vie (espace de respiration, de loisirs, qualité paysagère du cadre de vie, adaptation aux changements climatiques, lutte contre la canicule...).

Orientation n°3 : mettre en place les conditions pour la protection des espèces patrimoniales

Le projet vise à la protection des espèces pour lesquelles la collectivité a une responsabilité particulière, notamment le Hamster commun d'Alsace et le Crapaud vert.

Par ailleurs, les orientations précédentes (protection des espaces naturels et amélioration de la qualité des espaces de transition entre l'urbain et les espaces naturels et agricoles) participent également à la préservation des espèces protégées et ordinaires, en maintenant leurs milieux et leurs habitats.

Valoriser et développer la trame verte et bleue pour garantir le bon fonctionnement écologique à toutes les échelles

La trame verte et bleue est constituée :

- **de réservoirs de biodiversité**, composés des espaces naturels protégés d'importance européenne comme les grandes forêts rhénanes, ainsi que des autres espaces importants pour la biodiversité comme les massifs boisés secondaires, les espaces prairiaux, d'intérêt plus local ;
- **de corridors écologiques** structurés principalement par le réseau hydrographique.

Orientation n°1 : valoriser et développer la trame verte et bleue

La valorisation et le développement de la trame verte et bleue vise à améliorer le fonctionnement écologique et les dynamiques environnementale du territoire. Cela consiste, d'une part, en la protection des réservoirs de biodiversité majeurs et d'autre part, en leur mise en réseau via des corridors écologiques, l'ensemble formant des continuités écologiques favorables à la survie et au déplacement des espèces.

L'intégration de la biodiversité dans les futurs aménagements et opérations d'urbanisation doit également contribuer au développement de la trame verte et bleue.

Orientation n°2 : construire un maillage écologique du territoire

L'organisation du développement du territoire doit par ailleurs garantir un maillage écologique à différentes échelles :

- **au niveau national et européen, supra régional** : en visant la reconnexion des milieux naturels le long du Rhin et en garantissant la préservation des forêts rhénanes périurbaines et des noyaux de populations d'espèces protégées qu'elles abritent ;
- **au niveau régional** : en assurant les continuités écologiques le long des cours d'eau (les vallées de la Bruche et de la Souffel) et des corridors secs (notamment les coteaux de Hausbergen), en les protégeant et en les reconstituant là où elles sont discontinues ;
- **au niveau de l'Eurométropole** : en confortant la nature en ville et au sein des espaces agricoles, sous toutes ses formes, pour faciliter le déplacement des espèces au sein de l'agglomération.

Maintenir l'agriculture au sein de l'agglomération

Orientation n°1 : pérenniser l'espace agricole à long terme

Pour garantir dans le temps le maintien de l'activité agricole au sein du territoire de la métropole, le projet définit les espaces agricoles pérennes à long terme et fixe les limites du développement urbain.

Différents types d'espaces à vocation agricole affirmée sont identifiés :

- des espaces agricoles à valeur de production reconnue, fondamentaux pour l'économie agricole et agro-alimentaire. Les terres nécessaires aux exploitations agricoles sont préservées sur le long terme, pour garantir des conditions d'exploitation satisfaisantes ;
- des espaces agricoles dont l'activité (prairies, verger et vignoble ...) contribue également à la valorisation paysagère et écologique et dont le rôle agro-environnemental est à valoriser.

Orientation n°2 : gérer la constructibilité de l'espace agricole

L'implantation de nouvelles constructions agricoles ainsi que le développement et l'évolution des exploitations existantes sont autorisées dans certains secteurs spécifiques.

Ces secteurs, dits "agricoles constructibles", permettent en outre aux agriculteurs de diversifier leurs activités sur le lieu de leur production (vente directe, cueillette, serres, tourisme vert...).

Ils sont définis avec le souci de prendre en compte à la fois les besoins des agriculteurs, les projets de développement et la qualité paysagère et environnementale des milieux.

Orientation n°3 : maintenir l'accessibilité aux espaces agricoles

Les circulations agricoles sont maintenues sur le territoire. Dans cette logique, l'accès aux emprises agricoles est intégré dans le cadre des opérations d'aménagement ou d'urbanisation future. L'aménagement des nouvelles voies qui assurent également un rôle d'accès aux espaces agricoles doit permettre le passage des engins agricoles.

Dans un objectif d'économie de foncier et de maillage du territoire, l'utilisation des chemins ruraux par les cyclistes ou les piétons est permise, sous réserve qu'elle ne perturbe pas l'usage principal dédié aux pratiques agricoles.

Orientation n°4 : développer une agriculture de proximité

L'agriculture de proximité est encouragée pour répondre aux attentes sociétales en évolution. Elle satisfait notamment à la demande accrue de jardins familiaux, à la volonté exprimée d'une agriculture biologique et au besoin d'un rapprochement entre le producteur et le consommateur.

Pour ce faire, le PADD fixe comme orientation d'une part le maintien ou la relocalisation des jardins familiaux en fonction des logiques de développement urbain et, d'autre part, la réservation de nouvelles emprises cultivables en milieu urbain et à sa périphérie proche.

2.3. La maîtrise des risques, pollutions et nuisances

Rappel des enjeux :

La protection des habitants face aux différents risques, pollutions et nuisances

La métropole strasbourgeoise étant partiellement soumise à des risques naturels (notamment d'inondations) et technologiques, à la pollution des sols et de l'air, ainsi qu'au risque de pollution de l'eau, un des enjeux forts du projet de territoire concerne la protection des personnes et des biens et donc l'équilibre à trouver entre développement urbain et nuisances ou risques, pour ne pas augmenter la vulnérabilité du territoire.

Maîtriser les risques

La maîtrise des risques, pollutions et nuisances concerne à la fois les personnes habitant et fréquentant la métropole mais également les territoires limitrophes de celle-ci, qu'ils soient situés en France ou en Allemagne.

Orientation n°1 : se prémunir face aux risques naturels

L'Eurométropole est reconnue comme territoire à risque important d'inondation (TRI). La préservation des dynamiques du réseau hydrographique au sein du territoire communautaire est un élément essentiel de la prévention des risques naturels. La protection des personnes et des biens est assurée par un encadrement de l'urbanisation dans les secteurs soumis aux risques d'inondation, notamment à travers les Plans de Prévention du Risque Inondation (PPRI). Tout nouvel aménagement prend donc en compte la place de l'eau, dans un souci de ne pas aggraver les risques en amont ou en aval.

Les secteurs présentant un risque de mouvements de terrain lié aux coulées d'eaux boueuses sont identifiés. Les nouvelles zones d'urbanisation sont limitées dans ces secteurs et l'ouverture à l'urbanisation y est soumise à conditions.

Orientation n°2 : prendre en compte les risques technologiques

Certaines activités, engendrant des risques technologiques, imposent des périmètres de maîtrise de l'urbanisation :

- les sites SEVESO sont essentiellement regroupés au niveau du port autonome et du port aux pétroles, ainsi que dans le Nord du territoire métropolitain. Les risques technologiques liés à ces activités sont encadrés par des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) ;
- certaines autres Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), comme les chaufferies, les silos, peuvent également induire des restrictions d'usage et d'occupation des sols, à l'image de la malterie située au Port du Rhin.

Orientation n°3 : prendre en compte les risques liés à la présence de cavités souterraines

Les contraintes d'usage des sols tiennent compte de la présence de cavités et galeries souterraines provenant des anciennes pratiques industrielles historiques de certaines communes de l'Eurométropole.

Maîtriser les pollutions et nuisances

Orientation n°1 : prendre en compte la pollution des sites et sols

Le renouvellement urbain peut concerner d'anciens terrains industriels. Dans ce cas, la qualité des sols doit être compatible avec les nouveaux usages envisagés. Le cas échéant, le changement de vocation de ces secteurs peut être soumis à des prescriptions particulières pour prévenir l'exposition des personnes à des risques éventuels.

Les anciennes décharges sont identifiées au document réglementaire graphique. Afin de limiter leur impact sur les populations, elles sont inconstructibles ou soumises à des prescriptions particulières lorsque leur ouverture à l'urbanisation est rendu possible suite à un programme de dépollution.

Orientation n°2 : réduire l'exposition aux pollutions atmosphériques

Le projet applique les mesures du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération strasbourgeoise qui conditionne l'urbanisation de certains secteurs encore exposés à des dépassements de seuils de pollution.

La limitation de l'exposition de la population et plus particulièrement certains publics sensibles à des niveaux de pollution de l'air trop importants est également une des orientations poursuivies. Dans cette logique, certaines opérations devront être organisées et conçues en fonction des objectifs de réduction de la pollution de l'air, dans un enjeu de santé publique.

Ces orientations se traduisent notamment :

- par la réduction du nombre de véhicules circulant sur l'axe autoroutier A35/A4 qui traverse la métropole et plus généralement à travers les orientations générales des politiques de transport et déplacements (Partie 3.2) ;
- par une conception urbaine adaptée à la protection des personnes les plus sensibles, dans les secteurs impactés par les seuils de dépassement de pollution ;
- par l'aménagement d'un accès nord au Port, inscrite au SCoTERS, via l'aménagement de la voie EDF située en bordure du Rhin. Cet accès est sécurisé et réservé à la desserte du Port, pour diminuer le trafic poids lourds au niveau de la route du Rhin, ayant pour origine et destination le port autonome. Cet aménagement devra tenir compte des sensibilités environnementales liées aux milieux naturels proches.

Orientation n°3 : limiter l'exposition aux nuisances sonores.

L'aéroport d'Entzheim, les infrastructures ferroviaires ainsi que les principaux axes routiers de la métropole constituent des sources de nuisances sonores importantes. Ces infrastructures de transports et de déplacements définissent des secteurs contraignants en termes d'isolation acoustique destinés à réduire l'exposition des habitants.

Orientation n°4 : garantir la qualité de l'eau

La protection du réseau d'approvisionnement en eau potable est assurée par la diversification des pompages et interconnectée par un maillage, de façon à sécuriser la distribution et à répondre aux besoins actuels et futurs. Dans les secteurs de captage d'eau, les usages sont restreints et l'occupation des sols est adaptée à la protection de la ressource en eau.

D'autre part, la gestion des eaux pluviales traitée au plus près possible du cycle naturel de l'eau évitera la surcharge du réseau d'assainissement unitaire, ce qui participe à l'amélioration de la qualité générale des eaux superficielles et est une réponse face à l'aggravation des épisodes pluvieux intenses.



3. Les orientations thématiques

3.1. Le développement économique et l'équipement commercial

Rappel des enjeux :

Conforter la stratégie de développement économique de l'Eurométropole par le renforcement de l'attractivité régionale et internationale, tout en assurant une dynamique de développement de l'emploi et un équilibre de l'armature commerciale.

Les enjeux et les besoins en termes de stratégie de développement économique supposent la création de l'ordre de 27 000 emplois à l'horizon 2030.

Cela implique à la fois d'agir sur la capacité des entreprises existantes sur le territoire à se développer, mais également d'être en mesure d'en accueillir de nouvelles. Développer l'emploi et accueillir de nouveaux établissements implique de disposer d'une offre foncière et immobilière adaptée, prioritairement au sein de l'enveloppe urbaine mais également sur du foncier en extension.

L'enjeu est d'accompagner l'ensemble des filières dans leur développement, tant les filières traditionnelles que les plus innovantes.
L'agriculture est également un enjeu du développement économique de l'Eurométropole qu'il s'agit de conforter, en pérennisant l'espace agricole à long terme afin de pouvoir répondre aux besoins d'approvisionnement local et au développement des activités agro-industrielles.

La dynamique économique de l'Eurométropole se trouve aussi dans les enjeux liés à son tissu commercial. Cela passe par une armature commerciale qui se doit d'être équilibrée pour permettre à la fois le rayonnement des grandes polarités commerciales déjà présentes sur le territoire, et de répondre aux besoins en commerces de proximité et en services du quotidien.

Développer l'emploi

Le pari pour le territoire de la métropole d'une augmentation de la dynamique de création d'emplois, d'une réduction significative du niveau de chômage et d'un regain de son attractivité économique génère des besoins nouveaux qui impliquent de nouvelles orientations en matière d'aménagement et d'urbanisme.

Pour ce faire, l'Eurométropole de Strasbourg se fixe pour ambition de développer environ 27 000 emplois supplémentaires à l'horizon 2030, en lien avec l'objectif de croissance démographique et l'évolution de l'emploi attendu pour les quinze prochaines années.

Orientation n°1 : permettre l'accueil et le développement des activités économiques grâce à une offre foncière et immobilière adaptée

Dans un contexte où les territoires doivent s'adapter aux conditions nouvelles des productions et des échanges, l'Eurométropole de Strasbourg engage une politique volontariste pour susciter le développement de l'emploi en proposant une offre foncière et immobilière adaptée aux besoins des entreprises présentes, en créant les conditions favorables pour l'implantation d'activités nouvelles et en anticipation des besoins pour l'activité de demain.
Les activités économiques trouvent leur place tant dans le tissu urbain que dans des zones dédiées.

La présence dans le tissu urbain d'activités économiques joue un rôle fondamental en particulier dans l'animation et l'attractivité du territoire. Il s'agit ainsi de privilégier l'insertion des activités prioritairement au sein des communes et des quartiers tout en proposant une offre complémentaire de sites plus périphériques pour répondre à des besoins qui ne pourraient pas trouver leur place dans le tissu urbain.

Les zones d'activités existantes participent à l'offre d'accueil. Elles sont maintenues et des projets de requalification et de modernisation seront engagés pour :

- optimiser l'usage de leur foncier ;
- améliorer les accès, signalétique, traitement des espaces publics ;
- favoriser l'implantation de nouveaux services, nécessaires aux salariés (restaurants, équipements de proximité), aux entreprises (sous-traitance, nettoyage, entretien, maintenance), ainsi que de services communs (informatique, reproduction, conseil…) ;
- accroître leur accessibilité, notamment par des moyens alternatifs à la voiture.

Par ailleurs, il est nécessaire de créer une offre foncière nouvelle, en sites dédiés, pour pouvoir répondre, d'une part aux besoins des entreprises déjà implantées sur le territoire et, d'autre part, pour attirer et accueillir des activités exogènes.

Dans cette perspective, il s'agit :

- de réserver des sites (tels que l'ancienne raffinerie de Reichstett) pour accueillir des activités industrielles et logistiques nécessitant de grandes emprises. Dans le cadre de cette offre, la relocalisation d'activités implantées dans la zone portuaire, dont la proximité à la voie d'eau n'est pas prioritaire, pourrait être envisagée ;
- de faciliter la transformation des friches industrielles du territoire ;
- de disposer de terrains de tailles plus réduites à destination des PME/PMI ;
- de privilégier des regroupements par filières pour impulser le rapprochement des acteurs d'une même filière en les incitant à se fédérer ;
- de permettre le desserrement de l'activité artisanale dans de petites zones communales compatibles avec les orientations du SCoTERS ;

- de valoriser la desserte par les transports en commun, lorsque les zones d'activités sont situées à proximité d'une gare ferroviaire, d'une station de tramway ou équivalent.

Pour compléter l'offre en foncier et pour accueillir et développer des activités relevant des services et du secteur tertiaire qui constituent les principaux vecteurs de créations d'emplois aujourd'hui, il conviendra :

- de proposer une offre renforcée et de qualité en immobilier d'entreprise dans les programmes d'extension et de renouvellement urbains ;
- d'offrir différents modes d'hébergement adaptés, pour compléter les parcours résidentiels des entreprises, notamment des pépinières, hôtels d'entreprises, petits locaux…

Enfin, pour pérenniser l'espace agricole en tant qu'activité économique, les filières agricoles en place sont confortées. Elles pourront s'ouvrir à des activités annexes et complémentaires pour les agriculteurs. En lien avec l'objectif de rapprocher les consommateurs et les producteurs, des filières de distribution courtes sont mises en place et le développement de points de vente en ville est favorisé.

Les activités agro-industrielles participent à la qualité du tissu économique local et leur développement se fait au sein de sites dédiés aux activités économiques.

Orientation n°2 : s'appuyer sur un appareil de formation et les compétences adaptées et construire une synergie entre l'ensemble des acteurs

Le fondement du développement économique et de l'emploi de demain, repose pour l'essentiel sur l'innovation, appuyée fortement sur la recherche et l'enseignement supérieur.

Il devient ainsi capital de tisser des liens forts entre l'Université et le monde de l'entreprise, de manière à avoir une meilleure connaissance réciproque des attentes et des besoins (notamment en termes de métiers et de compétences) et de faciliter les coopérations et synergies positives entre les entreprises, le monde de la formation (au sens large) et de la recherche et les collectivités territoriales.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans la stratégie économique "Strasbourg Eco 2020", puis "Strasbourg Eco 2030", qui repose sur un partenariat avec l'ensemble des acteurs du monde économique.

Soutenir l'armature commerciale et les services aux habitants

Les orientations générales de la politique d'équipement commercial visent, d'une part à favoriser un développement commercial équilibré et durable et, d'autre part, à répondre aux défis majeurs du commerce et de la consommation, en veillant à ne pas entraver la modernisation permanente des structures commerciales, nécessaires à l'attractivité et au rayonnement économique de la métropole strasbourgeoise.

Elles doivent aussi permettre d'accompagner l'évolution des modes de vie et de participer à l'anticipation des enjeux environnementaux.

Les équilibres territoriaux existants entre armature commerciale et hiérarchie urbaine s'avèrent satisfaisants et doivent être maintenus. Pour ce faire, les orientations suivantes doivent guider le développement commercial :

- Le centre-ville de Strasbourg constitue la centralité urbaine majeure du territoire. Sa fonction commerciale doit être préservée et renforcée, notamment en favorisant son renouvellement, sa modernisation et sa diversification. Le centre-ville strasbourgeois constitue un site prioritaire d'implantation de nouveaux commerces de tout type de format.

- Les centralités urbaines existantes ou futures (centres-villes, centres de quartier, centres-villages, axes de faubourg…) accueillent préférentiellement tous les types d'activités commerciales, notamment ceux qui répondent à des besoins courants et quotidiens.

  Les pôles de transports en commun, notamment ceux en lien avec les pôles d'emplois et de services définis par le SCOTERS, constituent également des localisations préférentielles pour le commerce.

- Les zones commerciales périphériques rayonnant sur l'agglomération ou plus largement (Zone Commerciale Nord, Hautepierre, La Vigie et Baggersee) font l'objet d'une modernisation progressive. Il s'agit notamment :
  - de rationaliser l'usage du foncier ;
  - d'introduire de nouvelles fonctions urbaines (services et équipement, habitat…) ;
  - de développer une meilleure accessibilité tous modes ;
  - de privilégier l'implantation de concepts innovants ;
  - de favoriser la qualité et l'insertion urbaine et paysagère ainsi que la performance énergétique des zones existantes ou à créer.
- Les zones commerciales périphériques de taille plus réduite (Eschau, Hœnheim et Wolfisheim) ont vocation à compléter l'offre structurante, sans déstabiliser l'armature existante. Leur affectation prioritaire concerne les activités commerciales qui peuvent difficilement s'implanter dans le tissu urbain dense et qui répondent, par leur taille, à des besoins d'équipement occasionnels des ménages.
- Les autres zones d'activités économiques sont confortées dans leur vocation "classique" par l'interdiction de nouvelles implantations commerciales, afin de limiter le mitage progressif et les conflits d'usages.

Assurer le rayonnement européen et international de l'Eurométropole

L'Eurométropole de Strasbourg a défini une stratégie ambitieuse - "Strasbourg Eco 2020", puis en pleine continuité "Strasbourg Eco 2030"- qu'elle met en œuvre pour conforter l'attractivité du territoire, accompagner le développement des entreprises et faire rayonner la métropole à l'international.

Ainsi, pour favoriser l'implantation d'entreprises nouvelles et permettre le maintien d'un tissu économique dynamique, les actions de l'Eurométropole de Strasbourg s'opèrent à plusieurs niveaux :

- structurer et animer les filières d'excellence du territoire telles les technologies médicales et les thérapies nouvelles, les mobilités innovantes et multimodales, le tertiaire supérieur international, les activités créatives, l'économie sociale et solidaire et l'économie numérique ;
- mettre en œuvre un quartier d'affaires international, un grand projet urbain transfrontalier, une stratégie d'accessibilité internationale, un parc d'innovation, un pôle technologies médicales au sein de l'hôpital, une pépinière franco-allemande, un dispositif complet d'accompagnement à la création d'entreprise ;
- renforcer la vocation économique, notamment industrielle, en développant une offre foncière et immobilière adaptée.

Orientation n°1 : développer les sites d'intérêt métropolitain

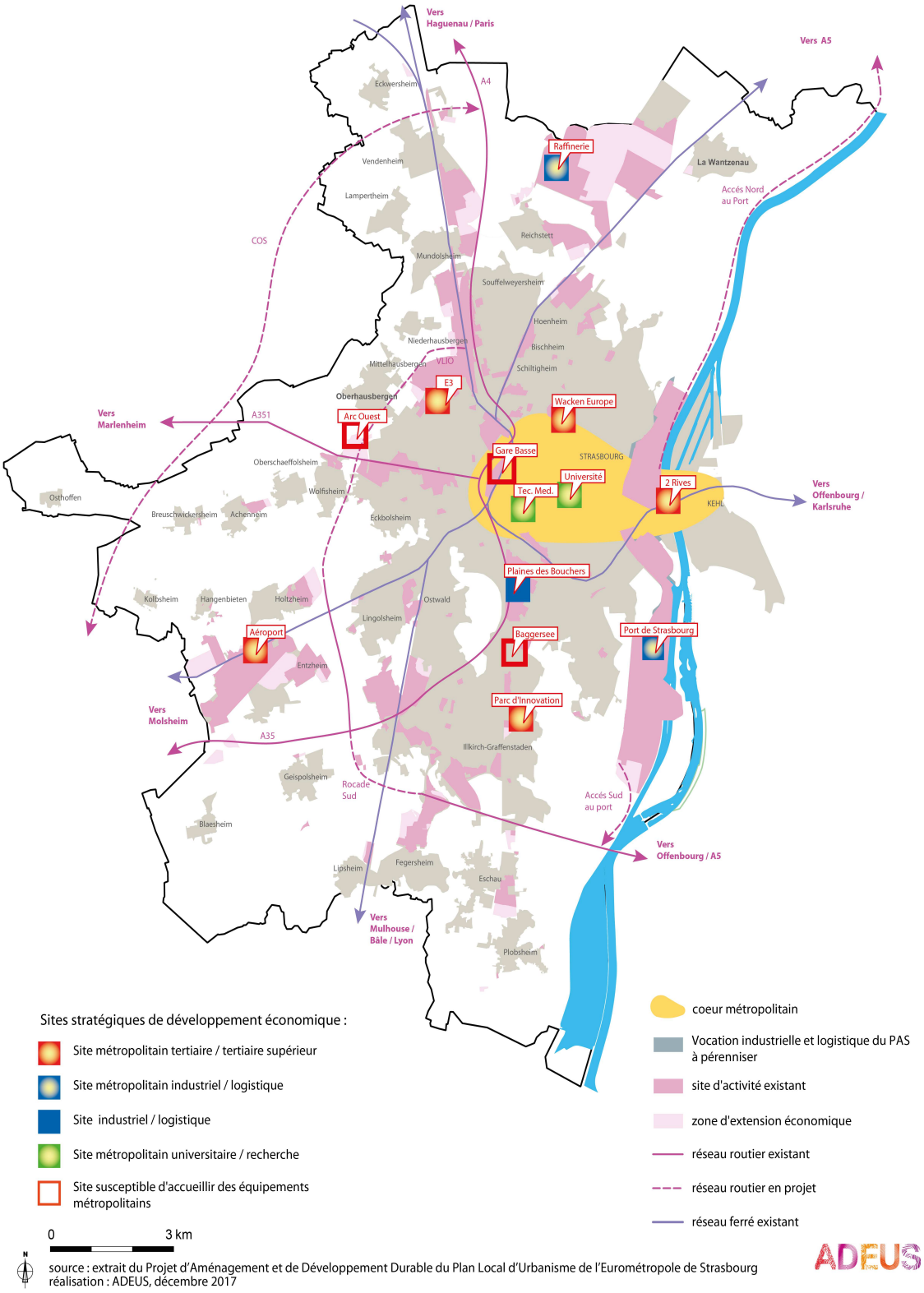
Les sites d'intérêt métropolitain jouent un rôle clé pour l'attractivité du territoire. Ils proposent un haut niveau d'accueil et un rayonnement d'envergure nationale et européenne.

L'Eurométropole a pour objectif de conforter et développer 13 sites stratégiques pour le développement économique, dont 9 sites d'intérêt métropolitain qui s'appuient sur des domaines d'excellence présents ou à venir.

9 sites d'intérêt métropolitain :

- L'ancienne raffinerie de Reichstett, site potentiel pour le développement industriel et logistique ;
- La zone d'activité du port de Strasbourg, site dédié au développement industrialo-portuaire ;
- Le Parc d'innovation, site dédié au développement des activités tertiaires supérieures, des technologies de l'environnement aux technologies médicales, biotechnologies… ;
- Le quartier d'affaires international Wacken-Europe ;
- L'Espace européen de l'entreprise et l'Aéroport, 2 sites dédiés aux activités tertiaires et au tertiaire supérieur ;
- Le campus des technologies médicales et l'Université de Strasbourg, 2 sites dédiés aux fonctions de formation et de recherche ;
- Les "Deux-Rives", site potentiel d'implantations économiques franco-allemandes.

Sites stratégiques de développement économique



source : extrait du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du Plan Local d'Urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg
réalisation : ADEUS, décembre 2017

Autres sites stratégiques pour le développement économique de la métropole :

- La Plaine des Bouchers
- La gare basse, la Porte Ouest et Baggersee, 3 sites potentiels qui pourront accueillir des activités métropolitaines.

Ces sites stratégiques constituent l'ossature principale de l'accueil des activités économiques de la métropole.

Leur fonctionnement nécessite le maintien et le développement des infrastructures de très grande accessibilité tels que l'aéroport, la gare TGV et le port.

Orientation n°2 : renforcer l'attractivité de l'université de Strasbourg

L'université et plus généralement les établissements de formation supérieure sont au cœur de l'attractivité de la métropole strasbourgeoise. L'attractivité de l'université est renforcée en confortant la vocation des sites universitaires et en permettant leur développement territorial à travers :

- l'ouverture du campus central sur la ville, notamment à travers la requalification de ses entrées et de ses espaces publics ;
- un renforcement qualitatif visant également à une meilleure ouverture des campus d'Illkirch et de Cronenbourg sur l'agglomération ;
- la recomposition universitaire et urbaine du site de l'Hôpital Civil : campus des technologies médicales.

En favorisant la requalification des différents sites universitaires, le PLU participe à l'amélioration des conditions d'accueil des étudiants. Ainsi, cette attention portée à un environnement de qualité pour l'enseignement supérieur, contribue également à la formation d'une main d'œuvre qualifiée, permettant de répondre aux besoins de main d'œuvre issus des filières économiques d'excellence.

Orientation n°3 : conforter la fonction portuaire

Site industriel majeur, deuxième port fluvial français et première plateforme logistique multimodale d'Alsace, le port constitue un atout vital pour le développement économique de la métropole qu'il convient de conforter.

Afin de pérenniser les vocations logistiques et industrielles présentes sur la plateforme portuaire, il convient d'assurer des conditions d'accès efficaces à la zone d'activités portuaire :

- l'amélioration des conditions de circulations internes à la zone portuaire, notamment par la mise en œuvre de la liaison interports (infrastructure routière assurant la liaison entre le port Nord et le port Sud de Strasbourg) ;
- un accès nord du Port, réservé à la desserte poids-lourds et en fonction des contraintes du PPRT, comme il est prévu au SCoTERS. L'aménagement de cet accès devra tenir compte des sensibilités environnementales liées aux milieux naturels proches ;
- l'adaptation au trafic poids-lourds du profil et du gabarit de l'accès sud, en adéquation avec les enjeux environnementaux locaux.

Orientation n°4 : faire de Strasbourg une destination phare du tourisme d'affaires et des rencontres économiques

L'activité foires-salons-congrès est un secteur économique important de l'agglomération strasbourgeoise qui implique de multiples activités dont l'hôtellerie-restauration, le commerce... Ce secteur étant extrêmement concurrentiel, tant à l'échelle nationale qu'européenne, l'ambition est de maintenir l'Eurométropole de Strasbourg dans la concurrence des destinations du tourisme d'affaires et, pour ce faire, s'appuie sur une stratégie volontaire et des outils modernes.

En ce sens, la restructuration du Wacken en un quartier d'affaires international, qui va s'accompagner de la création d'un pôle de rencontres économiques, va permettre une synergie fonctionnelle avec le Palais de la Musique et des Congrès restructuré et modernisé.

En corollaire et afin d'accompagner le fonctionnement et le rayonnement économique et touristique de la métropole, le développement de l'offre hôtelière doit se poursuivre dans trois types de localisations prioritaires :

- le centre-ville de Strasbourg avec une densification de l'offre hôtelière ;
- les projets urbains importants, qui peuvent être accompagnés de création d'hôtels (notamment les secteurs Wacken et "Deux Rives") ;
- le renouvellement et la diversification de l'offre dans les zones d'activités et les zones commerciales.

Veiller à la qualité des projets et des aménagements

Dans un contexte de mondialisation croissante de l'économie, la concurrence entre les territoires se fait de plus en plus forte. Les entreprises soumises à une intense compétition, sont plus que jamais à la recherche d'une localisation optimale de leur activité, cette dernière étant déterminée par de multiples facteurs.

Un certain nombre de ces facteurs sont liés à l'aménagement de l'espace, qui se doit d'être attractif et performant pour les entreprises.

Dans ce contexte, il s'agit de répondre :

- à des aspirations de qualité de l'accueil : des aménagements qualitatifs et paysagers seront recherchés afin d'intégrer au mieux les fonctions d'activités au sein de la ville et les rendre compatibles avec les autres fonctions urbaines ;
- aux attentes des actifs en faveur d'un environnement et des conditions de travail améliorés, s'agissant de l'accessibilité des sites d'emploi, mais également la proximité de services : commerces, restaurants, etc.

3.2. La politique d'habitat

Rappel des enjeux :

Des besoins de production de logements nécessitant une réponse quantitative, mais aussi qualitative avec une offre diversifiée pour couvrir la situation de chacun à chaque étape de la vie et assurer la qualité et la durabilité du parc, qu'il soit neuf ou ancien.

La réponse aux besoins démographiques nécessite la production de l'ordre de 3000 logements par an pour atteindre l'ambition démographique de 50 000 habitants supplémentaires.
Les enjeux en termes de politique de l'habitat sont différents suivant les territoires. La difficulté de maintenir les familles sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est notamment liée à une offre en grands logements insuffisante à Strasbourg. La répartition du logement social n'est pas équitablement répartie dans les communes, l'effort étant bien plus soutenu dans les communes les plus centrales et moindre dans les petites communes, générant des enjeux d'intégration solidaire de l'offre sociale sur le territoire.

Au-delà des enjeux généraux de la politique de l'habitat, la réponse à certains besoins spécifiques (notamment les personnes âgées avec de faibles ressources, les personnes handicapées, les jeunes adultes et les gens du voyage) est également un point à prendre en compte. Enfin, au-delà de la faible part de l'habitat potentiellement indigne, il existe un enjeu à veiller à la qualité et à la durabilité du parc, qu'il soit existant ou futur.

Orientation n°1 : répondre aux besoins en logements par une production soutenue et équitablement répartie

L'ambition démographique étant d'accueillir 50 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2030, l'Eurométropole de Strasbourg doit produire annuellement environ 3 000 logements. Cette offre se répartit territorialement selon :

- le rôle de la commune dans le projet de territoire de la métropole ;
- la bonne accessibilité aux transports en commun ou aux réseaux de déplacements actifs ;
- la bonne accessibilité aux équipements et services de proximité et d'agglomération ;
- la bonne accessibilité aux espaces de nature en ville.

Orientation n°2 : diversifier la production de logements pour couvrir les besoins de tous aux différentes étapes de la vie

L'offre de logements programmée est ajustée pour couvrir l'ensemble des besoins de la population et proposer une gamme diversifiée, tant en termes de tailles de logement qu'en termes de types de logement, individuel ou collectif, et en particulier :

- une offre locative à loyer encadré à destination notamment des jeunes ménages en début de parcours résidentiel ;
- une offre suffisante de logements en accession sécurisée, pour permettre aux familles et aux jeunes actifs de pouvoir se loger sur le territoire métropolitain.

Territorialement, cette offre peut varier selon :

- le type de logements à privilégier (individuel, intermédiaire, collectif), sachant que les communes périurbaines ont un rôle à jouer pour accueillir les familles et les jeunes actifs, en développant de l'habitat individuel dense ou intermédiaire ;
- le développement de l'offre sociale, celle-ci devant être maintenue dans les communes déjà bien pourvues et renforcées dans celles insuffisamment dotées au regard de la loi ou des besoins.

Pour les populations les plus fragiles (économiquement et/ou socialement), une offre adaptée de logement (éventuellement expérimentale) est localisée de manière pertinente, particulièrement dans les secteurs disposant d'une offre de services, notamment de proximité. Cette offre concerne plus particulièrement :

- les personnes en situation très précaire relevant de l'hébergement d'urgence ;
- les personnes aux ressources modestes ;
- les personnes âgées ;
- les personnes handicapées ;
- les étudiants et les apprentis ;
- les gens du voyage (en lien avec le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage).

Orientation n°3 : assurer la qualité et la durabilité du parc

Les offres nouvelles et existantes doivent s'inscrire dans une logique de développement durable et qualitatif.

Pour l'offre nouvelle, la qualité, l'innovation architecturale et la durabilité des bâtiments et des logements sont favorisées. La conception qualitative et durable des logements doit promouvoir en particulier :

- la performance environnementale et notamment énergétique[3] ;
- l'insertion architecturale des constructions dans leur environnement ;
- l'innovation, la modularité, voire la mutualisation des espaces, pour tenir compte de l'évolution des modes de vie ;
- la préservation de la santé des occupants.

Pour le parc existant, une veille permanente des quartiers présentant des signes de fragilisation sociale et urbaine est assurée afin d'engager une intervention préventive ou curative lorsqu'elle s'avère nécessaire.

Cinq territoires font l'objet de projets de rénovation urbaine. Il s'agit des quartiers de Neuhof, de la Meinau, de Hautepierre et de Cronenbourg à Strasbourg et de celui des Hirondelles à Lingolsheim. Les interventions portent particulièrement sur la diversification des modes d'habiter, le désenclavement à partir des transports en commun, la requalification des espaces publics et des espaces verts, ainsi que sur la restructuration des pôles et centres de quartiers. L'engagement et la mise en œuvre de ces programmes sont l'occasion de diversifier l'offre en logements, tout en respectant des objectifs de répartition et d'accroissement du parc. La réhabilitation de l'existant donne l'occasion d'améliorer les performances énergétiques des constructions.

Les autres grands quartiers d'habitat social existants (qu'ils soient institutionnels ou privés) nécessitent également une vigilance renforcée quant à leur évolution.

Pour les parcs anciens de l'agglomération, qu'ils soient publics ou privés, une attention particulière est portée. Le projet vise à la lutte contre la vacance indue, celle contre l'habitat indigne et non décent mais également l'amélioration des copropriétés dégradées et celle de la performance énergétique des logements.

Cela nécessite notamment d'engager progressivement la réhabilitation énergétique du parc locatif public ancien, de manière à contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à obtenir des charges locatives raisonnables pour les occupants.

3. dans un souci à la fois écologique (préservation des ressources, limitation des pollutions) et économique (maîtrise des charges liées au logement)

3.3. Les politiques de transport et de déplacements

Rappel des enjeux :

L'équilibre à trouver entre la limitation des pollutions liées à l'usage de la voiture et l'efficacité des déplacements dans la métropole

Malgré les indéniables succès en matière de développement de l'usage du vélo et des transports en commun liés aux efforts mis en place par l'Eurométropole de Strasbourg, la voiture reste de loin le mode le plus utilisé en dehors du centre strasbourgeois. Cet usage important génère pollutions, consommation énergétique élevée, nuisances et congestions, faisant peser des risques sanitaires et énergétiques, des risques sur le cadre de vie des habitants et aussi sur l'efficacité du système de déplacements (et notamment sa régularité).

Il y a donc un enjeu fort à développer, lorsque c'est possible, l'usage des alternatives à la voiture, à la fois dans la proximité (qui réponde aux attentes de la population), mais aussi en améliorant l'efficacité du système de transports en commun. Cela pose également l'enjeu de la rationalisation des transports de marchandises en ville, à hauteur des capacités réglementaires et financières de l'Eurométropole de Strasbourg. Cela implique enfin d'améliorer aussi la grande accessibilité de la métropole, fondamentale pour l'attractivité du territoire.

Le stationnement illustre bien cet équilibre à trouver entre d'un coté être un outil au service de la régulation de la circulation automobile et du report modal, et de l'autre être un des vecteurs de l'attractivité économique de la métropole.

Orientation n°1 : améliorer la grande accessibilité

La grande accessibilité à la métropole strasbourgeoise est améliorée par :

- le développement de l'Aéroport international de Strasbourg-Entzheim, en complémentarité avec les autres aéroports du Rhin supérieur ;
- le développement d'une coopération autour des offres de transport ferré à grande vitesse dans le Rhin supérieur ;
- le renforcement des fonctions portuaires du Port autonome de Strasbourg.

Orientation n°2 : construire une agglomération connectée

Le déploiement du réseau de transports en commun en site propre se poursuit dans les secteurs les plus denses, non seulement sur certaines liaisons radiales mais également en rocade, dans une logique de maillage.

Dans les communes périurbaines, une nouvelle organisation du réseau de bus permet les rabattements vers les transports en commun en site propre.

Pour les territoires les plus excentrés, la coordination des offres urbaines et interurbaines (hors territoire métropolitain) est confortée, notamment par :

- une amélioration des liaisons vers l'espace métropolitain depuis l'extérieur de la Métropole, en articulant l'offre TER, le projet de Transport en Site Propre Ouest (TSPO) et les principales lignes de cars interurbains avec les transports urbains ;
- une amélioration de la liaison entre l'espace métropolitain et Kehl, par le projet de tramway.

Le développement des infrastructures de transports en commun est accompagné par celui de services à la mobilité spécifiques (avec une dimension intermodale), ainsi que par une simplification de la billettique, une intégration tarifaire et la mise en place d'actions de communications aidant au changement modal.

Ce développement de l'offre en transports en commun se fait conjointement à une modification structurelle du fonctionnement routier de la métropole. Les trafics de transit sont pris en charge par le Contournement Ouest de Strasbourg (COS) et la Rocade sud. Un maillage complémentaire par la VLIO améliore les liaisons intercommunales à l'ouest de la métropole. L'autoroute A35, dans la traversée de la Métropole, est requalifiée au profit d'alternatives à l'usage individuel de la voiture.

Ces actions concourent également à garantir (notamment aux activités économiques) la fiabilisation des temps d'accès dans la métropole.

La politique de stationnement est utilisée de manière complémentaire pour, à la fois répondre aux besoins des habitants, mais aussi faciliter le report modal vers les alternatives à l'automobile, en particulier dans les secteurs les plus contraints et où ces offres alternatives existent.

Orientation n°3 : mettre en œuvre une politique globale et de gestion des flux de marchandises

Les réglementations en matière de circulation des poids lourds sont uniformisées dans l'Eurométropole, pour permettre d'améliorer la lisibilité des itinéraires pour les acteurs du transport.

L'organisation du transport de marchandises s'appuie sur l'existence de plates-formes logistiques urbaines. Leur localisation favorise l'usage du fer et du fluvial pour les transports longue distance et pour les courtes distances, des véhicules électriques, des triporteurs ou du tram-fret. Deux types de "hubs" sont développés :

- des espaces en entrée d'agglomération, qui permettent de "massifier" l'approvisionnement et de rationaliser les livraisons ;
- des espaces réservés dans le tissu urbain, à proximité des destinataires finaux (industriels, commerçants et artisans, riverains…), pour assouplir les contraintes de livraison pour les usagers.

Orientation n°4 : favoriser le fonctionnement dans la proximité

Le développement du réseau cyclable se poursuit, notamment en améliorant les continuités piétonnes et cyclables, là où le réseau est discontinu du fait de coupures urbaines.

La part d'espace public consacrée aux piétons et aux cycles (trottoirs, aires piétonnes, zones de rencontres...) est renforcée, particulièrement dans les centralités de quartier. Bien que les surfaces dévolues à la voiture sur l'espace public diminuent, l'accessibilité globale ne s'en trouve pas affectée.

Des services facilitant l'usage de la bicyclette sont développés, comme la location et le stationnement des vélos. Celui-ci est favorisé sur l'espace public, avec la poursuite de l'implantation d'arceaux à vélos et sur l'espace privé, en imposant des normes de stationnement pour les vélos dans les nouvelles constructions.

3.4. Le développement des communications numériques

Rappel des enjeux :

Adapter l'aménagement numérique du territoire à l'évolution des modes de vies des habitants et aux besoins des acteurs économiques.

Le numérique constitue aujourd'hui un outil incontournable du quotidien. Contribuant à l'attractivité de la Métropole, le premier enjeu repose sur le développement des usages et services liés à internet et à l'émergence des filières économiques d'excellence. Il en va de même de soutenir une politique de solidarité, afin de réduire les disparités territoires et sociales en matière de développement numérique.
Le développement de la "ville intelligente" recouvre ainsi de nombreux enjeux transversaux : attractivité du territoire, développement économique, renforcement des flux d'échanges transfrontaliers, développement durable et protection de l'environnement, cohésion sociale etc.

L'aménagement numérique du territoire, le développement durable et l'innovation, l'entrepreneuriat numérique, la "ville intelligente" et la "e-administration" contribuent au rayonnement et à l'ouverture à l'international de l'Eurométropole.

Orientation n°1 : accompagner la révolution numérique du territoire métropolitain

L'objectif est d'assurer un développement homogène et harmonieux de l'offre numérique sur le territoire métropolitain, par le déploiement de la fibre optique et des autres technologies permettant une couverture très haut débit fixe et mobile (THD). Sa mise en œuvre s'appuie sur les orientations suivantes :

- maîtriser, valoriser et développer les réseaux patrimoniaux des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans un cadre métropolitain et mutualiser les investissements publics ;
- favoriser les déploiements d'initiative privée, en coordination avec les acteurs institutionnels du territoire ;
- mettre en œuvre le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique, par l'accompagnement des opérateurs hertziens ;
- garantir la desserte THD des entreprises et l'offre de services adaptée à leurs besoins.

Orientation n°2 : concilier développement durable et innovation

Les technologies de l'information et de la communication représentent un champ d'activités particulièrement propice à l'innovation. Le PADD fixe comme orientation de mettre cette capacité au service des grands enjeux économiques, sociaux et environnementaux, auxquels le territoire doit faire face. En effet, des applications numériques sont possibles dans les domaines de la santé, des transports, de l'énergie... et participent en cela à la mise en œuvre des objectifs de développement du territoire. Les TIC permettent également de faciliter, d'accompagner et de renforcer l'émergence de nouveaux comportements. La mise en œuvre d'espaces physiques de travail collaboratif, en créant des lieux d'échange, de partage et d'innovation contribuent au développement économique du territoire.

Orientation n°3 : développer la ville intelligente et l'" e-administration "

Dans le cadre du développement de l'économie numérique, le PADD fixe comme orientations :

- de porter des projets numériques générant des effets induits sur l'activité économique du territoire et la création de valeur ;
- de proposer aux citoyens l'accès à des informations et des services d'" e-administration " dématérialisés ;
- de permettre des expérimentations de technologies innovantes sur le territoire et les équipements de la Métropole. Elles constituent une vitrine technologique pour les entreprises locales, tout en constituant la possibilité de valider les aspects techniques et l'adhésion des utilisateurs.

3.5. La politique en matière de loisirs

Rappel des enjeux :

Une offre de loisirs qui est un outil au service du rayonnement et de l'attractivité de la métropole

Les politiques sportives, de loisirs et culturelles, si elles sont de qualité, participent à l'attractivité notamment résidentielle de la Métropole. A ce titre, elles répondent à la fois aux besoins et aux modes de vie des habitants mais également au positionnement en termes d'image et de rayonnement de la Métropole.

Orientation n°1 : développer une politique sportive

Développer les pratiques sportives se fait notamment :

- en permettant une pratique libre du sport en dehors du cadre associatif, à travers la mise en place de parcours sportifs et de santé, l'amélioration et la valorisation des piscines existantes (piscine de proximité ou à l'échelle de l'agglomération) ainsi que la création d'un nouvel équipement nautique ;
- en réalisant des actions de promotion et de valorisation des différentes activités sportives.

Orientation n°2 : développer une politique de loisirs dans les espaces naturels

Le plan d'eau d'Eschau-Plobsheim avec ses activités nautiques, ainsi que les nombreuses gravières de la Métropole recèlent un important potentiel d'espaces de loisirs, dont le développement se poursuit. Dans les espaces naturels, des pistes cyclables et des promenades piétonnes sont créées. Plus spécifiquement, dans le Parc naturel urbain (PNU) de Strasbourg, des circuits de découverte du patrimoine sont mis en place.

Orientation n°3 : développer une politique culturelle

La politique culturelle rend plus lisible la richesse de l'activité culturelle existante et en facilite l'accès, favorise la rencontre entre les différents publics, crée des liens entre les différentes disciplines et dynamise les relations entre acteurs associatifs et institutionnels. Par nature transversale, cette politique participe :

- à la valorisation des patrimoines, qu'ils soient bâti, paysager ou culturel, ceux-ci participant également au renforcement de l'attractivité des territoires et de l'identité des communes ;
- au rayonnement national et international, en permettant de mieux faire connaître la richesse culturelle et l'attractivité de l'Eurométropole mais aussi en soutenant les activités créatives et d'innovation ;
- à l'irrigation culturelle du territoire, tournée vers les citoyens et plus particulièrement vers les jeunes, afin de favoriser les échanges entre les genres, les publics et les territoires. Pour ce faire, elle s'appuie sur les réseaux de lecture publique, la richesse des pratiques amateurs, les structures culturelles ainsi que celles d'éducation artistique et populaire.



4. Les objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

Rappel des enjeux :

Maîtriser la consommation de foncier

Quoiqu'en nette diminution par rapport aux décennies précédentes, il reste un enjeu fort à préserver les ressources et donc à limiter la consommation de foncier. Cela implique de trouver un équilibre entre la pérennisation des espaces naturels et agricoles et le développement économique et démographique de la Métropole.

Orientation n°1 : prioriser le développement dans l'enveloppe urbaine

Le développement urbain est planifié prioritairement dans l'enveloppe urbaine, pour lutter contre l'étalement urbain. Il s'agit de mobiliser l'ensemble des possibilités constructibles au sein des espaces urbanisés, tout en tenant compte des milieux naturels et de la qualité des paysages.

La priorisation du développement dans l'enveloppe urbaine permet également de répondre à l'objectif de modération de la consommation de l'espace, par des droits à construire rendant possible une densification du tissu bâti, nuancés suivant le contexte urbain. La maîtrise de la consommation foncière s'appuie également sur une optimisation des capacités constructibles des espaces urbanisés, portée par :

- le renouvellement urbain, qui concerne entre autre la reconversion des friches industrielles, commerciales ou militaires et les opérations de rénovation urbaine ;
- l'urbanisation des espaces non bâtis situés dans le tissu urbain, notamment quand ils ne présentent pas de sensibilité environnementale et ne remplissent pas une fonction d'espace de " respiration " pour les habitants.

Les capacités constructibles mobilisées dans l'enveloppe urbaine contribuent fortement à répondre aux besoins du développement résidentiel, des équipements, des services et de l'activité économique. Le potentiel foncier mobilisable au sein de l'enveloppe urbaine est d'environ 900 hectares, qui se répartissent comme suit :

- de l'ordre de 610 hectares pour le développement urbain mixte (habitat, activités et services), qui permettent à terme de satisfaire plus de 60 % des besoins de logements ;
- environ 260 hectares de potentiel foncier mobilisable spécifiquement pour le développement d'activités économiques ;
- quelques 30 hectares dédiés pour le développement d'équipements.

Orientation n°2 : optimiser les capacités constructibles des territoires

Les possibilités constructibles pour le développement urbain (qu'il s'agisse de développement en extension ou dans l'enveloppe urbaine) au sein de la Métropole sont notamment estimées au regard de densités optimisées, dans le respect de la qualité de vie des habitants.

Dans cette logique, les densités les plus importantes sont attendues dans le cœur de la Métropole ; elles sont progressivement moins importantes dans le reste de l'espace métropolitain et les communes périurbaines.

Les densités peuvent toutefois être modulées en fonction de :

- la typologie du tissu urbain existant et le contexte paysager ;
- la proximité d'une offre performante de transports en commun ;
- la facilité de desserte pour les piétons et les cyclistes ;
- la proximité et l'accessibilité aux espaces de nature en ville ;
- le niveau d'équipement en commerces et services de proximité ;
- la préservation de la biodiversité ;
- les contraintes environnementales ;
- la performance énergétique ;
- la faisabilité technique.

Orientation n°3 : dimensionner les extensions urbaines à vocation d'habitat en fonction des capacités constructibles du tissu urbain

Le développement urbain nécessaire à l'ambition démographique à l'horizon 2030, ne peut s'effectuer uniquement dans le tissu existant. En conséquence, un besoin foncier est identifié, à hauteur de 260 hectares, et réservé en extension pour les fonctions urbaines mixtes (habitat, services et équipements), en complément des capacités constructibles mobilisables au sein de l'enveloppe urbaine.

Comme précisé dans les orientations relatives aux politiques d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme (Partie 2.1), le choix des sites d'extension urbaine se fait aussi en fonction de la place de chaque commune dans le projet de territoire de la Métropole, ainsi qu'en fonction de la qualité d'accès aux transports en commun performants et du contexte environnemental.

Orientation n°4 : satisfaire les besoins en foncier économique en limitant la consommation foncière

Comme précisé dans les orientations relatives aux politiques d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme (Partie 2.1), ainsi que dans les orientations relatives au développement économique et d'équipement commercial (Partie 3.1), en matière de besoin en foncier économique :

- la localisation des activités économiques dans le tissu urbain est renforcée. Cela concerne plus spécifiquement les entreprises et les emplois de rayonnement métropolitain, situés principalement dans le cœur métropolitain ;
- pour les activités ne trouvant pas leur place dans le tissu urbain, à vocation mixte (habitat, activités, services, équipements…), les zones d'activités existantes sont confortées, dans une logique de développement maîtrisé et de gestion économe de l'espace ;
- de nouvelles zones d'activités sont créées pour répondre, d'une part à la croissance des entreprises locales et, d'autre part, pour proposer une offre en foncier adaptée à destination des entreprises souhaitant s'installer sur le territoire de l'Eurométropole.

La requalification des zones d'activités existantes le nécessitant sera engagée progressivement, pour s'adapter à la demande actuelle et future. La densité du bâti y sera recherchée et adaptée en fonction des activités concernées.

Les zones d'activités plus spécifiques, comme l'Espace européen de l'entreprise et le Parc d'innovation, sont confortées et peuvent se développer, soit en densification, soit en extension.

Pour répondre au besoin de desserrement des entreprises présentes sur le territoire métropolitain, faciliter l'accueil de nouvelles entreprises et atteindre à terme l'objectif de 27 000 emplois supplémentaires, une enveloppe foncière d'environ 870 hectares est dédiée au développement de nouvelles zones d'activités.

Ce besoin foncier est estimé sur la base des tendances relatives aux caractéristiques du tissu économique local, observées durant les décennies passées.

11

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Approbation de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de l'Eurométropole de Strasbourg.

I. CONTEXTE

Le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg a été approuvé en Conseil de l'Eurométropole le 16 décembre 2016. Il a fait l'objet d'une modification simplifiée n° 1, approuvée le 29 septembre 2017.
La présente délibération porte sur l'approbation de la modification n°1 du PLU.

II. CONTENU DE LA MODIFICATION N° 1 DU PLU

Le PLU approuvé nécessite certaines adaptations ne portant pas atteinte à l'économie générale du document.
18 des 28 communes couvertes par le PLU sont spécifiquement et territorialement impactées par un point de modification. Il s'agit de :

- Bischheim ;
- Eckbolsheim ;
- Entzheim ;
- Eschau ;
- Fegersheim ;
- Geispolsheim ;
- Hoenheim ;
- Illkirch-Graffenstaden ;
- Lingolsheim ;
- Niederhausbergen ;
- Oberhausbergen ;
- Ostwald ;
- Reichstett ;
- Schiltigheim ;
- Souffelweyersheim ;
- Strasbourg : quartiers centraux, Koenigshoffen, Neudorf, Neuhof, Port du Rhin et La Robertsau ;
- Vendenheim ;
- La Wantzenau.

D'autre part, l'évolution de certaines pièces du PLU impacte la totalité du PLU et donc les 28 communes qu'il couvre : le Rapport de présentation (tomes 3, 4, 5 et 7), le Programme d'orientations et d'actions (POA) habitat, les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) « Trame verte et bleue » et « Seuil d'ouverture à l'urbanisation », le règlement écrit.

Les évolutions proposées correspondent à :
- des évolutions du code de l'urbanisme
- des évolutions issues des premiers mois d'application du PLU ;
- Plus généralement à des projets d'urbanisme qui se sont concrétisés depuis l'entrée en vigueur du PLU.

La procédure compte 74 points qui s'inscrivent dans les objectifs du PADD :

- trois points concernent l'environnement : la mise à jour de dispositifs portant sur le Grand Hamster, suite à l'arrêté paru le 9 décembre 2016, les mises à jour de restrictions d'usages relatives aux connaissances de sites et sols pollués et les risques technologiques (prise en compte du porter à connaissance transmis par les services de l'Etat en juillet 2014 ;

- la modification, suppression ou création d'espaces plantés à conserver ou à créer (EPCC). Ces propositions de modifications entrainent une augmentation de 1,65 ha des EPCC au plan de zonage à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg, proposant ainsi une évolution favorable bien que peu significative des EPCC sur le territoire ;

- trois ouvertures à l'urbanisation, de zones IIAU, pour lesquelles une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a été prise le 28 avril 2017 au titre de l'article L.153-38 du Code de l'urbanisme. La surface cumulée de ces ouvertures à l'urbanisation est de 6,1 hectares, dont 4 ha hors enveloppe urbaine, ce qui correspond à moins de 0,4% des espaces agricoles à l'échelle de l'agglomération :

    - au Sud-Ouest de Geispolsheim Gare, pour une surface de 3,5 hectares (zone à dominante d'habitat) ;
    - au Nord de la RD63, à Reichstett, pour une surface de 0,5 hectare (zone de développement économique en lien avec le projet de Zone d'Aménagement Concertée Les Vergers de Saint-Michel) ;
    - à Strasbourg au Sud du quartier Neudorf, rue de la Musau, pour une surface de 2,1 hectares localisée au sein de l'enveloppe urbaine (construction de logements de typologies variées).

- la modification, suppression ou création d'emplacements réservés ;

- des évolutions de zonage sur des zones déjà urbanisées et des friches. Ces évolutions de zonage s'opèrent uniquement au sein de la zone U et consistent en des ajustements des règles applicables dans les zones urbaines (par exemple : de UB2 vers UB4 à Strasbourg ; de UXb2 vers UXb4 à Reichstett). Ces modifications de zonage concernent des friches industrielles à Schiltigheim (Fischer, Sebim, Caddie, Alsia, Istra) et à Strasbourg (papeterie Lana, Sopredi) ;

- la création ou la modification d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), pour encadrer les projets d'urbanisation future. Quatre nouvelles OAP sectorielles sont créées :

  . Entzheim : Terre de la Chapelle ;
  . Reichstett : Secteur au Nord de la RD63 ;
  . Schiltigheim : Secteur Fischer / Sebim ;
  . Schiltigheim : Secteur de la friche industrielle Istra.

  Certaines OAP sectorielles et thématiques sont également ajustées, dont l'OAP Trame verte et bleue et l'OAP Seuil d'ouverture à l'urbanisation ;

- la création, la suppression ou la modification de prescriptions ponctuelles au règlement graphique, de type hauteurs maximales de constructions, marges de reculs, tracés de principes, bâtiments exceptionnels ;

- la création de Secteurs de Mixité Sociale (SMS) dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs en matière de production de Logement Locatif Social (LLS). Ils se situent à Strasbourg (site Papeterie LANA), à Geispolsheim (site Gare ouest) et à Fegersheim (sites anciennes serres et Château d'eau) ;

- la mise à jour et l'inscription de restrictions d'usages (RU) liées à la problématique des sites et sols pollués. Les évolutions proposées sont en lien avec les enjeux de santé publique en cas de requalification d'anciens terrains industriels vers d'autres vocations. Elles visent à garantir que les usages projetés soient en adéquation avec la qualité des sols, en amont des demandes d'autorisation de droit des sols ;

- des modifications du règlement écrit qui consistent principalement en des précisions d'écriture (par exemple : remplacement du terme construction par bâtiment à l'article 1, etc.).

L'ensemble des points de modification est présenté dans le dossier d'approbation accessible par voie électronique, via le lien suivant :
https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=n5GKyPCkNRi8AOhMNU7R9D

Cette procédure de modification concerne les pièces suivantes du PLU : le Programme d'orientations et d'actions (POA) Habitat, le règlement écrit, le règlement graphique (plans de zonage et plans de vigilance), la liste des emplacements réservés, les tomes 1 et 2 des Orientations d'aménagement et de programmation (OAP).
Cette modification implique également la mise à jour du rapport de présentation (tomes 3, 4, 5 et 7).
Le rapport de présentation est complété et modifié par la note de présentation de la modification n° 1 du PLU qui en expose le contenu et en justifie les motivations.

III. PROCEDURE D'ELABORATION DE LA MODIFICATION N° 1 DU PLU

1. Notification du projet de modification aux Personnes publiques associées (PPA)

Conformément à l'article L153-40 du Code de l'urbanisme, le projet de dossier d'enquête publique de la modification n° 1 du PLU a été notifié aux personnes publiques associées (PPA) par courrier du 24 mai 2017.

2. La saisine de l'Autorité environnementale

Au moment du lancement de la procédure, les textes en vigueur précisaient que seules les modifications susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 - ou les modifications concernant la réalisation d'une Unité touristique nouvelle en zone montagne - étaient soumises à évaluation environnementale, ce qui n'était pas le cas du projet de modification n° 1 du PLU.

Cependant, un arrêt du Conseil d'Etat (arrêt du CE n° 400420 du 19 juillet 2017) est intervenu et a annulé les articles R.104-1 à R.104-16 du Code de l'urbanisme en raison du non-respect de la directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Aussi, l'Eurométropole de Strasbourg a saisi en date du 12 octobre 2017, la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) afin de déterminer si la procédure est soumise ou non à évaluation environnementale.

Un complément au dossier de saisine de la MRAe a été transmis le 11 janvier 2018.

La MRAe a conclu qu'au regard des éléments fournis par l'Eurométropole de Strasbourg, la modification n° 1 du Plan local d'urbanisme (PLUi) de l'Eurométropole de Strasbourg n'est pas susceptible d'entraîner des incidences notables sur la santé et l'environnement.

En application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, elle a décidé, en date du 13 février 2018, de ne pas soumettre à évaluation environnementale la modification n° 1 du PLU. Cette décision est annexée au présent rapport.

IV. L'ENQUETE PUBLIQUE

1. Déroulement de l'enquête publique

Par décisions du 28 avril 2017 et du 19 mai 2017, la Présidente du Tribunal administratif de Strasbourg a désigné une commission chargée de conduire l'enquête publique.

L'enquête publique a été prescrite par arrêté du Président de l'Eurométropole de Strasbourg le 7 juin 2017. Elle s'est déroulée du lundi 26 juin 2017 au vendredi 28 juillet 2017 inclus, soit une durée de 33 jours consécutifs.

Concernant les modalités de cette enquête publique, un dossier papier a été mis à disposition du public en mairies des 28 communes couvertes par le PLU ainsi qu'au Centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg, accompagné de registres.
Un dossier a également été mis à disposition du public par voie numérique sur le site internet de l'Eurométropole de Strasbourg accompagné d'un registre numérique dématérialisé.

27 permanences ont été organisées dans les 18 communes qui sont spécifiquement impactées au niveau des dispositions réglementaires spécifiques à leur territoire, c'est-à-dire le règlement graphique et les orientations d'aménagement et de programmation.

2. Résultats de l'enquête publique

277 observations ont été enregistrées par différentes voies : registres d'enquête, courriers postaux ou documents remis lors des permanences, courriels sur le site internet de l'Eurométropole de Strasbourg.

Au cours de l'enquête publique, certaines Autorités et Personnes publiques associées (PPA) ont formalisé des contributions. Il s'agit des services de l'Etat (DDT et ARS), du syndicat mixte pour le SCOTERS et de la CCI.

Les thématiques abordées par le public dans le cadre de l'enquête publique portent principalement sur la densité, le cadre de vie et les déplacements.

D'un point de vue environnemental, les sujets liés à la qualité des sols et sous-sols ou à la qualité de l'air, en lien directement avec la qualité de vie de la population ont aussi été évoqués.

D'un point de vue géographique, les observations portent essentiellement sur les projets de requalification de friches à Strasbourg et à Schiltigheim.

La commission d'enquête précise dans son rapport avoir repris, commune par commune, l'ensemble des interventions et a étudié toutes les observations.

Son rapport ainsi que les réponses de l'Eurométropole de Strasbourg aux demandes de la commission d'enquête sont accessibles par internet par le lien suivant https://www.strasbourg.eu/la-premiere-modification-du-plu.

Ils sont également consultables au centre administratif de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg – 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex – Service Prospective et Planification Territoriale.

L'ensemble des demandes ayant donné lieu à une évolution du dossier de modification n ° 1 du PLU après enquête publique, est présenté sous forme d'un tableau en annexe du présent rapport.

3. Les conclusions motivées de la commission d'enquête

La commission d'enquête a déposé le 19 août 2017 son procès-verbal de synthèse.
Le mémoire en réponse de l'Eurométropole de Strasbourg a été remis au Président de la commission d'enquête le 6 octobre 2017.

En date du 30 novembre 2017, la commission d'enquête a remis à l'Eurométropole de Strasbourg son rapport sur le projet de modification n° 1 du PLU.

Après analyse du rapport, l'Eurométropole de Strasbourg a saisi la Présidente du Tribunal Administratif au titre de l'article R. 123-20 du Code de l'environnement, au motif d'insuffisance de motivation du rapport, en date du 12 décembre 2017.

A la demande du Tribunal administratif, la commission d'enquête a apporté un complément au rapport et à ses conclusions, en date du 29 décembre 2017. Elle y précise les justifications qui l'ont amenée à émettre **un avis favorable assorti de deux réserves et de cinq recommandations.**

1) Les réserves concernant le projet de modification n° 1 du PLU et suites données :

RESERVE N° 1 *:*

Avant toute poursuite de la procédure de modification du Plan local d'urbanisme, le maître d'ouvrage devra disposer de l'avis de l'Autorité environnementale, ou de la dispense de cet avis après examen au cas par cas par l'Autorité environnementale.

Suites données par l'Eurométropole de Strasbourg :

Comme précisé ci-avant, l'Eurométropole de Strasbourg a saisi la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) pour un examen au cas par cas le 12 octobre 2017, complété le 11 janvier 2018.

La MRAe a décidé que le projet de modification n° 1 du PLU n'est pas soumis à évaluation environnementale, en date du 13 février 2018. Aussi, l'Eurométropole de Strasbourg constate que la réserve n° 1 de la commission d'enquête est levée.

RESERVE N° 2 :

Le maître d'ouvrage devra faire procéder à de nouvelles analyses des sols et des friches industrielles à Schiltigheim et à Strasbourg – la Robertsau, de même que sur les secteurs dépendant de la SPL Deux Rives à Strasbourg – Port du Rhin. Ces analyses devront être conformes à la nouvelle Méthodologie Nationale des sites et sols pollués éditée en avril 2017.

Elle précise son avis dans son complément au rapport du 29 décembre 2017 : *Tenant compte des risques de pollution évoqués dans le courrier de l'Agence Régionale de Santé - Grand Est et de l'analyse des Rapports d'analyse des sols et des études de risques sanitaires, qu'il est nécessaire de confirmer certaines analyses, en particulier sur les sites ISTRA et Citadelle Nord. La législation prévoit que l'implantation d'établissements*

accueillant des populations sensibles doit être évitée sur des zones polluées. Or il est prévu dans la modification l'implantation d'écoles sur d'anciennes friches industrielles, ce qui motive la seconde réserve.

Suites données par l'Eurométropole de Strasbourg :

La mutation du zonage d'une parcelle vers un usage plus sensible (par exemple mutation d'une parcelle industrielle vers un usage d'habitation) ne peut se faire qu'après avoir vérifié la compatibilité de l'état environnemental de cette parcelle avec l'usage envisagé. Pour ce faire, les sites concernés ont fait l'objet d'une analyse des enjeux sanitaires. Ces analyses ont été réalisées par des bureaux d'étude spécialisés et certifiés. Conformément à la méthodologie en vigueur, ces analyses tiennent compte de tous les usages et de toutes les populations envisagées (travailleurs, habitants, adultes, enfants…). Elles sont réalisées selon une approche conservatoire et sécuritaire en considérant des paramètres d'exposition majorants.

En outre, pour répondre à la réserve de la commission d'enquête, les OAP des sites concernés sont complétées, afin de conditionner tout projet d'urbanisation à la garantie, par le maître d'ouvrage, des enjeux de santé publique liés à la qualité des sols et sous-sols.

Par ailleurs, les projets d'implantation d'établissements d'enseignement sur les sites Istra, à Schiltigheim et Citadelle Nord de la ZAC Deux Rives à Strasbourg sont retirés de la présente modification, afin d'établir une argumentation approfondie quant aux choix de localisation de ces établissements, avant leur traduction au sein du document d'urbanisme.

Ces évolutions du projet de modification n°1 du PLU répondent à la réserve de la commission d'enquête.
Aussi, l'Eurométropole de Strasbourg constate que la réserve n°1 de la commission d'enquête est levée.

2) Les recommandations concernant le projet de modification n° 1 du PLU et suites proposées :

***RECOMMANDATION N° 1** :*

Intégrer clairement les solutions de transport ou de gestion des flux de circulation dans les différents projets d'urbanisme, en particulier sur les secteurs de Schiltigheim et de Strasbourg – la Robertsau,

Suites données par l'Eurométropole de Strasbourg :

L'articulation entre urbanisme et déplacements exposée dans la note de présentation a fait l'objet de précisions dans le cadre du dossier de demande d'examen au cas par cas de la MRAe.

La note de présentation est complétée avec certains des éléments fournis à la MRAe, pour les sites concernés.

***RECOMMANDATION N° 2** :*

Faire évacuer les terres polluées des sites « Citadelle Nord » et « COOP Virgule », en particulier la zone CIT 48 fortement polluée.

Suites données par l'Eurométropole de Strasbourg :

La recommandation de la commission d'enquête relève de la phase opérationnelle du projet et non du document d'urbanisme.

Néanmoins, il est rappelé que l'ensemble des études réalisées sur les sites de projets sont conformes aux obligations légales. En conséquence, les travaux prévus au niveau du site « Coop Virgule » sont conformes aux normes et règles de l'art.

Concernant le site Citadelle Nord, les mesures prises sont décrites dans le paragraphe « suites données » relatif à la réserve n°2.

***RECOMMANDATION N° 3** :*

Tenant compte des échanges, au terme de l'enquête publique, avec le Vice-Président de l'Eurométropole chargé de l'urbanisme et le Directeur du service Prospective et planification territoriale, la commission d'enquête estime que le secteur situé rue du Furet à Geispolsheim Gare devrait être maintenu en zone constructible UCA3.

Suites données par l'Eurométropole de Strasbourg :

En accord avec la commune et suite à la recommandation de la commission d'enquête, le secteur est maintenu en zone constructible.

Compte tenu du contexte, ce secteur n'est toutefois pas prioritaire pour le développement urbain. En effet, il se trouve isolé par rapport à la commune de Geispolsheim et sa bonne accessibilité n'est à l'heure actuelle pas assurée.

Le secteur situé en second rang est, par conséquent, classé en UCA6 qui permet de maintenir des droits à construire tout en encadrant de manière satisfaisante l'urbanisation future.

***RECOMMANDATION N° 4** :*

Intégrer l'ensemble du patrimoine industriel sur la ville de Schiltigheim, en particulier la Halle Industrielle CADDIE dans les sites à protéger,

Suites données par l'Eurométropole de Strasbourg :

Le projet de modification n° 1 du PLU met en œuvre la préservation réglementaire du patrimoine sur les sites Fischer et Sebim par l'inscription au PLU d'une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) portant sur la requalification de ce secteur. Le projet d'OAP prévoit la conservation et la reconversion de 7 bâtiments sur ces deux sites, à savoir : l'ancienne Malterie, l'ancienne salle de brassage, la nouvelle salle de brassage, la maison Grüber, la cheminée, la Fischerstub sur le site Fischer et la salle de spectacle sur le site Sebim.

Toutefois, les bâtiments existants sur le site Caddie ont fait l'objet d'un permis de démolir en date du 16 août 2016 et la démolition des bâtiments est actuellement en cours. Il n'est donc plus possible de suivre la recommandation sur ce site en particulier.

***RECOMMANDATION N° 5** :*

Assurer le maintien des arbres remarquables sur les sites ISTRA à Schiltigheim.

Suites données par l'Eurométropole de Strasbourg :

Le porteur de projet a engagé des études complémentaires en amont de sa demande d'examen au cas par cas sur le projet, auprès de la MRAe. Selon les conclusions, il sera possible de maintenir certains arbres existants sur le site.

V. APPROBATION DE LA MODIFICATION N° 1

Compte tenu de ce qui précède, il est donc proposé d'approuver la modification n° 1 du PLU de l'Eurométropole de Strasbourg, telle qu'elle a été modifiée notamment pour tenir compte :

- des avis des personnes publiques associées ;
- des observations issues de l'enquête publique ;
- du rapport et des conclusions de la commission d'enquête.

L'ensemble des évolutions apportées au dossier de modification n°1 du PLU, après enquête publique, est présenté sous forme d'un tableau en annexe de la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière

vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles,
L.153-36 à L.153-44 et les articles R.153-1 et suivants

Vu le code de l'environnement

vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5217-2

vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 16 décembre 2016 et qui a fait l'objet d'une modification simplifiée n° 1 approuvée le 29 septembre 2017

vu la délibération de Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 avril 2017 motivant l'ouverture à l'urbanisation de zones IIAU

vu l'arrêté de M. le Président de l'Eurométropole de Strasbourg daté du 7 juin 2017 soumettant à l'enquête publique le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg

vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 26 juin 2017 au vendredi 28 juillet 2017 inclus

vu la décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du 13 février 2018, de ne pas soumettre le projet de modification n°1 du PLU à évaluation environnementale

après avoir délibéré

prend acte

du rapport et des conclusions de la commission d'enquête remis à l'Eurométropole de Strasbourg en date du 30 novembre 2017 et complétés le 29 décembre 2017, qui donne un avis favorable assorti de deux réserves et de 5 recommandations

décide

de donner suite aux réserves et recommandations de la commission d'enquête telles que présentées ci-après :

***RESERVE N° 1** :*

« Avant toute poursuite de la procédure de modification du Plan local d'urbanisme, le maître d'ouvrage devra disposer de l'avis de l'Autorité environnementale, ou de la dispense de cet avis après examen au cas par cas par l'Autorité environnementale. »

Suite donnée :

Par décision du 13 février 2018, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) a décidé de ne pas soumettre la modification n°1 du PLU à évaluation environnementale. Aussi il est constaté que la réserve n°1 est levée.

RESERVE N° 2 :

« Le maître d'ouvrage devra faire procéder à de nouvelles analyses des sols et des friches industrielles à Schiltigheim et à Strasbourg – la Robertsau, de même que sur les secteurs dépendant de la SPL Deux Rives à Strasbourg – Port du Rhin. Ces analyses devront être conformes à la nouvelle Méthodologie Nationale des sites et sols pollués éditée en avril 2017. »

Elle précise son avis dans son complément au rapport du 29 décembre 2017 : « *Tenant compte des risques de pollution évoqués dans le courrier de l'Agence Régionale de Santé - Grand Est et de l'analyse des Rapports d'analyse des sols et des études de risques sanitaires, qu'il est nécessaire de confirmer certaines analyses, en particulier sur les sites ISTRA et Citadelle Nord. La législation prévoit que l'implantation d'établissements accueillant des populations sensibles doit être évitée sur des zones polluées. Or il est prévu dans la modification l'implantation d'écoles sur d'anciennes friches industrielles, ce qui motive la seconde réserve. »*

Suite donnée :

La mutation du zonage d'une parcelle vers un usage plus sensible (par exemple mutation d'une parcelle industrielle vers un usage d'habitation) ne peut se faire qu'après avoir vérifié la compatibilité de l'état environnemental de cette parcelle avec l'usage envisagé. Pour ce faire, les sites concernés ont fait l'objet d'une analyse des enjeux sanitaires. Ces analyses ont été réalisées par des bureaux d'étude spécialisés et certifiés. Conformément à la méthodologie en vigueur, ces analyses tiennent compte de tous les usages et de toutes les populations envisagées (travailleurs, habitants, adultes, enfants…). Elles sont réalisées selon une approche conservatoire et sécuritaire en considérant des paramètres d'exposition majorants.

En outre, pour répondre à la réserve de la commission d'enquête, les OAP des sites concernés sont complétées, afin de conditionner tout projet d'urbanisation à la garantie, par le maître d'ouvrage, des enjeux de santé publique liés à la qualité des sols et sous-sols.

Par ailleurs, les projets d'implantation d'établissements d'enseignement sur les sites Istra, à Schiltigheim et Citadelle Nord de la ZAC Deux Rives à Strasbourg sont retirés de la présente modification, afin d'établir une argumentation approfondie quant aux choix de localisation de ces établissements, avant leur traduction au sein du document d'urbanisme.

Ces évolutions du projet de modification n°1 du PLU répondent à la réserve de la commission d'enquête. Aussi, l'Eurométropole de Strasbourg constate que la réserve n°1 de la commission d'enquête est levée.

***RECOMMANDATION N° 1** :*

« Intégrer clairement les solutions de transport ou de gestion des flux de circulation dans les différents projets d'urbanisme, en particulier sur les secteurs de Schiltigheim et de Strasbourg – la Robertsau. »

Suite donnée :

L'articulation entre urbanisme et déplacements exposée dans la note de présentation a fait l'objet de précisions dans le cadre du dossier de demande d'examen au cas par cas de la MRAe.

La note de présentation est complétée avec certains des éléments fournis à la MRAe, pour les sites concernés.

***RECOMMANDATION N° 2** :*

« Faire évacuer les terres polluées des sites « Citadelle Nord » et « COOP Virgule », en particulier la zone CIT 48 fortement polluée. »

Suite donnée :

La recommandation de la commission d'enquête relève de la phase opérationnelle du projet et non du document d'urbanisme.

Néanmoins, il est rappelé que l'ensemble des études réalisées sur les sites de projets sont conformes aux obligations légales. En conséquence, les travaux prévus au niveau du site « Coop Virgule » sont conformes aux normes et règles de l'art.

Concernant le site Citadelle Nord, les mesures prises sont décrites dans le paragraphe « suites données » relatif à la réserve n°2.

***RECOMMANDATION N° 3** :*

« Tenant compte des échanges, au terme de l'enquête publique, avec le Vice-Président de l'Eurométropole chargé de l'urbanisme et le Directeur du service Prospective et planification territoriale, la commission d'enquête estime que le secteur situé rue du Furet à Geispolsheim Gare devrait être maintenu en zone constructible UCA3. »

Suite donnée :

En accord avec la commune et suite à la recommandation de la commission d'enquête, le secteur est maintenu en zone constructible.

Compte tenu du contexte, ce secteur n'est toutefois pas prioritaire pour le développement urbain. En effet, il se trouve isolé par rapport à la commune de Geispolsheim et sa bonne accessibilité n'est à l'heure actuelle pas assurée.

Le secteur situé en second rang est, par conséquent, classé en UCA6 qui permet de maintenir des droits à construire tout en encadrant de manière satisfaisante l'urbanisation future.

***RECOMMANDATION N° 4** :*

« Intégrer l'ensemble du patrimoine industriel sur la ville de Schiltigheim, en particulier la Halle Industrielle CADDIE dans les sites à protéger. »

Suite donnée :

Le projet de modification n° 1 du PLU met en œuvre la préservation réglementaire du patrimoine sur les sites Fischer et Sebim par l'inscription au PLU d'une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) portant sur la requalification de ce secteur. Le projet d'OAP prévoit la conservation et la reconversion de 7 bâtiments sur ces deux sites, à savoir : l'ancienne Malterie, l'ancienne salle de brassage, la nouvelle salle de brassage, la maison Grüber, la cheminée, la Fischerstub sur le site Fischer et la salle de spectacle sur le site Sebim.

Toutefois, les bâtiments existants sur le site Caddie ont fait l'objet d'un permis de démolir en date du 16 août 2016 et la démolition des bâtiments est actuellement en cours. Il n'est donc plus possible de suivre la recommandation sur ce site en particulier.

***RECOMMANDATION N° 5** :*

« Assurer le maintien des arbres remarquables sur les sites ISTRA à Schiltigheim. »

Suite donnée :

Le porteur de projet a engagé des études complémentaires en amont de sa demande d'examen au cas par cas sur le projet, auprès de la MRAe. Selon les conclusions, il sera possible de maintenir certains arbres existants sur le site.

approuve

la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg, telle qu'annexée à la présente délibération, y compris le détail des modifications apportées

précise

que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, de mesures de publicité, à savoir : d'un affichage dans chaque mairie de l'Eurométropole de Strasbourg et au siège de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département et sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg ;

dit que

conformément à l'article L.133-6 du Code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme modifié est consultable dans les mairies des communes concernées et au Centre Administratif de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture ;

conformément aux articles L.153-24 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat et après l'accomplissement des mesures de publicité ;

rappelle

que le dossier d'approbation est accessible par voie électronique, via le lien suivant : https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=n5GKyPCkNRi8AOhMNU7R9D

que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête sont accessibles sur le site internet de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, par le lien suivant : https://www.strasbourg.eu/la-premiere-modification-du-plu.
Ils sont également consultables au centre administratif de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg – 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex – Service Prospective et Planification Territoriale.

charge

le Président ou son-sa représentant-e de l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

TABLEAU DE SYNTHESE : EVOLUTIONS DU DOSSIER APRES ENQUETE PUBLIQUE

Commune ou thématique concernée	Secteur concerné	**Intervenant** (selon nomenclature de saisies des inteventions ou conclusions de la commission d'enquête)	Résumé de la remarque	Position de l'Eurométropole (résumé)	Position de la commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier soumis à enquête publique
Déplacements	Carte des périmètres des différentes zones du PDU	\	\	Il y a lieu de modifier la carte d'application des zones de stationnement au sein du règlement suite à la déclaration d'utilité publique du prolongement de la ligne de tram E vers La Robertsau. Suivant le nouveau tracé, le prolongement de la ligne de tram est inscrite en zone II.	\	Mise à jour de la carte qui figure également à titre illustratif dans le POA Déplacements (p.180), conformément à la modification du règlement écrit soumise à l'enquête publique.
Déplacements	Sites de développement urbain	Commission d'enquête	Recommandation n°1	L'articulation entre urbanisme et déplacements exposée dans la note de présentation a fait l'objet de précisions dans le cadre du dossier de demande d'examen au cas par cas de la MRAe. La note de présentation peut être complétée avec certains des éléments du dossier transmis à la MRAE.	Recommandation n°1	Compléments apportés à la note présentation concernant les sites : Caddie, Fischer-Sebim, Istra à Schiltigheim, Papeterie LANA, Neudrof-Musau (Sopredi) et Zac Deux <rives à Strasbourg.
Environnement - Dispositif de protection du Grand Hamster d'Alsace	\	208_M1_INT_EMS	Demande d'exiger des aménageurs de vérifier l'absence d'espèces protégées sur la zone de projet.	Les dispositifs relatifs aux espèces protégées relèvent du code de l'environnement et font l'objet d'arrêtés spécifiques, allant au-delà des orientations du PLU. Toutefois, il est proposé de mentionner dans l'OAP Trame Verte et Bleue que ces dispositions réglementaires s'appliquent, au-delà du PLU.	La commission d'enquête prend acte de cette proposition de complément de l'OAP.	L'OAP Trame Verte et Bleue est complétée d'éléments relatifs au cadre réglementaire.
Environnement - Sites et sols pollués	ZAC des Deux-Rives à Strasbourg et site Istra à Schiltigheim	Commission d'enquête	Réserve n°2	Retirer de la présente modification les projets d'implantation d'établissements sensibles, dans l'attente d'une réflexion confortative sur les choix de localisation de ces établissements au regard d'un bilan avantages / inconvénients.	Réserve n°2	Les restrictions d'usage sur le plan vigilance sont modifiées pour tenir compte du retrait, dans la présente procédure, des projets d'établissements d'enseignement sur le site Citadelle, au sein de la ZAC Deux-Rives, à Strasbourg et sur le site Istra à Schiltigheim.

TABLEAU DE SYNTHESE : EVOLUTIONS DU DOSSIER APRES ENQUETE PUBLIQUE

Commune ou thématique concernée	Secteur concerné	**Intervenant** (selon nomenclature de saisies des inteventions ou conclusions de la commission d'enquête)	Résumé de la remarque	Position de l'Eurométropole (résumé)	Position de la commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier soumis à enquête publique
Environnement - Sites et sols pollués	Secteurs de projets concernés par une problématique de pollution des sols	Commission d'enquête	Réserve n°2	Compléter les OAP des sites concernés, afin de conditionner tout projet d'urbanisation à la garantie, par le maître d'ouvrage, des enjeux de santé publique liés à la qualité des sols et sous-sols.	Réserve n°2	Le parti d'aménagement des OAP des sites concernés est complété.
Environnement - Sites et sols pollués	\	027_M1_COUR_EMS_PPA_ARS	Demande de compléter les dispositions règlementaires concernant la plantation d'arbres fruitiers au droit de sites pollués réhabilités	Il est proposé de suivre la recommandation de l'ARS	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	L'article 13 des dispositions applicables à toutes les zones du règlement écrit est complété
FEGERSHEIM	Le long de la RD 1083	DDT et Syndicat mixte du SCOTERS	Demande de préciser la nature des surfaces exprimées à l'article 2-UX	Il est proposé de corriger le règlement en précisant que les surfaces sont exprimées en "surface plancher"	La commission d'enquête est en accord avec la position de l'Eurométropole de Strasbourg	L'article 2-UX est modifié et les surfaces sont exprimées en "surface plancher"
GEISPOLSHEIM	Geispolsheim - rue du furet (8.2)	Commission d'enquête	Recommandation °3	Suite à la recommandation de la commission d'enquête, l'Eurométropole propose de maintenir un zonage constructible. Ce dernier doit néanmoins être adapté à la localisation du secteur et à ses contraintes d'accessibilité.	Recommandation °3	L'espace située en second rang, rue du furêt est classé en secteur UCA6 Ce zonage permet de maintenir des droits à construire tout en encadrant de manière satisfaisante l'urbanisation future pour tenir compte des contraintes du site.
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	Secteur Leclerc	027_M1_COUR_EMS_PPA_ARS	Demande de précision relative à la prise en compte du risque de pollution des sols.	Il peut être précisé dans l'OAP que le risque de pollution des sols est un enjeu qui devra être considéré dans la conduite du projet.	La Commission prend acte de cette précision.	Compléments apportés à l'OAP Leclerc sur la quallité des sols et sous-sols.
OSTWALD	Angle rue du Lac / allée du Bohrie	174_M1_REGCOM_OSW	Interrogation sur l'évolution de la disposition règlementaire en matière paysagère sur un boisement, par rapport à l'ancien PLU de la commune.	Il s'agit d'une erreur matérielle. En accord avec la commune, l'Eurométropole propose de corriger cette erreur dans la présente procédure et ainsi d'appliquer la trame « espace planté et à conserver ou à créer » sur la base du périmètre protégé dans le PLU communal.	La Commission prend acte de cette proposition de correction.	Inscription d'un EPCC.

306

TABLEAU DE SYNTHESE : EVOLUTIONS DU DOSSIER APRES ENQUETE PUBLIQUE

Commune ou thématique concernée	Secteur concerné	**Intervenant** (selon nomenclature de saisies des inteventions ou conclusions de la commission d'enquête)	Résumé de la remarque	Position de l'Eurométropole (résumé)	Position de la commission d'enquête (résumé)	Nature et résumé de la modification apportée au dossier soumis à enquête publique
OBERHAUSBERGEN	Secteur Porte des Hausbergen	083_M1_REGCOM_OBH	Présentation à la commission d'enquête du projet opérationnel.	Trois légères évolutions peuvent être apportées. Elles sont relatives au réseau de voirie secondaire projeté, à l'adaptation du réseau de cheminements en modes actifs et à la redéfinition de la forme de la trame « coeur d'ilot vert à aménager » du schéma de principe.	La Commission prend acte de cette proposition d'évolution.	Modification de l'OAP intercommunale Porte des Hausbergen, en lien avec la proposition faite dans la réponse de la collectivité à la commission d'enquête.
SOUFFELWEYERSHEIM	Rue du dépôt	\	\	La collectivité réfléchit actuellement à la possibilité de réaliser une opération publique sur ce secteur. Dans l'attente d'une décision sur ce sujet, ce point de la modification est suspendu.	La commission n'a pas de question particulière sur ce secteur.	Maintien des dispositions actuelles du PLU : OAP "Seuils d'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser".
STRASBOURG	Robertsau – Papeterie	039_M1_INT_STG 054_M1_COUR_STG	Le site du projet est inscrit dans le corridor écologique de la Trame Verte et Bleue de l'Eurométropole de Strasbourg. Les intervenants s'interrogent sur la largeur de la bande inconstructible le long des berges du Canal Muhlwasser.	Afin d'être pleinement cohérent avec les objectifs de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) Trame Verte et Bleue qui s'applique sur ce site de projet, il est proposé d'augmenter la marge de recul inconstructible au règlement graphique du PLU.	La commission d'enquête prend acte de cette proposition.	La marge de recul et la cote au règlement graphique est modifée de 6m à 12m.

NB : la note de présentation de la modification n°1 du PLU est ajustée suite à l'enquête publique pour tenir compte de ces évolutions.

Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

Décision délibérée de ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg (67)

n°MRAe 2018DKGE32

La Mission régionale d'autorité environnementale

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-2, R. 104-8 et R. 104-28 ;

Vu le PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 26 décembre 2016

Vu la demande d'examen au cas par cas présentée le 12 janvier 2018 par l'Eurométropole de Strasbourg (67), relative à la modification n°1 de son Plan local d'urbanisme (PLUi) ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale sur le PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg signé par le Préfet du Bas-Rhin en date du 1er mars 2016 ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 22 janvier 2018 ;

Considérant que le PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg vaut Plan de Déplacement Urbain (PDU) et Programme Local de l'Habitat (PLH) ;

Considérant le projet de modification n°1 du PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg ;

Observant que :

- le projet de modification n°1 porte sur 74 points différents regroupées en 22 catégories. Les 28 communes couvertes par le PLUi approuvé le 26 décembre 2016 sont impactées par les modifications portant sur les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) thématiques et sur le règlement ; 18 d'entre elles sont concernées par au moins un point de modification spécifique ;

- le projet ne remet pas en cause la cohérence du PLUi avec le Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg (SCOTERS), le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) et le Plan Climat Air Énergie Régional (PCAER), le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Ill-Nappe-Rhin, le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du district Rhin, le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de Strasbourg ;

- les recommandations de l'Autorité environnementale formulées dans l'avis du 1er mars 2016 sont globalement prises en considération, pour ce qui concerne les principaux enjeux environnementaux du projet de modification (consommation de l'espace, déplacements, qualité de l'air, bruit, qualité des sols et sous-sols) et des indicateurs de suivi de ces enjeux au regard des projets de développement sont proposés dans la procédure de modification n°1 du PLUi ;

<u>La consommation de l'espace et les déplacements</u>

Considérant que le projet de modification n°1 porte notamment sur :

- l'ouverture de trois zones IIAU à l'urbanisation (transformation en zone IAU) à Geispolsheim Gare, Reichstett et Strasbourg, d'une surface cumulée de 6,1 ha sur les 910,35 ha de zones IIAU inscrites au PLUi approuvé ;

- la reconversion de six friches industrielles sur une surface totale d'environ 12 ha, à Schiltigheim (Caddie, Fischer-Sebim, Alsia et Istra) et à Strasbourg (Sopredi et Papeterie Lana) ;

Observant que :

- sur les 6,1 ha de zones IIAU ouvertes à l'urbanisation, seuls 4 ha correspondent à une consommation d'espaces agricoles (3,5 ha à Geispolsheim Gare et 0,5 ha à Reichstett), les 2,1 ha restant concernent un espace artificialisé à Strasbourg (Neudorf Musau) ;

- l'ouverture à l'urbanisation des zones IIAU est justifiée par : une opération d'aménagement d'un seul tenant à Geispolsheim (140 logements), la réorganisation de la desserte en transport en commun à Reichstett et le renouvellement urbain à Strasbourg ;

- la reconversion des friches industrielles est motivée par le souci de modération de la consommation foncière, s'inscrivant dans les objectifs du PLUi qui vise, à l'horizon 2030, un développement urbain au sein de l'enveloppe urbaine à hauteur de 60 % du développement ; la modification n° 1 du PLUi permettrait ainsi la réalisation d'environ 2900 logements au sein de l'enveloppe urbaine ;

- la modification n°1 du PLUi ne remet pas en cause les orientations générales en matière de déplacements et contribuent à construire un territoire « de courtes distances» qui favorisent les déplacements en modes doux. Les projets urbains à vocation résidentielle concernés par la modification n°1 intègrent des aménagements visant à encourager les déplacements à pied ou à vélo (cheminements piétons/cycles) et sont bien desservis par les transports en commun ;

- néanmoins, le dossier ne permet pas d'évaluer le trafic routier supplémentaire généré par les ouvertures à l'urbanisation et les reconversions de friches industrielles, en particulier à Schiltigheim qui cumule quatre projets urbains. L'Autorité environnementale recommande de procéder à une analyse du trafic des véhicules, incluant le trafic induit sur l'autoroute A35, et ceci sur la base d'un modèle global de circulation à actualiser à chaque modification du PLUi ;

<u>Les risques naturels</u>

Considérant que :

- la modification n°1 du PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg est concernée par des aléas inondation par submersion et/ou remontée de nappe, sur certains secteurs de projets à Strasbourg (Robertsau/ Papeterie Lana, Neudorf/ Rue de St Dié, Neudorf Musau/ Sopredi), à La Wantzenau (Trissermatt) et à Reichstett/ Vendenheim (Ecoparc Rhénan) ;

- le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de l'Eurométropole de Strasbourg n'est pas approuvé à ce jour ;

Observant que, dans l'attente de l'approbation du PPRi, le PLUi approuvé en décembre 2016 fixe des dispositions réglementaires applicables à toutes les zones, qui consistent notamment en la préservation de zones d'expansion des crues au travers du règlement graphique et à l'inscription de mesures constructives dans le règlement ;

Les risques technologiques et la pollution des sols

Considérant que :

- le projet consiste à modifier le plan vigilance du règlement graphique du PLUi par une mise à jour des données portant sur les risques technologiques des sites SOGEMA-Strasbourg et Grands Moulins de Strasbourg (périmètres de danger)

- le projet consiste également à la mise à jour des restrictions d'usages (RU) liées aux sites et sols pollués (occupations et utilisations du sol interdites ou soumises à condition particulière en raison des risques sur l'environnement) ;

- Sept secteurs de projet sont concernés par ces mises à jour de restrictions d'usages : trois à Strasbourg (Neudorf Musau/ Sopredi, Robertsau/ Papeterie Lana et Port du Rhin / ZAC Deux-Rives et quatre à Schiltigheim (Caddie, Fischer/Sebim, Alsia et Istra) ;

- le site Fischer/Sebim est par ailleurs concerné par des cavités souterraines sur deux niveaux en sous-sol, des risques d'effondrement menaçant l'ensemble du site ;

Observant que :

- les restrictions d'usage sont mises en place réglementairement pour éviter l'exposition des populations aux pollutions résiduelles liées à leur usage historique ;

- un changement d'usage est envisagé sur ces sept sites industriels. Il s'agit globalement de l'habitat. Chacun des sites a fait l'objet d'une étude des risques sanitaires, tenant compte de tous les usages et de toutes les populations envisagées (travailleurs, habitants, adultes, enfants,…) ;

- La requalification de ces sites nécessite toutefois de vérifier que leur état environnemental soit compatible avec l'usage projeté. Seuls les sites ayant fait l'objet d'une analyse des risques sanitaires démontrant l'absence de dépassement des seuils de risques peuvent être mutés pour un usage de type habitation ou mise en place d'établissement sensible ;

- les sites Istra et Fischer à Schiltigheim devraient accueillir différentes écoles (de musique, élémentaire, maternelle) sous réserve du respect des préconisations de la circulaire du 8 février 2017 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles[1]. L'Autorité

1. Cette circulaire recommande fortement d'éviter ce type de projet notamment lorsqu'il s'agit d'anciens sites industriels, et le cas échéant, d'élaborer en amont de l'opération d'aménagement un bilan des avantages et inconvénients des différentes options de localisation du projet, visant à étayer l'impossibilité de choisir un site alternatif non pollué.

Environnementale demande d'établir, en amont de l'opération d'aménagement, une étude spécifique précisée dans la circulaire et qui consiste en un bilan des avantages et inconvénients des différentes options de localisation du projet, visant à étayer l'impossibilité de choisir un site alternatif non pollué ;

- la sécurisation des cavités souterraines est prévue dans l'OAP du site Fischer/Sebim ;

Les espaces naturels, le Grand Hamster, le paysage et le patrimoine

Considérant que :

- le projet vise notamment à mettre à jour le dispositif de protection du Grand Hamster suite à une réactualisation du cadre réglementaire fixé au niveau national (arrêté interministériel du 9 décembre 2016 visant à la protection du Grand Hamster et de son habitat). Cette mise à jour entraîne une modification de la cartographie de l'OAP Trame Verte et Bleue et du rapport de présentation du PLUi approuvé (état initial, exposé des motivations, évaluation des incidences) ;

- le PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg est concerné par plusieurs sites et patrimoines protégés, ainsi que par une trame participant au maintien et au renforcement de la nature en ville ;

Observant que :

- les dispositions nouvelles de l'arrêté interministériel du 9 décembre 2016 sont correctement reprises dans l'OAP « trame verte et bleue » et le rapport de présentation ;

- le projet ne comporte aucune disposition susceptible d'affecter le site patrimonial remarquable de Strasbourg (ex-Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur) ou encore les sites et monuments historiques classés ;

- les Orientations d'aménagement et de programmation visent à encadrer les projets d'urbanisation futures, notamment en matière d'insertion paysagère et de qualité urbaine des projets ;

- les modifications des Espaces plantés à conserver ou à créer (EPCC) permettent d'ajuster le périmètre d'une dizaine de sites, pour une superficie supplémentaire de 1,3 ha d'EPCC, soit environ 0,5 % de la surface actuelle en EPCC (277 ha) ;

Les nuisances et la qualité de vie des habitants

Considérant que :

- les trois secteurs ouverts à l'urbanisation pré-cités et d'autres secteurs de projets (notamment Fischer-Sebim et Istra à Schiltigheim, rue de Lièpvre à Strasbourg, Trissermatt à La Wantzenau) sont concernés par des infrastructures bruyantes (secteurs affectés par le bruit selon l'arrêté préfectoral de classement sonore du 19 août 2013 modifié) ;

- plusieurs secteurs concernés par la modification n°1 du PLUi sont situés dans le périmètre de zone de vigilance du Plan de Protection de l'atmosphère (PPA) adopté le 4 juin 2014. Il s'agit notamment des secteurs Port du Rhin/ ZAC Deux-Rives à Strasbourg et des secteurs Fischer-Sebim et Istra à Schiltigheim ;

Observant que :

- aucun des projets inscrits dans la modification n° 1 du PLUi ne prévoit de constructions dans un secteur concerné par un dépassement de seuil au regard de la cartographie du Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) ;

- les constructions situées dans les zones de bruit feront l'objet de dispositifs d'isolation acoustique ;

- les enjeux liés à la qualité de l'air sont déclinés avec une précision inégale d'une OAP à une autre et le règlement écrit aborde cet enjeu principalement sous l'angle de la performance énergétique ;

- les principales mesures de précaution envisagées sont les suivantes : les établissements destinés à un public sensible sont situés en dehors de la zone de vigilance du PPA, l'OAP du secteur Fischer-Sebim incite à adapter les projets d'aménagement (organisation spatiale, choix architecturaux et formes urbaines) de manière à limiter l'exposition des populations aux dépassements des seuils limites définis par le PPA, un recul de 12 mètres des bâtiments par rapport aux axes routiers est prévu sur le secteur Port du Rhin / ZAC Deux-Rives ;

- les OAP inscrivent des espaces publics contribuant à améliorer la qualité de vie des habitants, en particulier à Schiltigheim : création d'un square de 1000 m² sur le secteur Fischer-Sebim et d'un grand parc végétalisé d'environ 1 ha sur le secteur Istra. Par ailleurs, le projet de requalification du secteur Caddie prévoit une composition urbaine en plot et des hauteurs différenciées de construction visant à préserver des vues, des perspectives et l'ensoleillement, ainsi qu'un nouveau parc public de 50 ares ;

conclut :

qu'au regard des éléments fournis par l'Eurométropole de Strasbourg, la modification n°1 du Plan local d'urbanisme (PLUi) de l'Eurométropole de Strasbourg n'est pas susceptible d'entraîner des incidences notables sur la santé et l'environnement ;

et décide :

Article 1er

En application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, la modification n°1 du Plan local d'urbanisme (PLUi) de l'Eurométropole de Strasbourg **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des autorisations administratives ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

Article 3

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet dédié donnant accès aux informations des Missions régionales d'autorité environnementale.

Metz, le 13 février 2018

Le Président de la Mission régionale d'Autorité environnementale Grand Est, par délégation



Alby SCHMITT

Voies et délais de recours

1) Vous pouvez déposer **un recours administratif** avant le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif peut être un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision :
Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale
MRAE Grand Est c/o MIGT
1 boulevard Solidarité
Metz Technopôle
57 076 METZ cedex3

2) Le recours contentieux

a) Si la décision impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif. Il peut aussi être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre du plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux **doit être adressé au tribunal administratif compétent.**

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 23 MARS 2018 - Point n°11

Approbation de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)
de l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour	**70**	AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, KARCHER-Dany, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MEYER-Paul, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PERRIN-Pierre, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHMIDT-Michaël, SCHULER-Georges, SCHWARTZ-Pierre, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien
Contre	**2**	JUND-Alain, RAMDANE-Abdelkarim
Abstention	**16**	BARSEGHIAN-Jeanne, DREYSSE-Marie-Dominique, EGLES-Bernard, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, PEIROTES-Edith, ROBERT-Jean-Emmanuel, SAUNIER-Alain, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SENET-Eric, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe, ZUBER-Catherine

Point 11 de l'ordre du jour :
Approbation de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de l'Eurométropole de Strasbourg.

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 70

Contre : 2

Abstention : 16

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observation :

MM. Alain JUND et Abdelkarim RAMDANE ont voté « Contre » par erreur alors qu'ils souhaitaient voter « Abstention »

12

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg au Syndicat Mixte pour le Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg (SCOTERS), exercice 2018.

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement d'une participation de 267 324 € au budget du Syndicat mixte chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg (SCOTERS).

Par délibération en date du 5 février 1999, le Conseil de Communauté a approuvé l'adhésion de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS), aujourd'hui Eurométropole de Strasbourg, au Syndicat mixte chargé de l'élaboration du nouveau Schéma Directeur.

Le Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg (SCOTERS) a été approuvé le 1er juin 2006.

Depuis, le Syndicat mixte se consacre à la mise en œuvre des grandes orientations arrêtées par ce schéma et veille à la compatibilité des différents documents de planification règlementaire avec ces dispositions. Il est engagé sur l'évaluation des politiques publiques en matière d'aménagement du territoire et sur une vision prospective, en lien avec les établissements publics de coopération intercommunales (EPCI) qui le compose.

En 2018, le Syndicat mixte doit acter le bilan de son évaluation après 6 ans d'application. En effet, la première évaluation du SCOTERS a été réalisée en juin 2012. Elle devra notamment décider de réviser ou de confirmer les orientations du SCOTERS et acter son changement de périmètre.

Pour mémoire, le périmètre du SCOTERS a évolué car la réforme des intercommunalités a rattaché la communauté de communes du Pays de Brumath et la communauté de communes de la Porte du Vignoble, respective à la future communauté d'agglomération d'Haguenau et à la communauté de communes des coteaux de la Mossig.

La concordance de l'évaluation des résultats du SCOTERS avec les travaux de l'élaboration du SRADDET constitue, en tout état de cause, une opportunité réelle pour un débat quant au projet de territoire de la région de Strasbourg.

A/ <u>Action du SCOTERS en 2018</u>

Proposition de programme de travail en régie pour le syndicat mixte en 2018

Le programme de travail du SCOTERS comporte des actions en régie, principalement tournées vers l'analyse des documents d'urbanisme et des projets pour établir leur compatibilité avec le SCOTERS et un travail partenarial dans le cadre de sa convention avec l'ADEUS :

- La préparation des avis techniques en urbanisme et aménagement

- L'accompagnement des communes et intercommunalités lors de l'élaboration ou l'évolution de leur document d'urbanisme local et de leurs opérations d'aménagement

- Un travail avec les intercommunalités sur l'analyse des résultats de l'application du SCOTERS

- La poursuite du travail en InterSCoT

- L'implication dans le cadre du SRADDET

- La participation aux démarches supra SCoT (environnement, énergie, foncier, mobilités, …)

- La mise en place d'actions de sensibilisation, formation, accompagnement des communes suite aux travaux sur l'énergie et en lien notamment avec TEPCV :

    - Ateliers territoriaux
    - Visites de terrain
    - Outils pédagogiques

- La poursuite du programme d'actions Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV) : études sur les friches

- La rédaction d'une lettre d'information « territoires du SCOTERS »

Propositions d'orientation budgétaire

Les nouveaux statuts du syndicat mixte pour le SCOTERS (article 9), adopté en juillet 2017, suite à la réforme des intercommunalités et aux modifications du périmètre du SCOTERS qu'elle entraine, fixent la répartition suivante pour les contributions financières des membres :

- 80% pour l'Eurométropole de Strasbourg ;
- 20% pour les autres membres au prorata de leur population.

De ce fait, en 2018, il est proposé de maintenir le niveau global des contributions des communautés de communes membres, soit au total 334 155 €, ajusté à la population Insee 2014.

Au niveau des recettes, la région Grand Est ne participe plus financièrement à la mise en œuvre des orientations des SCoT.

La contribution à l'ADEUS sera de l'ordre de 150 000 € pour 2018 dont 75 000 € seront inscrits au budget primitif en fonctionnement. Après le vote du compte administratif et la reprise des résultats comptables, le solde (75 000 €) sera inscrit au budget supplémentaire en investissement. En effet, le comptable a confirmé que certaines dépenses payées à l'ADEUS pouvaient être imputées en investissement au compte 202.

Contributions des membres du SCOTERS

	Population 2012	Pour mémoire participation 2017	**Population 2014**	**Participation 2018**
Eurométropole de Strasbourg	473 373	313 360 €	477 655	**267 324 €**
CC du Canton d'Erstein	46 521	35 289 €	47 472	**36 010 €**
CC du Pays de la Zorn	15 690	11 902 €	15 875	**12 042 €**
CC du Kochersberg	24 311	18 441	24 755	**18 778 €**

Les charges de gestion courante augmenteront en 2018, l'étude sur les friches étant inscrite en fonctionnement pour un montant de 60 540 €. Cette étude est financée à 80 % dans le cadre de TEPCV (48 800 €).

Les charges de personnel seront en légère diminution. Elles ont été ajustées suite aux résultats 2016. Une dépense de 180 000 € sera budgétée pour les 3 agents du syndicat mixte.

Outre le programme de travail partenarial avec l'ADEUS, les principaux postes, en dépenses et en recettes de la proposition budgétaire pour l'exercice 2018, sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

B/ <u>Evolution de la contribution de l'Eurométropole</u>

Le comité syndical s'est réuni le 15 décembre 2017 pour débattre et statuer sur le budget prévisionnel du SCOTERS.

Le budget global de fonctionnement prévisionnel, pour l'exercice 2018, est de 382 955 € en budget de fonctionnement et de 26 850 € en budget d'investissement, soit un total de **409 805 €**.

Ainsi, pour l'année 2018, pour l'Eurométropole la contribution passe de 313 360 € à 267 324 € soit – 46 036 €.

Les contributions de l'ensemble des membres seront en 2018 de 334 155 € contre 401 558 € en 2017.

Les statuts actuels du Syndicat mixte pour le SCOTERS (article 9) fixent la répartition suivante pour les contributions financières des membres :

- 80% pour l'Eurométropole de Strasbourg ;
- 20% pour les autres membres au prorata de leur population.

Le budget de dépenses en investissement de **26 850 €** est équilibré en recettes par le Fonds de compensation de la TVA (FCTVA), pour un montant de **2 300 €**, et par les amortissements des immobilisations, à hauteur de **24 550 €**.

Le montant de la contribution 2018 a été inscrit à cet effet au Budget Primitif 2018 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
vu la délibération du Comité syndical du SCOTERS en date
du 15 décembre 2017 qui fixe le budget prévisionnel 2018
vu le Code de l'Urbanisme et notamment les
articles L 122-1 et suivants et R122-1 et suivants
vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 5 février 1999
approuvant l'adhésion de la CUS au Syndicat mixte chargé de
l'élaboration du nouveau schéma directeur de la région de Strasbourg
vu l'arrêté préfectoral du 25 mars 1999 portant création du Syndicat
mixte pour la révision du Schéma directeur de la région de Strasbourg
vu l'arrêté préfectoral du 9 mars 2006 portant modification des statuts du Syndicat
mixte pour le Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg
et son arrêté complémentaire du 17 mars 2006
vu le Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg
approuvé le 1er juin 2006
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution d'une participation de 267 324 € au Syndicat mixte pour le Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg ;

décide

l'imputation de la dépense sur le budget 2018 de l'Eurométropole de Strasbourg – fonction 510, nature 657358 – activité AD01D, dont le solde disponible avant le présent Conseil est de 267 324 €.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

SYNDICAT MIXTE POUR LE SCOTERS
EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 15 DÉCEMBRE 2017

Membres en exercices : 30 titulaires
30 suppléants

Membres présents : 13 titulaires
9 suppléants

Délibération n°313 du Comité syndical

BUDGET PRIMITIF 2018

La contribution des membres pour l'année 2018 sera de 334 155 € soit :

- 267 324 € pour l'Eurométropole (80%)
- 66 831 € pour les communautés de communes (20%)

EPCI	PARTICIPATIONS 2018
Eurométropole de Strasbourg	**267 324 €**
CDC du Canton d'Erstein	**36 011 €**
CDC du Pays de la Zorn	**12 042 €**
CDC du Kochersberg	**18 778 €**

Les principaux postes, en dépenses et en recettes, de la proposition budgétaire pour l'exercice 2018 sont les suivants :

	Pour mémoire BP 2017	BP 2018
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT		
Coût du personnel	200 000 €	180 000 €
Gestion courante et autres charges	63 558 €	102 405 €
Études ADEUS et autres charges de gestion courantes	150 000 €	75 000 €
Charges exceptionnelles	1 000 €	1 000 €
Dotation aux amortissements	27 000 €	24 550 €
TOTAL	**441 558 €**	**382 955** €
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT		
Action de mise en œuvre du SCOTERS, études et licences	23 900 €	23 350 €
Matériel et mobilier	5 000 €	3 500 €
TOTAL	**28 900 €**	**26 850** €
RECETTES DE FONCTIONNEMENT		
Participation des		

membres *(Eurométropole pour 80% et ComCom pour 20%)*	401 558 €	334 155 €
Etat (dans le cadre de TEPCV) Région Alsace	40 000 €	48 800 €
TOTAL	**441 558 €**	**382 955** €
RECETTES D'INVESTISSEMENT		
Amortissements	27 000 €	24 550 €
FCTVA	1 900 €	2 300 €
TOTAL	**28 900 €**	**26 850** €

Le Comité syndical
sur proposition du président
après en avoir délibéré,
à l'unanimité

D'approuver, chapitre par chapitre, le budget primitif 2018 présenté :

FONCTIONNEMENT

DÉPENSES

Chapitres	Intitulés	Montants
11	Charges à caractère général	**102 405 €**
12	Charges de personnel	**180 000 €**
65	Autres charges de gestion courante	**75 000 €**
67	Charges exceptionnelles	**1 000 €**
68	Dotations aux amortissements et provisions	**24 550 €**
TOTAL		**382 955 €**

RECETTES

Chapitres	Intitulés	Montants
74	Dotations et participations	**382 955 €**
TOTAL		**382 955 €**

INVESTISSEMENT

DÉPENSES

Chapitres	Intitulés	Montants
20	Immobilisations incorporelles	**23 350 €**
21	Immobilisations corporelles	**3 500 €**
TOTAL		**26 850 €**

RECETTES

Chapitres	Intitulés	Montants
10	Dotations, Fonds divers et réserves	**2 300 €**
28	Amortissements des immobilisations	**24 550 €**
TOTAL		**26 850 €**

Certifié exécutoire compte tenu de :
La transmission à la Préfecture le
La publication le
Strasbourg, le

Le Président
Robert HERRMANN

SYNDICAT MIXTE POUR LE SCOTERS
EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 9 OCTOBRE 2017

Membres en exercices : 30 titulaires
30 suppléants

Membres présents : 14 titulaires
8 suppléants

Délibération n°306 du Comité syndical

1. **Débat d'orientation budgétaire**

Proposition de programme de travail en régie pour le syndicat mixte en 2018

- La préparation des avis techniques en urbanisme et aménagement
- L'accompagnement des communes et intercommunalités lors de l'élaboration ou l'évolution de leur document d'urbanisme local et de leurs opérations d'aménagement
- Un travail avec les intercommunalités sur l'analyse des résultats de l'application du SCOTERS
- La poursuite du travail en InterSCoT
- L'implication dans le cadre du SRADDET
- La participation aux démarches supra SCoT (environnement, énergie, foncier, mobilités, …)
- La mise en place d'actions de sensibilisation, formation, accompagnement des communes suite aux travaux sur l'énergie et en lien notamment avec TEPCV :
    - Ateliers territoriaux
    - Visites de terrain
    - Outils pédagogiques
- La poursuite du programme d'actions TEPCV : études sur les friches
- La rédaction d'une lettre d'information « territoires du SCOTERS »

Propositions d'orientation budgétaire

Les nouveaux statuts du syndicat mixte pour le SCOTERS (article 9), adopté en juillet 2017, fixent la répartition suivante pour les contributions financières des membres :

- 80% pour l'Eurométropole de Strasbourg ;
- 20% pour les autres membres au prorata de leur population.

En 2018, il est proposé de maintenir le niveau global des contributions des communautés de communes membres, soit au total 334 155 €, ajusté à la population Insee 2014.

Au niveau des recettes, la région Grand Est ne participe plus financièrement à la mise en œuvre des orientations des SCoT.

La contribution à l'ADEUS sera de l'ordre de 150 000 € pour 2018 dont 75 000 € seront inscrits au budget primitif en fonctionnement. Après le vote du compte administratif et la reprise des résultats comptables, le solde (75 000 €) sera inscrit au budget supplémentaire en investissement. En effet, le comptable a confirmé que certaines dépenses payées à l'ADEUS pouvaient être imputées en investissement au compte 202.

	Population 2012	Pour mémoire participation 2017	**Population 2014**	**Participation 2018**
Eurométropole de Strasbourg	473 373	313 360 €	477 655	**267 324 €**
CC du Canton d'Erstein	46 521	35 289 €	47 472	**36 010 €**
CC du Pays de la Zorn	15 690	11 902 €	15 875	**12 042 €**
CC du Kochersberg	24 311	18 441	24 755	**18 778 €**

Les charges de gestion courante augmenteront en 2018, l'étude sur les friches étant inscrite en fonctionnement pour un montant de 60 540 €. Cette étude est financée à 80 % dans le cadre de TEPCV (48 800 €).

Les charges de personnel seront en légère diminution. Elles ont été ajustées suite aux résultats 2016. Une dépense de 180 000 € sera budgétée pour les 3 agents du syndicat mixte.

Outre le programme de travail partenarial avec l'ADEUS, les principaux postes, en dépenses et en recettes de la proposition budgétaire pour l'exercice 2018, sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

	Projet de DOB 2018
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	
Coût du personnel	180 000 €
Gestion courante et autres charges	102 405 €
Études ADEUS et autres charges de gestion courantes	75 000 €
Charges exceptionnelles	1 000 €
Dotation aux amortissements	24 550 €
TOTAL	**382 955 €**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	
Action de mise en œuvre du SCOTERS, études et licences	23 350 €
Matériel et mobilier	3 500 €
TOTAL	**26 850 €**
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	
Participation des membres *(Eurométropole pour 80% et ComCom pour 20%)*	334 155 €
Etat (dans le cadre de TEPCV)	48 800 €
TOTAL	**382 955 €**
RECETTES D'INVESTISSEMENT	
Amortissements	24 550 €
FCTVA	2 300 €
TOTAL	**26 850 €**

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	382 955 €
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	26 850 €
TOTAL DEPENSES	**409 805 €**
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	382 955 €
RECETTES D'INVESTISSEMENT	26 850 €
TOTAL RECETTES	**409 805 €**

L'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les communes et les établissements publics de 3 500 habitants et plus doivent organiser un débat d'orientation budgétaire dans un délai de deux mois avant le vote du budget primitif.

Vu le rapport présenté par le Président à l'appui du débat d'orientation budgétaire de l'exercice 2018 ;

Le comité syndical constate avoir débattu des orientations budgétaires pour l'année 2018.

Certifié exécutoire compte tenu de :
La transmission à la Préfecture le
La publication le
Strasbourg, le

Le Président
Robert HERRMANN

13

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Attribution d'une subvention pour 2018 à l'ADEUS (Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise).

L'ADEUS a été créée en 1967. C'est un organisme de réflexion et d'études qui a notamment pour mission de suivre les évolutions urbaines, de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement, à l'élaboration des documents d'urbanisme et de porter les réflexions prospectives, les observatoires du territoire nécessaire aux politiques d'aménagement du territoire, dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Les missions des agences d'urbanisme sont codifiées à l'article L.121-3 du Code de l'urbanisme.

Les différentes missions de l'ADEUS se traduisent dans le Programme de travail partenarial (PTP) voté chaque année par son Assemblée générale. Ce programme de travail permet la définition, la coordination, la faisabilité et la gestion des projets d'aménagement et de développement urbain, incluant les thématiques économique, de déplacement et social de ses membres. Le programme de travail est complété par des contrats spécifiques.

Formellement, le programme de travail s'organise autour de quatre axes de réflexions :

- Comprendre le territoire, partager l'information, anticiper les évolutions ;

- Construire le fonctionnement métropolitain ;

- Bâtir une vision à plus grande échelle ;

- Adapter le territoire à son environnement et à la vie des gens.

Comme pour toutes agences, le programme de travail est négocié avec différents partenaires privés et institutionnels publics dont, par exemple, l'Etat, la Région, le Département, le Syndicat mixte pour le SCOTERS.

Pour l'année 2018, les actions demandées par l'Eurométropole de Strasbourg à l'ADEUS, en lien avec l'ensemble des partenaires, sont exposées ci-dessous.

Principes de la demande de l'Eurométropole de Strasbourg

L'année 2018 sera marquée par :

- Les travaux quant aux enjeux d'aménagement du territoire à l'échelle du Grand Est. Sous l'impulsion de l'élaboration du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) par la Région Grand Est, le débat sur l'aménagement du territoire de la nouvelle région se structure. Le positionnement de l'Eurométropole et de Strasbourg en tant que capitale est stratégique. Le territoire est en transitions et des sujets nouveaux émergent, notamment quant à la mobilité, la transition climatique et énergétique, la gestion durable des territoires ou l'aménagement numérique du territoire. La coproduction d'une vision est une clé de réussite. Les questions de gouvernance sont mises en avant et particulièrement les enjeux de dialogue entre intercommunalités, la place des SCOT, le dialogue de la Métropole avec son Hinterland. Ces réflexions abonderont notamment l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de l'Eurométropole, la démarche Strasbourg Greencapital, le cycle de réflexion Reciprocité quant à la réflexion entre acteurs institutionnels sur la question de l'articulation entre la Métropole et les espaces périurbains ou plus ruraux. Dans le cadre de son rôle d'organisme prospectif, l'ADEUS accompagnera l'Eurométropole de Strasbourg et le PUCA dans le développement d'un programme de recherche (POPSU). Le thème de cette recherche est « la métropole et ses voisins » ;

- L'Eurométropole de Strasbourg poursuit la révision de son PLU, pour faciliter la fusion avec la Communauté de communes des Châteaux ;

- Le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg poursuit ses évolutions pour garantir la mise en œuvre de la stratégie d'aménagement du territoire, approuvée en décembre 2016. Un travail spécifique est prévu pour enrichir le volet Air-Climat-Energie en lien direct avec le PCAET. Comme cela est désormais l'usage, une modification du PLU sera conduite pendant l'année 2018. Sa réussite repose notamment sur l'évaluation environnementale des projets d'évolutions (sont concernées les procédures de modification, modifications simplifiées et déclarations de projets). L'ingénierie de l'ADEUS sera mobilisée sur ce point. De même, l'offre d'études et d'ingénierie proposée aux communes est reconduite. Cette année, la demande majoritaire des communes concerne leurs ambitions de qualité urbaine et de prise en compte de leur patrimoine, bâti, paysager ou naturel pour un développement urbain équilibré. Dans le cas de Strasbourg, ce travail patrimonial portera sur la déclinaison des Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du PLU dans le cadre de la révision/extension du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) en vigueur. Des études d'aide à la décision, notamment quant aux évolutions de secteurs stratégiques, sont également prévues (RD 1083, Vigie), mais aussi quant au calibrage des besoins en infrastructures lors du développement de projets urbains. La mobilisation d'indicateurs thématiques et synthétiques est nécessaire à la bonne évaluation des résultats du PLU – notamment pour ce qui concerne le Plan de Déplacement Urbain (PDU) et le Programme Local de l'Habitat (PLH) ;

- La politique de l'Habitat, dans la même logique que le PLU, nécessite une animation et un accompagnement des grandes orientations du PLH. L'action de l'ADEUS devrait notamment se concentrer sur les actions de la Commission intercommunale du logement (CIL), les travaux pour la réforme des attributions du logement locatif social et à l'appui des démarches du Contrat de ville. Ces actions nécessitent la mobilisation de l'observatoire de l'habitat et un travail d'évaluation et de suivi, en lien avec les indicateurs de suivi du PLU. L'ADEUS doit jouer le rôle d'animateur de l'observation sociale des territoires ;

- La mise en œuvre du PLU et du PLH implique d'approfondir nos capacités d'évaluation des besoins en équipements, et notamment en équipements scolaires ;

- Concernant les Mobilités, l'enjeu est de promouvoir un véritable « Grenelle », de mener une réflexion participative et d'engager des actions de concertation. La grande accessibilité de Strasbourg et la requalification de l'A35, en lien avec la mise en œuvre du Contournement ouest de Strasbourg, est au cœur du programme de travail. D'un point de vue méthodologique, il est nécessaire d'imaginer une alternative à l'enquête ménage car si elle demeure une référence et une source majeure d'analyses, elle est désormais trop coûteuse et complexe à mettre en œuvre. La question des indicateurs de suivi, en lien avec le PLU, est également posée. Enfin, il convient de mentionner une action spécifique mais importante quant à la mise en œuvre de la politique des mobilités. L'ADEUS interviendra sur le dimensionnement du futur service de transport de personnes à mobilité réduite (Mobistras), en proposant une analyse de la démographie des personnes âgées et de leurs mobilités ;

- Dans le champ de l'action économique, l'ADEUS est déjà impliquée et engagée dans le cadre des travaux « Eco 2030 ». Cette implication doit se poursuivre en 2017. Plus spécifiquement, il s'agit d'approfondir le travail « 10 indicateurs stratégiques et synthétiques », qui constitueront un tableau de bord pour le comité stratégique et lui permettront d'évaluer la capacité de l'Eurométropole de Strasbourg à atteindre son objectif de « + 27 000 emplois ». Cet objectif figure tant au PLU qu'à la feuille de route « Eco 2030 ». L'ADEUS sera particulièrement sollicitée sur la lecture des enjeux internationaux et transfrontaliers. Parallèlement à cette démarche, l'ADEUS doit continuer son travail pour la « gestion prévisionnelle des emplois et compétences », en lien avec la Direction du développement économique et de l'attractivité. Cette action est soutenue par le Fonds social européen (FSE). Enfin, la question des zones d'activités, du potentiel de reconversion que représentent les friches et les possibilités d'extensions urbaines pour le développement économique constituent des sujets stratégiques de prospective. A ce titre, un travail exploratoire et de recensement des potentiels de développement est demandé ;

- L'attractivité de Strasbourg est un moteur du développement territorial, notamment de la Métropole. A ce titre, l'ADEUS contribuera aux réflexions sur le « centre-ville de

Strasbourg à horizon 2030 ». Elle explorera particulièrement les thèmes de la nature et l'environnement, le commerce, l'urbanisme, le patrimoine, la culture et la mobilité.

- La loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) prévoit la réalisation d'un Schéma de coopération transfrontalière. L'ADEUS apportera son concours à l'élaboration de ce document.

L'Eurométropole de Strasbourg est particulièrement vigilante à ce que le programme de travail de l'ADEUS soit transversal. A ce titre, elle souligne son intérêt pour :

- Des indicateurs de suivis synthétiques et problématisés. L'outil « Portail de données » que l'ADEUS envisage de développer est à ce titre intéressant. Il conviendra néanmoins que l'ADEUS clarifie les conditions techniques et juridiques de sa montée en puissance ;

- Le débat sur les « politiques urbaines », prévu par l'article L.5211-62 du CGCT : l'Eurométropole de Strasbourg attend de l'ADEUS qu'elle soit force de proposition quant à l'émergence des sujets à débattre et qu'elle participe à l'organisation de ce nouveau temps de réflexion ;

- L'ingénierie aux communes : le lien direct avec les communes est un enjeu du programme 2017.

Budget de l'ADEUS et participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'année 2018

Le budget prévisionnel de l'ADEUS pour l'année 2018 s'élève à 4 885 252 €.

Le total des participations et des subventions de la part de l'ensemble des membres sera cette année de 4 865 252 €, y compris fonds dédiés et hors contrats spécifiques, soit une hausse de 261 723 € par rapport au budget prévisionnel 2017, voté au Conseil d'Administration du 30 janvier 2017.

Le montant des contrats spécifiques prévisionnels s'élève quant à lui à 10 000 €, soit une hausse de 1 300 € par rapport à l'année précédente.

Les subventions des partenaires, dont celle de l'Eurométropole de Strasbourg, doivent permettre à l'ADEUS de réaliser les objectifs du programme de travail qui sera arrêté pour l'année 2018.

Le budget de l'ADEUS est consacré à hauteur de 80 % à la masse salariale, y compris impôts et taxes.

Au vu du programme de travail et des besoins spécifiques de l'Eurométropole de Strasbourg – tels qu'ils ont été exposés ci-dessus, il vous est proposé d'acter le principe d'une subvention de 2 914 151 € à l'ADEUS. Ce montant, stable depuis 2017, correspond à 60 % des subventions et participations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation d'une subvention de 2 914 151 € à l'ADEUS, en vue de réaliser le contenu du programme de travail partenarial qui sera arrêté pour l'année 2018,

décide

les imputations de la dépense sur le budget de l'année 2018 de l'Eurométropole de Strasbourg :

- *fonction 510 nature 65748 – activité AD01C, dont le solde disponible avant le présent Conseil est 2 864 151 € ;*

- *et fonction 510 nature 65748 – activité AD01H, dont le solde disponible avant le présent Conseil est 50 000 € ;*

autorise

Mme Caroline BARRIERE, Vice-présidente, à signer la convention avec l'ADEUS jointe en annexe,

charge

le Président ou son représentant de l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

Convention financière 2018

L'Agence
de Développement
et d'Urbanisme
de l'Agglomération
Strasbourgeoise

entre l'ADEUS
et l'Eurométropole de Strasbourg

Février 2018



Dans le cadre des activités de l'Eurométropole de Strasbourg et des travaux de l'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise, en référence au programme de travail partenarial de cette dernière, la présente convention a été convenue entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par la Vice-Présidente Madame Caroline BARRIERE, ayant son siège 1 Parc de l'Etoile – 67000 STRASBOURG, ci-après désignée par les termes "l'Eurométropole"

d'une part,

ET

L'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise (ADEUS), dont le siège est à 67000 Strasbourg – 9 rue Brûlée CS 80047, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président du Conseil d'Administration de l'ADEUS, ci-après désignée par les termes "l'ADEUS"…

PRÉAMBULE

Cette convention a pour cadre la convention de partenariat mise en place entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'ADEUS, l'Eurométropole étant membre de l'ADEUS. Elle en précise les modalités en ce qui concerne l'année 2018. Elle est en adéquation avec la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg approuvant le versement d'un financement de 2 914 151 euros à l'ADEUS en raison de l'intérêt de ces travaux pour l'Eurométropole et les communes qui la composent.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la convention est d'organiser la réalité du partenariat mis en place par l'adhésion de l'Eurométropole à l'ADEUS pour 2018.

Il s'agit pour l'Eurométropole de faciliter globalement la prise en compte des réalités et changements des territoires identifiés avec l'ADEUS dans la construction et la mise en œuvre des politiques publiques de sa compétence. L'ADEUS accompagne l'Eurométropole notamment :

Appui en amont aux politiques publiques (indicateurs, anticipations, éclairages) notamment :

- en habitat, modes de vie – inégalités – démographie, environnement, mobilités, économie et foncier, visions transversales et par le biais d'ateliers, de débats et de rencontres ouverts aux élus et aux techniciens

Appui à l'articulation à des échelles plus larges notamment :

- Grand Est, Alsace, aire métropolitaine et Eurométropole : appui de l'Agence à l'Eurométropole pour sa contribution au SRADDET, spécificités de l'Eurométropole, réciprocités urbain/rural, suivi du programme POPSU-3,…
- Grenelle des mobilités, Programme Départemental de l'Habitat, INTERSCOT, Scoters, Transfrontalier : nouveau schéma de coopération transfrontalière de l'Eurométropole, travaux avec la Maison de l'Emploi à la démarche « marché de l'emploi à 360 ° », séminaire/débat « lien entre Strasbourg et Karlsruhe »,…

Accompagnement pour l'élaboration, l'évolution et le suivi des documents et projets cadre et notamment :

- PLU de l'Eurométropole de Strasbourg, PLH, suivi de la politique de l'habitat, contrats de ville, feuille de route Eco 2030, PCAET,…

Projets métropolitains, notamment :

- Démarche A-35, Strasbourg Green Capital, plan guide fluvial, biodiversité et charte paysagère du Port Autonome de Strasbourg.

Appui en ingénierie de projet, notamment :

- Aux communes : analyses patrimoniales, études d'opportunité en aménagement, programmation urbaine, analyse des besoins en mobilité.
- A l'Eurométropole : préparation d'une future enquête ménage et déplacements, appui à la programmation d'équipements.

- et enfin d'accompagnement de certains projets complexes, innovants.

Ces travaux figurent au programme de travail de l'ADEUS 2018, élaboré de façon mutualisé et collective, au service des membres de l'Agence, autour des 4 axes suivants :

- axe 1 : comprendre le territoire, partager l'information, anticiper les évolutions,
- axes 2 – 3 - 4 : construire le fonctionnement métropolitain et bâtir une vision à plus grande échelle, adapter le territoire à son environnement et à la vie des gens.

Le programme de travail et le budget fixés en 2018 par le Conseil d'Administration de l'ADEUS, sont élaborés dans un esprit :

- de complémentarité entre les travaux de l'agence et des collectivités et autres organismes,
- de hiérarchisation des priorités vers ce qui est important pour le territoire et en particulier l'Eurométropole,
- d'équilibre entre charges et ressources donnés à l'agence par ses membres.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE STRASBOURG EUROMETROPOLE

L'Eurométropole s'engage à honorer le partenariat avec l'ADEUS, notamment par le versement d'un financement pour 2018 à hauteur de 2 914 151 euros composé d'une subvention de 2 787 941 euros et d'une cotisation de 126 210 euros correspondant à son intérêt aux travaux de l'agence.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de cette subvention s'effectue selon les modalités suivantes :

- 75 % du financement global de l'année 2018 plus tard le 15 avril 2018 ; ce montant est de 2 185 613 euros,
- le solde du financement 2018 au plus tard le 30 septembre 2018 ; ce montant est de 728 538 euros.

Si un complément à cette subvention devait être versé, dans un esprit d'équilibre global entre ressources données à l'agence et travaux demandés, un avenant serait ajouté à cette convention.

ARTICLE 4 : AUTORISATION D'UTILISATION DE FONDS DEDIES PLU DE STRASBOURG POUR UN COMPLEMENT DE FINANCEMENT DES TRAVAUX DEDIES AU PLU COMMUNAUTAIRE

La Communauté Urbaine a autorisé l'agence à réorienter les fonds qui lui ont été donnés en 2003 pour la réalisation du PLU de Strasbourg, vers la réalisation du PLU Communautaire, sous forme de force de travail et non plus d'impressions ou de sous traitance. Cette réorientation a été actée par les instances de l'Agence lors du Conseil d'Administration du 25 janvier 2011.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE L'ADEUS

L'ADEUS s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objectif défini à l'article premier,
- à fournir un compte-rendu annuel d'activités ainsi que le bilan et compte de résultats avant le 1er mai de l'année suivante,
- à faciliter le contrôle, par les services de l'Eurométropole, de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation sur l'initiative de l'Eurométropole que ne justifierait par le comportement fautif de l'Agence, cette dernière aura droit au paiement de la totalité du financement indiqué à l'article 3 de cette convention.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2018.

ARTICLE 8 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Trésorier Principal de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg - 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	**Pour l'ADEUS**
Vice-Présidente Caroline BARRIERE	Le Président Robert HERRMANN

14

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Secteur Carmélites / rue Saint-Urbain : Vente par l'Eurométropole au profit de la Société BOUWFONDS MARIGNAN d'une emprise foncière située à STRASBOURG-NEUDORF (67100) rue des Carmélites, et rue Saint-Urbain.

1. Contexte

Organisant le déménagement et la libération des locaux occupés par les services de la Vie Sportive et de l'Education, la collectivité a engagé une réflexion sur le devenir du site propriété, en partie de la Ville, et, en partie de l'Eurométropole de Strasbourg. Un projet de réaménagement du secteur Carmélites – rue Saint-Urbain a été mené.

A cette occasion, un premier projet a d'ores et déjà été entériné aux termes des délibérations du Conseil Municipal du 27 septembre 2017 et de la Commission permanente de l'Eurométropole du 29 septembre 2017 qui ont voté la vente par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la Société FONCIERE HABITAT HUMANISME en vue de la construction d'une résidence inter-générationnelle dont les logements seront attribués sur des critères sociaux.

Parallèlement, une consultation a été lancée sur l'emprise foncière objet de la présente délibération en juillet 2014. La Société dénommée BOUWFONDS MARIGNAN en a été désignée lauréate. Elle y développera un projet de construction d'un ensemble immobilier et de réhabilitation du bâtiment existant, un immeuble à usage d'habitation, la « *Villa Mercure* ».

Les locaux occupés par les services de la Vie Sportive et de l'Education ont été libérés au courant du printemps 2017. Il est rappelé que par délibérations du Conseil municipal de Strasbourg et de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg en date des 26 et 30 juin 2017, le déclassement du site du domaine public a été prononcé et sa déconstruction a été approuvée. Par suite, et afin de céder le terrain nu, non encombré et d'envisager les nouvelles opérations de construction, les bâtiments modulaires de type « algeco » ont été démontés par les services de la collectivité et le bâtiment principal en préfabriqué a été démoli en décembre 2017.

2. Programme BOUWFONDS MARIGNAN

L'emprise foncière, propriété tant de l'Eurométropole de Strasbourg que de la Ville sera acquise par la Société BOUWFONDS MARIGNAN d'un seul tenant et sera ensuite divisée.

- Sur une partie de l'emprise foncière un ensemble immobilier (construction neuve) réparti en 2 bâtiments A et B reliés par un socle en rez-de-chaussée (le bâtiment A en R+6 ; le bâtiment B en R+3 + combles) d'environ 3.072 m² de surface de plancher sera érigé et composé des éléments de programmes suivants : 54 logements (38 pour le bâtiment A, 16 pour le bâtiment B, répartis en 21 studios ou T1, 11 T2, 16 T3, et 6 T4) en accession libre uniquement, l'emprise foncière attenante étant dédiée exclusivement à du logement social, pour environ 2.720 m² de surface de plancher et un local d'activité (commerce, tertiaire hors restauration) d'environ 352 m² de surface de plancher. Un parking souterrain d'environ 37 places de stationnement (+4 places en deuxième rang) commun aux bâtiments A et B est prévu.

Cette construction sera pourvue d'espaces verts qualifiés. L'implantation de jardins individuels et terrasses privatives (parties privatives de l'ensemble immobilier) en platelage bois pour les logements situés en rez-de-chaussée. Ces parties privatives donneront sur un verger arboré accessible au public en journée et qui aura pour vocation de lier le projet de la Société BOUWFONDS MARIGNAN à celui de l'association HABITAT HUMANISME. Ce jardin disposera d'une zone dédiée au pique-nique ;

- Sur l'autre partie de l'emprise foncière, l'immeuble à usage d'habitation, la « *Villa Mercure* » construite en 1908, sera réhabilité dans son enveloppe existante et fera l'objet d'aménagements pour accueillir du logement et / ou de l'activité (hors restauration), sans évolution notable de la surface de plancher initiale soit environ 491 m². Une place de parking extérieure, du côté de la Rue Saint-Urbain, sera attribuée à la Villa.

3. Foncier

Les parcelles vendues, situées partie en zone UB2, partie en zone UB3 du PLUi sont cadastrées comme suit :

Section	**N°**	**Lieudit**	**Contenance cadastrale**	**Propriétaire**	**Nature du bien**
DT	551/43	Route du Rhin	00 ha 00 a 03 ca	Ville de Strasbourg	Parcelle non bâtie
DT	549/43	Route du Rhin	00 ha 06 a 81 ca	Ville de Strasbourg	Parcelle non bâtie
DT	553/43	Rue Saint Urbain	00 ha 02 a 94 ca	Eurométropole de Strasbourg	Parcelle sur-bâtie
DT	554/43	Rue Saint-Urbain	00 ha 08 a 92 ca	Eurométropole de Strasbourg	Parcelle non bâtie

Contenance cadastrale totale	00 ha 18 a 70 ca		

- Prix de cession des parcelles vendues en l'état :

Les parcelles cadastrées section DT n° 549/43, 551/43, 554/43 et 553/43, vendues en l'état, et en ce compris le bâti, la « *Villa Mercure* » ont été évaluées par le service des Domaines le 5 janvier 2018 à 1.490.000,00 € HT, sous réserve d'éventuelles pollution ou servitude grevant le bien immobilier dont l'avis ne tient pas compte, soit une valeur vénale de :

- 444.860,41€ HT pour les parcelles cadastrées section DT 549/43 et 551/43 propriété de la ville de Strasbourg ;

- 1.045.139,59€ HT pour les parcelles cadastrées section DT n° 554/43 et 553/43 en ce compris le bâti, la « Villa Mercure », propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.

Eu égard à l'avis France Domaine sus-visé, et de l'offre de prix de vente de la Société BOUWFONDS MARIGNAN dans le cadre de la consultation, il est proposé de vendre ces parcelles à ladite Société au prix de :

- 936.159,90 € HT pour les parcelles cadastrées section DT n° 549/43 et 551/43 d'une contenance totale de 06 ares 84 centiares propriété de la ville de Strasbourg ;

- 1.520.840,10 € HT pour les parcelles cadastrées section DT n° 554/43 et 553/43, en ce compris le bâti, la « *Villa Mercure* » d'une contenance totale de 11 ares 86 centiares propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.

Etant ici précisé que le bâti, la « Villa Mercure » fera l'objet de nombreux travaux de réhabilitation par la Société BOUWFONDS MARIGNAN, avant revente. Aucune cession n'étant possible avant la réalisation des travaux de réhabilitation. La surface de plancher de ce bien ne pourra être augmentée conformément au cahier des charges de la consultation. L'immeuble à usage d'habitation devra, par ailleurs, être réhabilité à l'identique en tenant compte de la spécificité de la façade à colombages.

- Conditions particulières de la cession :

· Délais de signature des actes

En cas de signature d'une promesse de vente, un acompte de 5% du prix de vente HT des terrains sera versé au vendeur le jour de la signature de ladite promesse de vente. En cas de non-réalisation de la vente définitive en raison d'une défaillance ou du silence de la Société BOUWFONDS MARIGNAN (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations et / ou son ayant droit), cet acompte restera acquis par le vendeur. En cas de

réalisation de la vente ce montant s'imputera purement et simplement à due concurrence du prix de vente.

L'acte contenant promesse de vente, le cas échéant, devra être signé dans un délai de 3 mois à compter de l'adoption des présentes par l'organe délibérant. Elle engagera l'acquéreur à déposer un permis de construire dans un délai de 6 mois à compter de la signature de ladite promesse de vente si aucun permis n'a été déposé depuis lors.

L'acte de vente devra, quant à lui, être signé dans un délai maximum de 3 mois à compter de la signature de la promesse de vente, à défaut une astreinte de 50€ HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur.

Etant ici précisé que les parties pourront décider, directement entre elles, de passer à la signature de l'acte contenant vente sans qu'il ne soit signé préalablement d'acte contenant promesse de vente. Dans cette hypothèse l'acte contenant vente devra être signé dans un délai maximum de 6 mois à compter de l'adoption des présentes par l'organe délibérant. A défaut une astreinte de 50€ HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur.

· Clauses devant figurer aux termes des actes

La stipulation aux termes de l'acte contenant, le cas échéant, promesse de vente et de l'acte contenant la vente, outre des conditions générales, des conditions particulières de vente contenant notamment les clauses suivantes :

- Clause stipulant que le projet urbain et architectural tel que figurant dans le dossier de permis de construire et toute pièce descriptive complémentaire devront être respectées et constitueront une condition déterminante de la collectivité à la vente. Le non-respect du projet pourra entraîner l'attribution de dommages et intérêts au profit de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi qu'il est dit ci-après s'agissant du dépassement de la surface de plancher ;

- S'agissant de la mise en œuvre de clauses d'insertion dans les marchés de travaux, la réalisation d'un minimum d'heures d'insertion qui ne pourra être inférieur à 5% des heures travaillées. Le Relais-emploi Chantiers et les services de la DUT seront partenaires et référents pour la mise en place des clauses d'insertion. En cas de non-respect de cette clause une astreinte de 50€ HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur ;

- S'agissant des parcelles cadastrées section DT n° 549/43, 551/43, et 554/43 (construction neuve), qui font l'objet d'un permis de construire en cours d'instruction, l'acquéreur s'obligera envers le vendeur à solliciter l'agrément écrit du vendeur en cas de dépassement de la surface de plancher prévue au permis de construire soit une surface de plancher envisagée de 3.072 m². En cas de dépassement de plus de 5% de la surface de plancher prévue au permis de construire, celui-ci fera l'objet de l'application d'une clause pénale à hauteur de 200€ HT (deux-cents euros) par m² de

surface de plancher supplémentaire construit. L'acquéreur donnera au vendeur tous pouvoirs à l'effet de contrôler ledit projet ;

- S'agissant de la parcelle cadastrée section DT n° 553/43 (l'immeuble à usage d'habitation de type villa), l'acquéreur s'obligera envers le vendeur à solliciter l'agrément écrit du vendeur en cas de dépassement de la surface de plancher existante soit une surface de plancher initiale d'environ 491 m². En cas de création d'une surface de plancher de plus de 5% par rapport à la surface de plancher initiale, celle-ci fera l'objet de l'application d'une clause pénale à hauteur de 200€ HT (deux-cents euros) par m² de surface de plancher supplémentaire construit. L'acquéreur donnera au vendeur tous pouvoirs à l'effet de contrôler ledit projet ;

- Clause stipulant une interdiction de revendre les parcelles vendues à l'état libre et nu sans accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg pendant une durée de 2 ans à compter de la signature de l'acte authentique constatant la vente, garantie par une restriction au droit de disposer qui sera inscrite au Livre Foncier. Celle-ci pourra être levée avant du délai de 2 ans sus-visé à compter de la délivrance par l'acquéreur au vendeur du certificat de non-opposition ;

- Clause stipulant que l'acquéreur ne pourra pas revendre l'immeuble à usage d'habitation, la « Villa Mercure » à un marchand de biens pendant une durée de 5 (cinq) ans. Dans tous les cas la parcelle sur-bâtie d'un immeuble à usage d'habitation, la « *Villa Mercure* », ne pourra être cédée qu'à l'issue des travaux de réhabilitation / réaménagement à l'exception de tout accord écrit donné par le vendeur aux présentes ;

- Clause résolutoire prise par le vendeur à l'encontre de l'acquéreur liée au démarrage significatif des travaux de construction de l'ensemble immobilier (constructions neuves) et de réhabilitation de la « *Villa Mercure* » (construction existante) à intervenir au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la signature de l'acte de vente. Par démarrage significatif des travaux, et s'agissant des constructions neuves, il convient d'entendre la réalisation complète des fondations. Ce droit à résolution pourra être radié sur présentation par l'acquéreur d'un procès-verbal de démarrage des travaux effectué par voie d'huissier ;

- S'agissant des travaux de réseaux et de viabilisation du terrain, l'acquéreur s'engagera auprès du vendeur à prendre à sa charge exclusive l'ensemble des frais et des coûts liés à la viabilisation et tout dévoiement des réseaux ;

- S'agissant de la pollution des sols et des sous-sols, et compte tenu des études de sol remises à l'acquéreur par le vendeur dès avant ce jour, l'acquéreur prendra l'engagement auprès du vendeur aux termes de l'acte de vente, à prendre les biens en l'état, sans aucune garantie de l'Eurométropole de Strasbourg notamment au niveau de l'état du sol et du sous-sol. Il fera son affaire personnelle de toute découverte de pollution complémentaire ou de tout vice caché du sol ou du sous-sol.

4. <u>Pollution des sols et des sous-sols – gestion des terres polluées et financement des travaux de dépollution</u>

L'ensemble des coûts de gestion des terres sera à la charge exclusive de l'acquéreur, la Société BOUWFONDS MARIGNAN (ou toute Société substituée dans ses droits et obligations et / ou de son ayant droit).

L'ensemble des études et diagnostics environnementaux ont été remis préalablement à ce jour à l'acquéreur (ou à son ayant droit). Cependant, en cas de découverte de vices cachés des sols et des sous-sols, la Société fera son affaire personnelle de la prise en charge de l'ensemble des coûts et surcoûts éventuels engendrés.

A ce titre, aucune garantie n'est due de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil Municipal du 19 mars 2018
vu l'avis de la Commission thématique
vu l'avis France Domaine n°2017/1194 du 5 janvier 2018
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

La vente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la Société BOUWFONDS MARIGNAN (ou toute de Société substituée dans ses droits et obligations et / ou ayant droit) des biens dont elle est propriétaire, savoir :

1) <u>Une parcelle non-bâtie, et une parcelle bâti de la « Villa Mercure » cadastrées comme suit :</u>

Ville de Strasbourg
Lieudit Rue Saint-Urbain
Section DT n° 554/43 d'une contenance cadastrale de 08 ares 92 centiares
Section DT n° 553/43 d'une contenance cadastrale de 02 ares 94 centiares

Soit une contenance totale de 11 ares 86 centiares

Moyennant le prix total (pour la parcelle non bâtie, la parcelle bâtie, et le bâti « Villa Mercure ») de 1.520.840,10 € HT TVA éventuelle au taux légal en vigueur en sus. Les frais d'acte et émoluments du Notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

2) <u>Conditions particulières de la cession :</u>

La stipulation aux termes de l'acte contenant, le cas échéant, promesse de vente et de l'acte contenant la vente, outre des conditions générales, des conditions particulières de vente contenant notamment les clauses suivantes :

- *Clause stipulant que le projet urbain et architectural tel que figurant dans le dossier de permis de construire et toute pièce descriptive complémentaire devront être respectées et constitueront une condition déterminante de la collectivité à la vente. Le non-respect du projet pourra entraîner l'attribution de dommages et intérêts au profit de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi qu'il est dit ci-après s'agissant du dépassement de la surface de plancher ou la résolution de la vente. L'acquéreur donne tous pouvoirs au vendeur à l'effet de contrôler ledit projet ;*

- *S'agissant de la parcelle cadastrée section DT n° 554/43 (construction neuve), qui fait l'objet d'un permis de construire (portant également sur les parcelles cadastrées section DT n° 549/43 et 551/43) en cours d'instruction, l'acquéreur s'obligera envers le vendeur à solliciter l'agrément écrit du vendeur en cas de dépassement de la surface de plancher prévue au permis de construire soit une surface de plancher envisagée de 3.072 m². En cas de dépassement de plus de 5% de la surface de plancher prévue au permis de construire, celui-ci fera l'objet de l'application d'une clause pénale à hauteur de 200€ HT (deux-cents euros) par m² de surface de plancher supplémentaire construit. L'acquéreur donnera au vendeur tous pouvoirs à l'effet de contrôler ledit projet ;*

- *S'agissant de la parcelle cadastrée section DT n° 553/43 (l'immeuble à usage d'habitation de type villa), l'acquéreur s'obligera envers le vendeur à solliciter l'agrément écrit du vendeur en cas de dépassement de la surface de plancher existante soit une surface de plancher initiale d'environ 491 m². En cas de création d'une surface de plancher de plus de 5% par rapport à la surface de plancher initiale, celle-ci fera l'objet de l'application d'une clause pénale à hauteur de 200€ HT (deux-cents euros) par m² de surface de plancher supplémentaire construit. L'acquéreur donnera au vendeur tous pouvoirs à l'effet de contrôler ledit projet ;*

- *S'agissant de la mise en œuvre de clauses d'insertion dans les marchés de travaux, la réalisation d'un minimum d'heures d'insertion qui ne pourra être inférieur à 5% des heures travaillées. Le Relais-emploi Chantiers et les services de la DUT seront partenaires et référents pour la mise en place des clauses d'insertion. En cas de non-respect de cette clause une astreinte de 50€ HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur ;*

- *Clause stipulant un interdiction de revendre les parcelles vendues à l'état libre et nu sans accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg pendant une durée de 2 ans à compter de la signature de l'acte authentique constatant la vente, garantie par une restriction au droit de disposer qui sera inscrite au Livre Foncier. Celle-ci pourra être*

levée avant du délai de 2 ans sus-visé à compter de la délivrance par l'acquéreur au vendeur du certificat de non-opposition ;

- *Clause stipulant que l'acquéreur ne pourra pas revendre la Villa Mercure à un marchand de biens pendant une durée de 5 (cinq) ans. Dans tous les cas la parcelle sur-bâtie d'un immeuble à usage d'habitation « Villa Mercure » ne pourra être cédée qu'à l'issue des travaux de réhabilitation / réaménagement à l'exception de tout accord écrit donné par le vendeur aux présentes ;*

- *Clause résolutoire prise par le vendeur à l'encontre de l'acquéreur liée au démarrage des travaux de construction de l'ensemble immobilier (constructions neuves) et de réhabilitation de la Villa Mercure (construction existante) à intervenir au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la signature de l'acte de vente. Par démarrage significatif et s'agissant des constructions neuves, il convient d'entendre la réalisation complète des fondations. Ce droit à résolution pourra être radié sur présentation par l'acquéreur d'un procès-verbal de démarrage des travaux effectué par voie d'huissier ;*

- *S'agissant des travaux de réseaux et de viabilisation du terrain, l'acquéreur s'engagera auprès du vendeur aux termes de l'acte de vente à prendre à sa charge exclusive l'ensemble des frais et des coûts liés à la viabilisation et tout dévoiement des réseaux ;*

- *S'agissant de la pollution des sols et des sous-sols, et compte tenu des études de sol remises à l'acquéreur par le vendeur dès avant ce jour, l'acquéreur prendra l'engagement auprès du vendeur aux termes de l'acte de vente, à prendre les biens en l'état, sans aucune garantie de l'Eurométropole de Strasbourg notamment au niveau de l'état du sol et du sous-sol. Il fera son affaire personnelle de toute découverte de pollution complémentaire ou de tout vice caché du sol ou du sous-sol.*

L'acte contenant promesse de vente, le cas échéant, devra être signé dans un délai de 3 mois à compter de l'adoption des présentes par l'organe délibérant. Elle engagera l'acquéreur à déposer un permis de construire dans un délai de 6 mois à compter de la signature de ladite promesse de vente si aucun permis n'a été déposé depuis lors.

L'acte de vente devra, quant à lui, être signé dans un délai maximum de 3 mois à compter de la signature de la promesse de vente, à défaut une astreinte de 50€ HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur.

Etant ici précisé que les parties pourront décider, directement entre elles, de passer à la signature de l'acte contenant vente sans qu'il ne soit signé préalablement d'acte contenant promesse de vente. Dans cette hypothèse l'acte contenant vente devra être signé dans un

délai maximum de 6 mois à compter de l'adoption des présentes par l'organe délibérant. A défaut une astreinte de 50€ HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur.

décide

L'imputation de la recette de sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 820, nature 775, service AD03B

autorise

Le Président ou son représentant - sa représentante à :

- *signer, le cas échéant, la promesse de vente et percevoir le montant du dépôt de garantie ;*

- *signer la vente à intervenir ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération moyennant le versement d'un prix total de 1.520.840,10 € HT TVA éventuelle aux taux légal en vigueur en sus. Le prix se décomposant comme suit : 1.220.840,10€ HT pour la parcelle non-bâtie, et 300.000,00€ HT pour la parcelle sur-bâtie (terrain d'assiette et immeuble à usage d'habitation de type villa). Les frais d'acte et émoluments du Notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur. Le versement du montant du prix de vente aura lieu selon les modalités prévues à l'acte de vente ;*

- *percevoir le montant du prix de vente ;*

- *percevoir, le cas échéant, le paiement de toute charge, taxe, impôt payé forfaitairement et / ou par anticipation et dû au prorata temporis par l'acquéreur au profit du vendeur du fait de la signature de l'acte de vente ;*

- *percevoir, de manière générale, toute somme due du fait de la réalisation de la vente ;*

- *de façon générale, signer tout acte ou document concourant à la bonne mise en œuvre de la présente délibération.*

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018



Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE
Service Géomatique et Connaissance du Territoire

VILLE DE STRASBOURG
Orthophotoplan
Prise de vues Juin 2013

Date d'édition		ECHELLE
04/07/2014		1/ 3000

Architecte
S&AA
1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg
tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229
courriel : contact@schweitzer-associes.com
web: http://www.schweitzer-associes.com
web: http://www.construction-durable.eu.com

Maître d'Ouvrage
BPD Marignan
3, Avenue de l'Europe BP 60061
67013 STRASBOURG cedex
Tél +33 (0)3 88 81 15 15
Fax 33 (0)3 88 83 80 70

Dossier n°	Echelle	Dessiné par	Fichier
14_346	1:3000	NW / SM	Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln
Plan n° PC1	349	Phase PC	19/09/2017
			Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -

Opération
ILOT SAINT URBAIN
Strasbourg

Plan de situation

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.

Surfaces minérales

Terrasses bois

Béton désactivé ou balayé

Dalles

Toitures

Toiture métallique aspect Zinc

Aménagements paysagers

Végétalisation diverse (cf. plan RdC paysage)

Cotation altimétrique

Calage altimétrique du projet:

139.10 IGN69 = RdC fini du bâtiment A

138.90 IGN69 = RdC fini du bâtiment B

Cote terrain existant

Cote terrain projeté

Limites

Limite de zonage UB2 / UB3

Limite du terrain BPD

Limite à créer / maison individuelle

Réseaux *(principe)*

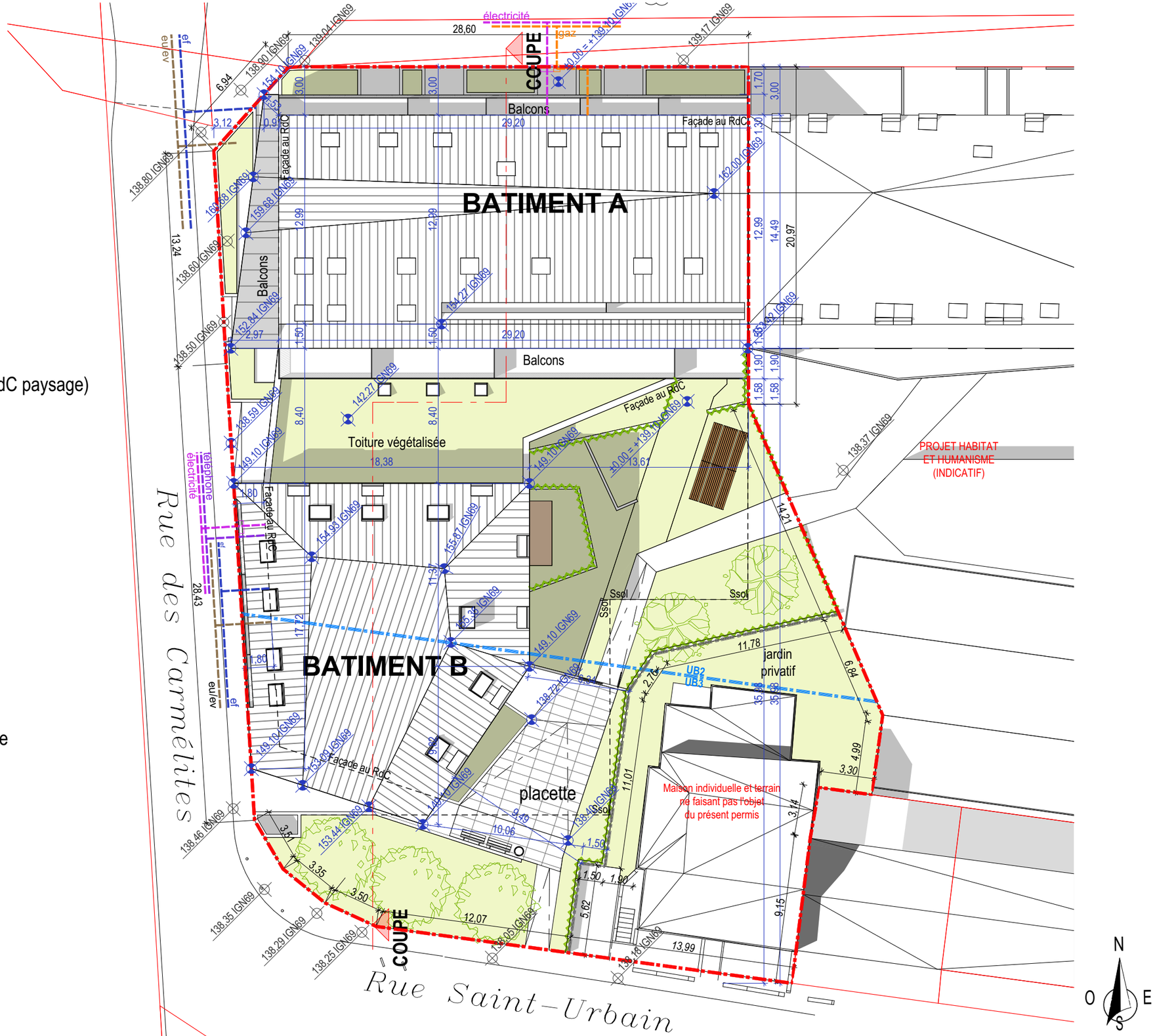
Electricité

Téléphone

Eau potable

EU/ EV

Gaz



Architecte

1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg
tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229
courriel : contact@schweitzer-associes.com
web: http://www.schweitzer-associes.com
web: http://www.construction-durable.eu.com

Maître d'Ouvrage

BPD Marignan

3, Avenue de l'Europe BP 60061
67013 STRASBOURG cedex
Tél +33 (0)3 88 81 15 15
Fax 33 (0)3 88 83 80 70

Dossier n°	Echelle	Dessiné par	Fichier
14_346	1:250	NW / SM	Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln
Plan n° PC2	350	Phase PC	19/09/2017
			Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -

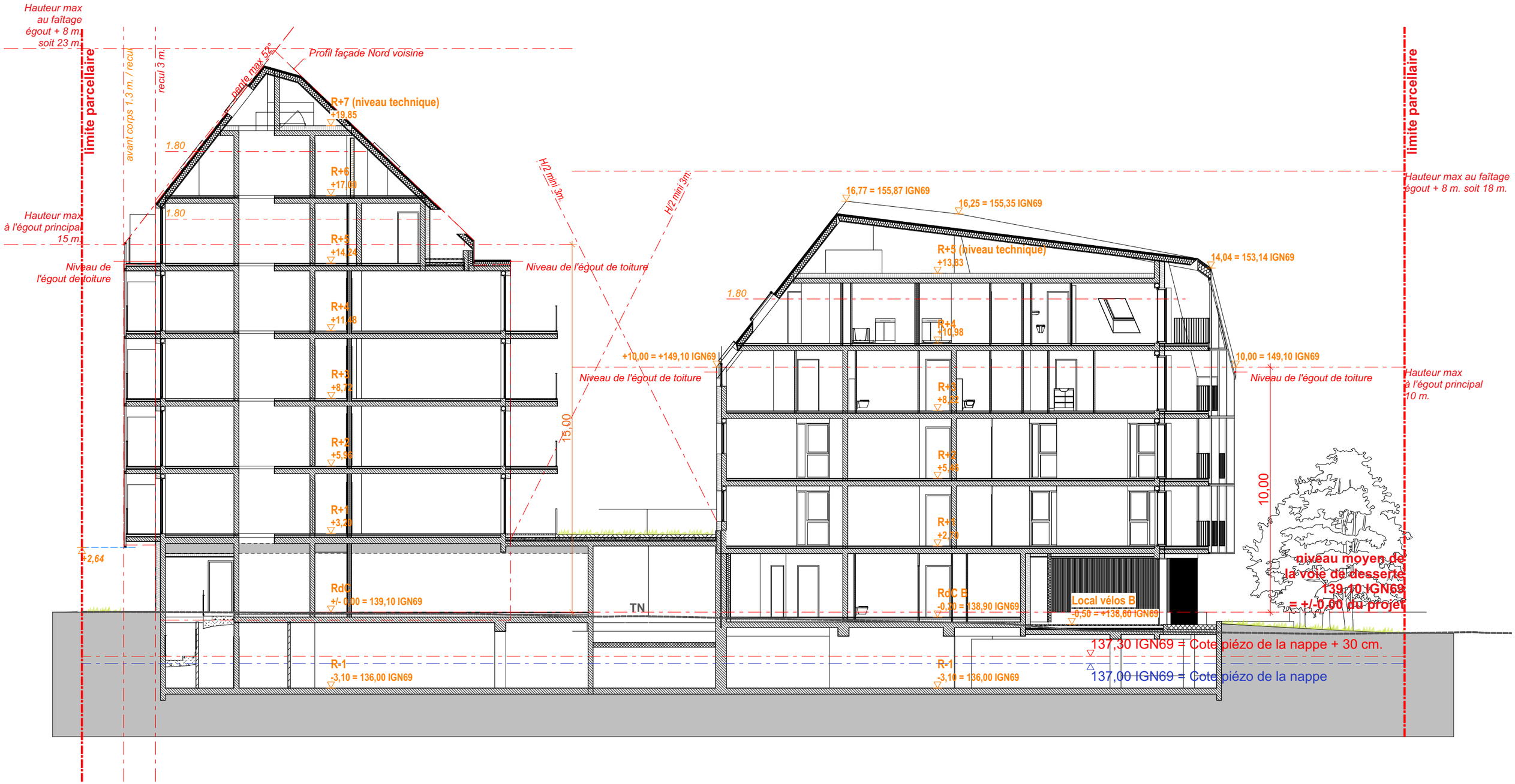
Opération

ILOT SAINT URBAIN

Strasbourg

Plan de masse

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.



Architecte

S&AA

1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg
tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229
courriel : contact@schweitzer-associes.com
web: http://www.schweitzer-associes.com
web: http://www.construction-durable.eu.com

Maître d'Ouvrage

BPD Marignan

3, Avenue de l'Europe BP 60061
67013 STRASBOURG cedex
Tél +33 (0)3 88 81 15 15
Fax 33 (0)3 88 83 80 70

Dossier n°	Echelle	Dessiné par	Fichier
14_346	1:150	NW / SM	Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln
Plan n° PC3 — 351		Phase PC	19/09/2017
			Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -

Opération

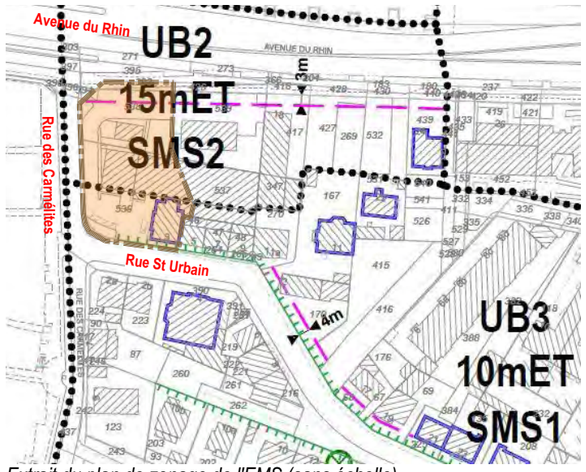
ILOT SAINT URBAIN

Strasbourg

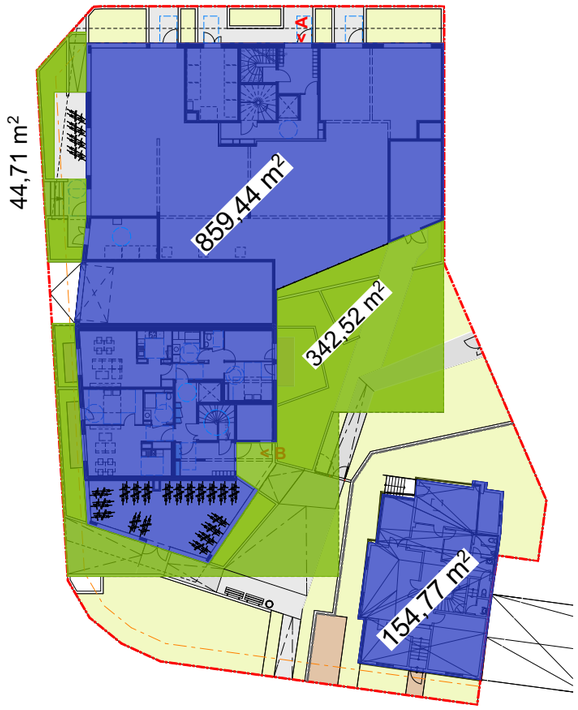
Plan en coupe du terrain

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.

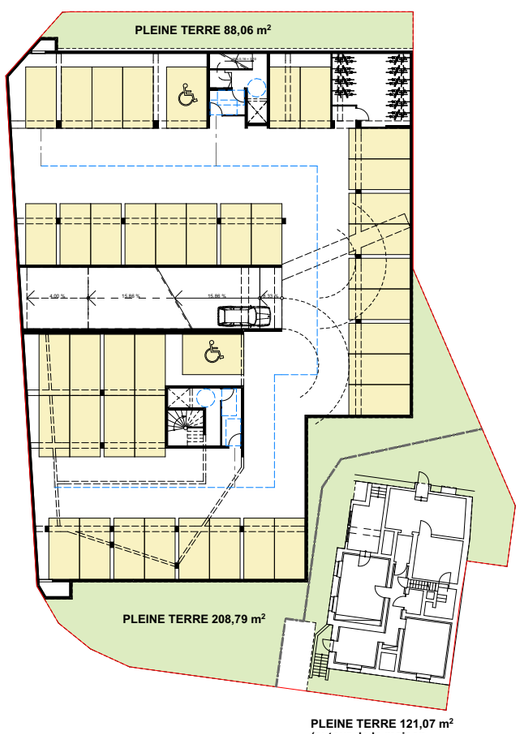
RESPECT DU PLU



Extrait du plan de zonage de l'EMS (sans échelle)



Extrait du plan de RdC annoté quant à l'emprise du projet, et aux espaces verts sur dalle, 1/500



Extrait du plan du sous-sol, présentant les surfaces de pleine terre, 1/500



Extrait du plan de R+1 annoté quant aux espaces verts sur dalle, 1/500

Les constructions sont implantées en respect du règlement du PLU de Strasbourg de décembre 2016 : Nous rappelons ci-dessous les règles relatives à l'implantation sur ce site pour la **zone UB**.

Surface de la parcelle en zone UB2: 1 229 m²
Surface de la parcelle en zone UB3: 641 m²
Surface totale: 1870m² (après modification cadastrale, cf. pièce PC32)

Article 6 UB: Implantation par rapport aux voies et emprises publiques :
- Implantation des constructions avec une marge de recul de 3m par rapport à l'avenue du Rhin. Ce recul sera traité par les accès au bâtiment et par des espaces verts.
- Implantation des construction avec un recul d'1.5m par rapport aux autres voies. Ce recul sera traité par les accès au bâtiment et par des espaces verts (privatifs ou communs).
- Création d'un avant-corps ouvert sur la marge de recul, situé à une hauteur d'au moins 2.50 mètres par rapport au niveau de la voie de desserte du terrain, et en avancée d'au maximum 1.30 m. / marge de recul.

Article 7 UB : Implantation par rapport aux limites séparatives :
-Les constructions peuvent être implantées le long des limites séparatives sur une profondeur de 20m à partir de l'alignement ou de la ligne qui s'y substitue.
-Dans le cadre d'une implantation avec prospect tout point du bâtiment doit se trouver à 1,90m de la limite latérale sur une profondeur de 13m à partir de l'alignement ou de la ligne qui s'y substitue. Au-delà les constructions seront implantées en respectant h/2 mini 3m.

En limite Est, le profil du bâtiment A reprend celui du projet voisin pour son pignon aveugle sur limite (paragraphe 1.1).

Article 8 UB : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété :
Distance horizontale mesurée entre les deux façades au moins égale à la moitié de la différence d'altitude du plancher du niveau le plus bas comportant des baies et le point le plus haut au nu de la façade vis-à-vis, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Aux étages, le socle commun disparait pour faire appaître deux corps de bâtiments, dont l'écartement relatif respecte cet article (cf. coupe PC3). De même, l'écartement relatif entre le bâtiment B et la maison individuelle conservée respecte cet article.

Article 9 UB : Emprise au sol :
La surface du terrain est de : 1870m² (cf. plus haut et pièce PC32)
Surface de la parcelle en zone UB2: 1 229 m² - Emprise autorisée 65%
Surface de la parcelle en zone UB3: 641 m² - Emprise autorisée 50%
Emprise autorisée 1119.35 m2
L'emprise au sol totale représente 1015 m2 (860m2 pour le projet + 155 m2 pour la maison conservée) ce qui n'excède pas l'emprise autorisée.

Article 10 UB : Hauteur des constructions :
En zone UB2 : La hauteur des constructions mesurée à l'égout principal des toitures n'excède pas 15m. Au-dessus de la hauteur maximale autorisée à l'égout principal de toiture, la hauteur maximale hors-tout des constructions est limitée à 8 mètres.
En zone UB3 : La hauteur des constructions mesurée à l'égout principal des toitures n'excède pas 10m. Au-dessus de la hauteur maximale autorisée à l'égout principal de toiture, la hauteur maximale hors-tout des constructions est limitée à 8 mètres.

Article 11 UB : Aspect extérieur des constructions :
Les pentes des toitures des volumes principaux sont limitées à 52°.

Article 12 UB : Stationnement

Véhicules motorisés (Zone 1)
- Bureaux : 352m²SDP ; 0,25 pl / tranche de 100m² donne 1 place mini à prévoir
- Logements : 54 logements au total, 21 T1 + 11 T2 (0.5 pl. / lgt) , 16 T3 + 6 T4 (0.8 pl. / lgt) soit 33.6 places mini à prévoir
Il faut donc 35 places.
Le projet prévoit 37 places + 4 en deuxième rang.
A noter que la maison conservée disposera elle aussi d'une place de stationnement.

Bicyclettes
- Logements : espace couvert et éclairé représentant 3% de la surface de plancher de l'opération, sans qu'elle ne puisse représenter une surface inférieure à 1.5m² par logement.
SDP logements = 2720m²
Surf réglementaire 1,5m² x 54 lgts = 81m² < 81.6m² (3% SDP)
Le projet prévoit un local vélos à RdC d'environ 59 m2 (> 2/3 de la surface à atteindre), en complément d'un local au sous-sol, pour au final offrir plus de 82 m2.
- Bureaux : 2 pl./tranche de 100m² en zone 1
352m² SDP => 8 emplacements couverts **(le projet en a prévu à proximité des locaux d'activité, sous le débord des balcons).**

Article 13 UB : Espaces libres et plantations
Les espaces libres doivent être plantés à raison d'au moins un arbre par tranche entière de 200 m² de terrain non bâti.
1870-860-155 = 855m² espace non bâti
Soit 4 arbres à planter dans les aménagements paysagers.
Le projet prévoit 5 arbres.

Il est exigé pour toute nouvelle construction un pourcentage minimal de terrain réservé à des aménagements paysagers réalisés en pleine terre :
Surface de la parcelle en zone UB2: 1 229 m² - Pleine terre mini 15%
Surface de la parcelle en zone UB3: 641 m² - Pleine terre mini 20%
Pleine terre mini 312.55 m2

La parcelle présentera à l'issue du projet une surface totale en pleine terre, exempte de stationnement, de 418 m2.

En outre, le PLU demande que l'équivalent de 10% de la surface mini définie précédemment (soit 312.55 x 10% = 31.26 m2 mini) soit constitué par un aménagement de toiture végétalisée (ou en façade).

Au RDC, les espaces verts sur dalle (stationnement exclus) représentent 342.52 + 44.71 m2 soit 387.23 m2. A cette surface s'ajoutera encore la toiture végétalisée située au-dessus de la rampe d'accès au sous-sol (environ 117 m2).

Architecte
S&AA
1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg
tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229
courriel : contact@schweitzer-associes.com
web: http://www.schweitzer-associes.com
web: http://www.construction-durable.eu.com

Maître d'Ouvrage
BPD Marignan
3, Avenue de l'Europe BP 60061
67013 STRASBOURG cedex
Tél +33 (0)3 88 81 15 15
Fax 33 (0)3 88 83 80 70

Dossier n°	Echelle	Dessiné par	Fichier
14_346	1:500, 1:1,5	SW / SM	Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln
Plan n° PC4	352	Phase PC	19/09/2017
			Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -

Opération
ILOT SAINT URBAIN
Strasbourg
Notice décrivant le terrain et présentant le projet 1/2

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.

PRESENTATION DU TERRAIN ET DU PROJET

1) Etat initial du terrain

Le projet est situé à l'angle de la rue des Carmélites et de la Route du Rhin, en vis à vis du Centre Commercial Rivétoile. Il est ainsi localisé sur le principal secteur de développement urbain de l'agglomération strasbourgeoise qui va du Heyritz au Jardin des deux Rives.

Très bien desservi, à 450m de la station tram Etoile et à égale distance de la station tram Churchill, avec 3 lignes de tram, le site bénéficie également de lignes de bus. Il est à proximité pédestre et cycliste de l'hyper centre-ville de Strasbourg et des grands équipements : Centre administratif de la Communauté Urbaine de Strasbourg, Cité de la Musique et de la Danse, Médiathèque André Malraux, Nouvel Hôpital Civil, CAF, EHPAD, Hôtel de Police, ainsi que du campus universitaire de Strasbourg. Le centre commercial voisin comporte un hyper marché. Le secteur bénéficie d'une offre de loisirs avec le parc urbain du Heyritz et celui de la Citadelle, le multiplexe UGC, le Vaisseau, lieu de culture scientifique pour les enfants et plus récemment le Shadok.

La route du Rhin est un axe de circulation fréquenté, mais la desserte de poids lourds en transit y est désormais interdite. La Communauté Urbaine de Strasbourg est propriétaire d'un ensemble immobilier rue des Carmélites, situé entre le Cimetière du Neudorf à l'Ouest, un secteur d'habitat individuel au Sud et une résidence à l'Est. La collectivité a réservé à Bouwfonds Marignan une parcelle pour la réalisation d'un bâtiment d'habitation collectif. Ce projet s'inscrit en cohérence avec un projet de résidence intergénérationnelle adjacent. Le site, surbâti, accueille depuis une quinzaine d'année des services de la CUS. Les bâtiments, n'ayant que peu d'intérêt architectural et patrimonial, seront démolis par la CUS qui cèdera le terrain libre de toute occupation, à l'exception de la villa située au Sud du terrain.

2) Aménagement du terrain

Implantation, organisation, composition et volumes des constructions nouvelles

Le terrain reçoit deux nouveaux corps de bâtiment, le premier appelé bâtiment A, de gabarit R+6 (dont deux niveaux de combles "habités") le long de l'Avenue du Rhin, le second appelé bâtiment B, de gabarit R+3 + combles, rue des Carmélites; ils sont reliés par un socle en rez-de-chaussée. Le bâtiment A s'inscrit au Nord-Est dans la continuité du projet de résidence intergénérationnelle d'Habitat et Humanisme, tandis que le bâtiment B a été positionné en retrait vis-à-vis de la rue Saint-Urbain, afin de libérer la vue sur et depuis la villa conservée qui fera l'objet d'une division parcellaire.

Au rez-de-chaussée, le soubassement des nouveaux volumes construits est traité comme un socle, avec des retraits d'au moins 3m au Nord et 1,50m à l'Ouest conformes à la réglementation, de façon à mettre en valeur et protéger les entrées. Au sol, un traitement en béton désactivé alternant avec des bacs végétalisés est prévu dans la bande entre la rue et le bâtiment. Le reste du terrain est occupé par des espaces libres en pleine terre traités de différentes manières : végétation, béton balayé, terrasses...

Par ailleurs, au Sud du terrain, une partie de la parcelle sera organisée en placette ouverte sur la ville, tandis que l'accès au coeur d'îlot sera sécurisé par un portail en serrurerie. Un projet d'aménagement a été imaginé en parallèle avec celui de la parcelle adjacente, dans un souci d'harmonisation paysagère à l'échelle de l'îlot. Ainsi, le stationnement automobile a été aménagé en sous-sol, afin d'offrir à cet aménagement paysager une surface la plus généreuse possible.

En rez-de-chaussée de A, des locaux d'activité animent le socle et notamment l'angle Nord-Ouest. En prenant la position de figure de proue de l'Avenue du Rhin, il marque une volonté de mixité programmatique mais aussi de positionnement pragmatique dans l'organisation interne au bâtiment.

Aux étages, le volume reprend l'alignement sur la rue en surplomb de 1,30m, couvrant ainsi les entrées au rez-de-chaussée. Ce surplomb a été imaginé comme une enveloppe protectrice vis-à-vis de l'environnement bruyant généré par la route du Rhin, reprenant les lignes du projet de résidence intergénérationnelle adjacent mais différencié par une matérialité distincte. Cette membrane est ajourée, avec un rapport plein / vide (> 50%) adapté à l'orientation des façades et leur exposition aux nuisances, afin d'optimiser le confort thermique et acoustique des habitants. Elle est présente sur les façades exposées aux espaces publics tout en les mettant à distance.

Le projet comporte 54 logements (38 pour le bâtiment A, 16 pour le bâtiment B), répartis en 21 studios ou T1, 11 T2, 16 T3 et 6 T4. A ces logements s'ajouteront au rez-de-chaussée des locaux communs, ainsi qu'un local d'activité d'environ 350 m2, éventuellement divisible, et dont l'occupation excate est à ce jour inconnue. Les logements les plus petits sont généralement mono-orientés, tandis que les plus grands bénéficient d'une double voire triple orientation. Ces orientations multiples permettent de minimiser la gêne occasionnée par la proximité avec la route du Rhin, en offrant des ouvertures vers le coeur d'îlot et son calme.

La répartition typologique est variée et diffère selon les étages, favorisant ainsi une mixité à l'échelle de l'immeuble. Les logements sont tous desservis par des ascenseurs. La très grande majorité des logements en étage bénéficient de terrasses ou de balcons, tandis que ceux du rez-de-chaussée profitent d'une parcelle privative et/ou d'un jardinet au pied de leurs fenêtres.

Limites de terrain

Le long de l'Avenue du Rhin et de la rue des Carmélites, la limite du terrain est traitée par des aires plantées venant ponctuer la marge de retrait. Ce procédé permet de mettre l'espace public à distance des parties vitrées, tout en marquant les entrées des bâtiments, qu'elles soient piétonnes, cyclistes ou automobiles. Au Sud, le long de la rue Saint-Urbain, une zone plantée matérialise la limite de l'intervention, tandis que deux accès permettent d'accéder à une placette aménagée en retrait.

La limite entre cette placette et le coeur d'îlot est traitée par un barreaudage en acier galvanisé, reprenant le même langage que les garde-corps appliqués à l'ensemble des balcons et terrasses, posé sur muret béton et assurant une homogénéité d'ensemble. Ce coeur d'îlot sera accessible la journée à travers un portillon et assurera une forme de continuité entre le projet de résidence intergénérationnelle et notre projet de bâtiment d'habitation collectif.

Traitement des façades

Côté rue, une structure métallique est rapportée sur les balcons et donne de la légèreté au projet. Ce filtre laisse le passant apercevoir une façade plus opaque - en enduit blanc - à travers un jeu de lignes et de transparences. Une alternance subtile entre plein et vide, associée à une composition de panneaux de quatre degrés d'opacité, assurent une variation dans l'enveloppe protectrice. Côté coeur d'îlot, cette enveloppe s'interrompt pour laisser la façade enduite donner directement sur l'aménagement paysager et mettre en relation directe les habitants et le paysage. Un socle d'aspect béton lasuré, plus résistant et adapté à un usage plus intensif au rez-de-chaussée, soulève l'ensemble.

Vis-à-vis des constructions avoisinnantes, la continuité avec la résidence intergénérationnelle est également assurée en toiture, pliée selon le même principe et reprenant les mêmes matériaux de teinte zinc naturel. La façade ajourée du rez-de-chaussée de la partie sud du bâtiment B, qui accueille le parking à vélo de l'immeuble (en doublon d'un deuxième local au sous-sol), assure par ailleurs une transparence vis-à-vis du parc en coeur d'îlot et de la villa conservée en partie Sud-Est, ainsi qu'une vue transversale entre les différents volumes qui composent l'ensemble de l'îlot.

Espaces libres et plantations

Des aires plantées viennent former une zone tampon avec l'Avenue du Rhin et la rue des Carmélites, afin de mettre à distance les bureaux du local commercial et les logements situés en rez-de-chaussée de l'espace public. Ces plates-bandes alternent avec des espaces libres en béton désactivé qui marquent les entrées des bâtiments et des parkings cycliste et automobile, ainsi que les vitrines du local d'activité.

En coeur d'îlot, nous avons souhaité créer un maximum d'espaces verts qualifiés. On retrouve des jardins individuels et des terrasses privatives en platelage bois pour les logements situés en rez-de-chaussée. Ces parties privatives donnent sur un verger arboré accessible au public en journée et qui a pour vocation de lier le projet de Bouwfonds Marignan à celui d'Habitat et Humanisme, pour renforcer leur image commune et assurer leur statut de figure de proue de l'avenue du Rhin. Ce jardin semi-public dispose d'une zone dédiée au pique-nique. Il présente une variété d'essences végétales.

Il est en étroite relation avec une placette plus minérale mais largement végétalisée elle aussi, qui accueillera par la suite une intervention artistique. En tout, 7 arbres seront plantés, répartis équitablement entre l'espace public et le semi-public.

Une zone d'infiltration des eaux pluviales est enfin prévue, au sud du terrain.

Accès au terrain, aux constructions et aux aires de stationnement

Le cheminement d'accès au local vélo sera en béton balayé. Ce local est habillé d'un maillage ou d'une résille métallique afin de permettre une transparence entre la rue et le coeur d'îlot ouvert au public et sa villa, présente sur la parcelle, qui sera conservée et mise en valeur.

Selon une même volonté de transparence, l'accès au local d'activité est largement vitré et bénéficie d'un emplacement privilégié à l'angle Nord-Ouest.

L'accès au bâtiment B, quant à lui, est possible depuis la rue des Carmélites, à l'Ouest, et la rue St Urbain au Sud, en passant par la placette.

L'accès automobile au parking souterrain s'effectue dans l'entre-deux des bâtiments A et B, depuis la rue des Carmélites et via une entrée discrète, incluse dans le volume général et couverte par une toiture végétalisée. La voie d'accès au parking automobile est traitée en enrobé. 37 places de stationnement sont prévues en souterrain (+ 4 places en deuxième rang). Ces places sont desservies par une rampe d'accès de 5m de large accessible depuis la rue des Carmélites, moins fréquentée par le trafic automobile et donc plus sûre pour les allées et venues des automobilistes.

A noter que la maison individuelle conservée se verra attribuer une place de parking extérieure, du côté de la rue St Urbain.

Autres indications

Le PPRI de l'Eurométropole de Strasbourg est sur le point d'être mis à jour. La DDT, contactée au sujet de ce projet, indique que le site sera classé comme à risque de remontée de nappe, sans débordement, avec une cote piézométrique des Plus Hautes Eaux à 137.00 IGN69. Les demandes de la DDT seront intégrées au cuvelage.

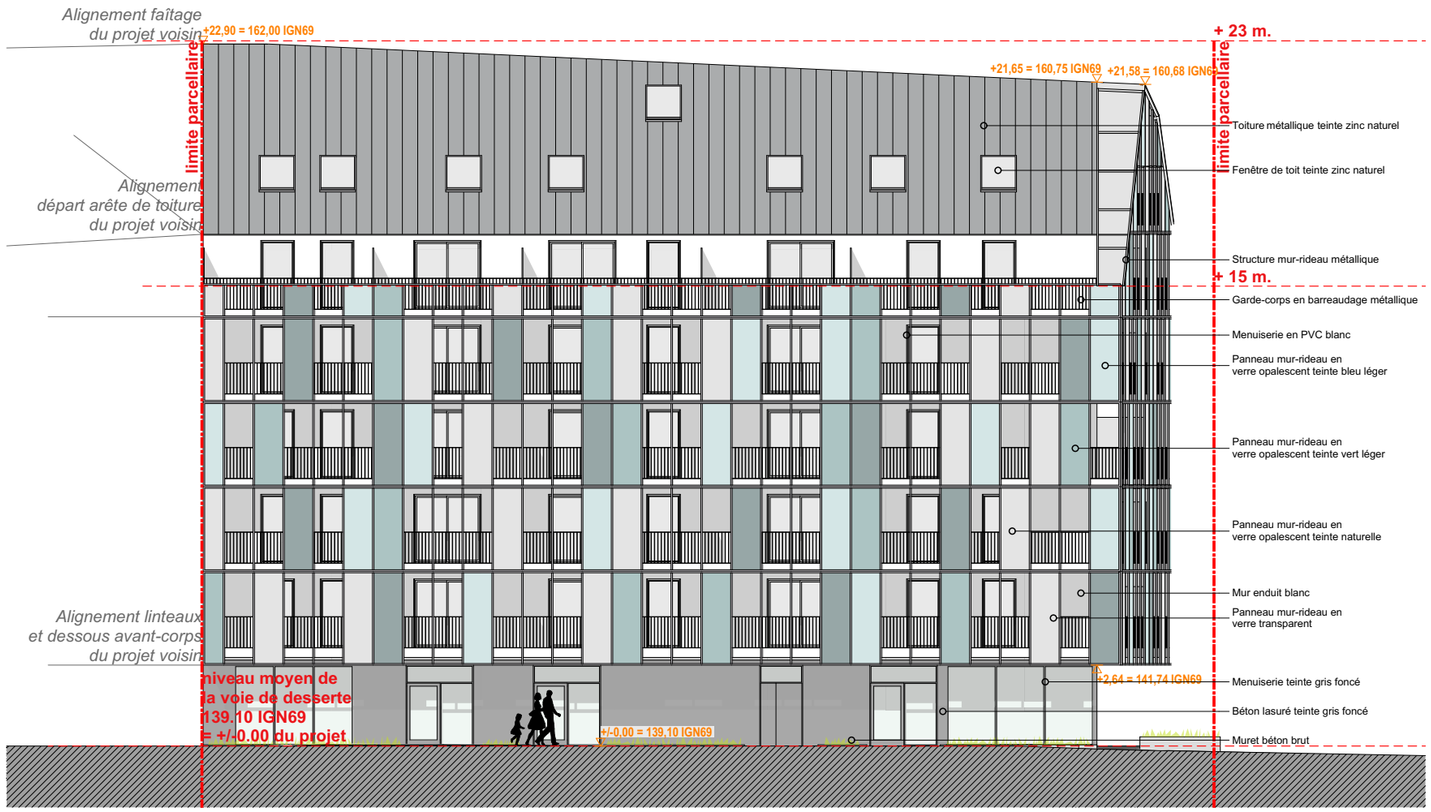
Architecte
S&AA
1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg
tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229
courriel : contact@schweitzer-associes.com
web: http://www.schweitzer-associes.com
web: http://www.construction-durable.eu.com

Maître d'Ouvrage
BPD Marignan
3, Avenue de l'Europe BP 60061
67013 STRASBOURG cedex
Tél +33 (0)3 88 81 15 15
Fax 33 (0)3 88 83 80 70

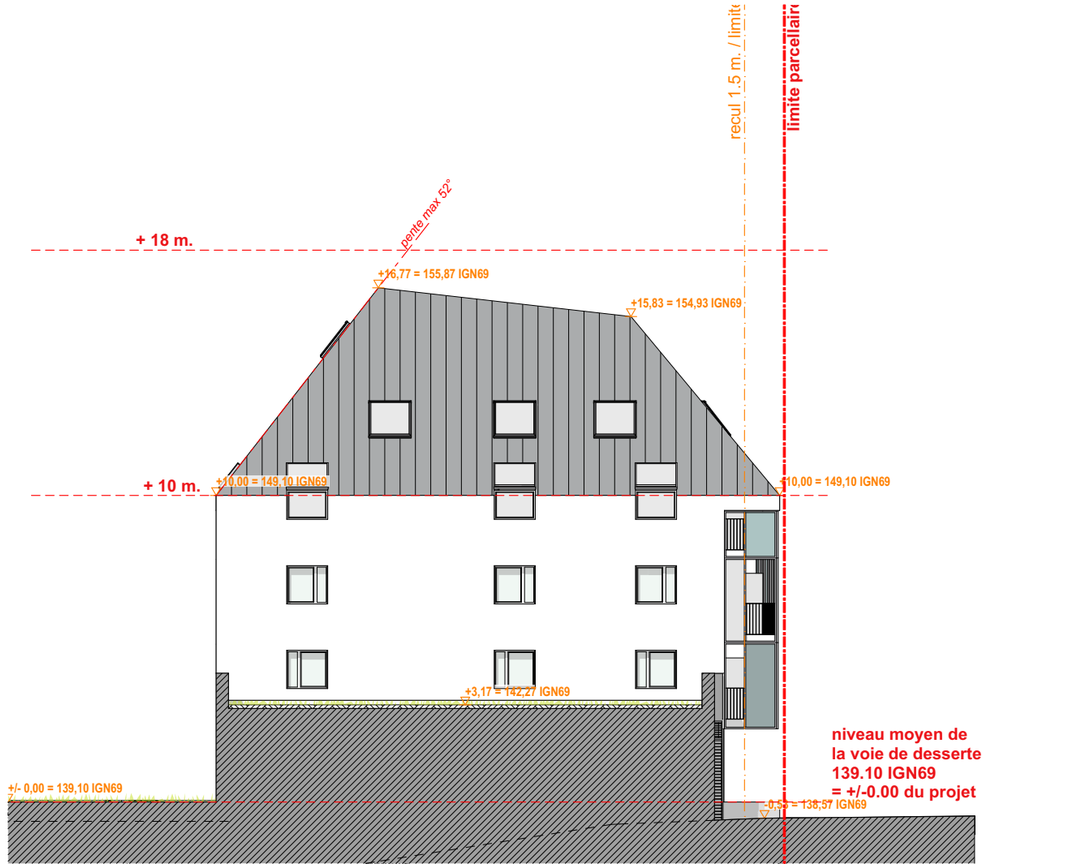
Dossier n°	Echelle	Dessiné par	Fichier
14_346		NW / SM	Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln
Plan n° PC4	353	Phase PC	19/09/2017
			Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -

Opération
ILOT SAINT URBAIN
Strasbourg
Notice décrivant le terrain et présentant le projet 2/2

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.



Façade Nord Bâtiment A



Façade Nord Bâtiment B

Architecte S&AA 1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229 courriel : contact@schweitzer-associes.com web: http://www.schweitzer-associes.com web: http://www.construction-durable.eu.com	Maître d'Ouvrage BPD Marignan 3, Avenue de l'Europe BP 60061 67013 STRASBOURG cedex Tél +33 (0)3 88 81 15 15 Fax 33 (0)3 88 83 80 70	Dossier n° 14_346 Echelle 1:200 Plan n° PC5 354	Dessiné par NW / SM Phase PC	Fichier Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln 19/09/2017 Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -	Opération **ILOT SAINT URBAIN** Strasbourg Plan des façades 1/4

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.



Façade Ouest

Architecte

S&AA

1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg
tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229
courriel : contact@schweitzer-associes.com
web: http://www.schweitzer-associes.com
web: http://www.construction-durable.eu.com

Maître d'Ouvrage

BPD Marignan

3, Avenue de l'Europe BP 60061
67013 STRASBOURG cedex
Tél +33 (0)3 88 81 15 15
Fax 33 (0)3 88 83 80 70

Dossier n°	Echelle	Dessiné par	Fichier
14_346	1:200	NW / SM	Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln
Plan n° PC5 355		Phase PC	19/09/2017
			Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -

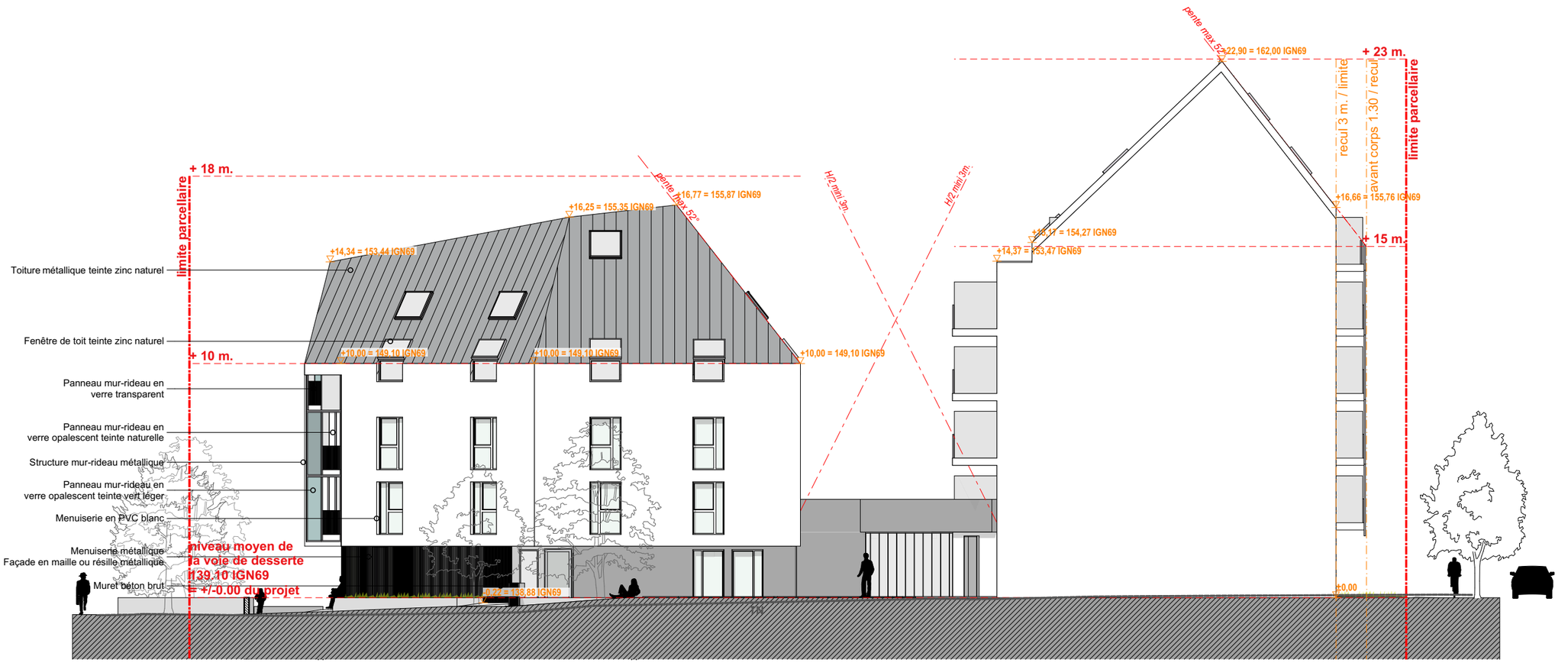
Opération

ILOT SAINT URBAIN

Strasbourg

Plan des façades 2/4

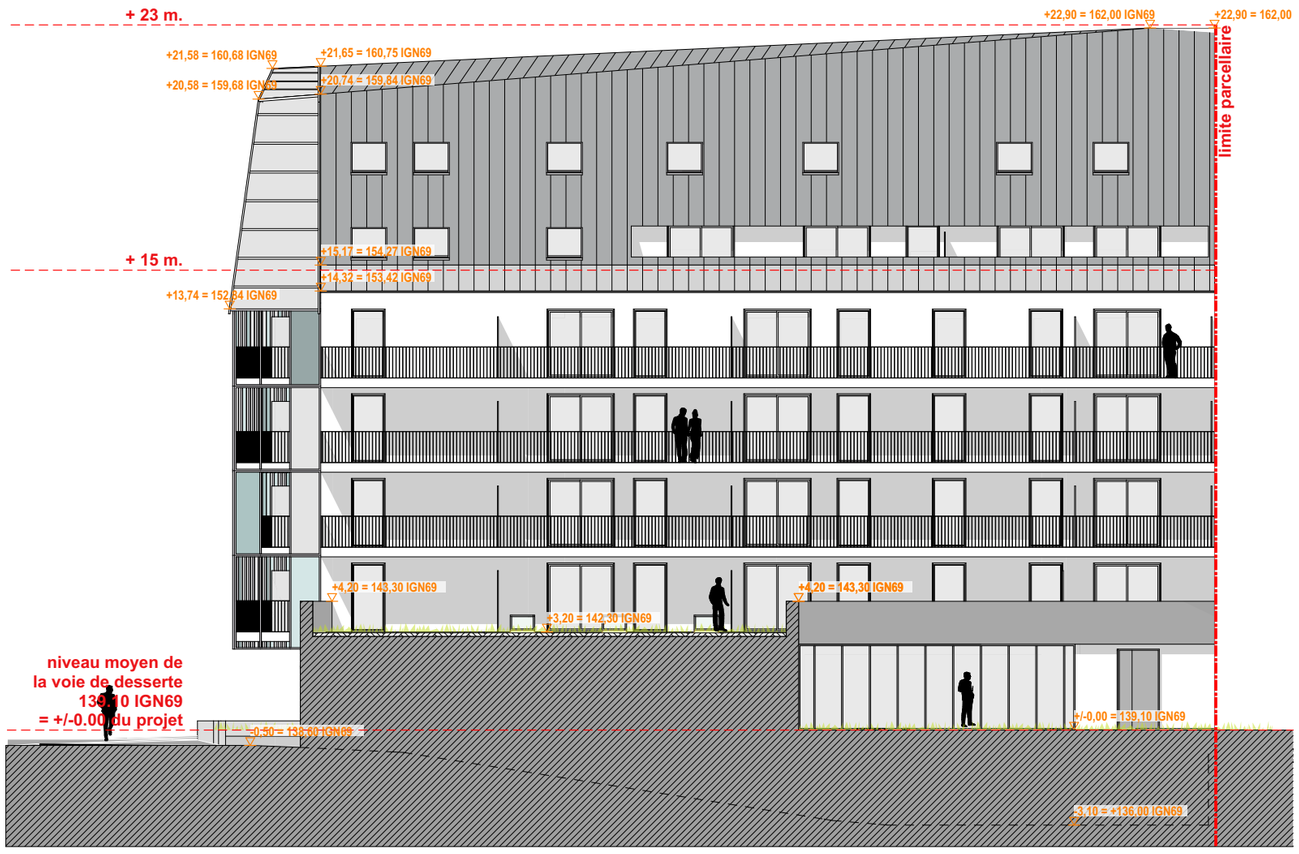
Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.



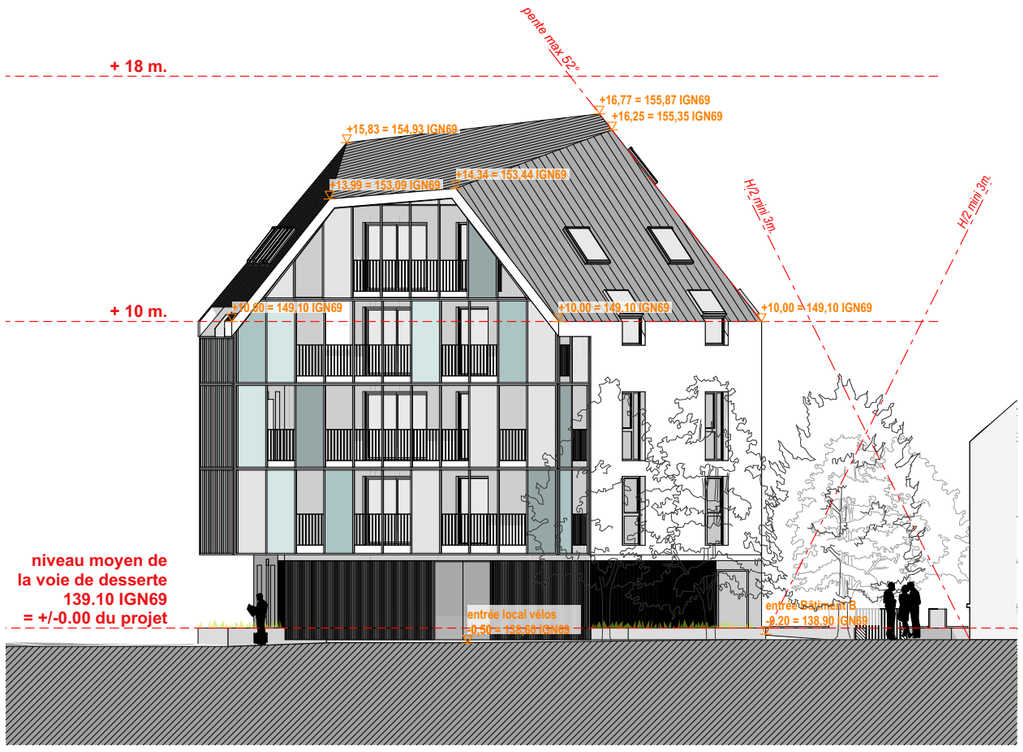
Façade Est

Architecte S&AA 1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229 courriel : contact@schweitzer-associes.com web: http://www.schweitzer-associes.com web: http://www.construction-durable.eu.com	Maître d'Ouvrage BPD Marignan 3, Avenue de l'Europe BP 60061 67013 STRASBOURG cedex Tél +33 (0)3 88 81 15 15 Fax 33 (0)3 88 83 80 70	Dossier n° 14_346 Echelle 1:200 Plan n° PC5 356 Phase PC	Dessiné par NW / SM Fichier Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln 19/09/2017 Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -	Opération **ILOT SAINT URBAIN** Strasbourg Plan des façades 3/4	

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.



Façade Sud Bâtiment A



Façade Sud Bâtiment B

Architecte

S&AA

1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg
tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229
courriel : contact@schweitzer-associes.com
web: http://www.schweitzer-associes.com
web: http://www.construction-durable.eu.com

Maître d'Ouvrage

BPD Marignan

3, Avenue de l'Europe BP 60061
67013 STRASBOURG cedex
Tél +33 (0)3 88 81 15 15
Fax 33 (0)3 88 83 80 70

Dossier n°	Echelle	Dessiné par	Fichier
14_346	1:200	NW / SM	Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln
Plan n° PC5	357	Phase PC	19/09/2017
			Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -

Opération

ILOT SAINT URBAIN

Strasbourg

Plan des façades 4/4

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.



Insertion du projet dans son environnement proche

Architecte

1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg
tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229
courriel : contact@schweitzer-associes.com
web: http://www.schweitzer-associes.com
web: http://www.construction-durable.eu.com

Maître d'Ouvrage

BPD Marignan

3, Avenue de l'Europe BP 60061
67013 STRASBOURG cedex
Tél +33 (0)3 88 81 15 15
Fax 33 (0)3 88 83 80 70

Dossier n°	Echelle	Dessiné par	Fichier
14_346	1:6,67	NW / SM	Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln
Plan n° PC6	358	Phase PC	19/09/2017
			Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -

Opération

ILOT SAINT URBAIN

Strasbourg

Insertion du projet dans son environnement proche

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.



Photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche

Architecte

S&AA

1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg
tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229
courriel : contact@schweitzer-associes.com
web: http://www.schweitzer-associes.com
web: http://www.construction-durable.eu.com

Maître d'Ouvrage

BPD Marignan

3, Avenue de l'Europe BP 60061
67013 STRASBOURG cedex
Tél +33 (0)3 88 81 15 15
Fax 33 (0)3 88 83 80 70

Dossier n°	Echelle	Dessiné par	Fichier
14_346	1:1	NW / SM	Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln
Plan n° PC7	359	Phase PC	19/09/2017
			Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -

Opération

ILOT SAINT URBAIN

Strasbourg

Photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.



Photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement lointain

Architecte
S&AA
1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg
tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229
courriel : contact@schweitzer-associes.com
web: http://www.schweitzer-associes.com
web: http://www.construction-durable.eu.com

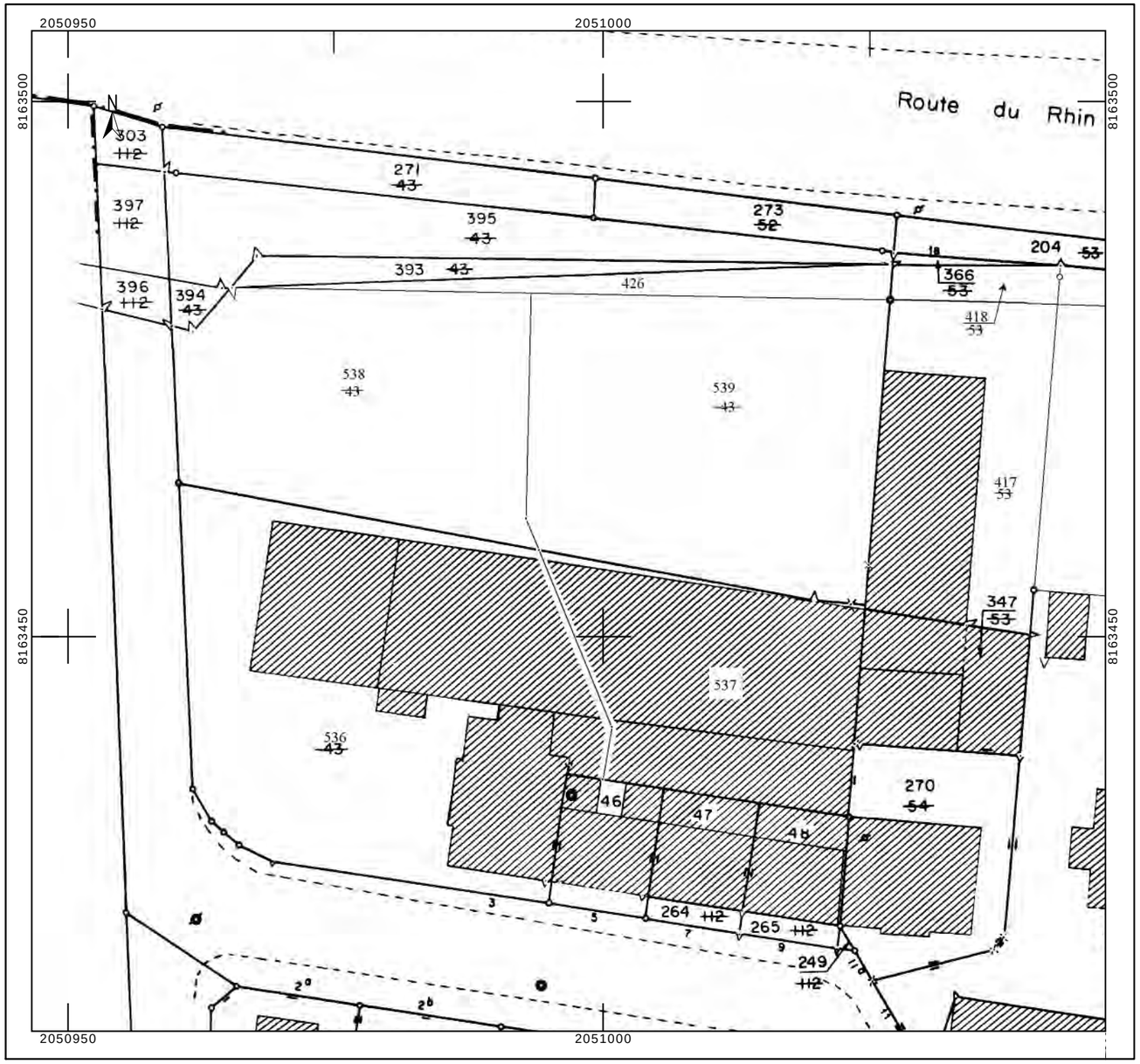
Maître d'Ouvrage
BPD Marignan
3, Avenue de l'Europe BP 60061
67013 STRASBOURG cedex
Tél +33 (0)3 88 81 15 15
Fax 33 (0)3 88 83 80 70

Dossier n°	Echelle	Dessiné par	Fichier
14_346	1:1	NW / SM	Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln
Plan n° PC8	360	Phase PC	19/09/2017
			Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -

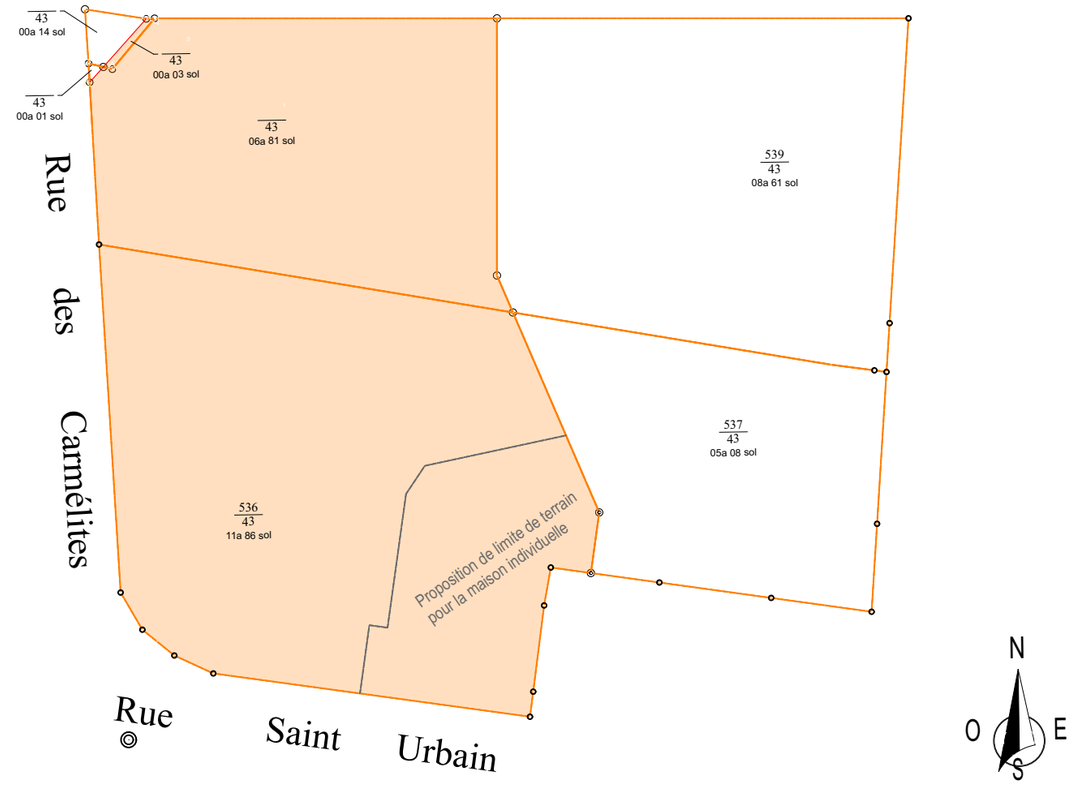
Opération
ILOT SAINT URBAIN
Strasbourg

Photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement lointain

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.



Parcellaire actuel - Echelle 1/1000



Etude de division du terrain - Echelle 1/500

Architecte

1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg
tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229
courriel : contact@schweitzer-associes.com
web: http://www.schweitzer-associes.com
web: http://www.construction-durable.eu.com

Maître d'Ouvrage

BPD Marignan

3, Avenue de l'Europe BP 60061
67013 STRASBOURG cedex
Tél +33 (0)3 88 81 15 15
Fax 33 (0)3 88 83 80 70

Dossier n°	Echelle	Dessiné par	Fichier
14_346	1:500, 1:1	NW / SM	Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln
Plan n° PC32	361	Phase PC	19/09/2017
			Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -

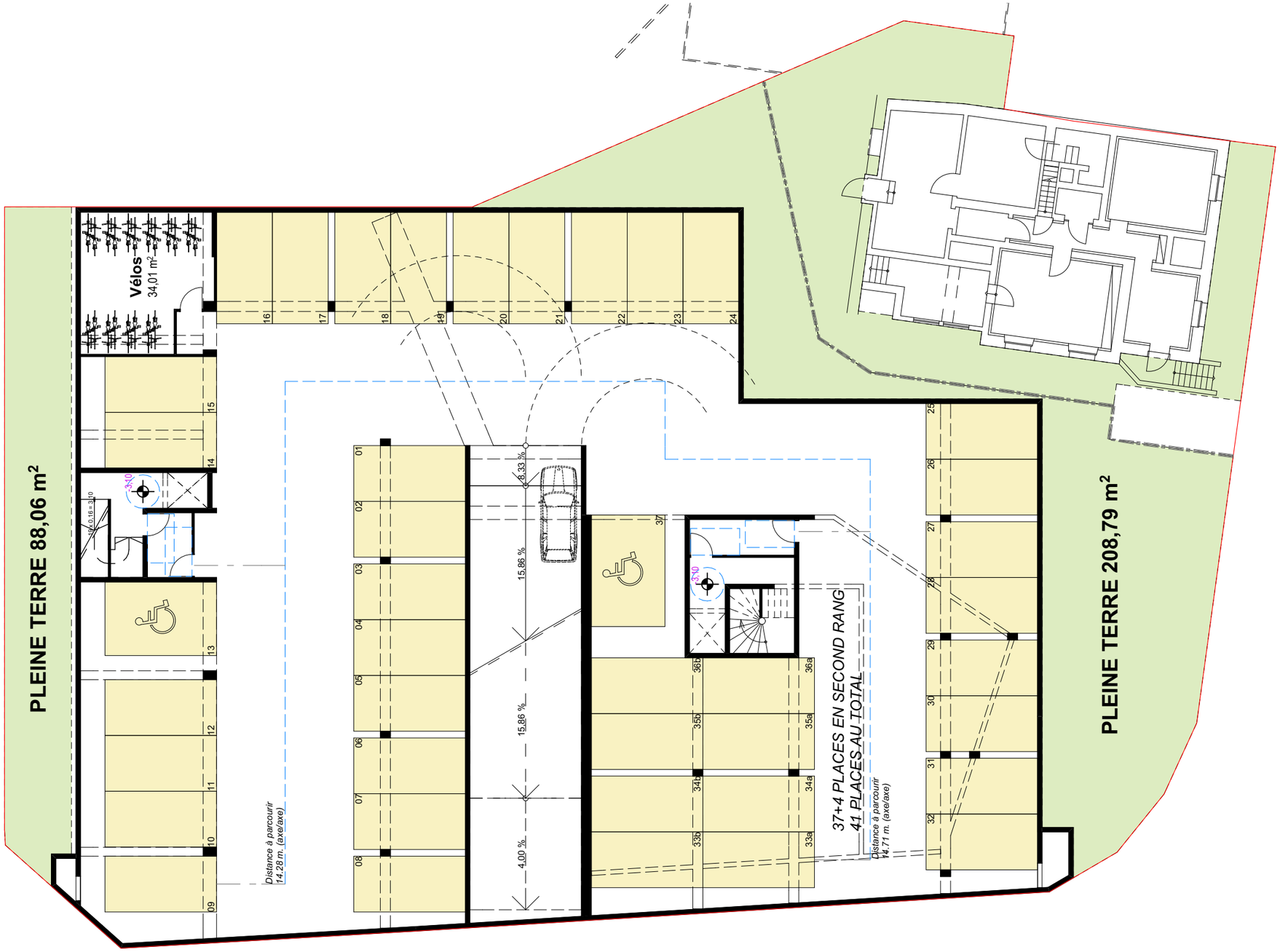
Opération

ILOT SAINT URBAIN

Strasbourg

Plan de division du terrain

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.



Plan de sous-sol 1/200

Architecte

S&AA

1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg
tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229
courriel : contact@schweitzer-associes.com
web: http://www.schweitzer-associes.com
web: http://www.construction-durable.eu.com

Maître d'Ouvrage

BPD Marignan

3, Avenue de l'Europe BP 60061
67013 STRASBOURG cedex
Tél +33 (0)3 88 81 15 15
Fax 33 (0)3 88 83 80 70

Dossier n°	Echelle	Dessiné par	Fichier
14_346	1:200	NW / SM	Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\04 PC\PC2\01 CAO\14_346_BPD_PC2_170918.pln
Plan n° PC 362		Phase PC	19/09/2017
			Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -

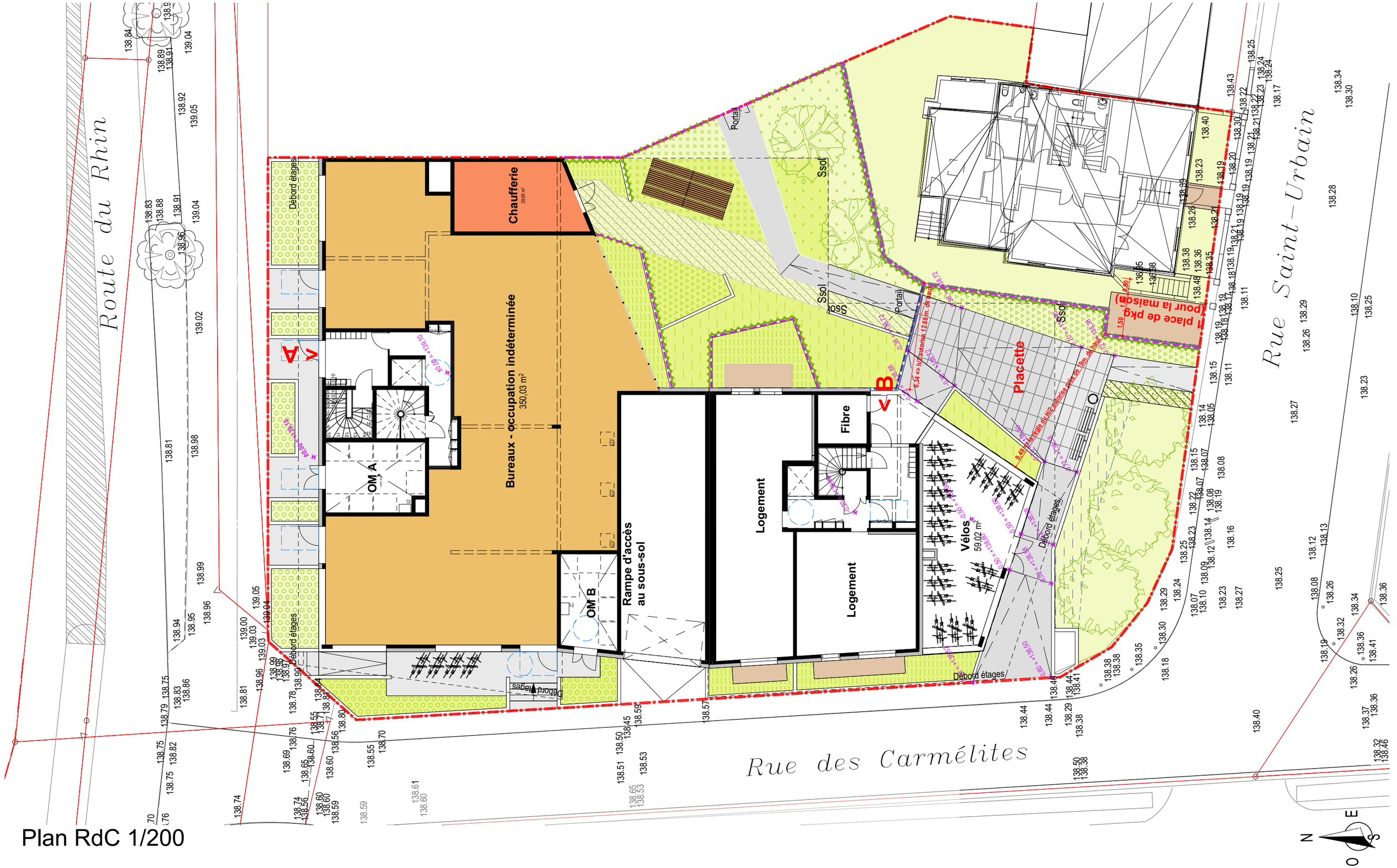
Opération

ILOT SAINT URBAIN

Strasbourg

_Documents complémentaires: Plan de sous-sol 1_200

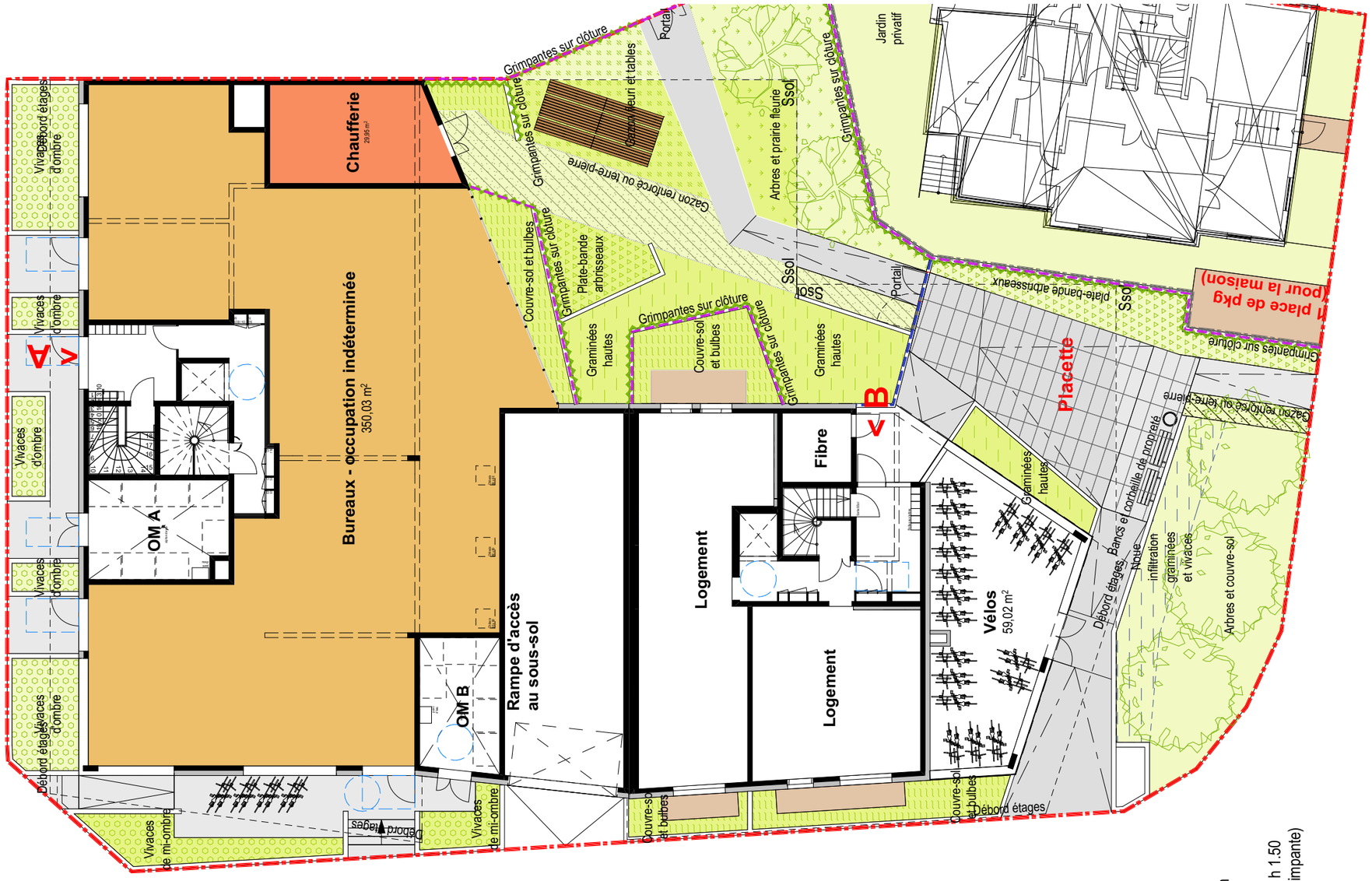
Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.

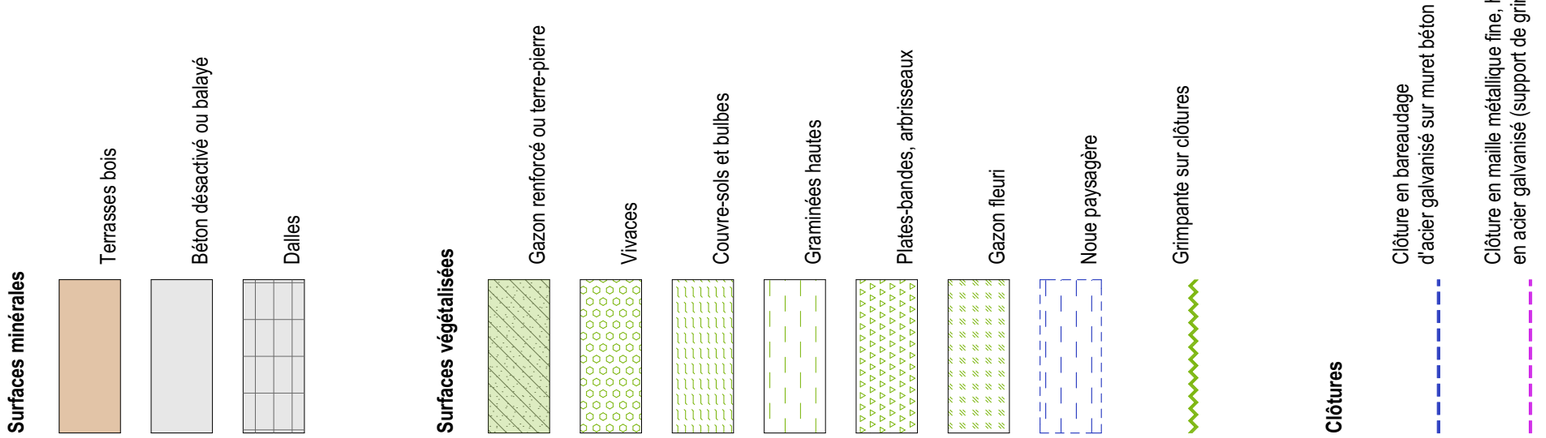


Plan RdC 1/200

Architecte S&AA 1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229 courriel : contact@schweitzer-associes.com web: http://www.schweitzer-associes.com web: http://www.construction-durable.eu.com	Maître d'Ouvrage BPD Marignan 3, Avenue de l'Europe BP 60061 67013 STRASBOURG cedex Tél +33 (0)3 88 81 15 15 Fax 33 (0)3 88 83 80 70	Dossier n° 14_346 Echelle 1:200 Dessiné par NW / SM Plan n° PC 363 Phase PDV	Fichier Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\05 PDV\01 CAO\14_346 _BPD_PDV_171020b.pln 26/10/2017 Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -	Opération **ILOT SAINT URBAIN** Strasbourg _Documents complémentaires: Plan de RdC 1_200 (26/10/2017) Document mis à jour le 23/10/17	

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.





Plan RdC 1/200

Architecte

1 A, rue des Cordonniers - 67000 Strasbourg
tél : +33(0) 03 88 223 223 - fax : +33(0) 03 88 229 229
courriel : contact@schweitzer-associes.com
web: http://www.schweitzer-associes.com
web: http://www.construction-durable.eu.com

Maître d'Ouvrage

BPD Marignan

3, Avenue de l'Europe BP 60061
67013 STRASBOURG cedex
Tél +33 (0)3 88 81 15 15
Fax 33 (0)3 88 83 80 70

Dossier n°	Echelle	Dessiné par	Fichier
14_346	1:200	NW / SM	Y:\PROJETS\14_346_ ILOT SAINT URBAIN BOUWFONDS MARIGNAN STRASBOURG\04-PROJET\05 PDV\01 CAO\14_346 _BPD_PDV_171020b.pln
Plan n° PC 364		Phase PDV	26/10/2017
			Accès WEB ftp://schweitzer-associes.com utilisateur: - - mot de passe: -

Opération

ILOT SAINT URBAIN

Strasbourg

_Documents complémentaires: Plan de RdC 1_200 (paysage) (26/10/2017)

Document mis à jour le 23/10/17

Ce plan est la propriété de l'Agence d'architecture S&AA. Il ne peut être modifié ou communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite - Les côtes des plans d'architectes s'entendent pour des travaux finis. Toutes dimensions devront être vérifiées sur place avant intervention.

UD1
SMS2

UD1
23mHT
SMS2

UB2
15mET
SMS2

UE3

UB3
10mET
SMS1

UB2
15mET
SMS1

UB3

10m

10m

3m

4m

4m

4m

4m

4m

4m

35

12

16

36

QUAI JEANNE HELBLING

AVENUE DU RHIN

AVENUE JEAN JAURES

RUE SAINT-URBAIN

RUE DU BALLON

RUE DU HOHNECK

RUE MARIANO

RUE DES CARMELITES

RUE DE GEISPOLSHEIM

PASSAGE JOSETTE CLOTIS

PASSAGE ANDRE CHAMSON

PASSAGE CLARA MALRAUX

PASSAGE LOUISE DE VILMORIN

RUE PIERRE GRESNAY

RUE SAINT-HUBERT

RIF DE LA COLONNE

BASSIN D'

- Limite commune
- Limite de quartier
- Limite de zone
- UB3 — Désignation de la zone
- SMS1 — Désignation du secteur pour la mixité sociale *(cf. règlement écrit)*
- STL1 — Désignation de servitude de taille de logement *(cf. règlement écrit)*
- 12mET — Hauteur maximale autorisée des constructions à l'égout de toiture
- 15mHT — Hauteur maximale autorisée des constructions hors tout
- Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV)

EMPLACEMENTS RESERVES

- Emplacement réservé et emprise
- BIS 24 — Désignation de l'emplacement réservé : indication commune/quartier et numéro *(cf. liste des emplacements réservés)*
- Emplacement réservé pour la mixité sociale
- BIS H1 — Désignation de l'emplacement réservé pour mixité sociale : indication commune/quartier H et numéro *(cf. liste des emplacements réservés)*
- Tracé de principe des futures voies et emprise

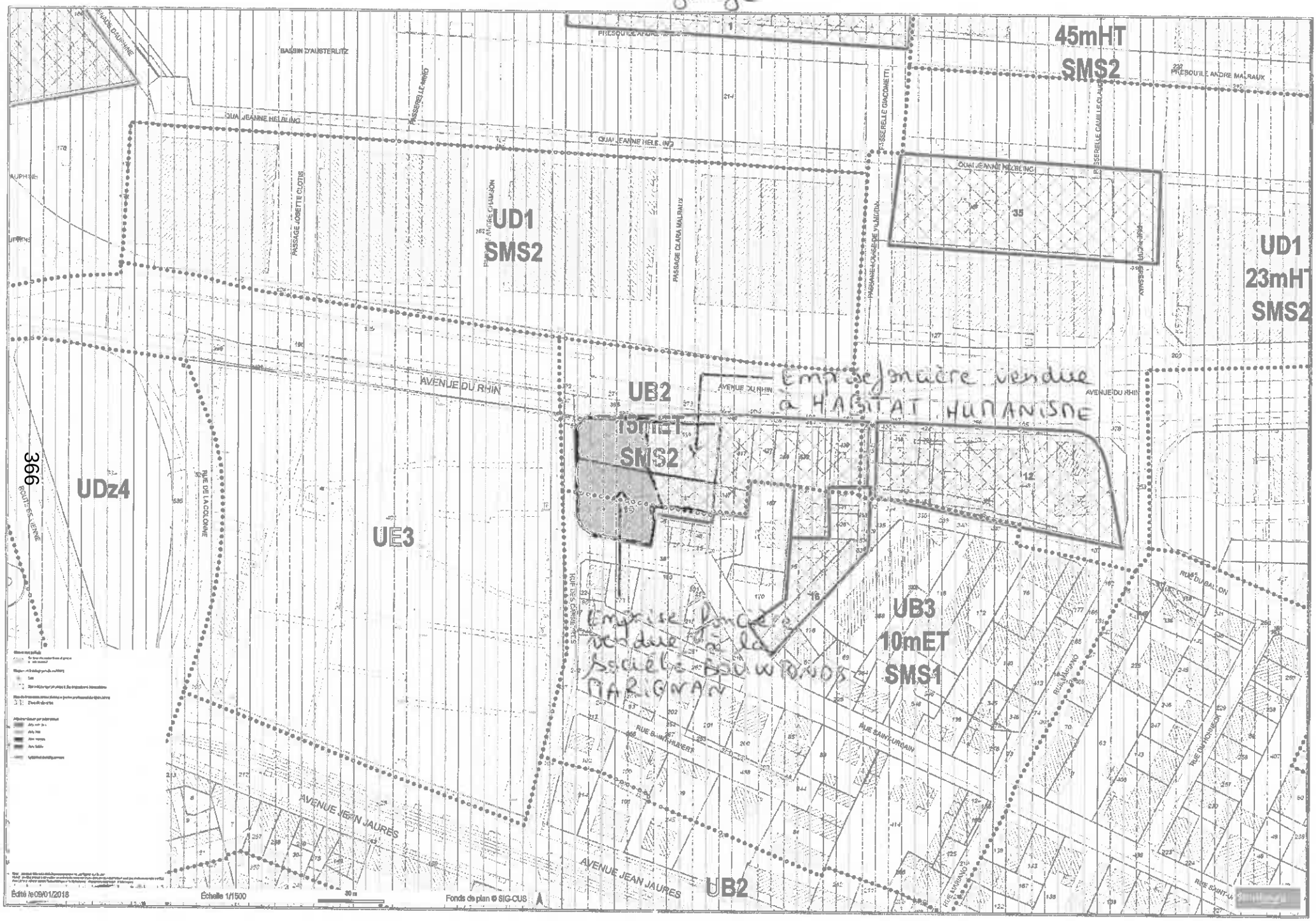
PROTECTIONS

- Espace contribuant aux continuités écologiques
- Espace planté à conserver ou à créer
- Jardin de devant à conserver ou à créer
- Alignement d'arbres à conserver ou à créer
- Arbre ou groupe d'arbres à conserver ou à créer
- 6m — Marge de recul et cote
- 6m — Bande constructible et cote
- Ensemble d'intérêt urbain et paysager
- Bâtiment exceptionnel
- Bâtiment intéressant
- Ensemble de façades remarquables
- Clôture soumise à dispositions particulières
- Ligne de construction
- Secteur de point de vue et côte altimétrique de construction

Edité le 26/02/2018 — Échelle 1/1500 — 30 m — Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu eurométropole

Plan de zonage



09/01/2018

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau

Division France Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY

Téléphone : 03 88 10 35 13

Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2017/1194

Le 05/01/2018

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 Strasbourg cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : terrain à bâtir + maison à colombages

ADRESSE DU BIEN : rue saint Urbain à Strasbourg - Neudorf

VALEUR VÉNALE : 1 490 000 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Ville et Eurométropole de Strasbourg.
Affaire suivie par **Mme Fanny PFEIFFER** fanny.pfeiffer@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du	:	27/11/2017
Demande reçue le	:	05/12/2017
Renseignements complémentaires	:	29/12/2017
Visite le	:	-
Dossier en état	:	29/12/2017

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Cession d'une emprise foncière dont la partie libre ou rendue libre doit accueillir un ensemble immobilier neuf en accession libre et dont la partie surbâtie sera réhabilitée.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Adresse - Lieudit	Superficie (are)	Propriétaire
DT	536	3, rue saint Urbain	11,86	Eurométropole
DT	551	Route du Rhin	0,03	Ville
DT	549	Route du Rhin	6,81	Ville
		TOTAL	**18,7**	

Descriptif sommaire :

Tènement immobilier partiellement surbâti, d'environ 30 mètres de large (axe Est/Ouest) sur 55 mètres de long (axe Nord/ Sud), bordé au sud par la rue saint urbain, à l'ouest par la rue des carmélites, proche au nord de la route du Rhin et jouxtant au sud des parcelles bâties et non bâties.

L'acquisition de ce tènement doit permettre la réalisation des projets suivants :

- une partie de l'emprise représentant une superficie de 15,76 ares est destinée à accueillir après démolition des constructions qui l'encombrent, un ensemble immobilier en accession libre composé de deux bâtiments (A et B) à usage mixte (54 logements et locaux d'activité). La surface de plancher (SDP) créée est de 2 720 m² + 350 m² = **3 070 m² .**
- l'immeuble de type villa qui occupe avec son terrain d'aisance une surface de 2.94 ares doit quant à lui être réhabilité dans son enveloppe existante afin d'accueillir du logement et/ou de l'activité, et ce sans évolution notable de sa surface. Surface de plancher (SDP) : **491 m².** Surface Développée Pondérée Hors œuvre (SDPHO) : **480 m².**

L'immeuble en question se compose actuellement d'un sous-sol semi-enterré comportant salle de réunion, local de stockage, local électrique et une pièce d'eau avec évier inox, d'un RDC surélevé comprenant trois bureaux et un bloc sanitaire, d'un premier étage comprenant cinq bureaux et une salle de douche ainsi que d'un deuxième étage comportant quatre bureaux légèrement mansardés.

Equipements :

Radiateurs en fonte avec robinets thermostatiques, climatisation dans les bureaux du dernier étage, fenêtres bois simple vitrage, velux avec stores au 2ème étage, volets roulants PVC, Sols : moquettes, revêtements PVC dans les circulations horizontales, carrelage au sous-sol et dans les pièces d'eau.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : Eurométropole et ville de Strasbourg
Situation locative : biens estimés libres d'occupation

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU i approuvé le 16/12/2016 devenu opposable le 23/01/2017, les parcelles sont situées en zone **UB 2** et **UB 3.** Secteurs à dominante d'habitat, les zones urbaines UB sont hétérogènes et correspondent essentiellement aux faubourgs de l'agglomération. Ces secteurs se caractérisent par une diversité importante des formes urbaines (de l'habitat dense peut y côtoyer de l'habitat individuel), mais aussi des fonctions puisqu'on y trouve souvent un tissu commercial et d'activités plus important que dans les quartiers d'habitat pavillonnaire par exemple.

Les règles d'urbanisme de cette zone ont pour objectif de permettre une densification maîtrisée, justifiée notamment par la présence d'un certain nombre de services urbains (transports en commun, commerces et services de proximité). L'implantation du bâti est admise sur les limites parcellaires afin de consolider les centralités urbaines des communes.

UB2 : 15 mètres ET, SMS2
UB3 : 10 mètres ET, SMS1

Pourcentage de logement locatif social à produire :

SMS 1 (programme supérieur ou égal à 12 logements) : 25 % maximum
SMS 2 (programme supérieur ou égal à 12 logements) : 35 % minimum

La parcelle cadastrée section DT n° 549 est partiellement grevée d'une servitude non aedificandi, en raison d'une marge de recul de 3 mètres s'exerçant sur ses limites Nord. Surface impactée : environ 1 are.

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale du tènement immobilier considéré peut être fixée à 1 490 000 € HT, décomposée comme suit :

- Terrain à bâtir de 15 .76 ares : 1 025 000 € HT
- Maison à colombages, terrain intégré de 2.94 ares : 465 000 € HT

Nota :

- La présente évaluation étant basée sur le projet d'aménagement urbain exposé par le consultant, toute modification de celui ci nécessiterait une nouvelle consultation du service du domaine.

- Les terrains destinés à la réalisation du projet de construction neuve ont été estimés à l'état « nu et libre « sans qu'aucune restriction à leur constructibilité, autre que celle liée à la marge de recul de 3 mètres dont il est fait état au point 6, n'ait été identifiée.

- La consistance et l'état du bâtiment conservé n'ayant pas substantiellement changé depuis 2014, son évaluation a été réalisée à partir des constats opérés à cette date, sans tenir compte par ailleurs des surcoûts éventuels liés à la présence d'amiante, de plomb ou de termites.

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

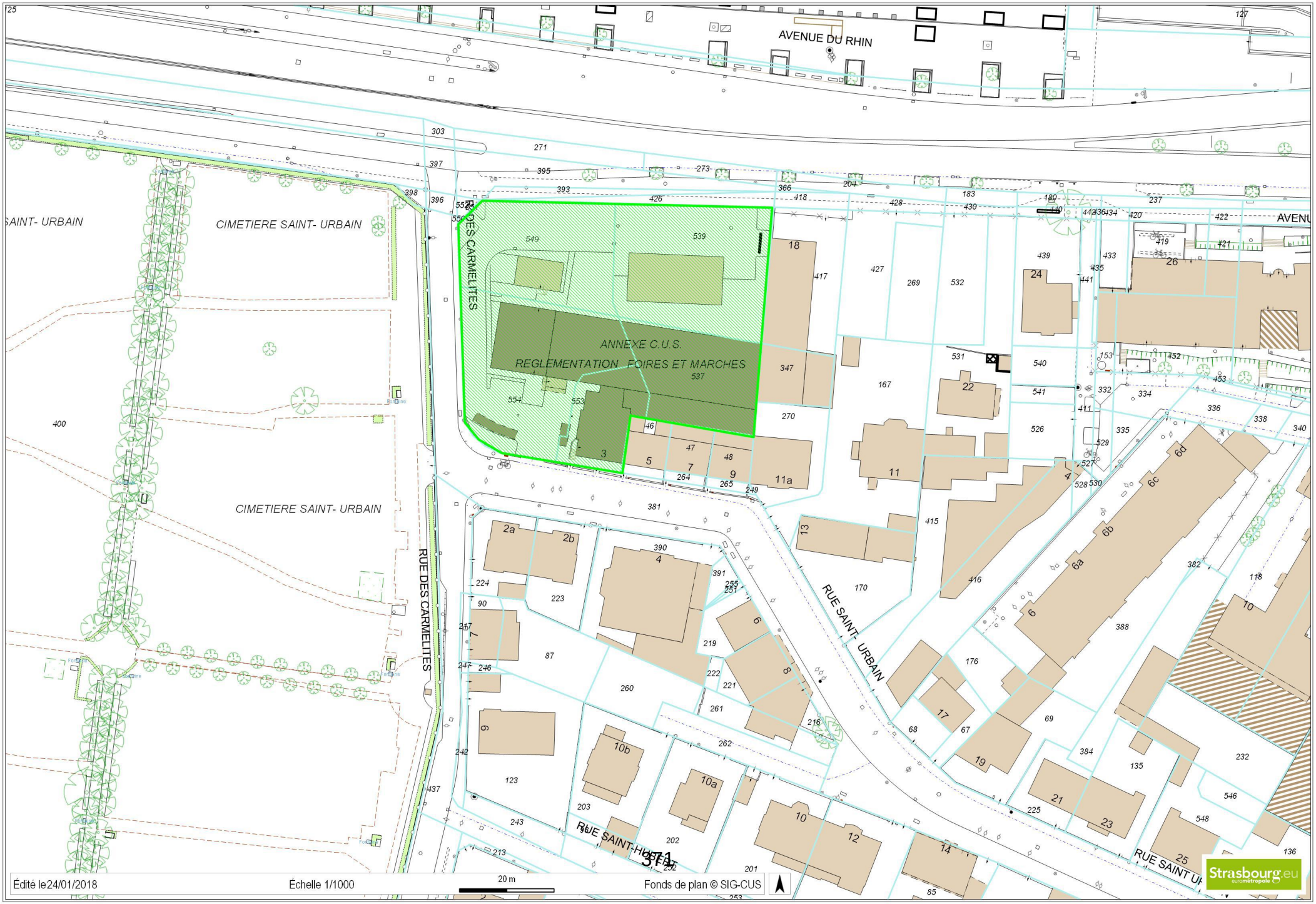
9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Pilotage des missions
et Animation du Réseau




AVENUE DU RHIN
CIMETIERE SAINT- URBAIN
CIMETIERE SAINT- URBAIN
CIMETIERE SAINT- URBAIN
RUE DES CARMELITES
RUE DES CARMELITES
ANNEXE C.U.S.
REGLEMENTATION FOIRES ET MARCHES
RUE SAINT- URBAIN
RUE SAINT-HUBERT
RUE SAINT U
Édité le 24/01/2018
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 23 MARS 2018 - Point n°14

Secteur Carmélites / rue Saint-Urbain : Vente par l'Eurométropole au profit de la Société BOUWFONDS MARIGNAN d'une emprise foncière située à STRASBOURG-NEUDORF

Pour **69**	AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DELEAU-Christian, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYSSE-Marie-Dominique, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KREYER-Céleste, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MEYER-Paul, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, PERRIN-Pierre, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHMIDT-Michaël, SCHULTZ-Eric, SCHWARTZ-Pierre, TRAUTMANN-Catherine, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien
Contre **6**	MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, ROBERT-Jean-Emmanuel, SENET-Eric, VETTER-Jean-Philippe, ZUBER-Catherine
Abstention **0**	

15

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

CUS-HABITAT : Fin de validité pour la garantie d'emprunt pour la lettre d'offre globale contractée par l'OPH CUS-Habitat pour les exercices de programmation 2015/2016.

Le 4ème Programme Local de l'Habitat (PLH) de l'Eurométropole de Strasbourg a pour objectif d'accroître et d'améliorer l'offre en logements sociaux sur son territoire. Dans ce contexte la Collectivité attribue d'ores et déjà pour ce faire des subventions sur ses fonds propres et garantit les emprunts contractés par les bailleurs sociaux auprès de la Caisse des dépôts et consignations et d'organismes bancaires habilités.

Les prises en garantie d'emprunt se font opération par opération, par délibération de la Commission permanente, en application des délibérations cadre prises sur le sujet (délibération du 29 septembre 2009, actualisée en 2013 et en 2015).

Pour tenir compte de l'activité importante de CUS-Habitat, la Caisse des dépôts et consignation a mis en place une lettre d'offre globale, regroupant les prêts nécessaires au financement de l'ensemble des opérations portées par CUS-Habitat en matière de logement social pour les années de programmation 2015-2016.

En date du 27 novembre 2015, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a décidé d'accorder sa garantie à CUS-Habitat pour le remboursement des prêts à hauteur d'une somme globale de 60 800 000 €

CUS-Habitat et la Caisse des dépôts et consignations ont contractualisé de manière globale les financements qui ont été apportés par la Caisse des dépôts et consignations à l'OPH Cus-Habitat au travers d'une lettre d'offre globale (LOG) sur le programme d'investissement prévisionnel des exercices 2015 et 2016 et pour une durée de 18 mois.

A ce titre, aux termes de la délibération globale de garantie et de la lettre d'offre globale, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée à réitérer sa garantie par une délibération prenant acte des opérations réalisées, des montants et des caractéristiques financières des produits au titre des opérations qui auront été exercées par CUS-Habitat pour les exercices de programmation 2015/2016.

Au final, conformément à la LOG, CUS-Habitat a sollicité des prêts pour un montant total de 26 596 675 € au cours de la période du 18 novembre 2015 au 4 mai 2017.

En conséquence, CUS-Habitat sollicite d'actualiser notre engagement par le biais d'une délibération de garantie réitérative aux prêts octroyés dans le cadre de la lettre d'offre globale pour les exercices 2015/2016.

Il est proposé au Conseil d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à CUS-Habitat pour le remboursement des prêts d'une somme globale de 26 596 675 € contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations en vue du financement des opérations de construction neuve, d'acquisition-amélioration, de réhabilitation relevant des exercices 2015 et 2016.

En contrepartie de la garantie d'emprunt, CUS-Habitat s'engage à réserver à l'Eurométropole :

- un contingent de 10 % de logements par programme de construction neuve ou d'acquisition-amélioration,

- un contingent de 5 % de logements par programme de réhabilitation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la demande formulée par CUS-Habitat pour la garantie globale portant sur le programme d'investissement 2015 et 2016 des emprunts contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 9 avril 2010 concernant la délégation des aides à la pierre de l'Etat ;
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant la mise à jour des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
Vu la lettre d'offre globale signée entre la Caisse des dépôts et consignations et CUS- Habitat portant sur les modalités de financements par la Caisse des dépôts et consignations du programme d'investissements de CUS-Habitat sur les exercices 2015-2016 pour une période de 18 mois ;
Vu l'article L 5111-4, les articles L 5215-1 et les articles L.5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales
Vu l'article 2298 du code Civil ;
Vu l'avis de la Commission thématique
Sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
décide

conformément à la lettre d'offre globale d'accorder sa garantie de façon irrévocable à hauteur de 100% à CUS-Habitat pour le remboursement des prêts dont les caractéristiques sont décrites en annexe n°1 à hauteur d'une somme globale de 26 596 675 € que cet organisme a contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations en vue du financement des opérations de construction neuve, d'acquisition-amélioration, de réhabilitation relevant du programme d'investissement 2015/2016 et dont les demandes

de financement ont été effectuées entre 18 novembre 2015 au 4 mai 2017 selon le programme de réalisation détaillée en annexe 2.

L'Eurométropole de Strasbourg prend acte des caractéristiques financières des prêts auxquels ils ont été exercés au vu du tableau des caractéristiques financières joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH CUS-Habitat au titre de chaque contrat de prêt réalisé dans le cadre de la lettre d'offre, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité : échéances (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés), toutes commissions, pénalités ou indemnités éventuellement dues (notamment en cas de remboursement anticipé), intérêts moratoires éventuellement encourus en cas de non-remboursement à due échéance.

Dans l'hypothèse où l'OPH CUS-Habitat pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de sommes dont il est contractuellement redevable à leur date d'exigibilité, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir le paiement des sommes dues à la Caisse des dépôts et consignations au titre de chaque contrat de prêt réalisé dans le cadre de la lettre d'offre.

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec Cus-Habitat en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contre partie de la garantie des emprunts). Cette contre-partie et donc la convention de réservation de logement n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

ANNEXE N°1 : TABLEAU ACTUALISE DES CARACTERISTIQUES DE CHAQUE PRÊT

Numéro de Contrat	**55611**	
Ligne du Prêt	PLUS	PLAI
Numéro de la Ligne de Prêt	**5162835**	**5162836**
Montant	780 000 €	720 000 €
Durée totale	40 ans	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	
Index	**Livret A**	
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0.60 %** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt - 0.20%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés	
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)	
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%	

Numéro de Contrat	**55607**	
Ligne du Prêt	PLUS	PLAI
Numéro de la Ligne de Prêt	5162798	5162799
Montant	446 000 €	579 000 €
Durée totale	40 ans	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	
Index	**Livret A**	
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0.60 %** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt - 0.20%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés	
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)	
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%	

Numéro de Contrat	**51846**			
Ligne du Prêt	PLUS	PLUS Foncier	PLAI	PLAI Foncier
Numéro de la Ligne de Prêt	5149382	5149383	5149385	5149384
Montant	500 000 €	319 000 €	450 000 €	256 000 €
Durée totale	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle		Annuelle	
Index	**Livret A**		**Livret A**	
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0.60 %** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%		**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt - 0,20%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés		**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés	
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)		"Double révisabilité limitée " (DL)	
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%		de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%	

Numéro de Contrat	51835			
Ligne du Prêt	PLUS	PLUS Foncier	PLAI	PLAI Foncier
Numéro de la Ligne de Prêt	5149307	5149308	5149310	5149309
Montant	25 000 €	26 000 €	45 000 €	25 000 €
Durée totale	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle		Annuelle	
Index	**Livret A**		**Livret A**	
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0.60 %** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%		**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt - 0,20%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés		**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés	
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)		"Double révisabilité limitée " (DL)	
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%		de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%	

Numéro de Contrat	55405			
Ligne du Prêt	PLUS	PLUS Foncier	PLAI	PLAI Foncier
Numéro de la Ligne de Prêt	5161952	5161951	5161954	5161953
Montant	1 042 200 €	347 800 €	535 200 €	145 800 €
Durée totale	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle		Annuelle	
Index	**Livret A**		**Livret A**	
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0.60 %** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%		**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt - 0,20%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés		**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés	
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)		"Double révisabilité limitée " (DL)	
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%		de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%	

Numéro de Contrat	51535			
Ligne du Prêt	PLUS	PLUS Foncier	PLAI	PLAI Foncier
Numéro de la Ligne de Prêt	5148023	5148022	5148025	5148024
Montant	669 850 €	113 150 €	275 150 €	43 850 €
Durée totale	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle		Annuelle	
Index	**Livret A**		**Livret A**	
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0.60 %** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%		**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt - 0,20%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés		**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés	
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)		"Double révisabilité limitée " (DL)	
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%		de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%	

Numéro de Contrat	47579			
Ligne du Prêt	PLUS	PLUS Foncier	PLAI	PLAI Foncier
Numéro de la Ligne de Prêt	5135977	5135976	5135979	5135978
Montant	250 000 €	136 000 €	101 535 €	46 465 €
Durée totale	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle		Annuelle	
Index	**Livret A**		**Livret A**	
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0.60 %** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%		**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt - 0,20%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés		**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés	
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)		"Double révisabilité limitée " (DL)	
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%		de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%	

Numéro de Contrat	54366	
Ligne du Prêt	PLAI	PLAI Foncier
Numéro de la Ligne de Prêt	5158069	5158068
Montant	2 187 012 €	1 005 988 €
Durée totale	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	
Index	**Livret A**	
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt - 0,20%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés	
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)	
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%	

Numéro de Contrat	50875
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5145738
Montant	5 500 000 €
Durée totale	25
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	58749
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5173984
Montant	2 800 000 €
Durée totale	25
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	51895
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5149577
Montant	2 500 000 €
Durée totale	25
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**48480**
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5138552
Montant	900 000 €
Durée totale	20
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**48684**	
Ligne du Prêt	PAM	PAM Eco-Prêt
Numéro de la Ligne de Prêt	5139160	5139161
Montant	170 000 €	60 000 €
Durée totale	15	10
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle
Index	**Livret A**	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt - 0.75%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**51900**
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5149581
Montant	450 000 €
Durée totale	15
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**51901**
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5149582
Montant	770 000 €
Durée totale	15
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**48794**
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5139394
Montant	200 000 €
Durée totale	15
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**50574**
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5144996
Montant	200 000 €
Durée totale	15
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**55417**
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5162002
Montant	230 000 €
Durée totale	15
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**55420**
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5162008
Montant	200 000 €
Durée totale	15
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**50569**
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5144989
Montant	250 000 €
Durée totale	15
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**50564**
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5144969
Montant	350 000 €
Durée totale	15
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**51907**
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5149593
Montant	250 000 €
Durée totale	15
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**55374**
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5161871
Montant	200 000 €
Durée totale	15
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**54842**
Ligne du Prêt	PAM
Numéro de la Ligne de Prêt	5159915
Montant	250 000 €
Durée totale	10
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Numéro de Contrat	**52015**		
Ligne du Prêt	PAM	PAM Eco-Prêt	PAM Amiante
Numéro de la Ligne de Prêt	5150032	5150033	5150034
Montant	165 000 €	42 000 €	38 675 €
Durée totale	10 ans	10 ans	10 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	**Livret A**	**Livret A**	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0,60%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt - 0.75%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	**Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt - 0.75%** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés	**Amortissement déduit avec intérêts différés :** si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision	"Double révisabilité limitée " (DL)	"Double révisabilité limitée " (DL)	"Double révisabilité limitée " (DL)
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progresivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

ANNEXE 2 : DESCRIPTIF DES OPERATIONS REALISEES

PROGRAMME DE CONSTRUCTION						
TYPE DE PRETS	**MONTANT**	**DESCRIPTION DES OPERATIONS**				
		NUMERO CONTRAT	**INTITULE**	**COMMUNE**	**ADRESSE**	**NOMBRE LOGEMENTS**
PLUS	3 173 050 €	55611	Construction Neuve	STRASBOURG	Zac Etoile Tr2 - Htp Hs ZD1 Thumenau	9
PLUS Foncier	941 950 €	55607	Construction Neuve	STRASBOURG	Zac Etoile Tr2 – Meinau Hs r.Thumenau	6
		51846	VEFA	STRASBOURG	ZAC Etoile Green one Rue Nomeny	8
		51835	VEFA	STRASBOURG	ZAC Etoile Green one Rue Nomeny	1
		55405	Construction Neuve	STRASBOURG	Zac Etoile - Reconstitution du 1 Schulmeister (droit commun) rue Thumenau	13
		51535	Construction Neuve	STRASBOURG	89 Rue de l'Unterelsau ELSAU Tranche 1	7
		47579	VEFA	LA WANTZENAU	Résidence Les Lys 1 rue du Chemin de Fer	3
PLAI	4 892 897 €	55611	Construction Neuve	STRASBOURG	Zac Etoile Tr2 - Htp Hs ZD1 Thumenau	9
PLAI Foncier	1 523 103 €	55607	Construction Neuve	STRASBOURG	Zac Etoile Tr2 - Meinau Hs r.Thumenau	6
		51846	VEFA	STRASBOURG	ZAC Etoile Green one Rue Nomeny	6
		51835	VEFA	STRASBOURG	ZAC Etoile Green one Rue Nomeny	1
		55405	Construction Neuve	STRASBOURG	Zac Etoile - Reconstitution du 1 Schulmeister (droit commun) rue Thumenau	5
		51535	Construction Neuve	STRASBOURG	89 Rue de l'Unterelsau ELSAU Tranche 1	3
		54366	VEFA	STRASBOURG	Parc des Forges Rue Jacobi Netter	24
		47579	VEFA	LA WANTZENAU	Résidence Les Lys 1 rue du Chemin de Fer	1
TOTAL Prog. CN/VEFA	**11 071 000 €**					

PROGRAMME DE REHABILITATION ET DE RESIDENTIALISATION						
TYPE DE PRETS	**MONTANT**	**DESCRIPTION DES OPERATIONS**				
		NUMERO CONTRAT	**INTITULE**	**COMMUNE**	**ADRESSE**	**NOMBRE LOGEMENTS**
PAM (25 ans)	10 800 000 €	50875	Réhabilitation	STRASBOURG	Cronenbourg 1 à 20 rue Lavoisier	270
		58749	Réhabilitation	STRASBOURG	RISLER HBM 2 au 26 avenue Aristid Briand, 91 au 117 avenue Jea Jaurès 13 à 19 quai de la Tuil	334
		51895	Réhabilitation	STRASBOURG	Pranard 1 + 55 garages. 6 8 9 11 Rue de Neuchâtel. 5 et 7 Rue du Mont Blanc. 15 Quai des Alpes. 7 9 8 10 11 12 13 15 17 18 20 22 24 Rue du Jura	226
PAM (20 ans)	900 000 €	48480	Réhabilitation	MUNDOLSHEIM	1,3,5 rue des Lilas	36
PAM (15 ans)	3 270 000 €	48684	Réhabilitation	MUNDOLSHEIM	7 rue des Lilas	5
		51900	Réhabilitation	STRASBOURG	Pranard 2. 14 et 16 Rue du Jura. 1 et 3 Rue du Mont Blanc. 2 et 4 Rue du Neuchâtel	78
		51901	Réhabilitation	STRASBOURG	Pranard 3. 5 Rue de Neuchâtel et 6 rue du Jura	47
		48794	Résidentialisation	STRASBOURG	Jacqueline 8E - Dostoiev T2 n°10 11 12 13 14 15 Dostoïevski, 16 et 17 Byron	184
		50574	Résidentialisation	STRASBOURG	Jacqueline 9E- Buchner T1 72 73 76 à 90 Buchner	219

		55417	Résidentialisation	STRASBOURG	Catherine 9E - Balzac T1 10 à 15 Balzac et 16 à 17 Flaubert	179
		55420	Résidentialisation	STRASBOURG	Catherine 10E - Balzac T2 1 30 31 32 33 34 35 Balzac et 26 27 28 29 Flaubert	187
		50569	Résidentialisation	STRASBOURG	Catherine 9E - Balzac T3 36 37 38 39 40 Balzac et 41 42 43 44 Stendhal	163
		50564	Résidentialisation	STRASBOURG	Catherine 11E - Balzac T4 51 à 58 Balzac et 48 49 50 Stendhal	181
		51907	Résidentialisation	STRASBOURG	Jacqueline 8E - 27 28 29 Dostoïevski et 21 à 26 Byron	129
		55374	Résidentialisation	STRASBOURG	Karine 6E -Ronsard T1 1 4 5 6 Ronsard et 9 10 Musset	146
PAM (10 ans)	415 000 €	54842	Résidentialisation	STRASBOURG	Cronenbourg T1 21 rue Lavoisier	105
		52015	Réhabilitation	STRASBOURG	10 rue Martin	3
Eco-Prêt (10 ans)	102 000 €	48684	Réhabilitation	MUNDOLSHEIM	7 rue des Lilas	5
		52015	Réhabilitation	STRASBOURG	10 rue Martin	3
PAM Amiante (10 ans)	38 675 €	52015	Réhabilitation	STRASBOURG	10 rue Martin	3
TOTAL Programme Réhabilitation Résidentiali-sation	**15 525 675 €**					
TOTAL LOG	**26 596 675 €**					

16

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Garantie de l'Eurométropole à un prêt social location accession (PSLA) pour 3 logements dans l'opération "le Diapason" à Lingolsheim.

Le Programme local de l'habitat (PLH) de l'Eurométropole de Strasbourg, intégré au Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) prévoit – dans le cadre du développement du parcours résidentiel des ménages – comme objectif le développement de l'accession sociale à la propriété. (environ 250 logements par an).
Les opérations immobilières en financement Prêt social location accession (PSLA) entrent dans le champ des opérations d'accession sociale sécurisée et elles sont encore peu développées sur l'Eurométropole de Strasbourg (elles représentent environ 140 logements par an en 2017.). La Collectivité encourage son développement, notamment par la vente de terrain à la charge foncière réduite.

Le financement Prêt social location accession (PSLA) est un prêt conventionné qui peut être consenti à des personnes morales (organismes HLM, SEM, promoteurs privés…) pour financer des opérations de construction ou d'acquisition de logements neufs après obtention d'un agrément délivré par l'Eurométropole de Strasbourg sur son territoire et signature d'une convention.

Le promoteur Pierres et Territoires de France Alsace (PTFA) réalise une opération en financement Prêt social location accession (PSLA) 14, rue Saint Gothard à Lingolsheim et concerne 3 logements sur 14.
Cette opération est financée par un Prêt social location accession (PSLA) opérateur, contracté auprès du Crédit Coopératif. Partenaire habituel de Pierres et Territoires de France Alsace, le Crédit Coopératif demande la garantie de la Collectivité.
Pierres et Territoires de France Alsace sollicite l'Eurométropole de Strasbourg pour obtenir une garantie d'emprunt relative au Prêt social location accession (PSLA) de cette opération.

La validation de cette garantie d'emprunt permettra la mise en place du Prêt social location accession (PSLA) contracté auprès du Crédit Coopératif.

Les caractéristiques de ce prêt sont mentionnées ainsi :

Montant du Prêt : 330.000 €

- Durée du prêt : 4 ans

- Phase de mobilisation : en une ou plusieurs fois sur 24 mois maximum
  Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 0.90 %. (Soit ce jour : 0.90 %)
  Remboursement du capital en une seule fois au terme de la convention.
  Payement des intérêts par trimestre

Phase de locative : sur une durée de 3 ans maximum
Taux d'intérêt : 1,06 %.
Remboursement du capital en une seule fois au terme de la convention.
Payement des intérêts par trimestre

Les modalités de la garantie de l'Eurométropole de Strasbourg sont les suivantes :

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage au cas où le bénéficiaire de la garantie ne pourrait pas s'acquitter de ces obligations envers l'organisme préteur, à assumer ces obligations en lieu et place et à régler à titre d'avances remboursables, dans la limite des sommes restant dues au titre de l'emprunt garanti tant en capital qu'en intérêts, frais et accessoires y afférents, conformément 1251§3 et 2028 du code civil.

Le garanti s'engage en à respecter les prescriptions suivantes :

- prévenir l'Eurométropole de Strasbourg au moins deux mois à l'avance de son incapacité de faire face à tout ou partie et demander la mise en jeu de la garantie ;

- rembourser à l'Eurométropole de Strasbourg les avances qu'elle aurait faites, et ce dès que la situation financière le permet, et au plus tard dans un délai de deux ans ;

- fournir chaque année les bilans comptes d'exploitation et annexes pour l'opération ayant fait l'objet du Prêt social Location Accession (PSLA) garanti à ne pas hypothéquer vendre ou aliéner tout ou partie des biens concernés par la garantie consentie, sans en informer la Collectivité.

La durée de la garantie ne peut excéder la durée totale du prêt, soit cinq (5) ans. Toutefois, à chaque levée d'option d'un locataire acquéreur, Pierres et Territoires de France doit rembourser la part intégrale du financement Prêt social location accession (PSLA) concerné par anticipation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

La garantie par l'Eurométropole de Strasbourg du Prêt social location-accession (PSLA) qui sera contracté par Pierres et Territoires d'Alsace (PTA)auprès du Crédit coopératif pour la réalisation de 3 logements en financement PSLA au sein de l'opération Diapason à Lingolsheim dont les caractéristiques sont les suivantes :

- *Montant du prêt : 330.000 €*

- *<u>Durée du prêt</u> : 4 ans*

- *<u>Phase de mobilisation</u> : en une ou plusieurs fois sur 24 mois maximum*
  Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 0.90 %. (Soit ce jour : 0.90 %)
  Remboursement du capital en une seule fois au terme de la convention.
  Payement des intérêts par trimestre

- *<u>Phase de locative</u> : sur une durée de 3 ans maximum*
  Taux d'intérêt : 1,06 %.
  Remboursement du capital en une seule fois au terme de la convention.
  Payement des intérêts par trimestre
  Les modalités de la garantie de l'Eurométropole de Strasbourg sont les suivantes :

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage au cas où le bénéficiaire de la garantie ne pourrait pas s'acquitter de ces obligations envers l'organisme préteur, à assumer ces obligations en lieu et place et à régler à titre d'avances remboursables, dans la limite des sommes restant dues au titre de l'emprunt garanti tant en capital qu'en intérêts, frais et accessoires y afférents, conformément 1251§3 et 2028 du code civil.

autorise

Le Président ou son-sa représentant-e à intervenir au contrat de prêt social location accession (PSLA) qui sera passé entre le Crédit coopératif et Pierres et Territoires d'Alsace (PTA), ainsi qu'à signer toute convention ou tout document y afférent.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

17

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Garantie d'emprunt Prêt Locatif Social d'Accession (PSLA) pour l'opération de 23 logements sise 1a, rue Rosa Bonheur à Fegersheim de la SCI Strasbourg Eurométropole d'accession (OPIDIA).

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) de l'Eurométropole de Strasbourg, intégré au Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) prévoit – dans le cadre du développement du parcours résidentiel des ménages – comme objectif le développement de l'accession sociale à la propriété. (Environ 250 logements par an).
Les opérations immobilières en financement Prêt social location-accession (PSLA) entrent dans le champ des opérations d'accession sociale sécurisée et elles sont encore peu développées sur l'Eurométropole de Strasbourg (elles représentent environ 140 logements par an en 2017) La Collectivité encourage son développement, notamment par la vente de terrain à la charge foncière réduite.

Le financement Prêt social location-accession (PSLA) est un prêt conventionné qui peut être consenti à des personnes morales (organismes HLM, SEM, promoteurs privés…) pour financer des opérations de construction ou d'acquisition de logements neufs après obtention d'un agrément délivré par l'Eurométropole de Strasbourg sur son territoire et signature d'une convention.

Le promoteur SCI Strasbourg Eurométropole Accession (SCI SEA) réalise une opération en financement Prêt social location-accession (PSLA) sise 1a, rue Rosa Bonheur à Fegersheim et concerne 23 logements.
Cette opération est financée par un prêt opérateur Prêt social location-accession (PSLA) contracté auprès du Crédit Agricole. Partenaire habituel de SCI Strasbourg Eurométropole Accession, le Crédit Agricole demande la garantie de la Collectivité.
La SCI Strasbourg Eurométropole Accession sollicite l'Eurométropole de Strasbourg pour obtenir une garantie d'emprunt relative au Prêt social location-accession (PSLA) de cette opération.

La validation de cette garantie d'emprunt permettra la mise en place du Prêt social location-accession (PSLA) contracté auprès du Crédit Agricole.

Les caractéristiques de ce prêt sont mentionnées ainsi :

- Montant du Prêt : 3.500.000 €
- Durée du prêt : 5 ans

· Phase de mobilisation : en une ou plusieurs fois sur 24 mois maximum
Taux d'intérêt : 0.80 %
Remboursement du capital en une seule fois au terme de la convention.
Payement des intérêts par trimestre

· Phase de locative : sur une durée de 3 ans maximum
Taux d'intérêt : 0.70 %
Remboursement du capital en une seule fois au terme de la convention.
Payement des intérêts par trimestre

Les modalités de la garantie de l'Eurométropole de Strasbourg sont les suivantes :

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage au cas où le bénéficiaire de la garantie ne pourrait pas s'acquitter de ces obligations envers l'organisme préteur, à assumer ces obligations en lieu et place et à régler à titre d'avances remboursables, dans la limite des sommes restant dues au titre de l'emprunt garanti tant en capital qu'en intérêts, frais et accessoires y afférents, conformément 1251§3 et 2028 du code civil.

Le garanti s'engage à en respecter les prescriptions suivantes :

- prévenir l'Eurométropole de Strasbourg au moins deux mois à l'avance de son incapacité de faire face à tout ou partie et demander la mise en jeu de la garantie ;

- rembourser à l'Eurométropole de Strasbourg les avances qu'elle aurait faites, et ce dès que la situation financière le permet, et au plus tard dans un délai de deux ans ;

- fournir chaque année les bilans comptes d'exploitation et annexes pour l'opération ayant fait l'objet du Prêt social location-accession (PSLA) garanti à ne pas hypothéquer vendre ou aliéner tout ou partie des biens concernés par la garantie consentie, sans en informer la Collectivité.

La durée de la garantie ne peut excéder la durée totale du prêt, soit cinq (5) ans. Toutefois, à chaque levée d'option d'un locataire acquéreur, La SCI Strasbourg Eurométropole Accession doit rembourser la part intégrale du financement Prêt social location-accession (PSLA) concerné par anticipation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision d'agrément de l'Etat du 06 novembre 2009 ;

sur avis de la Commission thématique,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

La garantie par l' Eurométropole de Strasbourg du Prêt social location-accession (PSLA) qui sera contracté par la SCI Strasbourg Eurométropole Accession (SCI SEA) auprès du Crédit Agricole pour la réalisation de 23 logements en financement Prêt social location-accession (PSLA) au sein de l'opération Château d'eau sise 1a rue Rosa Bonheur à Fegersheim dont les caractéristiques sont les suivantes :

Montant du prêt : 1.600.000 €

Phase de mobilisation : en une ou plusieurs fois sur 24 mois maximum
Taux d'intérêt : 0.80 %
Remboursement du capital en une seule fois au terme de la convention.
Payement des intérêts par trimestre

Phase de locative : sur une durée de 3 ans maximum
Taux d'intérêt : 0.70 %
Remboursement du capital en une seule fois au terme de la convention.
Payement des intérêts par trimestre

Remboursement anticipé :

- *Obligatoire en cas de vente dûment établie de tout ou partie des logements financés au moyen du présent prêt par suite de la levée d'options par les locataires accédant (l'emprunteur s'engage dans ce cadre à affecter les sommes provenant de cette ou de ces ventes au remboursement anticipé total ou partiel d'une tranche d'amortissement à hauteur de la quote-part du financement affectée aux biens cédés, et ce dans un délai maximum de 35 jours après la signature de l'acte authentique de vente),*
- *Non prévu dans les autres cas.*

Engagements de l'Eurométropole de Strasbourg :

- *Au cas où la SCI Strasbourg Eurométropole Accession (SCI SEA) - pour quelque motif que ce soit - ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus sur le prêt, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Agricole par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.*
- *l'Eurométropole de Strasbourg s'engage pour ce faire - pendant toute la durée du prêt - à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.*

autorise

Le Président ou son-sa représentant-e à intervenir au contrat de Prêt social location accession (PSLA) qui sera passé entre le Crédit Agricole et la SCI Strasbourg Eurométropole Accession (SCI SEA), ainsi qu'à signer toute convention ou tout document y afférent.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

18

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Modification de la convention de partenariat optimix entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Port Autonome de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg, à travers sa démarche optimix, propose un accompagnement méthodologique et des outils pour faciliter la mise en œuvre d'un Plan de Mobilité (PDM) dans les établissements publics et privés de l'agglomération. Optimix facilite grandement la mise en œuvre d'un PDM et permet ainsi aux entreprises qui regroupent plus de 100 salariés sur un même site de se mettre en conformité avec la loi de Transition Energétique de 2015.

Depuis 2012, le Port Autonome de Strasbourg (PAS), avec l'appui de l'Eurométropole de Strasbourg, s'est lancé dans l'animation d'un ambitieux plan de déplacement interentreprises baptisé « PEPS » (Plan des Entreprises du Port de Strasbourg).

Articulée autour d'un plan d'actions opérationnel et d'un cofinancement Eurométropole de Strasbourg - PAS d'infrastructures pour près de 2 millions d'euros, la démarche PEPS a permis d'améliorer l'accessibilité de la zone portuaire strasbourgeoise pour les 10 000 salariés qui s'y rendent quotidiennement.

C'est donc assez logiquement que la démarche optimix est venue renforcer la démarche PEPS. Ainsi, depuis le printemps 2016, 12 entreprises ont pris part à la démarche regroupant un volume de près de 2000 salariés. Parmi elles, on trouve à la fois les plus importants employeurs du secteur comme Punch Powerglide ou Soprema, mais aussi des structures plus petites, comme Alacier.

Dans une logique d'exemplarité, l'administration du PAS a décidé d'adhérer à optimix pour faire bénéficier ses 90 agents, des solutions innovantes que propose la plateforme.

L'engagement à la démarche optimix se fait au travers de la signature d'une convention type qui a été approuvée par délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 30 janvier 2015.

Pour accepter de la signer, le PAS en a modifié le contenu pour y intégrer des éléments de précision supplémentaires par anticipation du règlement général sur la protection des données qui s'appliquera en mai 2018.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la convention optimix modifiée selon les attentes du Port Autonome de Strasbourg,

autorise

le Président à signer la convention modifiée et ce au regard de la délégation qui lui a été donnée par la délibération du 30 janvier 2015 pour signer des conventions avec les organisations désireuses de profiter de la démarche.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

Convention

Mise en œuvre de la démarche optimix

Convention conclue entre

l'Eurométropole de Strasbourg
1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg,
représentée par Monsieur Robert Herrmann, son Président,
agissant en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole
en date du 30 janvier 2015

Et

Le Port autonome de Strasbourg
25 rue de la Nuée Bleue CS 80407
67002 Strasbourg Cedex

représenté par Monsieur Jean-Louis Jérôme, Directeur général,
ci-après désigné comme « le PAS »

en vue d'un engagement réciproque de l'Eurométropole de Strasbourg et du Port autonome de Strasbourg (PAS) à la mise en œuvre de la démarche optimix qui vise à améliorer l'accessibilité du site du PAS par l'accompagnement au changement de comportements des agents.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La politique de déplacement volontariste et innovante de Strasbourg fait aujourd'hui de la ville la première agglomération cyclable de France, la première à proposer un Plan Piétons, et celle qui offre le premier réseau de tramway de France.

Disposant d'une riche offre urbaine de mobilité, complétée par un réseau de transport régional efficace, l'un des enjeux prioritaire est désormais d'amener toujours plus d'habitants à modérer leur usage individuel de la voiture en faveur de réflexes multimodaux. Les objectifs sont clairs : réduire la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre et améliorer le cadre de vie.

Dès 1998, la collectivité a mis en œuvre, pour ses propres agents, un plan de déplacements avec des résultats très encourageants : la part des agents utilisant la voiture individuelle est ainsi passée de 68 % en 1998 à 33 % en 2014, alors que dans le même temps la part des agents utilisant les transports en commun est passée de 13 % à 33 % et de 8 % à 23 % pour le vélo.

Face à ce constat de réussite, la collectivité souhaite promouvoir la mise en œuvre de plans de déplacements parmi les employeurs, publics et privés, de son territoire pour que tous concourent à l'émergence d'une mobilité durable et efficace en agissant sur les modes de déplacements de leurs salariés/agents.

Les plans de déplacements permettent la déclinaison opérationnelle du management de la mobilité qui a pour objet de promouvoir des modes de déplacements plus efficaces, plus respectueux de l'environnement et socialement acceptables, par l'utilisation de mesures dites douces : coordination, communication, sensibilisation.

Le PAS choisit d'œuvrer à une mobilité durable et efficace de ses **agents**, par la mise en œuvre de la démarche **optimix** avec l'accompagnement de **l'Eurométropole de Strasbourg.**

La démarche **optimix** a pour ambition de faciliter la mise en place de plans de déplacements au sein des entreprises/administrations/associations par la mise à disposition d'outils opérationnels très efficaces permettant de créer une véritable dynamique en faveur des changements de comportement de mobilité.

Dans ce contexte, les objectifs du PAS viseront à privilégier une réduction de la part modale de l'automobile dans les déplacements domicile-travail et professionnels au profit des autres modes tels que les transports en commun, le vélo, le covoiturage, la voiture en autopartage et la marche à pied.

Article 2 : ENGAGEMENT DE l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage, sans contrepartie financière, à accompagner le PAS dans sa démarche de plan de déplacements en lui apportant l'aide méthodologique de la démarche **optimix** et son expertise en management de la mobilité.

L'aide méthodologique de la démarche **optimix** se décline de la façon suivante :

2.1. une aide globale à l'élaboration de solutions en concertation avec le PAS et les opérateurs de mobilité du territoire,
2.2. l'ouverture de l'accès à la plateforme web **optimix**.strasbourg.eu qui permet au PAS de réaliser un diagnostic mobilité auprès de ses agents, de proposer des solutions individualisées de mobilité à chacun de ses agents et de proposer des solutions de covoiturage fiables à l'échelle d'une zone d'activité,
2.3. la formation et l'accompagnement à l'utilisation des outils de la plateforme web **optimix**.strasbourg.eu,
2.4. L'autorisation d'utilisation d'une marque collective pour communiquer sur l'engagement du PAS en interne et en externe,
2.5. La mise à disposition des outils événementiels pour communiquer sur les différents modes de transport alternatifs à la voiture individuelle et accompagner les changements de comportements des agents : challenge vélo, challenge covoiturage, formation vélo en ville, forum mobilité, session de conseils individualisés, etc.

Article 3 : ENGAGEMENTS DU PAS

Le PAS qui s'engage dans la démarche **optimix**, s'engage à respecter les principes suivants :

3.1. nommer un référent au sein du PAS **(idéalement au sein du service en charge des Ressources Humaines) comme interlocuteur** privilégié auprès du chargé de mission management de la mobilité de l'Eurométropole de Strasbourg ; ce dernier sera dénommé référent mobilité **optimix** du **PAS**,
3.2. communiquer au Chargé de mission management de la mobilité de l'Eurométropole de Strasbourg toutes les informations nécessaires à la réalisation du plan de mobilité (nombre de salariés, , politique menée en terme de déplacements, problèmes rencontrés, etc.) ;
3.3. conduire un diagnostic mobilité auprès des agents de PAS **au plus tard 6 mois** après la signature de la présente convention, en utilisant exclusivement l'outil de diagnostic de la plateforme web **optimix**.strasbourg.eu prévu à cet effet,
3.4. reconduire à minima **tous les deux ans** le diagnostic mobilité auprès des agents de **PAS** en utilisant exclusivement l'outil de diagnostic de la plateforme web **optimix**.strasbourg.eu prévu à cet effet,
3.5. organiser à minima **une fois par an** un événement pour promouvoir les modes de déplacements alternatifs ; les outils événementiels proposés par la collectivité pourront être utilisés à cette fin ; cet événement pourra prendre des formes différentes suivant le choix et les contraintes du PAS, mais sa communication devra toucher tous les agents du site du PAS concernés par le plan de déplacements,
3.6. lorsqu'une démarche de Plan de Déplacements Inter Entreprises (PDIE) est à l'œuvre sur une zone d'activité dans laquelle le PAS est implantée, celui-ci s'engage à participer à cette dynamique inter-entreprises ; pour cela, le référent mobilité **optimix** du PAS

participera aux réunions du groupe de travail mobilité de la zone, organisée par la collectivité,

3.7. Le PAS s'engage à promouvoir le covoiturage par l'utilisation de l'outil dédié au covoiturage de la plateforme web **optimix**.strasbourg.eu ; celui-ci implique la possibilité d'une mise en relation potentielle des salariés/agents d'entreprises/administrations/associations différentes au sein d'une même zone d'activité.

3.8. Le PAS s'engage à communiquer les informations transmises par la collectivité à ses agents concernant la politique de transport, les nouveaux services, l'évolution de l'offre de transport en commun, les modifications tarifaires, etc.

Article 4 : REGLEMENT D'USAGE DE LA MARQUE COLLECTIVE OPTIMIX

Le PAS qui s'engage dans la démarche **optimix** pourra communiquer sur son engagement en utilisant la marque collective **optimix**.

Il devra respecter le règlement d'usage de cette marque collective :

4.1. La marque collective **optimix** est destinée à valoriser les entreprises/administrations/associations qui s'engagent dans une démarche de promotion de la mobilité durable auprès de ses salariés/agents à travers le respect de la présente convention. Elle sert à identifier ces entreprises/administrations/associations par apposition sur des documents commerciaux ou par utilisation dans la publicité sous toutes ses formes.

4.2. L'usage de la marque collective est réservé aux entreprises/administrations/associations qui ont signé la présente convention et qui en respectent les engagements.

4.3. L'usage de la marque est strictement personnel et ne saurait être accordé à des tiers sous forme de licence ou toute autre autorisation d'exploitation sous quelque forme que ce soit.

4.4. L'usage de la marque ne doit pas porter atteinte au nom, à l'image et à la renommée de l'Eurométropole de Strasbourg.

4.5. Les entreprises/administrations/associations s'engagent à respecter le règlement ainsi que la charte graphique de la marque collective **optimix** (cf. annexes).

4.6. Le non-respect de l'une des dispositions du présent règlement pourra entrainer l'interdiction immédiate pour le contrevenant de tout usage de la marque collective **optimix**. L'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit de poursuivre en contrefaçon et, s'il y a lieu, d'exercer toute action en justice à l'encontre du contrevenant.

Article 5 : REGLEMENT D'USAGE ET D'ACCES A LA PLATEFORME WEB OPTIMIX.STRASBOURG.EU

L'accès à la plateforme web **optimix**.strasbourg.eu est réservé aux entreprises/administrations/associations signataires de la présente convention et tant que celle-ci n'est pas résiliée.

Chaque entreprise/administration/association disposera d'un seul accès à la plateforme pour un seul utilisateur, le référent mobilité **optimix**.

La plateforme web **optimix**.strasbourg.eu fait appel à des données personnelles des agents du PAS. L'usage de la plateforme web **optimix**.strasbourg.eu par le PAS et l'Eurométropole de Strasbourg se conforme à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, dite loi informatique et libertés.

La plateforme web **optimix**.strasbourg.eu a été conçue pour respecter les prescriptions techniques de sécurité des données de la CNIL (cf. annexe solution d'hébergement). Ses fonctionnalités ont été développées pour respecter le droit sur les données des utilisateurs (respect de l'anonymat, etc.)

L'Eurométropole de Strasbourg a déclaré son usage de la plateforme auprès de la CNIL (cf. déclaration normale en annexe).

Le PAS devra faire de même, en déclarant son usage de la plateforme auprès de la CNIL et en respectant ses obligations légales résumées en annexe dans le document «*obligations informatique et libertés*».

L'Eurométropole de Strasbourg ne pourra être tenue pour responsable du mauvais usage qui pourrait être fait des données des agents du PAS, à l'exception du mauvais usage qui en serait fait par ses services.

En cas de dénonciation de plein droit de la présente convention (cf. article 6), le PAS aura pour responsabilité la suppression des données personnelles de ses agents de la plateforme optimix.strasbourg.eu.

Article 6 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de deux ans à compter de la date de sa signature. Elle est renouvelée ensuite par tacite reconduction d'année en année, jusqu'à dénonciation de plein droit, sans indemnité, à la demande de l'une ou l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, 1 mois au moins avant la fin de la période annuelle en cours.

Article 7 : NON RESPECT DES ENGAGEMENTS PAR UNE PARTIE

En cas de non-respect de ses engagements par l'autre partie, chacune des parties pourra résilier de plein droit, sans indemnité, la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception après respect d'un préavis de deux mois.

Article 8 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans l'hypothèse où elle serait amenée à traiter conjointement avec le PAS des données à caractère personnel que ce dernier lui aurait transmises, l'Eurométropole s'engage à mettre tous les moyens nécessaires en œuvre afin de garantir la sécurité et la confidentialité desdites données, conformément à l'article 32 du règlement général sur la protection des données n°2016/679 ; en particulier :

a) elle traitera les données à caractère personnel dans le cadre exclusif de la réalisation du plan de mobilité mentionné à l'article 3.2 de la présente convention et en collaboration avec le PAS,

b) elle mettra en oeuvre les mesures techniques et d'organisation de nature à garantir la sécurité et la confidentialité des données transférées,

c) elle informera sans retard le PAS de tout accès fortuit ou non autorisé aux données et de toute demande relative à ces données émanant notamment des personnes concernées ou des autorités,

d) à la demande du PAS, elle soumettra ses moyens de traitement des données à une vérification qui sera effectuée par le PAS ou un organe de contrôle choisi par le PAS,

Le PAS est informé du fait que l'Eurométropole sous-traite le développement technique de la plateforme et l'hébergement des données traitées via la plateforme et accepte cette sous-traitance ; l'Eurométropole s'engage à soumettre ses sous-traitants aux mêmes obligations garantissant la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement [OM1]réponde aux exigences du règlement général sur la protection des données.

L'Eurométropole de Strasbourg supportera aux côtes du PAS, la part de responsabilitéqui lui incombe en tant que coresponsable de traitement pour tout manquement aux obligations de protection de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été transmises, notamment en cas d'apparition d'une faille dans la sécurité du traitement de données et/ou en cas de non information du PAS de l'apparition d'une telle faille.[BL2][OM3]

[OM4]Au terme du partenariat, l'Eurométropole s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'apporter au PAS, les preuves de la suppression effective des données et de leur non sauveguarde, sur demande du PAS.

[BL5][OM6]

Fait en double exemplaires à Strasbourg le,

Pour l'Eurométropole de Strasbourg **Le Président,**	**Pour le PAS** **Le Directeur Général**

Robert Herrmann **Jean-Louis Jérôme**

19

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Mise en œuvre de la stratégie de promotion du vélo à assistance électrique (VAE) et création de la marque "partenaire véloptimiste".

Pourquoi soutenir le VAE ?

Reconnue au niveau national comme la capitale française du vélo, et même distinguée à 2 reprises 4ème ville la plus cyclable du monde, l'Eurométropole de Strasbourg poursuit sa politique volontariste en faveur de la pratique cyclable et se revendique « véloptimiste ».

Dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 16 décembre 2016, l'objectif ambitieux de doubler la part des déplacements effectués à vélo à l'horizon 2030 par rapport à 2009 à l'échelle de l'agglomération est fixé.

Pour y arriver, l'Eurométropole continue d'étendre son réseau d'aménagements cyclables et soutient les services aux cyclistes à travers les associations de promotion du vélo, et du service Vélhop.

A l'horizon 2030, un réseau Vélostras complet permettra de réduire les temps de trajet à vélo entre les communes et la ville centre et les communes entre elles grâce à un réseau de pistes cyclables à haut niveau de service.

Dans ce contexte, l'avènement du vélo à assistance électrique (VAE) est une opportunité qui doit être saisie.

De nombreuses études françaises et européennes montrent en effet que les usagers du VAE sont à plus de 50% d'entre eux (entre 50 et 80% selon les études), pour des trajets équivalents, d'anciens usagers de la voiture individuelle.

Par ailleurs, toujours selon les mêmes études, le VAE permet d'augmenter la distance moyenne parcourue à vélo en la portant à 9 km, alors qu'aujourd'hui 83 % des déplacements à vélo sur l'Eurométropole font moins de 3 km.

Enfin, le VAE est reconnu comme le mode de transport le plus rapide en milieu urbain, devant la voiture ou les transports en commun, avec une vitesse moyenne de 19 km/h.

Tout ceci fait du VAE un outil de mobilité durable très efficace pour aider la collectivité à atteindre ses objectifs de part modale vélo, particulièrement dans les communes de seconde couronne.

Etude marketing

Profitant de l'appel à projet « Villes Respirables » en 2015, l'Eurométropole a commandité une étude marketing afin d'évaluer le marché actuel et potentiel du VAE sur l'agglomération, qualifier le processus d'achat, et comprendre ainsi les ressorts susceptibles d'accélérer l'usage du VAE.

Cette étude a permis de mettre en lumière une méconnaissance du VAE par la grande majorité des habitants de l'Eurométropole qui assimilent ce nouveau type de vélo à des scooters. L'étude a aussi révélé l'importance de la phase de test pour augmenter sensiblement l'intention d'achat. Sans surprise, les freins principaux à l'acquisition d'un VAE portent sur le coût de ces vélos et le risque de vol.

On estime à 850 – 1000 le nombre de VAE vendus sur l'Eurométropole de Strasbourg, avec un total de 2030 VAE en circulation.

L'étude a permis d'établir qu'avec une action de promotion d'envergure, on peut arriver à doubler les ventes de VAE, alors qu'actuellement le marché croît naturellement tous les ans de 35%.

Stratégie proposée

Sur la base de ces enseignements, l'Eurométropole de Strasbourg propose une stratégie en 3 étapes afin de promouvoir l'usage du VAE auprès des habitants du territoire.

1ère étape – découvrir le VAE

La première étape consiste à faire découvrir le VAE à un maximum de personnes, dans le cadre des plans de mobilité des entreprises et des administrations, et à l'occasion d'événements dans les communes de seconde couronne.

Ainsi, dès le mois d'avril, deux types d'animations vont être déployées sur le territoire :

- 100 interventions de deux heures dans les entreprises et les administrations du territoire menées par le CADR67 pour faire essayer des VAE et distiller des conseils sur les itinéraires, la pratique cyclable, ainsi que sur les précautions à prendre pour diminuer les risques de vol,

- une tournée du bus « Vélhop » dans les communes pour faire découvrir, le temps d'une journée, le VAE aux habitants, en leur laissant la possibilité immédiate d'en louer un.

L'objectif de cette première étape est de donner envie d'essayer le VAE sur une période plus longue.

2ème étape – tester le VAE à l'épreuve de la vie courante

Pour permettre aux habitants de tester un VAE en conditions réelles, la possibilité leur est offerte de louer auprès de Vélhop un des 250 VAE de dernière génération mis à disposition à un tarif de 49€/mois les 3 premiers mois, puis 102€/mois pendant les 3 mois suivants.

3ème étape – faciliter l'acquisition d'un VAE à tarif négocié

La possibilité de louer un Vélhop à assistance électrique à un tarif avantageux (49€/mois) n'étant possible que pour une période de 3 mois (avant de passer à 102€/mois), une offre d'acquisition proposée par des acteurs privés à un tarif négocié par la collectivité sera mise en œuvre à compter du mois d'avril 2018.

La cible est une offre d'acquisition de VAE de qualité supérieure, au sein d'un réseau de distribution locale, à un tarif de 59€/mois sur 36 mois, entretien compris.

L'offre ainsi constituée permet d'assurer la continuité avec l'offre de location de Vélhop, en s'inspirant des modèles commerciaux de l'industrie automobile et de la téléphonie pour réduire le frein lié au coût d'acquisition de ces nouveaux types de vélos.

Création d'une marque collective

Pour réussir la mise en œuvre de la troisième étape, et proposer aux habitants une offre négociée d'appel pour l'acquisition d'un VAE, l'Eurométropole propose de créer une marque collective destinée à fédérer les acteurs privés, professionnels du cycle et établissements bancaires, et les contraindre au respect d'un cahier des charges.

Ainsi, dans le règlement d'usage de la marque « partenaires véloptimistes » joint à la présente délibération, il est spécifié des caractéristiques précises pour les modèles de VAE éligibles, le type de prestations intégrées dans l'offre d'entretien, et les modalités du crédit bancaire.

Les caractéristiques des VAE éligibles à l'offre négociée de la collectivité ont été définies afin de promouvoir des modèles de VAE qui garantissent un haut niveau de sécurité aux cyclistes, mais aussi aux autres usagers de la rue (piétons).

Enfin, et bien évidemment, les efforts menés actuellement pour renforcer et diversifier l'offre en stationnement (aménagements au sein des parkings en ouvrage notamment à Sainte Aurélie et Austerlitz) ainsi que des campagnes de prévention et de lutte contre le vol de vélos seront renforcés (gravage des vélos, etc.).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la stratégie de promotion des vélos à assistance électrique portée par l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *le règlement d'usage de la marque collective simple « partenaire véloptimiste » ci-jointe, qui sera signé avec chaque établissement souhaitant devenir exploitant de la marque,*

autorise

le Président à signer le règlement d'usage de la marque collective avec chaque établissement respectant le cahier des charges de ladite marque.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018



Règlement d'usage de la marque collective simple « partenaire véloptimiste »

Version en vigueur au 23.03.2018

Règlement d'usage de la marque collective « partenaire véloptimiste »

PREAMBULE

L'Eurométropole de Strasbourg s'est fixée comme objectif d'atteindre à l'échelle de toute l'agglomération 16% de déplacements quotidiens à vélo à l'horizon 2030. Rapporté aux données statistiques de 2009, cela signifie doubler le nombre de déplacements effectués à vélo.

Pour atteindre cet objectif ambitieux, l'avènement du vélo à assistance électrique (ci-après « VAE ») est une opportunité qui doit être saisie.

De nombreuses études françaises et européennes montrent en effet que les usagers de VAE :

- sont à plus de 50% d'entre eux (entre 50 et 80 % selon les études), pour des trajets similaires, d'anciens usagers de la voiture individuelle,
- augmentent leur distance parcourue à vélo avec une portée moyenne à 9 km,
- profitent du mode de transport en milieu urbain qui a la vitesse la plus élevée (19 km/h).

Le VAE est donc un outil de mobilité durable très efficace pour aider la collectivité à atteindre ses objectifs de part modale à vélo.

Dans ce cadre, afin d'inciter à l'usage de VAE, l'Eurométropole de Strasbourg (ci-après « EMS ») souhaite associer des professionnels du cycle et des établissements bancaires (ci-après le ou les « Partenaires Privés ») à la création d'une offre d'appel visant à faciliter l'acquisition d'un VAE par les habitants de l'EMS.

Pour parvenir à coordonner les différents Partenaires Privés, il a été décidé par délibération du Conseil de l'EMS du 23 mars 2018 la création d'une marque collective « partenaire véloptimiste » (ci-après « la Marque »).

La Marque permettra aux habitants de l'EMS d'identifier les professionnels du cycle et les établissements bancaires qui proposeront l'offre suivante : l'acquisition d'un VAE de qualité supérieure à un tarif avantageux incluant l'entretien et le remplacement des pièces d'usure.

Le présent règlement d'usage (ci-après « le Règlement ») a pour objet de définir les conditions et les modalités d'exploitation de la Marque. Il précise comment les Partenaires Privés pourront se prévaloir de la Marque et en faire usage pour profiter de la communication diligentée par l'EMS, mais à la condition qu'ils proposent une offre respectant les Cahiers des Charges (ci-après « le Cahier des Charges ou les Cahiers des Charges) ».

Ces Cahiers des Charges sont joints :

- en annexe 1 pour les professionnels du cycle,
- en annexe 2 pour les établissements bancaires.

Lesdites annexes 1 et 2 font partie intégrante et indivisible du Règlement.

<u>Article 1</u> - Objet du Règlement d'usage de la Marque

La Marque a pour but de promouvoir l'usage du vélo et en particulier du VAE pour les habitants des 33 communes de l'EMS.

Dans le cadre de cette promotion, l'EMS a choisi la Marque collective simple ci-dessous et a décidé de s'appuyer sur des Partenaires Privés volontaires.

Le Règlement détermine notamment les conditions d'utilisation de la Marque pour les Partenaires Privés.

L'autorisation d'usage de la Marque est réservée aux Partenaires Privés ayant présenté une offre répondant aux Cahiers des Charges acceptée par l'EMS.

<u>Article 2</u> - Identification et propriété de la Marque

La Marque est la marque semi-figurative française suivante



déposée le xxx sous le n° xxx pour désigner des produits et services des classes 12, 35, 36, 37, 39, 41.

L'EMS est seule et légitime propriétaire de la Marque.
Le Règlement sera inscrit au Registre National des Marques.

Article 3 - Conditions d'usage de la Marque

3.1. Conditions d'éligibilité

L'usage de la Marque est réservé aux Partenaires Privés proposant une offre respectant les critères énoncés dans le Règlement et dont les caractéristiques sont détaillées dans les Cahiers des Charges.

3.2. Demande d'autorisation d'usage de la Marque

Chaque candidat à l'usage de la Marque qui souhaite devenir Partenaire Privé doit notifier son adhésion au Règlement par l'envoi à l'EMS d'un courrier recommandé avec avis de réception comportant :

- mes pièces justificatives telles que définies dans le Cahier des Charges concerné et permettant d'en apprécier la conformité,

- deux (2) exemplaires originaux dûment complétés, paraphés et signés du contrat d'engagement (ci-après « le Contrat d'Engagement ») joint en annexe 3.

Ladite annexe 3 fait partie intégrante et indivisible du Règlement.

3.3. Autorisation d'usage de la Marque

Chaque Partenaire Privé ayant fait acte de candidature à l'usage de la Marque ne pourra l'utiliser qu'à compter du jour de la notification d'acceptation par l'EMS, par e-mail ou par courrier simple du Partenaire Privé.

Dès réception de la notification d'acceptation, le Partenaire Privé devient Exploitant de la marque (ci-après « Exploitant ») et dispose, en tant qu'Exploitant, d'une autorisation d'usage de la Marque dans les conditions définies ci-après.

3.4. Autorisation d'usage de la Marque en qualité d'Exploitant

L'Exploitant est autorisé à utiliser la Marque à titre gratuit.

L'Exploitant est autorisé à utiliser la Marque pour la durée mentionnée ci-dessous.

En vertu de cette autorisation d'usage, l'Exploitant peut utiliser la Marque sur tout support de communication publicitaire ou institutionnel.

L'utilisation de la Marque devra se faire dans le respect du Règlement.

L'autorisation d'usage de la Marque est consentie intuitu personae et est strictement personnelle à l'Exploitant et, en conséquence, ne peut être ni concédée, ni cédée à un tiers quel qu'il soit.

3.5. Engagements de l'Exploitant

L'Exploitant s'engage à informer l'EMS de toute modification de l'offre pour laquelle il a candidaté pour l'autorisation d'usage de la Marque.

L'Exploitant informe l'EMS de l'existence et du déroulement de toute procédure engagée à son encontre par l'un de ses clients ou par un tiers pour l'offre proposée par l'Exploitant, dès lors que le litige pourrait remettre en cause le respect par l'Exploitant du Règlement.

3.6. Durée de l'autorisation d'usage de la Marque

L'autorisation d'usage de la Marque reste en vigueur jusqu'à :

- ma révision des Cahiers des Charges. Dans ce cas, chaque exploitant devra candidater à nouveau pour se conformer aux nouvelles conditions du Cahier des Charges concerné,

- une modification des caractéristiques de l'offre de l'Exploitant, dès lors qu'elle entraînerait le non-respect du Cahier des Charges concerné.

3.7. Perte de l'autorisation d'usage de la Marque

L'autorisation d'usage de la Marque par l'Exploitant est automatiquement perdue dès lors que celui-ci ne respecte plus l'une quelconque des conditions et obligations prévues au Règlement.

La perte de l'autorisation d'usage de la Marque entraîne immédiatement l'obligation pour l'Exploitant de retirer toute référence à la Marque sur tous les supports de communication quels qu'ils soient.

Cependant, à titre exceptionnel et sur demande écrite motivée de l'Exploitant, l'EMS pourra accorder à l'Exploitant un délai pour mettre son offre en conformité avec le Règlement et recouvrer - si les conditions sont alors remplies - son autorisation d'usage de la Marque. La demande motivée de délai de mise en conformité doit être adressée à l'EMS par lettre recommandée avec accusé de réception. Le délai, s'il est accordé par l'EMS, ne pourra excéder un (1) mois.

Article 4 - Modification du Règlement

Le Règlement, en ce inclus les Cahiers des Charges, peut être modifié à tout moment à l'initiative de l'EMS qui en informera, dans les meilleurs délais, l'Exploitant par e-mail ou par courrier simple.

Par ailleurs, à la demande d'un nombre significatif des Exploitants et à l'issue d'une concertation menée entre l'EMS et les Exploitants, le Règlement pourra également, le cas échéant, être modifié.

La version du Règlement modifié fera l'objet d'une inscription au Registre National des Marques.

Article 5 - Responsabilité de l'Exploitant

L'Exploitant est seul responsable vis-à-vis des tiers de l'appréciation de la conformité de son offre au Règlement et de la communication qu'il fait autour de son offre.

Il est seul responsable de l'usage qu'il fait de la Marque.

Article 6 - Contrôle du respect du Règlement

L'EMS est habilitée d'une manière permanente et générale à effectuer tous contrôles et à prendre toutes mesures utiles afin de faire respecter les dispositions du Règlement.

L'EMS pourra, le cas échéant, désigner à cet effet un organisme extérieur indépendant.

A ce sujet, l'EMS est notamment autorisée à faire procéder à la visite des magasins, des ateliers et des agences des Exploitants afin de vérifier que les conditions du Règlement sont bien respectées.

Article 7 - Protection de la Marque

L'EMS est seule compétente pour engager toute action qu'elle jugera utile en cas de contrefaçon de la Marque ou de toute autre atteinte à la Marque par un tiers.

L'EMS est chargé de prendre toutes dispositions utiles en vue du retrait éventuel de l'autorisation d'usage de la Marque.

En cas d'atteinte portée à la Marque par l'Exploitant après la perte de l'autorisation d'usage de la Marque par l'Exploitant, l'EMS pourra exercer toute action de son choix à l'encontre de l'Exploitant.

Article 8 - Droit applicable

Le Règlement et tout litige relatif à sa validité, à son interprétation ou à son exécution sont régis par le droit français.

Annexe 1 : Cahier des charges applicable à l'offre des professionnels du cycle

Pour être susceptible de bénéficier de la Marque et en devenir Exploitant, le candidat professionnel du cycle devra satisfaire à l'ensemble des conditions détaillées ci-après.

1. Qualité du candidat

Peut candidater tout professionnel du cycle disposant :

- d'un numéro de SIRET,
- d'une enseigne localisée sur le territoire de l'EMS (c'est-à-dire les 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg) intégrant un point de vente physique et un atelier de réparation.

2. Offre

Le professionnel du cycle Exploitant de la Marque devra proposer une offre respectant l'ensemble des critères suivants :

2.1. Qualité des modèles de vélos à assistance électrique proposés

Proposer un ou plusieurs modèles de Vélo à Assistance Electrique (VAE) combinant l'ensemble des caractéristiques techniques suivantes :

2.1.1. Un moteur intégré dans le pédalier (moteur dit central) avec a minima un capteur de couple, dont la puissance ne pourra excéder 250 W et dont l'assistance se coupera au-delà de 25 km/h,

2.1.2. Des freins hydrauliques,

2.1.3. Une batterie lithium-ion polymère.

2.2. Contrat d'entretien

Proposer à l'achat du VAE un contrat d'entretien d'une durée de trente-six (36) mois sur le lieu de vente ou au domicile de l'acheteur comprenant :

2.2.1. Deux (2) entretiens de contrôle par an pour vérifier :

- les serrages,
- les éclairages,
- le freinage,

- les pneumatiques,
- la transmission,
- le système.

S'il est nécessaire d'intervenir de manière complexe, un rendez-vous pour une révision complète sera proposé à l'acheteur.

2.2.2. Une (1) révision complète par an, sur rendez-vous, comprenant :

- le réglage du jeu de direction,
- le réglage de la transmission,
- la vérification des pièces d'usure du système de freinage,
- le dévoilage des roues,
- le réglage du jeu des moyeux,
- la reprise des serrages,
- le gonflage des pneus,
- la vérification de l'état des pneus,
- la vérification de l'état de la chaîne et des pignons,
- la lubrification complète,
- le diagnostic électrique.

2.2.3. Le remplacement des pièces d'usure suivantes à l'occasion d'un contrôle ou d'une révision complète :

- La prise en Charge de deux (2) crevaisons par an (réparation ou remplacement de la chambre à air),
- Le changement une fois par an des patins de freins / des plaquettes de freins.

2.3. Prix

Proposer une offre globale intégrant au moins un (1) modèle de VAE respectant les caractéristiques techniques telles que définies à l'article 2.1. ci-dessus, associé au contrat d'entretien tel que défini à l'article 2.2. ci-dessus pour un prix maximum de 2100 euros TTC.

2.4. Disponibilité

Satisfaire les demandes pour l'offre ainsi définie dans des délais acceptables pour la clientèle intéressée.

Si de trop nombreux clients sont découragés par les délais de disponibilité des VAE, les empêchant de fait l'accès à l'offre « partenaire véloptimiste » défini à l'article 2. du présent cahier des charges, l'Exploitant de la Marque encoure la perte de l'autorisation d'usage de la Marque.

2.5. Devis

Fournir au client demandeur un devis détaillé reprenant les caractéristiques de l'offre ainsi définie.

3. Présentation de l'offre

3.1. Communication commerciale

L'offre VAE inclusivement le contrat d'entretien à 2100 € TTC maximum ainsi défini devra faire l'objet d'une communication commerciale de la part du professionnel du cycle, sur laquelle la Marque pourra être utilisée.

Cette communication pourra prendre la forme la plus adaptée pour le professionnel du cycle mais devra être facilement accessible au grand public.

3.2. Publicité sur le lieu de vente et communication numérique

Le professionnel du cycle Exploitant de la Marque s'engage à utiliser les outils de publicité sur le lieu de vente (PLV) et les outils de communication numérique (logo, bannière) distribués gratuitement par l'EMS.

4. Justificatifs à fournir

Dans sa demande d'autorisation d'usage de la Marque, le professionnel du cycle devra attester de la conformité de son offre telle que définie dans ce Cahier des Charges.

A cette fin, il fournira :

- un extrait du Kbis daté de moins de 3 mois,
- la liste des points de vente, avec leur adresse, et une photo de leur devanture dans lesquels l'
- une description détaillée du ou des modèles de VAE qu'il souhaite proposer et qui correspondent aux caractéristiques énoncées dans ce Cahier des Charges,
- un exemplaire du contrat d'entretien qui sera remis au client, respectant les critères énoncés dans ce Cahier des Charges,
- un devis présentant le package VAE, inclusivement l'entretien, au prix défini dans ce Cahier des Charges,
- un exemple de communication commerciale reprenant les caractéristiques de l'offre (prix, produit, services) telle que proposée au client (feuille A4, page Internet etc…)

5. Contrôle du Cahier des Charges

L'EMS pourra procéder, à sa discrétion, à des contrôles sur le lieu de vente pour s'assurer que le professionnel du cycle propose bel et bien l'offre ainsi définie aux clients. A cet égard, il est précisé que l'EMS pourra avoir recours aux techniques du client mystère.

Annexe 2 : Cahier des charges applicable à l'offre des établissements bancaires

Pour être susceptible de bénéficier de la Marque et en devenir Exploitant, le candidat établissement bancaire devra satisfaire à l'ensemble des conditions détaillées ci-après.

1. Qualité du candidat

Peut candidater tout établissement agréé en qualité d'Etablissement de Crédit à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

2. Offre

L'établissement bancaire Exploitant de la Marque devra proposer une offre respectant l'ensemble des critères suivants :

2.1. Offre de financement

2.1.1. Offre obligatoire

Proposer une offre de financement respectant les critères suivants :

- une offre de crédit sur trente-six (36) mois maximum,
- avec une mensualité de moins de soixante-deux (62) euros intégrant l'ensemble des coûts d'octroi d'un crédit pour un montant emprunté de deux mille cents (2100) euros,
- applicable pour l'achat auprès d'un professionnel du cycle Exploitant de la marque d'un VAE et d'un contrat d'entretien respectant les critères énoncés aux articles 2.1. et 2.2. du Cahier des Charges de l'annexe 1.

2.1.2. Offre facultative

Proposer une offre de location avec option d'achat (LOA) respectant les critères suivants :

- une période de location de trente-six (36) mois maximum,
- avec des loyers mensuels de moins de cinquante (50) euros intégrant l'ensemble des coûts de location,

- comprenant l'entretien complet pendant la durée de location sur la base des critères définis à l'article 2.2. du Cahier des Charges de l'annexe 1,

- applicable pour une LOA d'un VAE respectant les critères énoncés aux articles 2.1. et 2.2. du Cahier des Charges de l'annexe 1 auprès d'un professionnel du cycle Exploitant de la Marque.

2.2. Souscription

2.2.1. Lieu de souscription

L'offre obligatoire définie à l'article 2.1.1. ci-dessus devra pouvoir être souscrite sur le territoire de l'EMS, c'est-à-dire les 33 communes composant l'Eurométropole de Strasbourg :

- Au sein d'une ou plusieurs agences bancaires de l'établissement bancaire Exploitant de la Marque implantée(s) sur le territoire de l'EMS et/ou,
- De manière dématérialisée sur un site Internet ou une application mobile de l'établissements bancaire Exploitant de la Marque.

2.2.2. Mode de souscription

Les clients de l'établissement bancaire souhaitant bénéficier de cette offre devront fournir à l'établissement bancaire un devis détaillé provenant d'un professionnel du cycle Exploitant de la Marque.

A cet effet, l'EMS fournira à l'établissement bancaire Exploitant de la Marque la liste à jour des professionnels du cycle Exploitant de la Marque.

L'établissement bancaire Exploitant de la Marque reste entièrement libre d'accorder ou de refuser la demande de financement, après étude du dossier du client demandeur.

2.3. Présentation de l'offre

2.3.1. Communication commerciale

L'offre de financement ainsi définie devra faire l'objet d'une communication commerciale de la part de l'établissement bancaire, sur laquelle devra figurer la Marque.

Cette communication pourra prendre la forme la plus adaptée pour l'établissement bancaire mais devra être diffusée au moins une fois à la majorité des clients de l'établissement bancaire habitant l'Eurométropole de Strasbourg.

2.3.2. Mode de souscription

L'établissement bancaire exploitant de la Marque s'engage à utiliser les outils de publicité sur le lieu de vente (PLV) et les outils de communication numérique (logo, bannière) distribués gratuitement par l'EMS.

Les outils de PLV seront utilisés dans les agences bancaires dans lesquelles l'offre sera proposée par l'établissement bancaire Exploitant de la Marque.

2.4. Responsabilité légale

L'établissement bancaire exploitant de la Marque est seul et unique responsable de l'offre qu'il propose et reste maître des conditions d'octroi du crédit ou du contrat de location avec option d'achat.

3. Justificatifs à fournir

Dans sa demande d'autorisation d'usage de la Marque, l'établissement bancaire devra attester de la conformité de son offre telle que définie dans ce Cahier des Charges

A cette fin, il fournira :

- les documents officiels permettant d'apprécier sa qualité d'établissement bancaire et son implantation sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg,

- une liste de la ou des agence(s) bancaire(s) qui proposeront une offre de financement telle que définie à l'article 2.1. ci-dessus,

- une description des conditions de l'offre obligatoire telle que décrite aux articles 2.1.1. et, le cas échéant, 2.1.2. ci-dessus,

- un exemplaire du modèle de contrat de crédit et du modèle du contrat de location avec option d'achat qui seront remis au client,

- un exemple de communication commerciale reprenant les caractéristiques de l'offre telle que proposée au client (feuille A4, page Internet, etc…).

4. Contrôle du Cahier des Charges

L'EMS pourra procéder, à sa discrétion, à des contrôles pour s'assurer que l'établissement bancaire propose bel et bien l'offre ainsi définie aux clients. A cet égard, il est précisé que l'EMS pourra avoir recours aux techniques du client mystère.

Annexe 3 : Droit d'usage de la marque collective « XXX véloptimiste » - Contrat d'Engagement

Document à imprimer, dater, parapher et signer en trois (3) exemplaires

Le présent contrat d'engagement (ci-après le « Contrat ») est conclu aux termes et conditions ci-après,

ENTRE

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
1 parc de l'Etoile
67000 STRASBOURG,
Représentée par Monsieur Robert Herrmann,
en qualité de Président,

Ci-après « EMS »,

ET

Dénomination : …….
N° SIRET : …….
Adresse : …….
Représentée par : ……
En qualité de : …….
e-mail : …….
Téléphone : …….

Ci-après « l'Exploitant »,

Article 1 - Respect du Règlement d'Usage

L'Exploitant s'engage à respecter le règlement d'usage de la marque collective « STRASBOURG Véloptimiste ») (ci-après La Marque) et ses annexes (ci-après le Règlement).

Article 2 - Modification du Règlement

L'EMS notifie à l'Exploitant, dans les conditions décrites au Règlement, toute modification dudit Règlement.

Article 3 - Autorisation d'usage de la Marque

A la suite d'une demande d'exploitation valablement effectuée et acceptée aux termes du Règlement, l'Exploitant bénéficie d'une autorisation d'usage de la Marque.

Article 4 - Contrôle de conformité

L'Exploitant accepte de se soumettre à tout contrôle ponctuel pouvant être réalisé par l'EMS ou son mandataire afin de vérifier la bonne application du Règlement et la conformité de l'offre

L'Exploitant donnera notamment à l'EMS, dans des conditions raisonnables, accès à tout document nécessaire permettant d'effectuer ledit contrôle.

Article 5 - Eléments de bilan

L'Exploitant à déclarer à l'EMS toutes données visant à analyser la performance des offres proposées dans le cadre de l'autorisation d'usage de la Marque.

Ainsi, le professionnel du cycle Exploitant de la Marque s'engage a minima à déclarer à l'EMS :

- Les ventes annuelles de VAE dans le cadre du Contrat,
- Les caractéristiques (prix, spécifications techniques) des VAE vendus dans le cadre du Contrat.

L'établissement bancaire Exploitant de la Marque s'engage a minima à déclarer à l'EMS :

- Le nombre de crédits pour financer des VAE achetés auprès des professionnels du cycle exploitants de la Marque dans le cadre du contrat,
- Les caractéristiques de montant et de durée des crédits accordés dans le cadre du contrat.

La date limite de déclaration de ces éléments est fixée u 15 mars de l'année civile suivant la commercialisation du VAE pour le professionnel du cycle et suivant la signature du crédit pour l'établissement bancaire.

Article 6 - Communication

L'Exploitant autorise l'EMS à publier son identité et toutes informations jugées utiles par l'EMS dans le cadre du Contrat sur son site ou tout support de communication visant à promouvoir la Marque.

Article 7 - Changement de responsable

Tout changement de raison sociale ou du responsable d'un des deux contractants doit être signalé à l'autre contractant dans un délai de trente (30) jours ouvrables à compter dudit changement.

Article 8 - durée du Contrat d'engagement

Le présent Contrat entre en vigueur à compter du jour de la notification d'acceptation transmise par l'EMS à l'Exploitant.

Il est conclu pour une durée indéterminée et peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties, à condition d'en avertir l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois avant la date à laquelle la partie notifiante souhaite voir intervenir la résiliation.

La résiliation du contrat emporte automatiquement la perte de l'autorisation d'utiliser la Marque par l'Exploitant, à compter du jour de la résiliation.

Article 9 - Rupture contractuelle

En cas de manquement par l'Exploitant à l'une ou plusieurs des obligations mentionnées au Contrat ou au Règlement, l'EMS se réserve la possibilité de dénoncer le présent Contrat avec effet immédiat et d'engager toute autre action nécessaire à la préservation des droits de l'EMS. La rupture du Contrat emporte automatiquement la perte de l'autorisation d'usage de la Marque par l'Exploitant, à compter du jour de sa notification à l'Exploitant.

Article 10 - Loi applicable

Le présent contrat est régi quant à ses conditions de validité, d'interprétation et d'exécution par la loi française.

Pour l'EMS	Pour l'Exploitant
Robert Herrmann, Président	Par
Le	Le
A	A

20

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Déclaration de projet modificative relative au réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg - Port du Rhin.

1. CONTEXTE ET RAPPEL DES OBJECTIFS ET FONCTIONNALITES DU PROJET

L'avant-projet de réaménagement de la rue du Péage a été adopté par délibération du Conseil de Communauté le 31 mai 2013, qui a autorisé le Président à mettre en œuvre les procédures afférentes à l'étude d'impact environnementale et à l'organisation de l'enquête publique nécessaire à la réalisation du projet. Cette dernière s'est déroulée du 4 décembre 2013 au 10 janvier 2014.

Ce projet a été déclaré d'intérêt général par décision du Conseil de Communauté du 28 novembre 2014.

Le projet de réaménagement de la rue du Péage a un lien avec l'extension Est de la ligne D de tramway vers Kehl aujourd'hui en service (DUP du 24 février 2014) avec laquelle il forme un programme général d'infrastructures de transports d'une part et avec le projet urbain des Deux Rives qui a donné lieu à une procédure de ZAC et à une concession d'aménagement accordée à la SPL des Deux Rives d'autre part. La zone d'aménagement concerté (ZAC) des « Deux Rives » s'étend sur une surface d'environ 74 ha, répartie en 3 sites non contigus : Citadelle, Starlette-COOP et la partie Nord-Est du port du Rhin permettant de développer une surface de plancher de l'ordre de 482 000 m². Colonne vertébrale du territoire, le tramway soutient les projets d'urbanisation et se conçoit comme un marqueur urbain au droit des stations.

Le projet de réaménagement de la rue du Péage dont les fonctionnalités sont décrites dans le dossier d'enquête publique qui s'est déroulée en décembre 2013 et janvier 2014 a pour objectifs de :

– **faciliter l'urbanisation du secteur « Starlette »** en éloignant du site, le trafic routier et en le reportant plus à l'Est. Il s'agit, en particulier, de dévier la circulation des poids lourds (transports de matières dangereuses entre autres) en maintenant les objectifs de la Liaison interports (fluidité de la desserte entre le port Nord, le port Sud et le port de Kehl). Les raccordements s'effectuent avec la rue de Lübeck, au Nord et la rue du Rhin Napoléon, au Sud, à hauteur de l'ouvrage de franchissement des voies ferrées ;

– **assurer la fluidité et la sécurité du trafic de transit**, notamment des poids lourds, grâce à un franchissement inférieur par rapport aux voies du tram (voirie en trémie). Des travaux conservatoires prévus par la 1ère opération de l'extension Est de la ligne tram D et permettant d'anticiper le réaménagement de la rue du Péage comprennent la couverture de la trémie nécessaire au passage du tram ;
– **permettre la desserte du futur quartier « Starlette »** et le passage des convois exceptionnels ;
– **intégrer des cheminements modes doux** (vélos et piétons) participant au maillage du réseau existant ;
– **garantir l'insertion paysagère** de l'infrastructure par la création d'une coulée verte, renforçant la trame verte d'agglomération.

Dans le cadre de sa mission d'aménageur de la ZAC, la SPL Deux Rives a élaboré un plan guide de la ZAC. L'intégration de la rue du Péage a été identifiée comme un enjeu urbain majeur. A ce titre et afin d'améliorer l'articulation entre les secteurs urbains de Starlette et de la Coop, la réduction des nuisances liées au trafic routier et l'insertion de cette infrastructure, il a été proposé d'apporter plusieurs adaptations tout en respectant les grandes fonctionnalités circulatoires de cet ouvrage.

Ces adaptations ont été validées par une étude de trafic menée à la demande de l'ensemble des partenaires (Eurométropole et Ville de Strasbourg, PAS, SPL Deux rives) par le bureau d'études RR&A en 2016 qui a confirmé la faisabilité des modifications sans remettre en cause les caractéristiques essentielles du projet initial ni générer de nuisances supplémentaires.

Cette étude a également permis de répondre à des observations soulevées lors de l'enquête publique du projet concernant la prise en compte des flux des secteurs Starlette et Coop ainsi que du trafic ferroviaire de fret dans le dimensionnement de la voirie.

2. LES MODIFICATIONS APPORTEES AU PROJET INITIAL

2.1 Rappel du projet initial

Le projet initial a été conçu pour se développer entre deux points de raccordement connus :

– le carrefour avec la rue du Port du Rhin au Nord,
– le raccordement à la rue du Rhin Napoléon au Sud.

Il prévoyait la réalisation de 4 voies de circulation, deux dans chaque sens qui ont des fonctionnalités différentes :

– deux voies sous trémie permettant le transit Nord/Sud,
– deux voies de surface, permettant d'une part la desserte des futurs quartiers urbanisés et servant de voie de secours en cas de travaux d'entretien ou d'accident sous la trémie. Ces voies servaient également aux convois exceptionnels.

De plus, il envisageait pour les modes doux, une voie verte de 3 m de largeur à l'Ouest de la chaussée et un trottoir de de 2 m de largeur à l'Est.

Le report de l'ensemble des flux poids lourds Nord/Sud sur la future rue du Péage permettait de libérer la route du Petit Rhin du trafic de transit. Ce changement de statut transformait la route du Petit Rhin en voie de desserte locale.

2.2 Les modifications liées à l'approfondissement du projet urbain des Deux Rives

Les modifications apportées au projet ne remettent pas en cause les objectifs de la rue du Péage. Au contraire, elles permettent d'améliorer l'intégration urbaine du projet et de faciliter les accès au futur secteur Starlette depuis le Sud de la rue du Péage, sans pour autant remettre en question les conditions de circulation dans ce secteur.

2.2.a La suppression des voies latérales

Les fonctions initialement assurées par les voies latérales de la rue du Péage, à savoir : la desserte du secteur Starlette, la connexion avec la route du Petit Rhin, le passage des convois exceptionnels et le report de la circulation en cas de problème au niveau de la trémie, seront assurées par la route du Petit Rhin et un nouvel ouvrage de raccordement de la rue du Péage sur la route du Petit Rhin, le carrefour Sud. La suppression de ces contre-allées permettra notamment de réduire l'emprise foncière et de la libérer pour des voies douces le long de la rue du Péage.

2.2.b L'accès Sud

Ce nouveau carrefour Sud prendra la forme d'un giratoire percé (ou carrefour à feux en demi-lune). Au débouché de la rue du Péage, deux voies dans chaque sens de circulation assureront l'écoulement des flux. L'anneau composé de deux voies fonctionnera comme un échangeur permettant d'assurer la jonction avec la route du Petit Rhin et au-delà avec la Liaison interports. Cet ensemble sera géré par des feux afin de prioriser l'écoulement du trafic sur la rue du Péage et pour préserver la route du Petit Rhin d'une circulation de transit. Si nécessaire, diverses mesures d'accompagnement circulatoires pourraient être préconisées pour interdire toute possibilité de shunt par la route du Petit Rhin (zone 30 par exemple). La Route du Petit Rhin sera donc préservée dans sa vocation de desserte locale du quartier de Starlette où la circulation sera apaisée.

2.2.c L'accès Nord

Le carrefour Nord à feux assurera la jonction entre la rue du Péage, la rue du Port du Rhin et la rue de Lübeck. Les échanges entre ces différents axes représenteront, en matière de trafic, un sujet délicat du fait de la proximité avec les voies de chemin de fer et le trafic fret.

Le carrefour Nord intègrera le redressement de la rue de Lübeck, qui sera déplacée dans le prolongement de l'actuelle rue du Péage. Cette modification permettra de conserver des réserves de capacité acceptables. En particulier, elle absorbera le passage des trains, elle intègrera le projet du nouveau siège du PAS et permettra notamment d'en assurer la desserte. Une régularisation du foncier sera conduite dans le cadre des discussions avec le PAS.

2.2.d Itinéraire des modes doux

La continuité des liaisons piétonnes et cyclables sera assurée dans les deux sens. Aussi, plutôt que de longer strictement la rue du Péage sur l'ensemble du linéaire, il sera proposé une implantation plus à l'Ouest (le cas échéant en limite d'un espace végétalisé).

2.2.e Desserte de la villa Fischer

Initialement ce bâtiment était desservi via les voies latérales. Dans la nouvelle configuration, une nouvelle rue perpendiculaire sera créée depuis la route du Petit Rhin.

En conclusion, les évolutions apportées au projet ont été étudiées de manière à conserver les caractéristiques essentielles du projet initial et tiennent compte de nouveaux éléments de programme.

3.2 Estimation des dépenses initiales

Le montant prévisionnel des travaux de réaménagement a été précisé dans le dossier soumis à enquête publique, pour un total estimé à 16 000 000 € HT (valeur octobre 2013). Le coût total prévisionnel de l'opération indiqué dans le dossier d'enquête publique s'élève à 18 723 500€ HT soit 22 468 200 € TTC, y compris les acquisitions foncières.
La décomposition est la suivante :

- 17 603 500 € HT soit 21 124 200 € TTC à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg,

- 1 120 000 € HT soit 1 344 M€ TTC à la charge de la Ville.

Il convient de noter que les coûts des démolitions de bâtiments estimés à 230 000 € HT (276 000 € TTC) étaient compris dans le coût prévisionnel des travaux.

Il est observé que les concours financiers extérieurs envisagés pour environ 1,7 M€ HT n'ont pas été reconduits.
Le Port Autonome a maintenu sa contribution (2 M€ HT).

3.3 Estimation des dépenses du projet modifié

Le chiffrage des travaux de réaménagement a été précisé suite aux modifications apportées au projet et représente un montant de 15 862 500 €HT (valeur janvier 2018). Le coût total prévisionnel de l'opération se décompose donc aujourd'hui comme suit :

- Etudes : 1 200 000 € HT (soit 1 440 000 € TTC)

- Travaux (y compris démolitions) : 15 862 500 € HT (soit 19 035 000 € TTC)

- Mesures environnementales : 232 500 € HT (soit 279 400 € TTC)

- Acquisitions foncières : 2 145 000 € HT (soit 2 574 000 € TTC)

Le coût total de l'opération est donc estimé à 19 440 000 € HT (soit 23 328 000 € TTC, valeur janvier 2018).

On notera que la dépense des acquisitions foncières devra encore être précisée suite aux nouvelles limites du projet et notamment des évolutions au débouché de la rue de Lübeck. Les acquisitions par voie amiable sont privilégiées.

La précision des coûts des aménagements à la charge de la Ville de Strasbourg (espaces verts pour 440 000 € HT et éclairage public pour 490 000 € HT) permettent également d'établir une nouvelle répartition financière entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg. Une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage désignée, jointe en annexe n° 3, actualise les estimations de la convention déjà validée par délibération de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 novembre 2014.

4. ETAT DES PROCEDURES

4.1 Procédures réalisées

Compte tenu de sa nature, le projet initial de travaux a été soumis à la réalisation d'une étude d'impact et à une enquête publique qui ont été effectuées dans les conditions prévues par le code de l'environnement, notamment ses articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants.
Le déroulement de l'enquête publique ouverte du 4 décembre 2013 au 10 janvier 2014 a été conclu par un avis favorable du commissaire enquêteur.
Les modifications du projet ont été soumises à la procédure d'examen au cas par cas de l'autorité environnementale. Cette dernière a confirmé (décision en date du 14 novembre 2017) que les modifications apportées n'étaient pas substantielles. Elles ne nécessitent donc ni d'étude d'impact complémentaire, ni de nouvelle procédure d'enquête publique.

4.2 Poursuite de l'opération

Des procédures restent néanmoins à mener pour ce projet :

– le Dossier au titre de la Loi sur l'eau (DLE), suivant le régime de la déclaration,
– l'achèvement des acquisitions foncières ou des échanges fonciers,
– les procédures domaniales (déclassement/reclassement...).

Pour mémoire, dans la délibération du 17 novembre 2014, la Ville a consenti à un transfert temporaire de l'ensemble de ses attributions de maîtrise d'ouvrage à l'Eurométropole de Strasbourg qui mènera l'ensemble des procédures et qui sera remboursée par la Ville.

5. LES ACQUISITIONS FONCIERES NECCESSAIRES

Le PAS est l'aménageur et le gestionnaire de la zone portuaire. L'Eurométropole de Strasbourg, la Ville et le PAS ont mis en place un partenariat dès la réalisation du schéma

directeur des Deux Rives dans le cadre d'un groupement de commandes (2009) et par le biais d'un contrat de développement (février 2011) permettant de dynamiser la zone économique et de conduire les mutations urbaines.

Le contrat de développement prévoit notamment que les partenaires conviennent de l'importance d'assurer une continuité des infrastructures routières Nord-Sud tout en améliorant sa fluidité. A ce titre, l'Eurométropole de Strasbourg poursuit l'amélioration des infrastructures routières de traversée de la zone centrale du port et en particulier au niveau de la rue du Péage.

Le PAS, propriétaire de l'ensemble des parcelles concernées par l'opération, excepté deux parcelles déjà propriété de l'Eurométropole de Strasbourg est disposé à procéder en temps utile à la cession ou à l'échange amiable des terrains dont il a la propriété afin de permettre la réalisation du projet de réaménagement de la rue du Péage.

6. CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION ET DE MISE EN SERVICE DE LA RUE DU PEAGE.

Le calendrier opérationnel se compose des grandes étapes suivantes :

- études techniques de niveau PRO, EXE et consultation des entreprises : en 2018,
- acquisitions foncières : premier semestre 2018 ;
- procédure au titre de la loi sur l'Eau : février à juin 2018 ;
- travaux : à partir de fin 2018 pour environ 18 mois ;
- mise en service prévisionnelle : mi-2020.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 122-1, L 123-1 et L 126-1
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
notamment ses articles L 5217-2 et L 5211-57
Vu la délibération du Conseil de Communauté du 28 novembre 2014
portant déclaration d'intérêt général du projet relatif au
réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg – Port du Rhin
Vu l'avis favorable du Conseil municipal de Strasbourg du 19 mars 2018
portant sur la déclaration de projet modificative relative au
réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg - Port du Rhin
Vu la décision de l'autorité environnementale saisie d'un
examen cas par cas sur le projet modifié du 14 novembre 2017
Vu l'article 2, II, de la loi du 12 juillet 1985 modifié par l'article 1.III de l'ordonnance
n° 2004-566 du 17 juin 2004,
vu l'avis de la Commission thématique,
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré

approuve

les modifications apportées au projet de réaménagement de la rue du Péage, plus largement exposées dans la présente délibération, consistant pour l'essentiel :

- *en la suppression des deux voies latérales de surface de part et d'autre de la trémie, point d'entrée initial du site d'urbanisation Starlette ;*
- *en la création, en remplacement des deux voies latérales et du carrefour central du projet de 2013 d'un ouvrage nouveau, le carrefour Sud (giratoire percé) au niveau de la route du petit Rhin qui permet de desservir le site Starlette et de se raccorder à la Liaison interports ;*
- *au redressement du débouché de la rue de Lübeck et au recalage du carrefour Nord.*

prend acte

de la décision de l'autorité environnementale saisie sur le projet modifié.

déclare

d'intérêt général les travaux de réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg-Port du Rhin, dont les modifications apportées au projet déjà présenté et ce pour les motifs et considérations suivants, pour rappel :

- *faciliter l'urbanisation et la desserte du secteur Starlette, en éloignant de ce site le trafic routier ;*
- *assurer une fluidité et une sécurité du trafic de transit, notamment de poids lourds et la desserte du PAS, grâce à une traversée en dénivelée des voies du tram et au maintien des objectifs de la Liaison interports ;*
- *participer au maillage des réseaux de déplacement, y compris pour les modes doux, de manière à assurer une desserte et une accessibilité multimodale de qualité ;*
- *renforcer la trame verte d'agglomération par la création d'une coulée verte garantie par l'insertion paysagère du projet.*

Et en outre :

les modifications proposées permettent d'améliorer l'articulation entre les secteurs urbains Starlette et Coop, de minimiser les nuisances liées au trafic routier et d'assurer une meilleure insertion de ce projet d'infrastructure, tout en conservant les caractéristiques essentielles du projet et la fonctionnalité de l'ouvrage sans générer de nuisances.

approuve

la nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage désignée Ville /Eurométropole

autorise

Le Président et ou son représentant :

- *à engager toutes les démarches administratives auprès du PAS pour conduire à l'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation du projet de la rue du Péage et de procéder aux échanges de terrains qui permettront à la fois le redressement de la rue de Lübeck et la desserte du futur siège du PAS ;*
- *à mettre en concurrence les prestations intellectuelles, services, fournitures et travaux, conformément au code des marchés publics ;*
- *à déposer, le cas échéant, les permis de démolir et autres demandes d'autorisation nécessaires pour la déconstruction des immeubles dans l'emprise du projet ;*
- *à signer tout document, acte, contrat, convention et marché nécessaire à la réalisation du projet.*

précise

- *que la présente délibération fera l'objet de mesures de publicité , conformément à l'article R 126-2 du code de l'environnement, soit d'un affichage au siège de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, mentionnant le ou les lieux ou le public peut consulter le dossier de la déclaration de projet (rue de Soleure, 3ème étage-service Tramway et Grands Projet à Strasbourg) ainsi que la publication de la délibération au recueil des actes administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg ;*

- *la présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au représentant de l'Etat et son affichage.*

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

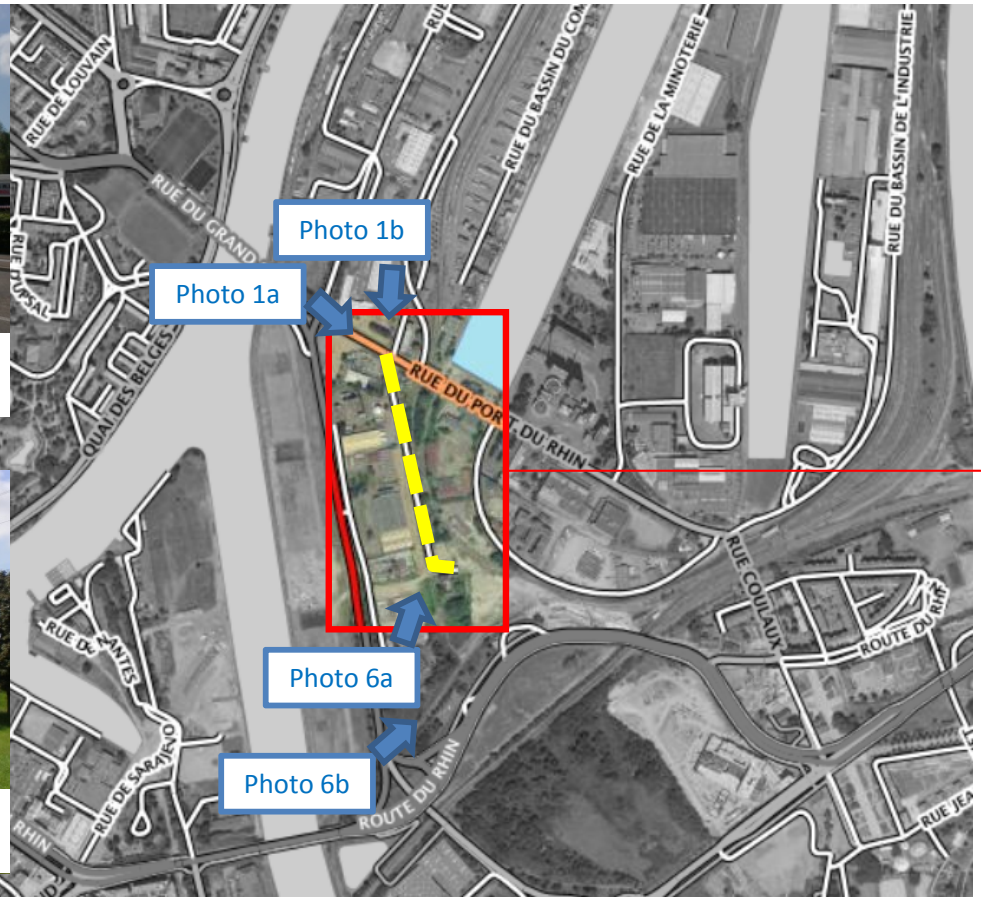
Annexe 1 - Photographies de la rue du Péage dans son environnement proche et dans le paysage lointain

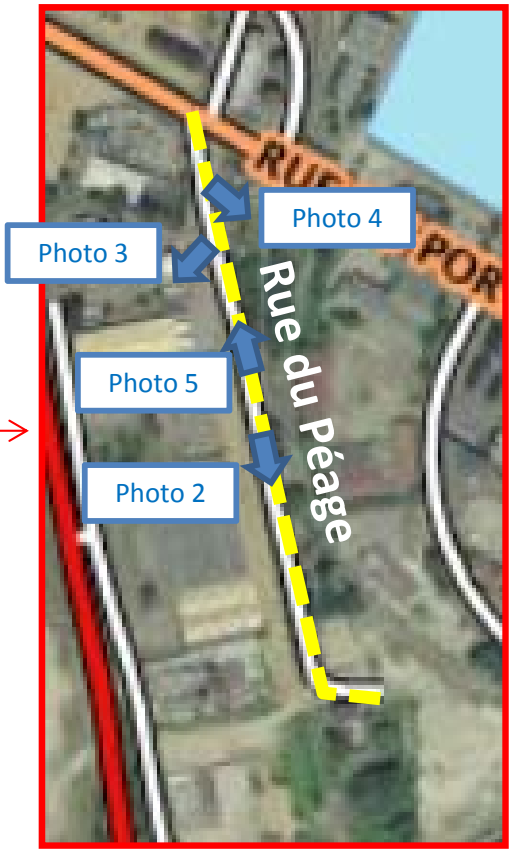


La rue du Péage, vue depuis le rue du Port du Rhin (Photo 1a)



La rue du Péage, vue depuis la rue de Lübeck (Photo 1b)





La rue du Péage, vue vers le sud (Photo 2)	La rue du Péage, vue vers l'ouest (Photo 3)	La rue du Péage, vue vers l'est (Photo 4)	La rue du Péage, vue vers le nord (Photo 5)
			

Photo 6a : vue depuis le Sud



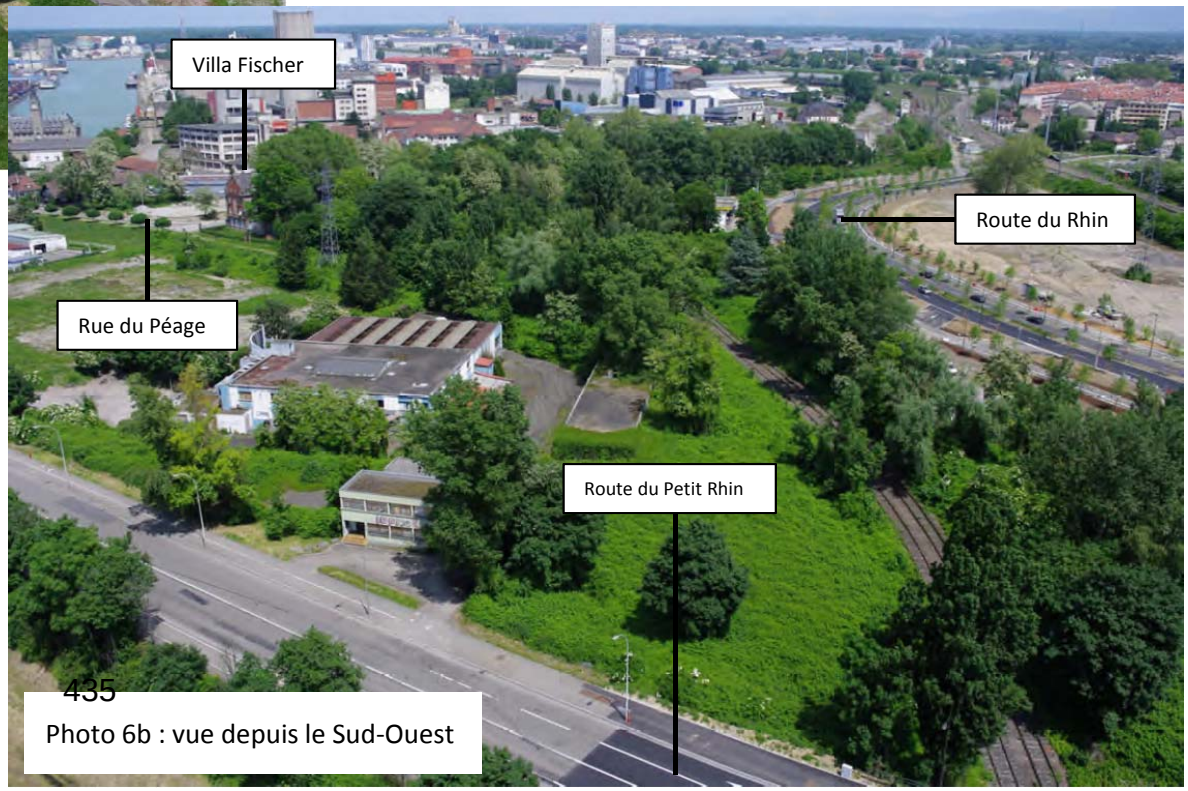
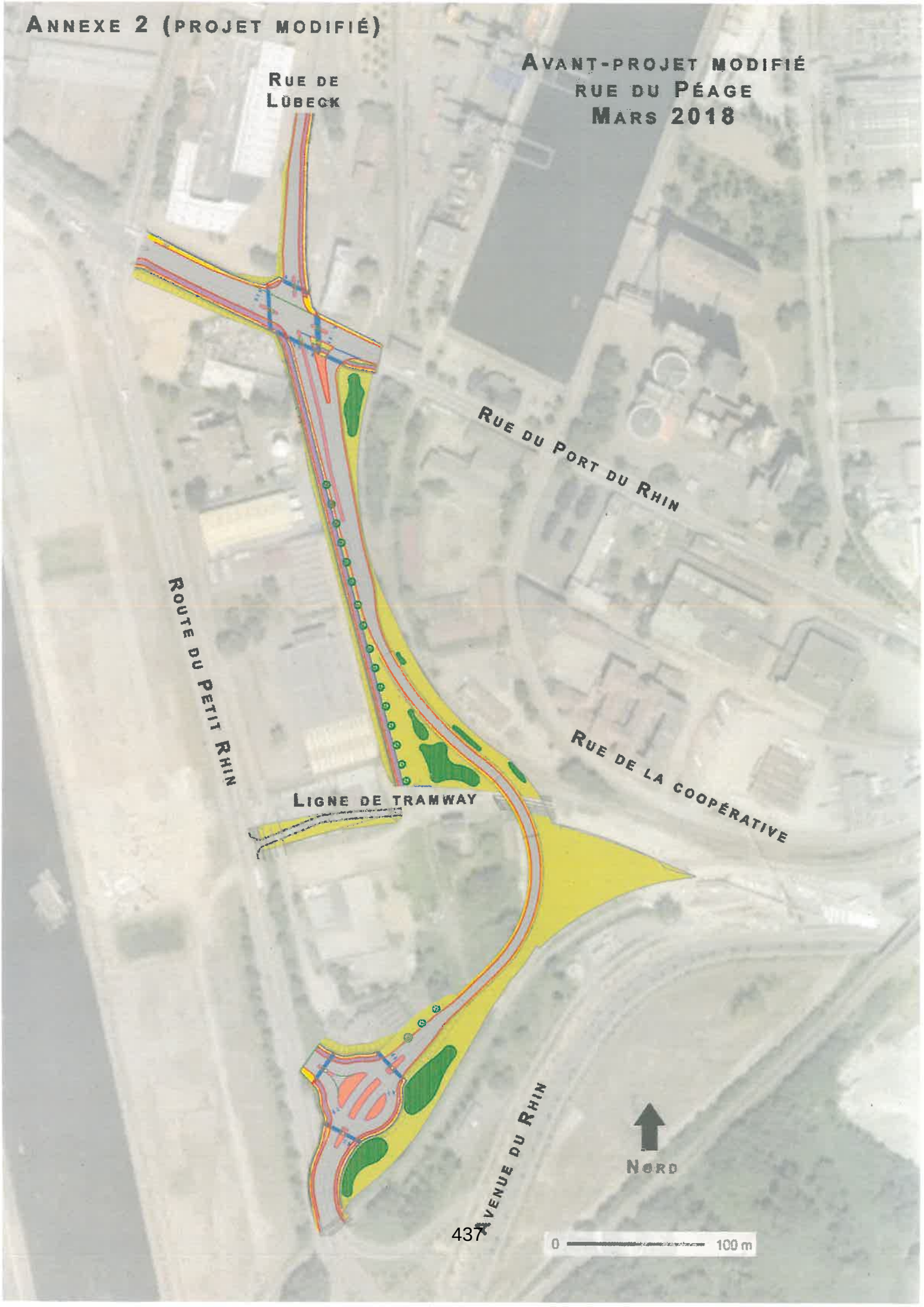


Photo 6b : vue depuis le Sud-Ouest

ANNEXE 2 (PROJET INITIAL)

DÉCLARATION DE PROJET (28 NOVEMBRE 2014)




ANNEXE 2 (PROJET MODIFIÉ)
AVANT-PROJET MODIFIÉ
RUE DU PÉAGE
MARS 2018
RUE DE LÜBECK
RUE DU PORT DU RHIN
ROUTE DU PETIT RHIN
RUE DE LA COOPÉRATIVE
LIGNE DE TRAMWAY
AVENUE DU RHIN
NORD
0
100 m

ANNEXE 3

CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DESIGNEE

Réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg
représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 23 mars 2018

et :

La Ville de Strasbourg
représentée par monsieur Roland RIES, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 19 mars 2018

Vu l'article 2,II, de la loi du 12 juillet 1985, telle que modifiée par l'article 1. III de l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004.

PREAMBULE

L'extension de la ligne D du tramway vers l'Est de l'agglomération strasbourgeoise et Kehl est présentée au schéma directeur de transport collectif 2010-2025, adopté par le Conseil de Communauté dans sa séance du 25 juin 2010. Elle doit desservir les nouvelles zones d'urbanisation sur l'axe Strasbourg-Kehl afin d'améliorer le cadre de vie du secteur et de favoriser l'activité économique de la zone portuaire**.**
De plus, une délibération du 22 septembre 2010, de prise en considération du diagnostic stratégique et des premières orientations générales d'aménagement du schéma directeur des « Deux Rives », a proposé d'utiliser le tramway comme outil stratégique de structuration et de développement urbain.
Les propositions programmatiques et fonctionnelles du schéma directeur « Deux Rives » approuvées par la Communauté urbaine dans sa séance du 15 avril 2011 confirment que l'extension de la ligne D du tramway constitue un élément fédérateur des différents ensembles urbains ou bulles d'urbanisation qui composeront le territoire des « Deux Rives ».

Dans le nouveau contexte des études d'urbanisme du schéma directeur des « Deux Rives », il a été proposé de modifier le tracé du tramway soumis à une première étape de concertation en 2009, dans sa partie comprise entre le carrefour A. Briand et le pont Desaix pour le placer au cœur des futures urbanisations du Môle de la Citadelle et de Starlette.

Une deuxième étape de concertation préalable avec le public, dont les ateliers de projet ont été communs avec l'élaboration du schéma des « Deux Rives » et le projet d'extension Est du tram D, a permis d'arrêter le nouveau tracé du tramway et d'acter la modification de l'organisation des circulations viaires dans le secteur avec le transfert vers la rue du Péage des fonctions circulatoires actuelles de la route du Petit Rhin (celle-ci étant alors principalement destinée à une desserte locale).

Le principe d'un report de la circulation générale de la route du Petit Rhin vers la rue du Péage, afin de faciliter l'urbanisation du secteur Starlette et réduire les risques induits par les transports de matières dangereuses, a été rappelé dans deux délibérations adoptées lors de la séance du Conseil de Communauté du 15 avril 2011 : l'une approuvant le bilan détaillé de la nouvelle étape de concertation du public de l'extension Est de la ligne D du tramway, l'autre approuvant les propositions programmatiques et fonctionnelles du schéma directeur des « Deux Rives ».

Celles-ci envisagent un potentiel urbanisable d'environ 800 000 m² de SHON, dont la mise en œuvre devra s'échelonner pour tenir compte de la libération des terrains. Une partie de ce potentiel sera réalisé dans le cadre d'un montage opérationnel de ZAC, sur une surface totale d'environ 74 hectares, répartie en 3 sites non contigus : Citadelle, Starlette-COOP et la partie Nord-Est du Port du Rhin pour une SHON totale de l'ordre de 470 000 m².

Par délibération du 24 février 2012, des études complémentaires ont été engagées et une concertation préalable à la création de la ZAC a été lancée. L'approbation du dossier de création et le bilan de la concertation ont été adoptés le 20 décembre 2013.

Le réaménagement de la rue du Péage et sa reconfiguration visent donc à lui permettre d'assurer de nouvelles fonctions circulatoires en créant un couloir pour les échanges Nord/Sud, de concentrer les nuisances engendrées par le trafic routier et le trafic de fret ferroviaire et de l'éloigner de la future zone d'urbanisation "Starlette". Cet enjeu constitue un acquis fondamental de la 2ème étape de concertation publique sur l'extension Est de la ligne D du tramway et de la réflexion stratégique sur le secteur « Deux Rives ».

Les deux opérations de réaménagement de la rue du Péage et d'extension du tram D jusqu'à la gare de Kehl forment les éléments d'un programme global d'aménagement, dont le principe a été approuvé par les délibérations du 15 avril 2011 et du 24 février 2012 (approbation de l'avant projet d'extension de la ligne D).

Les objectifs de ce programme sont :

- d'accompagner les importants projets de développement urbain projetés dans le programme « Deux Rives », et notamment ceux portés par le schéma directeur d'urbanisme des « Deux Rives », en y assurant une desserte et une accessibilité multimodale de qualité (offre en transports collectifs, aménagements cyclables, cheminements piétons adaptés aux normes accessibilité, etc.),

- d'assurer la fluidité et la sécurité du trafic, notamment poids lourds, et la desserte du

Port Autonome de Strasbourg,

- d'améliorer la qualité des échanges transfrontaliers en favorisant l'usage des transports collectifs et des modes doux (piétons et vélos) entre Strasbourg et Kehl.

La présente convention porte sur les modalités opérationnelles pour la réalisation du projet de réaménagement de la rue du Péage. Celui-ci nécessite l'intervention de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg, selon leurs compétences propres :

- sous maîtrise d'ouvrage Eurométropole de Strasbourg, les études, les aménagements de la voirie et les infrastructures primaires (réseaux), les trémies situées de part et d'autre de l'ouvrage d'art du tramway, la plantation des arbres d'alignement, la signalisation dynamique, la signalisation statique, le jalonnement,
- sous maîtrise d'ouvrage Ville, l'éclairage public, les espaces verts.

Par souci de lisibilité juridique et de cohérence technique et opérationnelle, il est décidé par les présentes de transférer le plein exercice de la maîtrise d'ouvrage de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg, en application de l'article 2.II de la loi du 12 juillet 1985. En effet, lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maitrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Programme

La nouvelle voirie, d'une longueur d'environ 800 ml reliera la rue de Lübeck, au Nord, à la rue du Rhin Napoléon, au Sud, à la hauteur de l'ouvrage de franchissement des voies ferrées. Elle est délimitée, en outre, à l'Est par les voies ferrées et à l'Ouest par le futur quartier « Starlette ».

Pour assurer la sécurité et la fluidité du trafic de transit, la section en trémie sera configurée de la manière suivante :

- une largeur de chaussée de 7 m pour permettre le croisement de deux poids lourds à 50 km/h,

- des trottoirs-chasse-roues de part et d'autre de la chaussée qui ne seront pas autorisés à la circulation piétonne sauf pour raisons de sécurité (évacuation du site en cas d'accident, incendie,…).

Pour assurer la desserte locale et le maillage modes doux sont prévus :

- une voie verte et un trottoir côté Ouest. La voie verte est séparée de la chaussée par une zone verte de largeur variable.

L'aménagement paysager aura pour fonction de minimiser l'impact de la circulation tout

en contribuant à intégrer cette infrastructure dans son futur environnement bâti, dans l'esprit d'un boulevard urbain paysager.

Ainsi, les différents flux de circulation seront séparés par des alignements d'arbres de hautes tiges qui renforceront le statut de cet axe viaire majeur dans le schéma de circulation de l'agglomération.

Article 2– Modalités du transfert de la maîtrise d'ouvrage

La Ville de Strasbourg désigne l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice de sa maîtrise d'ouvrage sur les éléments de travaux qui relèvent de sa compétence (éclairage et espaces verts). L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à réaliser l'opération dans son ensemble suivant le programme et les modalités financières définis à la présente convention.

L'Eurométropole de Strasbourg exercera la maîtrise d'ouvrage pleine et entière de l'opération dans toutes ses composantes y compris celles relevant des compétences de la Ville.

Article 3 – Modalités financières

Le coût prévisionnel des travaux de réaménagement a été précisé suite aux modifications apportées au projet et validées par les délibérations de la Ville de Strasbourg le 19 mars 2018 et de l'Eurométropole de Strasbourg le 23 mars 2018, pour un total estimé à 15 862 500 € HT (valeur janvier 2018). Les coûts de l'opération se décomposent alors comme suit :

Coût prévisionnel des travaux intégrant les coûts des démolitions des bâtiments	15 862 500 €
Coût prévisionnel des études	1 200 000 €
Coût des mesures environnementales complémentaires	232 500 €
Coût des acquisitions foncières	2 145 000 €
Coût total de l'opération HT	**19 440 000 €**
TVA 20 %	3 888 000 €
Coût total TTC	**23 328 000 €**

Une clé de répartition entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg sera calculée suivant les parts propres liées à leurs compétences. Devraient être réalisés :

- sous maîtrise d'ouvrage Eurométropole de Strasbourg, les études, les aménagements de la voirie et les infrastructures primaires (réseaux), les trémies situées de part et d'autre de l'ouvrage d'art du tramway, la plantation des arbres d'alignement, la signalisation dynamique, la signalisation statique, le jalonnement, les acquisitions foncières, les démolitions, les mesures environnementales dont le montant est estimé

à 18 510 000 € HT (22 212 000 € TTC, soit environ 95 % du montant global de l'opération),
- sous maîtrise d'ouvrage Ville, l'éclairage public et les espaces verts dont le montant est estimé à 930 000 € HT (1 116 000 € TTC, soit environ 5 % du montant global de l'opération).

Le coût total de l'opération s'élève à 19 440 000 € H.T. avec une participation financière du Port Autonome de 2 M€ HT.

La participation de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg se fera, sur la base des montants non subventionnés, suivant une clé de répartition de 95 % pour l'Eurométropole de Strasbourg et de 5 % pour la Ville de Strasbourg.

Le règlement des dépenses de l'opération sera effectué par l'Eurométropole de Strasbourg. La Ville de Strasbourg remboursera les montants engagés pour les travaux relatifs à l'éclairage public et les espaces verts sur présentation des décomptes finaux.

En cas de besoin, la Ville versera un acompte sur le compte de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg ne perçoit aucune rémunération de la Ville au titre de sa désignation comme maître d'ouvrage unique.

Article 4 – Terme de la convention

L'Eurométropole de Strasbourg exercera l'ensemble des garanties contractuelles.

Le transfert de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage stipulée au profit de l'Eurométropole de Strasbourg prendra fin lorsque toutes les réserves, y compris celles relatives à la garantie de parfait achèvement, seront levées.

L'Eurométropole de Strasbourg organisera la visite des ouvrages réceptionnés à laquelle participeront les services compétents de la Ville.
Après accord sur la réception des ouvrages, la Ville prend en charge l'entretien des ouvrages lui incombant (éclairage public et espaces verts).

Le délai de garantie de parfait achèvement pourra être prolongé par l'Eurométropole de Strasbourg en application de l'article 44.2 du Cahier des clauses administratives générales travaux.

La Ville peut à tout moment décider de mettre fin à la présente convention.

Article 5 – Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg,
Le Président

Robert HERRMANN

Pour la Ville de Strasbourg,
Le Maire

Roland RIES

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 23 MARS 2018 - Point n°20

Déclaration de projet modificative relative au réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg - Port du Rhin.

Pour	**74**	AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DELEAU-Christian, DILIGENT-Danielle, DREYER-Nicole, DREYSSE-Marie-Dominique, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, MAGDELAINE-Séverine, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste, MAURER-Jean-Philippe, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, PERRIN-Pierre, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHMIDT-Michaël, SCHULTZ-Eric, SCHWARTZ-Pierre, SENET-Eric, TRAUTMANN-Catherine, VETTER-Jean-Philippe, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien, ZUBER-Catherine
Contre	**1**	DEPYL-Patrick
Abstention	**4**	BERNHARDT-Michel, EGLES-Bernard, IMBS-Pia, POINSIGNON-Annick

Point 20 de l'ordre du jour :
Déclaration de projet modificative relative au réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg - Port du Rhin.

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 74

Contre : 1

Abstention : 4

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observation :

M. Patrick DEPYL a voté « Contre » par erreur alors qu'il souhaitait voter « Abstention »

21

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Extension Ouest de la ligne F du tramway vers Koenigshoffen - Acquisitions foncières.

Par délibération en date du 29 septembre 2017, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg s'est prononcé par une déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération et a sollicité auprès du Préfet un arrêté portant déclaration d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 13 novembre 2017 portant déclaration d'utilité publique du projet de prolongement Ouest de la ligne F du tramway de l'agglomération strasbourgeoise, le Préfet a déclaré d'utilité publique les acquisitions et travaux nécessaires au projet depuis le centre ville de Strasbourg vers le quartier strasbourgeois de Koenigshoffen. L'Eurométropole de Strasbourg est ainsi autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par la voie de l'expropriation, les immeubles nécessaires à la réalisation du projet, situés dans l'emprise du périmètre déclaré d'utilité publique.

Seul un terrain privé est concerné par les emprises du projet. Il s'agit d'une parcelle cadastrée sur la commune de Strasbourg, section MI n° 421/132 de 103,73 ares, appartenant en indivision forcée aux copropriétaires des immeubles 48 à 58 route des Romains et 15 à 21 rue des Petites Fermes à Strasbourg, pour une surface de terrain d'une contenance de 11,12 ares (sous réserve d'arpentage). Le terrain en question (cf. plan joint) est constitutif de parties communes, dont une partie est réservée à la jouissance exclusive des lots de copropriété n° 281 (un local commercial d'environ 110 m²) et n° 207 (un local de réserve en sous-sol d'environ 96 m²) appartenant à la société TOTAL, précision étant faite que les locaux en question sont mis en vente par la société TOTAL.

Il convient ainsi d'acquérir le terrain concerné par l'emprise du projet auprès des copropriétaires représentés par leur syndic, l'Immobilière ZIMMERMANN, et d'indemniser la société TOTAL à hauteur de la valeur du droit de jouissance de l'emprise affectée aux lots dont la société TOTAL est propriétaire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 29 septembre 2017
vu l'avis de la Commission thématique,
vu l'avis n° 2017/1106 de France Domaine

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. *l'acquisition, par voie amiable, ou en cas de besoin, par voie d'expropriation, sous réserve d'arpentage, des immeubles situés à Strasbourg/Koenigshoffen, tombant dans l'emprise du prolongement Ouest de la ligne F du tramway de l'agglomération strasbourgeoise, et ci-après cadastrés :*

   Conformément aux dispositions de l'article R 322-5 du Code de l'Expropriation, en cas d'acquisitions dans le cadre d'un projet déclaré d'utilité publique, les offres de la collectivité pourront être majorées d'une indemnité de remploi aux taux suivants :

   1. *Personnes de droit privé (immeubles bâtis et non bâtis)*
      - *20 % pour la fraction de l'indemnité principale inférieure ou égale à 5 000 €*
      - *15 % pour la fraction comprise entre 5 000 € et 15 000 €*
      - *10 % pour le surplus*

   2. *Personnes de droit public (Etat, Régions, Départements, Communes, etc...)*
      - *5 % (taux uniforme)*

   Commune de Strasbourg
   Banlieue de Koenigshoffen
   Section MI n° 421/132 de 103,73 ares, sol, ***pour une superficie d'environ 11,12 ares*** *sous réserve d'arpentage*
   appartenant en indivision forcée aux copropriétaires des immeubles 48 à 58 route des Romains et 15 à 21 rue des Petites Fermes à Strasbourg, représentés par leur syndic, l'Immobilière ZIMMERMANN
   au prix de 39 500 € HT, à majorer d'une indemnité de remploi dans le cadre de l'article R 322-5 du Code de l'Expropriation, conformément à l'avis de France Domaine ;

2. *le versement d'une indemnité pour perte d'une partie du droit de jouissance exclusive rattaché aux locaux d'activité de TOTAL, valorisée à 57 600 € HT par France Domaine, au bénéfice de la société TOTAL ;*

décide

- *la prise en charge par la collectivité d'indemnités accessoires complémentaires destinées à couvrir les frais inhérents aux transactions, tels que perte de plantations, perte d'équipements, rétablissement des murs, clôtures, conduites d'eau et accès aux propriétés, etc… ;*

- *l'imputation des dépenses correspondantes sur les crédits ouverts au budget 2018 de l'Eurométropole de Strasbourg TC02 sur l'AP0234 programme 1023 fonction 820 nature 2111 ;*

autorise

Le Président ou son(a) représentant(e) à signer tout document concourant à la mise en œuvre des dispositions de la présente délibération.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

Adresse : 4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 15 janvier 2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2017/1106

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Conduite de Projets de Transports

1 parc de l'Étoile

67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

*CET AVIS ANNULE ET REMPLACE CELUI DATÉ DU **03 JANVIER 2018***

DÉSIGNATION DU BIEN : EMPRISE FONCIÈRE DANS LE PÉRIMÈTRE DE L'EXTENSION DU TRAM OUEST.

ADRESSE DU BIEN : ROUTE DES ROMAINS ET RUE DES COMTES À STRASBOURG-KOENIGSHEOFFEN.

VALEUR VÉNALE : Indemnité principale : 97 100 € HT,

Indemnité de remploi : 11 020 € HT. (Voir §7 pour précisions complémentaires).

1 – SERVICE CONSULTANT : .Ville et Eurométropole de Strasbourg.

Affaire suivie par : Mme MERTZ (elisabeth.mertz@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 25/10/2017
DATE DE RÉCEPTION : 03/11/2017
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 19/12/2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Demande d'évaluation d'une bande de terrain d'environ 12 ares (sous réserve d'arpentage) à prélever de l'assiette foncière de la copropriété « Résidence des Romains ». L'emprise longe la route des Romains jusqu'à l'intersection avec la rue des Comtes.
Le terrain est constitutif de parties communes dont une partie est réservée à la jouissance exclusive des lots de copropriété n° 281 et 207 appartenant à la société TOTAL FRANCE (ancienne station service démantelée et locaux d'activités adjacents).
Arrêté de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du 13 novembre 2017.

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN

Section	Parcelle	Superficie /ares	Superficie à acquérir	Dont perte de jouissance exclusive pour TOTAL	Zonage PLU	Nature
MI	421	103,73	Estimé 12 ares	9,3340 ares	UB2-15mET	Sol

Selon le relevé du 13 septembre 2013 établi par M. BRANLY, géomètre-expert, les parties communes à jouissance exclusive au profit de TOTAL FRANCE représentent respectivement 1,4740 are pour le lot n° 281 et 11,38 ares pour le lot n° 207, soit 12,8540 ares au total.

Au vu du projet de découpage fourni, l'acquisition nécessaire au projet est estimée à 12 ares dont 9,3340 ares pour la partie à jouissance exclusive et le surplus d'environ 2,6660 ares concernant des parties communes ordinaires de la copropriété. Au final, l'emprise à jouissance exclusive attachée aux locaux d'activités de TOTAL FRANCE serait réduite à 3,52 ares.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) des terrains : Les copropriétaires de la Résidence des Romains.

6 – Urbanisme et réseaux

Emprise située en zone « UB2 – 15mET » du PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, opposable le 23/01/2017.
La zone UB est une zone urbaine à vocation mixte qui identifie des tissus bâtis hétérogènes.
Emprise au sol de 65 %.

Qualification des terrains :
La parcelle a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation car située dans une zone déclarée constructible et desservie par les réseaux.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

La détermination de la valeur de cession résulte de l'analyse de la situation de chaque portion impactée.

Au vu de l'étude de marché, la valeur de base est de 24 700 €/are avant application des abattements.

Estimation de la perte du droit de jouissance exclusive qui peut s'analyser comme une forme de servitude au profit des lots n° 281 et 207 (fonds dominant), concédée par la copropriété en sa qualité de fonds servant. A ce titre, ce droit de jouissance est évalué sur la base d'un TAB avec application d'un abattement de 75 % pour tenir compte de la particularité de la situation.
On obtient : 24 700 €/are * 25 % * 9,3340 ares = 57 637,45 €, **arrondi à 57 600 € HT.**

Estimation de la portion appartenant à la copropriété (parties communes ordinaires) : la bande nécessaire est prélevée d'une emprise totalement encombrée justifiant un abattement de 40 % sur la base de 24 700 €/are.
On obtient : 24 700 €/are * 60 % * 2,6660 ares = 39 519,01, **arrondi à 39 500 € HT.**

S'agissant d'acquisitions réalisées dans le cadre d'une procédure de DUP, il convient de verser les indemnités complémentaires suivantes :
→ **Indemnité de remploi** destinée à couvrir les dépenses que l'exproprié serait amené à exposer lors du rachat d'un bien de même nature (frais de recherche, d'actes...). Elle est due même en l'absence de l'achat d'un bien de remplacement. Les taux applicables sont :
- 20 % du montant de l'indemnité principale de dépossession jusqu'à 5 000 €,
- 15 % entre 5 001 et 15 000 €,
- 10 % au delà de 15 000 €.

On obtient les indemnités suivantes :
→ **6 760 € HT au titre de la perte du droit de jouissance de TOTAL ;**
→ **4 850 € HT au titre de la portion appartenant à la copropriété.**

→ **Indemnité de clôture** à défaut de rétablissement des clôtures par l'expropriant. Cette indemnité est due dans la mesure où la propriété était clôturée auparavant. Elle sera fonction de l'état de l'ancienne clôture et du coût de reconstruction, sur production d'au moins deux devis chiffrés.

→ **Indemnité pour perte d'arbres ou de plantations**. Cette indemnité peut être admise si les arbres ou plantations représentent une richesse du fonds et que leur perte constitue un préjudice résultant directement de l'expropriation, distinct de la valeur vénale du fonds. Pour en déterminer le montant, il convient de se rapprocher de spécialistes tels la Chambre d'agriculture du Bas-Rhin ou d'associations d'arboriculteurs.

8 – Durée de validité

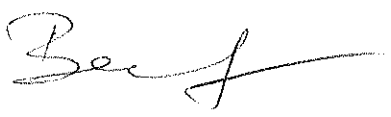
Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer. Il conviendra de demander une nouvelle évaluation après l'entrée en vigueur du futur PLU communautaire.

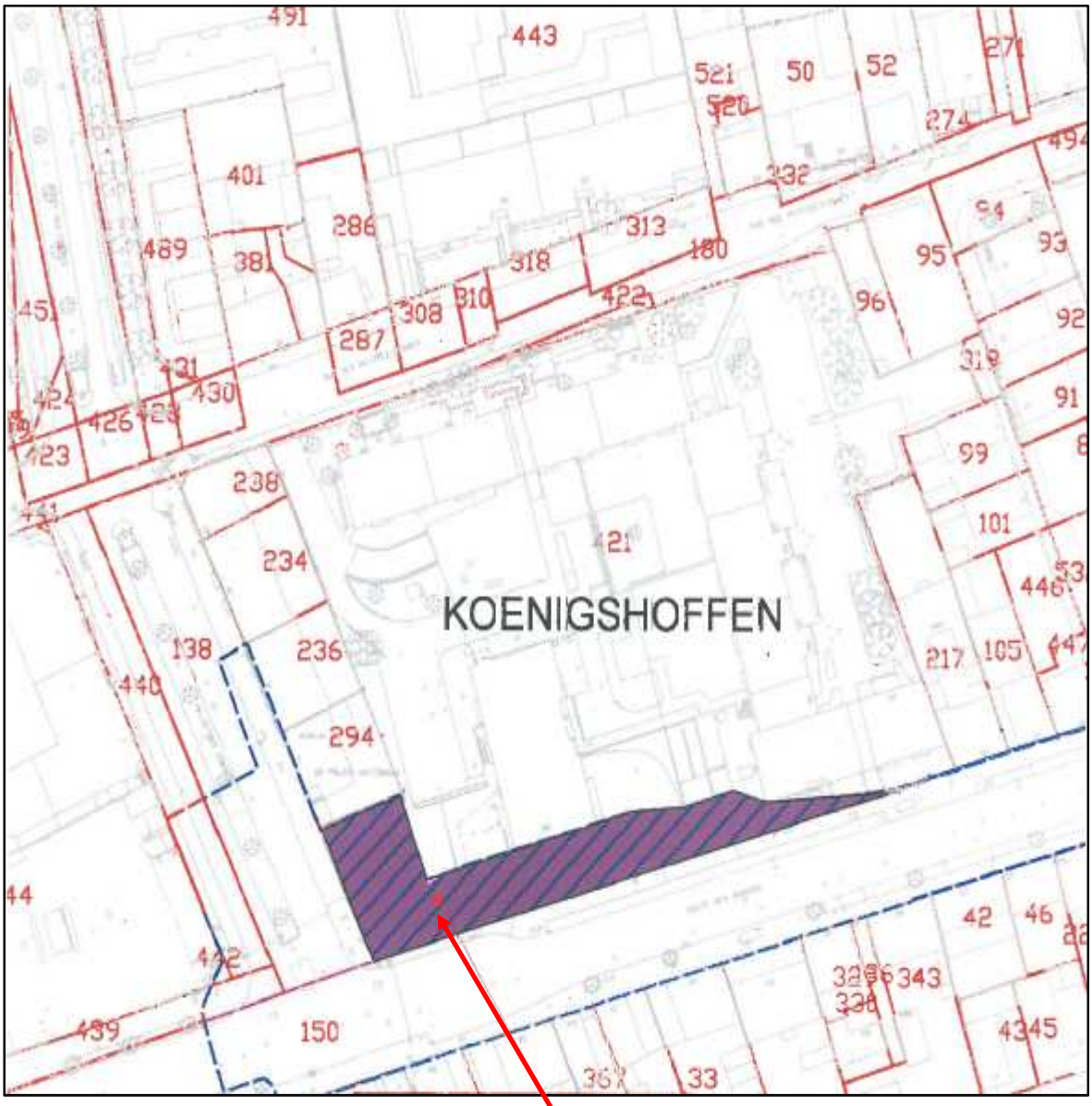
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin,
L'Inspectrice des Finances publiques,



Éliane BAEHR

PLAN



Terrain à acquérir, à détacher de l'assiette de la copropriété Section MI n° 421/132 de 103,73 ares

22

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Territoire d'innovation de grande ambition : convention avec la Caisse des dépôts.

L'Eurométropole de Strasbourg s'est associée à de nombreux partenaires du territoire pour répondre à un appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par l'Etat et devenir « Territoire d'Innovation de Grande Ambition ».

Cet AMI s'inscrit dans le cadre du 3ème volet du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA). Il entend contribuer au développement de nouveaux modèles économiques, et renforcer les écosystèmes d'innovation locaux en y intégrant usagers et habitants, pour une enveloppe globale de 500 M€ sur 10 ans.

Le projet porté par l'Eurométropole de Strasbourg, en association étroite avec la ville de Strasbourg, au titre de ses compétences « santé » acquises de longue date et de son action engagée aujourd'hui, notamment en matière de sport-santé a l'ambition de construire et démontrer à l'échelle d'un territoire l'impact d'un programme intégré de « gestion populationnelle de la santé » qui puisse être ensuite déployé à l'échelle nationale. Il vise en particulier les effets du vieillissement et des affections chroniques mais son originalité est qu'il s'inscrit dans une approche globale de la santé et du bien-être.
Il projette de se déployer à la fois sur le territoire de la métropole et sur un territoire plus rural (Communautés de communes de l'Alsace Bossue, de Hanau la petite Pierre et de Saverne Marmoutier Sommerau). Le projet est un laboratoire de l'alliance entre une métropole et un territoire rural de son « hinterland » avec la santé comme préoccupation commune.

Il est structuré autour de trois axes : transformer le cadre de vie, transformer les modes de vie, transformer la prise en charge des personnes à risque élevé, en particulier par la pratique de l'activité physique (vélo) et la qualité de l'environnement.

Le projet s'appuie notamment sur la création d'une plate-forme numérique mutualisée qui mettra des outils performants au service de tous (startups, collectivités, médecins, espace numérique régional de santé, citoyens …). L'utilisation de cette plate-forme numérique permettra notamment une meilleure prévention pour éviter les hospitalisations, le déploiement de nouveaux services innovants (télémédecine, réseaux sociaux de solidarité et de proximité autour des personnes fragiles…) et la compilation de données, dans un espace de confiance sécurisé, d'aide à la décision des politiques publiques territoriales.

Sur les 117 projets déposés par les territoires dans le cadre de cet AMI, 24 ont été retenus dont celui de l'Eurométropole, avec l'attribution pour 2018 d'une enveloppe de 400 000 €.

Ce financement servira à acheter des prestations intellectuelles qui vont contribuer à constituer le dossier de candidature pour l'appel à projets.

L'Eurométropole agit dans ce dossier en chef de file d'un consortium qui réunit les Hôpitaux universitaires de Strasbourg, l'Institut Hospitalo-Universitaire de chirurgie guidée par l'image, l'Union régionale des professionnels de santé – médecins libéraux, l'Université de Strasbourg, le pôle de compétitivité Alsace BioValley, l'agence d'innovation régionale Grand E-nov, l'entreprise Docapost (groupe La Poste), la Ville de Strasbourg, le Conseil départemental du Bas-Rhin, l'Agence régionale de santé).

Tous ces partenaires se sont engagés à co-financer les études d'ingénierie et / ou à mettre à disposition des ressources humaines pour la constitution d'une équipe-projet multi-partenariale.

Par son ambition et l'ampleur de la transformation envisagée, de nombreux autres partenaires sont mobilisés (France Assos Santé, la startup Facilien, l'ABRAPA, la SATT, l'association Siel Bleu, la CPAM, la BPI…)

La publication de l'appel à projet est prévue en juin pour un délai de dépôt de candidature en décembre.

Les financements de l'Etat pour les lauréats de l'appel à projet (45 M € en moyenne par territoire qui sera retenu) seront répartis selon une proportion d'un tiers de subventions (qui financeront principalement l'accompagnement au changement et la transformation du territoire) et 2/3 d'investissements avisés de long terme minoritaire.

Il s'agit donc d'identifier dans le cadre du dossier des perspectives d'investissements et de développement économique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le projet de convention de financement avec la Caisse des Dépôts et Consignations,*
- *le projet d'accord de consortium avec les partenaires,*
- *la maquette financière prévisionnelle,*
- *le lancement de consultations en vue de la passation de plusieurs marchés ordinaires selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue aux articles 25 de l'ordonnance du* 23 juillet *2015 et 67,68 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,*
- *le lancement des études par les partenaires au consortium,*

décide

- *d'imputer les dépenses relatives aux consultations de l'Eurométropole de Strasbourg estimées à environ 390 000 € sur la ligne budgétaire DU01W-6226 de la Direction du développement économique et de l'attractivité,*

- *d'imputer les dépenses relatives aux consultations des partenaires inscrits dans le cadre du consortium estimées à environ 425 000 € sur la ligne budgétaire DU01W-65748 de la Direction du développement économique et de l'attractivité,*

- *d'imputer les recettes relatives au financement de la candidature du projet « la santé en mouvements, une ambition partagée » à l'appel à projet « territoire d'innovation de grande ambition » estimées à environ 760 000 € sur les lignes budgétaires DU01W de la Direction du développement économique et de l'attractivité,*

autorise

- *le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention avec la Caisse des Dépôts, et l'accord de consortium avec les partenaires ainsi que tout document relatif à la candidature du projet « la santé en mouvements, une ambition partagée » dans le cadre de l'appel à projet « territoire d'innovation de grande ambition »,*

- *le Président ou son-sa représentant-e à lancer les consultations, à prendre toutes les décisions y relatives, à signer et à exécuter les marchés en résultant.*

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

Programme d'investissements d'avenir
Action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition »
Volet
« Territoires d'innovation de grande ambition »
(TIGA)

Convention de de financement
entre la Caisse des Dépôts
et l'Eurométropole de Strasbourg

AVANT-PROPOS

Vu la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, relative aux Programme d'investissements d'avenir, telle que modifiée par la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et par la loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ;

Vu la convention du 10 mai 2017 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au Programme d'investissements d'avenir (action : « Démonstrateurs et territoires de grande ambition », volet « TIGA »),

Vu le cahier des charges de l'appel à manifestation d'intérêt « Territoires d'innovation de grande ambition » (« **l'AMI** ») approuvé par un arrêté du Premier Ministre en date du 22 mars 2017 ;

Vu le Règlement général et financier relatif à l'action « TIGA » en date du 28 septembre 2017 (le « **RGF** ») qui précise les modalités de mise en œuvre de l'AMI ;

Vu le dossier de demande de subvention déposé par l'Eurométropole de Strasbourg, pour le projet «la santé en mouvements, une ambition partagée», le 29 septembre 2017.

Vu la proposition de sélection du comité d'experts en date du 29 novembre 2017,

Vu l'avis favorable du comité de pilotage en date du 5 décembre 2017,

Vu la décision du Premier ministre rendu après avis du Secrétariat général pour l'investissement (le « **SGPI** ») après avis du comité de pilotage en date du 30 décembre 2017,

ENTRE :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial, créée par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, dont le siège est 56 rue de Lille, 75007 Paris, agissant en son nom et pour le compte de l'État, en qualité d'Opérateur de l'action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition », volet « TIGA », représentée par XXX dûment habilité(e) à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée l'« **Opérateur** » ou la « **CDC »**,

ET

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Robert Hermann, dûment habilité à l'effet des présentes, (annexe 1)

Ci-après dénommée le « **Porteur de projet** », représentant l'ensemble des partenaires impliqués dans le projet « la santé en mouvements une ambition partagée ».

Ci-après désignées ensemble les ***Parties*** et individuellement une ***Partie***.

Projet

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION **6**

ARTICLE 2 – OBJET, MODALITES, CALENDRIER DE REALISATION ET COUTS DE LA PHASE D'INGENIERIE **6**

2.1 OBJET 6
2.2 MODALITES ET CALENDRIER DE REALISATION 8
2.3 COUT TOTAL DE LA PHASE D'INGENIERIE 8

ARTICLE 3 – MODALITES DE LA SUBVENTION **9**

3.1 DEPENSES ELIGIBLES A LA SUBVENTION 9
3.2 ENCADREMENT DE LA SUBVENTION 9
3.2.1 Montant de la Subvention *9*
3.2.2 Cofinancement en numéraire et valorisation *10*
3.3 MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION 11
3.3.1 Calendrier des versements *11*
3.3.2 Demandes de versement *11*
3.3.3 Réalisation des versements *12*
3.3.4 Suspension des versements *12*
3.4 NON-ASSUJETTISSEMENT DE LA SUBVENTION A LA TVA 12

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU PORTEUR DE PROJET **13**

4.1 ENGAGEMENT DU PORTEUR DE PROJET POUR SON COMPTE ET POUR CELUI DES PARTENAIRES 13
4.2 COLLABORATION DE BONNE FOI 13
4.3 REALISATION DE LA PHASE D'INGENIERIE 13
4.4 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE SUIVI 13
4.5 OBLIGATIONS COMPTABLES LIEES A LA SUBVENTION 14
4.6 OBJECTIFS ET EVALUATION 15
4.7 COMITE DE SUIVI 15
4.8 RESPONSABILITE 15

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE **16**

ARTICLE 6 – COMMUNICATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE **17**

6.1 COMMUNICATION 17
6.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE 18

ARTICLE 7 – DUREE **18**

ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION **19**

ARTICLE 9 – STIPULATIONS GENERALES **20**

9.1 NOTIFICATIONS 20
9.2 CESSION DES DROITS ET OBLIGATIONS 20
9.3 NULLITE 21
9.4 INTEGRALITE DE LA CONVENTION 21
9.5 MODIFICATION DE LA CONVENTION 21
9.6 RENONCIATION 21
9.7 JURIDICTION 21
9.8 DOCUMENTS CONTRACTUELS 22

Projet

ANNEXE 1 - PRESENTATION DU PROJET ET SA PHASE D'INGENIERIE..... 24

ANNEXE 2 - CALENDRIER ET BUDGET PREVISIONNEL 28

ANNEXE 3 - BILAN FINANCIER FINAL 34

ANNEXE 4 - BILAN TECHNIQUE 35

ANNEXE 5 - COURRIER DE DEMANDE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION..... 36

ANNEXE 6 - LETTRE DE MANDAT DU PARTENAIRE..... 37

ANNEXE 7 - PROJET ACCORD DE CONSORTIUM..... 39

ANNEXE 8 - DROIT D'USAGE DES MARQUES CAISSE DES DEPOTS ET PIA 40

ANNEXE 9 - DECLARATION AIDES PUBLIQUES & PME..... 41

ANNEXE 10 - REGLEMENT GENERAL ET FINANCIER 49

Projet

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

L'objet de l'action PIA « Territoires d'Innovation de grande ambition » est d'identifier, de sélectionner et d'accompagner une dizaine de territoires d'intérêt national, dans les étapes clés d'un projet de transformation ambitieux et fédérateur, selon une stratégie clairement définie tenant compte des spécificités du territoire, avec un impact visé substantiel sur la qualité de vie des habitants et la durabilité globale du territoire concerné.

Cette action s'organisera en deux phases :

- La première phase d'appel à manifestation d'intérêt a pour objectif de sélectionner des projets qui bénéficieront d'un accompagnement pour préciser les axes d'innovation à explorer, les expérimentations possibles, les montages juridiques et financiers adaptés
- La seconde phase sera relative à la phase d'appel à projets, dont le lancement est prévu courant 2018. Le versement des financements de cette seconde phase débutera lors du premier trimestre 2019, une fois la sélection des lauréats décidée.

Le Porteur de projet a sollicité, en son nom et au nom de ses partenaires, (ci-après les « **Partenaires** ») un financement dans le cadre de l'AMI.

En réponse à cette demande, l'État a décidé d'accorder une subvention (ci-après la **Subvention**) au Porteur de projet et à ses Partenaires pour financer la phase d'ingénierie du projet global (ci-après respectivement la « **Phase d'ingénierie** » et le « **Projet** ») décrite à l'article 2 de la présente convention.

Projet

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention incluant ses annexes et son préambule (ci-après la « **Convention** ») a pour objet :

- de définir les conditions de versement de la Subvention qui sera versée par l'Opérateur au Porteur de projet aux fins de la réalisation de la Phase d'ingénierie (tel que décrite ci-après) ;

- d'organiser les modalités de suivi de la Phase d'ingénierie ;

- et de définir les engagements et obligations des Parties, dans le cadre du soutien de l'action du PIA à la Phase d'ingénierie, tel que décidé par le Premier ministre, et les modalités de mise en œuvre du financement par le Porteur de projet.

ARTICLE 2 – OBJET, MODALITES, CALENDRIER DE REALISATION ET COUTS DE LA PHASE D'INGENIERIE

2.1 Objet

La Subvention intervient pour le financement d'études et/ou de contrats de recherche, dont les résultats intermédiaires et finaux concourent à la production de la réponse pour l'appel à projets TIGA ou tout dispositif d'accompagnement des porteurs jusqu'à la sélection finale de l'appel à projets

Le Projet consiste à répondre à l'échelle du territoire aux enjeux du vieillissement de la population et à l'accroissement des maladies chroniques.
La réponse de l'alliance des territoires de Strasbourg et de Saverne repose sur une réflexion globale sur la santé et le bien-être déclinée en trois axes majeurs : transformer la prise en charge des personnes à risque, s'appuyer sur une politique de prévention dynamique pour améliorer l'état de santé global de la population et adapter le cadre de vie des citoyens aux enjeux de santé publique.

L'ambition du projet est de transformer le territoire au service de la santé des citoyens, en territoire urbain comme rural, de construire et démontrer l'intérêt d'un programme intégré de « gestion populationnelle de la santé » qui puisse ensuite être déployé à l'échelle nationale.
Pour y parvenir, les partenaires du projet souhaitent articuler les initiatives locales et régionales, en s'appuyant sur des outils d'évaluation solides permettant de mesurer les impacts et les conditions de réplicabilité. Il s'agit de déployer un socle numérique mutualisé pour mettre à disposition des outils innovants au service de tous, soutenir des démarches ambitieuses, évaluer leur impact, accompagner au changement tout un territoire et animer une gouvernance diverse et solide.

Objectifs:
- Prévenir la mortalité et les complications liées aux maladies chroniques
- Améliorer les prises en charge des personnes à risque
- Augmenter le bien-être de la population en incitant la pratique régulière d'une activité sportive
- Créer de la valeur pour les entreprises
- Réduire les inégalités territoriales et sociales de santé
- Contribuer à construire de nouveaux modèles économiques de la santé.

Projet

La Phase d'ingénierie portera sur la préparation du dossier de candidature à l'appel à projet prévue en juin 2018 en approfondissant les différentes briques du projet : gouvernance, évaluation, socle/service numériques, innovation, transformation du cadre de vie, transformation des modes de vie, transformation de la prise en charge des personnes à risque élevé.

Cette phase donnera notamment lieu à des études complémentaires listées pour lesquelles un co-financement du PIA est sollicité.

Les études financées seront relatives à :

Etude	**Porteur**	**Montant estimé**	**Objet**
AMO générale de cadrage et d'écriture du projet	Eurométropole	100 K €	Coordination de l'ensemble des études d'ingénierie (8 en tout) et des travaux des partenaires dans le cadre des « work packages » du projet. Le livrable principal est le dossier final de candidature.
Définition des indicateurs et méthodologie d'évaluation	Eurométropole	90 K €	Structuration de la démarche d'évaluation continue : cadre méthodologique prenant en compte les compétences de l'écosystème, et plan de mise en œuvre et d'évolution incluant des préconisations sur l'organisation.
Perspectives d'investissements	Alsace Biovalley	130 K €	Constitution d'un portefeuille d'objets d'investissements liés au projet, crédibles et attractifs avec identification d'investisseurs privés potentiels et montages juridiques.
Applications numériques en santé environnementale et cadre de vie	Eurométropole	90 K €	Définition d'actions prioritaires en terme de déploiement de capteurs et de développement de démarches permettant de : - Favoriser une meilleure connaissance du territoire grâce au recueil des données pertinentes ; - Faciliter la diffusion de l'information et de bonnes pratiques auprès de publics ciblés ; - Encourager la pratique du vélo et de l'activité physique.
Accompagnement à définition et à la spécification du socle numérique	PRIeSM	210 K €	Définition des principes de construction et d'intégration des services numériques au sein de la plateforme numérique du projet : phase d'études pour préciser les aspects fonctionnels, technologiques, organisationnel, règlementaires, économiques et recherche de partenaires.
Laboratoire d'innovation ouverte et des espaces de co-construction	Alsace BioValley	90 K €	Structuration de 2 lieux de services et d'innovation (à Strasbourg et Saverne) et articulation avec les dispositifs d'innovation.
Accompagnement au changement	Eurométropole	100 K €	Priorisation d'actions pour accompagner au changement acteurs du soin, acteurs médico-sociaux, patients, aidants et population dans le cadre du projet (sensibilisation, communication,

Projet

			formation, coups de pouce, éducation thérapeutique…).
	TOTAL	810 K €	

Les caractéristiques du Projet et de sa Phase d'ingénierie sont plus amplement détaillées dans l'annexe 1 de la présente convention.

[l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg, le Conseil départemental du Bas-Rhin, les Hôpitaux universitaires de Strasbourg, l'Université de Strasbourg, l'Union régionale des professionnels de santé – médecins libéraux, Docapost, PRIeSM, l'Institut Hospitalo-Universitaire de chirurgie guidée par l'image, Alsace BioValley, l'Agence régionale de Santé, l'agence régionale d'innovation Grand E-nov (le « **Consortium »**).]

Le Porteur de projet et les Partenaires susvisés ont formalisé le Consortium pour la durée de la Phase d'ingénierie par l'accord joint dans l'annexe 7 (ci-après l'« **Accord de Consortium »**).

L'Accord de Consortium comporte les mandats donnés par les Partenaires au Porteur de projet et les éléments relatifs à la solidarité entre lesdits Partenaires, notamment financière. Il comporte également les éléments relatifs au partage des droits de propriété intellectuelle des résultats obtenus dans le cadre de la Phase d'ingénierie et l'information relative à l'article 6 « COMMUNICATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE ».

Le Consortium est formalisé par la production de lettres de mandat signées par chacun des Partenaires (les « **Lettres de mandat** »), au moment du dépôt du dossier, joints en annexe 6. Ces Lettres de mandat désignent le Porteur de projet. Elles prévoient également la solidarité, notamment financière, entre les Partenaires.

Dans ce cas, un Accord de Consortium doit être signé par le Porteur de projet et ses Partenaires dans les deux (2) mois suivant la date de signature de la présente Convention. A défaut de transmission de ce document dans le délai imparti, la présente Convention entre le Porteur de projet et l'Opérateur est caduque et conduit à la mise en œuvre des dispositions de l'article 8.

2.2 Modalités et calendrier de réalisation

La Phase d'ingénierie sera réalisée entre janvier et décembre 2018.

Le détail du calendrier prévisionnel de réalisation de la Phase d'ingénierie figure en annexe 1.

2.3 Coût total de la Phase d'ingénierie

Le coût total de la Phase d'ingénierie est estimé à huit cent dix mille euros (810 000 €) HT.

Une annexe technique détaillant la répartition du coût de la Phase d'ingénierie, par étude et par Partenaire, figure en annexe 2.

Le prévisionnel de décaissement de trésorerie du Porteur de projet pour la réalisation de la Phase d'ingénierie figure en annexe 2.

ARTICLE 3 – MODALITES DE LA SUBVENTION

Sous réserve du respect des engagements du Porteur de projet au titre de la Convention, l'Opérateur s'engage à participer au financement de la Phase d'ingénierie, par le versement de la Subvention, conformément aux termes du présent article et conformément à la décision Premier ministre du 30 décembre 2017.

3.1 Dépenses éligibles à la Subvention

Les dépenses reconnues comme éligibles à la Subvention dans le cadre de la Phase d'ingénierie sont définies à l'article 2 du Règlement général et financier (annexe 10) et précisées à l'annexe 2, point 5 de la Convention (ci-après les « **Dépenses Eligibles »**).

La Subvention est strictement réservée à la réalisation de la Phase d'ingénierie et plus précisément au paiement des Dépenses Eligibles. Elle constitue un financement exceptionnel qui s'ajoute aux moyens mobilisés par le Porteur de projet et les Partenaires rassemblés pour mettre en œuvre cette Phase d'ingénierie.

Ainsi l'assiette des coûts présentés au titre des Dépenses Eligibles ne peut concerner que des coûts nouveaux directement liés à la Phase d'ingénierie. Seules les Dépenses Eligibles engagées à compter de la date de signature de la Convention jusqu'au terme pourront être financées par la Subvention.

A titre exceptionnel, les Dépenses Eligibles engagées depuis la date de sélection du Projet par le SGPI, soit le 30 décembre 2017, peuvent être acceptées par l'Opérateur après validation écrite du SGPI.

Le montant de la Subvention dont l'emploi n'aura pas pu être justifié ou qui ne serait pas alloué au paiement de Dépenses Eligibles fera l'objet d'un reversement à l'Opérateur sur simple demande de ce dernier.

Le coût définitif de la Phase d'ingénierie ainsi que le montant définitif des Dépenses Eligibles devront être communiqués par le Porteur de projet à l'Opérateur, accompagnés de tous les justificatifs dans les 30 jours ouvrés après achèvement de la Phase d'ingénierie.

3.2 Encadrement de la Subvention

3.2.1 Montant de la Subvention

La Subvention sera versée par l'Opérateur selon les modalités prévues à l'article 3.3.

Le montant total de la Subvention est plafonné à quatre cent mille euros (400 000 €), en application de la décision du Premier ministre en date du 30 décembre 2017.

La Subvention est soumise au respect des règles européennes relatives aux aides d'Etat (articles 106, 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et textes dérivés), dès lors qu'elle est qualifiable d'aide d'Etat.

Dans ce cas, le versement de la Subvention intervient uniquement pour le financement d'études d'ingénierie en application du :

- Régime cadre exempté de notification N°SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 au titre des :

Projet

- Etudes de faisabilité au titre des aides aux projets de recherche et de développement

- Régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 au titre des :

  - Aides aux études environnementales

- Régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 au titre des :

  - Aides aux services de conseil en faveur des PME

- Régime cadre exempté de notification N°SA.40957 relatif aux aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier pour la période 2015-2020 au titre des :

  - Aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier

- Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

- Règlement (UE) n°1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture[1]

Les taux d'aide prévus par les Régimes correspondent aux taux de subventionnement des Dépenses éligibles définies en annexe 2. Il est rappelé que le financement PIA ne peut excéder 50% des Dépenses éligibles définies à l'article 3 du Règlement général et financier et précisé à l'annexe 2, point 5 de la Convention.

3.2.2 Cofinancement en numéraire et valorisation

Le financement de la Phase d'ingénierie par l'Opérateur s'inscrit dans le cadre d'un cofinancement avec le Porteur de projet et ses Partenaires. A ce titre, le solde du financement nécessaire à la Phase d'ingénierie doit être directement pris en charge par le Porteur de projet qui déclare avoir obtenu les financements complémentaires nécessaires indiqués en annexe 2.

Le financement du solde se fait conformément aux engagements pris dans le du dépôt de l'appel à manifestation d'intérêt, certains partenaires se sont engagés à apporter une contribution financière au profit du porteur de projet. La liste des partenaires et le montant de leurs contributions figure en annexe 2 de l'accord de consortium.

[*La copie des attestations relatives au cofinancement des partenaires figure en annexe 2.*]

[1] Le montant total des aides de minimis octroyées par l'Etat membre à une entreprise unique ne peut excéder 15 000 euros sur une période de trois exercices fiscaux en application du règlement n°1408/2013.

3.3 Modalités de versement de la Subvention

3.3.1 Calendrier des versements

Sous réserve du respect des engagements du Porteur de projet au titre de la Convention, la Subvention sera versée au Porteur de projet dans les conditions suivantes :

- un premier versement, à la signature de la Convention, égal à deux cent mille euros (200 000 €) soit 50 % du montant maximum de la Subvention ;

- le solde, à l'achèvement de la Phase d'ingénierie, sous réserve que le coût définitif ne soit pas supérieur au coût de ladite Phase précisé à l'article 2.3 ci-dessus et que le montant définitif des Dépenses Eligibles soit justifié dans les délais prévus au 3.1. Le montant prévu au 3.2 constitue un maximum. Le montant de la Subvention ne pourra être revu à la hausse lors du versement du solde. Si le coût définitif de la Phase d'ingénierie est inférieur au coût de la Phase d'ingénierie précisé à l'article 2.3, la différence est imputée sur le solde. Si le coût définitif de la Phase d'ingénierie est inférieur à ce qui a été versé lors du premier versement, le Bénéficiaire devra procéder au remboursement de la différence. Chacun de ces deux versements est conditionné à la présentation par le Porteur de projet à l'Opérateur de l'ensemble des documents justificatifs listés ci-dessous.

Le prévisionnel de décaissement de trésorerie du Porteur de projet pour la réalisation de la Phase d'ingénierie figure en Annexe 2.

3.3.2 Demandes de versement

Le Porteur de projet notifiera ses demandes de versement de la Subvention par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Opérateur à l'adresse suivante :

Caisse des dépôts et consignations

Direction des investissements et du développement local

AMI – Territoires d'innovation de grande ambition

A l'attention de Monsieur Ollivier LENOT

72, avenue Pierre Mendès France – 75914 Paris Cedex 13

Aux demandes de versement devront impérativement être jointes les pièces justificatives listées ci-dessous. Une demande de versement de la Subvention ne sera réputée reçue qu'à la condition d'être complète.

Les pièces justificatives à l'appui des demandes de versement de la Subvention pourront être transmises par lettre recommandée en pièces jointes à la lettre de demande de versement ou bien en passant par la plateforme d'échanges de fichiers sécurisée de l'Opérateur via la procédure « secure file exchange » dite SFE accessible depuis le lien suivant : https ://sfe.caissedesdepots.fr/sdf-web/sdf-web/Depot/Depot

Les documents seront disponibles pendant 15 jours ouvrés pour l'Opérateur sur la plateforme.

Projet

Pour la première demande de versement, le Porteur de projet devra transmettre à l'Opérateur :

- la Convention signée par les Parties ;

- son RIB ;

- si nécessaire son KBIS de moins de trois mois ;

- la lettre de demande de versement de la Subvention (recommandée avec accusé de réception), à partir du modèle fourni dans l'annexe 5 ;

Pour la demande de versement du solde de la Subvention, le Porteur de projet devra transmettre :

- son RIB (en cas de changement depuis la première demande de versement) ;

- si nécessaire son KBIS de moins de trois mois ;

- la lettre de demande de versement de la Subvention (recommandée avec accusé de réception), à partir du modèle fourni dans l'annexe 5 ;

- le bilan technique final présentant l'ensemble des actions menées dans le cadre de la Phase d'ingénierie, à partir du modèle fourni dans l'annexe 4 ;

- le bilan financier final, détaillant l'ensemble des dépenses réalisées pour la Phase d'ingénierie, par tous les Partenaires, à partir du modèle fourni dans l'annexe 3, accompagné des justificatifs (factures, déclarations du temps et des ETP consacrés à la réalisation des études).

Si la demande est incomplète (i.e. certaines pièces n'ont pas été transmises), l'Opérateur le notifiera au Porteur de projet dans un délai de huit jours calendaires à compter de sa date de réception par courrier postal ou via la plateforme SFE.

La demande complète de versement du solde doit parvenir à l'Opérateur dans un délai maximum de 12 mois après la date d'achèvement de la Phase d'ingénierie 31 décembre 2019. A défaut, l'Opérateur sera libéré de toute obligation de versement de la Subvention, sans préjudice des dispositions de l'article 8.1.

3.3.3 Réalisation des versements

Tous les paiements sont versés par l'Opérateur au Porteur de projet dans un délai moyen de quinze jours. Le Porteur de projet redistribue ensuite la Subvention à ses Partenaires, conformément à l'AMI et au RGF, selon les modalités décrites dans l'annexe 2.

3.3.4 Suspension des versements

L'Opérateur peut être amené à suspendre les versements en cas de de Manquement tels que définis à l'article 8 ci-après.

Le versement de la Subvention peut reprendre après autorisation du SGPI.

3.4 Non-assujettissement de la Subvention à la TVA

La Subvention qui ne représente pas la contrepartie d'une prestation de service ou la livraison d'un bien et qui ne constitue pas le complément du prix d'une telle opération ne sera pas imposable à la TVA (BOI 3 CA-94 repris dans la Documentation administrative 3 B 1111 N°38 du 18 septembre 2000).

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU PORTEUR DE PROJET

4.1 Engagement du Porteur de projet pour son compte et pour celui des Partenaires

Conformément aux stipulations de l'accord de consortium, le Porteur de projet s'engage au titre de la Convention en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des Partenaires. Le Porteur de projet est le seul interlocuteur de l'Opérateur et il est responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Partenaires, de la répartition de la Subvention entre les Partenaires et de la coordination de la Phase d'ingénierie**.**

4.2 Collaboration de bonne foi

Le Porteur de projet et l'Opérateur s'engagent à collaborer de bonne foi et à communiquer entre eux autant que nécessaire afin de s'assurer de la bonne réalisation de la Phase d'ingénierie, conformément aux termes de la Convention.

Le Porteur de projet s'engage à transmettre à l'Opérateur dans un délai de dix jours ouvrés toute information relative à la modification de la Phase d'ingénierie.

Les Parties se rapprocheront alors pour déterminer la suite à donner à la Convention.

4.3 Réalisation de la Phase d'ingénierie

Le Porteur de projet s'engage à réaliser la Phase d'ingénierie sélectionnée par le SGPI sur avis du comité de pilotage TIGA et sur proposition du comité d'experts TIGA dans les délais prévus à l'article 2.2.

Le Porteur de projet s'engage à se conformer aux obligations qui lui incombent au titre :

- De la présente Convention,
- Des règles européennes en matière d'aides d'État notamment celles visées à l'article 3.2.1.,
- De toute autre réglementation susceptible de s'appliquer à la Phase d'ingénierie en vertu tant de son objet que du statut des Partenaires.

4.4 Obligation d'information et de suivi

Le Porteur de projet prend acte des termes de la Convention Etat-CDC et s'engage en conséquence à collaborer avec l'Opérateur afin de permettre à ce dernier de remplir sa mission d'information à l'égard de l'Etat, sa mission d'évaluation et son obligation de suivi des projets financés dans le cadre du programme des investissements d'avenir. Le Porteur

Projet

de projet prend le même engagement à l'égard de l'ensemble des comités mis en place dans le cadre du volet « TIGA » de l'action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition ».

A ce titre le Porteur de projet s'engage :

(a) à communiquer à première demande et dans un délai raisonnable toute information ou document que l'Opérateur pourrait solliciter dans ce cadre ;

(b) à informer l'Opérateur par écrit dès qu'il en a connaissance et à proposer un plan d'action destiné à y remédier le cas échéant :

  (i) De tout évènement pouvant affecter le bon déroulement de la Phase d'ingénierie ou la bonne exécution de la Convention ;

  (ii) De toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre de la Convention, ainsi que de toute modification de cette situation ;

  (iii) De tout changement de sa forme juridique préalablement à la réalisation dudit changement ;

  (iv) De toute difficulté liée à la situation juridique ou financière d'un des Partenaires susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre de la Convention, ainsi que de toute modification de cette situation ;

  (v) De tout changement de la forme juridique d'un des Partenaires préalablement à la réalisation dudit changement ;

  (vi) De tout changement relatif au Consortium ;

(c) À exécuter ses obligations d'information périodiques en utilisant les outils ou applications informatiques déterminés par l'Opérateur et que ce dernier pourra le cas échéant mettre à la disposition du Porteur de projet. La CDC fera évoluer ces indicateurs en fonction des besoins d'évaluation de l'Action, sous réserve, par dérogation à l'article XX, d'en informer le bénéficiaire préalablement à la modification envisagée par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception ;

(d) À participer aux réunions de suivi organisées par l'Opérateur ;

(e) À participer aux évènements organisés avec l'Opérateur, le SGPI, le comité de pilotage TIGA pour faire les bilans de l'avancée de la Phase d'ingénierie.

En outre, le Porteur de projet accepte expressément que la réalisation de la Phase d'ingénierie puisse donner lieu à la mise en place par l'Opérateur, selon les modalités prévues par la Convention Etat-CDC, d'évaluations pour apprécier notamment l'impact des investissements mis en œuvre.

4.5 Obligations comptables liées à la Subvention

Le Porteur de projet assume sous sa responsabilité la gestion de la Subvention qui lui est versée et à ce titre collecte les pièces justificatives correspondantes et les conserve pendant toute la durée de la Convention et pendant une durée de dix ans à compter du terme de la Convention.

Projet

Le Porteur de projet s'engage à tenir une comptabilité analytique dans laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des coûts liés à la réalisation de la Phase d'ingénierie (par exemple, pour les personnels mobilisés, déclarations du temps consacré au projet). Il assure par une séparation adéquate au sein de sa comptabilité analytique, une traçabilité des flux financiers (entrées et sorties) liés à la gestion de la Subvention.

4.6 Objectifs et évaluation

Le Porteur de projet prend acte des objectifs fixés à l'Opérateur en application de la Convention Etat-CDC et s'engage pour ce qui concerne les Partenaires et lui-même les objectifs figurant en annexe 1.

Le Porteur de projet accepte en outre expressément que la réalisation de la Phase d'ingénierie puisse donner lieu, en application de l'article 4.3 ci-dessus, à un contrôle et à une évaluation par l'Opérateur ou par tout organisme de contrôle désigné par lui ou autorisé aux termes de la Convention Etat-CDC.

Le Porteur de projet s'engage par ailleurs à fournir tous les documents nécessaires aux évaluations de la Phase d'ingénierie et à collaborer avec l'Opérateur, ou toute personne ou organisme désigné par elle, pour les besoins de ces évaluations.

Le Porteur de projet s'engage également à fournir, une fois la Phase d'ingénierie réalisée, tous justificatifs et informations utiles au suivi de l'utilisation de la Subvention, et le cas échéant, toutes informations demandées par l'Opérateur afin de répondre aux exigences des autorités nationales ou européennes.

4.7 Comité de suivi

L'Eurométropole de Strasbourg et un ou plusieurs membres de l'équipe projet participeront au comité de suivi et d'évaluation des études engagées. Le comité de suivi et d'évaluation se réunira tous les 2 mois.

En outre, l'Opérateur se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de sa subvention, et pourra demander au Porteur de projet tout document ou justificatif. Dans cette perspective, le Porteur de projet accepte que les modalités de réalisation des actions puissent donner lieu à une évaluation par l'Opérateur ou par tout organisme mandaté par elle.

4.8 Responsabilité

Dans le cadre de la Convention, le Porteur de projet est seul responsable de l'exécution de la Phase d'ingénierie et de l'ensemble des opérations y afférentes y compris toute déclaration et obtention d'autorisation légale ou règlementaire relative à la protection des données à caractère personnel Le Porteur de projet s'engage, en tant que mandataire du Consortium, à ce que la Phase d'ingénierie ait été conçue dans le respect de la réglementation lui étant applicable, compte tenu, notamment, du statut des Partenaires ou de la nature de phase d'ingénierie.

L'Opérateur et l'État ne peuvent être tenus pour responsables de tout acte, manquement contractuel ou infraction commis à raison de la réalisation de la Phase d'ingénierie par le

Projet

Porteur de projet. Sauf absence injustifiée de versement du Financement, le Porteur de projet garantit l'Opérateur, contre tout recours et conséquences pécuniaires dudit recours provenant d'un tiers, y compris les autres Partenaires, entité en charge de la maîtrise d'ouvrage opérationnelle, de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, à raison de la réalisation de la Phase d'ingénierie et des conséquences pécuniaires afférentes à une telle demande ou un tel recours.

En particulier, l'Opérateur n'intervient en rien dans les rapports que le Porteur de projet entretient avec les entités en charge de la maîtrise d'ouvrage opérationnelle, de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, ses Partenaires, ses contractants et sous-traitants éventuels et sa responsabilité ne saurait être engagée à ce titre.

Le Porteur de projet s'engage à souscrire, si besoin est, et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, à ses propres frais, les polices d'assurance nécessaires afin de couvrir, pour un montant suffisant, les risques et responsabilités lui incombant tant en vertu du droit commun que de ses engagements découlant de la présente Convention. A cet égard, le Porteur de projet fournira copie à l'Opérateur son attestation de responsabilité civile.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE

Le Porteur de projet s'engage à maintenir les stipulations de la Convention ainsi que les documents, données, informations qui seront échangés, notamment concernant les modalités organisationnelles et financières prévues par la Convention et concernant l'Opérateur strictement confidentielles et reconnait qu'elles ne doivent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers, sauf accord exprès de l'Opérateur. Dans le cas où la réalisation de la Convention nécessiterait la divulgation d'informations confidentielles par le Porteur de projet à un tiers (partenaire ou sous-traitant), il devra obtenir l'accord écrit et préalable de l'Opérateur et devra obtenir de ce tiers un engagement de confidentialité dans des termes équivalents à ceux du présent article.

Le Porteur de projet s'engage :

- à faire respecter par son personnel et Partenaires les règles de de confidentialité sus-énoncées ;

- à ce que les informations confidentielles qui sont communiquées dans le cadre de la présente Convention, ne soient en aucun cas, divulgués ou retransmis à des personnes physiques ou morales non autorisées ;

- à n'utiliser les informations confidentielles qu'aux seules fins de l'exécution de la présente Convention ;

- à ne pas publier ni divulguer les informations confidentielles à des tiers, sauf avec l'accord préalable et écrit de l'Opérateur , ou sur injonction d'un tribunal ou de toute autorité de contrôle, ou si cette divulgation est nécessaire pour permettre la mise en œuvre ou prouver l'existence d'un droit en vertu de la Convention (toutefois, il pourra communiquer, sous la plus stricte confidentialité, la convention et les documents y afférents à son courtier d'assurance, à ses assureurs, conseils soumis au secret professionnel, commissaires aux comptes, aux organismes fiscaux et sociaux en cas de contrôle, et aux assemblées délibérantes concernées par l'objet de la présente Convention).

Ne sont pas considérées comme informations confidentielles, notamment les informations :

- Qui étaient connues par le Porteur de projet avant qu'elles ne lui soient divulguées, sous réserve, d'une part qu'il puisse justifier de façon valable en avoir eu connaissance préalablement et, d'autre part, qu'il n'était soumis à aucune obligation de confidentialité relativement à cette information avant sa communication et n'avait pas obtenu cette information de manière illégale ;
- Qui seraient dans le domaine public au moment de leur communication ou tomberaient dans le domaine public postérieurement à leur communication, sous réserve, dans ce dernier cas, que ce ne soit pas le résultat d'une violation des présentes par le Porteur de projet ;
- Qui seraient communiquées postérieurement à la signature des présentes par un tiers et reçues de bonne foi par le Porteur de projet ;
- Contenues dans les annexes 1 et 7 de la Convention.

Le Porteur de projet prend acte des obligations de communication d'information mises à la charge de l'Opérateur en application de la Convention Etat-CDC et notamment à l'égard de toute commission parlementaire compétente.

Dans ce cadre il est précisé que :

- L'Opérateur pourra notamment communiquer sur les objectifs généraux de la Phase d'ingénierie, ses enjeux et leurs réalisations ;
- L'Opérateur pourra rendre publiques les informations issues du bilan technique qui lui sera transmis chaque année par le Porteur de projet.

Il est entendu entre les Parties que l'Opérateur, conformément à l'article 9.3. de la Convention Etat-CDC, met à disposition des commissions compétentes du Parlement l'ensemble des documents relatifs à TIGA.

Il est convenu entre les Parties que l'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux Informations confidentielles divulguées en application de dispositions légales, réglementaires, ou de droit européen impératives ou en exécution d'une décision ou ordonnance de justice ou d'une autorité règlementaire compétente, à condition de tenir informée l'autre Partie de cette communication.

Cette obligation de confidentialité demeure valable pendant toute la durée d'exécution de la Convention et pendant une durée de deux ans à compter de la terminaison de cette Convention.

ARTICLE 6 – COMMUNICATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

6.1 Communication

Dans tous les documents, (bilan technique et actions de communication écrites ou orales, dossier de presse, rubrique « partenaires » du site internet, rapport d'activité de la phase d'ingénierie du Projet, etc.), Le Porteur de projet s'engage à faire figurer la mention « Opération soutenue par l'État dans le cadre du volet TIGA du Programme d'investissements d'avenir, opéré par la Caisse des Dépôts », et apposer les logotypes du Programme d'investissements d'avenir et de l'Opérateur conformément à la charte graphique en vigueur transmise par celui-ci.

Le Porteur de projet s'oblige à soumettre à l'autorisation préalable et écrite de l'Opérateur dans un délai minimal de dix jours avant sa divulgation au public le contenu de toute communication écrite ou orale qu'il souhaite réaliser au sujet de la Convention.

L'Opérateur peut, pendant ce délai, demander des modifications, s'opposer ou demander à ce que la Subvention soit mentionnée.

Le Porteur de projet s'engage à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de l'Opérateur et de l'Etat.

6.2 Propriété intellectuelle

Aux seules fins d'exécution et pour la durée de la Convention, l'Opérateur autorise le Porteur de projet à utiliser, dans le cadre de la Phase d'ingénierie :

- la marque française semi-figurative **CAISSE DES DEPOTS & Logo** n°04/3.332.494, constituant le logotype conformément à la représentation jointe en annexe 8 ;

- la marque française semi-figurative **INVESTISSEMENTS D'AVENIR** n°4275371, constituant le logotype conformément à la représentation jointe en annexe 8.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de l'Opérateur et de l'Etat par le Porteur de projet non prévue par le présent article est interdite.

Au terme de la convention, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des signes distinctifs de l'Opérateur et de l'Etat, sauf accord exprès écrit contraire.

Le Porteur de projet ou ses Partenaires seront propriétaires ou copropriétaires, au regard des conventions qui seront passées entre eux, des œuvres, bases de données, signes distinctifs, inventions réalisés et exploités dans le cadre de la Phase d'ingénierie. Le Porteur de projet garantit d'acquérir auprès des Partenaires et de tout tiers l'ensemble des droits notamment de propriété intellectuelle nécessaires à la mise en œuvre et la diffusion de la Phase d'ingénierie et de ses contenus.

Ainsi le Porteur de projet déclare faire le nécessaire pour disposer, sans restriction ni réserve, des autorisations nécessaires à l'exploitation de la Phase d'ingénierie et s'acquitter des rémunérations dues à ce titre aux auteurs et ayants droit de tous les contenus qui seront utilisés dans le cadre de la Phase d'ingénierie.

Et, d'une manière générale, le Porteur de projet déclare faire le nécessaire pour disposer, sans restriction ni réserve, des autorisations de toute personne ayant participé à la conception des contenus qui seront utilisés dans le cadre de la Phase d'ingénierie, ou pouvant faire valoir un droit quelconque concernant l'exploitation de la Phase d'ingénierie.

Le Porteur de projet s'engage à préciser dans l'Accord de Consortium l'ensemble des informations relatives à la propriété des études ainsi que les droits d'usage et de communication avec l'ensemble des partenaires.

ARTICLE 7 – DUREE

La Convention prend effet à compter de la date de la signature et reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 2019 ou au plus tard à la date de conventionnement avec les lauréats de l'appel à projets TIGA, sous réserve des stipulations relatives à l'obligation de restitution de

la Subvention figurant aux articles 4.4, 4.5, 4.6 et 5, qui restent en vigueur pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention.

ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION

Si le Porteur de projet se trouve empêché de réaliser une ou plusieurs actions définies à l'article 2, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sans indemnité, un mois après notification à l'Opérateur par lettre recommandée avec avis de réception de l'évènement constitutif de l'empêchement.

La Convention sera résiliée de plein droit en cas d'inexécution par le Porteur de projet de ses engagements définis à l'article 4. Cette résiliation sera effective un (1) mois après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, adressée au Porteur de projet par l'Opérateur et restée sans effet.

L'Opérateur est en droit de suspendre le versement de la Subvention ou/et résilier la Convention en cas de manquement (un « **Manquement** ») tel que qualifié ci-dessous :

(i) Manquement par le Porteur de projet à l'une de ses obligations au titre de la Convention ;

(ii) Cessation de la réalisation ou constatation notamment au vu des bilans transmis à l'opérateur de la non réalisation de la Phase d'ingénierie ;

(iii) Manquement par le Partenaire à l'une de ses obligations au titre de l'accord de consortium ayant un effet significatif défavorable sur la réalisation de la Phase d'ingénierie ;

(iv) Toute modification du Consortium sans l'accord préalable de l'Opérateur qui serait susceptible d'avoir un effet significatif défavorable sur la réalisation de la Phase d'ingénierie ou l'exécution par le Porteur de projet ou les Partenaires de leurs engagements respectifs au titre de la Convention ;

(v) Dissolution ou redressement ou liquidation judiciaire du Porteur de projet ou d'un des Partenaires ou modification de leur forme juridique.

La Convention pourra également être résiliée en cas de force majeure telle que qualifiée par les juridictions.

L'Opérateur se réserve le droit de demander :

- La restitution de l'intégralité de la Subvention, si la résiliation repose sur une des hypothèses prévues aux paragraphes (i), (ii), (iii) et (iv),
- La restitution d'une partie de cette subvention au prorata de la durée d'affectation des biens conformément à la Convention, si la résiliation est fondée sur une autre hypothèse.

La part restituée de la subvention est calculée à partir éléments figurant dans le bilan financier ainsi que le bilan technique transmis par le Porteur de projet.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Porteur de projet devra remettre à l'Opérateur, dans les huit (8) jours suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et

Projet

sans formalité particulière, tous les documents fournis par l'Opérateur et/ou que le Porteur de projet détiendrait au titre de la Convention.

La résiliation de la Convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes transmis sous trente jours à l'Opérateur.

Tous les frais engagés par l'Opérateur pour recouvrer les sommes dues par le Porteur de projet sont à la charge de ce dernier.

Aucune indemnité ne pourra être demandée par le Porteur de projet à l'Opérateur et/ou à l'Etat du fait d'une résiliation de la Convention.

ARTICLE 9 – STIPULATIONS GENERALES

9.1 Notifications

Toute notification requise en vertu de la Convention et qui ne nécessite pas d'avenanter cette dernière pourra être effectuée par simple courriel.

En revanche, toute notification nécessitant la mise en place d'un avenant à la présente Convention devra être en forme écrite et sera valablement effectuée si elle est envoyée par simple courriel confirmé le jour même par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à l'adresse suivante :

Pour l'Opérateur :

Caisse des dépôts et consignations

Direction des investissements et du développement local

AMI – Territoires d'innovation de grande ambition

A l'attention de Monsieur Ollivier LENOT

72, avenue Pierre Mendès France – 75914 Paris Cedex 13

Pour le Porteur de projet :

Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg

A l'attention de la Direction du développement économique et de l'attractivité

1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex

Tout changement d'adresse par une Partie sera notifié à l'autre partie dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date dudit changement d'adresse. Les notifications par lettre recommandée seront considérées avoir été reçues à la date de première présentation de la lettre recommandée telle qu'indiquée sur l'avis de réception. Les notifications par télécopie confirmée par lettre recommandée seront considérées avoir été reçues à la date de première présentation de la lettre recommandée telle qu'indiquée sur l'avis de réception.

9.2 Cession des droits et obligations

La Convention est conclue intuitu personae. En conséquence, le Porteur de projet ne pourra transférer sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention.

Projet

L'Opérateur pourra quant à lui librement transférer les droits et obligations au titre de la Convention.

9.3 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

9.4 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à toute offre, disposition ou accord antérieurs, écrits ou verbaux.

9.5 Modification de la Convention

La Partie qui souhaite compléter ou obtenir la modification d'un ou de plusieurs articles de la présente Convention doit en faire la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à l'autre Partie.

Toute modification de la Convention fait l'objet d'un avenant daté, signé par les deux Parties, lequel fait partie intégrante de l'ensemble contractuel qu'il modifie.

Conformément à l'article 8.3 de la Convention Etat-CDC, toute modification de la Convention sollicitée par le Porteur de projet est soumise à une évaluation préalable de la Phase d'ingénierie et de ses conditions de réalisation, diligentée par l'Opérateur.

Les modifications mineures qui ne touchent pas à l'économie générale de la Phase d'ingénierie sont validées par l'Opérateur.

Les modifications substantielles (modification du budget, du Consortium…) sont proposées par l'Opérateur pour validation par le comité de pilotage, voire consultation du comité d'experts et décision du Premier ministre.

En cas de modification du cadre législatif ou réglementaire ayant une incidence sur l'exécution de la Convention, ces modifications s'appliqueront de plein droit aux Parties sans qu'il soit nécessaire de modifier la Convention. Le cas échéant, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi pour apporter les adaptations nécessaires à la Convention.

9.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce à son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

9.7 Juridiction

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable toute difficulté dans la mise en œuvre de la présente convention.

Projet

Sur cette base, les Parties s'engagent, en cas de différend survenant entre elles relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution, l'interruption ou la fin de la Convention pour quelque cause que ce soit, préalablement à la saisine du juge compétent, à mettre en œuvre une procédure destinée à faciliter un règlement amiable le plus rapidement possible.

A cet effet, dès qu'une Partie identifie un différend avec l'autre Partie, il lui appartient de demander la convocation d'une réunion ad hoc, réunissant des interlocuteurs des deux Parties de niveau Direction concernée, afin de discuter du règlement de la question objet du différend. Cette convocation est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette réunion se tient dans un délai maximum de trente jours ouvrés à compter de la réception de ladite lettre recommandée par la Partie destinataire.

Si dans ledit délai de trente jours ouvrés suivant la tenue de cette réunion ad hoc, aucune solution entérinée par un écrit signé des représentants des deux Parties n'est trouvée, ou si la réunion ad hoc n'a pas lieu dans le délai prévu au paragraphe précédent, le différend sera soumis aux tribunaux compétents.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort des juridictions de Paris.

9.8 Documents contractuels

L'intégralité de l'accord conclu entre les Parties comprend les documents cités ci-dessous par ordre de valeur juridique décroissant.

1. La présente Convention
2. Ses annexes.

En cas de contradiction entre les documents énumérés ci-dessus, les articles de la Convention prévaudront sur les annexes.

Aucune modification de la Convention, quelle que soit la forme, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles, conformément aux dispositions de l'article 9.5 de la présente Convention.

Fait en deux exemplaires,

À [•], le [•],

Pour la Caisse des Dépôts **Pour le Porteur de projet**

Projet

Projet

ANNEXE 1 - PRESENTATION DU PROJET ET SA PHASE D'INGENIERIE

Le projet a l'ambition de construire et démontrer à l'échelle d'un territoire l'impact d'un programme intégré de « gestion populationnelle de la santé » qui puisse être ensuite déployé à l'échelle nationale. Il vise en particulier les effets du vieillissement et des affections chroniques et il s'inscrit dans une approche globale de la santé et du bien-être.
Il projette de se déployer à la fois sur le territoire de la métropole et sur un territoire plus rural (Saverne- la Petite Pierre).
Il est structuré autour de trois axes : transformer le cadre de vie, transformer les modes de vie, transformer la prise en charge des personnes à risque élevé, en particulier par la pratique de l'activité physique (mobilités actives) et la qualité de l'environnement.
Ce projet s'appuie sur une plateforme numérique qui a pour objectif de délivrer les services d'e-santé mais également d'offrir une infrastructure d'objets connectés à la fois adaptés au développement de la santé environnementale et la prise en charge des patients à risque (maladies chroniques, suivi pré- et post-opératoires).

Fiche d'identité du Projet

<Tableau Excel à copier ici>

Résumé exécutif de la Phase d'ingénierie

La Phase d'ingénierie portera sur la préparation du dossier de candidature à l'appel à projet dont la publication est annoncée pour juin 2018 en approfondissant les différentes briques du projet : gouvernance, évaluation, socle/service numériques, innovation, transformation du cadre de vie, transformation des modes de vie, transformation de la prise en charge des personnes à risque élevé.

Cette phase donnera notamment lieu à des études complémentaires listées pour lesquelles un co-financement du PIA est sollicité.

Etude	Maître d'ouvrage	Partenaires	Montant estimé	Co-financeurs	Objet	Calendrier de réalisation
AMO générale de cadrage et d'écriture du projet	Eurométropole	Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU URPS ML Alsace BioValley PRIeSM Grand E-nov Docapost	100 K €	Eurométropole Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU	Coordination de l'ensemble des études d'ingénierie (8 en tout) et des travaux des partenaires dans le cadre des « work packages » du projet. Le livrable principal est le dossier final de candidature.	de mai à décembre 2018
Définition des indicateurs et méthodologie d'évaluation	Eurométropole	Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU URPS ML Alsace BioValley PRIeSM Grand E-nov	90 K €	Eurométropole Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU	Structuration de la démarche d'évaluation continue : cadre méthodologique prenant en compte les compétences de l'écosystème, et plan de mise en œuvre et d'évolution incluant des préconisations sur l'organisation.	de mai à octobre 2018

Projet

		Docapost				
Perspectives d'investissements	Alsace Biovalley	Eurométropole Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU URPS ML PRIeSM Grand E-nov Docapost	130 K €	Eurométropole Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU	Constitution d'un portefeuille d'objets d'investissements liés au projet, crédibles et attractifs avec identification d'investisseurs privés potentiels et montages juridiques.	d'avril à octobre 2018
Applications numériques en santé environnementale et cadre de vie	Eurométropole	Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU URPS ML Alsace BioValley PRIeSM Grand E-nov Docapost	90 K €	Eurométropole Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU	Définition d'actions prioritaires en terme de déploiement de capteurs et de développement de démarches permettant de : - Favoriser une meilleure connaissance du territoire grâce au recueil des données pertinentes ; - Faciliter la diffusion de l'information et de bonnes pratiques auprès de publics ciblés ; - Encourager la pratique du vélo et de l'activité physique.	de mai à octobre 2018
Accompagnement à définition et à la spécification du socle numérique	PRIeSM	Eurométropole Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU URPS ML Alsace BioValley Grand E-nov Docapost	210 K €	Eurométropole Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU	Définition des principes de construction et d'intégration des services numériques au sein de la plateforme numérique du projet : phase d'études pour préciser les aspects fonctionnels, technologiques, organisationnel, règlementaires, économiques et recherche de partenaires.	d'avril à octobre 2018
Laboratoire d'innovation ouverte et des espaces de co-construction	Alsace BioValley	Eurométropole Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU URPS ML Grand E-nov Docapost	90 K €	Eurométropole Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU	Structuration de 2 lieux de services et d'innovation (à Strasbourg et Saverne) et articulation avec les dispositifs d'innovation.	d'avril à octobre 2018
Accompagnement au changement	Eurométropole	Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU URPS ML Alsace BioValley Grand E-nov Docapost	100 K €	Eurométropole Ville de Strasbourg ARS Université Département HUS IHU	Priorisation d'actions pour accompagner au changement acteurs du soin, acteurs médico-sociaux, patients, aidants et population dans le cadre du projet (sensibilisation, communication, formation, coups de pouce, éducation thérapeutique…).	de mai à octobre 2018
	TOTAL		810 K €			

Un large partenariat est associé à cette phase d'ingénierie permettant de co-construire le projet avec des acteurs clés dans la perspective d'une transformation ambitieuse du territoire dans les 3 axes du projet (cadre de vie, modes de vie, prise en charge des personnes fragiles).

Projet

Partenaires

Partenaires n'exerçant pas une activité économique pour la réalisation de la Phase d'ingénierie[2]

Unités de recherche / Universités

Sigle	Nom	Adresse	Ville	Département	SIRET	Tutelles
	Université de Strasbourg	4 rue Blaise Pascal	67 000 Strasbourg	Bas-Rhin	13000545700689	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

Collectivités territoriales

Nom	Adresse	Ville	Département
Eurométropole de Strasbourg	1 parc de l'Etoile	67 000 Strasbourg	Bas-Rhin
Ville de Strasbourg	1 parc de l'Etoile	67 000 Strasbourg	Bas-Rhin
Conseil départemental du Bas-Rhin	Hôtel du Département, place du quartier blanc	67 000 Strasbourg	Bas-Rhin
CC de Hanau – La Petite Pierre	10 rue d'Obermodern	67 330 Bouxwiller	Bas-Rhin
CC du Pays de Saverne	12 rue du Zornhoff	67 700 Saverne	Bas-Rhin
CC de l'Alsace Bossue	6 rue Weyer	67320 Drulingen	Bas-Rhin

Autres partenaires (Associations, établissements publics, etc.)

Nom	Adresse	Ville	Département	SIRET
Institut Hospitalo-Universitaire	1 place de l'hôpital	67 000 Strasbourg	Bas-Rhin	53840595200010
Hôpitaux universitaires de Strasbourg	1 place de l'hôpital	67 000 Strasbourg	Bas-Rhin	48763343000011
Agence régionale de santé du Grand Est	3 boulevard Joffre	54 000 Nancy	Moselle	13000783400075
Union régionale des professionnels de santé – médecins libéraux	Immeuble le Forum,	67300 Schilitgheim	Bas-Rhin	81910136100015

[2] Activité économique : au sens du droit européen, c'est-à-dire l'offre de biens ou de services sur un marché déterminé.

Projet

	52 route de Bischwiller			
Agence régionale d'innovation Grand E-nov	11 rue de l'Académie	67 000 Strasbourg	Bas-Rhin	
PRIeSM				

Partenaires exerçant une activité économique pour la réalisation de la Phase d'ingénierie

Sociétés commerciales

Nom	Adresse	Ville	Département	SIRET
DOCAPOST	10-12 avenue Charles de Gaulle	94 220 Charenton le Pont	Val-de-Marne	49337600800022

Autres partenaires (associations, établissements publics, etc.)

Nom	Adresse	Ville	Département	SIRET
Alsace BioValley	550 bvd Gonthier d'Andernach	67 400 Illkirch-Graffenstaden	Bas-Rhin	48763343000011

Mise en œuvre (0,5 page maximum)

Durée de la Phase d'ingénierie (en mois) : 12
Début prévisionnel 1er janvier 2018
NB : la date de démarrage officielle (T0) est la date définie dans la convention d'aide

Calendrier prévisionnel de réalisation de la Phase d'ingénierie (précisant les actions à menées dans le cadre de la Phase d'ingénierie)

De janvier à décembre 2018 : réunions de l'équipe projet et des groupes de travail sur les différentes briques (gouvernance, évaluation, socle/service numériques, innovation, transformation du cadre de vie, transformation des modes de vie, transformation de la prise en charge des personnes à risque élevé) + comités de pilotages réguliers

D'avril à décembre 2018 : réalisation des études (voir détail dans tableau ci-dessus)

Projet

ANNEXE 2 - CALENDRIER ET BUDGET PREVISIONNEL

Important : Les Dépenses Eligibles sont définies dans le Règlement général et financier et précisées à l'article 5 de cette annexe.

1. Calendrier prévisionnel des demandes de versements de la subvention

	Premier versement	Deuxième versement
Date prévisionnelle de demande de versement	1er avril 2018	1er janvier 2019
Montant du versement	200 000 €	200 000 €
Etudes menées dans le cadre de la Phase d'ingénierie	X	

2. Taux de cofinancement et de subvention dans le financement global de la Phase d'ingénierie :

Récapitulatif budgétaire en euros	Année 2018 (€)	Année 2019 (€)	Total (€)
Coût total de la Phase d'ingénierie	810 000 €		
Montant des cofinancements	410 000 €		
Montant de la subvention TIGA	400 000 €		
part la subvention TIGA /budget annuel	49,38%	%	%

Projet

3. Répartition de la subvention entre les Partenaires du Projet

	Année 2018	Année 2019
Eurométropole de Strasbourg	185 000 €	
PRIeSM	105 000 €	
Alsace Biovalley	110 000 €	
Total	400 000 €	

4. Budget prévisionnel

Modèle de tableau à remplir pour l'ensemble de la Phase d'ingénierie

La santé en mouvements, une ambition partagée	Montant HT ou global[3] (€)	
Financement		
Dépenses prévisionnelles totales	810 000 €	
Dont financées par le partenaire (co-financements)	410 000 €	
Dont financées par la subvention au titre du PIA	400 000 €	
Détail des dépenses		
	Dépenses prévisionnelles	**Dont financement PIA**
Dépenses de personnel		
Enseignement et éducation		
Gestion du projet		
Autres (à détailler)		
Recherche		
Prestations d'ingénierie et prestations techniques	810 000 €	400 000 €
Dépenses d'équipements matériels et logiciels		
Matériels		
Logiciels et ressources		

[3] A indiquer en fonction du régime fiscal applicable au partenaire en matière de TVA. Les partenaires assujettis à la TVA indiquent leurs coûts HT. Les partenaires qui ne sont pas assujettis à la TVA indiquent leurs coûts globaux (articles 256 A et B du Code général des impôts).

Maintenance		
Autres (à détailler)		
Frais généraux additionnels et d'exploitation supportés directement du fait du projet		

Modèle de tableau à remplir pour chaque Partenaire

Eurométropole de Strasbourg	**Montant HT ou global[4] (€)**	
Financement		
Dépenses prévisionnelles totales		380 000 €
Dont financées par le partenaire (co-financements)		195 000 €
Dont financées par la subvention au titre du PIA		185 000 €
Détail des dépenses		
	Dépenses prévisionnelles	**Dont financement PIA**
Dépenses de personnel		
Enseignement et éducation		
Gestion du projet		
Autres (à détailler)		
Recherche		
Prestations d'ingénierie et prestations techniques	380 000 €	185 000 €
Dépenses d'équipements matériels et logiciels		
Matériels		
Logiciels et ressources		
Maintenance		
Autres (à détailler)		
Frais généraux additionnels et d'exploitation supportés directement du fait du projet		
(à détailler : matériaux, fournitures, etc.)		

[4] A indiquer en fonction du régime fiscal applicable au partenaire en matière de TVA. Les partenaires assujettis à la TVA indiquent leurs coûts HT. Les partenaires qui ne sont pas assujettis à la TVA indiquent leurs coûts globaux (articles 256 A et B du Code général des impôts).

Projet

PRIeSM	Montant HT ou global[5] (€)	
Financement		
Dépenses prévisionnelles totales	210 000 €	
Dont financées par le partenaire (co-financements)	105 000 €	
Dont financées par la subvention au titre du PIA	105 000 €	
Détail des dépenses		
	Dépenses prévisionnelles	**Dont financement PIA**
Dépenses de personnel		
Enseignement et éducation		
Gestion du projet		
Autres (à détailler)		
Recherche		
Prestations d'ingénierie et prestations techniques	210 000 €	105 000 €
Dépenses d'équipements matériels et logiciels		
Matériels		
Logiciels et ressources		
Maintenance		
Autres (à détailler)		
Frais généraux additionnels et d'exploitation supportés directement du fait du projet		
(à détailler : matériaux, fournitures, etc.)		

Alsace Biovalley	Montant HT ou global[6] (€)
Financement	
Dépenses prévisionnelles totales	210 000 €

[5] A indiquer en fonction du régime fiscal applicable au partenaire en matière de TVA. Les partenaires assujettis à la TVA indiquent leurs coûts HT. Les partenaires qui ne sont pas assujettis à la TVA indiquent leurs coûts globaux (articles 256 A et B du Code général des impôts).
[6] A indiquer en fonction du régime fiscal applicable au partenaire en matière de TVA. Les partenaires assujettis à la TVA indiquent leurs coûts HT. Les partenaires qui ne sont pas assujettis à la TVA indiquent leurs coûts globaux (articles 256 A et B du Code général des impôts).

Projet

Dont financées par le partenaire (co-financements)	105 000 €
Dont financées par la subvention au titre du PIA	105 000 €

Détail des dépenses		
	Dépenses prévisionnelles	**Dont financement PIA**
Dépenses de personnel		
Enseignement et éducation		
Gestion du projet		
Autres (à détailler)		
Recherche		
Prestations d'ingénierie et prestations techniques	210 000 €	105 000 €
Dépenses d'équipements matériels et logiciels		
Matériels		
Logiciels et ressources		
Maintenance		
Autres (à détailler)		
Frais généraux additionnels et d'exploitation supportés directement du fait du projet		
(à détailler : matériaux, fournitures, etc.)		

Projet

5. Dépenses éligibles au titre de l'action PIA et des règles européennes relatives aux aides d'Etat

Au titre de l'action PIA, le financement TIGA ne pourra en aucun cas dépasser 50% des Dépenses éligibles engagées pour la réalisation de la Phase d'ingénierie.

L'intensité de financement TIGA pour les subventions constitutives d'aides d'Etat ne dépasseront pas non plus ce taux de 50% des dépenses engagées par les Partenaires.

Les Dépenses éligibles à un financement de 50% correspondent aux coûts des études qui seront réalisées pendant la Phase d'ingénierie.
Pour ce qui concerne les financements TIGA constitutifs d'aides d'Etat, les bases légales applicables pourront être les suivantes (à déterminer en fonction de la nature du projet et des Partenaires) :

- Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation
- Régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement

- Régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020
- Régime cadre exempté de notification N°SA.40957 relatif aux aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier
- Règlement du 18 décembre 2018 relatif aux aides *de minimis*
- Règlement du 18 décembre 2018 relatif aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture.

Projet

ANNEXE 3 - BILAN FINANCIER FINAL

Pour la demande de versement du solde, le Porteur de projet doit remplir et transmettre ce bilan financier accompagné des justificatifs nécessaires (factures, déclarations du temps consacré au projet pour les dépenses de personnel).

Il est précisé que les justificatifs nécessaires, notamment les factures, de l'ensemble du Projet seront conservés par le Porteur de projet pendant toute la durée définie à l'article 4.3.et communiqués à la demande de l'Opérateur conformément aux dispositions de l'article 4.4 de la présente convention.

<Nom du projet>	Montant HT ou global[7] (€)	
Etat des consommations au xx/xx/xxxx		
Dépenses totales		
Dont financées par le partenaire (co-financements)		
Dont financées par la subvention au titre du PIA		
Détail des dépenses au xx/xx/xxxx		
	Dépenses	**Dont financement PIA**
Dépenses de personnel		
Enseignement et éducation		
Gestion du projet		
Autres (à détailler)		
Recherche		
Prestations d'ingénierie et prestations techniques		
Dépenses d'équipements matériels et logiciels		
Matériels		
Logiciels et ressources		
Maintenance		
Autres (à détailler)		
Frais généraux additionnels et d'exploitation supportés directement du fait du projet		
(à détailler : matériaux, fournitures, etc.)		

[7] A indiquer en fonction du régime fiscal applicable au partenaire en matière de TVA. Les partenaires assujettis à la TVA indiquent leurs coûts HT. Les partenaires qui ne sont pas assujettis à la TVA indiquent leurs coûts globaux (articles 256 A et B du Code général des impôts).

ANNEXE 4 - BILAN TECHNIQUE

Le chef de file propose une note de synthèse sur l'ensemble des travaux effectués et cofinancés par la subvention accordée. Cette note vient compléter les justificatifs (factures).

Projet

ANNEXE 5 - COURRIER DE DEMANDE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Coordonnées du porteur de projet

Caisse des dépôts et consignations
Direction des investissements et du développement local
Territoires d'innovation de grande ambition
A l'attention de Monsieur Ollivier LENOT
72, avenue Pierre Mendès France – 75914 Paris Cedex 13

[Ville], le [date]

Objet : Convention de Subvention entre la Caisse des Dépôts et la XXXX

Madame, Monsieur,

Je soussigné, xxxxxx, agissant en qualité de représentant XXXX

- confirme avoir pris connaissance de la Convention référencée en objet et notamment des dispositions financières prévues dans son article 3.3,
- certifie détenir l'ensemble des justificatifs attestant de la réalisation de la Phase d'ingénierie faisant l'objet de la présente demande de versement,
- déclare être à jour de mes obligations au titre de l'article 4 de la Convention référencée en objet, à la date de signature de la présente demande,
- certifie que les éléments et informations mis à votre disposition à l'appui de la demande de versement référencée en objet sont exacts et correspondent à la réalité des travaux réalisés et des dépenses engagées

Je demande le versement de la somme de XXXXX euros.

[signature et cachet du signataire]

Nb : la demande doit être impérativement accompagnée des pièces justificatives dont la liste figure à l'article 3.3.2 de la présente convention.

Projet

ANNEXE 6 - LETTRE DE MANDAT DU PARTENAIRE

A défaut d'Accord de Consortium, le Consortium entre les Partenaires publics et privés sera formalisé par la production de mandats signés par chacun des Partenaires, au moment du dépôt du dossier, indiquant les conditions précises et le degré d'implication des Partenaires :

Si le représentant officiel n'est pas le représentant légal de l'organisme candidat, joindre une délégation de signature accordée par le représentant légal.

Nature et nom du Partenaire :

Nature et identité du Porteur de projet désigné :

Obligations du Partenaire dans le cadre de la réalisation de la Phase d'ingénierie :

Financements apportés par le partenaire en numéraire :

Total du financement PIA :

Part du financement PIA dévolu au Partenaire :

Ayant le pouvoir d'engager juridiquement l'organisme désigné ci-dessus, je déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de soumission du présent projet et de sa phase d'ingénierie (appel à manifestation d'intérêt et dossier de candidature), et souscrire aux obligations qui en découlent,

- m'engager à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ladite phase d'ingénierie du projet dans les conditions prévues par la convention/l'accord cadre de Consortium avec (l'entité porteuse de projet / destinataire de la dotation),

- et à ce titre, donne mandat au Porteur de projet (nom du Porteur de projet) aux fins de me représenter et d'agir en mon nom dans le cadre et les limites du présent appel à manifestation d'intérêt.

Pour (l'organisme partenaire) dénommé le mandant,

Prénom Nom Titre/Qualité

Projet

Signature

Cachet du partenaire

Pour

(personne habilitée à engager le partenaire)
dénommé le mandataire,

Prénom Nom Titre/Qualité

Signature

Cachet du Porteur de projet de projet

Projet

Publication d'informations relatives à la phase d'ingénierie du projet :

Si le Projet est retenu pour financement, et selon ses besoins, l'Etat se réserve la possibilité de rendre publiques les informations suivantes : nom de l'entité porteuse de projet et adresse électronique, noms et prénoms des responsables des partenaires, dénominations des partenaires.

Nota : en déposant un projet, les partenaires ont accepté que l'Etat et la CDC publient l'acronyme, le titre, le résumé, la dotation accordée au projet, la date de début de projet et la durée.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernées peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'Etat et à la CDC (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets).

ANNEXE 7 - PROJET ACCORD DE CONSORTIUM

Les projets nécessitant une fédération d'acteurs, un Consortium devra être constitué avec désignation d'un Porteur de projet, le Porteur de projet. Cet accord peut soit créer une structure juridique ad hoc dotée de la personnalité morale pour porter le projet, soit le plus fréquemment prendre la forme d'un simple accord de Consortium entre les parties au projet. Quelle que soit l'organisation juridique qui structure le Consortium, l'accord doit traiter les points suivants :

• désignation et identité du Porteur de projet ;

• gouvernance ;

• adéquation de la gouvernance aux objectifs du projet et à son pilotage par le Porteur de projet, les membres du Consortium étant solidairement responsables de leur capacité à rendre des comptes et de la performance du Consortium ;

• règles de répartition :

- de la responsabilité entre le Porteur de projet et les Partenaires ainsi qu'entre les Partenaires eux-mêmes, y compris en termes de partage des investissements : répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des actions à menées ;
- de l'aide allouée entre les Partenaires au projet par le Porteur de projet (mentionner le cas échéant si des conventions de reversement sont prévues) ; il est conseillé d'envisager la modulation de cette répartition dans l'hypothèse où l'aide allouée ne serait pas au niveau de la demande formulée dans le dossier de réponse ;

• modalités d'évolution du Consortium : règles détaillées concernant les conditions et modalités d'accueil de nouveaux partenaires ou modalités de départ (défaillance, exclusion ou départ volontaire) ; règles contractuelles envisagées pour encadrer les modifications sociales ou statutaires d'un Partenaire ou du Porteur de projet, etc. Ces règles doivent permettre au Porteur de projet et aux Partenaires de partager les risques sans modifier les objectifs du projet ;

• dans l'hypothèse où la réalisation du projet donnerait lieu à la constitution de droits de propriété intellectuelle : règles relatives à leur partage, à leur exploitation et, le cas échéant, à la diffusion des connaissances scientifiques et techniques ;

• Dans l'hypothèse où la réalisation du projet donnerait lieu à la constitution d'actifs autres que ceux visés à l'alinéa précédent : règles relatives à leur partage et à leur exploitation.

Si l'Accord de Consortium n'est pas finalisé à la remise du projet, le Porteur de projet présentera des garanties quant à sa signature dans les deux mois suivant la sélection du Projet. A défaut d'accord formalisé dans les termes précédemment énoncés, la Convention de financement entre le Porteur de projet et l'Opérateur ne pourra être signée et la décision du Premier ministre de financement par le PIA deviendra caduque.

Projet

ANNEXE 8 - DROIT D'USAGE DES MARQUES CAISSE DES DEPOTS ET PIA

Ce logotype se caractérise notamment par les éléments suivants :

- les 3 couleurs utilisées sont le rouge Pantone 485 – gris Pantone 430 – noir,
- quand il est utilisé sur aplats de couleur et visuels, son blanc tournant, qui en fait partie intégrante, préserve son impact ;
- sa hauteur minimale est de 17,5 mm, ce qui préserve la visibilité de la médaille.

Projet

ANNEXE 9 - DECLARATION AIDES PUBLIQUES & PME

Déclaration à remplir par chaque partenaire exerçant une activité économique au sens du droit européen et bénéficiaire de subventions publiques ***pendant la durée de réalisation du projet présenté dans le cadre de l'AMI « TERRITOIRES D'INNOVATION DE GRANDE AMBITION ».***
Il s'agit d'une déclaration prévisionnelle.

Nom de l'entité d'octroi de la subvention	Année d'octroi	Montant de la subvention	Nature des dépenses financées par la subvention	Base légale (si connue)

Projet

MODÈLE DE DÉCLARATION

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA QUALITÉ DE PME

Identification précise de l'entreprise

Nom ou raison sociale: .....

Adresse du siège social: .....

Numéro d'immatriculation ou de TVA ([1]): .....

Nom et titre du ou des dirigeants principaux ([2]): .....

Type de l'entreprise (voir note explicative)

Indiquer par une croix dans quel(s) cas se situe l'entreprise requérante:

☐ Entreprise autonome — (Dans ce cas, les données portées dans le cadre ci-dessous résultent des seuls comptes de l'entreprise requérante. Remplir la déclaration seule, sans annexe.)

☐ Entreprise partenaire

☐ Entreprise liée

Remplir et ajouter l'annexe (et des fiches supplémentaires éventuelles), puis compléter la déclaration en portant le résultat du calcul dans le cadre ci-dessous.

Données pour déterminer la catégorie d'entreprise

Calculées selon l'article 6 de l'annexe à la recommandation 2003/361/CE de la Commission concernant la définition des PME.

Période de référence (*):

Effectif (UTA)	Chiffre d'affaires (**)	Total du bilan (**)

(*) Toutes les données doivent être afférentes au dernier exercice comptable clôturé et sont calculées sur une base annuelle. Dans le cas d'une entreprise nouvellement créée et dont les comptes n'ont pas encore été clôturés, les données à considérer font l'objet d'une estimation de bonne foi en cours d'exercice.

(**) en milliers d'euros

Important: par rapport au précédent exercice comptable, il y a un changement des données, susceptible d'entraîner un changement de catégorie de l'entreprise requérante (micro, petite, moyenne ou grande entreprise).

☐ **Non**

☐ **Oui** [dans ce cas, remplir et ajouter une déclaration se référant à l'exercice précédent ([3])].

Signature

Nom et fonction du signataire, habilité à représenter l'entreprise: .....

.....

J'atteste sur l'honneur l'exactitude de la présente déclaration ainsi que des éventuelles annexes.

Fait à ....., le .....

Signature:

([1]) À déterminer par les États membres selon leurs besoins.

([2]) Président («Chief executive»), directeur général ou équivalent.

([3]) Définition, article 4, paragraphe 2, de l'annexe de la recommandation 2003/361/CE.

RELATIVE AUX TYPES D'ENTREPRISES PRIS EN CONSIDÉRATION POUR LE CALCUL DE L'EFFECTIF ET DES MONTANTS FINANCIERS

I. TYPES D'ENTREPRISES

La définition des PME ([1]) distingue trois types d'entreprises en fonction du type de relation qu'elles entretiennent avec d'autres entreprises en termes de participation au capital, aux droits de vote ou de droit d'exercer une influence dominante ([2]).

Type 1: L'entreprise autonome

C'est de loin le cas le plus fréquent. Il s'agit simplement de toutes les entreprises qui ne sont pas d'un des deux autres types d'entreprises (partenaires ou liées).

L'entreprise requérante est autonome si elle:

— n'a pas de participation de 25 % ([3]) ou plus dans une autre entreprise;

— n'est pas détenue directement à 25 % ([3]) ou plus par une entreprise ou un organisme public ou conjointement par plusieurs entreprises liées ou organismes publics, à part quelques exceptions ([4]), et

— n'établit pas de comptes consolidés et n'est pas reprise dans les comptes d'une entreprise qui établit des comptes consolidés et n'est donc pas une entreprise liée ([5]).

Type 2: L'entreprise partenaire

Ce type représente la situation d'entreprises qui nouent des Consortiums financiers significatifs avec d'autres entreprises, sans que l'une n'exerce un contrôle effectif direct ou indirect sur l'autre. Sont partenaires des entreprises qui ne sont pas autonomes mais qui ne sont pas non plus liées entre elles.

L'entreprise requérante est partenaire avec une autre entreprise si:

— elle possède une participation comprise entre 25 % ([3]) et moins de 50 % ([3]) dans celle-ci, ou

— cette autre entreprise détient une participation comprise entre 25 % ([3]) et moins de 50 % ([3]) dans l'entreprise requérante, et

— l'entreprise requérante n'établit pas de comptes consolidés reprenant cette autre entreprise par consolidation et n'est pas reprise par consolidation dans les comptes de celle-ci ou d'une entreprise liée à cette dernière ([5]).

Type 3: L'entreprise liée

Ce type correspond à la situation économique d'entreprises qui font partie d'un groupe, par le contrôle direct ou indirect de la majorité du capital ou des droits de vote (y compris via des accords ou dans certains cas via des personnes physiques actionnaires), ou par la capacité d'exercer une influence dominante sur une entreprise. Il s'agit donc de cas plus rares qui se distinguent en général de façon très nette des deux types précédents.

Dans le souci d'éviter aux entreprises des difficultés d'interprétation, la Commission européenne a défini ce type d'entreprises en reprenant, lorsque celles-ci sont adaptées à l'objet de la définition, les conditions données par l'article 1er de la directive 83/349/CEE du Conseil concernant les comptes consolidés ([6]), qui est d'application depuis de nombreuses années.

Une entreprise sait donc en règle générale de façon immédiate qu'elle est liée, dès lors qu'elle est déjà tenue au titre de cette directive d'établir des comptes consolidés ou est reprise par consolidation dans les comptes d'une entreprise qui est tenue d'établir de tels comptes consolidés.

Les deux seuls cas, toutefois peu fréquents, où une entreprise peut être considérée comme liée alors qu'elle n'est pas déjà tenue à établir des comptes consolidés sont décrits aux deux premiers tirets de la note n° 5 à la fin de la présente note explicative. Il convient dans ce cas que l'entreprise vérifie si elle remplit l'une ou l'autre des conditions fixées à l'article 3, paragraphe 3 de la définition.

II. L'EFFECTIF ET LES UNITÉS DE TRAVAIL PAR AN ([7])

L'effectif d'une entreprise correspond au nombre d'unités de travail par an (UTA).

Qui compter pour l'effectif?

— Les salariés de l'entreprise considérée,

— les personnes travaillant pour cette entreprise, ayant un lien de subordination avec elle et assimilées à des salariés au regard du droit national,

— les propriétaires exploitants,

— les associés exerçant une activité régulière dans l'entreprise et bénéficiant d'avantages financiers de la part de l'entreprise.

Les apprentis ou étudiants en formation professionnelle bénéficiant d'un contrat d'apprentissage ou de formation professionnelle ne sont pas comptabilisés dans le nombre de personnes occupées.

Comment calculer l'effectif ?

Une UTA correspond à une personne ayant travaillé dans l'entreprise ou pour le compte de cette entreprise à temps plein pendant toute l'année considérée. L'effectif est chiffré en UTA.

Le travail des personnes n'ayant pas travaillé toute l'année, ou ayant travaillé à temps partiel, quelle que soit sa durée, ou le travail saisonnier, est compté comme fractions d'UTA.

La durée des congés de maternité ou congés parentaux n'est pas comptabilisée.

(1) Dans la suite du texte, le terme « définition» se réfère à l'annexe de la recommandation 2003/361/CE concernant la définition des PME.

(2) Définition, article 3.

(3) En termes de part du capital ou de droits de vote, le plus élevé des deux taux étant pris en compte. Il convient d'ajouter à ce taux le taux de participation détenu sur la même entreprise par toute entreprise liée à l'entreprise actionnaire (définition, article 3, paragraphe 2).

(4) Une entreprise peut continuer à être considérée comme autonome si ce seuil de 25 % est atteint ou dépassé, lorsqu'on est en présence des catégories d'investisseurs suivants (à la condition que ceux-ci ne soient pas des entreprises liées avec l'entreprise requérante):

a) sociétés publiques de participation, sociétés de capital à risque, personnes physiques ou groupes de personnes physiques ayant une activité régulière d'investissement en capital à risque («business angels») qui investissent des fonds propres dans des entreprises non-côtées, pourvu que le total de leur l'investissement desdits «business angels» dans une même entreprise n'excède pas 1 250 000 euros;

b) universités ou centres de recherche à but non lucratif;

c) investisseurs institutionnels, y compris les fonds de développement régional.

(Définition, article 3, paragraphe 2, deuxième alinéa).

(5) — Si le siège social de l'entreprise se situe dans un État membre qui a prévu une exception à l'obligation d'établissement de tels comptes au titre de la septième directive 83/349/CEE, il convient toutefois que l'entreprise vérifie spécifiquement qu'elle ne remplit pas l'une ou l'autre des conditions fixées à l'article 3, paragraphe 3, de la définition.

— Il existe aussi quelques très rares cas où une entreprise peut être considérée comme liée à une autre entreprise via une personne ou un groupe de personnes physiques agissant de concert (définition, article 3, paragraphe 3).

— À l'inverse, il existe un cas très peu fréquent où une entreprise établit volontairement des comptes consolidés sans y être tenue par la septième directive susvisée. Dans ce cas, l'entreprise n'est pas nécessairement liée et peut estimer être seulement partenaire.

Pour déterminer si l'entreprise est liée ou non, il convient dans chacune des trois situations ci-dessus de vérifier si l'entreprise remplit ou non l'une ou l'autre des conditions fixées à l'article 3, paragraphe 3, de la définition, le cas échéant via une personne ou un groupe de personnes physiques agissant de concert.

(6) Septième directive 83/349/CEE du Conseil du 13 juin 1983 fondée sur l'article 54, paragraphe 3, point g), du traité et concernant les comptes consolidés 00 L 193 du 18.7.1983, p. 1), modifiée en dernier lieu par la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 283 du 27.10.2001, p. 28).

(7) Définition, article 5.

Annexes 8-1 et 8-2 jointes si nécessaire

— Annexe 8-1 si l'entreprise a au moins une entreprise partenaire (et fiches supplémentaires éventuelles)

— Annexe 8-2 si l'entreprise a au moins une entreprise liée (et fiches supplémentaires éventuelles)

Calcul des données pour une entreprise liée ou partenaire (x) (voir note explicative)

Période de référence (2):

	Effectif (UTA)	Chiffre d'affaires (*)	Total du bilan (*)
1. Données (2) de l'entreprise requérante ou bien des comptes consolidés [report du cadre B(l) de l'annexe B (3)]			
2. Données (2) agrégées proportionnellement de toutes les (éventuelles) entreprises partenaires (report du cadre A de l'annexe A)			
3. Données (2) additionnées de toutes les entreprises liées (éventuelles) non-reprises par consolidation à la ligne 1 (report du cadre B(2) de l'annexe B)			
Total			

(*) En milliers d'euros.

Projet

(x) Définition, article 6, paragraphes 2 et 3.

(2) Toutes les données doivent être afférentes au dernier exercice comptable clôturé et sont calculées sur une base annuelle. Dans le cas d'une entreprise nouvellement créée et dont les comptes n'ont pas encore été clôturés, les données à considérer font l'objet d'une estimation de bonne foi en cours d'exercice (définition, article 4).

(3) Les données de l'entreprise, y compris l'effectif, sont déterminées sur base des comptes et autres données de l'entreprise ou — s'ils existent — des comptes consolidés de l'entreprise ou des comptes consolidés dans lesquelles l'entreprise est reprise par consolidation.

Les résultats de la ligne «total» sont à reporter dans le cadre «Données pour déterminer la catégorie d'entreprise» de la déclaration.

ANNEXE 8-1

Entreprise de type partenaire

Pour chaque entreprise pour laquelle une «fiche de Consortium» a été remplie [une fiche pour chaque entreprise partenaire de l'entreprise requérante et pour les entreprises partenaires des éventuelles entreprises liées, dont les données ne sont pas encore reprises dans les comptes consolidés (*)], les données du «cadre de Consortium» concerné sont à reporter dans le tableau récapitulatif suivant:

Cadre A

Entreprise partenaire (remplir le nom/l'identification)	Effectif (UTA)	Chiffre d'affaires (*)	Total du bilan (*)
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
Total			

(*) En milliers d'euros.

(Ajouter des pages ou étendre le tableau, si nécessaire)

Rappel : ces données sont le résultat d'un calcul proportionnel effectué dans la «fiche de Consortium» remplie pour chaque entreprise partenaire directe ou indirecte.

Les données indiquées dans la ligne « Total» du tableau ci-dessus sont à reporter à la ligne 2 (relative aux entreprises partenaires) du tableau de l'annexe à la déclaration.

Projet

(1) Si les données relatives à une entreprise sont reprises dans les comptes consolidés à un taux inférieur à celui déterminé à l'article 6, paragraphe 2, il convient toutefois d'appliquer le pourcentage déterminé à cet article (définition, article 6, paragraphe 3, deuxième alinéa).

FICHE DE CONSORTIUM — N'

1. **Identification précise de l'entreprise partenaire**

Nom ou raison sociale:
Adresse du siège social:
Numéro d'immatriculation ou de TVA (^):
Nom et titre du ou des dirigeants principaux ([8]):

2. **Données brutes relatives à cette entreprise partenaire**

Période de référence :

	Effectif (UTA)	Chiffre d'affaires (*)	Total du bilan (*)
Données brutes			

(*) En milliers d'euros.

Rappel : ces données brutes résultent des comptes et autres données de l'entreprise partenaire, consolidés s'ils existent, auxquels sont ajoutés 100 % des données des entreprises liées à celle-ci, sauf si les données de ces dernières sont déjà reprises par consolidation dans la comptabilité de l'entreprise partenaire ([9]). Si besoin est, ajouter des « fiches de lien» pour les entreprises liées non-reprises par consolidation.

3. **Calcul proportionnel**

a) Indiquer précisément le taux de participation ([4]) détenu par l'entreprise établissant la déclaration (ou par l'entreprise liée à travers laquelle la relation avec l'entreprise partenaire est établie), dans l'entreprise partenaire faisant l'objet de la présente fiche :

Indiquer également le taux de participation ([4]) détenu par l'entreprise partenaire faisant l'objet de la présente fiche dans l'entreprise établissant la déclaration (ou dans l'entreprise liée):

b) Il convient de retenir le plus élevé des deux taux précédents et d'appliquer ce pourcentage aux données brutes indiquées dans le cadre précédent. Les résultats de ce calcul proportionnel sont à porter dans le tableau suivant :

« Cadre de Consortium»

Pourcentage: . . .	Effectif (UTA)	Chiffre d'affaires (*)	Total du bilan (*)
Résultats proportionnels			

(*) En milliers d'euros.

Ces données sont à reporter dans le cadre A de l'annexe A.

ANNEXE 8-2 **Entreprises liées**

A. **Déterminer le cas dans lequel se trouve l'entreprise requérante**

Cas 1: L'entreprise requérante établit des comptes consolidés ou bien est incluse par consolidation dans les comptes consolidés d'une autre entreprise liée [cadre B(l)].

Cas 2: L'entreprise requérante ou une ou plusieurs entreprises liées n'établissent pas de comptes consolidés ou ne sont pas reprises par consolidation [(cadre B(2)].

Note importante : les données des entreprises liées à l'entreprise requérante, résultent de leurs comptes et autres données, consolidés s'ils existent. À celles-ci sont agrégées proportionnellement les données des éventuelles entreprises partenaires de ces entreprises liées, situées immédiatement en amont ou en aval de celles-ci, si elles n'ont pas déjà été reprises par consolidation (^).

B. **Les méthodes de calculs suivant les cas**

Dans le cas 1: Les comptes consolidés servent de base de calcul. Remplir ci-après le cadre B(l)

Cadre B(l)

	Effectif (UTA) (*)	Chiffre d'affaires (**)	Total du bilan (**)
Total			

(*) Lorsque les comptes consolidés ne font pas apparaître l'effectif, le calcul de celui-ci s'effectue par addition de l'effectif de toutes les entreprises avec lesquelles elle est liée. (**) en milliers d'euros.

Les données indiquées dans la ligne «Total» du tableau ci-dessus sont à reporter à la ligne 1 du tableau de l'annexe à la déclaration.

(^ À déterminer par les États membres selon leurs besoins.
([2]) Président («Chief executive»), directeur général ou équivalent.
([3]) Définition, article 6, paragraphe 3, premier alinéa.
([4]) En termes de part du capital ou de droits de vote, le plus élevé des deux taux étant pris en compte. Il convient d'ajouter à ce taux, le taux de participation détenu sur la même entreprise par toute entreprise liée (définition, article 9paragraphe 2, premier alinéa).

Projet

Identification des entreprises reprises par consolidation

Entreprise liée (nom/l'identification)	Adresse du siège social	Numéro d'immatriculation ou de TVA (*)	Nom et titre du ou des dirigeants principaux (**)
A.			
B.			
C.			
D.			
E.			

(*) À déterminer par les États membres selon leurs besoins. (**) Président («Chief executive»), directeur général ou équivalent.

Note importante: des entreprises partenaires à une telle entreprise liée, qui ne sont pas déjà reprises par consolidation, sont à traiter comme des partenaires directs à l'entreprise requérante. Leurs données et une «fiche de Consortium» sont donc à ajouter à l'annexe A.
Dans le cas 2: Pour chaque entreprise liée (y compris des liens via d'autres entreprises liées), remplir une «fiche de lien» et procéder par simple addition des comptes de toutes les entreprises liées en remplissant le cadre B(2) suivant:

([1]) Définition, article 6, paragraphe 2, deuxième alinéa.

Cadre B(2)

Entreprise n°:	Effectif (UTA)	Chiffre d'affaires (**)	Total du bilan (**)
M*)			
2.(*)			
3.(*)			
4.(*)			
5.(*)			
Total			

(*) Ajouter une «fiche de lien» par entreprise. (**)
En milliers d'euros.

Les données indiquées dans la ligne Total du tableau ci-dessus sont à reporter à la ligne 3 (relative aux entreprises liées) du tableau de l'annexe à la déclaration.

Projet

FICHE DE LIEN — N° ...

(seulement pour chaque entreprise liée, non-reprise par consolidation)

1. **Identification précise de l'entreprise**

Nom ou raison sociale: .....

Adresse du siège social: .....

Numéro d'immatriculation ou de TVA ([1]): .....

Nom et titre du ou des dirigeants principaux ([2]): .....

2. **Données relatives à cette entreprise**

Période de référence:

	Effectif (UTA)	Chiffre d'affaires (*)	Total du bilan (*)
Total			

(*) En milliers d'euros.

Ces données sont à reporter cadre B(2) de l'annexe B.

Note importante: les données des entreprises liées à l'entreprise requérante, résultent de leurs comptes et autres données, consolidés s'ils existent. À celles-ci sont agrégées proportionnellement les données des éventuelles entreprises partenaires de ces entreprises liées, situées immédiatement en amont ou en aval de celles-ci, si elles n'ont pas déjà été reprises dans les comptes consolidés. ([3]).

De telles entreprises partenaires sont à traiter comme des partenaires directs à l'entreprise requérante. Leurs données et une «fiche de partenariat» sont donc à ajouter à l'annexe A.

([1]) À déterminer par les États membres selon leurs besoins.

([2]) Président (Chief executive), directeur général ou équivalent.

([3]) Si les données relatives à une entreprise sont reprises dans les comptes consolidés à un taux inférieur à celui déterminé à l'article 6, paragraphe 2, il convient toutefois d'appliquer le pourcentage déterminé à cet article (définition, article 6, paragraphe 3, deuxième alinéa).

ANNEXE 10 - REGLEMENT GENERAL ET FINANCIER

Projet

Projet

ACCORD DE CONSORTIUM

Projet « Santé en mouvements, une ambition partagée »

Appel à projets : Territoire d'Innovation – Grande Ambition

Sommaire

1. Préambule 6
2. Définitions 7
3. Objet 9
4. Durée 9
5. Gouvernance du Consortium 9
5.1 Le Porteur du Projet 10
5.2 L'Equipe Projet 11
5.3 Les Comités de Pilotage 11
6. Engagements des Partenaires 14
6.1 Engagements techniques 14
6.2 Engagements légaux 15
6.3 Engagements financiers 15
7. Responsabilité 16
8. Force majeure 17
9. Modifications au sein des partenaires 17
9.1 Entrée d'un nouveau partenaire 17
9.2 Retrait et exclusion d'un Partenaire 17
10. Propriété intellectuelle 18
10.1 Propriété intellectuelle des Connaissances Antérieures 18
10.2 Propriété intellectuelle des Résultats 18
11. Utilisation des Résultats 18
12. Marques et autres signes distinctifs 19
13. Droits de propriété littéraire et artistique 19
14. Confidentialité 19
15. Communications 21
16. *Intuitu personae* 22
17. Sous-traitance 22
18. Résiliation 23
19. Clauses générales 23
19.1 Intégralité 23
19.2 Nullité 23
19.3 Titres 23
19.4 Indépendance des Partenaires 23
19.5 Exécution loyale 23
19.6 Tolérance 23
19.7 Loi applicable 23
19.9 Règlement des différends 23
19.10 Domiciliation 24
19.11 Notification 24
20. Annexes 24

Projet

ENTRE LES SOUSSIGNEES : *(Merci à chaque structure de (faire) vérifier la comparution des Parties).*

L'Eurométropole de Strasbourg, Centre administratif situé à l'adresse suivante :
1 parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG
Représentée par son Président, Robert HERRMANN
N° SIRET : 246 700 488 00017

CI-DESSOUS DENOMMEE : « Eurométropole de Strasbourg » ou « Porteur du Projet »

ET :

Le Département du Bas-Rhin, situé à l'adresse suivante :
Place du quartier blanc
67964 STRASBOURG CEDEX,
Représenté par : *XXXXX - Fonction*

N° SIRET : 226 700 011 00019

CI-DESSOUS DENOMME : « CD 67 »

ET :

Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, Etablissement Public de Santé, situés à l'adresse suivante :
1 Place de l'Hôpital,
67091 STRASBOURG CEDEX,
Représentés par son Directeur Général, Christophe GAUTIER,
N° SIRET : 266 700 574 00012

CI-DESSOUS DENOMMEE : « HUS »

ET :

L'Union Régionale des Professionnels de Santé Médecins Libéraux Grand Est, Association dont le siège est situé à l'adresse suivante :
Centre d'Affaire "Les Nations" - | 23 bd Europe - BP 17
54501 VANDOEUVRE-LES-NANCY CEDEX
Représentée par –Madame le Docteur Guilaine KIEFFER-DESGRIPPES, Présidente
Bureau de Strasbourg
52 rte de Bischwiller
67300 SCHILTIGHEIM

CI-DESSOUS DENOMMEE : « URPS ML Grand Est »

ET :

L'Institut Hospitalo-Universitaire de chirurgie guidée par l'image de Strasbourg, Fondation de coopération scientifique approuvée par Décret Ministériel du 25 Novembre 2011 (JORF du 27 Novembre 2011), situé à l'adresse suivante :
1 Place de l'Hôpital,
67000 STRASBOURG
Représentée par son Directeur Général, Monsieur Jacques MARESCAUX,
N° SIRET : 538 405 952 000 10,

CI-DESSOUS DENOMMEE : « IHU »

ET :

Le Pôle de Compétitivité Alsace Biovalley
Association de droit local inscrite au Registre des Associations du Tribunal de Strasbourg, située à l'adresse suivante :
550 boulevard Gonthier d'Andernach,
67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN,
Représenté par son Directeur Général, Marco PINTORE,
N° SIRET : 487 633 430 00011

CI-DESSOUS DENOMMEE : « ABV »

ET :

L'Agence Régionale de Santé Grand-Est,
Forme de la structure, située à l'adresse suivante :
3, Boulevard Joffre,
54000 Nancy,
Représentée par son Directeur Général Christophe LANNELONGUE,
N° SIRET : *XXXXX*,

CI-DESSOUS DENOMMEE : « ARS Grand Est »

ET :

La Ville de Strasbourg, dont le siège est situé à l'adresse suivante :
1 Parc de l'Etoile,
67076 STRASBOURG CEDEX,
Représentée par son Maire Roland RIES,
N° SIRET : 216 704 825 00019,

CI-DESSOUS DENOMMEE : « Ville de Strasbourg »

ET :

L'Université de Strasbourg, Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, située à l'adresse suivante :
4 rue Blaise Pascal

Projet

67081 STRASBOURG CEDEX
Représentée par son Président, Monsieur Michel DENEKEN,
N° SIRET : 130 005 457 00010,

CI-DESSOUS DENOMMEE : « Unistra »

ET :

Docapost, société filiale du Groupe la Poste, située à l'adresse suivante :
Adresse,
Représentée par *XXXXX – Fonction*,
N° SIRET : *XXXXX*,

CI-DESSOUS DENOMMEE : « Docapost »

ET :

Grand E-nov, Association de droit local située à l'adresse suivante :
4 avenue du Général Leclerc - 68100 Mulhouse,
Représentée par Etienne LEROI - Président,
N° SIRET : 434 049 953 00053,

CI-DESSOUS DENOMMEE : « Grand E-nov »

ET :

La plateforme Régionale d'Innovation en e-Santé Mutualisée *Forme commerciale*, située à l'adresse suivante :
Adresse,
Représentée par *XXXXX – Fonction*,
N° SIRET : *XXXXX*,

CI-DESSOUS DENOMMEE : « PRIeSME »

Ensemble dénommés les « **Partenaires** » et individuellement le « **Partenaire** ».

Projet

1. Préambule

Dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir, l'Etat a confié à la Caisse des Dépôts la gestion de l'action « territoires d'Innovation – Grande Ambition » dotée d'une enveloppe de 450 M€. Dans ce cadre, le Secrétariat général pour l'Investissement et la Caisse des Dépôts ont lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) le 24 mars 2017 afin d'identifier et sélectionner des projets originaux associant un haut niveau d'innovation et un écosystème territorial. L'ambition de cet AMI était de faire émerger des territoires d'innovation de grande ambition, notamment axés sur la ville, la forêt, le tourisme ou l'agriculture, guidés par une ambition opérationnelle de transformation et portés de manière pérenne par des acteurs publics et privés.

C'est dans ce contexte que les Partenaires, avec l'Eurométropole de Strasbourg en Porteur du Projet tel que défini ci-dessous, ont répondu à l'AMI au titre d'un projet intitulé « Santé en mouvements, une ambition partagée » amené à se déployer dans un premier temps sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg mais également sur celui des trois communautés de communes de la région de Saverne.

Le projet des acteurs des territoires de Strasbourg et de Saverne repose sur une réflexion globale sur la santé et le bien-être déclinée en trois axes majeurs : transformer la prise en charge des personnes à risque, s'appuyer sur une politique de prévention dynamique pour améliorer l'état de santé global de la population et adapter le cadre de vie des citoyens aux enjeux de santé publique.

L'ambition du projet TIGA est de transformer le territoire au service de la santé des citoyens, en territoire urbain comme rural, de construire et démontrer l'intérêt d'un programme intégré de « gestion populationnelle de la santé » qui puisse ensuite être déployé à l'échelle nationale.

Pour y parvenir, les partenaires du projet souhaitent articuler les initiatives locales et régionales, en s'appuyant sur des outils d'évaluation solides permettant de mesurer les impacts et les conditions de réplicabilité. Il s'agit de déployer un socle numérique mutualisé pour mettre à disposition des outils innovants au service de tous, soutenir des démarches ambitieuses, évaluer leur impact, accompagner au changement tout un territoire et animer une gouvernance diverse et solide.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Prévenir la mortalité et les complications liées aux maladies chroniques
- Améliorer les prises en charge des personnes à risque
- Augmenter le bien-être de la population en incitant la pratique régulière d'une activité sportive
- Créer de la valeur pour les entreprises
- Réduire les inégalités territoriales et sociales de santé
- Contribuer à construire de nouveaux modèles économiques de la santé

Les Partenaires ont par suite été informés par décision du Premier Ministre du 30 décembre 2017 que la candidature de l'Eurométropole de Strasbourg pour le projet « Santé en mouvements, une ambition partagée » a été retenue grâce à son potentiel d'application à l'échelle nationale pour passer la seconde grande phase de sélection. A ce titre l'Eurométropole de Strasbourg recevra une aide financière de 400 000 € de la Caisse des Dépôts et Consignations, à laquelle viendront s'ajouter

des Contributions Financières pour un montant maximal total de 400 000 € versées en numéraire à l'Eurométropole de Strasbourg. Par ailleurs et grâce aux Financements versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet, certains Partenaires pourront contribuer à la réalisation du Projet via la production des Livrables tels que définis ci-dessous, notamment par l'apport de Contribution en Nature.

Afin de régir la relation entre l'ensemble des Partenaires et de sorte à répondre avec succès à la seconde phase de sélection de l'appel à projet TIGA, mais également conformément à la demande de la Caisse des Dépôts et Consignation, les Partenaires ont souhaité mettre en place un accord de consortium relatif à ce projet « Santé en mouvements, une ambition partagée ». A fins de clarification entre les Partenaires, cet accord de consortium a pour objet de régir uniquement la relation entre les Partenaires visant la construction détaillée du projet au titre de la réponse à apporter pour la seconde phase de sélection, et non au titre de la mise en œuvre opérationnelle du projet.

Les Partenaires ont organisé la réponse à la seconde phase de l'appel à projet « « Santé en mouvements, une ambition partagée » en sept (7)[Conectus1] workpackages (WP).

1er WP : Gouvernance.

2ème WP : Evaluation continue.

3 ème WP : Socle/services numériques.

4 ème WP : Innovation.

5 ème WP : Transformation du cadre de vie

6 ème WP : Transformation des modes de vie

7 ème WP : Transformation de la prise en charge des personnes à risque élevé

L'Eurométropole de Strasbourg est désigné par l'ensemble des Partenaires comme le Porteur du Projet (défini à l'article 5.1).

Dans ce contexte, les Partenaires entendant organiser leur collaboration pour la rédaction du dossier de candidature dans le cadre de la seconde phase de l'appel à projet Territoire d'Innovation – Grande Ambition lié au projet « Santé en mouvements, une ambition partagée » sont convenus de ce qui suit :

2. Définitions

Au sens du présent Accord, les expressions ci-dessous auront la définition suivante :

- **« Connaissances Antérieures » :** tout résultat, document, rapport, procédure, dossiers, plans, schémas, dessins, formules ou méthode, quels qu'en soient la nature et le support, brevetables ou non, brevetés ou non, que chaque Partenaire pourrait détenir avant le Projet.
- **« Consortium » :** groupement temporaire composé de tous les Partenaires participant au Projet sans constitution de personnalité morale. Les Partenaires déclarent que l'Accord ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, l'*affectio societatis* en est formellement exclu. Aucune solidarité entre les Parties ne pourra être retenu au titre de l'Accord ;
- **« Accord » :** le présent contrat, ses annexes et éventuels avenants ;
- **« Contribution en Nature » :** les personnels d'un Partenaire alloués gratuitement par ledit Partenaire pour la réalisation du Projet. Ces Contributions en Nature sont listées en Annexe 1 du présent Accord.
- **« Contribution Financière » :** désigne la somme versée en numéraire par un Partenaire, en ce compris l'Eurométropole de Strasbourg elle-même, au profit du Porteur du Projet de sorte que ce financement puisse concourir à la réalisation de Livrables par un ou des Partenaires éventuellement via les Financements versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet ; ces Contributions Financières prévisionnelles sont listées en Annexe 2 du présent Accord.
- **« Financements versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet » :** la somme versée par l'Eurométropole de Strasbourg au profit d'un Partenaire dans le cadre du Projet et devant permettre de contribuer à la réalisation par celui-ci d'un ou des Livrables au titre d'un WP. Les Financements prévisionnels versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet sont reportés en Annexe 3 du présent Accord.
- **« Informations Confidentielles » :** informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, qui vise notamment tout plan, étude, rapport, audit, données expérimentales et de tests, dessins, représentations graphiques, spécifications, savoir-faire et expérience, quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, échangées entre les Partenaires et se rapportant directement ou indirectement au Projet et portant la mention « Confidentiel ». Les Résultats et Livrables liés à la réalisation du Projet seront considérés comme des Informations Confidentielles.
- **« Partenaire Titulaire » :** Partenaire détenteur et/ou propriétaire d'une (d')Information(s) Confidentielle(s) qu'il transmet aux autres Partenaires ;
- **« Livrables » :** tout éléments spécifiques relatif au WP tels que résultat, document, rapport, procédure, dossiers, plans, schémas, dessins, formules ou méthode, quels qu'en soient la nature et le support, brevetables ou non, brevetés ou non, qui résultent de la réalisation d'un ou des WP, obtenus par un Partenaire ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet. Les Livrables sont listés à l'Annexe 1 du présent Accord, à l'exclusion des Connaissances Antérieures.
- **« Partenaire(s) Récipiendaire(s) » :** Partenaire(s) qui reçoi(en)t l'(les) Information(s) Confidentielle(s) du Partenaire Titulaire ;
- **« Porteur du Projet » :** Partenaire qui a reçu la mission des autres Partenaires d'interagir notamment avec la Caisse des Dépôts et Consignations et dont les missions sont précisées à l'article 5.1.2 des présentes.
- **« Projet » :** Rédaction du dossier de candidature dans le cadre de la seconde phase de l'appel à projet Territoire d'Innovation – Grande Ambition lié au projet « Santé en mouvements, une ambition partagée » ;

Projet

- **« Résultats » :** désigne toute information, méthode, résultat de prestation, livrable, rapport, étude, dessins, logos, modèles, droit d'auteur et savoir-faire, quels qu'en soient la nature et le support et tous les droits intellectuels et industriels associés (demande de brevet, brevets, dessins et modèles déposés, marques déposées, droit d'auteur pour lesquels les Partenaires disposent de la titularité) lié à la réponse à la seconde phase de l'appel à projet et issu notamment des Livrables réalisés dans le cadre de l'Accord.
- **« WP » :** désigne les Connaissances Antérieures, ainsi que les Livrables.

3. Objet

L'Accord a pour objet d'organiser les relations entre les Partenaires dans le cadre du Projet et, notamment de :

- déterminer leurs droits et leurs obligations, conformément à l'Annexe 1 « Description du Projet » de l'Accord,
- organiser la gouvernance du Projet,
- fixer les Contributions Financières prévisionnelles versées par un Partenaire au profit de l'Eurométropole de Strasbourg,
- fixer les Financements prévisionnels versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet à un Partenaire,
- préciser les Contributions en Nature apportées par un Partenaire au profit du Projet,
- fixer les règles de gestion, de suivi, de propriété des Résultats.

A fins de clarification entre les Partenaires, et dans le cas où la candidature des Partenaires serait retenue, le projet devra faire l'objet d'un second accord régissant les relations entre les Partenaires à la suite de la remise de la candidature.

4. Durée

1. L'Accord entrera en vigueur à la date de signature de l'ensemble des Partenaires, avec un effet rétroactif à la date du 30 décembre 2017 *(date de la décision du Premier Ministre)*.
2. L'Accord est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter du 30 décembre 2017 à l'exception de ses clauses visées au point 3 ci-après qui resteront en vigueur pour leur durée propre. Il pourra être prorogé par l'ensemble des Partenaires par un avenant, notamment pour permettre de réaliser l'ensemble des Livrables prévus en Annexe 1 en cas de retard dans le Projet.
3. Nonobstant la fin de l'Accord, les Partenaires resteront tenus par les termes des clauses « Propriété Intellectuelle des Résultats », « Confidentialité », « Publications et communications » et « Non concurrence » pour leur durée propre.

5. Gouvernance du Consortium

La gouvernance du Consortium est organisée autour :

- d'un Porteur du Projet,
- d'une Equipe Projet,
- d'un Comité de Pilotage Restreint,

- d'un Comité de Pilotage Elargi.

5.1 Le Porteur du Projet

5.1.1 Désignation du représentant du Porteur du Projet

Dès la signature de l'Accord, le Partenaire Porteur du Projet (**Eurométropole de Strasbourg**) est chargé de désigner parmi les personnes dirigeantes, directeurs de services ou autres fonctions de sa structure, une personne physique qui assurera le rôle de coordinateur du Projet. Il s'agit de Monsieur Rémy BAÑULS au jour de la signature de l'Accord. Si cette personne était amenée à quitter ses fonctions de coordinateur, l'Eurométropole de Strasbourg fera ses meilleurs efforts pour la remplacer par une personne ayant globalement des compétences similaires permettant la reprise des missions précédemment à la charge de Monsieur Rémy BAÑULS. Le cas échéant, l'Eurométropole de Strasbourg informera dans les meilleurs délais les autres Partenaires de l'identité de la personne désignée.

Le Porteur du Projet s'engage à remplir une déclaration publique d'intérêt conformément à l'art L 1451-1 du code de la santé publique à transmettre à l'Agence Régionale de Santé Grand Est.

5.1.2 Rôle du Porteur du Projet

1. Le Porteur du Projet est chargé de faire le lien entre les Partenaires entre eux, entre les Partenaires et les Comités de Pilotage, ainsi qu'avec la Caisse des Dépôts et Consignations. A ce titre, le Porteur du Projet :
    - est responsable de la communication entre les Partenaires, et assure notamment les échanges d'informations relatives aux Résultats ;
    - coordonne l'action des Partenaires au quotidien dans le cadre du Projet ;
    - assure le suivi de l'avancement de la réalisation des Livrables ;
    - assure la communication, la transmission d'information et le reporting auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
    - convoque les Comités de Pilotage, rédige et diffuse les comptes rendus, tient les registres des comptes rendus, et, de manière générale, assure le secrétariat du Projet ;
    - tient la liste des Informations Confidentielles, la met à jour et la diffuse auprès des Partenaires ;
    - diffuse aux Partenaires dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du Projet toutes correspondances d'intérêt commun en provenance des financeurs, et informe les financeurs de toute difficulté rencontrée par les Partenaires dans la réalisation du Projet ;
    - prend en charge le dépôt du dossier de candidature finale, assorti des pièces afférentes, dans le cadre de l'AAP TIGA
2. Le Porteur du Projet est également chargé de faire signer à tout Partenaire entrant dans le Consortium en cours d'exécution du Projet un avenant à l'Accord, par lequel il ratifie celui-ci, conformément aux dispositions de l'article « Entrée d'un nouveau partenaire » de l'Accord.
3. Le Porteur du Projet n'est pas autorisé à agir au-delà du périmètre de sa mission, défini à l'Accord. Il n'est pas non plus autorisé à prendre un engagement quelconque

au nom et pour le compte de l'un des autres Partenaires ou de l'ensemble d'entre eux, sans l'autorisation écrite préalable de ceux-ci.

5.2 L'Equipe Projet

5.2.1. Composition de l'Equipe Projet

1. L'Equipe Projet est composée d'un représentant de chaque Partenaire et de son suppléant. Ces représentants sont nommés par les Partenaires au sein de leur structure.
2. Les représentants des Partenaires composant l'Equipe Projet seront listés dans l'Annexe 4.3 à l'Accord « Membres de l'Equipe Projet ». L'Equipe Projet devra être informée dans un délai maximal de quinze (15) jours de tout changement dans la liste des représentants, notamment en cas de licenciement, changement de fonction ou démission de l'un d'entre eux.
3. L'Equipe Projet est dirigée par le représentant du Porteur du Projet.
4. En outre, les Partenaires conviennent que pour certains aspects techniques du Projet, l'Equipe Projet pourra être renforcée par des tiers experts, pour assister à une ou plusieurs réunions de l'Equipe Projet. Ces experts et, à l'exception des professionnels soumis au secret du fait de leurs fonctions, devront avoir signé un accord de confidentialité. Ils auront un rôle consultatif.

5.2.2. Réunions de l'Equipe Projet

1. L'Equipe Projet se réunit *a minima* une (1) fois par mois sur convocation du représentant du Porteur du Projet.

5.2.3. Rôle de l'Equipe Projet

1. L'Equipe Projet aura notamment pour missions :
   - d'assurer la mise en œuvre opérationnelle des décisions prises par le Comité de Pilotage Restreint ;
   - de fournir des recommandations sur des sujets faisant suite à une saisine préalable du Comité de Pilotage Restreint ;
   - d'assurer un rôle consultatif sur l'analyse des offres qui pourront être faites à un Partenaire ayant la qualité de pouvoir adjudicateur. L'Equipe Projet consignera dans un rapport ses recommandations. Ce rapport pourra être communiqué à la commission d'appel d'offres dudit Partenaire ayant pouvoir adjudicateur pour simple avis.

5.3 Les Comités de Pilotage

Au titre du présent Accord, deux Comités de Pilotage sont créés. Un Comité de Pilotage Restreint et un Comité de Pilotage Elargi.

Projet

5.3.1 Comité de Pilotage Restreint

5.3.1.1 Composition du Comité de Pilotage Restreint

1. Le Comité de Pilotage Restreint est composé d'un représentant de chaque Partenaire et de son suppléant. Ces représentants sont nommés par les Partenaires au sein de leur structure. Les représentants peuvent être accompagnés de membres de l'Equipe Projet qui ne prendront pas part au vote.
2. Les représentants des Partenaires seront listés dans l'Annexe 4 à l'Accord « Membres du Comité de Pilotage Restreint ». Le Comité de Pilotage Restreint devra être informé dans un délai maximal de quinze (15) jours de tout changement dans la liste des représentants, notamment en cas de licenciement, changement de fonction ou démission de l'un d'entre eux. Toute modification des représentants des Partenaires listés en Annexe 4 n'impliquera pas la mise en place d'un avenant entre les Partenaires.
3. Le Comité de Pilotage Restreint est présidé par le représentant du Porteur du Projet.
4. En outre, les Partenaires conviennent que pour certains aspects techniques du Projet, le Comité de Pilotage Restreint pourra faire appel à des tiers experts, pour assister à une ou plusieurs réunions du Comité de Pilotage Restreint. Ces experts devront préalablement avoir été agréés par le Comité de Pilotage Restreint à la majorité qualifiée des trois-quarts (3/4) des voix, conformément aux règles de vote fixées dans le présent article et, à l'exception des professionnels soumis au secret du fait de leurs fonctions, devront avoir signé un accord de confidentialité. Ils auront un rôle consultatif.

5.3.1.2 Réunions du Comité de Pilotage Restreint

2. Le Comité de Pilotage Restreint se réunit sur convocation du représentant du Porteur du Projet.
3. Des réunions extraordinaires du Comité de Pilotage Restreint peuvent être organisées par le représentant du Porteur du Projet, en cas d'urgence notamment, sur demande écrite et motivée d'un ou plusieurs Partenaires.
4. Le représentant du Porteur du Projet adresse l'ordre du jour aux membres du Comité de Pilotage Restreint au moins sept (7) jours avant la réunion.

5.3.1.3 Règles de décision au sein du Comité de Pilotage Restreint

1. Le Comité de Pilotage Restreint est valablement réuni si les trois-quarts (3/4) de ses membres sont présents ou représentés. Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le Comité de Pilotage Restreint est convoqué une seconde fois, dans un délai qui ne peut excéder deux (2) semaines à compter de la date de la réunion initiale. A la suite de cette seconde convocation, le Comité de Pilotage Restreint est valablement réuni, même si le quorum n'est pas atteint.
2. Chaque membre du Comité de Pilotage Restreint peut recevoir, pour une réunion donnée, un mandat de représentation d'un autre Partenaire, dans la limite d'un mandat par réunion.
3. Chaque membre du Comité de Pilotage Restreint a une voix.
4. A l'exception des cas expressément prévus à l'Accord où les décisions doivent être prises à l'unanimité, le Comité de Pilotage Restreint prend ses décisions à la majorité qualifiée des trois-quarts (3/4) des votes des membres présents ou représentés.

PROJET

5.3.1.4 Rôle du Comité de Pilotage Restreint

2. Le Comité de Pilotage Restreint prend les décisions relatives à la direction globale du Projet, et notamment :
   - statue sur l'orientation stratégique du Projet ;
   - statue sur le budget du Consortium et les éventuelles modifications à y apporter au titre soit des Contributions Financières, soit au titre des Financements versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet tels que respectivement fixés en Annexe 2 et 3 ; toute augmentation, réduction ou de façon plus générale modification des sommes, telles que fixées en Annexe 2 e 3 est soumise à une décision unanime du Comité de Pilotage Restreint;
   - statue sur les éventuelles modifications à apporter aux Livrables, voire sur l'abandon de tout ou partie de certains Livrables, si ceux-ci n'apportent pas les avantages escomptés, tels que définis à l'Annexe 1 « Description du Projet » ;
   - définit et arrête les Livrables, ainsi que les modalités de remise de ces Livrables par le Partenaire en responsabilité
   - statue sur l'avancement de la réalisation des Livrables ;
   - valide les Livrables ;
   - statue sur l'entrée d'un nouveau Partenaire dans le Consortium, dans les conditions de l'article « Entrée d'un nouveau Partenaire » ;
   - statue sur le retrait ou l'exclusion d'un Partenaire, dans les conditions de l'article « Retrait ou exclusion d'un Partenaire » ;
   - contrôle le respect des règles de confidentialité, de propriété intellectuelle et de non-concurrence telles que définies aux articles « Confidentialité », « Propriété Intellectuelle des Résultats », « Marque et autres signes distinctifs » et « Non-concurrence » ;
   - statue sur le principe et le contenu des communications relatives au Projet dans son ensemble et/ou aux Résultats, dans les conditions de l'article « Publications et communications » ;
   - arbitre en cas de manquement de l'un des Partenaires à ses obligations contractuelles, et statue notamment sur les conséquences de ce manquement.

5.3.2 Comité de Pilotage Elargi

5.3.2.1 Composition du Comité de Pilotage Elargi

1. Le Comité de Pilotage Elargi est composé des membres du Comité de Pilotage Restreint et des membres listés en Annexe 4.2 du présent Accord.
2. Les représentants des membres du Comité de Pilotage Elargi seront listés dans l'Annexe 4 à l'Accord « Membres du Comité de Pilotage Elargi ». Le Comité de Pilotage Elargi devra être informé dans un délai maximal de quinze (15) jours de tout changement dans la liste des représentants, notamment en cas de licenciement, changement de fonction ou démission de l'un d'entre eux.
3. Le Comité de Pilotage Elargi est présidé par le représentant du Porteur du Projet.
4. En outre, les Partenaires conviennent que pour certains aspects spécifiques du Projet, le Comité de Pilotage Elargi pourra faire appel à des tiers experts, pour assister à une ou plusieurs réunions du Comité de Pilotage Elargi. Ces experts devront préalablement avoir été agréés par le Comité de Pilotage Elargi à la majorité qualifiée

des voix, conformément aux règles de vote fixées dans le présent article et, à l'exception des professionnels soumis au secret du fait de leurs fonctions, devront avoir signé un accord de confidentialité. Ils auront un rôle consultatif.

5.3.2.2 Réunions du Comité de Pilotage Elargi

1. Le Comité de Pilotage Elargi se réunit sur convocation du Porteur du Projet.
2. Des réunions extraordinaires du Comité de Pilotage Elargi peuvent être organisées par le Porteur du Projet, en cas d'urgence notamment, sur demande écrite et motivée d'un ou plusieurs Partenaires.
3. Le Porteur du Projet adresse l'ordre du jour aux membres du Comité de Pilotage Elargi au moins sept (7) jours avant la réunion.

5.3.2.3 Règles de décision au sein du Comité de Pilotage Elargi

1. Le Comité de Pilotage Elargi est valablement réuni si les trois-quarts (3/4) de ses membres sont présents ou représentés. Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le Comité de Pilotage Elargi est convoqué une seconde fois, dans un délai qui ne peut excéder un (1) mois à compter de la date de la réunion initiale. A la suite de cette seconde convocation, le Comité de Pilotage Elargi est valablement réuni, même si le quorum n'est pas atteint.
2. Chaque membre du Comité de Pilotage Elargi peut recevoir, pour une réunion donnée, un mandat de représentation d'un autre membre du Comité de Pilotage Elargi, dans la limite d'un mandat par réunion.
3. Chaque membre du Comité de Pilotage Elargi a une voix.
4. A l'exception des cas expressément prévus à l'Accord où les décisions doivent être prises à l'unanimité, le Comité de Pilotage Elargi prend ses décisions à la majorité qualifiée des trois-quarts (3/4) des votes des membres présents ou représentés.

5.3.2.4 Rôle du Comité de Pilotage Elargi

3. Le Comité de Pilotage Elargi émet des recommandations relatives à la direction globale du Projet, et notamment :
   - des recommandations au Comité de Pilotage Restreint sur l'orientation stratégique du Projet ;
   - est informé de l'état d'avancement de la réalisation des Livrables ;
   - peut proposer au Comité de Pilotage Restreint l'entrée d'un nouveau Partenaire dans le Consortium, dans les conditions de l'article « Entrée d'un nouveau Partenaire » ;
   - est informé du retrait ou l'exclusion d'un Partenaire, dans les conditions de l'article « Retrait ou exclusion d'un Partenaire » ;
   - est informé des communications relatives au Projet dans son ensemble et/ou aux Résultats, dans les conditions de l'article « Publications et communications » ;
   - peut proposer des solutions au Comité de Pilotage Restreint en cas de manquement de l'un des Partenaires à ses obligations contractuelles ;
   - est informé de façon générale de l'avancée du Projet

6. Engagements des Partenaires

6.1 Engagements techniques

1. Les Partenaires s'engagent à réaliser dans le Projet les Livrables mis sous leur responsabilité et dans les délais tels que fixés à l'Annexe 1 « Description du Projet ».

Ces Livrables pourront être modifiés en cours de Projet par une décision du Comité de Pilotage Restreint prise à l'unanimité. Toute modification des Livrables donnera lieu à la signature d'un avenant annexé à l'Accord incluant un report du délai de livraison initialement fixé.

2. Chaque Partenaire s'engage à nommer en interne un responsable, chargé de rendre compte de la réalisation des Livrables auprès du Porteur du Projet, et notamment de l'informer de tous Résultats issus des Livrables, au fur et à mesure de leurs réalisations et/ou obtentions.
3. De manière générale, les Partenaires s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la fourniture de leurs Livrables dans les délais impartis. L'absence de remise des Livrables dans les délais prévus au titre du présent Accord pourra constituer une cause d'exclusion du Partenaire défaillant conformément aux stipulations prévues à l'article 9.2.2.

6.2 Engagements légaux

1. Dans la réalisation de ses Livrables, chaque Partenaire s'engage à respecter les droits des tiers, notamment les droits de propriété intellectuelle et plus particulièrement sur les Connaissances Antérieures.
2. A cet égard, chaque Partenaire fait son affaire personnelle des droits que des salariés ou tiers pourraient revendiquer sur les Résultats qu'il met à disposition des Partenaires au titre du Projet. Il obtiendra les autorisations ou cessions de droits nécessaires à l'utilisation desdits Résultats.

6.3 Engagements financiers

L'engagement financier des Partenaires se fait dans le cadre des engagements suivants :

- Le paiement d'une Contribution Financière par certains Partenaires au profit du Porteur du Projet conformément à l'annexe 2,
- L'attribution de Financements versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet à certains Partenaires pour la réalisation de leurs Livrables, conformément à l'annexe 3,
- Le portage par certains Partenaires de leurs propres coûts relatifs à la fourniture des Livrables sous leur responsabilité.

Toute modification liée à une évolution de l'engagement financier d'un Partenaire donnera lieu au besoin à la signature d'un avenant annexé à l'Accord.

6.3.1. Paiement d'une Contribution Financière au profit du Porteur du Projet

Conformément aux engagements pris dans le cadre du dépôt de l'AMI, certains Partenaires se sont engagés à apporter une Contribution Financière au profit du Porteur du Projet. Le paiement de cette Contribution Financière aura notamment pour contrepartie la copropriété sur l'ensemble des Résultats en raison du concours apporté par certains Partenaires au titre de leur Contribution Financière à la production des Livrables.

La liste des Partenaires et le montant prévisionnel de leur Contribution Financière est reportée en Annexe 2 du présent Accord.

Les paiements s'effectueront à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord sur présentation d'une facture de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'absence ou le refus du paiement d'une Contribution Financière par un Partenaire pourra notamment faire l'objet de l'exclusion dudit Partenaire selon les conditions définies à l'article 9.2.2 ci-dessous.

A fins de clarification entre les Partenaires, les Contributions Financières au profit du Porteur du Projet se feront, dans le respect des stipulations de l'Annexe 2, sous condition suspensive et cumulative de la signature du présent Accord d'une part et de la convention d'aide entre la Caisse des Dépôts et consignations et l'Eurométropole de Strasbourg d'autre part.

6.3.2. Financements versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet

Aux fins de production des Livrables mentionnés en Annexe 1 du présent Accord, certains Partenaires bénéficient d'un financement apporté par le Porteur du Projet. Le montant et les modalités de ces paiements se font conformément aux modalités prévues en Annexe 3 du présent Accord. A fins de clarification entre les Partenaires, les Financements versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet le seront, dans le respect des stipulations de l'Annexe 3, sous condition suspensive et cumulative de la signature du présent Accord d'une part et de la convention d'aide entre la Caisse des Dépôts et consignations et l'Eurométropole de Strasbourg d'autre part.

En outre, les sommes prévisionnelles reportées au titre des Financements versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet sont les sommes maximales. Dans le cas où les besoins effectivement justifiés par le Partenaire récipiendaire des sommes seraient inférieurs aux sommes prévisionnelles reportées en Annexe du présent Accord, ledit Partenaire percevra une somme correspondante à celle qu'il aura été en capacité à justifier conformément aux conditions de versement prévues par l'Eurométropole de Strasbourg.

6.3.3. Contributions propres des Partenaires

Chaque Partenaire doit supporter ses propres coûts relatifs à la production des Livrables mis sous sa responsabilité, notamment au titre de ses Contributions en Nature. Il recevra, le cas échéant, et conformément aux dispositions de l'Annexe 3 du présent Accord, du Porteur du Projet le financement le concernant. Ainsi et à l'exception des Partenaires percevant un Financement versé par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet, chaque Partenaire supportera la totalité des dépenses complémentaires et de toute nature qu'il engagera pour l'exécution des obligations qu'il a souscrites dans le cadre du Projet sans pouvoir réclamer une quelconque somme aux autres Partenaires.

7. Responsabilité

1. Chaque Partenaire engage sa propre responsabilité pour la production des Livrables dont il a la charge de façon directe ou indirecte quand il fait réaliser le Livrable par un tiers.
2. D'un commun accord, les Partenaires conviennent que leur responsabilité ne sera engagée que pour les conséquences des dommages directs dans la limite de XXXX €, et que l'indemnisation des dommages indirects est exclue. Dans ce cadre, les Partenaires conviennent que sont notamment des dommages indirects les pertes de bénéfices, de chiffre d'affaires, de marges, de revenus, pertes de commandes, de clients, d'exploitation, d'actions commerciales, ou encore l'atteinte à l'image de marque ou l'action de tiers.
3. Chaque Partenaire sera seul responsable des préjudices de toute nature causés ou survenant à l'occasion de l'utilisation par lui de Livrables ou Résultats communiqués par un autre Partenaire.
4. Chaque Partenaire est responsable des dommages causés aux tiers de son fait.

Projet

8. Force majeure

1. Aucun Partenaire ne pourra être tenu responsable du retard dans l'exécution de ses Livrables ou de leur inexécution, lorsque le retard ou l'inexécution sera imputable à un cas de force majeure, tel que défini à l'article 1218 du Code civil, c'est-à-dire à un événement imprévisible, irrésistible et extérieur au Partenaire concerné.
2. Dans l'hypothèse où l'événement de force majeure perdurerait pendant une durée supérieure à un (1) mois, les Partenaires, réunis en Comité de Pilotage Restreint, décideraient d'un transfert éventuel de tout ou partie des Livrables du Partenaire affecté par l'événement de force majeure, et statueraient sur toutes les conséquences de ce transfert, au regard des droits et obligations contractuels.

9. Modifications au sein des partenaires

9.1 Entrée d'un nouveau partenaire

1. L'entrée d'un nouveau partenaire dans le Consortium est subordonnée à un accord unanime des membres du Comité de Pilotage Restreint. Elle deviendra effective le jour de la signature par le nouveau partenaire et les autres Partenaires d'un avenant à l'Accord. Cet avenant constituera une annexe à l'Accord.
2. A compter de cette date, le nouveau partenaire est tenu par tous les termes de l'Accord.
3. Le(s) Livrable(s) du nouveau partenaire sera(ont) décrit(s) dans une nouvelle annexe à l'Accord.
4. Les droits du nouveau partenaire seront fonction du niveau d'avancement du Projet lors de son entrée dans le Consortium. Ses droits seront définis dans l'avenant à l'Accord.

9.2 Retrait et exclusion d'un Partenaire

9.2.1 Retrait d'un Partenaire

1. Tout Partenaire peut décider de mettre fin à sa participation au Consortium, à condition de notifier préalablement sa décision motivée au Porteur du Projet ainsi qu'à tous les membres du Comité de Pilotage Restreint par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, indiquant les motifs de son retrait.

2. Dans les quinze (15) jours suivant l'envoi de cette lettre, le Comité de Pilotage Restreint devra se réunir afin de statuer sur les conséquences notamment financières du retrait si le Partenaire avait en charge la production d'un Livrable. Le Partenaire sortant fournira ses meilleurs efforts pour que sa sortie du Consortium ne perturbe pas le bon déroulement du Projet.

9.2.2 Exclusion d'un Partenaire

1. En cas de défaillance de l'un des Partenaires dans l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment dans la réalisation de ses Livrables, le Porteur du Projet lui adressera, par lettre recommandée avec avis de réception, une mise en demeure d'avoir à exécuter ses obligations. A défaut de réponse dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la mise en demeure, le Partenaire sera considéré comme défaillant.
2. A compter de cette date, ses droits seront suspendus et plus aucune Information Confidentielle ne lui sera communiquée. Il pourra en outre voir sa responsabilité engagée à raison du préjudice subi par les autres Partenaires, dans les limites de l'article « Responsabilité ».

Projet

3. Le Comité de Pilotage Restreint devra se réunir dans un délai de trente (30) jours, afin de statuer sur les conséquences de la défaillance du Partenaire. Le Comité de Pilotage Restreint pourra décider d'exclure le Partenaire défaillant du consortium par une décision prise à l'unanimité, le Partenaire défaillant ne prenant pas part au vote.
4. Par ailleurs, dans l'hypothèse où un changement de contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, interviendrait au sein d'un Partenaire au profit d'une entité concurrente d'un autre Partenaire, ce dernier pourra soumettre au vote du Comité de Pilotage Restreint le maintien au sein du Consortium du Partenaire dont le contrôle a changé. Le Comité de Pilotage Restreint statuera par une décision prise à l'unanimité, les Partenaires concernés ne prenant pas part au vote.

9.2.3 Obligations du Partenaire sortant

1. En cas d'exclusion ou de sortie volontaire d'un Partenaire, celui-ci s'engage à céder au Porteur du Projet l'intégralité des droits dont il dispose sur les Livrables et plus généralement les Résultats qu'il aura générés et/ou obtenus au titre de la réalisation de sa part du Projet jusqu'à la date de son exclusion et ceci à l'exception de toute Connaissance Antérieure.
2. Les Contributions Financières au profit du Porteur de Projet (cf. annexe 2) restent dues et ne donneront pas lieu à remboursement.
3. Le Partenaire sortant restera tenu par ses engagements de confidentialité, tels que fixés à l'article « Confidentialité », sur les Informations Confidentielles, pour la durée fixée par l'article 14.5 du présent Accord.
4. Le Partenaire sortant restera également tenu par ses obligations de non-concurrence, telles que définies à l'article « Non-concurrence », ainsi que par ses obligations en matière de propriété intellectuelle, telles que définies aux articles « Propriété intellectuelle des Résultats », « Marques et autres signes distinctifs » et « Cession des droits de propriété littéraire et artistique ».

10. Propriété intellectuelle

10.1 Propriété intellectuelle des Connaissances Antérieures

1. Chaque Partenaire est et reste propriétaire de ses Connaissances Antérieures, listées de façon non limitative à l'annexe 2 « Connaissances Antérieures ».

10.2 Propriété intellectuelle des Résultats

1. Les Résultats obtenus grâce aux Livrables d'un ou de plusieurs Partenaires au titre du Projet, appartiennent en copropriété aux Partenaires à parts égales. Ils feront l'objet d'un accord de copropriété signé entre les Partenaires.

11. Utilisation des Résultats

1. Les Partenaires pourront gratuitement utiliser les Résultats obtenus dans le cadre de la production de Livrables d'un ou de plusieurs Partenaires aux fins exclusives de réalisation du Projet, à l'exécution du projet ou à des fins de soin, d'enseignement ou de recherche en dehors de l'exécution du projet si la candidature portée par le Porteur du Projet venait à être retenue par la Caisse des Dépôts et Consignations.
2. Il est expressément entendu entre les Partenaires qu'aucune exploitation industrielle et/ou commerciale de façon directe ou indirecte des Résultats ne pourra se faire de même que toute autre utilisation non prévue dans le cadre des présentes. L'exploitation commerciale des Résultats obtenus est strictement interdite, à

l'exception des Connaissances Antérieures pour lesquelles chaque Partenaire propriétaire desdites Connaissances Antérieures sera libre de toute exploitation commerciale à ses seuls frais et profits.

12. Marques et autres signes distinctifs

1. Chaque Partenaire reste titulaire des marques et autres signes distinctifs dont il est propriétaire avant le début du Projet. Lui seul peut les exploiter. Les autres Partenaires ne sont pas autorisés à en faire usage, sauf licence d'exploitation expresse inscrite au Registre national des marques.
2. Tout dépôt de marque en lien avec le Projet devra être préalablement annoncé en Comité de Pilotage Restreint par le ou les déposants et ladite marque sera conjointement détenue par l'ensemble des Partenaires. Ces derniers pourront désigner parmi eux celui en charge du dépôt aux noms et pour le compte de l'ensemble des Partenaires.

13. Droits de propriété littéraire et artistique

1. Pour les Résultats qui sont des œuvres de l'esprit protégées par le droit d'auteur (notamment les études, rapports etc.), les Partenaires auteurs desdits Résultats, ou ayant obtenu les droits patrimoniaux sur ces Résultats concèdent, à titre non exclusif, en tant que de besoin, pour l'exécution des termes de l'Accord, tout ou partie des droits patrimoniaux suivants aux autres Partenaires :
    - le droit de reproduire ou de faire reproduire les Résultats, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, plastique, numérique, magnétique, électronique ou informatique, par téléchargement, vidéogramme, CD-Rom, CD-I, DVD, disque, disquette, réseau ;
    - le droit de représenter ou de faire représenter les Résultats, par tous moyens de diffusion et de communication actuel ou futur, connu ou inconnu, notamment par tout réseau de télécommunication on line, tel que internet, intranet, réseau de télévision numérique, transmission par voie hertzienne, par satellite, par câble, vidéotex, système télématique interactif, par téléchargement, télétransmission, réseaux de téléphonie avec ou sans fil ;
    - le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, les Résultats, les transcrire en tout ou en partie, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support papier ou magnétique ou optique et notamment internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing.

Ces droits seront concédés de façon non exclusive, à titre gratuit, sur le territoire métropolitain Français, jusqu'à la remise du dossier de candidature marquant la fin du Projet. Ces droits seront incessibles.

14. Confidentialité

1. Les Partenaires s'engagent à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des Informations Confidentielles, et à prendre toutes mesures nécessaires pour en préserver la confidentialité, à l'égard notamment de leur personnel permanent ou temporaire et de leur sous-traitant amenés à avoir connaissance des Informations

Confidentielles. Le Porteur du Projet s'engage notamment à faire signer des engagements de confidentialité dans des conditions a minima aussi strictes que celles prévues au titre des présentes aux structures composant le Comité de Pilotage Elargi.

2. A cet effet, les Partenaires s'engagent à :
    - ce que les Informations Confidentielles soient protégées et gardées confidentielles;
    - ce que les Informations Confidentielles reçues soient traitées avec le même degré de précaution et de protection que celui accordé à leurs propres Informations Confidentielles ;
    - ne pas utiliser les Informations Confidentielles dans un but autre que l'exécution du Projet, sauf à obtenir l'accord écrit, exprès et préalable du Comité de Pilotage Restreint ;
    - ne révéler les Informations Confidentielles qu'aux membres de leur personnel impliqués dans l'exécution du Projet ;
    - ne révéler les Informations Confidentielles aux tiers impliqués dans l'exécution du Projet, et notamment aux sous-traitants, qu'après avoir sollicité l'accord écrit, exprès et préalable du Partenaire titulaire ;
    - prendre toutes les dispositions nécessaires pour que tous les membres de leur personnel et tous les tiers impliqués dans l'exécution du Projet, qui auront communication d'Informations Confidentielles, s'engagent, à traiter les Informations Confidentielles avec le même degré de confidentialité que celui résultant du présent Accord ;
    - signaler le caractère confidentiel des Informations Confidentielles aux membres de leur personnel et à tous les tiers impliqués dans l'exécution du Projet, dès la communication de ces Informations Confidentielles ;
    - rappeler le caractère confidentiel des Informations Confidentielles avant toute réunion au cours de laquelle des Informations Confidentielles seront communiquées ;
    - maintenir les formules de copyright, de confidentialité, d'interdiction de copie, ou toutes autres mentions de propriété ou de confidentialité, figurant sur les différents éléments communiqués, qu'il s'agisse des originaux ou des copies.
3. En outre, les Partenaires s'interdisent :
    - toute divulgation quelle qu'elle soit, à quelque tiers que ce soit, des Informations Confidentielles, sauf accord écrit exprès et préalable du Comité de Pilotage Restreint ou du détenteur de l'Information Confidentielle selon les obligations prévues aux cas d'espèce ci-dessus;
    - de déposer en leur seul nom une demande de brevet sur les Informations Confidentielles dont ils ne sont pas titulaires, et plus généralement un titre de propriété industrielle quel qu'il soit ;
    - d'effectuer des copies, reproductions ou duplications de tout ou partie des Informations Confidentielles, sauf accord écrit exprès et préalable du Partenaire détenteur de l'Information Confidentielle ;
    - de se prévaloir, du fait de la communication des Informations Confidentielles, d'une quelconque cession, concession de licence ou d'un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini par le Code de la propriété intellectuelle, sur les Informations Confidentielles, en dehors des conditions prévues au titre de l'Article 13 ci-dessus.

Projet

4. Les Partenaires se portent-fort du respect des présents engagements par toute personne, physique ou morale, à laquelle ils auraient communiqué les Informations Confidentielles.
5. Les présents engagements de confidentialité s'imposent aux Partenaires pour toute la durée de l'Accord et pendant une période complémentaire de deux (2) ans au terme de l'Accord.
6. Le Comité de Pilotage Restreint veille au respect des présents engagements de confidentialité. Tout manquement d'un Partenaire pourra constituer une cause d'exclusion de ce partenaire, conformément aux dispositions de l'article « Exclusion d'un Partenaire ». En tout état de cause, à titre de mesure conservatoire, le Partenaire défaillant ne recevra plus, à compter du constat de son manquement et jusqu'à ce qu'il soit statué sur celui-ci, aucune Information Confidentielle.
7. Les présents engagements de confidentialité se substituent aux engagements de confidentialité que les Partenaires auraient pu prendre les uns à l'égard des autres avant la signature de l'Accord.
8. Le Partenaire qui reçoit des Informations Confidentielles n'aura aucune obligation et ne sera soumis à aucune restriction eue égard à toutes Informations Confidentielles dont il peut apporter la preuve :
    - qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après cette divulgation mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
    - qu'elles sont déjà connues du Partenaire recevant ladite information, cette connaissance préalable pouvant être démontrée par l'existence de documents appropriés dans ses dossier ;
    - qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les divulguer, de manière licite, sans restrictions ni violation d'une quelconque obligation de confidentialité ;
    - qu'elles ont été publiées sans contrevenir aux présentes dispositions ;
    - que l'utilisation ou la divulgation a été autorisée par écrit par le Partenaire propriétaire ;
    - qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi sans avoir eu accès à ces Informations Confidentielles ;
    - qu'elles doivent être transmises à la demande d'une juridiction légalement compétente enjoignant un de Partenaires de divulguer les Informations Confidentielles. Dans ce cas, le Partenaire faisant l'objet d'une telle mesure devra en avertir, dans les plus brefs délais, le Partenaire propriétaire, de façon à ce qu'il puisse le cas échéant prendre les dispositions légales pour s'y opposer. Dans ce dernier cas, la divulgation sera limitée à ce qui est strictement nécessaire pour satisfaire à la demande dont il est question.
9. En cas de résiliation conformément aux stipulations de l'Article 19 ou de non-respect des stipulations immédiatement ci-dessus par un Partenaire récipiendaire, le Partenaire titulaire pourra exiger du Partenaire récipiendaire la restitution ou la destruction sans délai de tout ou partie des Informations Confidentielles et matériels communiqués.

15. Communications

1- En raison des obligations imposées par la Caisse des Dépôts et Consignations au Porteur du Projet notamment au titre de la communication, les Partenaires conviennent que toute communication relative au Projet sera pilotée par le Porteur du Projet. Ce dernier pourra communiquer librement, dans le respect des règles applicables au titre des Informations Confidentielles.

Projet

2- Dans le cas où un Partenaire autre que le Porteur du Projet souhaite communiquer, le projet de communication du Partenaire, concernant tout ou partie du Projet et/ou des Résultats doit être soumis à l'autorisation préalable du Comité de Pilotage Restreint.

3- A cette fin, le projet de publication, ou un résumé de celui-ci, doit être remis aux membres du Comité de Pilotage Restreint par écrit précisant une date d'envoi. A compter de cette date, le Comité de Pilotage Restreint a un délai de un (1) mois pour se prononcer ; à défaut de réponse dans ce délai, le projet de publication ou communication est considéré comme accepté.

4- Dans le délai imparti, le Comité de Pilotage Restreint peut demander au Partenaire intéressé :

- d'apporter des modifications à son projet de publication si certaines informations sont susceptibles de compromettre les chances de passer avec succès la seconde phase de sélection du projet « Santé en mouvements, une ambition partagée » ;
- de reporter la communication envisagée pour une durée maximale de douze (12) mois, notamment si la communication porte sur des Résultats.

5- Sous réserve des stipulations applicables ci-dessus, toute communication devra faire figurer la mention « Opération soutenue par l'État dans le cadre du volet TIGA du Programme d'investissements d'avenir, opéré par la Caisse des Dépôts », et apposer les logotypes du Programme d'investissements d'avenir et de la Caisse des Dépôts et Consignations conformément à la charte graphique en vigueur transmise par celle-ci.

Les présents engagements s'imposent aux Partenaires pour toute la durée de l'Accord et pour une durée de cinq (5) an après la fin de celui-ci.

16. *Intuitu personae*

1. L'Accord est conclu *intuitu personae*, en considération de la personne des Partenaires.
2. Aucun Partenaire ne pourra transférer ou céder, en tout ou en partie, ses droits et obligations en vertu de l'Accord à un tiers, sans avoir obtenu au préalable une autorisation du Comité de Pilotage Restreint, celui-ci statuant sur cette question à l'unanimité, le Partenaire intéressé ne prenant pas part au vote.
3. Toutefois, dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine, l'accord du Comité de Pilotage Restreint ne pourra pas être refusé de manière déraisonnable. Dans ce cas, seul la concurrence que le nouveau Partenaire pourrait faire à un autre Partenaire sera de nature à justifier un refus de transfert ou cession.
4. A compter du transfert ou de la cession, le nouveau Partenaire sera subrogé dans les droits et obligations du Partenaire cédant.

17. Sous-traitance

1. Chaque Partenaire peut faire appel à un ou plusieurs sous-traitants pour la réalisation de tout ou partie de ses Livrables.
2. Tout recours à un sous-traitant devra comporter un engagement de confidentialité entre le Partenaire intéressé et le sous-traitant, et une clause par laquelle le sous-traitant renonce à tous droits de propriété intellectuelle sur les travaux, constituant des Résultats, qu'il réalise dans le cadre du Projet.
3. Dans le cas où le Partenaire a la qualité de pouvoir adjudicateur, ce dernier pourra saisir l'Equipe Projet pour avis consultatif.

18. Résiliation

L'Accord pourra être résilié, pour quelle que cause que ce soit, sur proposition du Comité de Pilotage Restreint prise à l'unanimité.

1. Dès lors, ainsi que dans l'hypothèse où un Partenaire renoncerait au Consortium ou en serait exclu le Partenaire titulaire pourra exiger du Partenaire récipiendaire la restitution ou la destruction sans délai de tout ou partie des Informations Confidentielles et matériels communiqués.
2. Le cas échéant, les sommes non dépensées seront restituées à chaque Partenaire concerné.
3. Dans l'hypothèse où un Partenaire renoncerait au Consortium ou en serait exclu, les sommes non dépensées restent dues.

19. Clauses générales

19.1 Intégralité

L'Accord exprime l'intégralité des obligations des Partenaires.

19.2 Nullité

Si une ou plusieurs stipulations de l'Accord sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

19.3 Titres

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des intitulés figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.

19.4 Indépendance des Partenaires

Chaque Partenaire est indépendant et agit en son nom propre et sous sa seule responsabilité. Chaque Partenaire s'interdit donc de prendre un engagement au nom et pour le compte d'un autre et demeure en outre intégralement responsable de son personnel, ses prestations, ses produits et services.

19.5 Exécution loyale

Les Partenaires sont convenus d'exécuter leurs obligations avec une parfaite bonne foi.

19.6 Tolérance

Les Partenaires conviennent réciproquement que le fait pour l'un d'entre eux de tolérer une situation n'a pas pour effet d'accorder aux autres des droits acquis. Une telle tolérance ne peut être interprétée comme une renonciation à faire valoir les droits en cause.

19.7 Loi applicable

Le présent Accord est régi par la loi française. Il en est ainsi tant pour les règles de fond que pour les règles de forme.

19.9 Règlement des différends

1. Les Partenaires s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait s'élever à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de l'Accord. préalablement à une action en justice.

Projet

2. En cas de désaccord persistant, le litige sera réglé en dernier ressort par les juridictions françaises compétentes.

19.10 Domiciliation

Les Partenaires élisent domicile au lieu de leur siège social.

19.11 Notification

Toutes les notifications pour être valides, devront être effectuées à l'adresse de domiciliation.

20. Annexes

- Annexe 1 : Description du Projet
- Annexe 2 : Liste des Contributions Financières prévisionnelles
- Annexe 3 : Liste des Financements prévisionnels versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet
- Annexe 4 : Membres des Comités de pilotage et de l'Equipe Projet

Projet

Fait en douze (12) exemplaires originaux (une copie sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignation).

Une page de signature par Partenaire.

UNISTRA

Signature:

Nom: Michel DENEKEN
Titre: Président
A Strasbourg, le …../…../…..

Projet

Fait en douze (12) exemplaires originaux (une copie sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignation).

Une page de signature par Partenaire.

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Signature :

Nom : *XXXXXX*
Titre : *XXXXXX*
A Strasbourg, le …../…../…..

Projet

Fait en douze (12) exemplaires originaux (une copie sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignation).

Une page de signature par Partenaire.

CD 67

Signature :

Nom : *XXXXXX*
Titre : *XXXXXX*
A Strasbourg, le …../…../…..

Projet

Fait en douze (12) exemplaires originaux (une copie sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignation).

Une page de signature par Partenaire.

HUS

Signature :

Nom : Christophe GAUTIER
Titre : Directeur Général
A Strasbourg, le …../…../…..

Projet

Fait en douze (12) exemplaires originaux (une copie sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignation).

Une page de signature par Partenaire.

URPS ML GRAND EST

Signature :

Nom : Guilaine KIEFFER-DESGRIPPES
Titre : Présidente
A Strasbourg, le …../…../…..

Projet

Fait en douze (12) exemplaires originaux (une copie sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignation).

Une page de signature par Partenaire.

DOCAPOST

Signature :

Nom : *XXXXXX*
Titre : *XXXXXX*
A Strasbourg, le …../…../…..

Projet

Fait en douze (12) exemplaires originaux (une copie sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignation).

Une page de signature par Partenaire.

GRAND E-NOV

Signature :

Nom : Etienne LEROI
Titre : Président
A Strasbourg, le …../…../…..

Projet

Fait en douze (12) exemplaires originaux (une copie sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignation).

Une page de signature par Partenaire.

PRIESM

Signature :

Nom : *XXXXXX*
Titre : *XXXXXX*
A Strasbourg, le …../…../…..

Projet

Fait en douze (12) exemplaires originaux (une copie sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignation).

Une page de signature par Partenaire.

IHU

Signature :

Nom : Jacques MARESCAUX
Titre : Directeur Général
A Strasbourg, le …../…../…..

Projet

Fait en douze (12) exemplaires originaux (une copie sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignation).

Une page de signature par Partenaire.

ABV

Signature :

Nom : Séverine SIGRIST
Titre : Présidente
A Strasbourg, le …../…../…..

Projet

Fait en douze (12) exemplaires originaux (une copie sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignation).

Une page de signature par Partenaire.

ARS GRAND EST

Signature :

Nom : Christophe LANNELONGUE
Titre : Directeur Général
A Nancy, le …../…../…..

Projet

Fait en douze (12) exemplaires originaux (une copie sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignation).

Une page de signature par Partenaire.

VILLE DE STRASBOURG

Signature :

Nom : Roland RIES
Titre : Maire
A Strasbourg, le …../…../…..

Projet

Annexe 1 : Description du Projet

Il s'agit ici de décrire ce que l'on attend des Partenaires pendant la période allant de la signature de l'accord au dépôt du dossier final.
***Attention** : il ne s'agit pas de mettre le projet de l'AMI tel que déposé.*

Liste des études à fournir dans le cadre du Projet.

Etude 1 : AMO générale de cadrage et d'écriture du projet
Etude 2 : Définition des indicateurs et méthodologie d'évaluation
Etude 3 : Perspectives d'investissements
Etude 4 : Applications numériques en santé environnementale et cadre de vie
Etude 5 : Programme d'innovation territorial numérique
Etude 6 : Accompagnement à définition et à la spécification du socle numérique
Etude 7 : Laboratoire d'innovation ouverte et des espaces de co-construction
Etude 8 : Accompagnement au changement

Liste des Livrables à fournir par chacun des Partenaires.

Etude concernée	Livrables attendus	Partenaire(s)	Partenaire coordinateur (le cas échéant)	Délais
Etude 1	Coordination de l'ensemble des études d'ingénierie (8 en tout) et des travaux des partenaires dans le cadre des « work packages » du projet. Le livrable principal est le dossier final de candidature.		Eurométropole de Strasbourg	de mai à décembre 2018
Etude 2	Structuration de la démarche d'évaluation continue : cadre méthodologique prenant en compte les compétences de l'écosystème, et plan de mise en œuvre et d'évolution incluant des préconisations sur l'organisation.		Eurométropole de Strasbourg	de mai à octobre 2018
Etude 3	Constitution d'un portefeuille d'objets d'investissements liés au projet, crédibles et attractifs avec identification d'investisseurs privés potentiels et montages juridiques.		ABV	d'avril à octobre 2018
Etude 4	Définition d'actions prioritaires en terme de déploiement de capteurs et de développement de démarches permettant de : - Favoriser une meilleure connaissance du territoire grâce au recueil des données pertinentes ; - Faciliter la diffusion de l'information et de bonnes pratiques auprès de publics ciblés ; - Encourager la pratique du vélo et de l'activité physique.		Eurométropole de Strasbourg	de mai à octobre 2018
Etude 5	Définition d'actions prioritaires pour le développement d'outils et de services « dernier mètre » : animation de communautés et de		Docapost	d'avril à octobre 2018

Projet

	réseaux de solidarités, incluant les objets connectés.			
Etude 6	Définition des principes de construction et d'intégration des services numériques au sein de la plateforme numérique du projet : phase d'études pour préciser les aspects fonctionnels, technologiques, organisationnel, règlementaires, économiques et recherche de partenaires.		PRIeSM	d'avril à octobre 2018
Etude 7	Structuration de 2 lieux de services et d'innovation (à Strasbourg et Saverne) et articulation avec les dispositifs d'innovation.		ABV	d'avril à octobre 2018
Etude 8	Priorisation d'actions pour accompagner au changement acteurs du soin, acteurs médico-sociaux, patients, aidants et population dans le cadre du projet (sensibilisation, communication, formation, coups de pouce, éducation thérapeutique…).		Eurométropole de Strasbourg	de mai à octobre 2018

Liste des Contributions en Nature fournies par chacun des Partenaires.

Projet

Annexe 2 : Liste des Contributions Financières prévisionnelles

La présente Annexe décrit les sommes maximales à verser par les Partenaires concernés au Porteur du Projet (Eurométropole de Strasbourg) pour contribuer à la réalisation du Projet.

Nom du Partenaire versant la Contribution Financière	**Montant de la Contribution Financière**
Agence régionale de santé	70 000 €
Conseil départemental du Bas-Rhin	70 000 €
Hôpitaux universitaires de Strasbourg	50 000 €
Institut Hospitalo Universitaire	50 000 €
Université de Strabourg	50 000 €
Ville de Strasbourg	70 000 €

Ces sommes seront versées par le Partenaire concerné à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord, sur présentation d'une demande de versement préalable de l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans le cas où le besoin de l'Eurométropole de Strasbourg serait moindre, l'Eurométropole de Strasbourg pourra revoir à la baisse la somme demandée aux Partenaires concernés.

Les Partenaires effectueront les paiements prévus dans le cadre de la présente Annexe sur le compte bancaire suivant :

Banque	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
[*à compléter*]	[*à compléter*]	[*à compléter*]	[*à compléter*]	[*à compléter*]

Projet

Annexe 3 : Liste des Financements prévisionnels versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet

Conformément aux stipulations de l'article 6.3.2, l'Eurométropole de Strasbourg, en qualité de Porteur du Projet, s'engage à apporter les contributions financières maximales suivantes aux Partenaires. Ces paiements se font en contrepartie de la production conjointe des Livrables tels que définis en Annexe 1 des présentes.

Nom du Partenaire bénéficiant des Financements versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet	**Montant du Financement**
Alsace Biovalley	205 000 €
PRIeSM	210 000 €

Le Porteur du projet versera aux Partenaires bénéficiant des Financements versés par l'Eurométropole de Strasbourg au titre du Projet sous les réserves cumulatives suivantes :

- de la signature du présent Accord et,
- de la signature de la convention d'aide entre la Caisse des Dépôts et consignations et l'Eurométropole de Strasbourg.

Les paiements s'effectueront selon les modalités ci-après :

- XXX% du montant du financement à la date de signature de la Convention, sur présentation d'une facture du Partenaire.
- Le solde à la date de remise du livrable prévu en Annexe 1 de la Convention, sous réserve de la remise effective du Livrable et de son acceptation par le Porteur du Projet, et sur présentation de facture du Partenaire.

La TVA sera facturée en sus aux taux en vigueur à la date de facturation.

Projet

Coordonnées bancaires

1. Partenaire XXX

Les paiements prévus dans le cadre de l'Accord seront effectués par le Porteur du Projet, sur le compte bancaire suivant :

Banque	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
[*à compléter*]	[*à compléter*]	[*à compléter*]	[*à compléter*]	[*à compléter*]

2. Partenaire XXX

Les paiements prévus dans le cadre de l'Accord seront effectués par le Porteur du Projet, sur le compte bancaire suivant :

Banque	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
[*à compléter*]	[*à compléter*]	[*à compléter*]	[*à compléter*]	[*à compléter*]

3. Partenaire XXX

Les paiements prévus dans le cadre de l'Accord seront effectués par le Porteur du Projet, sur le compte bancaire suivant :

Banque	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
[*à compléter*]	[*à compléter*]	[*à compléter*]	[*à compléter*]	[*à compléter*]

Projet

Annexe 4 : Membres des Comités de Pilotage et de l'Equipe Projet

4.1. Membres du Comité de Pilotage Restreint

Partenaire 1 : Eurométropole de Strasbourg

Nom et Prénom :	Trautmann Catherine
Fonction :	Vice-présidente
Tél :	03 68 98 67 73
Fax :	
E-mail :	catherine.trautmann@strasbourg.eu

Partenaire 2 : CD67

Nom et Prénom :	
Fonction :	
Tél :	
Fax :	
E-mail :	

Partenaire 3 : HUS

Nom et Prénom :	
Fonction :	
Tél :	
Fax :	
E-mail :	

Partenaire 4 : URPS ML Grand Est

Nom et Prénom :	
Fonction :	
Tél :	
Fax :	
E-mail :	

Projet

Partenaire 5 : IHU

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Partenaire 6 : ABV

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Partenaire 7 : ARS Grand Est

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Partenaire 8 : Ville de Strasbourg

Nom et Prénom :	Feltz Alexandre
Fonction :	Adjoint au Maire
Tél :	03 68 98 50 00
Fax :	
E-mail :	alexandre.feltz@strasbourg.eu

Projet

Partenaire 9 : Unistra

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Partenaire 10 : DOCAPOST

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Partenaire 11 : Grand E-nov

Nom et Prénom :	Dorschner / Capron Maquaire Sylvain / Sarah
Fonction :	Directeur Général / Chargée de Projet
Tél :	09 72 54 04 31
Fax :	
E-mail :	s.capron-maquaire@grandenov.fr

Partenaire 12 : PRIeSM

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Projet

4.2. Membres du Comité de Pilotage Elargi

Le Comité de Pilotage Elargi comprend l'ensemble des douze (12) membres du Comité de Pilotage Restreint plus les membres suivants :

Membre 1 : XXXX

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Membre 2 : XXXX

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Membre 3 : XXXX

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Membre 4 : XXXX

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Projet

Membre 5 : XXXX

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Projet

4.3. Membres de l'Equipe Projet

Partenaire 1 : Eurométropole de Strasbourg

Nom et Prénom :	Bañuls Rémy
Fonction :	Directeur du développement économique et de l'attractivité
Tél :	03 68 98 65 89
Fax :	
E-mail :	remy.banuls@strasbourg.eu

Partenaire 2 : CD67

Nom et Prénom :	
Fonction :	
Tél :	
Fax :	
E-mail :	

Partenaire 3 : HUS

Nom et Prénom :	
Fonction :	
Tél :	
Fax :	
E-mail :	

Partenaire 4 : URPS ML Grand Est

Nom et Prénom :	
Fonction :	
Tél :	
Fax :	
E-mail :	

Partenaire 5 : IHU

Nom et Prénom :	
Fonction :	
Tél :	
Fax :	
E-mail :	

Projet

Partenaire 6 : ABV

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Partenaire 7 : ARS Grand Est

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Partenaire 8 : Ville de Strasbourg

Nom et Prénom :	Jouan François
Fonction :	Chef de service promotion de la santé de la personne
Tél :	03 68 98 64 42
Fax :	
E-mail :	

Partenaire 9 : Unistra

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Projet

Partenaire 10 : DOCAPOST

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Partenaire 11 : Grand E-nov

Nom et Prénom :	Capron Maquaire Sarah
Fonction :	Chargée de Projet
Tél :	09 72 54 04 31
Fax :	
E-mail :	s.capron-maquaire@grandenov.fr

Partenaire 12 : PRIeSM

Nom et Prénom : Fonction : Tél : Fax : E-mail :	

Projet

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 23 MARS 2018 - Point n°22

Territoire d'innovation de grande ambition :
convention avec la Caisse des dépôts.

Pour

77

AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BOUQUET-Gérard, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEPYL-Patrick, DREYER-Nicole, DREYSSE-Marie-Dominique, EGLES-Bernard, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MEYER-Paul, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, PERRIN-Pierre, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHMIDT-Michaël, SCHULER-Georges, SCHULTZ-Eric, SCHWARTZ-Pierre, TRAUTMANN-Catherine, VETTER-Jean-Philippe, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien

Contre

1

DELEAU-Christian

Abstention

0

Point 22 de l'ordre du jour :
Territoire d'innovation de grande ambition : convention avec la Caisse des dépôts.

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 77

Contre : 1

Abstention : 0

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observation :

M. Christian DELEAU a voté « Contre » par erreur alors qu'il souhaitait voter « Pour »

23

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Renouvellement de la représentation de l'Eurométropole de Strasbourg au sein du Conseil d'administration de l'Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg/ENGEES.

Le mandat des membres du Conseil d'administration de l'Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg/ENGEES est arrivé à échéance. Un nouveau Conseil reformaté est en cours de constitution (30 membres au lieu de 40) pour un mandat de 4 ans.

L'établissement souhaite toutefois dans cette configuration resserrée que l'Eurométropole de Strasbourg y siège à nouveau en raison des liens thématiques forts entre l'école et la collectivité et les nombreuses collaborations nouées.

La représentation actuelle était assurée par Mme la Vice-présidente Béatrice BULOU en charge de l'eau et de l'assainissement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

de procéder à la désignation du-de la représentant-e de l'Eurométropole de Strasbourg au sein du Conseil d'administration de l'Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg/ENGEES :

- *titulaire : Mme Béatrice BULOU*
- *suppléant-e : Mme Martine FLORENT*

Adopté le 23 mars 2018

par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

24

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Désignation du représentant de l'Eurométropole de Strasbourg à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE-Ill-Nappe-Rhin.

La composition de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE-Ill-Nappe-Rhin a été fixée par arrêté préfectoral du 2 février 2012, modifié.

La durée du mandat de 6 ans des membres arrivant à échéance le 2 février 2018, il convient de procéder au renouvellement de cette commission.

Actuellement, l'Eurométropole de Strasbourg ne dispose d'aucun siège au sein de la CLE du SAGE-Ill-Nappe-Rhin. En revanche, la Ville de Strasbourg dispose d'un représentant : Mme Christel KOHLER.

Pour prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires découlant de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, relatives notamment à la mise en œuvre de la Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), le siège dont dispose la Ville de Strasbourg, conformément à une proposition exposée aux membres de la CLE lors de sa réunion du 18 décembre 2017, sera désormais attribué à l'Eurométropole de Strasbourg.

Il est donc demandé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg de désigner son représentant au sein de la Commission Locale de l'Eau du SAGE-Ill-Nappe-Rhin.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de la Commission thématique
Sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré

désigne

Monsieur Vincent DEBES en tant que représentant de l'Eurométropole de Strasbourg au sein de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Ill-Nappe-Rhin.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

25

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Exonération de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères pour l'année 2019.

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) est une imposition liée au foncier bâti à laquelle est normalement assujetti tout redevable de la taxe foncière sur les propriétés bâties dès lors que le service d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères fonctionne sur la commune, même s'il n'utilise pas effectivement le service de la collectivité.

Toutefois, en vertu des dispositions de l'article 1521-III du Code Général des Impôts, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg peut exonérer de la TEOM des locaux à usage industriel et commercial.

Ainsi, pour être exonérés de la TEOM en 2019, les occupants auront dû faire appel, sous certaines conditions, au service d'une entreprise spécialisée en 2017 et avoir communiqué leur dossier à l'Eurométropole de Strasbourg en 2018 pour analyse, ou être client de la collectivité en ayant signé un contrat de redevance spéciale.
Il est à noter également que les locaux qui ne sont pas situés dans le périmètre de ramassage des ordures ménagères sont exonérés de TEOM.

L'article 57 de la Loi de Finance Rectificative de 2015, repris à l'article 1521-2bis du Code Général des Impôts, permet dorénavant aux collectivités de transmettre la liste des locaux exonérés en 2019 aux services fiscaux, au plus tard le 31 décembre 2018, aussi je vous propose de fixer la date de clôture de cette liste au 30 novembre 2018.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
vu l'article L.2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales
vu l'article 1521-III du Code Général des Impôts
après en avoir délibéré
approuve

l'exonération de la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2019 :

a) des locaux à usage industriel ou commercial dont les occupants font appel aux services d'une entreprise privée spécialisée et remplissent en outre les quatre conditions suivantes :

- *les déchets sont assimilables aux ordures ménagères et générés par l'occupant lui-même,*
- *les déchets sont évacués vers un centre de traitement agréé,*
- *le montant des frais occasionnés en 2017 pour l'évacuation et le traitement des déchets est au moins égal à celui de la TEOM du local en 2017,*
- *les demandes d'exonération devront être parvenues à l'Eurométropole de Strasbourg pour analyse au plus tard le 28 septembre 2018. Aucune demande postérieure à cette date ne pourra être prise en compte ;*

b) les locaux à usage industriel ou commercial dont les occupants ont signé un contrat de redevance spéciale pour l'enlèvement et le traitement de leurs déchets d'activités ;

c) les locaux situés dans des secteurs où le service d'enlèvement des déchets ne fonctionne pas.

L'exonération est applicable à partir du 1er janvier 2019 et ne vaut que pour une année civile sauf pour les clients ayant signés un contrat de redevance spéciale, l'exonération étant alors valable pour toute la durée de validité du contrat.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

26

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Feuille de route « Cadre de vie sain et durable » : pour un environnement porteur de qualité de vie et de bien-être sur l'Eurométropole de Strasbourg et au sein de ses communes

La prise en compte de la qualité de vie et de la santé dans l'environnement constitue un pilier identifié des objectifs de développement durable comme l'a prouvé l'intégration de cette dimension dès la COP 22.

Cet aspect constitue également un enjeu auquel nos populations sont de plus en plus sensibles comme le montrent les préoccupations concernant les relations entre air et santé, les questionnements relatifs à l'impact sur les populations fragiles de l'utilisation de pesticides ou encore, les interrogations liées à des problèmes émergents tels que les moustiques tigres par exemple.

Cette délibération vise à amplifier la prise en compte de la santé environnementale à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de ses différentes politiques publiques pour lesquelles elle est en compétence et à promouvoir dans un esprit de coopération intercommunale, le partage, la duplication des expériences et des initiatives positives au bénéfice des communes volontaires.

Un axe santé environnementale a été développé sur le territoire de l'Eurométropole dans le cadre de notre contractualisation avec l'Agence régionale de santé Grand Est au travers du Contrat local de santé II (2015-2020). Dans ce CLS a été initié le développement d'expertise tel que l'introduction de facteurs environnementaux dans l'observatoire de la santé existant.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, aux côtés d'une dizaine d'autres partenaires, ont été retenues à l'appel à manifestation d'intérêt « Territoire d'innovation de grande ambition » pour leur candidature « La santé en mouvements, une ambition partagée ». La réponse s'est structurée autour de trois axes parmi lesquels un axe consacré à l'adaptation du cadre de vie aux enjeux de santé publique, notamment en renforçant les actions de santé environnementale.

Par ailleurs, la présente délibération a aussi vocation à s'inscrire dans le Plan Climat 2030 de l'Eurométropole de Strasbourg en cours d'élaboration.

Les objectifs visés se déclinent en quatre axes.

1. Renforcer les outils d'observation locale en santé environnementale pour mieux contribuer à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé

Pour appréhender les enjeux de qualité de vie et de santé dans les meilleures conditions à l'échelle d'une agglomération, il est nécessaire de disposer d'informations permettant de mieux guider les actions à développer sur les territoires.

Il s'agit ainsi de disposer d'outils permettant de décrire par zone les inégalités de santé liées à l'environnement en faisant le lien entre exposition, vulnérabilité et santé. Cette démarche descriptive a pour objet d'identifier les territoires cumulant des facteurs d'inégalités de santé liées à l'environnement, afin de mieux cibler les actions de réduction des expositions ou d'établir les mesures compensatrices (ex : lutte contre le bruit, promotion d'une bonne qualité de l'air ambiant ou intérieur, accompagnement des professionnels pour réduire l'impact sanitaire de l'environnement …).
Les données existent, qu'elles s'intéressent à l'état de santé des habitants ou aux risques environnementaux, mais elles sont dispersées dans différentes bases de données. Cet état de fait rend difficile une vision globale des enjeux sur les territoires.

Un observatoire local en santé croisant des déterminants socio-économiques avec des indicateurs de santé a été réalisé avec le soutien de l'ORSAL depuis plusieurs années sur le territoire de l'Eurométropole. Il sera enrichi de critères environnementaux émanant de bases de données détenues par nos services ou par des partenaires tels qu'ATMO GRAND EST, l'ADEUS, le BRGM, … Il s'appuiera également sur notre partenariat avec les recherches universitaires permettant de mieux anticiper les risques sur la santé liés au changement climatique ou renforçant nos éléments d'observation : projet **Interreg TIGER** concernant la communication et la prévention face au moustique tigre, projet **Ireps** intitulé « projet *Interreg, quantifier et réduire les inégalités sociales et environnementales de santé du nouveau-né* », projet **Interreg Atmo vision** avec l'acteur ATMO Grand Est, …
Ce projet d'observation locale en santé environnementale s'inscrit dans le cadre du contrat local de santé II de l'Eurométropole de Strasbourg.

2. Renforcer l'articulation entre développement durable et cadre de vie sain dans les politiques d'urbanisme, d'agriculture, de transports, de préservation de l'environnement et accompagner des expérimentations d'intérêt métropolitain

- **Un urbanisme au service d'un cadre de vie plus sain :**

Avec la transition énergétique de même qu'avec la densification du tissu urbain, les questions d'urbanisme et de conception de l'espace sont soumises à des tensions contradictoires : isolement thermique et qualité de l'air intérieur, densification et demande de végétalisation, formes architecturales innovantes et problèmes émergents de santé environnementale,...

L'Eurométropole de Strasbourg s'est montrée dynamique et ambitieuse sur le PLUi. Il s'agit d'accompagner ce mouvement en y introduisant une perspective qualitative d'urbanisme, renforçant cadre de vie et qualité de vie.

Deux types de mesures seront particulièrement développés.

Le renforcement de l'application des documents de la démarche « Aménagement et Habitat Durables (AHD) » initiée dès 2012 par la signature de la Charte « AHD » par plus de 40 partenaires volontaires, puis déclinée opérationnellement en 2013 au travers d'un référentiel s'appliquant contractuellement aux opérations d'aménagement et d'habitat engagées par l'Eurométropole de Strasbourg, permet de mieux appréhender les préoccupations qualitatives dans la conception, la rénovation et la construction de logements.

L'évaluation et l'actualisation de cette démarche « AHD », notamment par l'introduction de nouveaux critères pour les thématiques relevant de la gestion des nuisances et du confort de l'habitat permettront d'atteindre un cadre de vie plus sain et sûr.

En application du référentiel, la rédaction de cahiers des charges de consultations « promoteurs » ou « aménageurs » visera le recours à des matériaux ayant un faible niveau d'impact sur la santé des artisans et des habitants, mais aussi la lutte contre la pollution sonore, la conquête de la qualité de l'air ambiant et intérieur, la sensibilisation des élus et des professionnels.

Le deuxième type de mesures consiste en une meilleure prise en compte des enjeux de qualité de vie et de santé dans la manière de penser l'aménagement d'un projet urbain. Il sera encouragé dans les territoires volontaires, en mettant en place des processus vertueux faisant travailler ensemble urbanistes, aménageurs, architectes, professionnels de santé et habitants.

S'appuyant sur l'Evaluation d'Impact sur la Santé (EIS) développée à la ZAC des Deux Rives à Strasbourg et initiée dans le cadre du Contrat local de santé II de l'Eurométropole de Strasbourg, des processus analogues pourront être développés s'appuyant sur l'expertise de l'ADEUS et de l'IREPS à la demande des communes souhaitant mieux articuler transition énergétique et densification urbaine d'une part, qualité de vie et bien être des habitants d'autre part.

Par ailleurs, l'Eurométropole de Strasbourg prévoit d'organiser un cycle de conférences relatif à l'urbanisme et la santé à compter de 2018.

- **Urbanisme et prévention des nuisances sonores :**

Le plan de prévention du bruit dans l'environnement de l'Eurométropole de Strasbourg adopté en 2013 a mis en évidence que la source sonore prépondérante sur l'agglomération est le bruit routier, exposant ainsi 10 % de la population. Grâce aux financements de l'ADEME, ce premier plan de prévention, dont l'objectif double est de diminuer la part de population exposée au bruit et de procéder à la résorption de points noirs bruit, va permettre d'améliorer d'ici 2020 les performances d'isolation acoustique de façades de 120 logements du parc social et d'une dizaine de groupes scolaires sévèrement exposés.

Pour autant, bien qu'encadrée réglementairement pour les projets de construction neufs, la prise en compte de l'impact du bruit, peut être sensiblement améliorée. Un balcon d'un appartement neuf exposé au bruit des infrastructures de transport ne sera jamais utilisé par ses occupants.

Un axe de travail visant à une intégration plus fine de la contrainte bruit pour les projets d'aménagement urbain et de construction neufs sera développé en direction des maires et de promoteurs.

- **Adaptation au changement climatique et enjeux de santé :**

Au-delà des incidences sur les ressources et nos modes de vie, l'impact du changement climatique constitue aussi une menace pour les êtres humains. Il est susceptible de concerner un large spectre de pathologies : respiratoires et allergiques, infectieuses et cardio-vasculaires, cutanées, mentales.

Les effets du changement climatique peuvent être directs comme lors d'une exposition à une vague de chaleur, à des inondations ou indirects du fait de l'apparition de nouveaux vecteurs tels le moustique tigre, de l'exposition croissante aux pollens, …

L'adaptation au changement climatique doit nous interroger aussi sur les enjeux de protection de la santé des populations vis-à-vis des risques identifiés tels les îlots de chaleur, les coulées de boues, les proliférations de vecteurs et de pollens allergisants,…

Expérimentations sur les îlots de chaleur, prises en compte dans l'aménagement urbain de zones de fraîcheur, adoption dès 2019 du Plan Climat 2030 sont autant de mesures visant à appréhender les enjeux de préservation de la santé publique et de bien-être.

Dans ce même cadre, une étude de vulnérabilité du territoire métropolitain au changement climatique et à son impact sur la santé sera élaborée, approfondie d'une étude spécifique sur les coulées de boue, qui débouchera sur un plan d'actions pour prévenir et limiter les risques pour les habitants et leurs biens.

- **Réduction de l'exposition aux perturbateurs endocriniens :**

Les perturbateurs endocriniens imprègnent notre environnement et sont reconnus aujourd'hui comme constituant un réel problème de santé publique. Ils modifient en effet le fonctionnement de notre système hormonal ayant des répercussions sur la fécondité, sur la grossesse et le développement ultérieur de l'enfant. Certains sont également cancérogènes.

La réduction de l'exposition aux perturbateurs endocriniens sera intégrée et favorisée comme clause environnementale dans le cadre de la commande publique.

Pour les communes volontaires, l'adhésion à la charte « territoires sans perturbateurs endocriniens » développée par le Réseau Environnement Santé (RES) sera encouragée et soutenue. Les communes volontaires pourront notamment bénéficier de formations sur les modalités de mise en œuvre d'une commande publique exemplaire en la matière.

- **Agriculture durable, air et santé :**

Un partenariat a également vu le jour depuis 2010 entre la collectivité et la profession agricole dont l'un des objectifs est d'accompagner les agriculteurs locataires de la

collectivité vers la réduction de l'usage des produits phytosanitaires et plus globalement vers le développement de l'agriculture biologique.

La profession agricole est particulièrement confrontée à la problématique d'emploi des pesticides et de ses impacts sanitaires et en est la première victime. En lien avec la Chambre d'agriculture, l'Eurométropole de Strasbourg continuera à développer le dialogue avec les exploitants, ainsi que des actions de médiation entre agriculteurs et riverains en sensibilisant sur l'impact sanitaire, y compris celui sur l'air maintenant bien connu.

- **Biodiversité et qualité de vie :**

A la suite de l'abandon de l'utilisation de produits phytosanitaires par les services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg dès 2008, la dynamique s'est élargie à plusieurs autres communes de l'Eurométropole de Strasbourg, aux gestionnaires d'espaces publics (bailleurs sociaux, RFF, VNF,…), ainsi qu'aux particuliers, par des actions de sensibilisation et d'initiation aux techniques alternatives. L'impact environnemental lié à l'utilisation de produits chimiques sur la qualité de la ressource en eau mais également l'impact sur la santé des usagers de l'espace public sont particulièrement à surveiller.

La charte « Tous unis pour plus de biodiversité » proposée à la signature des administrations, entreprises et particuliers, promeut les pratiques respectueuses de l'environnement. Elle rassemble à ce jour plus de 70 signataires, qui se mobilisent pour expérimenter, mettre en œuvre et diffuser les bonnes pratiques.

Il s'agit de mieux valoriser les effets positifs sur les personnes des pratiques en faveur de la biodiversité et de mettre en avant les mesures de protection ou de limitation des risques qui pourraient impacter négativement la santé des personnes :

- en intégrant davantage et systématiquement un message concernant l'impact sanitaire des actions en faveur de la biodiversité dans les différents outils existants (ateliers techniques, supports d'information, outils pédagogiques, guides, etc),

- en élargissant l'assise de la charte « Tous unis pour plus de biodiversité » et en continuant à chercher l'adhésion de nouveaux signataires,

- en engageant un travail sur la prise en compte des espèces végétales vis-à-vis des enjeux de réactions allergiques liées aux pollens, phénomène en forte expansion auprès de la population française,

- en menant un travail sur le rôle de la végétation dans les îlots de chaleur.

3. Développer la capacité d'action des communes sur le territoire de la métropole par le partage des expériences et des savoir-faire

Il s'agit de développer une ingénierie qui permette d'être plus efficace en organisant un réseau entre les communes volontaires de l'Eurométropole de Strasbourg, en élaborant des fiches réflexes à disposition des communes qui le souhaitent, en adoptant des outils de communication partagés.

Au regard des échanges avec les communes, cette ingénierie est appelée à se développer particulièrement sur les deux thématiques suivantes dans un premier temps, puis d'autres

thématiques pourront être traitées en fonction des besoins identifiés collectivement par les communes volontaires.

- **Une qualité de l'air intérieur maitrisée :**

La qualité de l'air intérieur, dont la responsabilité incombe aux maires en ce qui concerne les établissements recevant du public et en premier lieu les structures d'accueil de la petite enfance et les écoles, représente une préoccupation importante des maires des communes de l'Eurométropole de Strasbourg. La demande des parents au regard des risques pour la santé des enfants s'amplifie également. Or les impératifs d'isolation thermique, la complexité de la réglementation, la diversification des modes de ventilation peut demander un accompagnement des services des collectivités qui sont en charge d'assurer une qualité de l'air intérieur maitrisée. Celui-ci concerne l'information relative notamment aux mesures de la qualité de l'air, aux choix et à la maintenance des systèmes de ventilation, aux bonnes pratiques en matière d'aération, ... Par ailleurs, pour répondre à des situations dégradées en matière de qualité de l'air intérieur que rencontrent les communes dans les établissements recevant du public ou les particuliers, le dispositif « Intair' Agir » financé par l'Agence Régionale de Santé Grand Est et en partenariat avec ATMO Grand Est pourra être mobilisé de façon accrue par les communes. Ce dispositif consiste à appréhender la qualité de l'air intérieur d'un établissement recevant du public ou d'un autre espace à l'origine de signalements d'inconfort de la part des usagers ou de troubles respiratoires objectivés par des professionnels de santé et de définir les solutions correctives.

- **Problèmes liés à certaines espèces animales dont la prolifération peut être dangereuse pour l'homme :**

Il s'agit de faciliter la production de réponses adaptées aux concitoyens, ces derniers s'adressant souvent à leur commune face à ces problèmes. Cela correspond aux attentes de la population et prend une dimension nouvelle face au réchauffement climatique.

D'ores et déjà, des « fiches réflexes » ont été élaborées par les communes de l'Eurométropole. Ces outils sont adaptés pour permettre aux communes de répondre plus facilement à leurs administrés dans le cadre des missions d'hygiène publique qui incombent à chacune d'entre elles. Avec l'accord des communes concernées, elles pourront être diffusées et adaptées en fonction des demandes. L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à faciliter la mise en commun de ces outils.

D'autres phénomènes émergents, comme le moustique tigre ou les punaises de lit dans certains quartiers, demandent l'engagement d'actions innovantes et coordonnées. Par exemple, la recherche d'un lieu permettant d'assainir les effets infestés de punaises de lit des ménages par congélation est une solution innovante à explorer pour prendre en compte ces situations complexes et croissantes. Elle sera aussi profitable aux habitants de l'ensemble de l'Eurométropole de Strasbourg.

Il s'agit de mutualiser les outils existants et de les mettre à la disposition des communes demandeuses, ce qui permettra de favoriser le développement collectif d'expertises et de bonnes pratiques dans une perspective de coopération à l'échelle intercommunale.

4. **Favoriser l'adoption de « bons gestes » favorables à la qualité de vie et au bien-être par des actions de sensibilisation coordonnées**

Si les politiques publiques peuvent être actives en matière d'environnement et de prise en compte de la qualité de vie, chaque citoyen est en capacité d'y contribuer par l'adoption de représentations et de comportements plus adaptés. L'utilisation de produits chimiques par le monde agricole, dans la vie quotidienne ou en milieu de travail, dans les jardins privés ou sur les terrasses, l'aménagement et l'entretien des espaces verts sont autant de facteurs qui peuvent entrainer des risques ou au contraire être protecteur de bien-être.

L'objectif est de développer une information et de donner les possibilités de mobiliser le débat public sur ces questions. Il s'agit de sortir du cercle d'initiés et du débat d'experts en sachant répondre aux attentes de nos concitoyens qui se font plus pressantes en la matière. Il s'agit également de faciliter le développement de débat localement, au plus proche des habitants en apportant un appui aux communes de l'Eurométropole qui le souhaitent.

Deux thématiques prioritaires seront abordées.

- **Sensibiliser le grand public sur les enjeux de la qualité de l'air intérieur :**

Il s'agira d'informer et de sensibiliser le grand public, premier acteur d'une qualité de l'air intérieur, afin de faciliter l'adoption de comportements adéquats et favorables au « bien habiter ». D'ores et déjà, des interventions ont lieu dans des centres socio-culturels, dans le cadre de partenariat avec la Mutualité Française Grand Est ou des associations telles que l'Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique (APPA).

Ces interventions se sont déroulées dans le cadre du Contrat Local de santé II (2015-2020) signé avec l'Eurométropole de Strasbourg et ont vocation à entrer dans une nouvelle phase de déploiement. En parallèle, dans le cadre d'un partenariat avec des bailleurs sociaux, une étude-action expérimentale visant à sensibiliser les résidents de ces parcs sociaux sur le « bien habiter » et à développer les missions de Conseiller Médical en Environnement Intérieur a débuté sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg en 2018. Des actions de sensibilisation vers d'autres publics spécifiques seront facilitées sur les territoires des communes intéressées.

- **Apporter un appui à l'organisation de débats concernant les relations entre environnement et exposition aux substances chimiques**

Les débats qui ont accompagné l'élaboration de la loi sur la biodiversité ont démontré la maturité et la sensibilité du public, qui a plébiscité la démarche et s'est interrogé sur la persistance en milieu urbain de pratiques portant atteinte à l'environnement et à leurs impacts sanitaires. Les rapports d'expertise de l'Agence Nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail ou l'Atlas de la France toxique publié par l'association Robin des bois ont permis une avancée majeure dans les connaissances. La mobilisation de la société civile et du milieu médical va en croissant, y compris au sein de notre territoire, comme en témoigne les conférences organisées à l'initiative de communes, de collectifs ou d'associations.

L'occasion est offerte aujourd'hui d'amplifier la dynamique en direction de nouveaux publics tels les particuliers comme de ceux avec lequel le dialogue est engagé, en y renforçant une approche positive de promotion de la santé et de qualité de vie.

La stratégie proposée porte sur les objectifs suivants :

- Mettre en commun des outils pédagogiques existants,

- apporter un appui à l'organisation de débats dans les communes intéressées par l'échange d'expériences.

Cette démarche valorisant aussi les enjeux de préservation de la santé visera à l'adoption de bonnes pratiques par ces publics, étape préparatoire à l'interdiction de l'usage de produits phytosanitaires par les jardiniers amateurs, prévue en 2019.

Synthèse

En résumé, au travers de cette feuille de route « cadre de vie sain et durable », il est proposé de donner une impulsion forte pour apporter un appui au service des collectivités volontaires et des populations de l'Eurométropole de Strasbourg.

Outre les financements déjà acquis dans le cadre de la contractualisation de l'Eurométropole avec l'Agence régionale de santé, ainsi que du Programme Régional Santé Environnement 2, des recherches de financement dans le cadre de différents appels à projet (notamment Plan National Santé Environnement 3) seront sollicitées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le lancement d'une feuille de route « cadre de vie sain et durable » qui s'inscrit dans le cadre de la contractualisation avec l'ARS Grand Est ainsi que dans le cadre du Plan Régional Santé Environnement 3. Cette feuille de route s'articule avec le Plan Climat 2030 de l'Eurométropole de Strasbourg qui est en cours d'élaboration.

décide

- *d'encourager un partenariat sur la base du volontariat des communes avec mise en réseau et coordination d'actions en vue d'amplifier la prise en compte de la qualité de vie et de la santé environnementale à l'échelle du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *de faciliter le partage d'expertise et d'outils existants dans les collectivités volontaires en vue d'accentuer l'efficacité et la réactivité face aux thématiques concernées,*

- *de mettre en place un comité de pilotage comportant les représentants des 33 communes (réunion des élus « environnement ») afin de pouvoir développer ce programme pour les deux années à venir.*

autorise

le Président à signer tout document relatif à la déclinaison de cette feuille de route.

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 23 MARS 2018 - Point n°26

Feuille de route « Cadre de vie sain et durable » : pour un environnement porteur de qualité de vie et de bien-être sur l'Eurométropole de Strasbourg et au sein de ses communes

Pour

77

AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BOUQUET-Gérard, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DELEAU-Christian, DEPYL-Patrick, DILIGENT-Danielle, DREYSSE-Marie-Dominique, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KLUMPP-Théo, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, KUTNER-Jean-Marie, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MEYER-Paul, NEFF-Annick, NISAND-Raphaël, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, PERRIN-Pierre, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHMIDT-Michaël, SCHULER-Georges, SCHULTZ-Eric, SCHWARTZ-Pierre, TRAUTMANN-Catherine, VETTER-Jean-Philippe, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien

Contre

0

Abstention

0

27

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 23 mars 2018

Création de l'aire d'accueil des Gens du voyage de Mundolsheim/ Souffelweyersheim.

La loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage rend obligatoire la création d'aires d'accueil afin de permettre un équilibre entre d'une part la liberté constitutionnelle d'aller et venir des voyageurs et la possibilité de stationner leur caravane et de séjourner dans des conditions décentes, et d'autre part, la volonté des pouvoirs publics d'éviter le stationnement illicite, généralement source de difficultés.
C'est dans ce cadre qu'un premier schéma départemental des gens du voyage 2002-2008 prévoyait l'aménagement de 750 places d'accueil sur le département, dont 330 places pour l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi que la création d'une aire de grand passage.
L'étude réalisée dans le cadre de l'élaboration du schéma 2011-2017 a confirmé ces obligations.

A ce jour, 283 places ont été aménagées et sont en fonctionnement respectivement à Vendenheim (33 places), Strasbourg rue de Dunkerque (39 places), Illkirch-Graffenstaden (27 places), Geispolsheim (37 places), Ostwald-Lingolsheim (41 places), Schiltigheim « la Vogelau » (41 places), Eckbolsheim (24 places) et Bischheim-Hœnheim-La Wantzenau (41 places) et une aire de grand passage de 80 places. Ces places permettent le stationnement de familles dans des conditions dignes pour des séjours pouvant aller jusqu'à six mois en période hivernale.

La réalisation de l'aire d'accueil de Mundolsheim / Souffelweyersheim, prévue dès le schéma 2002-2008, est indispensable pour respecter les obligations légales et réglementaires d'accueil des voyageurs. Le projet répond en outre à un cahier des charges élaboré dans le cadre du schéma départemental des Gens du voyage.
Le coût total du projet est estimé à ce jour à un montant de 1,59 M €, comprenant le coût des études.

Compétente en matière d'aménagement et de gestion des dispositifs d'accueil des gens du voyage, L'Eurométropole de Strasbourg est chargée de la maitrise d'ouvrage.

L'autorisation de mener les études préliminaires avait été délibérée le 22 septembre 2010.
Le marché de maîtrise d'œuvre attribué le 28 avril 2011 au bureau d'études EMCH-BERGER reste en vigueur.

L'aire comprendra 20 places de 75 m² minimum, réparties sur dix emplacements, plus une place pour une personne en situation de handicap, soit au total 21 places et un pavillon d'accueil. Chaque emplacement est équipé d'un bâtiment sanitaire muni d'un WC, d'une douche et d'un coin cuisine. Le WC et la douche sont équipés d'appareils de chauffage à la consommation individualisée.

Les compteurs individualisés pour l'eau et l'électricité par emplacement permettent la facturation aux familles stationnant sur le site. Ces emplacements peuvent accueillir une famille complète, soit au maximum deux caravanes double essieu et les véhicules pour les tracter.
Le pavillon d'accueil qui sera placé à l'entrée du site permet l'accueil des familles, la gestion de leurs différentes demandes, ainsi que la perception de la redevance d'occupation. Un accès individualisé par la rue du Dépôt, contrôlé par un portique d'accès, est prévu, ainsi qu'une clôture d'enceinte paysagée. L'ensemble sera raccordé aux divers réseaux (eau, assainissement, électricité,…) implantés dans la rue du Dépôt à Souffelweyersheim. L'accès à l'aire d'accueil depuis de la rue du Dépôt sera également rénové dans le cadre de cet aménagement d'ensemble.

L'emprise foncière nécessaire à la réalisation du projet est constituée par les parcelles 276 et 251 Section 25 sur le ban communal de Mundolsheim. Une partie de la parcelle 288 Section 13 sur le ban communal de Souffelweyersheim permettra en outre de réaliser l'accès indépendant à l'aire d'accueil. Si cela s'avérait nécessaire, la collectivité serait en mesure d'acquérir elle-même, à l'amiable ou par voie d'expropriation, les parcelles constituant l'emprise du projet.

A ce jour, il convient de poursuivre les études afin d'engager les travaux en vue d'une ouverture à l'horizon 2020.

Il est ainsi proposé au Conseil d'approuver ce projet et d'autoriser le Président à procéder aux éventuelles acquisitions foncières restant à réaliser, à l'amiable ou en tant que de besoin par voie d'expropriation ; et de requérir à cette fin auprès du Préfet, la déclaration d'utilité publique (DUP) de ce projet ainsi que sa mise en compatibilité avec le Plan local d'Urbanisme.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
Vu l'avis de France Domaine,
Vu l'avis de la Commission thématique,
Vu le code de l'urbanisme,
Vu le code de l'expropriation,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,

approuve

la création de l'aire d'accueil des gens du voyage de Mundolsheim-Souffelweyersheim, rue du dépôt à Souffelweyersheim de 21 places ainsi que la réalisation des équipements nécessaires à son fonctionnement (desserte, raccordements aux réseaux d'eau, d'assainissement, d'électricité, de téléphone, de signalisation,.....).

autorise

le Président ou son représentant :

- *à solliciter toute subvention et à signer les conventions correspondantes (Union européenne, Etat, Région, Département, ou autres organismes publics ou privés).*

- *à procéder, en tant que de besoin, à l'acquisition amiable ou au besoin par voie d'expropriation des terrains privés situés dans le périmètre concerné et cadastrés ci-après :*

COMMUNE DE MUNDOLSHEIM
Lieudit Brodacker, Section 25 n°276/250 de 11,50 ares, terres appartenant en indivision à Madame Annie GIROLD née EHRHARDT, pour ¼ ; Monsieur Jean-Philippe EHRHARDT, pour ¼ et à Madame Martine MICHEL, pour 2/4

- *à mettre en concurrence les travaux, ainsi que les prestations de coordination "santé sécurité" conformément au code des marchés publics et à signer les marchés y afférents,*
- *à solliciter pour les projets Eau et Assainissement :*
  - *l'occupation temporaire du terrain auprès des propriétaires concernés pour la phase travaux,*
  - *l'instauration de servitudes de passage et d'occupation permanente du sous-sol,*
  - *à signer les conventions, demandes de permis et tous documents et actes qui pourraient être nécessaires à la réalisation de ce projet.*

- *le cas échéant à solliciter auprès du Préfet une Déclaration d'Utilité Publique (DUP), emportant mise en compatibilité du PLU de l'Eurométropole de Strasbourg, si cela s'avèrerait nécessaire.*
- *à saisir, en tant que de besoin, le préfet en vue d'engager la procédure d'expropriation, conformément aux articles R.112-4 et suivants du Code de l'expropriation, si les parcelles susmentionnées ne pouvaient être acquises à l'amiable,*
- *à demander l'ouverture de l'enquête parcellaire prévue par les articles R.131-1 et suivants du Code de l'expropriation,*

fixe

à 30 000 €, à majorer de l'indemnité de remploi au taux de 20 % jusqu'à 5 000 €, de 15% entre 5 000 € et 15 000 € et de 10 % au-delà, l'offre de l'Eurométropole de Strasbourg à proposer aux propriétaires susnommés.

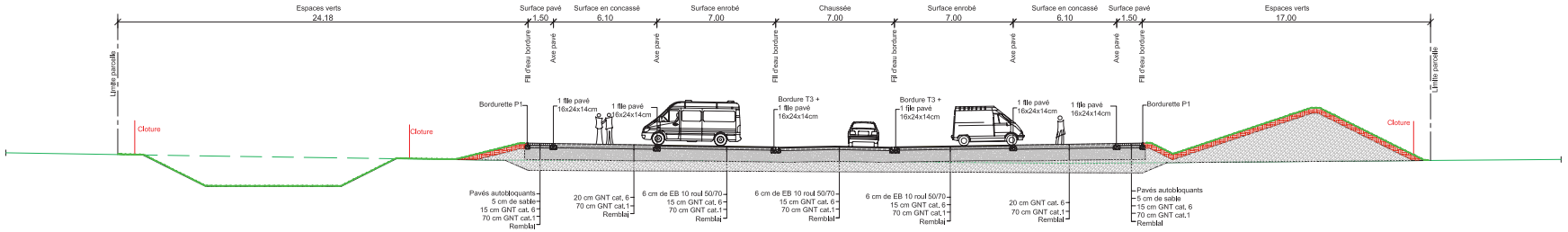
décide

- *d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits d'investissement du budget du service des Gens du Voyage AS09 de l'autorisation de programme AP999, programme ayant pour objet l'aménagement de l'aire d'accueil estimé à ce jour de l'ordre de 1,59 M € (dont 100 000 € de crédits d'études ayant d'ores et déjà été délibérés en septembre 2010 par la DMEPN) ;*
- *d'imputer la dépense correspondant aux acquisitions foncières d'un montant de 34 000 € sur la ligne budgétaire 824-211-Programme 5-AD03.*

Adopté le 23 mars 2018
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 mars 2018

COUPE A - A
Echelle : 1/100



Légende :

- Chaussée en enrobé EB 10 roul 50/70, sur 6 cm
- Surface emplacement en enrobé EB 10 roul 50/70, sur 6 cm
- Surface emplacement en GNT
- Aire de stationnement en enrobé EB 10 roul 50/70, sur 6 cm
- Espaces verts
- Surface en stabilisé, sur 5 cm
- Surface en pavés autobloquants épaisseur 8 cm
- Bordure T3 ou pavé 16 x 24 x 14 cm
- Cloture rigide, hauteur : 2m
- Haie champêtre
- Périmètre de l'aménagement
  Surface : environ 8 800 m²
- Lilas - Syringa vulgaris - ht 125-150 cm
- Erable champêtre - Acer campestre - tige fléchée 18/20
- Haie champêtre : charme (Carpinus betulus) 5%, noisetier (Corylus avellana) 5%, cornouiller mâle (Cornus mas) 20%, cornouiller sanguin (Cornus sanguinea) 20%, fusain d'Europe (Euonymus europaeus) 15%, viorne mancienne (Viburnum lantana) 5%, aubépine blanche (Crataegus monogyna) 5%, eglantier (Rosa carlina)15 %, sureau noir (Sambucus nigra) 10%



Strasbourg.eu — Capitale européenne

Communauté Urbaine de
STRASBOURG
DIRECTION DES ESPACES PUBLICS ET NATURELS

1, Parc de l'Etoile - 67076 Strasbourg Cedex
Tél. 03.88.60.90.90
Fax 03.88.60.90.81

M:\AVEN_URB\Mundolsheim\Voyage_11-362\Plans\DaoPlans\Apr11_362-02.dwg

Ind.	Date	Nature de la modification	par
C			
B			
A			

COMMUNE DE MUNDOLSHEIM

AVANT PROJET

Aire d'accueil des gens du voyage

VUE EN PLAN
TRAVAUX DE VOIRIE ET D'ESPACES VERTS

Echelle :	1/200 ème
Plan N° :	11-362-02
Date :	20.04.2012
Dessiné :	SP
Vérifié :	JRK
Format :	297 x 630

EMCH + BERGER
29 Route de la Wantzenau - 67800 HOENHEIM
Tél. : 03.88.18.68.80 - Fax. : 03.88.18.68.89
E-mail : secretariat@emchetberger.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
REGION GRAND EST ET DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Service :Division France Domaine
Adresse :4 place de la République – CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone :03 88 10 35 00
mail : drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Bernard ROTH
Téléphone : 03 88 10 35 09
Courriel : bernard.roth@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. LIDO : **2017 / 0913**

A

EUROMETROPOLE
1 Parc de l'Etoile
67000 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN :	**COMMUNE DE MUNDOLSHEIM** – Aire des gens du voyage
ADRESSE DU BIEN :	**BRODACKER**
VALEUR VÉNALE :	**30 000 € HT**

1 - SERVICE CONSULTANT : EMS

Affaire suivie par : Alain MULLER : alain.muller@strasbourg.eu

2 - DATE DE CONSULTATION : 19/09/2017

Date de réception : 22/09/2017
Date de visite :
Date de constitution du dossier « en état » : 26/09/2017

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE

Acquisition d'une parcelle située dans l'aire prévue pour les gens du voyage. La procédure d'expropriation de 2013 ayant fait l'objet d'une annulation, la parcelle a été rétrocédée au propriétaire. Une évaluation actualisée est nécessaire afin de pouvoir déposer une nouvelle demande de DUP.

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

Section	Parcelles	Surface (ares)	Zonage
25	276	11,50	IAUX b2

Parcelle en nature de terre cultivée faisant partie de la zone prévue pour la création de l'aire des gens du voyage. Cette zone est actuellement non viabilisée.

5 - SITUATION JURIDIQUE

- nom du propriétaire : Un jugement du 03/10/2014 accorde la rétrocession de la parcelle à l'ancien propriétaire, les consorts EHRHARDT-MICHEL.
- situation d'occupation : ./.

6 - URBANISME ET RESEAUX

Urbanisme : Zone IAUX b2 du PLUi de l'EMS actuellement en vigueur à MUNDOLSHEIM.

Voie, réseau, divers (VRD) : secteur d'urbanisation future non viabilisé

Qualification du terrain : La parcelle n'a pas la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation.

7 - DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale de la parcelle est estimée à 30 000 € HT

8 – DUREE DE VALIDITE

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIERES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi N° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction générale des Finances Publiques.

A Strasbourg, **le 30/10/2017**

Pour l'Administrateur général,
Directeur régionale des Finances publiques
Région Grand Est
et département du Bas-Rhin.

L'inspectrice principale, adjointe
à la responsable de la Division du
Domaine

Anne-Fleur FREGER